DE KOLWEZI À L'AFGHANISTAN
AVEC LE 2e REP

UNE VIE DE LÉGIONNAIRE

ADJUDANT-CHEF JEAN-CLAUDE SAULNIER
En collaboration avec Pierre Dufour

JEAN-CLAUDE SAULNIER
en collaboration avec Pierre Dufour

UNE VIE DE LÉGIONNAIRE

Adapté par Véronique Duthille

11 passage Saint-Pierre Amelot
75011 Paris
www.nimrod.fr

« *More Majorum* »
À la manière des anciens

Devise du 2e REP

Avant-propos de Pierre Dufour

La carrière de l'adjudant-chef Jean-Claude Saulnier couvre une période cruciale de l'histoire contemporaine de l'armée française. Il a été le témoin et l'acteur des formidables mutations technologiques, stratégiques et humaines qui en ont fait une force d'intervention projetable parfaitement adaptée au rôle de la France dans le monde. Au cours des trois décennies qui vont de Kolwezi en 1978 à l'Afghanistan en 2010, le légionnaire Julien Soral, qui deviendra l'adjudant-chef Saulnier, président des sous-officiers du 2e REP, a vécu l'évolution sans précédent d'une armée marquée par la déchirure des guerres coloniales et restructurée pour faire face à un conflit de type Centre Europe avant de passer de la conscription à l'armée de métier, de l'affrontement des blocs aux menaces diffuses de l'ère post-nucléaire.

Au mois de mai 1978, jeune légionnaire à peine sorti de l'instruction, Jean-Claude Saulnier, alias Julien Soral, a participé avec le 2e régiment étranger de parachutistes à la dernière grande opération aéroportée de l'armée française sur Kolwezi, où il a reçu sa première blessure et conquis son premier titre de gloire. En 2010, alors au faîte des honneurs, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, adoubé dans l'ordre restreint des maréchaux de la Légion étrangère, l'adjudant-chef Saulnier menait sa dernière campagne en Afghanistan en tant que président des sous-officiers du 2e REP au sein de la Task Force *Altor*.

Entre ces deux événements qui caractérisent une époque, que de chemin parcouru, que d'innovations et de transformations, que de changements dans les affaires du monde et l'apparition d'une géostratégie fondée sur de nouvelles menaces. En 1978, le légionnaire Soral sautait sur Kolwezi avec des parachutes américains T 10 bricolés et combattait avec un fusil semi-automatique MAS 49/56, déjà en service en Algérie ; le fusil à répétition FR F1 étant employé pour la première fois en opération par les tireurs d'élite du régiment. Faute de moyens aériens, la motorisation du régiment était

assurée sur place, de façon empirique, par les véhicules de la Gécamines. En 2010, en Kapisa et dans la vallée de Surobi, les légionnaires du 2e REP sont dotés de fusils d'assaut Famas, de mitrailleuses Minimi, de fusils de précision PGM Hécate II de calibre 12,7. Les transmissions sont assurées par des postes à évasion de fréquence, les renseignements opérationnels sont fournis par des drones et les unités se déplacent en véhicules de l'avant blindés (VAB) et bientôt en VBCI ou en véhicules blindés légers (VBL). Spécifiques aux troupes aéroportées, les traditionnels fardiers Lohr sont remplacés par des véhicules Overland. Les appuis aériens sont fournis par des hélicoptères Tigre et des avions multi-rôles Rafale. Si les appuis terrestres reposent sur les classiques mortiers de 81 et de 120 mm, on trouve aussi des canons de 155 mm Caesar, un système d'armes sur camion 6x6 d'une portée de 40 kilomètres. La tenue de combat et la protection du fantassin ont suivi une évolution semblable pour aboutir au système FELIN (fantassin à équipement et liaisons intégrées) qui doit beaucoup à l'expérience de l'engagement français en Bosnie et au Kosovo. Les unités du génie confrontées aux IED assurent le déminage à l'aide de robots Packbot mis en œuvre par des EOD. Sur d'autres théâtres, au cours des trois décennies courant entre Kolwezi et l'Afghanistan, on a vu apparaître de nouvelles armes individuelles, une nouvelle génération de missiles (Eryx, Milan de troisième génération, SATCP Mistral), le char Leclerc déployé au Liban et au Kosovo, les ERC 90 Sagaie ont remplacé les EBR de la guerre d'Algérie et les AML Panhard de la défense opérationnelle du territoire des années 1960. Aux mains des légionnaires et des spahis, l'AMX-10 RC a démontré toute sa fiabilité et son efficacité lors de l'opération *Tempête du Désert* en Irak. Au point que les Russes ont exigé de l'intégrer au même titre que les chars de bataille dans les négociations de limitation de l'armement conventionnel.

Les concepts stratégiques et tactiques, les modes d'engagement et d'intervention ont aussi considérablement évolué depuis les interventions nationales dans le « pré carré » de la « Françafrique » des années 1970 jusqu'aux coalitions engagées en Irak ou en Afghanistan en passant par les missions d'interposition ou de maintien de la paix sous mandat de l'ONU (Liban, Cambodge, ex-Yougoslavie, Côte d'Ivoire). À partir des années 1980, peu à peu, l'armée française s'est rapprochée de l'OTAN en participant à des exercices avec les Allemands, les Espagnols, les Italiens, les Britanniques ou les Américains. Ainsi, aux différentes étapes de sa

carrière, Jean-Claude Saulnier a côtoyé des parachutistes allemands ou espagnols lors des exercices *Colibri, Iberia* et *Gallia*. Comme tous ses camarades et ses chefs du 2e REP, il a acquis une expérience interalliée qui prouvera toute son efficacité quelques années plus tard dans les interventions extérieures au Liban, en ex-Yougoslavie et en Afghanistan. À partir des années 1990, l'armée française a noué des liens avec les armées de l'ex-Pacte de Varsovie, une expérience là aussi enrichissante qui trouvera son application au contact des Russes, des Ukrainiens ou des Hongrois dans les Balkans. Partout les savoir-faire de la Légion et du REP en particulier, fruit d'un recyclage et d'une instruction permanents, font autorité sur les théâtres d'opérations extérieurs. À tel point que d'anciens sous-officiers supérieurs du 2e REP d'origine croate se verront confier de très hautes responsabilités dans leur État reconnu par la communauté internationale en 1992.

Quel que soit le territoire sur lequel il opère, le légionnaire n'est jamais dépaysé, que ce soit géographiquement – dans le désert, en jungle ou en montagne –, face aux conditions climatiques auxquelles son entraînement permet de s'adapter, ou devant la population autochtone. Le recrutement de la Légion étrangère lui permet d'assimiler les us et coutumes des populations des contrées dans lesquelles les légionnaires sont appelés à opérer. Ce fut le cas en Afrique, au Liban, en Irak, au Cambodge ou encore en ex-Yougoslavie. Ce recrutement fondé sur une palette de cent quarante nationalités représentées au sein de la Légion permet au commandement français de disposer d'un avantage certain au sein d'une coalition engagée dans des opérations d'interposition ou de maintien de la paix. À cela s'ajoute l'incomparable expérience acquise dès l'origine de la Légion sur tous les théâtres d'opérations du monde ; aussi bien en Afrique du Nord, au Moyen-Orient, dans les Balkans, en Asie, en Afrique noire, aujourd'hui en Guyane, où le 3e régiment étranger d'infanterie est devenu une référence en matière de combat en forêt équatoriale, qu'à Abu Dhabi, où la France a ouvert une nouvelle base armée par la 13e demi-brigade de Légion étrangère à l'aube du XXIe siècle.

Quand Jean-Claude Saulnier s'engage en 1977, l'armée de conscription mise à mal par la génération de mai 1968 est à la recherche d'une nouvelle attractivité. Celle-ci va coïncider sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing avec l'engagement accru des forces d'intervention dans les

opérations extérieures et la création d'unités professionnelles parmi les Troupes de marine et les parachutistes. Mais le noyau dur de ces forces reste constitué par la Légion étrangère, notamment le 2e REP et le 1er régiment étranger de cavalerie. L'armée est alors à deux vitesses : les forces d'intervention qui « voient du pays » et les grandes unités qui font face au Pacte de Varsovie tout en se morfondant dans les grises casernes des marches de l'Est. Au sein de cette armée, la Légion étrangère occupe une place à part. Elle a surmonté le choc de la déchirure algérienne, a fondé une nouvelle maison mère à Aubagne après avoir quitté Sidi Bel-Abbès – sa ville – en 1962. Les derniers régiments – 2e REI, 1er REC et 2e REP – quittent définitivement l'Algérie en 1967. Le 1er REC prend garnison à Orange, le 2e REI est dissous avant d'être recréé en 1972 à Corte et Bonifacio en Corse et le 2e REP s'installe au camp de Fiume-Secco à Calvi.

Durant cette période, la Légion, qui ne compte plus que huit régiments, connaît une sérieuse crise de recrutement et se fond dans l'anonymat d'une Armée de terre entièrement tournée vers le combat antichar et la menace NBC. Il est certain que dans la société de consommation des Trente Glorieuses, le contrat de cinq ans et la réputation d'une discipline inhumaine régulièrement entretenue par la presse progressiste ne peut que rebuter des jeunes gens abreuvés de slogans libertaires et permissifs. En attendant des jours meilleurs, la Légion s'entraîne, se réorganise et forge l'outil de combat du futur. Ordre guerrier, elle se nourrit des crises et des convulsions du vieux monde. Depuis les soubresauts nationalistes du XIXe siècle qui ont indirectement provoqué sa création, quand en 1831 les volontaires étrangers chantaient *« Nobles proscrits, ennemis des tyrans… combattez pour la liberté, vous reverrez votre patrie »*, le recrutement de la Légion est le reflet des conflits ou des bouleversements qui ont agité l'Europe. Si le recrutement germanique a été permanent pendant plus d'un siècle, en particulier après les deux guerres mondiales, et a constitué un des fondements de la Légion avec l'engagement francophone, l'effondrement des empires centraux découlant de la Grande Guerre a amené un flux de Slaves et les Russes blancs qui ont fait la gloire du Royal étranger cavalerie. Comme en 1870 et 1914, la Seconde Guerre mondiale a généré un important contingent de volontaires étrangers parmi lesquels les républicains espagnols exilés en France. En 1945, le recrutement allemand,

massif et de grande qualité, accompagné de l'engagement de tous les réprouvés français, italiens, belges ou fuyant la dictature communiste après les atrocités nazies, allait former durant deux décennies une extraordinaire phalange et porter au plus haut les effectifs et la réputation de la Légion en Indochine et en Algérie. C'est à cette époque qu'apparaissent les légionnaires parachutistes réunis dans les deux bataillons étrangers de parachutistes, les fameux BEP, qui allaient se couvrir de gloire aux côtés de leurs anciens des régiments étrangers. La fin tumultueuse et dramatique de la guerre d'Algérie marque à partir de 1963 une période de déflation et une nouvelle forme de recrutement. Aux baroudeurs, aux aventuriers et autres proscrits succède un recrutement plus « social » fondé sur les difficultés de la vie socioprofessionnelle. C'est le cas de l'adjudant-chef Saulnier. Les années 1970 sont marquées par un fort afflux latin : Espagnols ayant quitté leur pays pour des raisons économiques et surtout anciens soldats portugais désemparés par la décolonisation en Angola et au Mozambique. Ils vont apporter du sang neuf et surtout beaucoup de souplesse à un corps réputé pour sa rigidité. Les années 1980, après le conflit des Malouines, sont celles des Britanniques, puis, à partir de 1990, les nouvelles recrues viennent surtout des pays de l'Est, libérés du joug soviétique mais exsangues. Ils constitueront un apport précieux lors des missions en ex-Yougoslavie. Après des débuts difficiles dus à des problèmes comportementaux et disciplinaires, ils représentent encore l'essentiel du recrutement de la Légion étrangère, avec les Français touchés par la crise socio-économique récurrente qui frappe le pays depuis 1973.

La Légion étrangère s'est toujours caractérisée par sa grande faculté d'adaptation aux situations et aux innovations des différentes époques qui ont jalonné son existence. Unité d'infanterie de ligne à sa création, elle a su très vite se forger une réputation de bâtisseur dans l'esprit de Bugeaud, de Gallieni ou de Lyautey. La fin du XIXe siècle est marquée par l'épopée des compagnies montées : « deux hommes un mulet ». Durant les deux guerres mondiales, elle met sur pied des régiments de marche qui accueilleront les nombreux volontaires étrangers qui deviendront français « non par le sang reçu, mais par le sang versé ». En 1920, la Légion se diversifie en créant un régiment de cavalerie. Durant l'entre-deux-guerres, la défense de l'Empire nécessitera la création du 4e REI au Maroc, du 5e REI au Tonkin et du 6e REI au Levant. C'est aussi à cette époque qu'apparaissent les premières

unités motorisées de la Légion, les compagnies de sapeurs pionniers qui creuseront le tunnel de Foum Zabel au Maroc et les batteries portées du 4e Étranger. Cavalerie, génie, artillerie… La Légion diversifie sa palette de compétences, En 1940, au plus fort du drame, elle met sur pied une demi-brigade de montagne appelée à devenir la fameuse 13e demi-brigade de Légion étrangère qui s'illustrera à Bir-Hakeim et enrôle plusieurs milliers d'hommes refusant le totalitarisme fasciste ou communiste[1] au sein des 11e et 12e REI et des 21e, 22e et 23e régiments de marche de volontaires étrangers.

En 1943, voici la Légion du renouveau. Les légionnaires s'adaptent rapidement au matériel et aux équipements américains. C'est cette Légion qui participera à la libération de la France et qui combattra en Indochine, créant les légionnaires parachutistes, faisant du 1er REC, équipé de chars, d'automitrailleuses, de Crabe, d'Alligator et… d'une jonque corsaire (!), une unité sans équivalent dans les armées modernes, armant un train blindé au sein du 2e Étranger. Et que dire de la multitude d'unités du génie, du train, du matériel créées à la demande grâce au personnel de la Légion étrangère ? La décolonisation et la fin de la guerre d'Algérie bouleversent la vie de la Légion étrangère. *« Adieu, adieu, ô Bel-Abbès, terre vénérée de nos ancêtres… »*, chantent les légionnaires de la maison mère tandis que les légionnaires parachutistes du 1er REP reprennent la chanson d'Édith Piaf *Je ne regrette rien* avant la dissolution de leur régiment. À Aubagne, un nouveau quartier Viénot sort de terre. Sans compenser la perte des unités dissoutes[2], le 61e bataillon mixte de Génie-Légion voit le jour, puis le Détachement de Légion étrangère de Mayotte. Dans les années 1980, après la renaissance des 2e et 4e régiments étrangers, puis la dissolution du 5e RE qui a terminé sa mission dans le Pacifique, deux nouveaux régiments de génie combat entrent dans l'ordre de bataille de la Légion étrangère : le 6e puis 1er régiment étranger de génie et le 2e REG. C'est cette Légion forte de dix régiments, fière de son histoire et de ses traditions exaltées tous les ans par la commémoration du combat de Camerone, que Jean-Claude Saulnier a quittée un jour d'octobre 2011 pour prendre une retraite active dans cette Corse où il a fait souche.

---

1. Rappelons le pacte germano-soviétique de 1939 entre Hitler et Staline qui permit un nouveau dépeçage de la Pologne et se traduisit en France par l'inqualifiable conduite du Parti communiste jusqu'en 1941 et l'attaque de l'Union soviétique, qui entraîna son interdiction… Mais aujourd'hui, les partis de gauche ont la mémoire courte !

2. 1er REP, 2e REI, 2e REC, 4e REI, compagnies (et escadron) sahariennes portées de Légion étrangère (CSPLE). À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la 4e DBLE et le 6e REI avaient été reconstitués en vue de la pacification à Madagascar et du maintien de l'ordre en Tunisie. Ils n'eurent qu'une existence éphémère.

1re partie

L’aube d’une carrière

Chapitre 1

Un désir d'aventure

Les nuages sont bas sur les montagnes qui entourent Calenzana et plongent dans la baie de Calvi. Rien à voir avec les cartes postales des vacances. Cachés sous la brume, les sommets voisins sont encore couronnés de neige et la pluie frappe les reliefs en giboulées. Nous sommes pourtant au mois d'avril, mais on se croirait plutôt en Bretagne ! Sur la route étroite et escarpée qui contourne le Monte Cinto, principal sommet de la Corse, culminant à 2 700 mètres, et rejoint Calvi en surplombant la côte par l'Argentella, Jean-Claude Saulnier fait attention aux conducteurs corses qui mènent leurs voitures comme s'ils couraient en permanence le tour de Corse. « Quand on est habitué, ça ne pose pas de problème… », explique-t-il en négociant un virage serré. Dissimulées dans le maquis, on aperçoit des bergeries, quelques-unes encore exploitées, d'autres transformées en auberges. C'est la Corse sauvage et splendide, celle qui se mérite par la générosité dans l'effort. Une étrange luminosité grise enveloppe le maquis dense, parfois dévasté par le feu qui vient lécher la route. Saulnier évite un veau qui se promène en liberté sur la chaussée, insoucieux du danger. « De jour, ce n'est pas trop grave, on y fait attention, mais la nuit, c'est une autre affaire. Le plus dangereux, c'est tout de même les sangliers qui déboulent sans crier gare. Parfois, ils sont plusieurs. Alors prudence, on les laisse passer. » De l'autre côté, c'est le précipice jusqu'au golfe de Galéria, où moutonne une mer agitée qui donne à réfléchir. Mais à force de parcourir ces paysages à pied ou en voiture depuis plus de trente ans, l'ancien adjudant-chef Jean-Claude Saulnier, du 2e régiment étranger de parachutistes, est devenu un vrai Corse ; la Balagne n'a plus de secrets pour

lui. Il en connaît les moindres hameaux, les sentes et les chemins qui les relient.

Loin de la cité balnéaire de Calvi, qu'il juge artificielle, Jean-Claude Saulnier a voulu faire découvrir à son hôte la Corse « véritable », celle des maquis et des villages réservés envers l'étranger. La promenade, agrémentée de bourrasques de vent et de pluie, dévoile le côté austère de cette partie de la Haute-Corse. S'étendant sur plus de 180 kilomètres carrés, la commune de Calenzana est la deuxième de Corse par sa superficie. Elle couvre à peu près le cinquième de la Balagne. Son territoire englobe le massif de l'Argentella, une terre de bergers sauvage et inhabitée ; le Marsulinu, une vallée où coule le ruisseau du même nom, affluent du Fango ; la plaine de la Figarella, qui s'étale à l'est au pied d'une chaîne de montagnes comprenant des sommets parmi les plus hauts de l'île séparés par des cols accessibles seulement par des sentiers prisés des randonneurs et des légionnaires du 2e REP. Ces sommets et cols forment des lignes de crêtes qui délimitent la commune à l'est et cascadent vers le sud. C'est dans ce coin que le 2e REP a aménagé un site d'entraînement qui permet aux légionnaires de se familiariser avec la grimpe. Au cœur de ce massif se situe le cirque de Bonifatu. Nombre de raids ou de marches débutent ou finissent ici.

La démarcation entre Calenzana et Calvi passe au nord de la baie de Nichiareto par des collines qui descendent dans la plaine de la Figarella, où sont situés l'aéroport de Calvi Sainte-Catherine, la zone d'activités de Cantone et le camp Raffalli, qui accueille le 2e REP depuis 1967. La Figarella et le Fiume Seccu sont les principaux cours d'eau de la commune ; tous deux se jettent dans le golfe de Calvi et sont à sec dès le mois de juin-juillet. Des futaies de pins maritimes sont présentes côté montagne. Plus bas, la vigne occupe de grandes parcelles. Nombreux sont les champs en friche redevenus des cistaies couvertes de maquis bas, abandonnées aux troupeaux de moutons et de chèvres. L'apiculture est développée et de nombreuses ruches produisant du miel AOC sont installées dans les prairies. La culture de l'olivier est ancestrale.

La commune présente à l'ouest une façade maritime comptant un peu plus de 16 kilomètres de côte déchiquetée, dotée de l'unique plage de galets de l'Argentella, n'offrant aucun abri sûr pour la navigation maritime. Ce littoral comporte un site remarquable, le Capo Cavallo, au sommet duquel

se dresse un sémaphore en sommeil depuis 1987. Ici, le sol est rocailleux, aride, sans arbre. Côté terre, le maquis méditerranéen, refuge de nombreux sangliers, est prépondérant. Sur la côte, on peut voir des cormorans huppés et des balbuzards pêcheurs, deux espèces protégées.

La commune jouit d'une couverture forestière importante, avec la forêt territoriale de Bonifatu, la forêt de Sambuccu et la forêt communale indivise de Calenzana-Moncale, qui couvre la majeure partie du sud de la commune.

Calenzana est soumise à des vents d'ouest-nord-ouest dominants, les libeccio, mistral ou punente, qui soufflent avec violence sur les côtes, sculptant le maquis bas du bord de mer. Depuis longtemps, Jean-Claude Saulnier a appris à interpréter leur humeur. « C'est très important pour les activités TAP, dit-il, car il y a des limites de force du vent au-delà desquelles la réglementation interdit de sauter. Maintenant, s'il s'agissait d'un saut opérationnel, les conditions d'engagement seraient certainement plus souples. Encore qu'on ait vu en Indochine des OAP annulées à cause de la météo. » Si le littoral subit l'influence maritime, qui réchauffe les températures en hiver et les rafraîchit en été, l'intérieur est marqué par la fraîcheur due à la présence des hautes montagnes, aux sommets enneigées plusieurs mois dans l'année. Les pluies sont abondantes au printemps et en automne, quelquefois violentes et fortes en dehors de ces périodes. Mais les crues sont rares dans la plaine de la Figarella. Bien qu'exposée aux vents, la végétation y bénéficie de conditions climatiques favorables. Palmiers, mimosas, agaves, figuiers de Barbarie, agrumes, kiwis, etc. supportent très bien les rares sautes d'humeur du climat.

* * *

Au bout d'une soixantaine de kilomètres dans l'arrière-pays, nous revenons vers Calvi, dont nous apercevons la citadelle, symbole de son histoire. À ses pieds, le golfe de Calvi, puis les longues plages qui enchantent les touristes. Un peu en retrait, le camp Raffalli, reconnaissable à son château d'eau. Il est 18 heures, la circulation se fait dense. J'observe mon conducteur et guide. C'est un homme de 58 ans, de taille moyenne, encore mince comme un jeune homme. Le visage est énergique, éclairé par des yeux mobiles, curieux du moindre détail du paysage environnant ou de l'interlocuteur. On sent un homme dynamique, toujours avide de

connaissances et d'expériences nouvelles. Très actif, il entretient sa forme physique par de longs footings sur les routes et dans les collines qui entourent Calenzana. Accueillant, il aime raconter à ses visiteurs cette partie de la Corse où il a posé son sac après une vie trépidante au sein de la Légion étrangère. Il en connaît l'histoire et les secrets que lui livrent ses amis ou qu'il aime partager avec ceux qu'il estime dignes de confiance. Car la Balagne a une histoire aussi tourmentée que ses paysages. Les hommes y sont à l'image du terrain : rudes et fiers. Rien ne leur a été donné ; depuis les temps les plus reculés, il leur a toujours fallu se battre pour tirer leur subsistance de cette terre et vivre selon les coutumes et les traditions de leurs clans.

* * *

De Calenzana, où il s'est installé il y a des années avec sa famille, jusqu'à Lumio, Moncale, la pointe de la Revellata, Girolata et toutes ces propriétés isolées dans le maquis qu'un vieux facteur visitait à pied lors d'une tournée qu'il effectuait avec son âne, sur lequel il arrimait ses sacoches lestées du courrier et des colis impatiemment attendus, Jean-Claude Saulnier a patiemment découvert les trésors cachés, les histoires qui lient la population à cette terre. Il connaît bien Guy Ceccaldi, dit « Marathon Man », qui n'était décidément pas un facteur comme les autres. Pour porter le courrier jusqu'à Girolata, Guy arrivait en mobylette au col de la Croix (Bocca a Croce) à 269 mètres d'altitude, point de départ du sentier, depuis le bureau de poste de Partinello dont il relevait. Puis, en l'absence de route ou de piste carrossable, Guy Ceccaldi parcourait tous les jours de la semaine 7 kilomètres à pied à travers le maquis montagneux pour distribuer le courrier aux administrés du hameau de Girolata. Il connaissait le moindre caillou, le moindre arbuste de son trajet quotidien. « Quand j'avais des colis à livrer, disait-il, j'essayais de profiter du bateau. Autrement, je partais avec Tchou-Tchou, l'âne des missions difficiles. » Insaisissable cabri aux allures de Père Noël, Guy Ceccaldi savait qu'il devrait un jour remiser définitivement les dix paires de rangers que lui fournissait, grâce à un accord administratif, le magasin du corps du 2e REP où il était bien connu et faisait l'admiration des meilleurs sportifs du régiment ! Seul facteur en France à parcourir autant de distance à pied pour accomplir sa tâche, il ne mettait que quarante minutes pour effectuer le trajet là où il est fléché

« Girolata 1h30 » au col de la Croix. « En dix ans, personne n'a essayé de lui prendre sa place ! », commente, admiratif, Jean-Claude Saulnier, pourtant expert en matière de course à pied. « Marathon Man » est à la retraite depuis fin 2006.

Comme lui, mais en voiture, Jean-Claude Saulnier, qui officie désormais en qualité d'infirmier libéral, fait la tournée de ses patients. Son expérience d'infirmier à la Légion en a fait un professionnel de premier plan qui a gagné la confiance des anciens à Calenzana comme à Montemaggiore, Santa-Restituta ou encore Muro. Ici une piqûre, là un pansement ou une toilette, on se confie à l'infirmier ; on lui raconte les histoires des temps anciens, quand la neige isolait les hameaux, la chasse aux sangliers qui dévastaient les cultures, le petit qui est parti chercher fortune sur le continent, on lui parle de la vie du village…

« J'aime cette vie rurale auprès d'un peuple pétri de traditions et de fierté, à l'image de son pays, dit Jean-Claude Saulnier. Ce sont de *vraies gens* pour qui la nature, la terre et la famille ont encore un sens. Un peu comme à la Légion, en somme ! Je m'y sens bien et j'ai forgé de belles amitiés. Ce fut difficile car le Corse, fier et ombrageux, ne se livre pas, mais, à la différence des Méridionaux, souvent superficiels, quand il donne sa confiance, c'est sans restriction. Malheur à qui la trahit ! C'est pour ça que les vendettas entraînent parfois mort d'homme et durent si longtemps, jusqu'à en perdre les origines. » Jean-Claude Saulnier aime rendre service et son intérêt pour tout ce qui touche à la vie rurale ainsi que son désir d'intégration dans la société corse ont séduit les Calenzanais. Pour l'infirmier, la journée n'est pas finie. Il doit encore effectuer plusieurs visites qui le mèneront jusqu'à 21 heures. En chemin, s'il a le temps, il s'arrêtera pour prendre des nouvelles d'une vieille dame dont l'un de ses patients a signalé un état de santé inquiétant. Un autre lui a demandé s'il voulait participer à une battue – bien que la saison de la chasse ne soit pas ouverte – pour neutraliser un vieux sanglier solitaire qui s'approche un peu trop des habitations et pourrait être dangereux pour les enfants. Les gendarmes sont au courant et font preuve de souplesse dans leur mission de service public. Eux aussi connaissent bien l'ancien adjudant-chef avec qui ils étaient en relation lorsqu'il était président des sous-officiers du 2e REP et accompagnait le chef de corps lors de représentations officielles.

* * *

En rentrant à Calenzana après avoir déposé son visiteur devant son hôtel à Calvi, Jean-Claude Saulnier pense à sa vie passée. Ni bilan, ni nostalgie, plutôt une rétrospective. Il était loin d'envisager l'orientation qu'elle allait prendre trente-cinq ans auparavant. C'est pourtant ce qu'il s'apprêtait à confier à l'homme qui était venu du continent pour l'aider à rédiger sa biographie pour le compte d'une maison d'édition parisienne. « Oui, se dit-il, j'ai bien fait de l'emmener à travers le pays, de lui faire découvrir les petites auberges hors des circuits touristiques, les villages où je suis accueilli comme l'un des leurs. J'espère qu'il a compris cette plongée dans un univers si différent de la vie ordinaire qui m'était destinée à Châtellerault, cette construction d'un homme nouveau façonné par la Légion. »

Jean-Claude, fils de Pierre Saulnier et de Claudette, est né le 18 août 1954 à Châtellerault, dans la Vienne. Il est l'aîné de trois garçons. Ses frères se nomment Jean-François et Pierre. Une famille d'agriculteurs du village de Besse, pas très loin de Châtellerault, qui a, comme beaucoup d'autres après la guerre, quitté la terre pour trouver un travail moins pénible et un peu plus de confort à la ville. Son père était employé comme plombier à la ville de Châtellerault, mais sa mère continuait à travailler dans les fermes du voisinage. À cette époque, Châtellerault comptait plus de 35 000 habitants et constituait le principal bassin industriel de la région Centre-Ouest. La ville, durement bombardée en juin 1944 pendant la retraite allemande, avait vécu un difficile après-guerre. Mais la manufacture d'armes de Châtellerault, qui avait employé jusqu'à 8 000 ouvriers, assurait l'essentiel de l'emploi dans la ville. On y avait fabriqué le fameux fusil mitrailleur de 7,5 mm Mle 24/29 et on y produisait entre 1950 et 1968 le pistolet automatique MAC 50 de 9 mm, encore en service dans l'armée française en 2010, et une partie des pistolets mitrailleurs de 9 mm Mle 49, produits principalement par la manufacture d'armes de Tulle. À Châtellerault, la manufacture d'armes a fermé ses portes en 1968, entraînant une crise sociale durable avant l'établissement de nouvelles industries axées sur l'aéronautique.

« Par rapport au travail à la ferme, où il n'y avait pas tous les moyens techniques d'aujourd'hui, la vie était bien plus agréable à la ville, précise Jean-Claude Saulnier. Malgré tout, nous vivions modestement et ma mère devait compter à la fin du mois, mais je ne me souviens pas avoir manqué de quoi que ce soit. Il n'y avait pas de machine à laver, pas de télévision,

juste le poste de radio. Nous prenions les repas en famille et nous nous couchions tôt. Hélas, mon père est décédé d'une leucémie quand j'avais 5 ans ; Jean-François avait 3 ans et Pierre à peine un an. Maman a donc dû abandonner le travail dans les fermes et le curé de Besse lui a trouvé un poste d'agent de maternelle à l'école de Châteauneuf. Elle travaillait très dur pour pouvoir élever seule ses trois enfants et complétait son salaire en faisant des ménages dans différentes structures, dont un centre de vacances où elle se rendait toujours à vélo. On vivait avec ma tante, Eugénie Barbotin, et ma grand-mère paternelle, Solange Saulnier, qui était totalement paralysée dans son lit suite aux bombardements de la guerre en 1940. À partir de 1959, je n'ai pour ainsi dire été élevé que par des femmes.

» Après le drame de la mort de mon père, j'ai pris le chemin de l'école de Besse, accompagné, je me souviens, par mademoiselle Aguillet, qui habitait la maison au-dessus de chez nous. Je suis resté dans cette école jusqu'à l'âge de 15 ans, en 1969, où j'ai fait une année de plus pour le certificat d'études primaires, que je n'ai d'ailleurs jamais présenté. L'instituteur détenait alors une véritable autorité et faisait régner une discipline stricte dans la classe. Même les plus turbulents se tenaient tranquilles. La journée se partageait entre l'arithmétique, la grammaire et l'orthographe, la lecture et l'écriture, l'histoire de France et la géographie, des matières que j'aimais bien car elles faisaient rêver d'aventure. Enfin, il y avait l'instruction civique, où nous apprenions plutôt les devoirs des citoyens que leurs droits. Pour préparer le certificat d'études, il fallait aussi apprendre plusieurs chants patriotiques dont *La Marseillaise* et *Le Chant du départ*.

» Hormis l'école, qui occupait la majeure partie de la journée, nous allions mes frères et moi au catéchisme dans la petite chapelle du village, où nous préparions nos communions solennelles, qui se faisaient à l'âge de 12 ans dans le village voisin, où il y a une église. C'était un autre volet de notre éducation, axé sur la morale chrétienne et les valeurs familiales. Rien à voir avec les slogans qui devaient fleurir deux ans plus tard du style "Il est interdit d'interdire" et qui ont désagrégé la famille et la société. Lorsque les parents, l'instituteur ou le curé donnaient un ordre, ils étaient naturellement obéis. La punition sanctionnait des fautes de comportement et ne souffrait aucune discussion. La communion était un moment important, car nous avions un peu l'impression d'être le centre d'intérêt, nous, les filles et garçons en aube blanche. Nous entrions dans le monde des grands.

» En 1969, à 15 ans, j'ai donc pris le chemin de l'apprentissage – rien que le mot faisait peur. Ce fut pour moi la découverte d'un monde nouveau, celui des adultes. De plus, cela survenait un an seulement après les désordres de mai 1968 ! Mais nous étions tous ou presque dans le même cas, sauf le fils de M. Laffont, l'instituteur, qui était sensé être plus intelligent que nous. Seuls ses parents en étaient convaincus, car lui s'en fichait royalement, malgré les nombreuses roustes qu'il prenait à chaque écart de conduite. Mais il n'était pas le seul ! Nous étions adolescents et, dans certains domaines, plus précoces que les jeunes des villes. Bien sûr, les filles étaient devenues notre principale préoccupation. De leur côté, elles se faisaient aguicheuses, prenaient des formes qui parfois hantaient les nuits solitaires des garçons et dissimulaient une véritable malice sous des visages angéliques. Quelques années plus tard, certaines avaient acquis une réputation bien souvent fondée sur les ragots du village. J'effectuais un apprentissage de plombier zingueur chauffagiste chez un artisan de Châtellerault. J'alternais deux semaines chez le patron, puis une semaine en cours théorique au lycée Chantejeau à Buxeuil, à côté de Poitiers. On prenait le train à Châtellerault le matin et on revenait le soir, six jours par semaine, et ce pendant trois années, pour préparer le certificat d'aptitude professionnelle. Pour moi cela s'est soldé par un désastre en 1972. Je suis donc parti à la conquête du travail en mobylette, car je n'avais pas le permis de conduire – d'ailleurs jusqu'à cette date il n'y avait pas eu de voiture à la maison. J'ai exercé un premier boulot comme plombier chauffagiste à Neuville-de-Poitou pendant deux ans, jusqu'en 1974. »

Au mois de juin de cette année-là, le jeune Saulnier est appelé au service militaire, première véritable rupture avec la vie familiale. Depuis la fin de la guerre d'Algérie, l'armée a considérablement évolué sur le plan technologique, mais la conscription reste à la traîne, tout comme les conditions de vie du soldat. En 1965, dans la loi du 9 juillet, le législateur a bien introduit la notion de « service national » pouvant revêtir une forme civile ou militaire, mais cela ne touche qu'une minorité d'étudiants et de jeunes gens ayant des parents influents. L'immense majorité continue d'être incorporée dans les régiments de l'Armée de terre, rejoignant les casernes de l'Est ou celles des forces françaises en Allemagne. Un an plus tard, la loi Debré fixe la durée du service militaire à douze mois et l'aide technique et la coopération à seize mois. Elle institue également le volontariat féminin. Jean-Claude Saulnier est appelé au titre de la classe 74/06.

« Ayant fait mes trois jours à Limoges, j'ai demandé à effectuer mon service militaire le plus loin possible de chez moi tout en ne faisant qu'une seule année, pour voir un peu autre chose. C'est ainsi que je me suis retrouvé au 1er centre d'instruction du service du matériel (CISM) à Montluçon, où j'ai fait mes classes. J'avoue que j'étais un peu perdu dans cet univers nouveau dont il fallait apprendre les usages, à commencer par les grades, les symboles, le langage et les rites. Il fallait aussi prendre le rythme et s'adapter rapidement. Découvrir la vie en chambrée, où nous étions une trentaine, s'habituer au réveil tonitruant du *margi* de semaine, s'organiser pour faire tenir tout un paquetage plus ses affaires personnelles dans une armoire métallique qui semblait minuscule mais qui devait être rangée réglementairement. »

Séance chez le coiffeur, formalités d'incorporation, visite médicale, perception du paquetage, tests divers, les premiers jours des « bleus » passent vite. Les jeunes soldats apprennent la vie en communauté. Cela ne va parfois pas sans mal. Les anciens du contingent précédent rendent visite aux jeunes, forts de leur « expérience » de deux mois, ils ne tarissent pas de conseils pour ranger le paquetage, faire le lit au carré, connaître l'humeur et les manies des gradés… Saulnier découvre la pratique régulière du sport. Il ne tarde pas à se classer parmi les meilleurs en cross. Il est endurant et résiste bien aux efforts répétés de l'instruction. Les longues marches ne l'effraient pas ; le parcours du combattant est pour lui plus un jeu qu'une obligation. Il porte aussi un grand intérêt aux cours d'armement et de mécanique. Comme les autres, il goûte moins les longues séances de maniement d'armes avec le MAS 49/56 ou les exercices de défilé où rien ne va jamais aux yeux des chefs. Au fil des semaines, une question revêt une importance vitale : « À quand la première permission ? » Tout cela ponctué des fameuses TABDT[1], de revues de paquetage et de casernement, des premières gardes. Les deux premiers mois passent vite. Saulnier est sélectionné pour faire le peloton d'élèves gradés, puis celui d'élèves sous-officiers. Ayant obtenu son CA 2 sans problème, il est nommé maréchal des logis avant de rejoindre son affectation en Allemagne.

« Après une permission, je suis parti pour Fribourg, en Allemagne, en tant que maréchal des logis. Là, j'ai appris mon affectation à Villingen-Schwenningen, en pleine Forêt-Noire, à la 153e compagnie légère de réparation du matériel. Villingen-Schwenningen était une agglomération de

80 000 habitants située non loin du lac Titisee, un site touristique très prisé des Allemands à la belle saison. Les deux villes avaient été réunies en 1972. Villingen était une cité historique. À l'époque, c'était une ville de garnison importante. On y trouvait le 19e groupe de chasseurs portés, mon unité du matériel et divers organismes militaires français. La vie était axée sur la rue principale assez large et la place du marché, où se trouvaient la plupart des *Gasthaus* que nous fréquentions. Les boîtes à soldats étaient un peu à l'écart et nous nous y rendions quand nous avions encore un peu d'argent. Pour l'ambiance et l'animation, ça me rappelait un peu Châtellerault et les petites villes de garnison françaises. Je ne garde pas un souvenir particulier de cette affectation en dehors du Noël 1974, que j'ai passé dans la famille Blasberg, dont le père travaillait à la caserne en tant que civil. L'ambiance avait été très chaleureuse, avec sa femme et ses deux petites filles. J'y suis d'ailleurs retourné en 1976 pour les remercier de cet accueil et j'ai été reçu de la même façon, alors que j'étais arrivé sans prévenir. Mais j'ai été déçu par la monotonie des activités. Je ne suis pas du genre à monter une murette pendant huit jours, chercher des clés introuvables ou transporter des petites boîtes d'un endroit à un autre. En tant qu'appelés, nous avions un peu conscience d'être les bouche-trous du commandement. On faisait un peu tout et surtout des corvées. Par contre, le sport, le tir à Tübingen, les sorties militaires, ça, j'aimais bien. Vers la fin, j'ai fait équipe avec un gars et nous étions chargés de l'entretien de toutes les chaudières du camp. Là, ça allait, c'était mon boulot. Dans l'ensemble, je ne peux pas dire que j'aie été marqué par le service militaire. En revanche, j'ai bien aimé l'Allemagne, le dépaysement – c'était la première fois que je partais à l'étranger –, l'accueil et les relations que nous avions avec les civils et même la *Polizei*. Pour la première fois je me sentais indépendant. Bien sûr, on essayait de draguer les *Gretchen*, mais sans grand succès. Quelques sorties, un petit baiser volé, et ça s'arrêtait là. Dans les boîtes, ce n'était pas pareil. D'abord il fallait payer, ce qui souvent nous était impossible, et puis ce n'était pas des filles du coin, plutôt des Françaises des régions frontalières ou des Allemandes d'autres provinces. J'avais de bons copains, mais j'ai aussi découvert qu'il existait un antagonisme plus ou moins larvé entre les Alsaciens et les Lorrains, qui étaient majoritaires dans mon unité. Sans doute une question liée à un passé somme toute récent, qui se terminait parfois en bagarre, d'autant que le patois lorrain est différent de l'alsacien, même si pour nos oreilles de "Français de l'intérieur" les sonorités allemandes étaient semblables.

D'ailleurs, en revenant de permission, quand on arrivait en gare de Metz ou de Strasbourg, les annonces en français et dans la langue locale ne manquaient pas de nous rappeler que nous nous rapprochions de l'Allemagne. »

Un autre aspect de cette période militaire contrarie fortement Jean-Claude Saulnier : la contestation. Il ne peut concevoir la remise en cause de la hiérarchie établie et le désordre. Toute sa vie, il s'emploiera à les combattre. Mai-1968 n'avait pas particulièrement ému les casernes, mais son onde de choc n'en finissait pas pour autant de se répercuter. Elle resurgit six ans plus tard, alors que le président Pompidou vient de décéder, à l'occasion de l'élection présidentielle. Des « comités de soldats » se forment qui, entre les deux tours, adressent aux deux candidats – Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand – le fameux « Appel des cent » signé par plus de 5 000 soldats qui revendiquent une amélioration des conditions de vie des appelés. D'importantes manifestations avec cortège et distribution de tracts ont lieu dans plusieurs villes de garnison, notamment à Draguignan, à Verdun ou à Karlsruhe, en Allemagne. Mais le mouvement tourne court. Effrayés, les partis politiques de gauche et les syndicats qui leur sont inféodés ne tiennent pas à endosser la responsabilité d'une action susceptible de les faire accuser de subversion. Le gouvernement réagit avec fermeté en traduisant plusieurs meneurs devant la Cour de sûreté de l'État sous l'inculpation de « participation à une entreprise de démoralisation de l'armée » tout en satisfaisant certaines des revendications exprimées par les manifestants, en particulier l'augmentation des soldes[2] et la gratuité des transports. Quelque temps plus tard, le gouvernement prendra des mesures d'apaisement, les poursuites seront annulées, mais il nommera le général Bigeard secrétaire d'État à la Défense pour reprendre en main cette troupe rétive.

« Dans mon unité, il y avait eu aussi un peu d'agitation. Ces braillards qui se plaignaient de tout – la nourriture, la solde, le travail, les corvées et les activités qu'ils trouvaient trop pénibles –, qui contestaient les ordres, m'écœuraient. Ils auraient voulu ne rien faire, vivre dans leur crasse tout en étant rétribués. J'avais lu que chez les Américains, les bérets verts qui revenaient du Vietnam étaient molestés et embarqués à coups de matraque dans les avions qui rentraient aux États-Unis. Rien de nouveau quand on se souvient du retour des blessés français d'Extrême-Orient à Marseille et des sévices qu'ils subissaient de la part des dockers communistes. Ces

événements m'ont poursuivi toute ma vie. Je me suis juré de ne jamais faire confiance aux médias, toujours à l'affût d'un mauvais coup, aux objecteurs de conscience et aux gauchistes de tout poil et de toutes professions acharnés à détruire toutes les valeurs qui m'ont été inculquées et qui ont fait ma vie. »

De retour à Châtellerault en juin 1975, Jean-Claude Saulnier se met à la recherche d'un emploi. Les temps sont durs, le premier choc pétrolier est passé par là. Des usines ferment, le chômage augmente. Il ne faut pas se montrer difficile.

« J'ai trouvé du travail chez Merceron, dans une usine qui fabriquait des citernes pour semi-remorques. Je suis devenu chaudronnier. Cela a duré un an et demi, jusqu'au début de 1977. Mais un jour le patron a dû licencier, il y avait des grèves, moins de commandes… Étant l'un des plus jeunes de la maison, j'ai donné ma démission, à la grande inquiétude de ma mère. J'ai tenté de la rassurer : j'avais 22 ans et l'optimisme de la jeunesse ; je me suis donné huit jours pour retrouver du travail. Au bout d'une semaine, après avoir fait au moins une quinzaine de boîtes, j'ai été embauché dans une fonderie qui fabriquait des pistons, de la fonte à l'usinage des pièces. Je travaillais sur une machine-outil, mais la routine était pesante et je ne me voyais pas fabriquer la même pièce pendant quarante ans. En plus, je retrouvais dans l'entreprise la même propagande syndicale qu'à l'armée en 1974. Pendant les pauses, j'étais forcé d'écouter les jérémiades des camarades, les appels à la lutte sociale, les malheurs des ouvriers, leur mal-être, les revendications salariales, la dictature des petits chefs… Tout était sujet à revendication : les conditions de travail, les trois-huit, les maladies dues aux huiles de coupe… Les syndicats, qui se livraient à une impitoyable lutte d'influence, surenchérissaient dans l'utopie… Bref je suis parti, car les gémissements des gens me tuaient à petit feu : il est très malsain d'embaucher le lundi en espérant que le samedi soit le lendemain. Eux pensaient grèves, revendications, vacances, et moi je pensais travail, argent, bien-être. Il me fallait de l'air, de l'espace, un mur existait entre eux et moi, j'avais l'impression d'être chez les cigales alors que j'aurais dû être chez les fourmis. Je suis donc parti fin septembre 1977 vers d'autres horizons, car ceux que j'avais explorés me paraissaient bien obstrués. »

1. Vaccin contre la fièvre typhoïde, les fièvres paratyphoïdes A et B, la diphtérie et le tétanos.

2. C'est ainsi que les légionnaires de la 13e DBLE stationnée sur le Territoire français des Afars et des Issas eurent l'agréable surprise de voir leur solde quasiment doubler à l'automne 1974, avec un rappel conséquent qui partit bien entendu dans les bouges du Quartier 2. Ce ne fut pas le cas de certains sous-officiers supérieurs et officiers, qui réalisèrent à cette époque d'intéressantes plus-values en spéculant sur le franc Djibouti.

Chapitre 2

Aux portes de la Légion

« Au cours de ces deux ans, j'avais pu passer le permis de conduire et acheter une voiture d'occasion qui me permettait de sortir et de me déplacer pour chercher du travail. Un jour, en déambulant à Poitiers, je suis passé près d'une caserne qui abritait le centre de recrutement de l'Armée de terre. Je me suis renseigné, mais le maréchal des logis qui était là m'a dit : "En ce moment on ne recrute pas, mais il y a la Légion étrangère, où tu peux demander à t'engager." Je me suis rendu à l'adresse indiquée. Un bandeau vert et rouge au-dessus d'une porte annonçait "Légion étrangère" avec, à côté, une affiche représentant un légionnaire en buste. Je n'avais jamais entendu parler de la Légion étrangère, mais j'aimais bien l'histoire. À la maison, j'avais beaucoup de livres sur la guerre, des récits historiques sur les templiers, les guerres de religion, la Seconde Guerre mondiale. Et puis, finalement, mon expérience militaire ne s'était pas si mal passée et je me dis que c'était peut-être une voie à explorer. De toute manière, je n'avais rien à perdre et j'étais fermement décidé à résoudre le problème de mon avenir. Ça ne coûtait rien de se renseigner ; c'était une remise en question, en somme. Un planton impeccable m'accueillit. Le bureau sentait le propre et tout était en ordre. Ici pas d'agitation comme à l'usine, personne ne criait, on sentait qu'il s'agissait d'une machine bien huilée destinée à mettre les gens en confiance. Déjà, ça me plaisait bien. Je me souviens avoir attendu un petit moment ; je feuilletais un magazine, certainement *Képi blanc*, je regardais les affiches qui ornaient les murs : on y voyait des légionnaires en action avec des blindés, dans le désert ou dans la jungle. Je trouvais ça très intéressant ; bien plus tard, en y repensant, je me suis dit que c'était une bonne séance de mise en condition. Finalement, j'ai été introduit dans le

bureau d'un adjudant ou adjudant-chef qui devait être du REC, parce qu'il avait de grandes moustaches comme plus tard j'en ai vues dans ce régiment. Il m'a demandé ce qui m'amenait au poste de recrutement. Je lui ai dit que j'étais intéressé et que je désirais avoir des renseignements sur les possibilités d'emploi dans l'armée. Je n'avais pas encore fait la différence entre la Légion et le régime régulier. Pas plus que je n'envisageais pour l'instant une carrière. L'adjudant-chef a répondu à toutes mes questions et a brossé un tableau de la Légion qui paraissait répondre à mes attentes. Il m'a dit qu'il y avait de l'infanterie, des blindés, du génie, qu'il y avait de l'action, des opérations lointaines, bref, il m'a décrit une vie d'aventure et une camaraderie qui m'attiraient. La Légion faisait partie de l'armée française, mais c'était un peu spécial. Il fallait s'engager pour cinq ans et il ne m'a pas caché les difficultés de la tâche, le renoncement à la vie familiale, la plongée dans l'anonymat avec un changement d'identité, et les moments de découragement que je pourrais avoir. À la fin de cet entretien d'environ trois quarts d'heure, j'avais quasiment pris ma décision. J'ai dit à l'adjudant-chef que j'avais besoin de régler mes affaires familiales et que je reviendrais dans deux jours. Je suis persuadé qu'il ne m'a pas cru et je suis rentré à Châtellerault car il fallait maintenant annoncer la nouvelle ! J'ai dit à ma mère : après-demain je m'en vais, mais je ne sais pas où je mets les pieds. Il se peut très bien que tu n'aies pas de nouvelles de moi pendant plusieurs mois, un an, je ne sais pas… Le pire, c'est que sur le moment elle ne m'a pas cru. Pourtant ma grand-mère lui avait dit : un jour, Jean-Claude partira, il ferait un bon infirmier. C'était vraiment prémonitoire. Inutile de dire que ma mère n'a pas apprécié : j'étais l'aîné de la famille, je n'avais pas le droit de faire ça ; elle m'en a voulu quelque temps. Je suis parti quand même. Arrivé à Poitiers, j'ai laissé la voiture près de la gare et j'ai téléphoné à mon frère pour lui dire que je m'en allais et qu'il pouvait la récupérer. C'était un cadeau. Il a bien essayé de me dissuader de faire une telle connerie, mais ma décision était irrévocable.

» Le 15 octobre 1977, je me suis présenté au poste de recrutement, où l'adjudant-chef a eu l'air étonné de me revoir. J'étais bien un peu stressé, mais il était hors de question que je renonce et que je rentre à la maison. Il y a une sorte de fierté personnelle à aller jusqu'au bout de sa décision. J'ai rempli différents formulaires, passé une visite médicale, et l'adjudant-chef m'a expliqué ce qui allait se passer par la suite. Ensuite il a récupéré mes papiers et mon argent, qu'il a mis dans une enveloppe. Je suis resté deux

jours au poste, à faire différents petits travaux, avant d'être dirigé sur Paris. Je me souviens encore de ce voyage. J'étais affublé d'un semblant d'uniforme avec un grand béret vert sans insigne sur des cheveux encore un peu longs, une capote, des brodequins… J'avais l'impression que tous les regards étaient braqués sur moi tellement je me sentais ridicule. Dans le train, j'ai dit au caporal-chef que je voulais rester dans le couloir, pour voir une dernière fois Châtellerault. En fait, j'ai fait tout le trajet jusqu'à Paris debout dans le couloir plongé dans mes pensées. Je ne savais pas quand je reviendrais et j'avais l'impression de plonger dans l'inconnu, un inconnu pas spécialement agréable. »

Le recrutement a toujours eu une importance primordiale à la Légion étrangère. Il en est l'essence même. Après 1962, il était tombé pratiquement à zéro, les motivations d'engagement semblaient avoir disparu. Plus de campagnes, plus d'aventure, plus d'exotisme. Une longue traversée du désert commençait. Le recrutement reprendra progressivement quelques années plus tard quand s'estompera peu à peu le souvenir d'un passé exaltant mais encore trop sensible, quand les nouvelles garnisons à Djibouti, à Madagascar, dans le Pacifique, plus tard en Guyane et à Mayotte créeront un nouveau désir d'évasion. Métropolitaine, dans une Europe pacifiée, à partir des années 1970, malgré les événements de 1968, la Légion va accueillir des Français, beaucoup de Français comme Jean-Claude Saulnier, qui vont changer peu à peu son aspect avec les Espagnols et les Portugais. Lorsqu'il pousse la porte du poste de recrutement de Poitiers, Saulnier ignore tout de la complexité de l'organisation du recrutement. S'étant adapté à une situation géopolitique et sociale nouvelle, le bureau de recrutement de la Légion étrangère est centralisé à Aubagne. Il répartit ses postes d'information et ses postes de recrutement non plus seulement aux frontières du pays, mais sur tout le territoire métropolitain pour satisfaire les demandes d'engagement essentiellement françaises et le suivi du recrutement. À Aubagne, le BRLE assure la double mission du recrutement et de la sélection.

En 1977, le BRLE comprend trois postes d'information soutenus par le 1er régiment étranger : celui de la zone nord au fort de Nogent, dans la banlieue parisienne, celui de Strasbourg et celui de la zone sud à Marseille, au bas fort Saint-Nicolas. Vingt postes de recrutement sont subordonnés à ces PILE selon un découpage géographique. Ainsi, Poitiers dépend de Paris ; Metz, qui accueille beaucoup d'Allemands, est subordonné à

Strasbourg ; Nice, la porte des Italiens et des Yougoslaves, et Bordeaux, où se présentent Espagnols et Portugais, sont rattachés au PILE de Marseille. Ces postes, tenus par des sous-officiers supérieurs expérimentés secondés par deux ou trois caporaux-chefs anciens, contribuent largement dans leur zone d'action à la propagation d'une bonne image de marque de la Légion étrangère. L'information passe tout d'abord par les voies militaires, la Gendarmerie, des affiches placardées dans certains endroits stratégiques comme les gares. Le chef de poste dispose d'un arsenal de moyens de communication, dépliants, journal *Képi blanc*, posters, stylos, cendriers sous forme de képi blanc ou d'épaulettes vert et rouge ; les réalisations audiovisuelles n'en sont qu'à leur balbutiements et seuls les films, les disques ou les concerts de la musique principale, les feuilletons télévisés comme *Les Hommes sans nom* ou les livres, en particulier *Par le sang versé*, de Paul Bonnecarrère, qui deviendra un best-seller, soutiennent l'effort du BRLE. Mais le recrutement doit surtout à l'action inlassable des postes dans leurs zones de responsabilité et aux relations qu'ils entretiennent avec les notables, les éducateurs, les gendarmes… C'est particulièrement vrai dans les zones rurales ou dans les régions du Centre et du Sud-Ouest, réputées moins « militaires » que l'Est. Les structures d'accueil se sont adaptées et modernisées ; le personnel en est plus qualifié et plus étoffé. Les PRLE assurent l'accueil, l'hébergement du futur candidat, avant un entretien préalable et éventuellement un contrôle médical. Sans préjuger de son engagement définitif, ils le conditionnent pour l'étape suivante au PILE. Toutefois, si le candidat ne semble pas avoir le caractère et la personnalité voulus, s'il s'agit d'un coup de tête sans lendemain, il est du devoir du chef de poste de le dissuader de poursuivre sa démarche. Ainsi sont éliminés les faibles, les indécis, les irrécupérables et, bien entendu, ceux que la justice pourrait rechercher pour des délits trop graves.

« Arrivés à Paris, poursuit Jean-Claude Saulnier, un car nous a emmenés au fort de Nogent, où le processus de recrutement a commencé. D'abord des formalités, puis des entretiens et des questions. Des tas de questions, du genre : Prenez-vous de la drogue ? Êtes-vous homosexuel ? Avez-vous fait votre service militaire ? Où ? Avez-vous des ennuis avec votre famille ? Avec la police ? C'est au fort de Nogent qu'on m'a donné mon nom d'emprunt : Julien Soral, matricule 158460. C'est aussi la date de mon engagement à la Légion étrangère, le 18 octobre 1977. Je suis resté deux ou

trois jours au fort, puis, avec d'autres candidats, nous sommes partis en détachement pour Aubagne par le train. Cette fois, pour voyager, nous avons abandonné nos défroques pour une espèce de survêtement bleu guère plus seyant. À la rigueur on pouvait passer pour une équipe sportive, mais pas très riche !

» À Marseille, nous avons changé de train en catastrophe pour attraper le tortillard qui dessert la gare d'Aubagne, où un car de la Légion nous attendait. Arrivés au quartier Viénot, nous avons été conduits devant des baraquements préfabriqués qui paraissaient être notre futur hébergement. C'est, nous a-t-on dit, le centre de sélection et d'incorporation. Franchement, ça avait l'air sinistre. Mais nous n'étions guère plus fringants. Un gradé a fait l'appel avec nos nouveaux noms, ce qui a posé des problèmes à plusieurs candidats. Moi-même, j'ai eu une imperceptible hésitation avant de répondre présent. Avec d'autres arrivés de Strasbourg et de Marseille, nous avons formé une section à qui on a remis un passant vert. À 23 ans, j'étais un des plus vieux de la bande ! Un autre groupe portait un passant rouge. C'étaient ceux qui avaient été incorporés et qui attendaient de partir à l'instruction à Castelnaudary. Nous les regardions d'un air envieux, presque comme des anciens. Mais il n'y avait pas d'échange entre les groupes. Les trois premiers jours furent consacrés aux formalités de sélection. Tout d'abord une visite médicale approfondie, puis différents questionnaires du type de celui que j'avais subi à Paris, mais plus détaillés. Je croyais même avoir affaire à un psychiatre. Je me souviens d'une anecdote amusante. À un moment, il m'a demandé si je buvais. Je lui ai répondu : "Oui, normalement." "C'est-à-dire ?" "Bah, deux ou trois bières." Il m'a regardé et m'a dit : "Caisses ?" J'ai répondu, éberlué : "Mais non, canettes !" Apparemment ça ne l'aurait pas étonné si je lui avais dit que je consommais trois caisses de bière par jour. On a laissé nos vêtements civils et nos papiers, mais j'ai pu conserver mes photos, surtout celles de ma mère et de ma grand-mère. À partir de ce moment, je n'ai plus jamais revu ces papiers ni ces vêtements.

» J'avoue ne plus très bien me souvenir car tout s'enchaînait très vite ; pas de temps morts, comme si on voulait nous empêcher de réfléchir. Déjà nous ressentions l'emprise des gradés et le poids de la discipline. Pas question de faire n'importe quoi ou de se promener où on voulait. Tous les déplacements se faisaient en groupe, encadrés. Le deuxième jour a commencé par un long footing d'une heure. Nous étions environ une

trentaine en deux groupes dirigés par un sergent et un caporal. Nous sommes partis doucement, puis l'allure s'est accélérée avant de ralentir pour un regroupement, puis une nouvelle accélération. À la fin, nous nous sommes arrêtés derrière le musée et le sergent a procédé à une première sélection. J'aimais bien courir et je me suis bien tiré de ce premier test. J'étais aussi content de sortir de l'atmosphère étouffante du centre et des bureaux. Ceci allait d'ailleurs se poursuivre les jours suivants lors des séances de sport. Certains avaient des difficultés et je pensais qu'ils ne feraient pas long feu. De retour au baraquement, la douche ! Alors là, un grand moment. On mouille, on savonne, on rince et on essuie à toute vitesse ! Je n'avais jamais pris une douche aussi rapidement. Mais ils ne plaisantaient pas avec l'hygiène. Ceux qui étaient négligés s'en sont vite rendu compte. Ensuite, nous sommes passés au BSLE. On nous a expliqué que c'était un peu la police de la Légion et qu'il ne fallait pas mentir, parce qu'ils avaient les moyens de savoir la vérité. Les interrogateurs étaient de diverses nationalités et parlaient aussi bien le français que l'allemand, l'anglais, l'italien, l'espagnol ou le portugais que le serbo-croate ou le hongrois. Là, les questions pleuvaient, parfois les mêmes à plusieurs reprises, puis l'interrogateur passait à un autre sujet avant de poser une question anodine et de revenir sur un sujet que je croyais réglé. Je me demandais où il voulait en venir ; en fait, c'était un véritable interrogatoire. Dans l'après-midi, j'ai passé les tests psychotechniques permettant de déterminer mes capacités et mon orientation future. Le troisième jour, après le sport, nous sommes repassés devant le médecin, puis devant un petit commandant qui m'a posé encore tout un tas de questions. Enfin, dans la soirée, nous avons été rassemblés pour les résultats. Moment d'angoisse. Vais-je être pris ou recalé ? Finalement, seule une quinzaine d'entre nous a été retenue. J'en faisais heureusement partie.

» Une nouvelle phase commençait ; on l'a vite ressenti. En premier lieu, il y a eu la signature du contrat. C'était le document qui engageait cinq ans de notre existence, mais, en toute franchise, je n'ai pas pris le temps de le lire et je pense qu'aucun de ceux qui étaient avec moi ne l'a lu. Je serais encore aujourd'hui bien incapable de dire ce qu'il contenait. Nous savions seulement que nous étions à la Légion et que maintenant c'était irréversible. Les caporaux nous ont immédiatement fait sentir la différence entre avant et après le contrat. En premier lieu, il y a eu le coiffeur. Un épisode haut en couleur. Tondeuse en main, il m'a dit : "Regarde-toi bien dans la glace.

Dans trente secondes tu ne vas plus te reconnaître” et effectivement, quelques coups de tondeuse plus tard, je n’avais plus rien à voir avec le jeune homme de Châtellerault. Au suivant… Les ordres étaient plus secs et les coups de gueule plus fréquents. Nous avons été divisés en deux groupes, l’un allant à l’infirmerie pour la vaccination TABDT, l’autre partant percevoir le paquetage au magasin du corps. Prise des mesures, coup d’œil du magasinier : tenue de sortie, manteau trois-quarts, deux tenues de combat vert-gris, des chemises kaki en nylon, des chemises de combat, un pull-over marron, une cravate verte, un képi kaki avec une housse blanche, deux paires de rangers, une tenue de sport verte et des chaussures de sport, un casque, un béret vert avec l’insigne de la Légion… enfin, tout ce qui fait un légionnaire. Et pas de discussion ; c’était ça et pas autre chose ! Nous avons quitté le magasin du corps avec deux sacs marins et un sac Bergam bourrés jusqu’à la gueule. Dans la soirée nous nous sommes mis en tenue de combat. Les rangers blessaient un peu les pieds, le béret était bien un peu grand et la tenue de combat brillante. Mais ça ne faisait rien : après Poitiers, Paris et les trois premiers jours, nous ressemblions enfin à quelque chose.

» J’étais impatient d’entrer dans le vif du sujet, mais il restait encore quinze jours à passer à Aubagne. Les journées étaient bien remplies et débutaient par la séance de sport. C’est sur le stade que j’ai vu pour la première fois le caporal Neuschwander, une des figures de la Légion avec sa barbe poivre et sel abondante, son crâne rasé. Il avait déjà plus de 40 ans mais il courait en tenue de combat et rangers sur la piste en cendrée d’une allure régulière sans que l’on puisse discerner les stigmates de l’effort. Personnage taciturne et solitaire, Neuschwander était chargé de l’entretien du gymnase. Il faisait le désespoir des équipes de volley ou de handball qui devaient l’utiliser, car pour lui, un parquet nettoyé devait obligatoirement être ciré, ce qui évidemment posait des problèmes de stabilité aux joueurs. Dans les grandes occasions, à Camerone et au 14-Juillet, Neuschwander défilait avec les pionniers pour le plus grand plaisir des photographes. C’est ainsi qu’il a fait la couverture de plusieurs magazines, notamment *Historia*. Après le sport, la section était répartie entre les corvées et les travaux au profit des différents organismes : nettoyage au mess sous-officiers ou officiers, au foyer et à l’ordinaire, manutention au magasin du corps, encartage du journal *Képi blanc*… Il y avait aussi les tests de spécialités pour ceux qui avaient des métiers particuliers, surtout imprimeurs ou musiciens, pour lesquels la Légion n’avait pas de formation. La séance de

photos pour nos nouveaux papiers et les fichiers fut aussi mémorable. Le crâne rasé, on tenait une ardoise bien visible avec notre numéro matricule à hauteur de poitrine. Quand je les vois maintenant, je me dis que ça avait tout de la photo anthropométrique d'un taulard de Fresnes ou de la prison de la Pierre-Levée à Poitiers aujourd'hui fermée. En même temps, nous faisions un peu d'instruction ; en priorité, apprendre à se présenter : "Légionnaire Soral, matricule 158460, un mois de service, engagé volontaire, à vos ordres mon (grade)"… puis identification des grades de l'armée française, surtout à l'usage des étrangers, et une présentation de la Légion étrangère, de son histoire, son organisation et ses régiments. Ce qui se concrétisa, un ou deux jours avant de partir, par la visite du musée. »

Lorsqu'il arrive à Aubagne, Jean-Claude Saulnier ne sait pas encore qu'il se trouve au cœur de la Légion étrangère, là où sont concentrés les traditions et les moyens de fonctionnement de l'institution. Le quartier vaste et majestueux impressionne le jeune homme, qui n'avait connu que les vieilles casernes à Montluçon et en Allemagne. À peine entr'aperçus, la voie sacrée et le monument aux morts, qui rappelle toutes les campagnes de la Légion et les sacrifices consentis. Au fond, le musée, qui renferme, selon le mot du colonel Wattringue, une « brocante glorieuse », souvenirs des régiments étrangers et des légionnaires qui les composent. Sur la façade, une inscription, « *Legio patria nostra* », rappelle l'engagement du légionnaire auprès de sa nouvelle famille. À l'entrée, le poste de sécurité, vaste ensemble qui englobe les locaux de la police militaire, le poste de garde et les locaux disciplinaires – ce que ne manquent pas de faire remarquer aux engagés volontaires leurs accompagnateurs lors de leurs pérégrinations dans le quartier. Sur le flanc droit, le poste de commandement du 1er RE (à l'époque, les bureaux du SM/FELE) et, de l'autre côté de la route qui mène au stade, à la salle de sport et au mess des sous-officiers, le château de la Demande, mess des officiers. À droite, le foyer du légionnaire et le cinéma, le bâtiment du Commandement de la Légion étrangère et, de l'autre côté de la route, les bâtiments de la Compagnie des services de la Légion étrangère et de la Compagnie de commandement et des services régimentaires. En suivant cette route où plus tard, sur la droite, sera construit le « blockhaus » du STILE, nous arrivons au bâtiment de la musique, puis, en remontant, passons devant la Compagnie administrative des personnels de la Légion étrangère pour aboutir devant l'ordinaire et ses deux vastes salles à manger. Au-dessus de

cet ensemble, le bâtiment abritant le bureau des personnels de la Légion étrangère, rebaptisé aujourd'hui « ressources humaines », et le bureau des statistiques de la Légion étrangère, chargé de la sécurité de l'institution, des enquêtes et de la protection juridique des légionnaires. Il est très lié avec les organes de sécurité militaire. Entre l'ordinaire et ce bâtiment, un ensemble de deux baraques Fillod clôturé par un grillage : c'est là que les engagés volontaires sont regroupés durant leur séjour à Aubagne.

Le quartier Viénot, aussi appelé « maison mère » de la Légion étrangère, accueille la portion centrale du 1er régiment étranger. En 1977, le régiment comporte un état-major, la CCSR, qui administre et soutient le régiment et compte dans ses rangs les fameux pionniers ; la CSLE, qui regroupe tous les grands services de la Légion, dont la musique principale, ainsi que le service information et historique, dont dépendent le journal *Képi blanc* et le musée ; la CAPLE, héritière du DCRE de Sidi Bel-Abbès, qui gère les mouvements de tout le personnel non officiers de la Légion. Hors les murs, au fort de Nogent, dans la banlieue parisienne, où Jean-Claude Saulnier a passé trois jours, la Compagnie de transit de la Légion étrangère assure principalement le transit de tout le personnel légionnaire entre la métropole et l'outre-mer, soit plus de 5 000 personnes par an dont les familles des cadres mutés. Elle est en outre en charge du fonctionnement du PILE de la zone nord[1]. Un an plus tard, le 1er RE s'enrichit d'une nouvelle unité : la Compagnie renforcée des travaux routiers de la Légion étrangère, qui remplace le 61e BMGL au camp de Canjuers.

Avec le 1er RE, le RILE, futur 4e RE, « école de la Légion », stationné à Castelnaudary, est placé directement sous le commandement du général commandant le GLE. En métropole, la Légion compte encore quatre formations : le 2e REI en Corse, le 1er REC à Orange, qui appartient à la 14e division d'infanterie, le 61e BMGL, qui va bientôt quitter Canjuers pour le Larzac, et le 2e REP, stationné à Calvi, en Corse, et qui relève de la 11e division parachutiste. Outre-mer, la Légion est présente en République de Djibouti avec la 13e DBLE, dans l'océan Pacifique avec le 5e RMP, chargé des travaux sur le site nucléaire de Mururoa, en Guyane, avec le 3e REI et, depuis peu, à Mayotte avec le DLEM. Plus tard, la Légion perdra le 61e BMGL et le 5e RE, mais gagnera les 1er et 2e REG à Laudun, dans le Gard, et sur le plateau d'Albion.

Mais que représente la Légion étrangère en 1977 ? Quinze ans se sont écoulés depuis la déchirure algérienne, la Légion a vécu une longue période de restructuration et d'incertitude qui a connu un dernier pic avec les incidents en Corse, qui ont entraîné le retour précipité de l'instruction sur le continent. Durant ces années, la Légion a profondément évolué : dans un nouveau champ d'action élargi au théâtre Centre-Europe, elle s'est adaptée à des structures et à des moyens nouveaux. Elle a fait d'un légionnaire rajeuni, plus instruit que ses devanciers, un spécialiste rompu aux techniques modernes de combat ou des chantiers. Son recrutement est à dominante latine, mais elle conserve toujours un noyau germanique qui assure une certaine rigueur entretenue par les anciens. À la différence de l'armée « régulière », les événements de mai 1968 n'ont pas eu d'écho dans cette troupe de volontaires. Le bureau du recrutement se montre efficace et les diverses possibilités fondées sur l'action au sein de régiments prestigieux, la possibilité d'apprendre un métier dans les branches techniques comme le Génie-Légion ou les blindés, l'aventure outre-mer séduisent encore de nombreux jeunes Européens et en particulier les Espagnols qu'étouffe la dictature de Franco et les Portugais qui ont servi dans les guerres de décolonisation en Angola et au Mozambique. Un reclassement difficile dans un pays pauvre les amène à la Légion, où leur expérience militaire est très appréciée. Mais derrière ce nouveau visage, la Légion conserve ses traditions et ses missions de toujours : la disponibilité permanente à l'intervention armée, la garde des frontières lointaines et l'accomplissement des grands travaux.

Par un système de relèves périodiques organisées et centralisées par le 1er RE, les unités de métropole alimentent trois régiments et, depuis 1976, un détachement outre-mer qui valent aux légionnaires de découvrir des contrées lointaines et d'enrichir leur expérience humaine des mœurs et des coutumes des peuples qui y vivent. Partageant ainsi son temps, selon les termes du contrat d'engagement qui propose tacitement un séjour outre-mer[2], par périodes de deux ans à deux ans et demi[3], le légionnaire échappe aux dangers de trop longs séjours sous des climats extrêmes et dans des conditions de vie excessives, soit par leur rigueur, soit par leur facilité. Il y gagne un équilibre moral et physique alors que certains de ses anciens qu'il peut côtoyer dans les amicales ou les institutions de la Légion resteront marqués à tout jamais par les épreuves endurées. En fait, cette « obligation » qu'aurait la Légion envers le contractant repose sur une

interprétation fausse des textes, mais solidement ancrée dans l'imaginaire collectif des légionnaires. Le plus souvent, le légionnaire se voit proposer une affectation outre-mer durant la seconde moitié de son contrat initial, ce qui l'oblige à contracter un nouvel engagement couvrant cette période plus un certain délai au retour de ce territoire. C'est particulièrement vrai pour l'encadrement à l'instruction ou les légionnaires du 2e REP.

Comme par le passé, la Légion garde valeur d'institution pour ceux, nombreux, qui ont quitté leur pays à la suite d'une crise personnelle engendrée par l'ambiance familiale, sociale ou politique du moment ; elle offre un accueil, un réconfort et une dignité à ceux qui la rejoignent. À cette époque encore, avec la sécurité retrouvée et une ambiance qui permet de surmonter le désarroi d'une déchéance en retrouvant un équilibre et une raison de vivre, c'est une planche de salut pour les laissés-pour-compte de la vie et les petits délinquants qui se voient rejetés de la société pour des délits mineurs. Il est à noter que la Légion n'a jamais accueilli de grands criminels dans ses rangs, en particulier les assassins. Pourtant, pendant très longtemps, une confusion a existé entre les BILA, qui étaient les unités disciplinaires de l'armée française, où l'on trouvait des criminels endurcis, et la Légion étrangère. C'est ainsi qu'après la Seconde Guerre mondiale, si elle a recruté des combattants de la *Waffen SS*, la Légion n'a jamais engagé des SS gardiens de camps de concentration ou criminels de guerre.

La Légion reste aussi une grande famille dont les liens ne se desserrent pas au-delà du service actif. Le service du moral et des œuvres de la Légion étrangère, le fameux SMOLE, qui a été créé le 1er avril 1950, assume le rôle social de la Légion. Cet organisme prendra en 1965 le nom de « Service du moral et du foyer d'entraide de la Légion étrangère ». Le nouvel organisme poursuit les missions sociales du SMOLE, comme s'obstinent à l'appeler les plus anciens, et apporte une assistance à bon nombre de légionnaires et d'anciens légionnaires. En 1977, le SM/FELE est un service tentaculaire qui regroupe le service information et historique avec le musée et le journal *Képi blanc*, le service des achats groupés constituant la centrale d'achats de tous les foyers des unités de Légion, l'antenne d'Offenburg en Allemagne, le centre d'hébergement des anciens légionnaires de La Ciotat et le fleuron de l'action sociale qu'est l'Institution des invalides de la Légion étrangère à Puyloubier. Il gère également le centre des permissionnaires de la Malmousque, à Marseille. Brassant des moyens financiers considérables au service de l'institution légionnaire, ce service est placé sous l'autorité du

général commandant le Groupement de Légion étrangère assisté d'un conseil de gestion composé, entre autres, des chefs de corps, avec la participation d'un conseiller juridique et d'un commissaire aux comptes. Il est dirigé par un colonel ou un lieutenant-colonel ancien. L'action sociale de la Légion comporte également la Maison du légionnaire à Auriol, une entité autonome mais supervisée par le SM/FELE et la Fédération des sociétés d'anciens de la Légion étrangère dont le siège social est à Paris et qui regroupe toutes les amicales d'anciens légionnaires de par le monde.

C'est dans cette institution vieille d'un siècle et demi, riche de faits d'armes sans équivalent et qui a vu passer une cohorte de personnalités hors du commun, que Jean-Claude Saulnier s'apprête à faire ses premiers pas.

« Avant de partir, on m'a rendu mon argent et j'ai touché un pécule qui m'a permis d'acheter des affaires de toilette et des produits de première nécessité. J'avais tiré quelques enseignements de ces trois premières semaines à la Légion. En premier lieu, réfléchir avant de parler, ne pas se mettre en avant, obéir sans discuter, ce qui devait être ma ligne de conduite durant toute ma carrière. Ce qui n'empêche pas de penser à la meilleure manière d'effectuer le travail ou de remplir la mission, comme j'aurai maintes occasions de le faire plus tard. Finalement, nous sommes partis pour le RILE, le 11 novembre 1977. Tout un symbole. »

---

1. Il est à noter que les personnels du 1er RE arment tous les PILE et PRLE. Ils assurent également le fonctionnement du centre des permissionnaires de Malmousque, à Marseille, et du centre d'hébergement de La Ciotat. Un sous-officier infirmier et deux ou trois gradés anciens sont également détachés à l'IILE (Institution des invalides de la Légion étrangère) de Puyloubier.

2. Le contrat initial de cinq ans impose de servir sans restriction en tout temps et en tous lieux. Le texte précise : « La puissance publique de l'État peut également s'exercer hors du territoire national, dans les pays occupés militairement, les États associés, les protectorats et les territoires sous mandat. » Enfin, rappelons qu'à l'origine la Légion étrangère est une troupe destinée à servir hors du territoire métropolitain.

3. Au début des années 1970, le séjour à la 13e DBLE à Djibouti était de trente mois. Il fut ramené à vingt-six mois, puis deux ans en 1975. A contrario, le séjour au 5e RMP dans le Pacifique était d'un an renouvelable immédiatement.

Chapitre 3

Le Régiment d'instruction de la Légion étrangère

« Au départ d'Aubagne, nous avons été pris en main par l'encadrement du RILE. Là, pas de mollesse, il fallait tout faire rapidement. Pourtant nous avons attendu le train une heure et demie à Marseille. Je me souviens d'un petit sergent espagnol nerveux comme tout qui activait les mouvements. Pendant le voyage, les deux caporaux qui nous accompagnaient discutaient entre eux. D'après ce que j'ai cru comprendre, ils venaient de Bonifacio et n'avaient pas une très bonne opinion de Castelnaudary. À les entendre, "Castel" c'était le bordel, la caserne était miteuse, tout juste habitable. Je me disais que cela augurait bien de la suite. »

Pendant près de quinze ans, à Corte et à Bonifacio, en Corse, l'instruction rapatriée d'Algérie en 1962 après le départ de Sidi-Bel-Abbès a cohabité tant bien que mal avec la population corse. Mais en 1976, dans un contexte nationaliste virulent, les tensions avec la population se font plus vives et le meurtre de deux bergers par des déserteurs de l'instruction met le feu aux poudres. Le groupement d'instruction est contraint de quitter la Corse pour le continent. L'opération se déroule plus ou moins dans l'urgence. Si la CIC et la CIS restent pour l'instant à la Minoterie, à Corte, les deux compagnies d'engagés volontaires, au centre du conflit, sont rapatriées sur le 1er Étranger et s'installent provisoirement à Puyloubier et à Orange au sein du 1er REC. L'instruction se poursuit dans des conditions précaires en attendant qu'une solution se dessine. Celle-ci prend alors la forme d'une nouvelle entité : le Régiment d'instruction de la Légion étrangère, qui s'implante à Castelnaudary, dans l'Aude, au mois de novembre 1976. C'est le début d'une nouvelle aventure qui trouvera son

épanouissement dix ans plus tard avec l'installation du 4e régiment étranger dans ses murs du quartier Capitaine-Danjou.

Plusieurs villes étaient sur les rangs pour accueillir les légionnaires mais, à l'issue d'une reconnaissance, le général Goupil, commandant le Groupement de Légion étrangère, rentre à Aubagne, séduit par le site de Castelnaudary et la conviction de son maire, M. Cassabel. Lors d'une nouvelle visite, les officiers de l'état-major découvrent la campagne lauragaise, qui s'avère parfaitement adaptée à l'instruction et au sport, comme en témoigne le semi-marathon qui a amplement gagné ses lettres de noblesse, les berges du canal du Midi pour les parcours naturels et le 8000 TAP, les hauteurs de Mas Puel pour les panoramas topographiques, sans parler des fermes que la Légion acquerra dès son installation. Par ailleurs les possibilités de logement des familles des cadres sont importantes. Mais, reconnaît le maire, les casernes sont trop étroites pour les besoins du GILE et représentent le point faible du projet. Néanmoins, dès le premier jour, il parle déjà d'un casernement neuf.

Le 14 décembre 1976, le GILE, placé sous le commandement du chef de bataillon Estay, fait son entrée officielle à Castelnaudary lors d'une prise d'armes qui, selon le journal local, « doit rendre à la cité sa réputation de ville de garnison ». D'emblée, l'accueil est sympathique et 7 000 Chauriens applaudissent le défilé de la Légion emmené dans la meilleure tradition par les pionniers et la musique principale. Dans son ouvrage *Légionnaire en Lauragais*, le général Latournerie, ancien chef de corps du RILE, écrira à propos de M. Cassabel :

« Il a toujours rêvé d'accueillir un régiment dans sa ville de vieille tradition militaire et a gelé au plan d'occupation des sols des terrains destinés à un casernement neuf. La journée se termine par une réunion où le maire a convié ses adjoints et des notables de la ville. Tous font part du plaisir qu'ils auront à nous accueillir et M. Cassabel souligne : "Les légionnaires sont jeunes, dynamiques, pleins de vie. Sans doute y aura-t-il quelques débordements. Et alors ? Ne craignons rien, j'en fais mon affaire. Les Chauriens sont avec moi, il n'y aura jamais rien de grave." Très vite des liens vont se nouer et aujourd'hui il n'est pas rare de découvrir des Chauriens de deuxième génération dans les fils et les filles de ceux qui ont posé leur sac en pays cathare. »

Quand l'engagé volontaire Soral arrive à Castelnaudary, le Régiment d'instruction de la Légion étrangère est encore à l'état embryonnaire. Créé

spécifiquement pour l'instruction des engagés volontaires et la formation des cadres, le RILE appartient à la 5e région militaire et se trouve sur le territoire de la 54e division militaire territoriale. Comme toutes les unités de Légion étrangère, il dépend du Groupement de Légion étrangère en ce qui concerne ses attributions et la gestion de ses personnels, mais, de surcroît, il est placé directement, avec le 1er RE, sous l'autorité du général commandant le GLE. Entre 1976, année de son arrivée à Castelnaudary, et 1986, quand il s'installe au quartier Capitaine-Danjou, le régiment a connu une évolution spectaculaire. Successivement RILE, puis 4e régiment étranger en 1980 – un nom beaucoup plus motivant par son histoire et ses traditions –, il s'est étoffé de la CIC rapatriée de Corse, puis, lors du déménagement aux Cheminières, de la CIS, réunissant enfin sous un même commandement et en un même lieu tous les volets de l'instruction de la Légion étrangère.

« L'évolution matérielle a suivi, se souvient l'adjudant-chef Saulnier, et on est passé d'une caserne vétuste, où les activités étaient limitées à la journée – notamment les chants – pour ne pas gêner le voisinage, au splendide quartier que j'ai pu visiter en tant que président des sous-officiers du 2e REP. Rien à voir avec ce que j'avais vécu trente-cinq ans auparavant. Installations, salles de cours, moyens pédagogiques, habitat adapté aux conditions de vie modernes, ateliers, PC luxueux, informatique, fourniture d'énergie solaire, tout est fait pour mettre l'instruction à l'heure du XXIe siècle. Heureusement, l'esprit de la vieille Légion demeure intact. »

Le 4e RE bénéficie au quartier Capitaine-Danjou d'un ensemble d'installations récentes de très grande qualité : gymnase, piscine couverte, ateliers d'instruction, salles de simulation de tir… Il fait par ailleurs largement appel à l'enseignement assisté par ordinateur, aussi bien pour l'apprentissage de la bureautique que pour les cours spécialisés. Le CIEC comporte des salles d'instruction audiovisuelle, des simulateurs de conduite et une piste d'entraînement. L'obtention des brevets militaires de conduite est incluse dans la formation initiale de chaque légionnaire. Après avoir longuement fréquenté Camurac, le régiment dispose aujourd'hui d'un centre de montagne dans les Pyrénées, à Formiguères, près de Font-Romeu. Les engagés volontaires y passent obligatoirement la huitième de leurs dix-sept semaines d'instruction pour un séjour d'initiation à la montagne.

Né le 15 novembre 1920 de la réunion des différents bataillons formant corps de Légion stationnés au Maroc, le 4e régiment étranger reçoit son drapeau le 11 novembre 1922 à Marrakech. Jusqu'en 1934, les bataillons du régiment, sa compagnie montée, sa compagnie de sapeurs pionniers et sa batterie de marche mise sur pied en 1932 à Ouarzazate participent à toutes les opérations de pacification et aux derniers combats de Bou-Gafer. Affecté au 4e RE, le légionnaire découvre la vie du bled qui n'a plus cours en Algérie, si ce n'est en de rares occasions dans le Sud Oranais. En septembre 1925, le 5e bataillon se distingue lors des combats de Musseifré, au Levant. L'entre-deux-guerres au 4e RE est riche d'une floraison de personnalités exceptionnelles parmi lesquelles figurent les futurs colonels Amilakvari et Gaucher tombés à la tête de la 13e DBLE, Koenig, héros de Bir-Hakeim et maréchal de France à titre posthume, le prince Aage de Danemark ou le futur général Zinovi Pechkov.

Avec la Seconde Guerre mondiale vient le temps des épreuves. Le 4e Étranger est dissous le 15 novembre 1940, mais ses éléments forment à Dakar la 4e demi-brigade de Légion étrangère. En 1943, la 4e DBLE est engagée dans la campagne de Tunisie et se distingue lors des combats du djebel Zaghouan. À l'issue de la campagne, la 4e DBLE est dissoute et ses éléments fondus dans les différents régiments qui vont participer à la libération du territoire métropolitain.

Le 4e régiment étranger est réactivé en 1955. Il participe à toute la guerre d'Algérie avant d'être à nouveau dissous en 1964. Après une longue période de sommeil, le 4e RE renaît en 1980 sous la forme d'un régiment d'instruction. En 2012, le 4e régiment étranger compte 570 cadres et permanents, 300 engagés volontaires et 300 stagiaires présents en permanence au quartier Capitaine-Danjou. Son organisation comporte un état-major, une compagnie de commandement et des services, trois compagnies d'engagés volontaires, une compagnie d'instruction des cadres, une compagnie d'instruction des spécialistes et un centre d'instruction et d'entraînement à la conduite. C'est le creuset de la Légion étrangère. Il a pour seule mission d'instruire et de former ses personnels. Le régiment n'est pas projetable, mais sur réquisition il peut participer à des missions de service public et, en cas de mobilisation générale, il relève de la 14e division légère blindée, la division des écoles de l'Armée de terre.

* * *

« Quand le train s'est arrêté à Castelnaudary, il a fallu faire vite pour décharger les paquetages. Nous les avons transportés dans le GMC qui attendait, puis nous avons embarqué à notre tour dans un camion qui nous a amenés à la caserne Lapasset, située au centre de ce qui paraissait être une ville de l'importance de Châtellerault. »

Castelnaudary est une petite ville typique du Sud-Ouest harmonieusement disposée sur une colline dominant la plaine du Lauragais dont le sommet est coiffé d'un moulin. Une grande rue bordée de platanes masquant des petits immeubles et des maisons aux façades patinées par les ans mène à un pont de pierre d'aspect vénérable d'où l'on découvre un magnifique plan d'eau. C'est le canal du Midi qui, dans sa course tricentenaire de l'étang de Thau jusqu'à Toulouse, où il rejoint la Garonne, fait une escale à Castelnaudary en s'étalant majestueusement au milieu de la cité. À travers les rues tranquilles, le promeneur découvre le centre-ville, où piétons et automobilistes vivent habituellement en bonne harmonie, sauf en certaines occasions comme le marché hebdomadaire, qui met la ville en effervescence et entraîne un sympathique remue-ménage. La circulation, à laquelle s'ajoutent maintenant les véhicules du Régiment d'instruction de la Légion étrangère, comporte alors certains risques dus aux effets conjugués de l'excitation des transactions commerciales et, d'après les mauvaises langues, d'un copieux cassoulet bien arrosé pour en faciliter la digestion. Confectionné avec des produits du terroir, l'origine de ce plat remonterait au siège de Castelnaudary par le prince de Galles, quand les habitants, à bout de ressources, mélangèrent ce qu'ils possédaient pour en faire un ragoût géant.

Les environs sont aussi riches en curiosités historiques et touristiques : l'abbaye de Saint-Papoul, Laurac, qui fut la capitale du Lauragais, sans parler de la célèbre cité de Carcassonne, chef-lieu du département de l'Aude, les châteaux cathares, dont Montségur et le camp dels Cremats où, en 1244, périrent sur le bûcher les derniers « parfaits ». Durant des randonnées très prisées du bureau instruction ont lieu des remises de képis blancs. Enfin, pour tout légionnaire, un pèlerinage s'impose à Chalabre, un village pas très éloigné de Castelnaudary où naquit, le 15 avril 1828, le capitaine Jean Danjou, héros de Camerone. Située de façon idéale à deux pas de la Montagne Noire et des Corbières, proche de la Méditerranée où la

côte languedocienne offre toute une palette d'activités nautiques, pas très éloignée des Pyrénées, de ses stations de sports d'hiver et surtout de Mont-Louis, haut lieu de l'entraînement commando, la garnison de Castelnaudary répond parfaitement aux attentes du Commandement de la Légion étrangère dans tous les domaines de l'instruction.

« En franchissant l'entrée de cette caserne, raconte Jean-Claude Saulnier, un sentiment nouveau m'étreignait, celui de devoir être à la hauteur, et j'avoue que cela m'inquiétait tout de même un peu. À peine débarqués devant la 1re compagnie, il a fallu retrouver nos affaires et se rassembler en attendant les ordres. Nous étions une trentaine sans affinités particulières, personne ne posait de question, nous avions déjà assez à faire avec nos propres problèmes. La camaraderie viendrait plus tard, avec les difficultés de l'instruction, les coups de cafard, la compréhension du français pour les étrangers. Puis tout est allé très vite. Ranger les paquetages, en rang par six, direction le réfectoire pour un repas rapide. Retour derrière la compagnie et revue de paquetage. En cet automne 1977, par un temps gris et froid, le quartier m'a paru austère, triste, mais c'était une véritable fourmilière sans cesse en mouvement, jour et nuit ; jusqu'au grade de caporal, les gens couraient de partout ; on avait l'impression qu'il fallait être cadre ou permanent pour avoir le droit de marcher. On aurait dit une cour de récréation pour adultes. D'un côté ça chantait plus ou moins bien, de l'autre on faisait du maniement d'armes, ailleurs on apprenait à viser avec le fusil… Nous étions admiratifs devant ces sections évoluant au pas cadencé, ce fameux pas Légion, lent et superbe, qui donne une impression de force irrésistible. Mais ce qui m'a le plus frappé, ce sont les fenêtres ouvertes en plein mois de novembre. J'ignorais encore que les chambrées étaient chauffées par des poêles à mazout qu'il fallait éteindre à 22 heures et qu'on ouvrait les fenêtres le matin jusqu'au retour du sport, quel que soit le temps. »

Inaugurée sous le second Empire par le 15e régiment d'infanterie, la caserne Lapasset est caractéristique de l'architecture militaire de l'époque. Entourée d'un mur d'enceinte, elle comporte deux grands bâtiments, hauts de quatre étages, qui délimitent la place d'armes au centre de laquelle est dressé le mât des couleurs. Au fond, un bâtiment bas, tout en longueur, agrémenté d'une horloge où le temps s'est arrêté à quatre heures. C'est le cercle-mess des sous-officiers. À l'opposé, l'entrée du quartier est flanquée de deux imposantes bastides qui abritent le service général, les locaux

d'arrêt et le corps de garde. Dans le bâtiment de gauche en entrant, les 1re et 2e compagnies d'engagés volontaires et l'infirmerie où régnait le célèbre adjudant Roynel, infirmier major et terreur des engagés volontaires et des stagiaires qui auraient voulu profiter de quelque répit ! Entre ce bâtiment et le mess, une baraque Fillod a été aménagée en foyer, qui accueille les permanents de la CCS et exceptionnellement les engagés volontaires désirant effectuer des achats de première nécessité au bazar. L'autre bâtiment est le domaine de l'état-major du régiment. On y trouve également les logements de la Compagnie de commandement et des services, les bureaux administratifs, l'ordinaire et ses salles à manger. Plus tard, il faudra se pousser pour accueillir la Compagnie d'instruction des cadres. À l'arrière de ces bâtiments, divers magasins et une laverie automatique installée dès 1978.

Quand la Légion en prend possession, la caserne Lapasset est en déshérence depuis plusieurs décennies. Le casernement est vétuste et mal adapté aux besoins ; il a souffert d'être quasiment inhabité pendant une douzaine d'années, étant utilisé par le Centre mobilisateur 143 depuis le départ du groupement d'instruction du 8e RPIMa en août 1964. « L'infrastructure de la caserne était pour le moins spartiate, reconnaît le général Pinard-Legry : hébergement en lits triples, sanitaires en nombre insuffisant contraignant les sections à aller se doucher le soir au stade municipal, et des moyens d'instruction réduits à leur plus simple expression – absence de terrains d'exercice et stand de tir réduit à celui de Burnel. » Tout est à faire. Une fois encore, la Légion compte en priorité sur elle-même, bien que soutenue par la municipalité de M. Cassabel. Dès le premier jour, cadres, pionniers du 1er RE, permanents, engagés volontaires se mettent au travail pour rendre habitables les bâtiments centenaires. La vie s'organise dans les locaux délabrés et, comme leurs devanciers arrivant en Corse, les engagés volontaires participent aux travaux que les pionniers et le casernement du GILE ont entrepris. Partout les légionnaires piochent, bétonnent, maçonnent, enduisent, peignent avec ardeur.

« Déjà les chambres et les armureries sont terminées ou sur le point de l'être, constate *Képi blanc* au début de 1977. Les sanitaires et les douches devraient entrer en service très rapidement et permettre de régler ainsi le problème majeur de la vie quotidienne. En quelques semaines, l'ancien cinéma a été rajeuni ; enfin le réfectoire, autrefois armurerie du centre

mobilisateur, a été entièrement refait : cloisons abattues, sol carrelé, boiseries grattées et cirées. Pourtant, au milieu de ce quartier où s'amoncellent, dans une organisation indiscernable à l'œil non averti, bétonnières, grues, échafaudages, tas de gravats et piles de sacs de ciment, l'instruction continue. À dire vrai, l'essentiel de la formation des engagés volontaires se déroule sur des terrains parfois assez éloignés qui justifient une sortie de vingt-quatre heures. Toutefois, le stand de Burnel se situe à moins de 5 kilomètres du centre-ville. Les vestiges d'un parcours du combattant sont aujourd'hui parfaitement restaurés et un stand de tir a fait son apparition. »

Les services techniques du régiment sont regroupés à la lisière de la ville dans le quartier annexe de l'Alumnat. On y trouve l'atelier d'armement, le magasin d'habillement, le casernement, une partie de la logistique primordiale pour le régiment, l'atelier auto et le peloton transport. Quand on sait que les véhicules du RILE parcourent un million de kilomètres par an, on mesure la qualité de la maintenance, compte tenu du fait qu'un bon tiers de ces vétustes GMC est en limite de potentiel ! Les trajets conduisant aux champs de tir ou dans les fermes d'instruction sont les plus fréquents et finalement les plus longs. En effet, ne possédant que le stand de tir à la sortie de Castelnaudary, aux possibilités limitées, le RILE doit utiliser des installations extérieures prêtées par d'autres unités. Dans ce cas, on trouve le camp national de Rivesaltes, à 150 kilomètres au sud-est de la garnison ; les champs de tir de Saint-Félix-de-Rieutord et de Castres appartenant au 8e RPIMa ; le champ de tir de Villemaury, domaine du 3e RPIMa – ces trois dernières installations se situant à une cinquantaine de kilomètres de Castelnaudary. Villemaury, en particulier, offre un très large éventail de possibilités : plusieurs pas de tir aux armes individuelles, au FM, au LRAC, un polygone de mise en œuvre des explosifs, un parcours du combattant, une diversité de terrains propices aux exercices de combat, etc.

Une place particulière doit être réservée aux fermes du RILE, qui sont l'âme de l'instruction à la Légion étrangère. L'importance des fermes n'était plus à démontrer quand, sous l'impulsion du commandant Estay, vieux légionnaire des compagnies sahariennes portées, la Légion renoue avec ce mode d'instruction qui n'avait pas trouvé sa place en Corse. Lorsqu'il est arrivé en novembre 1977, Jean-Claude Saulnier n'a pas connu cette forme rustique d'instruction, mais dès 1978, les deux compagnies d'engagés volontaires, puis la CIC ont disposé de fermes situées dans la campagne

lauragaise, reprenant ainsi la vieille tradition de l'instruction en Algérie qui voyait les recrues apprendre les rudiments du métier à Khamisis, sur les pentes du mont Tessala, à Bouin ou à la ferme Gouaud. C'est ainsi que la 1re compagnie a élu domicile à la ferme de Bel-Air et la 2e compagnie à celle de la Jasse, situées respectivement à 12 et 20 kilomètres du quartier. Lorsque fut créée la 3e compagnie d'engagés volontaires, tout naturellement il lui fut attribué une ferme à proximité de Raissac. Toutes ces fermes disposent d'installations et de moyens d'instruction répartis sur des terrains variés. À Raissac, ou découvre également la piste du silence et la piste de chasse. Ces installations représentent la synthèse des gestes élémentaires du combat et de la vie en campagne.

Dans les premières années de présence à Castelnaudary, l'engagé volontaire travaille tout autant qu'il s'instruit à retaper les bâtiments et à améliorer l'environnement. Cailloux et chaux sont à l'honneur ! Les sections arrivent à pied ; quelques chanceux convoyant le matériel font le trajet en camion. Aussitôt installée, la section prend possession du terrain. Un groupe de service est au travail, les autres à l'instruction : ordre serré, apprentissage du français – ce n'est que plus tard que viendra la notion de binôme –, entraînement physique, vie en collectivité et en campagne, gestes du combattant… Dans un cadre isolé où la section ne peut compter que sur elle-même, l'engagé volontaire accomplit sa mutation en quatre ou cinq semaines, pour devenir un légionnaire. En novembre 1998, *Képi blanc* se penchait sur l'évolution des différents sites d'instruction et en particulier la ferme de Bel-Air. Bien sûr, à cette époque, le site a bien changé, plusieurs générations d'engagés volontaires l'ont modelé, apportant des innovations, améliorant les installations, mais l'esprit de l'instruction demeure et la doyenne des fermes du 4e RE reste la référence en matière d'instruction traditionnelle.

« Cette ferme, située sur un domaine de 80 hectares, comprenant deux grandes zones de bivouac, répond aux besoins que génère la formation du combattant toutes armes. Le chef de section a donc d'immenses possibilités pour faire découvrir, apprendre et restituer les actes réflexes élémentaires à ses futurs légionnaires. Afin de respecter la progressivité de la mise en condition physique des engagés volontaires, qui ne possèdent pas forcément une culture sportive, trois parcours de footing étalonnés et balisés de 3, 5 et 7 kilomètres sont à la disposition de l'encadrement. Une aire de

musculation rustique mais efficace permet un renforcement musculaire intégral. Ces installations de circonstance sont complétées par un parcours de course d'orientation, un terrain de football et un de volley-ball. Même si le petit stand de tir de Bel-Air n'autorise que l'utilisation du fusil à plomb, un site de ball-trap et une aire de lancer de grenades à main fournissent la possibilité d'une initiation intéressante à l'utilisation de l'armement individuel. Fierté de la 1re compagnie, le parcours d'assaut, avec ses obstacles variés et cohérents sur une distance de 800 mètres, offre au chef de section l'occasion de tester et d'instruire ses hommes tant au plan de la voltige qu'au niveau du groupe en privilégiant soit l'entraînement physique, soit l'apprentissage des actes réflexes. Quant à la ferme, elle est composée d'un seul bâtiment comme on en rencontre dans toute la région, disposant de l'eau courante et de l'électricité. Dotée de moyens pédagogiques modernes, elle permet d'assurer les cours de français et tout l'enseignement technique. Bel-Air reste certainement la plus rustique des fermes du 4e RE mais la 1re compagnie ne s'en plaint pas. »

A cette époque, les sections d'instruction se rendent également à Camurac, une sympathique petite station pyrénéenne située à une centaine de kilomètres de Castelnaudary, aux confins de l'Aude et de l'Ariège, où elles effectuent des séjours d'oxygénation. Hébergés dans un grand bâtiment loué à la municipalité, les légionnaires s'y adonnent en hiver aux joies du ski alpin ou de la randonnée. Quand la neige a délaissé les pentes, les « plaisirs » sont d'un autre ordre : entraînement physique, exercices de combat, excursions pédestres sur les sommets…

* * *

« Sur la place d'armes où nous avions remballé nos paquetages, poursuit Jean-Claude Saulnier, l'attente se prolongeait dans le froid quand le capitaine commandant la 1re compagnie est arrivé. Il nous a présenté la compagnie et ses activités, puis nous sommes passés au rapport individuellement. C'est à ce moment-là qu'un sous-officier nous affectait une chambre. La mienne se situait au dernier étage du bâtiment. C'était immense ; nous étions au moins soixante et les lits étaient superposés sur trois niveaux. J'ai eu de la chance, j'ai hérité d'un lit au "rez-de-chaussée". Je disposais également d'une armoire métallique qui me semblait bien petite pour contenir tout le paquetage. C'est alors que les premières

difficultés ont surgi : ranger l'armoire réglementairement, faire le lit de façon uniforme… Selon l'expression consacrée des gradés, "tout doit être carré", de la tenue à l'exercice ou la leçon, quel que soit l'accent de celui qui le prononce et la mimique de celui qui essaie de comprendre. Il a fallu apprendre à faire le lit au carré, qui n'est pas forcément le même au RILE qu'à Aubagne ou au REP, chacun ayant sa propre conception de l'opération – tous les matins il est mis en batterie, couvertures pliées et draps roulés en croix sur les couvertures – et ranger l'armoire au carré. Au début, c'était un exercice délicat qui prenait des heures et qui, bien sûr, n'était jamais à la convenance des gradés ou des sous-officiers ; votre bel échafaudage branlant s'écroulait sans coup férir lorsque le caporal ou le sergent tirait un effet qui dépassait. En fait, le but de l'opération consistait à construire sur le côté gauche une pile rectangulaire de la profondeur de l'armoire aux coins visibles bien nets en allant du plus lourd (veste et pantalons de drap) au plus léger (chemises, tee-shirts) et, dans cette configuration, du plus sombre (tenue d'hiver, tenues de combat) au plus clair (tenue d'été). Dans la partie droite, la penderie : trois cintres sur lesquels étaient suspendus le trois-quarts, une tenue de sortie et une tenue de combat. Rangées sous le lit, les chaussures : rangers, chaussures de sortie, chaussures de sport. Le tout, bien sûr, impeccablement ciré. Ensuite, il fallait faire la "télévision" sur le dessus de l'armoire[1]. Il s'agit d'une caisse de bière (vide !) que l'on enveloppe d'une serviette blanche et sous laquelle on dépose ses affaires personnelles – le peu qu'il en reste, pour moi des photos, un briquet Zippo, des pattes d'épaules, le nécessaire à couture –, par-dessus sont posées les épaulettes de tradition vert et rouge, la ceinture bleue qui entoure la caisse et le béret vert, en attendant le képi blanc que l'on n'a pas encore le droit de porter.

» Le lendemain, l'instruction a commencé par une nouvelle visite médicale, tout le monde en slip aligné contre le mur. À peine arrivé, l'adjudant Roynel ne voulait voir qu'une tête et imposait le silence sans même que cela soit utile. C'était le moment des rappels de TABDT. Une organisation particulièrement efficace : un premier infirmier passait avec le coton désinfectant, suivi d'un autre qui piquait à l'aide d'un pistolet hypodermique. Pas de perte de temps, l'opération étant dirigée de main de maître par Roynel. Cette injection était suivie de quarante-huit heures de consigne et de diète. Autre constatation, la nourriture. À "Castel", on mangeait très mal par rapport à Aubagne, mais c'est normal, c'est pareil

dans toutes les unités d'instruction. Nous étions en permanence affamés, mais c'était voulu par le commandement ; dans la matinée on devait brûler 3 000 calories et à midi, on en absorbait 2 500, ce qui, naturellement, faisait perdre le superflu. »

L'instruction entre 1976 et 1986 se situe à la charnière de deux mondes. Comme à Sidi Bel-Abbès et à Corte ou Bonifacio, en quelques semaines, et de façon initiatique, elle conditionne pour toujours la vie du légionnaire à travers les temps forts des séjours en ferme, de la remise du képi blanc et du raid de fin d'instruction. Les critères d'instruction sont les mêmes qu'en Corse, avec les mêmes moyens, mais dans un environnement, il faut le reconnaître, nettement plus favorable. Comme toujours, il s'agit d'instruire en quatre mois des légionnaires affectés ensuite dans les corps opérationnels en métropole ou outre-mer – c'est encore une époque où les jeunes légionnaires ne sont pas affectés à Aubagne, si l'on excepte les musiciens et quelques spécialistes de l'informatique ou de *Képi blanc*[2]. L'autre mission de cette époque est la formation et le perfectionnement des cadres non officiers de la Légion étrangère aux niveaux élémentaire, premier et deuxième degrés dans la branche « combat de l'infanterie ». Rappelons qu'à cette période, la CIS est toujours à Corte, en Corse, avec le 2e RE.

« Le premier pas est fait, peut-on lire dans *Képi blanc* n° 465 du mois de janvier 1987. Pendant quatorze semaines, l'instruction dispensée par le chef de section et ses cadres a modelé petit à petit le visage du légionnaire. La silhouette s'est affinée et a gagné en souplesse, la figure s'est burinée. L'engagé volontaire s'est transformé en légionnaire. Enfin presque, car il reste une épreuve, le raid de fin d'instruction. Au programme : marche, tir, combat, rappel, vie en campagne, franchissement. Marche par tous les temps, dans la neige ou sous le soleil brûlant. Tir sous la forme du "test des cent cartouches[3]" où la section est appréciée dans son ensemble ; combat, qui est la finalité de l'instruction. Franchissement : que ce soit en juillet ou en décembre, il faut y aller ; alors à l'eau ! Rappel : la falaise leur barrait la route ? Qu'importe, ils passèrent quand même. »

Cette évocation de l'instruction aurait très bien pu s'appliquer à ce qu'avait connu Julien Soral dix ans auparavant, exception faite de quelques moyens pédagogiques et d'innovations techniques notamment dans l'armement avec l'arrivée du Famas, ou les transmissions. Pour le reste, le programme demeurait immuable, tout comme la philosophie de

l'instruction, basée sur la transformation de l'homme en légionnaire apte à supporter la rusticité de la vie en campagne et les contraintes du combat.

« À la fin de 1977, l'instruction était tout de même particulière, explique Jean-Claude Saulnier. Nous faisions deux choses en même temps : l'instruction militaire proprement dite et les travaux à la caserne Lapasset. L'avantage par rapport à aujourd'hui, c'est que les gars qui s'engageaient avaient en général un métier et, en ce qui concerne les Français, ceux qui avaient fait leur service militaire pouvaient être dispensés de certains cours pour travailler. Celui qui était vitrier remplaçait des carreaux, le menuisier ou le charpentier préparait les boiseries. Étant plombier, je remplaçais les robinets. Grosso modo, on travaillait deux heures par jour au profit du casernement. Il y avait aussi les travaux faits au niveau de la section pour le gros œuvre lorsqu'elle était de service : manutention, terrassement, nettoyage…

» En fait, il n'y a pas eu de phase d'adaptation au RILE, nous sommes entrés immédiatement dans le vif du sujet. Durant les quinze premiers jours, nous avons fait les tests sportifs dans la caserne et au stade municipal. Nous faisions du sport presque tous les jours, parcours naturel, footing le long du canal du Midi, mais de façon progressive. Pourtant il y avait déjà des gars qui souffraient. Les instructeurs attachaient beaucoup d'importance à la musculation des jambes et des bras, ce qui se traduisait par des exercices de flexion dont le traditionnel "apéritif" des tractions à la barre fixe ou le grimper à la corde lisse avant les repas ou la marche canard avec le fusil à bout de bras en cas de prétendue mauvaise volonté dans l'exécution des exercices. En même temps, nous avons commencé les cours. Nous avons d'abord touché des fournitures scolaires, qui ont certainement été retenues sur notre solde, mais je n'y ai pas prêté attention, et que nous rangions dans la musette en toile réglementaire ! Cette musette, nous la portions sur le dos de 7 heures à 18 heures. Pour les cours en salle, nous avions un cahier, et pour les ateliers en extérieur, un petit carnet sur lequel nous prenions des notes. Il fallait aussi aider nos camarades à apprendre le français. Aujourd'hui, les engagés volontaires sont en binôme : un francophone et un étranger ; à l'époque ça n'existait pas, j'étais responsable de deux gars à qui je devais expliquer ce que le sergent avait raconté quand ils ne comprenaient pas. Avec le sport, c'était l'occasion d'un rapprochement et le début de la solidarité. Nous passions d'atelier en atelier : ordre serré de pied ferme et en déplacement, règlement et présentation, comme nous l'avions

fait à Aubagne, le salut six pas en avant et six pas après le passage de l'autorité, cours de français et d'armement… J'ai remarqué d'ailleurs que les instructeurs faisaient la chasse aux NG 20[4] pour repérer ceux qui la ramenaient. Alors là, les questions pleuvaient et les gars s'inscrivaient dans la ligne de mire. Je me tenais coi en pensant : toi, tu n'es pas près de m'avoir. À l'instruction, pour vivre heureux, vivons caché. Au début, nous n'étions pas trop fatigués, mais on notait tout de même des phénomènes de somnolence dus au fait de passer du froid de l'extérieur où se déroulaient une majorité d'ateliers aux salles de cours chauffées. Quand il voyait l'un d'entre nous dodeliner, le sergent criait : "X… réveil !" "Je ne dors pas, sergent, je réfléchis." "Arrête de réfléchir, debout !" Le gars suivait alors le cours pendant dix minutes ou un quart d'heure debout. La fatigue récurrente viendra plus tard avec l'accumulation des difficultés et des efforts. L'appel du soir était un véritable cérémonial et nous avions parfois du mal à rester éveillés.

» À la fin du premier mois, nous avons pu mesurer les progrès accomplis. Des gens qui avaient du mal à courir la première semaine parvenaient maintenant à suivre le rythme sans difficulté, faisaient des tractions ou des pompes sans s'écrouler. Mais en un mois, nous avions perdu deux engagés volontaires pour des raisons sanitaires. Durant cette période, nous n'avions pas été épargnés par les bobos, principalement aux pieds. Pour les éviter, nous suivions les conseils des caporaux. L'un des remèdes miracles consistait à tremper les pieds dans de l'eau additionnée de formol. J'ai été le seul à acheter des boîtes de pansements au foyer. Les gars m'ont regardé bizarrement mais sans plus. Vous pensez bien qu'il était hors de question de se pointer à l'infirmerie et de demander des pansements à Roynel ; je n'ose même pas penser à sa réaction ! Mais lors de la première marche que nous avons faite, j'ai été dévalisé ; dans ma bonté, je n'en ai même pas gardé un pour moi et j'ai terminé en ayant mal aux pieds. Après les marches ou des exercices plus difficiles, nous passions à poil devant Roynel pour réparer les petits bobos, plaies, brûlures, mycoses. Les instructeurs ne plaisantaient pas avec l'hygiène et la santé. C'était peut-être les prémices d'une vocation. Nous avons appris à prendre soin de nos pieds et de notre corps : percer les ampoules avec un fil trempé dans le permanganate, casser les rangers à coups de marteau pour les assouplir – certains urinaient même dedans –, tendre le maillot de corps pour éviter qu'il ne remonte, occasionnant des brûlures dans le dos… Nous avons

commencé le maniement d'armes – tout le monde était doté d'un MAS 49/56. Tout d'abord individuellement, puis en groupe et en section : présentez armes, arme sur l'épaule droite, rentre la crosse, sors la crosse… Et il y avait un mouvement que l'on faisait à Castel et que je n'ai plus jamais revu ailleurs, à part pour les porte-fanions : c'était le présentez-armes à partir de l'arme sur l'épaule et inversement. Toute mauvaise exécution était sanctionnée par une séance d'arme à la hanche, un mouvement qui consistait à garder le fusil soulevé entre les doigts à hauteur de la hanche, ce qui tétanisait les muscles du bras au bout d'un moment. Pendant des heures nous tournions sur la place d'armes au pas Légion, d'abord sans armes, puis l'arme sur l'épaule. Ce n'était jamais bien. Ce qu'il y avait d'amusant c'est qu'en fin de compte beaucoup de gens, notamment les étrangers, faisaient de l'ordre serré avec un fusil dont ils ne savaient pas se servir. Nous avons donc appris le fonctionnement du MAS 49/56 et fait aussi les premiers tirs aux balles plast au stand de Burnel, puis les cours d'armement se sont étendus au PM.

» Au début du deuxième mois, nous avions pris le pli et nous nous accoutumions à la vie du légionnaire. Le programme est devenu plus ardu et nous entrions dans les détails. Nous avons découvert le 8000 TAP avec le major Hedinger, un spécialiste du sport formé à Fontainebleau. C'est-à-dire la marche course commando en tenue de combat et rangers avec le sac à dos chargé à 10 kilos et l'armement. Comme je cours bien, je n'ai pas eu trop de difficultés à maîtriser cet exercice dans le peloton de tête. Mais c'était tout de même plus violent qu'un parcours naturel, car il fallait courir les 8 kilomètres en moins d'une heure – entre quarante et quarante-cinq minutes pour les meilleurs, les derniers se battant pour faire cinquante-huit ou cinquante-neuf minutes. Au fur et à mesure, nous progressions, mais pour certains, que ce soit le premier ou le deux centième 8000, c'était toujours la même galère. On en faisait un par semaine sur la berge du canal du Midi et retour sur la route qui longe l'aéroclub jusqu'au pont de chemin de fer à l'entrée de Castelnaudary. C'est à cette occasion que la solidarité a vraiment commencé, chacun se mettant à aider les plus faibles. L'entraide est devenue naturelle, les gars ont appris à se connaître et il n'y avait pas vraiment d'accrochages. Parfois une engueulade due à la fatigue, mais pas de bagarre ni d'exclusion. Je n'en ai jamais vu. Nous commencions à connaître quelques trucs et nous devenions plus débrouillards. Les petites blessures dans le dos qui nous ont appris à équilibrer le sac et à régler les

courroies pour pouvoir respirer plus commodément, le choix des sous-vêtements pour éviter les échauffements…

» C'était aussi la première rencontre avec le parcours du combattant de Burnel. Là aussi de façon progressive. Tout d'abord, présentation globale du parcours et description des obstacles, puis étude technique de chacun d'entre eux. Je me souvenais en avoir fait quelques-uns à Montluçon et je n'avais pas d'appréhension, au contraire, j'aimais bien. Pour les novices, l'échelle de corde au début du parcours, la planche irlandaise au milieu, puis l'enchaînement mur d'assaut-fosse constituaient les difficultés majeures de l'exercice, qui est naturellement chronométré. L'important est de bien répartir les efforts pour ne pas s'essouffler sous le ramper et ne pas arriver complètement vidé devant le mur. Les premières fois, nous avons étudié les obstacles les uns après les autres, puis nous avons effectué plusieurs fois le parcours à cadence lente et enfin à cadence normale, puis chronométré. Le parcours du combattant nécessite un échauffement complet et assez long avant de se risquer sur la piste. Les instructeurs insistaient beaucoup sur les accidents graves qui pouvaient survenir, en précisant qu'une interruption de longue durée pouvait compromettre le processus d'instruction et obliger l'engagé volontaire à recommencer tout le cycle avec une nouvelle section, ce que personne, évidemment, n'envisageait de gaieté de cœur. En même temps, nous allions sur le terrain où nous apprenions la vie en campagne, les actes réflexes et les gestes élémentaires du combattant : se déplacer en formation, se poster, observer, utiliser son arme, rendre compte… Après Burnel, nous sommes allés à plusieurs reprises tirer aux champs de tir de Villemaury ou de Saint-Félix-de-Rieutord. Nous somme allés aussi à la piscine municipale pour effectuer les tests de natation sous la surveillance du major Hedinger. J'avoue que je n'étais pas très à l'aise dans cet exercice. Je flottais, mais, comme disait le major, il me fallait plutôt un calendrier qu'un chrono pour effectuer 100 mètres, même encore aujourd'hui, mais la distance n'est pas un problème. Quant au style, c'était plutôt *La Septième Compagnie*. Je me suis rendu compte qu'il y avait pas mal de non-nageurs dans la section. Nous faisions aussi des petites marches qui préparaient à la grande marche du képi blanc à la fin du troisième mois.

» Au troisième mois, la formation a pris un tour professionnel, si je puis dire. Il n'était plus question de tirer aux balles plast mais aux munitions de guerre, nous allions de plus en plus souvent sur les champs de tir, qui

permettaient aussi d'autres activités, en particulier le combat. On tirait au FSA, mais aussi au PM et, vers la fin du mois, un peu à la AA 52, que l'on ne connaissait jusque-là que pour l'avoir portée et démontée. Nous approchions également le PA MAC 50 et le LRAC de 73 mm. Nous avons tiré au FLG et lancé quelques grenades offensives dans un grand luxe de mesures de sécurité. À Villemaury, les exercices de combat devenaient plus complexes. On apprenait à se déplacer selon différentes formations – équipe choc, équipe feu. Assaut, dépasser l'objectif, repli. Nous évoluions au niveau individuel, du groupe, puis de la section. C'était le drill, mené par le chef de section lui-même. C'était son domaine réservé, avec le français et la formation Légion. Chaque phase de combat était répétée à de nombreuses reprises, jusqu'à ce qu'elle soit complètement assimilée et devienne un réflexe. L'entraînement était dur, mais déjà apparaissait le vieil adage : "La sueur épargne le sang." Nous abordions aussi l'étude des matériels, en particulier les transmissions : téléphone de campagne EE 8, TRPP 8 pour les courtes liaisons, ANPR C10, où les piles étaient plus lourdes que l'appareil, et TRPP 13 pour les liaisons de moyenne portée en phonie. Nous avons appris l'alphabet phonétique et les procédures radio. Nous nous sommes familiarisés avec les explosifs et les mines et nous avons approfondi le fonctionnement des principales armes tout en pratiquant la traditionnelle salade d'armes qui comprenait le MAS 49/56, la MAT 49 et la AA 52. Il fallait remonter le plus rapidement possible chaque arme dans une pièce noire ou les yeux bandés. Quelques cours de secourisme et toujours l'entraînement physique, mais la dernière semaine avant la marche du képi blanc, le rythme s'est un peu ralenti et nous nous sommes consacrés à la préparation du raid, qui était en fait plus psychologique que physique.

» Douze semaines déjà. Nous nous apprêtions à aborder non sans appréhension la première difficulté majeure de notre instruction : la marche du képi blanc. C'était la première fois que nous allions nous tester dans la durée, le raid s'étalant sur une durée de cinq ou six jours dans la Montagne Noire, soit une centaine de kilomètres à parcourir sur des terrains variés, mais jamais plats ! Je n'avais pas spécialement de doute en sachant qu'au bout, j'aurais gagné mon premier challenge : ce képi blanc qui nous faisait entrer de plain-pied dans la communauté légionnaire. En fait, je suis d'un naturel optimiste et je me disais que demain ne serait pas pire qu'aujourd'hui. À aucun moment je n'ai songé à abandonner. Face à la première épreuve de notre jeune carrière, il n'y avait pas de remise en

question de notre engagement, mais plutôt des interrogations sur notre capacité à la surmonter, et des questions pratiques : que dois-je emporter, comment préparer mon sac… Outre les effets et les objets réglementaires, outre le matériel de campement, je décidais d'emmener mes fameux pansements et trois paires de chaussettes. Mais les instructeurs nous avaient avertis que si nous emportions des suppléments, il fallait être capable de les porter. Alors là, attention ! Un homme averti en vaut deux, mais à la Légion, il en vaut cinq. Donc j'ai fait attention à ne pas me surcharger.

» Les camions nous ont emmenés au départ de la marche en pleine Montagne Noire. Il faisait un froid de canard, il y avait un brouillard à couper au couteau et, pour couronner le tout, il pleuvait. Nous avons commencé à marcher en poncho par-dessus le sac à dos et l'armement, la capuche sur la tête. Je me suis dit : ça commence bien, s'il pleut comme ça pendant tout le raid, ça ne va pas être triste. Pourtant, malgré les conditions climatiques, le moral était bon, ce qui se traduisait par des plaisanteries et des rires. Peu à peu, avec les difficultés, le silence s'est installé ; les pieds brûlaient, les mollets étaient durs, les épaules cisaillées par les courroies du sac, l'eau s'infiltrait sous le poncho. J'ai commencé à comprendre que marcher sans connaître le but pouvait être très pénible. Il y avait les haltes horaires, mais avec la pluie, recroquevillé sous le poncho, ce n'était pas très reposant ; et puis, ne pas savoir où nous allions, ni quand nous allions nous arrêter, n'était tout de même pas très réjouissant. L'encadrement jouait les chiens de berger, attentif au moindre signe de défaillance, encourageant les traînards. Au soir, la halte fut la bienvenue. Nous avons monté le bivouac par groupes, allumé un grand feu et préparé le repas. La veillée a été l'occasion de répéter les chants appris au quartier, parfois difficilement, à coups de marches canard et de pompes pour éclaircir la voix. Là, dans la nuit fraîche, ils montaient sans difficulté : *Il est un moulin*, *Les Képis blancs*, *Les Cosaques* ou encore *La Petite Piste*… Les chefs de groupe ont mis en place la garde pour la nuit, la dernière sentinelle étant chargée de ranimer le feu pour le café. Nous avons plié le campement en ambiance rapidité ; c'était notre première véritable leçon de vie en campagne.

» Le deuxième jour, nous avons repris la marche, mais nous avons eu un incident. Un gars s'est tordu la cheville et a chuté dans un fossé ; il a fallu l'évacuer. Le tout a pris environ une heure et demie, mais il a fallu rattraper le temps perdu, car le chef de section ne tenait pas à arriver à la deuxième étape au milieu de la nuit. Nous avons donc marché plus vite et ceux qui

trouvaient que l'allure était déjà soutenue ont compris leur douleur. Mais nous sommes arrivés presque à l'heure à la halte. Nous avons eu un ravitaillement qui a permis de faire une véritable cuisine où tout est mélangé – c'est ce qu'on appelle une soupe cow-boy : ça tient au corps ! Nous avons même eu droit à un quart de vin. La section commençait à trouver sa cohésion. Le troisième jour, il a fallu se coltiner les rations collectives. C'est bien gentil, mais une boîte de haricots de 5 kilos dans le sac, ça se sent ; heureusement, le soleil perçait et il avait cessé de pleuvoir bien qu'il fît toujours froid. Le moral est aussitôt remonté et la marche nous a semblé plus facile même si certains d'entre nous commençaient à peiner. Mais nous les aidions sans que les caporaux interviennent. Nous marchions entre six et sept heures selon le terrain et l'allure, soit entre 25 et 30 kilomètres.

» Le quatrième jour, nous n'avons fait que de la route. Tout le monde a souffert, moi le premier. Nous étions bien sept ou huit à vraiment souffrir. J'avais mal aux pieds et mes pansements n'y faisaient plus rien, mais je savais que nous approchions du but. Nous sommes arrivés au dernier bivouac. Là, c'était sympa. Nous disposions d'une espèce de grange où nous étions bien au sec avec du foin. Il pouvait pleuvoir, on s'en fichait, pour nous, c'était le confort. Je pense que c'était voulu. Nous avons fait une veillée à tout casser. Les chants sont montés jusque tard dans la nuit et j'ai noté un rapprochement avec l'encadrement. Le lendemain matin, nous sommes partis assez tard et nous avons rejoint les camions au bout de 5 ou 6 kilomètres. La joie et la fierté de l'effort accompli étaient palpables. Nous sommes parvenus sans encombre au terme de cette marche, en dehors de quelques ampoules aux pieds, courbatures et autres petits bobos. Si l'on excepte notre camarade blessé, nous étions tous là ; il y a eu quelques moments difficiles, il a fallu aider quelques camarades en difficulté, mais la solidarité a joué et la cohésion de la section s'est renforcée.

» Au retour, le plus dur a été de sauter des camions avec le mal aux pieds ou les douleurs dans le dos. Nettoyage de l'armement et du matériel, puis direction Roynel pour un bilan de la marche et les soins. Pendant un jour ou deux, j'ai eu l'impression d'un break. Après la marche l'ambiance a changé et, le surlendemain, il y a eu la remise des képis blancs pour les deux sections qui avaient effectué leur raid : la mienne et celle de la 2e compagnie, soit une centaine de nouveaux légionnaires. La cérémonie a eu lieu en fin d'après-midi dans la cour de la caserne Lapasset, en présence du

chef de corps et de la CIC, dont des sous-officiers qui préparaient le CM2. Les capitaines ont fait un petit discours, puis l'ordre a retenti : coiffez vos képis blancs. Pendant quelques secondes, il y a eu un moment d'émotion, puis nous nous sommes coiffés de ce képi pour lequel nous avions fourni tant d'efforts. Le lendemain, nous avons eu droit à notre première sortie en ville. Toute la section est allée dîner avec le lieutenant et l'encadrement dans un petit restaurant de Castelnaudary. Le lieutenant a pris soin de discuter avec tout le monde, puis il a dit : "Quand nous aurons fini de manger, pour ceux qui le peuvent, s'il y a quelque chose que vous n'aviez pas réglé avant de vous engager, vous aurez une demi-heure pour téléphoner à vos proches." J'étais étonné, mais personne n'en a profité. Ce qui était surprenant.

» L'instruction a repris et j'ai obtenu le CTE Légion le 6 février 1978. Lorsque débuta le quatrième mois, le moral était au beau fixe. Les rapports paraissaient plus confiants, je dirais cool, et l'instruction était beaucoup plus technique. Pour la première fois, nous avons pris la garde au quartier Lapasset et à l'Alumnat. C'était un moment important dans notre vie de jeune légionnaire. Les attitudes étaient encore très rigides et les gestes un peu hésitants, mais avec cette prise de service nous étions véritablement intégrés dans le régiment et nous nous présentions maintenant : "Légionnaire Soral, matricule 158460, trois mois de service…" En même temps, nous préparions le raid de fin d'instruction qui devait déterminer en partie notre avenir. Nous revoyions et peaufinions tout ce que nous avions appris. Tout y passait, en particulier le combat. Après les tests sportifs, un dernier 8000 TAP, le parcours du combattant, le tir et le golf grenade, la natation, le raid FETTA se déroula sur un circuit d'une trentaine de kilomètres ponctué de différents ateliers techniques (armement, topographie, NBC armes spéciales, optique, transmissions, secourisme, automobile, ordre serré…) où nous répondions aux questions des examinateurs. Nous étions notés, les parcours de liaison entre ateliers chronométrés, mais il n'y avait pas de classement comme la rumeur le laissait entendre. Je pense que c'était une motivation supplémentaire. Le 20 mars 1978, j'obtenais le CTE choc et feu, prélude à une carrière de légionnaire. Après la FETTA, il restait huit ou dix jours plus ou moins consacrés aux formalités de fin d'instruction et à des corvées ou des travaux. Nous sommes passés à l'infirmerie pour constituer le dossier médical qui allait nous suivre dans nos nouvelles affectations, le chef de

section a établi la notation et rempli la fiche d'orientation en vue du "marché aux esclaves" qui devait décider de notre avenir. »

L'affectation marquait la fin de l'instruction. Elle tenait compte de plusieurs paramètres en fonction des besoins des régiments. En priorité, elle est tributaire des résultats obtenus à l'instruction et des capacités décelées. À ce jeu, le 2e REP tenait la tête, mais on comptait beaucoup d'appelés et peu d'élus ! Le 1er REC recueillait également de nombreux suffrages, tout comme, en 1984, le tout nouveau 6e REG, fort de sa technologie et de son originalité. En 1978, étant donné les incertitudes qui planaient sur son avenir en Corse, le 2e REI ne faisait pas trop recette, mais les rumeurs de transfert à Nîmes et de montée en puissance provoquèrent un frémissement, entraînant des affectations de circonstance. Puis il y avait les corps d'outre-mer, qui exerçaient toujours un attrait certain sur les jeunes légionnaires : la Polynésie pour l'exotisme, Djibouti pour la solde, la Guyane pour l'aventure… Certains, dont la situation personnelle nécessitait un éloignement prudent, y étaient affectés d'office.

« Nous devions choisir un régiment des forces, car à la Légion étrangère on commence toujours en unité de combat à la sortie de l'instruction. Nous n'avions pas trop le choix ; il y avait ceux qui restaient au RILE pour rejoindre l'encadrement des sections et faire un CME rapidement, quelques-uns qui ont été affectés à la 13e DBLE à Djibouti, d'autres au 2e REI, une douzaine au 1er REC à Orange et autant au 2e REP. Je faisais partie de ceux qui allaient le rejoindre à Calvi. On disait de ce régiment qu'il était le meilleur, que ses futurs chefs étaient les premiers de la classe, on disait aussi que très peu de légionnaires restaient plus de six ans dans les rangs du REP. Sauter en parachute, voilà une chose qui à mon sens était sublime, mais entraînait beaucoup d'interrogations ; c'est bien beau de se porter volontaire pour le faire, encore faut-il pouvoir tenir le coup dans un régiment à la réputation aussi brillante. Avant de partir nous avons passé la visite médicale d'aptitude TAP, puis, début mars 1978, nous avons rejoint Aubagne, où une surprise nous attendait : les prévisions d'affectation du RILE n'étaient plus valables ici. Nous sommes donc repassés au BPLE, qui a modifié les affectations, mais j'ai eu de la chance car mon affectation au 2e REP a été confirmée, ce qui n'a pas été le cas pour tout le monde. J'étais officiellement affecté au 2e régiment étranger de parachutistes à compter du 15 mars 1978. »

1. À cette époque, c'était traditionnel dans toutes les chambrées légionnaires, quelle que soit l'unité. Selon le cas, on y ajoutait l'insigne du régiment et éventuellement les fourragères.

2. À cette époque, le mensuel *Képi blanc* était encore entièrement réalisé par les légionnaires et il fallait des spécialistes de l'imprimerie que l'armée ne formait pas. La Légion puisait donc dans son recrutement interne.

3. Depuis le début des années 1980, l'armée française avait adopté le concept pédagogique du « processus de mission global » dont ce test faisait partie et qui consistait, à partir des gestes individuels du combattant, à amener par étapes successives la section à l'objectif final : la restitution opérationnelle lors d'un exercice grandeur nature. Bien évidemment, la Légion avait adapté ce concept à ses particularités et en avait extrait ce qui lui paraissait intéressant.

4. Niveau général 20/20 : résultat des tests de sélection et d'aptitue intellectuelle à l'engagement

Chapitre 4

Affecté au 2e REP

« Pendant le trajet de Castelnaudary à Aubagne, j'avais voyagé avec deux légionnaires du 2e REP qui venaient de finir le CME et allaient passer prochainement caporaux. C'est d'ailleurs ce jour-là que j'appris qu'il y avait deux sortes de caporaux : le caporal moyen, qui était considéré comme un très bon légionnaire, dit "caporal balai" : lui ne dépasserait que très rarement le grade de caporal-chef ; et puis le très bon caporal, qui était caporal de commandement, à la tête d'une équipe feu ou d'une équipe choc et qui avait toutes les chances d'être un jour sous-officier. J'étais soulagé d'avoir fini l'instruction et je pensais franchement ne plus avoir à renouveler cette expérience, ce en quoi je me trompais lourdement – un futur proche allait se charger de me démontrer le contraire. En fait, j'apprendrai que l'instruction est permanente à la Légion et en particulier au 2e REP. J'avais plusieurs interrogations, sans pour autant remettre mon choix en question. J'avais obtenu quelques réponses fondées sur ma toute fraîche expérience, mais plus j'en savais, plus je me disais que c'était loin d'être gagné et je n'étais qu'au début du parcours ; mais qui ne tente rien n'a rien, alors pas question de faire marche arrière. En premier lieu, je souhaitais en savoir un peu plus sur le régiment qui allait m'accueillir. »

En 1978, cela fait quinze ans que le 2e REP est installé à Calvi compte tenu des éléments précurseurs du commandant de Biré, arrivés en Corse le 17 décembre 1963. Jeune régiment, il a un passé des plus glorieux et a gagné la fourragère de la Légion d'honneur pour six citations à l'ordre de l'armée lors de la guerre d'Indochine. Arrivé à Saigon en février 1949, le 2e BEP s'est distingué en Cochinchine, en Annam, puis au Tonkin sous le

commandement du général de Lattre de Tassigny, notamment à Nghia Lo en 1951. Au mois d'août 1952, il a perdu son chef de corps emblématique, le chef d'escadrons Raffalli, tué au combat de Chuyen My Truong Xa. On le retrouve en 1953 au Laos avant qu'il ne se consume avec son aîné, le 1er BEP, dans la fournaise de Diên Biên Phu. Engagé dans les opérations de maintien de l'ordre dès son retour en Algérie et devenu régiment en 1955, le 2e REP est présent au combat durant toute la campagne. Près d'être emporté par les événements de la déchirure algérienne, il est sauvé par le colonel Chenel lors de son implantation à Bou-Sfer, dans l'enclave de Mers El-Kébir, en 1962. Dans un environnement hostile, le régiment s'installe pendant cinq ans dans une sorte de paix armée.

L'année 1963 marque le grand tournant du 2e REP. Après Chenel, qui l'a aidé à surmonter les épreuves de la fin de la guerre d'Algérie, voici Caillaud, l'un des « pères fondateurs » du 2e BEP, héros de la saga des légionnaires parachutistes. À partir de ce jour, une ère nouvelle commence pour l'héritier des traditions parachutistes de la Légion. Le lieutenant-colonel Caillaud veut faire de son régiment une unité apte aux missions les plus difficiles, les plus diverses, les plus insolites, les plus immédiates. Sous son commandement, le REP entame sa mutation. Spécialisant les unités, créant des centres d'instruction pour l'enseignement de nouvelles techniques de combat, mettant sur pied une unité de chuteurs opérationnels, installant une école de saut à Calvi, le lieutenant-colonel Caillaud imprime sa marque et ouvre sa voie à un nouveau style d'unité TAP. Le temps de l'infanterie parachutiste est révolu.

La 1re compagnie fut transformée en unité de recherche du renseignement, apte à travailler à l'intérieur du dispositif ennemi en patrouilles profondes de quelques hommes. Maîtrisant les techniques de camouflage et de survie, adoptant un système de liaison radio discret, refusant le combat au profit du renseignement, cette compagnie devint un instrument précieux entre les mains du commandement. La 2e compagnie se spécialisa dans le combat en montagne et disposait d'une section d'éclaireurs skieurs, à base de cadres et de légionnaires d'origine alpine et nordique qui, s'entraînant en Corse, se montra l'égale des meilleures. La 3e compagnie devint une unité amphibie disposant d'une section de nageurs de combat. L'appui multiforme et sans réserve de la Marine lui permit d'atteindre un haut niveau de qualification technique. La 4e compagnie se

spécialisa dans l'emploi de mines et pièges. La création des centres d'instruction spécialisés – commando, survie, escalade, amphibie, combat rapproché antichar, combat de nuit – au profit de la totalité des personnels permit d'atteindre un niveau de qualification technique exceptionnel. Quand le lieutenant-colonel Caillaud quitta son commandement, le 2e REP était devenu un instrument de combat incomparable, le « régiment des missions impossibles ». Restait à en assurer la pérennité. Ce sera l'œuvre de ses successeurs en Corse. C'est à Calvi que se forgeait désormais l'esprit para du légionnaire, c'est aussi à Calvi que se trempait l'âme du régiment et que s'instruisaient les légionnaires parachutistes de demain, selon le propos de Paul Valéry : « Alors on verra se développer des entreprises d'hommes résolus agissant par équipes, produisant en quelques instants, en une heure et en un lieu imprévus, des événements écrasants. »

* * *

« Notre séjour à Aubagne ne dura pas très longtemps. Trois ou quatre jours plus tard, nous embarquions à Marseille sur le *Fred Scamaroni*[1], cap sur la Corse. J'ai gardé un souvenir mémorable de ce premier voyage vers Bastia. C'était le plus vieux ferry de la SNCM, la compagnie maritime reliant l'île de Beauté au continent. Pour une fois, les marins cégétistes n'étaient pas en grève ! Nous constituions un gros détachement qui se répartissait entre le 2e REP et le 2e RE, implanté à Corte et Bonifacio. Nous étions trente-cinq à rejoindre Calvi, encadrés par un sous-officier et des caporaux du REP. En général, je n'aime pas trop l'eau, surtout quand je suis sur un bateau, mais là, ce fut homérique. Encombrés de nos paquetages, nous sommes descendus par des coursives étroites jusqu'à l'entrepont de troisième classe qui ne devait pas être loin de la cale. C'était un espace étouffant, sans hublots, garni de transats en bois sur lesquels nous avons passé la nuit. Aujourd'hui encore, je pense à ce que pouvaient éprouver les immigrants italiens ou irlandais en route pour les États-Unis dans les mêmes conditions, et ça durait quinze jours ! Il y avait des bruits bizarres, des craquements, des gens qui criaient pour trouver une place ou à la recherche des enfants. Il nous était interdit de monter sur le pont et bien sûr de se déplacer dans le navire, notamment pour aller au bar. Nous avons mangé des rations dites *paulettes* qui franchement ne passaient pas très bien avec le roulis. Le seul déplacement autorisé vers les toilettes a occupé pas

mal d'entre nous toute la nuit. Rapidement les WC ont été saturés et l'odeur qui régnait dans cet entrepont tenait plus de la ménagerie que du jardin de roses.

» Le lendemain, vers 7 heures, on nous a fait monter sur le pont, alors que le bateau était à quai depuis une bonne heure et que tous les autres passagers étaient descendus depuis longtemps. L'air frais m'a fait le plus grand bien. Nous avons appris plus tard que la rame de transport venant de Calvi avait du retard et l'attente s'est prolongée sur le bateau. Enfin, les camions sont arrivés. Nous avons été accueillis par un sergent-chef de la 4e compagnie, qui nous a fait enlever nos insignes du RILE pour ceux qui les avaient encore, car certains, dont j'étais, s'en étaient déjà débarrassés sur les conseils des anciens que nous avions rencontrés dans le train. Ayant enfin embarqué à bord des GMC, nous avons pris la route de Calvi et du 2e REP. Chemin faisant, j'ai découvert que la Corse était un gros caillou à la topographie accidentée. La beauté du paysage et les montagnes me fascinaient, les sommets enneigés étaient attirants et j'imaginais déjà les balades que l'on pouvait faire dans un décor aussi majestueux. Deux heures plus tard, après être passés par Belgodère, nous nous sommes arrêtés au sommet du col d'où l'on découvre la plaine où se situent les installations du régiment, les véhicules se sont arrêtés et les gradés nous ont fait descendre pour la traditionnelle halte pipi. Du haut de son 1,70 mètre, le sergent-chef a pointé le bras vers le régiment, puis il a fait un tour à 360° en disant : "Messieurs, voici votre terrain de jeu pour les cinq ans à venir : quand vous repasserez par ici, ce sera pour une de ces deux raisons : soit vous partirez définitivement pour inaptitude ou parce que vous ne faites pas l'affaire, soit vous irez en stage sur le continent." De loin et du haut du village de Lumio, le camp Raffalli implanté au milieu d'une vallée parsemée de hameaux, dominé par de hautes montagnes, à l'exception d'une trouée au nord et à l'ouest, où la grande bleue s'impose, ressemblait à tout sauf à un camp militaire. Le camp n'avait rien des casernes que j'avais connues jusque-là. On aurait dit un village très aéré ; il donnait une impression de liberté. Il y avait bien des barbelés, mais pas de mur ; je ne connaissais pas de caserne de ce genre. Tous, nous pensions qu'une bonne partie du plus dur était fait, mais c'était mal connaître les *Repmen*. Les légionnaires rencontrés dans le train ne nous avaient pas tout dit, il y avait encore beaucoup à apprendre ; aujourd'hui encore, trente-cinq ans plus tard, la découverte est toujours au rendez-vous. »

Terre âpre au caractère affirmé, la Corse a de tous temps attiré les militaires et vu naître le premier d'entre eux. Quand le fracas des boulets sur les vieilles pierres des citadelles s'apaisait, les régiments se succédaient à Saint-Florent, à Bastia, à Ajaccio… Ainsi, à la fin de la guerre d'Algérie, la rencontre de la Légion et de la Corse était donc inscrite dans l'histoire. Au mois de juin 1967, le 2e REP au complet s'installait au bord de la baie, dans l'ancien camp du 1er Choc. Le camp de Fiume-Secco était avant guerre un petit aérodrome militaire. Plus tard, un radar fut installé sur une hauteur de la commune de Lumio. L'actuel hangar de la section de casernement est le dernier vestige de cette époque. La piste utilisée en 1956 par les JU-52 Toucan du Bataillon de Choc avant la construction de l'aéroport Sainte-Catherine le fut encore en 1976 par le Dornier 27 de l'équipe de France de parachutisme. Elle a aujourd'hui disparu sous les labours successifs de la zone de saut. L'aviation italienne occupa le terrain au début de la guerre et construisit deux pistes supplémentaires qui n'ont pas subsisté. Après la libération de la Corse en 1943, ce fut au tour de l'US Air Force de s'installer sur le site de Calvi. Un bombardier américain B-17 qui s'abîma dans un dernier virage au retour d'une mission repose encore par 30 mètres de fond au pied de la citadelle. L'épave est régulièrement visitée par les plongeurs de la 3e compagnie et les touristes. « Le terrain resta ensuite inoccupé jusqu'au retour du 1er Choc en 1956. D'abord confinés dans la citadelle Sampiero et les forts Maillebois et Charlet, les chasseurs parachutistes se desserrèrent au camp de Fiume-Secco en 1958, une fois les premiers bâtiments construits. » *Képi blanc*, mai 1997.

Après vingt années d'existence partagées entre l'Indochine et l'Algérie, c'était le premier contact avec la communauté calvaise. Comme à Zeralda, les légionnaires du 2e REP se prirent de passion pour ce camp de Fiume-Secco qui, avec le temps, allait devenir le majestueux camp Raffalli que l'on connaît aujourd'hui. Moins de deux ans après son arrivée, sous le commandement du colonel Janou Lacaze, le régiment repartait au Tchad, où il demeura en opération durant une année, ce qui eut pour effet de mettre en sommeil les projets concernant le camp Raffalli. À son retour, en décembre 1970, les activités d'entraînement reprirent. La vie de garnison se conjuguait avec l'amélioration du cadre de vie ; d'importants travaux furent entrepris dans la citadelle pour restaurer la caserne Sampiero. Au camp, ce fut le lancement par le colonel Brette d'une grande campagne de plantation

d'arbres et de débroussaillage. Les bâtiments furent rénovés, d'autres construits, année après année.

Caractérisé par son château d'eau marqué de l'insigne du 2e REP, le camp Raffalli se situe à proximité de la route nationale 197 et de la voie ferrée Calvi-Bastia, où circule encore la Rafale, que de nombreuses générations de légionnaires empruntèrent pour se rendre à Corte. À 6 kilomètres de la ville et 600 mètres de la plage, le camp bâti et les installations annexes en périphérie, dont une zone technique moderne qui longe le Fiume Secco, la soute à munitions, un pas de tir PA et un village de combat s'étendent sur une surface de 150 hectares. Vaste espace arboré, aéré et embelli par des parterres de fleurs qui prolifèrent aux abords des bâtiments d'unités élémentaires, le camp, auquel on accède depuis la route par une courte rampe, est organisé sur l'axe que constituent la voie sacrée, le monument aux morts des parachutistes ramené de Sétif et le PC du régiment avec la salle Jean-Pierre. C'est le haut lieu des cérémonies et commémorations patriotiques, en particulier de l'anniversaire de Camerone, le 30 avril. À gauche de l'entrée, le poste de sécurité qui contrôle les mouvements des personnels et des véhicules. À droite, la salle d'honneur, dépositaire des gloires et sacrifices des légionnaires parachutistes depuis leur création.

Au fil des ans, le camp s'est modernisé et enrichi de nouvelles constructions qui se mêlent harmonieusement aux bâtiments d'habitation des légionnaires et des cadres. Ceux-ci sont dotés de tout le confort et sont aux normes d'habitabilité modernes. Depuis que le régiment est passé en système quaternaire (quatre sections), les unités élémentaires disposent en fait de trois emprises : un bâtiment principal, un bâtiment partagé (1re et 2e compagnies – 3e et 4e compagnies) et un bâtiment « stick » où est hébergée une seule section. On trouve également dans cette zone vie le bâtiment de la CCL et celui de la CEA, pour lesquelles il n'existe pas de locaux supplémentaires. L'évolution du régiment et la création de nouvelles unités ont entraîné l'aménagement ou la construction de nouvelles emprises pour la 5e compagnie, la CAS et la 6e compagnie. Les locaux à usage professionnel, fonctionnels et modernes, recouvrent tous les domaines d'activité du régiment : instruction, bâtiment NBC et ciné-tir, SEPP, centre d'entraînement au saut, où les nouveaux affectés effectuent le stage de promotion TAP, tour de saut et maquette d'un Transall à proximité de la

zone de saut, hangar de la SMPS, armurerie centralisée, service du matériel, casernement et magasins, bureaux, bâtiment des transmissions, infirmerie. Les installations sportives sont à la hauteur de l'exigence physique des légionnaires parachutistes : stade entouré d'une piste de 400 mètres, parcours du combattant et piste d'audace, gymnase et piscine parfaitement équipés, courts de tennis. Les sites de vie quotidienne et de détente – ordinaire de qualité et foyer richement achalandé, salle de cinéma aux programmes variés et modernes – complètent agréablement le cadre de vie du légionnaire du 2e REP à Calvi.

Même si, depuis l'époque où Jean-Claude Saulnier faisait ses premiers pas au REP, le régiment a abandonné le fort Maillebois, où se trouvaient le dépôt de munitions et les locaux d'arrêt régimentaires, et le fort Charlet, qui hébergeait la police militaire et les économats, tout comme ses installations de Lumio, à l'extérieur de sa propre enceinte, le 2e REP dispose d'implantations diverses, en premier lieu la zone de saut qui jouxte le camp Raffalli, le cercle des sous-officiers de l'autre côté de la RN 197, le centre amphibie situé à l'embouchure de la Figarella, sur la baie de Calvi, la caserne Sampiero, cercle mess des officiers au cœur de la haute ville, un chalet de montagne au col de Vergio à 1 300 mètres d'altitude, les champs de tir de Casta et de Campanella, ou le polygone de Punta-Bianca pour la mise en œuvre des explosifs. L'effort est constant pour améliorer les conditions de vie et offrir les locaux les plus modernes à l'ensemble des personnels du régiment. Ainsi, le cercle des sous-officiers s'est enrichi d'une piscine ; la zone de saut a été démasquée ; la CEA et le PC ont emménagé dans les années 1990 dans des bâtiments flambant neufs. Une volonté exprimée de durer et de mieux vivre, à l'image de la vieille Légion des bâtisseurs.

Malgré son insularité, Calvi est une garnison très agréable pendant la saison estivale. Bien desservie par un aéroport international et un port de commerce actif, la ville offre aux familles de militaires toutes les garanties d'une vie confortable. Cette sous-préfecture de 4 000 habitants, dont la population décuple l'été, possède bien des charmes. Sa baie, refuge idéal, abrite aujourd'hui un des plus grands ports de plaisance de Corse, et c'est tout naturellement que le site dominé par la vieille citadelle génoise est devenu l'une des premières stations balnéaires de l'île de Beauté, déroulant 6 kilomètres de plages bordées d'une pinède généreuse. De plus, depuis les années 1980, de sérieux efforts ont été faits pour désenclaver la région et la

doter de structures administratives et médicales correctes. Depuis quarante-cinq ans, les légionnaires parachutistes ont pris leurs habitudes en ville, au point de compter dans le patrimoine de la cité ; certains, comme Jean-Claude Saulnier et bien d'autres, ont même fait souche et se sont installés dans les communes avoisinantes. Ce qui paraissait hautement improbable il y a quatre décennies, l'osmose du régiment et d'une région, s'est réalisé.

Pourtant, en 1978, malgré quinze ans de présence, ce n'était pas gagné. Il existait un fort sentiment nationaliste qui se traduisait par un antimilitarisme actif et plusieurs militants réclamaient le départ des mercenaires de la Légion étrangère. Malgré quelques problèmes de sécurité dus notamment à la rivalité de trois bandes de mafieux de Calvi, Lumio et Calenzana, dans son ensemble, la population était consciente de l'apport du régiment. Au contraire, épouser un légionnaire (cadre ou caporal-chef), c'était la sécurité assurée pour la fille de la famille et, après avoir vaincu quelques réticences, notamment celles des jeunes, le légionnaire était bien accueilli. Jamais le 2e REP n'a été aussi longtemps implanté dans une garnison. Les uns et les autres partagent joies et peines. Les Corses ont appris à estimer ces hommes qui luttent contre les incendies de forêts qui ravagent régulièrement la région, qui participent aux secours en cas de catastrophe naturelle, qui offrent leur concours à toutes les initiatives municipales et s'impliquent dans le développement de la ville. Durant la période creuse de l'hiver, le régiment et ses familles constituent la principale ressource économique de la cité. En contrepartie, la population s'associe au retour glorieux de Kolwezi et soutient son régiment dans sa difficile mission de paix au Liban, à Sarajevo ou en Afghanistan. Elle partage sa peine lors de la catastrophe du mont Garbi et pleure les légionnaires qui, encore aujourd'hui, tombent au champ d'honneur des armes de la France.

Dans de nombreux domaines, le régiment participe activement au bien-être de ses familles. C'est ainsi que le foyer leur est ouvert selon certains horaires et qu'elles peuvent bénéficier d'une assistance médicale militaire. Au plan des loisirs, le Club Légion, présidé par le commandant en second du régiment, tient une place primordiale dans la vie de la garnison ; il est un facteur de cohésion et d'épanouissement. Affilié à l'Union fédérale des clubs sportifs et artistiques des armées, il comporte de nombreuses sections sportives, dont naturellement une SMPS étoffée, et des sections culturelles et artistiques. Les festivités de Camerone, avec le son et lumière sur la citadelle, sont très prisées des notables et de la population ; elles

constituent, avec la Saint-Michel, l'un des temps forts des manifestations publiques de Calvi. De même, l'été, les estivants ne se lassent pas d'admirer les séances de sauts en mer, toujours spectaculaires, et aiment à rencontrer les légionnaires à la fourragère rouge lors de leurs moments de détente.

La baie de Calvi sur laquelle s'ouvrent, pour la plus grande joie des touristes, les corolles légionnaires permet toutes les activités amphibies ; aussi n'est-il pas rare de voir surgir des vagues courtes et violentes de la Méditerranée le kiosque d'un submersible de la Royale. En été, il arrive aussi qu'une section du régiment qui arpente le GR 20 doive porter aide et assistance à des touristes ayant imprudemment présumé de leurs capacités sur ce réputé mais très difficile sentier de grande randonnée. Véritable jardin de l'île de Beauté, les collines de Balagne constituent le terrain où, au gré du moutonnement qui les conduit à Calvi, les légionnaires, vêtus de rouge, de noir, de gris, de bleu ou de jaune, concourent pour l'honneur de leur compagnie. Les montagnes avoisinantes sont fréquemment le lieu d'affrontements acharnés où parfois des unités amies ou alliées ont le redoutable privilège d'être admises pour un duel à la hauteur de leur réputation.

* * *

Être légionnaire parachutiste, servir au 2e REP ! Dès son arrivée au camp Raffalli, épreuve après épreuve, en commençant par la « promo » – trois semaines et six sauts pour le brevet –, le volontaire mesure le chemin qui sépare l'engagé volontaire du légionnaire parachutiste à l'aptitude opérationnelle confirmée et parfaitement intégré dans son unité de combat. Ce soldat à la disponibilité totale et immédiate se caractérise par sa force de caractère et sa rigueur, le goût de l'aventure et de l'insolite, la jeunesse et une condition physique impeccable. Professionnel de haut niveau, il maîtrise le danger et se montre solidaire de ses camarades.

Puis vient la remise de la fourragère aux couleurs de la Légion d'honneur et du brevet parachutiste. Les anciens sont là, sur la voie sacrée du camp Raffalli : « Encore quelques mètres et les générations se seront rejointes, écrivait Pierre Sergent. Le rêve si souvent vécu à l'instruction est devenu réalité. C'est moi qui rêve, pense l'ancien. Donne-moi tes 20 ans, donne-moi ta place. Prends mes médailles. À toi les honneurs, à toi la gloire. Donne-moi tes missions impossibles, donne-moi tes pitons à

conquérir, ton adjudant à supporter, la jungle à traverser. Donne-moi encore l'occasion de chanter avec les copains, de tomber en route ou de vaincre au combat ».

« L'entrée au quartier s'est faite sans cérémonial jusqu'à un bâtiment, sans signe particulier, qu'on appelait la "promotion", se souvient Jean-Claude Saulnier ; descendant des véhicules, nous avons récupéré nos paquetages, qui comprenaient deux sacs marins et un sac à dos type Bergam. Ayant chacun nos sacs, une surprise nous attendait. L'ordre a claqué : "Paquetage à la main, je vais vous faire visiter le camp, allez, derrière moi, pas de gymnastique, marche !" Si nous avions eu un petit aperçu idyllique du camp vu du village de Lumio, cette vision-là était beaucoup plus terre-à-terre et physique. Nous avons fait le tour du camp par le périmètre intérieur, puis suant, ahanant, pestant contre ce sac marin que nous ne savions pas trop comment porter, par le périmètre extérieur. Nous avons ainsi pu admirer les plantations du colonel Brette, la zone de saut, puis nous avons longé le Fiume Secco et fait un tour au centre nautique, à l'embouchure de la Figarella ; nous sommes passés devant la SEPP et nous sommes enfin revenus, exténués, devant la "promo" après quarante-cinq minutes de course. C'était là qu'allait débuter la phase instruction parachutistes de trois semaines qui devait déterminer notre avenir au 2e REP. Je me suis toujours demandé si ce jour-là, c'était le cadeau de bienvenue réservé aux nouveaux arrivants ou simplement un test parmi tant d'autres. Nous avons perçu un complément de paquetage dont les tenues de combat "Satin 300" qui étaient censées protéger les combattants des effets NBC, le casque TAP avec mentonnière et la musette TAP. Grand changement par rapport au RILE, nous avons perçu des équipements en toile forte. Et s'il est vrai que l'uniforme fait le guerrier, nous n'étions pas peu fiers de remplacer les brêlages en cuir qui vous cisaillent les épaules et vous entament le dos par ces équipements bien plus fonctionnels. Une instruction était terminée, une autre commençait. Si au RILE ce n'était pas facile, ici cela se compliquait sérieusement, les meilleurs stagiaires semblaient être à peu près cool, certains l'étaient beaucoup moins. "Faire un pas, encore un pas", avait écrit le général Bigeard après le raid de Tu Lê. Au cours de ces premières semaines au REP, j'ai compris ce qu'il voulait vraiment dire et les sacrifices qu'il fallait consentir pour devenir un légionnaire parachutiste. Nous étions treize ou quatorze par stage et tous les déplacements se faisaient groupés, en courant ou en chantant, ce qui

impliquait d'apprendre en priorité le chant du régiment et d'autres chants dédiés aux paras Légion.

» Le sport au REP prend une tout autre dimension qu'à Castelnaudary. Ici, tout le monde tourne le 8000 TAP entre quarante et quarante-cinq minutes, les meilleurs en dessous. Les footings durent près d'une heure et demie pour environ 15 kilomètres en terrain accidenté. En même temps, nous avons entamé l'instruction technique par la présentation des matériels TAP. En priorité la description du parachute 661-10, puis du ventral et des gaines EL 4 pour le FSA, EL 18 pour le LRAC et EL 8 pour la AA 52. À nos yeux de profanes, cela paraissait très technique et surtout très compliqué ! C'est ici qu'intervient le rôle primordial de l'instructeur car le programme était très dense. Le parachute était déplié devant nous, nous avons appris à nous équiper, à préparer les gaines d'armement, nous avons visité la SEPP, où nous avons admiré la dextérité des plieurs de parachutes, le moniteur insistant sur l'importance capitale de cette opération, ce dont nous étions bien conscients, puisque nous devions sauter avec ces parachutes. Toute l'instruction, notamment la phase équipement, s'est déroulée selon le principe démonstration, imitation, puis à votre initiative. Le chef de promotion faisait s'équiper un caporal devant nous et commentait chaque séquence. Il est très compliqué de s'équiper et cela demande une entraide entre les parachutistes, en particulier pour les servants des mortiers de 81 mm. Nous avons passé des heures et des heures à nous entraîner. Nous avons appris à nous dépêcher pour que les avions puissent effectuer un maximum de rotations dans la journée et, par conséquent, effectuer un maximum de largages sans temps morts. L'entraînement au sol était très poussé : atterrissage, roulé-boulé, équipement-déséquipement, pliage sommaire du parachute… Et puis il y a la tour de saut, cet agrès que l'on n'aborde pas sans appréhension. Le principe est simple : vaincre sa peur pour se jeter tout harnaché d'une plate-forme située à 20 mètres de hauteur et reproduire l'arrivée au sol après une chute freinée par un câble. Sensations garanties – beaucoup vous diront qu'il est plus facile de quitter l'avion que de sauter de cette fichue tour. Et c'est vrai qu'à la réception nous prenions de sacrés cartons, c'était invivable. Et toujours le sport, en toutes circonstances. Je commençais à accumuler un certain nombre de kilomètres entre le camp, Lumio et Calenzana.

» Après deux semaines de travail intensif, les rescapés pouvaient être en droit de se voir bientôt brevetés parachutistes, la dernière phase étant pour la plupart d'entre nous une formalité. Nous étions tous conscients que, de l'entrée dans l'avion à l'atterrissage, le calme régnerait en maître, car le caporal d'encadrement l'avait bien martelé : "Là-haut vous fermez vos gueules, je ne veux rien entendre, compris ?"[2] Conditionné ou non, la nuit précédant le saut ne m'a pas laissé de souvenirs particuliers, la fatigue l'ayant largement emporté sur l'inquiétude.

Au petit matin du grand jour, rien de spécial, pas de questions, peu de discussions, nous nous observions tous sans mot dire. À l'aire d'embarquement, c'était la première fois que l'on pouvait observer de près l'avion duquel nous allions sauter, un Noratlas. Il brillait de toute sa carlingue d'aluminium et faisait, on ne peut le nier, un bruit caractéristique, libérant de nombreux décibels, qui permettait d'être absolument certain que les moteurs tournaient. Nous nous sommes rendus au pied de l'avion tant bien que mal : il faut savoir que la démarche d'un parachutiste équipé n'a rien de léger, cela tient plutôt de la tortue. On pénétrait à l'intérieur par une petite échelle, et seuls les premiers avaient une place assise, tandis que les premiers à sauter avaient, eux, l'insigne honneur de se retrouver assis (en "crash") sur le plancher de l'avion – en tout une vingtaine de paras, tout dépendait de l'équipement du parachutiste. La carlingue vibrait pendant la phase de roulement, puis le décollage était très rapide et brusque, si brusque que les paras en crash passaient leurs doigts dans les anneaux d'arrimage des charges de peur de glisser vers l'arrière sur le plancher en aluminium. Une fois l'altitude de 400 mètres atteinte, les largueurs ouvraient une porte, en général celle de gauche, et larguaient le *sikki*. De cette manière, quand l'avion faisait demi-tour pour reprendre l'axe de largage, le chef largueur voyait l'emplacement du sikki sur la zone de saut. À l'époque, le sikki était un para volontaire qui une fois son parachute ouvert ne devait toucher à aucune commande et se laisser porter par le parachute, ce qui permettait de corriger l'axe de largage pour mettre tous les parachutistes sur la DZ. Le sikki atterrissait sur la zone de saut ou parfois ailleurs. Aujourd'hui, cet homme est remplacé par un mannequin de 80 kilos en caoutchouc.

» Puis le moment est arrivé : "Debout, accrochez !" Nous avons accroché la SOA à deux câbles tendus le long de chaque paroi dans la longueur du Noratlas. La SOA permet l'ouverture automatique du parachute

et reste accrochée dans l'avion, une fois le parachutiste dehors et le parachute ouvert.

» Je me souviens que j'étais en fin de câble, c'est-à-dire un des derniers à sortir de l'avion. En règle générale, on mettait toujours les moins rassurés d'entre nous en début de câble, ainsi le temps leur paraissait moins long. Au fond, on ne voyait rien, on sentait simplement le vent et le froid s'engouffrer dans la chapelle, puis on suivait le mouvement. Il fallait dominer son appréhension, ignorer la boule d'angoisse qui vous serrait les tripes. Le largueur effectuait une dernière inspection et la vérification des SOA. Arrivé à la porte, l'élan de chacun était devenu collectif, la poussée que je sentais dans mon dos interdisait tout autre moyen de sortir de cet avion qu'en passant par la porte. Après toutes les questions et l'angoisse de ce premier saut, ce fut un véritable plaisir que de se retrouver sous cette coupole, agrippé aux suspentes. Sous voile, j'ai effectué tous les gestes techniques appris à l'instruction, les tractions sur les suspentes ; j'avais une merveilleuse impression d'apesanteur et de liberté. Mais le plaisir n'a guère duré, la terre montait de plus en plus vite à mesure que l'on s'en rapprochait, j'ai serré les jambes en m'attendant au pire et quel soulagement, lorsque je me suis mis debout après un roulé-boulé approximatif, de m'apercevoir après quelques palpations que je n'avais rien de cassé et que tout fonctionnait.

» Un rapide débriefing, un rééquipement, puis retour sur l'aire de départ pour le saut suivant. Nous avons dû en faire deux ou trois dans la journée, il en faut six pour être breveté parachutiste. À Calvi, pour rentabiliser le potentiel aérien, la cadence de saut est vraiment impressionnante. Alors qu'à Pau elle est de 45 sauts à l'heure, au REP elle dépasse fréquemment les 110 sauts à l'heure. Je me suis dit : plus que cinq, et il faut que les cinq autres sauts se passent comme le premier, ce qui me permettrait d'arriver dans ma compagnie entier. Effectivement, les cinq autres sauts avec les gaines de l'armement de dotation, à l'exception du matériel de transmissions ou de santé, en mer ou de nuit se sont déroulés sans problème. Comme nos prédécesseurs, nous avons réalisé un tableau de promotion, puis le grand jour est arrivé. Cela n'avait rien à voir avec le récit de Pierre Sergent, ce cérémonial étant exceptionnel à l'occasion de Camerone ou de la Saint-Michel. Mais nous étions rassemblés sur la place d'armes. En présence du chef de corps, qui a fait un bref commentaire, nous avons reçu notre brevet – n° 405031 dans mon cas – et la fourragère rouge

de la Légion d'honneur, qui faisaient de nous de véritables paras Légion, deux entités indissociables à mes yeux. Un pot, et je suis arrivé plein d'enthousiasme à la 1re compagnie, une unité riche de noms qui, quelques années plus tard, forceront le respect. »

En 1978, le 2e REP conserve l'organisation mise en place par le colonel Caillaud. Il compte environ 1 300 hommes et comporte les quatre compagnies de combat spécialisées, une Compagnie d'éclairage et d'appui et une Compagnie de commandement et des services qui met sur pied une CCAS en cas de projection outre-mer comme ce sera le cas lors de l'opération *Bonite*. Cet élément comprend le groupe état-major, des cellules logistiques, une section transmissions, une section santé avec les médecins du régiment et une section de protection du PC. Soutien de l'état-major où l'on retrouve les chefs des grands services (BOI, médecin chef, bureau du personnel, services administratifs et financiers, services techniques), la CCS fournit au chef de corps les moyens de son commandement, elle gère et administre le régiment à travers différentes cellules et ateliers – ordinaire, foyer, cercles mess, trésorier ; elle assure également l'entretien de l'emprise du camp Raffalli, dévolu au service général et au casernement. Les ateliers auto et armement sont en charge de la maintenance du matériel tandis que les services techniques gèrent les carburants et munitions. La CCS arme également la SEPP et la section transmissions et assure le fonctionnement de l'infirmerie. On trouvait également la Compagnie de base, qui formait la base arrière en cas de projection du régiment.

La CEA – qui, en 1978, s'appelait CAE – constitue l'autre poids lourd des unités élémentaires. Elle se compose à cette époque d'une section de commandement, d'une section d'éclairage et de reconnaissance sur jeeps, d'une section antichar dotée de missiles Milan et d'une section de mortiers de 81 mm. Cette section a également la particularité de fournir l'essentiel de la musique régimentaire. Recrutés au sein même du régiment, les musiciens suivent en priorité les activités de leurs unités, ce qui rend la régularité des répétitions hasardeuses. Seule musique militaire de Corse, elle est souvent amenée à parcourir la région pour animer les manifestations patriotiques. Intégrée à la CEA, la section des commandos de renseignement et d'action dans la profondeur est composée des chuteurs opérationnels, l'élite de l'élite des TAP. On y trouve des officiers, des sous-officiers et des caporaux ayant vocation à devenir sous-officiers rapidement. La sélection physique, intellectuelle et morale a lieu au sein des unités du régiment. Les heureux

élus sont tous des volontaires de très haut niveau physique et moral qui détiennent déjà des qualifications particulières de combattant individuel et qui sont animés d'une très forte motivation. Leur préformation dure de neuf à douze mois et comporte dans l'ordre un stage préparatoire au sein de la section CRAP elle-même, un stage de moniteur ou instructeur commando au CNEC de Mont-Louis, des stages de qualifications particulières adaptés à chaque personnel, enfin l'obtention du brevet de chuteur opérationnel à l'ETAP de Pau. C'est seulement à l'issue de cette formation extrêmement poussée que le candidat est admis au sein de la section CRAP.

Les quatre compagnies de combat, au-delà de leur entraînement de base d'unité d'infanterie parachutiste, ont chacune leur domaine d'action privilégié pour lequel elles jouent un rôle pilote au sein du régiment. Ces spécialités ne sont pas figées depuis 1963, mais évoluent avec les nouveaux concepts tactiques, les matériels de pointe, les innovations tactiques et aussi les enseignements tirés des derniers engagements. La 1re compagnie, tout en poursuivant un entraînement particulier au combat antichar et au combat de nuit, développe également les techniques de combat en zone urbaine et forme des snipers. La 2e compagnie, pilote en matière de combat en montagne, s'intéresse à tous les problèmes de franchissement vertical. En relation avec les centres d'instruction de la 27e division alpine, elle fait passer à ses légionnaires et à ses cadres les brevets de spécialisation montagne : brevet de skieur militaire ou brevet d'alpiniste militaire. La 3e compagnie, spécialisée dans le domaine amphibie, forme des nageurs de reconnaissance. Le candidat doit être un bon nageur, physiquement en forme, endurant, et aimer la mer. Naturellement, il doit être apte à la plongée sous-marine et aussi aux techniques de combat commando. Pour accéder au stage, il doit avoir servi comme GV pendant au moins dix mois à la 3e compagnie. S'il satisfait aux tests d'entrée, après une semaine consacrée à différentes formes de natation longue distance, il aborde les différentes techniques de plongée et le côté opérationnel de la spécialité : saut en mer d'hélicoptère, plusieurs kilomètres de natation avec palmes, reconnaissance de plage, destruction d'objectif. Ayant acquis son brevet, le nageur de reconnaissance peut se perfectionner à l'école de plongée de l'Armée de terre à La Valbonne[3], près de Lyon, et devenir spécialiste de l'aide au franchissement, ou effectuer le stage de plongeur de bord de la Marine nationale de Saint-Mandrier. La 4e compagnie s'entraîne au combat

sur les arrières, au sabotage et à la destruction d'objectif. Elle forme les spécialistes de la mise en œuvre des explosifs et les tireurs d'élite du régiment.

Du fait de sa spécificité et de sa position géographique, le 2e REP s'inscrit dans une chaîne de commandement particulière. Il appartient au groupement aéroporté de la 11e division parachutiste avec le 3e RPIMa et le 8e RPIMa, avec lesquels il entretient des relations étroites de camaraderie, mais aussi de concurrence. Ce qui donne lieu parfois à des combats féroces où tous les moyens sont bons pour gagner. Comme ces formations, il est apte à toutes les missions TAP et peut être projeté sur un très court préavis, comme le démontrera l'opération *Bonite*. Seule unité aéroportée de la Légion étrangère, il est également subordonné au général commandant le GLE pour l'administration et la gestion des personnels. Enfin, pour tout ce qui relève de l'infrastructure, du matériel et de l'intendance, du service de garnison, des missions de service public et de la vie quotidienne, il relève de la délégation militaire en Corse. Si l'insularité a quelques bons côtés en termes d'environnement et d'autonomie, elle a aussi bien des inconvénients : l'éloignement de la maison mère et de la 11e DP concentrée dans le Sud-Ouest, et même sur l'île, où Calvi et la Balagne se trouvent tout de même à l'écart de Bastia et d'Ajaccio, où se concentre en grande partie la vie corse. La moindre grève peut remettre en question les approvisionnements civils, le courrier, les carburants. Longtemps la télévision a été limitée et défectueuse, Internet a souvent des problèmes. Peu de gens veulent s'installer dans la région pour ces raisons. Quant au jeune légionnaire, il trouve peu de distractions ; pour voir un film il faut aller à l'Île-Rousse, idem pour un bowling. Cela n'engage pas à rester en fin de contrat ou de carrière. Et, en 2012, il n'est pas rare de voir des légionnaires ou des cadres refuser de revenir au REP pour ces raisons. En 1978, du fait de sa situation géographique et de ses missions, le 2e REP entretient peu de relations avec l'autre régiment de Légion, le 2e RE, présent à Corte et à Bonifacio, si ce n'est au niveau de la CIC et de la CIS, qui n'ont pas encore rejoint Castelnaudary.

* * *

Avec son affectation dans une unité de combat en 1978, la vie du légionnaire Soral au 2e REP prend au début des années 1980 une dimension nouvelle, celle d'un professionnel du combat au sein d'une unité hautement spécialisée. Elle se caractérise par une succession de périodes passées à Calvi, entrecoupées de manœuvres et d'exercices, de séjours dans les camps nationaux, de missions extérieures de courte durée, et de stages pour compléter sa formation. Selon différents paramètres, la carrière du légionnaire parachutiste peut prendre trois orientations : promotion au grade de sergent avant la fin du premier contrat ; promotion au grade de sergent avant sept ans de service – ce sera le cas de Jean-Claude Saulnier ; filière lente avec une promotion au grade de caporal avant la fin du premier contrat et limitation au grade de caporal-chef en cas de nouvel engagement.

Le rythme trépidant des activités au 2e REP et son haut niveau opérationnel entraînent une carrière riche en événements et obligatoirement dense au plan pédagogique. Ainsi, chaque promotion à un grade supérieur sanctionne, outre la bonne manière de servir, le succès à deux examens complémentaires ; de niveau élémentaire en ce qui concerne les militaires de rang, du 1er et 2e degré pour les sous-officiers, se traduisant par un stage de formation militaire avec attribution d'un certificat militaire et un stage de formation de spécialité avec attribution d'un certificat technique. Durant sa première année, après l'obtention de son brevet parachutiste, le jeune légionnaire est affecté en compagnie de combat et suit un entraînement poussé débouchant sur une connaissance approfondie de son métier. Il suit des stages de spécialités de combat – montagne, amphibie, commando, destructeur, tireur d'élite, servant d'armes d'appui – au sein du régiment ou de son unité. Avec elle, il participe également aux activités de restitution opérationnelle, aux séjours en CEC ou dans les camps nationaux. Selon la planification, il a également de grandes chances d'effectuer un premier séjour outre-mer de quatre mois en « compagnie tournante » à Djibouti ou aux EFAO, à moins que ce ne soit une relève au Tchad. Certains ont, comme Saulnier, dès leur arrivée, la chance de participer à de véritables missions opérationnelles.

En deuxième année, selon sa notation et les dispositions qu'il affiche, le légionnaire sera jugé plus précisément et orienté dans l'une des trois filières citées précédemment. Confirmant ses capacités, il pourra être désigné pour suivre un peloton de caporal ou, selon le volontariat, sélectionné pour un

stage de spécialiste logistique ou administratif : santé, transmissions, ordinaire, conduite des véhicules, mécanique, restauration collective, secrétariat et comptabilité. L'entraînement se poursuivra, plus aisé, grâce aux connaissances et à l'expérience acquise sur le terrain. Peut-être un nouveau séjour outre-mer… Parfaitement intégré dans son environnement militaire, le légionnaire s'attachera à sa garnison de Calvi, il y prendra ses habitudes et aura plaisir à la retrouver au retour de missions parfois longues et éprouvantes. Plus tard viendra le temps des choix : poursuivre une carrière au régiment, tenter un retour à la vie civile, ou se laisser séduire par une affectation outre-mer, mais, au retour, peut-être la fin de l'aventure TAP…

L'encadrement est assuré en premier lieu par les officiers. Le régiment en compte une soixantaine, y compris le chef de corps et les aspirants. Tous volontaires pour servir au 2e REP, ils représentent toutes les facettes du recrutement et composent à tous les niveaux de la hiérarchie un subtil panachage d'ancienneté et de jeunesse, de fougue tempérée par l'expérience. Ayant conscience du privilège qui leur est fait, ils ont à cœur de prouver en toutes circonstances leur attachement au régiment, lors des missions qui leur sont confiées comme dans les tâches quotidiennes. Au nombre de 200, les sous-officiers constituent la courroie de transmission entre le commandement et la troupe. Ils sont la cheville ouvrière du régiment grâce à leur compétence, leur expérience et leur disponibilité. Unis dans une même passion et une même fierté, officiers, sous-officiers, gradés et légionnaires s'emploient à maintenir au plus haut le renom de leur régiment par leur cohésion, leur rigueur et leur aptitude opérationnelle.

Les activités du 2e REP sont variées et menées à un rythme soutenu. Première d'entre elles, l'instruction constitue un recyclage permanent des connaissances techniques. Grâce aux moyens de l'Armée de l'air et de la Marine nationale qui lui sont accordés, le régiment poursuit un entraînement réaliste, vécu comme un challenge, dans un environnement particulièrement propice. La mer, la montagne et le maquis font de la Corse un terrain exceptionnel pour une unité parachutiste.

Situé à proximité d'un terrain d'aviation et disposant des installations TAP nécessaires à son autonomie du fait de son insularité, le 2e REP assure totalement la formation et la gestion TAP de ses personnels. Les activités TAP occupent une place prépondérante dans la vie du régiment. Si l'on

excepte les CRAP et leurs spécialités, chute libre et plus tard pénétration sous voile, chaque légionnaire effectue une vingtaine de sauts par an : sauts d'entretien ou d'exercice, la dernière OAP étant celle du 19 mai 1978 à Kolwezi. Sans cesse plus performantes, les activités TAP débouchent sur de nombreuses spécialités : au plus haut niveau les CRAP, les instructeurs et moniteurs, puis les arrimeurs largueurs et les plieurs de parachutes, dépositaires de la confiance de leurs camarades. La formation des CRAP et des spécialistes TAP des 1er et 2e degrés s'effectue à l'ETAP de Pau.

L'instruction combat est menée à tous les niveaux du régiment, section, compagnie ou PC, et couvre tous les domaines tactiques et techniques, soit d'une spécialité, soit de l'engagement classique TAP. Les compagnies profitent de leur présence en Corse pour instruire leurs personnels. C'est ainsi que de nombreux légionnaires rejoignent Castelnaudary pour des stages de spécialités administratives ou logistiques. Toutefois, la majorité des stages de certificats techniques élémentaires s'effectue au régiment, notamment les CTE Milan, mortier de 81 mm, tireur d'élite ou destructeur. Le 2e REP forme également ses conducteurs VL et PL, qui ont tout loisir de s'aguerrir sur les routes tourmentées de l'île. Les applications de cette instruction se retrouvent dans l'entraînement des compagnies tant en Corse que dans les camps nationaux ou les centres d'entraînement commando.

La CCS, par exemple, limitée par ses obligations, s'oxygène en gravissant le Monte Grosso, qui culmine à 2 000 mètres d'altitude, ou en parcourant le célèbre GR 20, qui traverse la Corse de part en part. La CEA fréquente assidûment les camps militaires et on la retrouve ainsi à Canjuers pour des campagnes de tirs Milan, à Caylus, à La Courtine ou dans le Larzac lors d'exercices tactiques de la SER. Périodiquement, le camp de Mailly reçoit la visite des légionnaires de la 1re compagnie pour un recyclage du combat blindé et mécanisé. Coups d'arrêt, franchissements, mines, ambiance NBC : d'un instant à l'autre, les légionnaires sont confrontés à une situation nouvelle difficile, imprévue, mais formatrice. Les fardiers Lohr opposés aux AMX-30 B2 ! Par ailleurs, la 1re compagnie s'exerce régulièrement au combat en localité au camp d'entraînement du village reconstitué de Frasselli ou dans les ruines de la maison du prince Pierre à Torre Mozza.

Base d'activité principale des *Rouge* de la 2e compagnie, le chalet du Vergio *U Ciatterinu* résonne régulièrement en été du chant des pitons et du

cliquetis des mousquetons lorsque l'unité se prépare à l'ascension de la Mufrella (2 148 m) et en hiver du crissement des peaux de phoques sur la neige gelée. Ce qui ne l'empêche pas, le temps d'un exercice *Grizzli Rouge*, en terrain difficile, d'assurer la protection d'un convoi – vieille tradition Légion – entre Calvi et Le Vergio, ou d'investir la citadelle de Calvi par les remparts. Plus tard, on retrouve la 2e compagnie à Briançon, chez les Alpins, pour un BAM ou un BSM qui conduit les légionnaires à plus de 3 000 mètres avec, en toile de fond, le relief écrasant du Queyras et de la Barre des Écrins. Entre une plongée dans un sous-marin de la Royale, la visite du TCD *Foudre* ou le catapultage des Super Étendard du *Foch*, le centre amphibie ne chôme pas. Attaquant Cargèse, s'infiltrant dans le port de Bonifacio, plaçant des charges à Ajaccio, équipant des plages de débarquement, la 3e compagnie a depuis longtemps accompli le tour de Corse maritime et exploré toutes les possibilités de l'île de Beauté. Le polygone de Punta Bianca, à quelques kilomètres au sud-ouest de Calvi, constitue le champ clos habituel des « destructeurs » de la 4e compagnie. Pylônes, carcasses de voitures, rails de chemin de fer sont au programme d'exercices qui combinent marche topographique, instruction commando et mise en œuvre des explosifs.

Quelque temps plus tard, on retrouve les mêmes au CNEC de Mont-Louis et Collioure pour la composante amphibie, au CEC de Givet, sur la Meuse, ou aux Rousses, dans le Jura, en hiver. Pistes d'audace et franchissements, escalade et rappel, parcours de tir, survie et évasion, combat de nuit en localité, instruction explos, mines et pièges constituent le riche programme des stages commando. La restitution opérationnelle des savoir-faire individuels et collectifs s'effectue lors d'exercices de tous niveaux – compagnie, régiment – ou des manœuvres de la division et des exercices interalliés *Colibri* avec les Allemands, *Gallia* ou *Iberia* avec les Espagnols[4]. En 1979, par exemple, le 2e REP, plastron rouge, était opposé au parti bleu, composé des paras espagnols, du 6e RPIMa et du 1er RCP dans la région de Pau. Pendant trois jours et trois nuits, ses unités ont mené des actions de harcèlement et opéré des destructions sur les arrières du parti bleu avant de s'exfiltrer et de se regrouper dans une zone refuge puis de regagner Calvi. Au mois d'octobre, le régiment participe à la manœuvre *Allier 79*, qui se déroule, comme son nom l'indique, en Auvergne. Une fois encore, le 2e REP est chargé de l'animation de la manœuvre en étant opposé

à la 14e DI, qui compte dans ses rangs un régiment frère, le 1er REC. Les légionnaires ne se font pas de cadeaux et les *Repmen* ont fort à faire pour échapper aux AML des cavaliers. Parfois, c'est Calvi même qui fait l'objet de la sollicitude des légionnaires parachutistes lorsque, surgis des profondeurs, les nageurs de la 3e compagnie viennent attaquer quelque objectif du bord de mer ou lorsque les CRAP investissent la citadelle pour délivrer des otages tandis que les destructeurs de la « 4 » sabotent la Rafale. Et puis il y a les missions extérieures de courte durée au Tchad, en RCA ou à Djibouti, qui favorise l'épanouissement humain et militaire des légionnaires dans un environnement dépaysant. Elles permettent de renforcer la cohésion de la compagnie, qui acquiert au gré des tournantes une expérience incomparable du combat en jungle ou dans le désert.

« J'ai été affecté à la 1re compagnie le 13 avril 1978, précise Saulnier. Le 17 avril, j'étais inscrit sur la liste à l'air, qui donne droit à un supplément de solde qui n'est pas négligeable et qui constitue également un des attraits du 2e REP. La 1re compagnie était très homogène, comme toutes les autres d'ailleurs, avec des particularités surprenantes, par exemple le célibat – aucun marié à la 1re compagnie, une bande qui avait comme grand principe : tu touches à un *vert*[5], tu en prends 130 sur les oreilles ! À côté de cela, au sein de la compagnie, la concurrence entre les sections était féroce, ce qui entraînait une émulation bénéfique pour toutes les activités. La guerre froide entre les sections était totale ; chaque section devait le respect à l'autre, et même dans les groupes, un légionnaire d'un groupe demandait la permission pour entrer dans la chambre d'un autre groupe. Quand j'ai été affecté à cette compagnie, j'étais tout seul comme légionnaire, aucun des copains qui avaient fait la promotion de saut avec moi n'y était affecté. Lorsque je me suis présenté au bureau de semaine, je me suis fait l'effet d'être un étranger dans un nouveau monde, pourtant c'était celui qui allait être le mien pendant des années. Le sergent de semaine m'a regardé comme un intrus et semblait prêt à me bouffer. Il m'a dit de me mettre dans un coin, puis il est allé prévenir l'adjudant de compagnie de ma présence. Dans cette agitation, je ne savais pas très bien où me mettre. L'adjudant de compagnie houspillait le sergent, lui réclamant le cahier de rapport et lui demandant pourquoi je n'étais pas inscrit. Le sergent courait partout, il me faisait penser à l'oiseau du dessin animé *Bip-Bip*. Cependant je me gardais bien de rigoler, en me disant que je n'étais pas le seul à ramasser. L'adjudant m'a

regardé et m'a demandé si j'avais souhaité intégrer cette compagnie. Je lui ai répondu franchement que j'aurais préféré aller à la "2" pour la montagne, mais que je n'avais pas choisi et que, finalement, la 1re compagnie me convenait très bien. Lors de mon passage au rapport du capitaine Poulet, celui-ci m'a expliqué les missions de combat antichar et en localité qui me paraissaient intéressantes, de plus j'étais bon tireur au RILE. Mais je me suis vite aperçu que la montagne était omniprésente dans toutes les activités du régiment. Le capitaine m'a ensuite affecté à la 3e section, celle du lieutenant Gouachon, qui sera quelque temps plus tard celle du lieutenant Puga, adjoint sergent-chef Varesano, chefs de groupe sergents Kerver, Crouet, Da Conceção Mendes. J'étais deuxième grenadier voltigeur de l'équipe choc du 3e groupe. Le plus jeune des légionnaires arrivés avant moi était le légionnaire Betts, qui avait un mois de plus que moi. Je me suis donc présenté à tous les cadres, puis aux caporaux et à certains première classe qui étaient des légionnaires qui dépassaient les dix ans de service. Lors de mon passage chez mon chef de groupe, le sergent Da Conceção Mendes, il a fait appeler un caporal qui m'a indiqué le numéro de ma chambre ainsi que l'étage où elle se situait.

» Ayant pris connaissance des traditions que les nouveaux devaient respecter, dans l'après-midi je suis donc arrivé devant la porte avec mon paquetage dans les mains et une caisse de bière, que j'ai poussée avec le pied après avoir frappé et demandé la permission d'entrer dans ma future chambre. Je me suis présenté au caporal, qui m'a dit : "Voilà ton lit. Le légionnaire Betts va t'aider à faire ton placard au carré et ranger tes affaires, mais il ne le fera qu'une seule fois ; de plus, les corvées sont toutes faites par Betts depuis qu'il est arrivé, tu prendras donc le relais ce soir jusqu'au prochain légionnaire affecté." Le relais consistait à faire les corvées relevant du service de semaine[6] – couloir, bureau du chef de section, bureau des chefs de groupe, escaliers, salle de télévision avec seulement la première chaîne de disponible, graviers de la place d'armes – puis les corvées section – couloirs, WC et sanitaires, escaliers et la chambre. La fin de l'après-midi s'est bien passée, puis il y a eu le rassemblement pour la soupe. J'étais en tenue de sortie, ce qui naturellement me désignait à l'attention de tous comme nouveau venu. Ce fut l'occasion de faire connaissance avec les caporaux et les légionnaires de ma section. Je me souviens du caporal Fouchet, du caporal Mougel, d'un première classe qui

avait vingt et un ans de service, du caporal-chef Schuster et de trois ou quatre autres qui avaient fait l'Algérie. Au régiment, nombreux étaient ceux qui comptaient douze ou treize ans de service, avaient fait la première campagne du Tchad et possédaient une solide expérience opérationnelle. Mais peu étaient encore dans les unités de combat, à part l'encadrement. Apparemment, la section était à dominante allemande. Le soir, après un passage au foyer, j'ai remplacé Betts aux corvées. Le lendemain, qui était un samedi, j'ai partagé ma matinée entre les corvées et les questions du chef de section et du chef de groupe, qui a noté scrupuleusement mes réponses sur un petit carnet qui ne le quittait jamais : taille, poids, religion, groupe sanguin, sports pratiqués… Le soir, nous avons eu droit à un repas section en ville avec les cadres. Nous n'avons pas beaucoup mangé, mais qu'est-ce que nous avons bu !

» Je me souviens qu'il arrivait que les caporaux chefs de chambre jouent avec vos nerfs, une sorte de test… Un soir, alors que je venais de finir les corvées compagnie au bureau de semaine ainsi que les corvées section, j'ai entrepris de faire la chambre. Alors qu'il n'était que 21h30, j'entrais dans la chambre, avec le balai et tout ce dont j'avais besoin pour le nettoyage, lorsque j'ai vu sur la grosse table en bois deux ou trois caisses de bières et leur contenu dispersé sur les tabourets, armoires et autres repose-canettes. Quand j'ai voulu ramasser les bouteilles vides afin que la chambre soit nette pour l'appel de 22 heures, le caporal m'a dit : "Tiens ! viens boire une bière." Ce n'étais pas vraiment le moment idéal, surtout pour moi, mais je l'ai bue, car un refus aurait représenté un affront ; lorsque le sergent de semaine a sifflé l'appel, le caporal m'a donné le feu vert pour le nettoyage ; j'ai posé ma canette de bière sur la table, j'ai ouvert la fenêtre… et j'ai tout jeté dehors. Le sergent est passé faire l'appel sans rien remarquer (ou en faisant semblant de ne rien remarquer), et je suis ensuite descendu sous la fenêtre pour ramasser ce que je venais de jeter – deux heures pour récupérer le moindre bout de verre en m'éclairant à la pile électrique. Pour les caporaux, ce n'était qu'un jeu, ils éprouvaient vos nerfs, vous testaient, passaient leur temps à vous mettre dans des situations de danger pour voir vos réactions : si vous réagissiez bien, ils vous laissaient tranquille ; ils vous préparaient à être eux plus tard. Cela m'a demandé un mois, après quoi j'ai vu arriver un petit légionnaire bronzé, kabyle je crois, nommé Ariba. Dernier arrivé à la section, j'ai fait avec lui ce que Betts avait fait avec moi, et je peux affirmer que ça fait du bien quand ça s'arrête.

» Les activités étaient nombreuses et diversifiées, allant du tir à Casta au combat du côté de Lumio. L'instruction se faisait au niveau section sous la responsabilité des chefs de section. Nous préparions une grosse manœuvre – *Iberia*, je crois – avec les paras espagnols. Combat à pied, en véhicules, mais ce n'était pas trop le truc du régiment ! Recherche et observation, attaque, défense, déplacements tactiques, repli, exfiltrations, c'était le drill, tout y passait : Gardez les distances… Déployez-vous ! Entre-temps, il fallait préparer le matériel spécifique au REP : armement, transmissions, optique… Tout le monde assistait aux cours sur le LRAC de 89 mm car c'était une arme nouvelle. En même temps que l'instruction se poursuivait, nous continuions à faire du sport à haute dose ! Les journées étaient vraiment bien remplies. Après *Iberia*, retour à la spécificité de la compagnie. Nous sommes partis à Mailly pour une période de combat antichar. J'étais passé tireur au LRAC de 89 mm à l'équipe feu parce que je tirais bien à cette arme. On l'avait vaguement vu au RILE, mais là, il fallait s'en servir contre les AMX-30 B2 et c'était une autre histoire. C'était une période d'intégration et de cohésion qui a pris fin brutalement lors de l'alerte Guépard pour le Zaïre. Soulagé des corvées à haute dose, la vie était assez agréable au camp Raffalli. Je me suis fait des copains avec qui j'allais au foyer ou en ville lors des quartiers libres et des permissions de week-end. Malgré les mouvements nationalistes, Calvi était assez tranquille, ce qui n'excluait pas les bagarres, qui sont le lot de toutes les villes de garnison. Ce n'est que plus tard que des coups de feu ont été tirés sur le poste de sécurité. On allait aussi au *pouf*, le BMC[7] que l'on trouvait quasiment dans toutes les unités Légion à l'exception d'Aubagne. On y allait bien sûr pour les filles, mais aussi pour passer un bon moment. Il arrivait aussi qu'après l'appel les caporaux y envoient un jeune légionnaire pour effectuer un ravitaillement clandestin en bière. En fait, c'était un jeu bizarre entre unités : quand par exemple la 3e compagnie était au pouf, la 2e compagnie envoyait le plus jeune légionnaire chercher de la bière. Alors là, trois solutions : un, le légionnaire se faisait casser la tête et revenait sans rien, s'exposant au mépris des caporaux ; deux, le légionnaire prenait une branlée, mais ramenait la bière, RAS ; trois, lorsque nous sentions que nous allions y avoir droit, la solution consistait à acheter deux ou trois caisses de bière que nous planquions dans le maquis et, lorsque nous étions désignés, nous faisions semblant d'aller au *pouf* et nous revenions intacts dans la chambre avec la bière. Le *pouf* a été fermé en 1979, je crois, après le

scandale déclenché par des esprits soi-disant bien pensants et bien sûr farouchement antimilitaristes qui ont accusé le colonel Erulin de proxénétisme et l'ont traîné devant les tribunaux. Ce qui a été aussi l'occasion d'une attaque en règle contre la Légion. En principe, le samedi après-midi était relax, consacré à l'entretien du paquetage ou à des activités personnelles. La soirée était souvent consacrée à un repas section. Le dimanche matin, nous nous levions un peu plus tard et, le plus souvent, nous faisions du sport de manière décontractée, souvent des matchs de sport collectif. Mais il y avait une présence permanente de l'encadrement, et les sous-officiers faisaient un tour dans la section, week-end compris.

» En quelques semaines, j'avais pris le rythme et j'étais maintenant parfaitement à l'aise dans mes rangers. Sept mois et une opération au Zaïre plus tard, je partais pour le peloton de caporal au RILE à Castelnaudary et j'étais nommé caporal le 23 décembre 1978. Un avantage non négligeable fut le fait que j'avais fait mon service militaire, et que le peu de mes acquis concernant l'armée était le bienvenu pour ce qui allait suivre, car ce n'était que le commencement de ce que j'avais décidé quinze mois et une guerre plus tôt. »

---

1. Ce ferry a effectué les traversées vers la Corse de 1963 à 1980. Il portait le nom d'un grand résistant corse qui fut capturé par la police secrète italienne en 1943. Abominablement torturé, il se suicida dans sa cellule pour ne pas parler. Dans les années 1980, le ferry a été vendu à différents armateurs. En 1991, il s'est abîmé sur des récifs coralliens dans la mer Rouge, provoquant la mort de 450 personnes.

2. Il est à noter qu'à l'ETAP et dans certaines unités parachutistes de la « régulière », au contraire, lors des sauts de brevet, les moniteurs obligent les paras à chanter pour évacuer le stress.

3. Depuis les années 2000, toutes les formations techniques des plongeurs ont été regroupées au sein de la Marine nationale, à l'école de Saint-Mandrier.

4. Les manœuvres franco-espagnoles présentent la particularité de s'appeler Iberia lorsqu'elles se déroulent en France et Gallia lorsqu'elles ont lieu en Espagne.

5. Le vert était la couleur distinctive de la 1re compagnie et constituait également son indicatif radio. Pour la CCS le jaune, la CAE le bleu foncé, la 2e compagnie le rouge, la 3e compagnie le noir et la 4e compagnie le gris. Plus tard, la 5e compagnie prendra la couleur bleu clair. Ainsi, la section du légionnaire Soral était « vert 3 ».

6. Placé directement sous la responsabilité de l'adjudant d'unité, le bureau de semaine a la charge de l'entretien journalier des locaux de la compagnie et de ses abords. Composé d'un sergent et d'un caporal de semaine, il a la charge de faire respecter la discipline et la sécurité en dehors des heures ouvrables, d'établir les listes des corvées – ce qui est plus facile quand il y a des punis – et de contrôler l'exécution des travaux (rôle du caporal). Le sergent passe l'appel et porte dans un registre tous les événements de la journée et de la nuit. Ce registre est visé par le commandant d'unité.

7. Bordel militaire de campagne.

2e partie

Les premières armes

Chapitre 5

Le 2e REP dans l'opération *Bonite*

Depuis 1967 et le retour en Corse, une assise solide et une bonne implantation locale ont permis au 2e REP de préparer en toute sérénité les combats futurs, et surtout de prendre le temps de devenir la machine de guerre la plus efficace de la nouvelle armée française. Fidèle à des traditions forgées le plus souvent dans le sang du sacrifice, le 2e REP va prouver son efficacité opérationnelle sur tous les théâtres extérieurs des dernières décennies du XXe siècle : Tchad, Liban, Djibouti, Zaïre, ex-Yougoslavie…

Au Tchad, histoire et actualité se confondent. Depuis 1969, le 2e REP s'est investi dans l'aventure tchadienne. Jadis fief inviolable de la « Coloniale », assoupi dans le souvenir de Lamy, de Largeau ou de Leclerc montant le « rezzou » qui devait le conduire à Koufra par-delà le Tibesti, le Tchad s'est réveillé un jour de 1969 en proie à la guerre civile. Fondé sur l'arbitraire de frontières artificielles, coupé en deux par une barrière climatique, avec un Sud agricole et un Nord aride et désertique, bordé par un lac qui n'en finit pas de mourir, le pays attire les convoitises de son belliqueux voisin la Libye et devient le théâtre d'une lutte sans merci. Le rêve d'une poignée de « bâtisseurs d'empires » est devenu la proie de toutes les ambitions.

En 1969, en vertu des accords de défense signés avec les anciens pays de la Communauté française, le Tchad, par la voix de son président François Tombalbaye, appelle la France au secours ; il demande une aide logistique pour réduire la rébellion du Frolinat, qui a vu le jour au Soudan en 1966 et menace de déstabiliser le pays. Depuis, la rébellion a embrasé le Tibesti des

Toubous et le Sahel des musulmans. Le gouvernement légal ne contrôle plus ces régions. De surcroît, les rebelles s'en sont pris à des ressortissants français, dès le mois de septembre 1967. Les « bandits » ont attaqué la gendarmerie de Mangalmé et tué un officier français de la mission d'assistance technique. En janvier 1968, deux médecins français ont été abattus et une infirmière violée. En mars, les rebelles investissent Bardaï, une ville du Tibesti. La situation empirant, le général de Gaulle envoie une compagnie du 8e RPIMa, qui dégage Bardaï sans coup férir. C'est l'engrenage. Pendant plus de vingt ans, la France va consacrer une part importante de son potentiel militaire à la sauvegarde du Tchad.

Le 2e REP apparaît sur le théâtre tchadien en 1969. Le 16 avril, l'état-major tactique n° 1 (EMT 1) du commandant de Chastenet embarque à Nice pour Fort-Lamy. Très rapidement, les 390 légionnaires sont équipés et pourvus de véhicules antédiluviens, qu'ils parviennent néanmoins à remettre en état. Le 28 avril, l'EMT 1 est prêt à prendre la piste. Sa première mission le conduit dans la province du Guera, où il doit contrôler Mangalmé et installer une base avancée à Mongo. De Chastenet doit faire de la présence ; il n'est pas là pour se battre. Pour se rendre à Mangalmé, il scinde l'EMT en deux : le capitaine Milin avec les services et la 2e compagnie passe par le nord ; lui-même avec la 1re compagnie prendra par le sud. Si de Chastenet arrive sans encombre à Baro, il n'en va pas de même pour le capitaine Milin, dont le convoi se trouve pris dans une embuscade. La colonne est tronçonnée et certains éléments isolés, regroupés autour du lieutenant Chiaroni, sont dégagés in extremis par le lieutenant Germanos, qui fait mettre en batterie la 12,7 de sa section, tandis que le sergent Herr, des transmissions, effectue un « carton plein » sur les rebelles. À peine arrivé, le REP a accroché et le ton est donné. Les légionnaires vont devoir affronter deux mouvements rebelles, l'un partant de ses bases soudanaises, l'autre implanté dans le massif du Tibesti.

Jusqu'au mois de septembre, les légionnaires parachutistes nomadisent dans cette région et obtiennent des résultats. La guerre, ils la font comme en Algérie, les hélicoptères en moins. Au mois de mai, la saison des pluies qui approche rend les pistes impraticables. Les véhicules sont inopérants. Une solution : le cheval, d'autant qu'à plusieurs reprises le sous-préfet a fourni des cavaliers tchadiens pour éclairer les sections, ou éventuellement poursuivre les rebelles. Le lieutenant Piétri, que de Chastenet a laissé à

Mangalmé avec sa section, se prend au jeu et crée une *harka* montée qui participe aux opérations. En quatre mois, les sorties incessantes des légionnaires, qui s'appuient maintenant sur une structure ALAT plus élaborée, ont pris l'ascendant sur le terrain. À Bitkine, Eref, Niergui, les bilans sont éloquents. Au mois d'octobre, une opération impromptue sur Massaloua, un petit village du côté d'Am Timam, permet de mettre 68 HLL[1] hors de combat. Au nord, la région regroupant les provinces du Borkou, de l'Ennedi et du Tibesti, qui forment le célèbre BET, devient le théâtre d'opérations principal. Le 7 octobre, les premiers éléments de l'EMT 2 du commandant Malaterre débarquent à Fort-Lamy et sont immédiatement engagés dans le secteur de Mongo. Le 25 octobre, le 2e REP au complet, renforcé de la CMLE, est présent au Tchad, sous le commandement de son chef de corps, le colonel Jeannou Lacaze, qui devient également l'adjoint du général Cortadellas. Tout le potentiel aérien est mis à la disposition du 2e REP.

En novembre, le colonel Lacaze lance *Cantharide*, une opération qui engage tous les moyens du régiment dans une zone Bokoro-Melfikole-Bitkine. Il faut attendre le 3 décembre pour que la CAE et la « 2 » obtiennent des résultats probants. L'année 1970 voit un changement notable s'opérer chez les rebelles. Non seulement ils disposent d'un armement moderne, mais ils se conduisent en tacticiens consommés de la guérilla, d'autant que le massif du Tibesti est familier aux guerriers toubous, de farouches combattants. Grâce à l'emploi judicieux du DIH[2], les unités du REP interviennent sur tout le territoire. Le 13 février 1970, la section montée du lieutenant Pietri, accompagnant le sous-préfet de Mangalmé en tournée sur son territoire, surprend une bande rebelle. Onze HLL sont mis hors de combat, de l'armement et une importante documentation sont récupérés.

Le 6 mars 1970, la 1re compagnie accroche une forte bande de rebelles dans la région de Safay, province du Ouaddaï, à 80 kilomètres au sud-ouest d'Adré. Pour cette opération, elle a reçu le renfort d'une unité de la garde nomade. L'accrochage est sévère. L'adjudant tchadien qui commande le détachement de la garde nomade est immédiatement touché. Le capitaine médecin de Larre de la Dorie se porte à son secours sous le feu ennemi. À son tour, il est mortellement blessé et succombe quelques heures plus tard, parmi les légionnaires, qui lui avaient donné leur confiance. Le colonel

Lacaze le rappellera, dans son éloge funèbre, le 8 mars, à Fort-Lamy : « Et c'est en pleine opération, au milieu d'eux, que vous avez été fauché, à 27 ans, dans l'accomplissement le plus pur de votre mission de médecin militaire, en allant porter secours à un blessé. »

À partir du mois d'avril, l'armée française entame un processus de désengagement et pense pouvoir quitter le pays au mois de juillet. L'EMT 1 s'envole pour Calvi, puis c'est le tour du chef de corps. Le commandant Malaterre est maintenant seul au groupement. Le rythme des opérations est toujours aussi soutenu et rappelle de plus en plus l'Algérie aux anciens : des montagnes rocailleuses couvertes, dans leurs parties basses, de bosquets d'épineux qui entravent la progression et permettent aux Toubous de se dissimuler pour ajuster des tirs meurtriers. Il n'est pas jusqu'aux grottes, où les rebelles se terrent et d'où il faut les déloger un par un, qui ne ressemblent à cette haute Kabylie de sinistre mémoire. C'est dans cette région que la CAE du capitaine Wabinski signe un des plus beaux bilans de la campagne. Après avoir éliminé 49 HLL dans la faille « Leclerc », une gorge encaissée du Tibesti, elle a fouillé des grottes, ratissé des pentes hostiles, franchi des crêtes, dévalé des à-pics, ramenant un butin considérable, au prix d'un tué et de dix blessés. En novembre, une opération du même type dans l'Ennedi coûtera encore deux morts et douze blessés au groupement Malaterre, mais 50 HLL ont été mis hors de combat et un armement important a été saisi. Cette opération de Fadda clôt la campagne tchadienne du 2e REP.

En décembre 1970, les derniers légionnaires quittent le Tchad.

* * *

Au début de l'année 1976, la situation est tendue dans la Corne de l'Afrique. En Érythrée et dans l'Ogaden, les sécessionnistes se battent. En Éthiopie, le roi des rois Haïlé Sélassié est déposé par le général Mengistu. De leur côté, les Somaliens lorgnent sur le TFAI et son port : Djibouti. Le 3 février 1976, dans la perspective de l'indépendance du territoire, la tension est palpable dans les rues de la capitale. La 13e DBLE maintient l'ordre dans les différents secteurs. La 2e compagnie du 2e REP renforce la « 13 ». Elle est au barrage de Djibouti[3], empêchant les populations venues du désert de paupériser la ville et de rentrer illégalement du *kat* ou de l'armement dans la ville. L'un des cars qui effectuent le ramassage scolaire

des enfants de militaires est attaqué dans le quartier d'Ambouli, vers l'aéroport ; sept terroristes d'un mouvement de libération somali font brutalement irruption dans le car, obligent le conducteur à se diriger vers la sortie de la ville, forcent le barrage en tirant un coup de feu et laissent un message : la vie des 31 enfants en échange de l'indépendance totale de Djibouti, la libération immédiate de tous les détenus politiques, la restitution de l'armement saisi en ville et l'évacuation accélérée de l'armée française. Le car s'élance sur la piste de Loyada, proche de la frontière. Un Puma intercepte le car à 8 heures dans la palmeraie de Loyada. La situation est figée. Puis, à 12 heures, le car avance lentement vers la frontière et s'immobilise à proximité du poste-frontière somalien.

Dans l'après-midi, alors que des négociations sont en cours, la compagnie du capitaine Soubirou attend calmement l'ordre d'attaquer. À 4 heures, le 4 février, le GIGN arrive à la palmeraie avec le lieutenant Prouteau et se met en place face au car. À 10 heures, les AML de l'escadron de la « 13 » sont en soutien immédiat. À 15 heures, tous les terroristes sont dans le visuel des FR-F1 du GIGN.

Le tir est effectué, simultanément la compagnie s'élance. À gauche, la 1re section du lieutenant Doucet fonce sur la palmeraie somalienne d'où tire une MG 42. Au centre, la 2e section, avec le sergent-chef Jorand et le sergent Coelho, déboule sur le car, appuyée par le lieutenant Andrieu qui tient toutes les lisières de Loyada. Les AML encadrent le car et couvrent également l'action de leurs feux. Les caporaux Larking et Lemoine (rectifié Lebourg)[4] investissent le car et neutralisent deux terroristes qui ont échappé au tir des FR-F1. Dans la palmeraie, le combat se poursuit contre les Somaliens. Le sergent-chef Raoul se bat avec énergie. Le caporal-chef Grimberger, infirmier soigne sous le feu le lieutenant Doucet, blessé à l'issue de l'assaut, face au poste somalien où résistent encore les soldats. Vingt Somaliens et rebelles sont neutralisés. Pendant ce temps, les enfants sont évacués par des 4x4 de la gendarmerie. Amère victoire sous le soleil brûlant d'Afrique où Nadine et Valérie ont été tuées par la haine aveugle du terrorisme.

Le 2e REP va retrouver les steppes sahéliennes en 1978, à l'occasion de l'opération *Tacaud*. Cette opération préfigurera les DAMI[5] et autres MAM[6] qui vont proliférer par la suite auprès des armées nationales africaines. Le 3 mars, juste avant que le légionnaire Soral ne rejoigne le REP, le lieutenant-

colonel Lhopitalier, commandant en second du régiment, et un détachement de spécialistes s'envolent de Bastia en direction de N'Djamena, ex-Fort-Lamy, capitale du Tchad. En arrivant, le colonel de Biré[7] donne sa mission à Lhopitalier ; il sera *Tacaud 4* ; avec ses hommes, il doit instruire les cadres des FAT. Pour cela, il sera basé à Mongo, qu'il doit mettre en état de défense le plus rapidement possible. En cas de coup dur, le détachement doit se battre avec les FAT, tout en donnant la priorité à la protection de l'aéroport. Au bout de deux mois, les efforts des instructeurs commencent à porter leurs fruits et la garnison semble rodée. Lhopitalier effectue de nombreuses sorties, sur exploitation des renseignements, qui se révèlent positives.

Tacaud 4 se distinguera en trois occasions : à Barangue, où, après l'intervention des Jaguar et une manœuvre rapidement montée avec l'appui efficace du Puma canon du capitaine Lescasse, les rebelles abandonneront 23 cadavres et une trentaine d'armes ; à Ati le 19 mai, où, après une chevauchée de 150 kilomètres au petit matin, le détachement sera arrêté par des tirs nourris d'armes lourdes sur le radier de l'oued Batha. Les réflexes jouant à fond, les ordres fusent à la radio : Molle et sa compagnie tchadienne fixent les rebelles dans la ville et ses abords, Steverlinck et ses mortiers appuient. Perruchot et ses deux sous-officiers Loup et Ruiz entraînent une compagnie du 3e RIMa en franchissant l'oued en force. La ville sera prise à la tombée de la nuit après que les Jaguar guidés par Torre auront détruit les dernières résistances. Les rebelles perdront une quarantaine d'hommes et une centaine d'armes, dont deux mortiers de 121 mm de fabrication soviétique. À Djedda, enfin, où après une journée de combat en liaison avec le 3e RIMa et le 1er REC les rebelles quitteront la palmeraie en abandonnant une centaine de morts et plus de 150 armes diverses, dont une dizaine de SAM 7. La mission du lieutenant-colonel Lhopitalier est parfaitement remplie et les légionnaires parachutistes ont encore une fois prouvé leurs remarquables facultés d'adaptation « hors normes ».

* * *

Mais cette mission et ses brillants résultats vont être occultés par le coup de tonnerre de Kolwezi. Depuis leur indépendance, la France veille jalousement sur le pré carré de ses anciennes colonies africaines ; mais en

1978 la situation au Zaïre, l'ancien Congo belge, ne laisse pas de l'inquiéter. Depuis 1960, le Zaïre a connu des violences et des désordres répétés avec en point d'orgue la sécession katangaise de Moïse Tschombé soutenue en sous-main par la France et la Grande-Bretagne. En juin 1960, le roi Beaudoin était venu déclarer l'indépendance du Congo belge à Léopoldville. Le nouveau pays dirigé par Patrice Lumumba prenait le nom de Zaïre et Léopoldville devenait Kinshasa. Immédiatement, le Katanga, la plus riche province du Zaïre grâce à ses inépuisables ressources minières, faisait sécession sous la conduite de Moïse Tschombé. À Paris, c'était l'occasion pour Pierre Messmer de se débarrasser de quelques officiers activistes pro-Algérie française. En janvier 1961, il proposait au colonel Trinquier de créer et d'instruire l'armée katangaise, qui allait lutter contre les forces de l'ONU. Vingt-deux mercenaires français dont Roger Faulques, le miraculé de la RC 4, Tony Saint-Paul et Bob Denard le rejoignaient et remportaient une victoire retentissante sur les forces de l'ONU à Elisabethville. Ayant fait assassiner Lumumba, Mobutu mit un terme en 1963 à la sécession du Katanga, lâché par la France et l'Angleterre. L'Union minière du Haut-Katanga fut nationalisée et devint la Gécamines tandis qu'en 1971 le Katanga prenait le nom de Shaba. Mais les troubles persistaient, l'exemple angolais étant contagieux, et plusieurs insurrections furent matées par Mobutu, dont la dernière en 1977 grâce à sa division d'élite Kamanyola, avec l'aide des troupes marocaines et de la France, qui organisa le pont aérien depuis Rabat. À chaque fois, ce fut au prix de massacres effroyables et d'abominables bains de sang.

L'année 1978 ne fera pas exception à la règle. Au mois de mars, à l'issue d'une réunion entre Algériens, Angolais et activistes du Front national de libération du Congo (FNLC), les services secrets zaïrois sont informés de l'éventualité d'une opération de déstabilisation au Shaba. L'homme qui doit mener cette action est Nathanaël M'Bumba. Soutenus par les Cubains d'Angola et des officiers est-allemands, les rebelles katangais semblent viser un double objectif : s'emparer du Shaba et de ses richesses géologiques, et déstabiliser le président à vie Mobutu Sese Seko. Luttes des clans, luttes tribales, sauvages et primitives, cette guerre où l'idéologie ne tient guère de place est avant tout le martyre de la population civile.

Le 11 mai 1978, les ex-gendarmes katangais sont bien décidés à réussir dans leur entreprise. Premier objectif, Lubumbashi, ex-Élisabethville, et, sur leur parcours, Kolwezi, la ville de la Gécamines. Très étalée,

l'agglomération de Kolwezi s'est développée dans le sud-est du Zaïre, à plusieurs milliers de kilomètres de Kinshasa. En 1978, peuplée d'environ 100 000 habitants représentant plusieurs ethnies, elle s'étend sur près de 40 kilomètres carrés et comporte plusieurs secteurs distincts nettement séparés par des collines. Des cités-dortoirs l'entourent dans un rayon de 10 à 15 kilomètres. La ville est située parallèlement à la frontière zambienne sur les axes routier et ferroviaire qui relient Lubumbashi à Dilolo et est dotée d'un aérodrome à 6 kilomètres du centre ville. Très prospère, symbole du « colonialisme » européen, recelant entre 2 500 et 3 000 Blancs, principalement des Belges et des Français qui assurent la bonne marche de la mine à ciel ouvert, des différents services et des commerces, elle mérite une attention particulière des « Tigres » de Nathanaël M'Bumba. Transportés par la 2e division cubaine à travers la Zambie, les Katangais attaquent Kolwezi. Le 13 mai, à 5h30 du matin, on entend des coups de feu autour de l'aéroport de Kolwezi et du quartier de Mutoshi. Selon la Gécamines, la ville paraît calme. Néanmoins un avion survole l'aérodrome et découvre avec stupeur que le terrain d'aviation grouille de rebelles. Fortement armés, ceux-ci sont au nombre d'environ 4 000. Les nouvelles vont déjà très vite. Des précisions arrivent : les envahisseurs utilisent un armement lourd. Ils se sont emparés sur l'aérodrome de six Macchi, deux Alouette, un Puma et six Cessna. Mais ils ne paraissent pas en mesure de les piloter. On parle de l'arrestation de sept Européens. Néanmoins, les communications avec la Gécamines sont intactes. À ce moment-là, le président Mobutu reçoit les ambassadeurs des États-Unis, de France et de Chine. Mais il ne demande aucune aide militaire. Les Américains restent dans l'expectative. Le 14 mai, après une faible résistance, les troupes gouvernementales sont mises en fuite ou exterminées, un peloton d'AML Panhard des FAZ se rallie aux Katangais, qui sont maîtres de la ville. André Ross, l'ambassadeur de France au Zaïre, demande à Paris une intervention militaire urgente car il sent que la situation est très grave. L'Élysée est très réservé et ne veut pas contrarier le gouvernement belge, farouchement opposé à toute intervention. Exactions, pillages et exécutions sommaires commencent. Le gaz et l'électricité sont coupés, mais on pense pouvoir rétablir le courant. Le vieux Kolwezi est occupé par les rebelles et les Blancs sont assignés à résidence. Rapidement, les ex-gendarmes katangais structurent leur action en s'attaquant au pont qui relie l'ancienne et la

nouvelle cité. De même, ils occupent la route Kolwezi-Likasi. La situation se dégrade le 15 mai.

Monique Tahir, une Belge, mariée à un Zaïrois, raconte sa triste odyssée et explique les motivations de ceux qui se sont joints aux Katangais : « Nous avons subi des choses terribles. J'habitais le quartier Mutoshi près de l'aéroport. Les deux derniers jours, nous avons vécu sous le toit. Les Katangais avaient tout pillé. Le dernier a même uriné sur ma table de salon. Ils tiraient sur les gens quand ils se fâchaient. Les domestiques se chargeaient d'aller nous chercher de la nourriture. Pourtant, j'ai vu parmi les rebelles certains Zaïrois de la cité, en loques, qui suivaient les Katangais mais étaient bien plus dangereux qu'eux. Ce sont des gens qui meurent de faim et qui étaient animés d'un esprit de vengeance. Le pillage a commencé jeudi. J'ai tout laissé, même ma montre, et j'ai sauvé mes bagues en les mettant dans ma bouche. Si j'ai sauvé ma vie, c'est parce qu'au début ils demandaient des cartes d'identité et ne s'en prenaient qu'aux Français. La plupart des rebelles étaient très jeunes, il y avait avec eux quelques vieux plutôt gentils. Nous avons cru à un début de révolution. La misère règne en maître là-bas. Le salaire moyen d'un ouvrier de la cité est de 50 zaïres, alors qu'un sac de farine vaut 25 zaïres. Et avec ce qui reste, ils doivent nourrir non seulement leur femme et leurs douze enfants mais encore toute la famille qui vit à leurs crochets. Alors, ils manifestent leur haine contre le régime à travers les Blancs. Les Français sont arrivés les premiers, mais un peu trop tard pour éviter le massacre. »

Des bruits alarmants circulent : trois tués parmi les Européens, puis cinq autres. Les rebelles manifestent une xénophobie évidente. La communauté belge demande instamment à son gouvernement une intervention armée qui est refusée. En dépit des atermoiements diplomatiques, le colonel Gras, attaché militaire français, décide à tout hasard de préparer les plans d'une intervention aéroportée française. À Kolwezi, plusieurs centaines de rebelles quittent la ville dans des véhicules volés, il ne reste que 500 hommes, encadrés par des Cubains. La plupart sont installés en banlieue, dans la cité Manika. Le fait que l'état-major du FNLC et les cadres cubains aient abandonné la ville trois jours après l'avoir investie laisse penser que l'objectif réel n'était pas uniquement Kolwezi, mais aussi la prise de la base de développement et de lancement de fusées et de satellites OTRAG[8], située dans le nord du Shaba depuis 1977.

Le 16 mai, la situation empire, les Européens et les Zaïrois suspects sont arrêtés en masse. Redoutant des exécutions massives, l'ambassadeur envoie un message en ce sens à Paris. L'armée zaïroise largue le 311e bataillon parachutiste sur Kolwezi. Les jeunes soldats inexpérimentés sont massacrés ou mis en fuite dès leur arrivée au sol. Deux autres compagnies arrivées par la route parviennent à reprendre l'aéroport et à le tenir, au prix de lourdes pertes. À l'exception de la liaison radio de la Gécamines, la ville est isolée et soumise à la terreur. Persuadés que les paras zaïrois sont encadrés par des mercenaires, les Katangais commencent à tuer les Blancs et les Noirs qui leur sont fidèles. Déjà des exécutions sommaires ont eu lieu et les Européens emprisonnés s'attendent à être massacrés par la soldatesque livrée à elle-même et que plus personne ne semble commander. Des officiers cubains et même un conseiller est-allemand avoueront avoir été débordés par l'ampleur du désordre et de l'indiscipline des Tigres. L'inquiétude règne dans les chancelleries alliées : les Américains ont mis la 82e Airborne en alerte, les Anglais les ont imités avec un bataillon aérotransportable, les Belges avec les para-commandos, et enfin Mobutu demande à la France d'intervenir. C'est dans ce contexte que le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, prend la décision d'une intervention militaire au Zaïre. Une réunion entre les autorités militaires belges, françaises, britanniques et américaines a lieu à Stuttgart, en Allemagne, afin de coordonner une opération commune. La réunion échoue, les ordres de Paris étant d'attaquer en force immédiatement malgré les mises en garde des autorités belges. Bruxelles cherche une solution moins directe en invoquant des renseignements faisant état d'un probable massacre si l'opération n'est pas menée avec des moyens considérables. Pour empêcher cela, il faut des paras répartis en même temps sur le plus grand nombre de points possible, selon l'opinion de l'état-major belge. Et d'évoquer le succès de l'opération belge sur Stanleyville, en 1964, lorsque l'intervention militaire belge avait combiné un parachutage avec une opération terrestre des mercenaires destinée à empêcher des rebelles de Mulele d'emmener des otages en brousse.

Cependant, les mouvements d'aéronefs auxquels donnent lieu, en France et en Belgique, les préparatifs de l'intervention font craindre une perte de l'effet de surprise, essentiel à l'opération. De plus, la rébellion a été informée de l'opération par l'annonce qui en a été faite à la radio et à la télévision par le Premier ministre belge, qui se justifie en disant que la radio

sud-africaine en a parlé la première. Comme toujours, des informations qui devraient rester secrètes circulent de plus en plus. Plus tard, il apparaîtra que des syndicalistes français, toujours aussi malfaisants et prêts à soutenir n'importe quelle rébellion marxiste, alors qu'il s'agit d'une affaire tribale favorisée par les Cubains représentant l'impérialisme soviétique, ont communiqué les plans de vol des rotations d'avions entre la France et le Zaïre. C'est ce que découvrent les services français qui surveillent les liaisons radio des rebelles. Et Radio France Internationale renchérit en annonçant le départ des Hercules C-130 belges avec 1 100 parachutistes[9].

* * *

Le 17 mai, un dernier contact radio est établi par la Belgique avec Kolwezi. Toute l'horreur de la situation s'en dégage : la ville est toujours sans eau et sans téléphone (les portables n'existent pas !). La « chasse aux Blancs » s'organise et de nombreux Européens sont faits prisonniers ou tués. Mais, pour des considérations électoralistes, le ministre belge du Commerce extérieur, Hector De Bruyne, tente de s'opposer à toute intervention au Zaïre. Avec réticence, le gouvernement belge prend enfin la décision d'intervenir. Les paras belges sont mis en état d'alerte.

En France, pour une fois, le 2e REP aux ordres du colonel Erulin, auquel il ne reste même pas deux mois de commandement à effectuer, est au complet à Calvi, où il s'adonne à des activités d'instruction tout en assurant l'alerte Guépard deuxième échelon (alerte à trois jours).

« À présent, j'étais bien intégré dans la section et je m'appliquais à faire mon travail du mieux possible, raconte Jean-Claude Saulnier, que ce soit en sport, sur le terrain ou lors des travaux section. Si bien que le lieutenant Puga, mon chef de section, m'avait désigné pour un stage FRAC[10]. Je savais conduire, mais comme les touristes et les gens du continent peuvent s'en apercevoir, en Corse, c'est très particulier. Les routes de montagne sont sinueuses, étroites, bien souvent le revêtement est abîmé par le ruissellement de la fonte des neiges ou les éboulements. Alors conduire un GMC là-dessus requiert une expérience qui se forge au fil des kilomètres. Bref, le 17 mai, nous étions partis avec le stage aux alentours de Calvi pour un test de conduite quand, vers 10h30, la sirène a retenti. Nous étions à Moncale et nous nous sommes hâtés de revenir au camp où nous avons appris que l'état-major de la 11e DP avait placé tout le régiment en alerte six

heures. Cela devenait sérieux ! Les rumeurs allaient bon train sur notre éventuelle destination. Le Tchad, où le détachement du lieutenant-colonel Lhopitalier participait à l'opération *Tacaud*, avait la faveur des pronostics. Peu de légionnaires pensaient au Zaïre ; pour ceux qui s'y intéressaient, c'était une histoire de Belges. Pourtant, c'est bien du Zaïre qu'il s'agissait. En un instant, le camp est devenu une véritable fourmilière. Le colonel Erulin a réuni les chefs de service et les commandants de compagnies en vue de la mise sur pied de guerre du régiment dans la configuration suivante : une CCAS à 116 hommes, quatre compagnies de combat à 138, une SER à 36 et une section de mortiers de 81 mm à quatre pièces, ce qui ne sera réalisé qu'approximativement.

» Les compagnies en exercice dans la région ont été rappelées au camp, les passagers à Aubagne, les stagiaires qui se trouvaient à Corte, Bonifacio, Castelnaudary et Mont-Louis – en tout, près de 70 hommes – ont rejoint Calvi par tous les moyens militaires ou civils. Ils sont arrivés au camp Raffalli vers 20 heures. Aussitôt, les gars de la compagnie se sont mis dans l'ambiance et ont rattrapé le temps perdu. C'était le drill : confection des paquetages *Alpha* et *Bravo*, perception des matériels, vérification des documents administratifs et des livrets sanitaires, puis contrôle des effectifs. Une rame de véhicules a quitté Calvi pour Corte, où elle a chargé les munitions de la dotation initiale Guépard. Une heure plus tard, l'état-major des armées confirmait par message la mise en alerte à six heures en vue d'une action au Zaïre. Comme dans toute formation Légion digne de ce nom, la nouvelle s'est répandue rapidement dans les unités.

» Toutes les perceptions ayant été réalisées, le régiment était prêt. Le camp Raffalli a retrouvé son calme et les cadres ont été autorisés à rentrer chez eux tout en se tenant prêts à bondir dans leurs rangers au premier appel. Dans les sections, nous vaquions à nos occupations tout habillés, certains vérifiaient encore leur paquetage et leur matériel, d'autres se reposaient en prévision de ce qui nous attendait. Nous tâchions de nous procurer des informations sur ce mystérieux Zaïre. Je me sentais bien et j'étais excité à l'approche de ma première véritable opération. Pour moi, cela ne faisait aucun doute, nous y allions. Je ne ressentais pas de tension particulière, mais en même temps une sourde inquiétude m'étreignait : Comment va se dérouler l'action ? Comment vais-je me comporter ? Et si j'étais blessé, voire pire ? Ce sont des questions récurrentes à chaque opération que se pose tout homme responsable. Mais en aucun cas elles ne

doivent altérer le courage et le sens des responsabilités du légionnaire, quel que soit son grade ou son emploi. »

Dans la nuit du 17 au 18 mai, un seul homme travaille encore : le capitaine Coevoët, à qui incombe la lourde tâche de répartir les chargements et les hommes selon des moyens aériens qui varient sans cesse. En même temps, l' État-major des armées dépêche sur place deux équipes de quatre hommes du 13e RDP chargés de mettre en place les transmissions radio et une équipe du 1er RPIMa spécialiste du renseignement opérationnel. À 2h20 du matin, l'officier de permanence reçoit un message de l'EMA prescrivant de passer à l'alerte trois heures. Réveil du régiment et ramassage des cadres. À la suite de nouvelles communications téléphoniques avec l'état-major de la 11e DP, l'organisation du régiment est à nouveau modifiée pour tenir compte des modalités de transport prévues. Les véhicules devant être acheminés séparément au Zaïre, le régiment est articulé en deux échelons : un premier échelon à 634 hommes équipés et un deuxième échelon comportant tous les véhicules devant être acheminés au Zaïre, dont 33 jeeps, neuf Marmon[11], quatre GMC, deux camions-citernes, deux ambulances et 69 conducteurs.

À 3h40, par message *immédiat*, l'État-major des armées ordonne le départ du régiment et fait connaitre que le premier échelon sera acheminé sur Kinshasa à partir de la base aérienne de Solenzara par cinq avions long-courriers. Le décollage du premier avion est prévu à 11h30. Parallèlement, l'état-major de la 11e DP précise que le deuxième échelon sera acheminé ultérieurement par des avions américains. Compte tenu des délais de route pour se rendre en convoi de Calvi à Solenzara, le régiment doit être en mesure de quitter Calvi à partir de 5 heures. Quatre heures plus tard, le PC et les 1re et 2e compagnies arrivent les premiers sur la base aérienne. Déchargement des matériels, répartition des personnels et du fret en cinq avions ; mais le premier avion ne se pose qu'à 13h30.

Présent à Solenzara, le général Lacaze, commandant la 11e DP, donne vers 10 heures l'objet de sa mission à son ancien régiment : Kolwezi, où des massacres viennent de se produire. Il adresse aux cadres et légionnaires du régiment le message suivant : « Au moment où le 2e régiment étranger de parachutistes est désigné pour une mission extérieure difficile, le général Lacaze assure tous les cadres et légionnaires de sa confiance et de ses

vœux. » Le premier DC-8 est aussitôt chargé et décolle sans perdre de temps. Le dernier s'envolera de Solenzara à 21h30.

Alors que décolle le premier avion, les autorités belges apprennent que les Français « dropperont » leurs paras sur Kolwezi vendredi après-midi. Surprise. Tindemans téléphone à Giscard et Vanden Boeynants à son homologue Bourges. Ce sont des pilotes militaires belges qui s'entraînent en Corse qui ont prévenu leurs supérieurs à Bruxelles. L'OTAN avait déjà procuré une information concordante au gouvernement belge. Mais les troupes belges, sous commandement allié intégré, ne disposent pas de la liberté de manœuvre des Français, ni de leurs moyens, notamment de l'infrastructure de bases (Tchad, RCA, Gabon) qui leur permet de projeter rapidement des unités dans toute l'Afrique centrale. Les problèmes des Belges ne font que commencer. En début d'après-midi, les C-130 du 15e Wing de la Force aérienne belge décollent de l'aéroport militaire de Melsbroek (Bruxelles) à destination de l'ancienne base belge de Kamina. Mais la France retarde l'autorisation de vol et l'Algérie refuse le survol de son territoire aux avions belges, alors qu'elle a laissé passer les Français. Il en résulte un détour de l'Afrique par l'ouest, puis par le sud pour aborder l'objectif, qui allonge le délai de l'intervention belge. En outre, les C-130 belges rencontrent des problèmes de ravitaillement en kérosène dans les anciennes colonies françaises. Finalement, les avions belges n'arrivent que dans l'après-midi du 19 mai, quand l'OAP française a déjà eu lieu.

À l'époque, beaucoup ne purent s'empêcher, non sans raison peut-être, d'avoir l'impression que Paris avait freiné l'opération belge, le président français Giscard d'Estaing voulant que l'opération de libération des otages de Kolwezi se fasse au bénéfice exclusif des Français. Les contacts politiques franco-belges se déroulaient dans une ambiance de rivalité et de confusion, les Français accusant les Belges de chercher à provoquer la chute de Mobutu et les Belges accusant les Français de vouloir éliminer l'influence belge, encore forte depuis la fin de la colonisation, notamment dans le but de précipiter la faillite de la Gécamines, où les intérêts d'outre-Quiévrain restaient dominants. Au Zaïre même, des clans à Kinshasa semblaient vouloir favoriser la rébellion, tandis que d'autres voulaient la vaincre, mais répugnaient à l'idée de faire appel à la Belgique, ancienne puissance coloniale. Des ouvrages qui paraîtront plus tard à Paris et à Bruxelles seront plus précis, engagés dans un sens ou dans l'autre.

* * *

« À 23h15 (locale), poser sur l'aéroport de Kinshasa N'Djili du premier long-courrier avec le chef de corps, deux officiers de l'état-major régimentaire, l'essentiel de la 3e compagnie, des éléments divers de la 1re compagnie et des autres unités. Accueil par le lieutenant-colonel Wagner de la mission militaire française au Zaïre. C'est seulement là que nous avons appris la divulgation de l'opération par les médias. Inutile de dire que nous n'étions pas contents. Pour un scoop, ces vautours se fichent éperdument de faire tuer des centaines de personnes, aussi bien civiles que militaires. Ce sont des irresponsables, d'ailleurs on le vérifie tous les jours sur les théâtres d'opérations extérieurs. Pour garder l'effet de surprise, la décision a été prise d'avancer l'opération de vingt-quatre heures, soit le vendredi 19 mai 1978. Tandis que les compagnies se regroupaient au parking militaire de l'aéroport, le chef de corps s'est rendu au camp militaire de N'Djili, où il a participé à une réunion de préparation de l'opération aéroportée. Alors que les spéculations allaient bon train, ma section, la 3e, s'est rassemblée autour de notre chef, le lieutenant Puga, qui venait d'arriver au régiment et d'en prendre le commandement. Après le briefing du capitaine Poulet, il nous a donné les dernières informations. Elles n'étaient pas bonnes. On parlait de massacres, on était sans nouvelles du bataillon parachutiste 311 et de l'escadron d'AML zaïrois qui devaient nous appuyer. Sur ces bases, le lieutenant nous a dit pudiquement qu'il fallait s'attendre à des pertes élevées. Quand nous avons insisté, il a lâché le chiffre de 80 % retenu par l'état-major de l'opération. Ça nous a tout de même paru surprenant, mais nous avons rapidement fait taire les oiseaux de mauvais augure. Une réaction fut : Si nous en réchappons, qui paie le restaurant ? Pour dire que nous n'étions pas particulièrement angoissés. D'accord, nous allions sauter sous le feu, mais les rebelles katangais n'étaient pas les Allemands en Normandie ou les Viets à Diên Biên Phu !

» Une certaine tension commençait à se faire sentir. Les recommandations pleuvaient : au sol, pas question de rester seul, regroupez-vous, même si vous n'êtes pas de la même compagnie. Surtout faites attention à vos armes ; il y a des herbes hautes de 2,50 mètres, alors attention à l'ouverture du feu… Nous nous demandions comment nous allions faire pour riposter en l'air. Pour ceux qui avaient des PM ça allait encore, mais moi, avec mon FSA dans la gaine ? Des copains tentaient de

conserver des grenades dans les poches de leur musette… OK je vais prendre du plomb, mais toi aussi tu vas ramasser ! Pour récupérer notre matériel, nous avons déchargé les avions dans la nuit, mais il fallait faire attention car ils n'arrivaient pas forcément dans l'ordre de leur départ de Solenzara, d'où des risques de mélange des cargaisons. Nous avons ensuite préparé les armes, les munitions, l'optique, et le strict nécessaire à mettre dans les musettes TAP (les munitions, deux gourdes, le poncho, des rations de combat, le sac de couchage et une moustiquaire de tête) ; tout le reste a été laissé sur place, à récupérer plus tard. »

Le dernier avion se pose à Kinshasa le 19 mai à 8h30. Quant à l'échelon lourd, il ne quittera la Corse, à bord d'avions américains, que le 20 mai. Le temps presse, car les rapports provenant de Kolwezi sont de plus en plus alarmants. La réussite de la mission, c'est l'évidence même, dépend de la rapidité de l'intervention du régiment et de sa détermination. Mais les problèmes sont nombreux et surviennent au fur et à mesure : défection des moyens aériens, parachutes américains inadaptés au matériel français, ordres et contrordres de Paris et, surtout, absence de renseignements recoupés sur l'objectif et sur l'ennemi. En raison de l'imprécision des heures de poser à Kinshasa des avions venant de Corse, la composition des deux vagues est modifiée plusieurs fois. Finalement, la première vague comprend la CCAS : un PC léger à 30 hommes dont une équipe à quatre hommes du 13e RDP et un PC « air mobile », la 1re compagnie à 121 hommes, la 2e compagnie à 126, la 3e compagnie à 104. Soit 381 officiers, sous-officiers et légionnaires parachutistes dans la première vague. La deuxième vague est composée de la 4e compagnie, du reliquat du poste de commandement, de la section mortiers et de la section d'éclairage et de reconnaissance. La première vague partira de Kinshasa, la deuxième de l'aérodrome de Kamina.

Le colonel Erulin prend connaissance de sa mission : « Parachuté le 19 mai sur Kolwezi, le 2e REP reprendra dès que possible le contrôle de l'agglomération, il y rétablira et y maintiendra la sécurité en vue de protéger les Européens. Des troupes zaïroises sont prêtes à intervenir depuis Lubumbashi et le bataillon para 311 tient le pont de Lualaba. » L'idée de manœuvre du colonel Gras, qui a monté l'OAP, est la suivante :

1. Largage d'une première vague à Kolwezi sur l'ancien aéroclub, aux lisières nord de la ville, comprenant le PC, deux compagnies de combat et

les appuis. Ces unités s'emparent des objectifs tenus par les rebelles : la poste, le lycée Jean-XXIII, l'hôtel Impala, la gendarmerie et l'hôpital de la Gécamines.

2. Une deuxième vague, comprenant le reste des moyens du régiment, sera larguée dès que possible, pour renforcer le dispositif initial.

3. Après avoir nettoyé la ville, effectuer la jonction avec des paras zaïrois, qui doivent, en principe, tenir l'aérodrome de la plaine, au sud de la ville.

« Le 19 mai, après avoir passé la nuit à préparer l'opération, poursuit Saulnier, à 7 heures du matin nous avons perçu des parachutes américains T10 S et nous avons reçu l'ordre de nous équiper. Des instructeurs de la BOMAP[12] et des Zaïrois nous ont fourni quelques explications sur ce matériel et montré comment nous équiper, ensuite, débrouille-toi ! Tout de suite, nous avons eu des problèmes d'accrochage et de fixation des gaines et des musettes ; mais "impossible" n'étant pas français, le système D est là pour ça. Le dégrafeur de gaine français AP 34 était incompatible avec ce type de parachute américain, alors il a fallu bricoler un système de fortune avec du fil de fer et de la ficelle. C'était loin d'être facile et nous y avons passé un bon moment. L'important étant de bien serrer la gaine contre soi à la sortie de l'avion et au moment de l'ouverture du parachute. Nous nous disions "Pourvu qu'il s'ouvre !"… Nous avons finalement pu nous équiper et les chefs de stick ont passé l'inspection. Devant certains bricolages, il y avait de quoi attraper des sueurs froides malgré la chaleur étouffante qui régnait déjà sur l'aéroport. La vérification terminée, nous nous sommes mis en stand-by sur place en attendant les avions. C'est alors que la galère a commencé.

» L'armée zaïroise avait prévu sept avions pour l'opération aéroportée : quatre Hercules C-130 et trois Transall C-160, dont l'avion privé de Mobutu équipé VIP ! Naturellement inutilisable pour un saut de guerre. Il était 9h30 lorsque nous avons embarqué dans les avions. Un C-160 est tombé en panne, les personnels ont débarqué et ont été répartis dans les autres appareils, ce qui posait un sérieux problème de surcharge. Une nouvelle panne a provoqué un nouveau débarquement : un des avions avait une roue à plat. C'est l'Afrique ! Les légionnaires ont attendu la réparation avant de remonter dans l'avion. Engoncés dans leurs équipements, avec leurs parachutes, les paras étaient alignés à soixante-douze heures d'autonomie, aussi bien en alimentation qu'en munitions, soit le double de

la dotation réglementaire. Inutile de préciser qu'avec un tel chargement, chaque déplacement se transformait en véritable calvaire. Nouveau contretemps sous la forme d'un ordre d'annulation de l'opération, les légionnaires ont débarqué et se sont déséquipés. Finalement, le contrordre est arrivé directement de l'Élysée : opération maintenue. Rééquipement et quatrième embarquement !

» Dans les avions, c'était un véritable capharnaüm. En plus du manque de sommeil et de la fatigue, nous étions aussi à l'aise que dans une boîte de sardines, et nous passions du froid au chaud tous les quarts d'heure : tantôt la climatisation formait des stalactites qui descendaient des bouches de ventilation, tantôt, nous suffoquions de chaleur ; impossible de trouver un juste milieu à la température. Ankylosés par les parachutes et les gaines d'armement et de matériel, il était impossible de trouver une position confortable. Enfin, vers 10h40, les deux Transall de l'Armée de l'air française et quatre Hercules C-130 zaïrois ont décollé avec la première vague. Dans ces conditions, les quatre heures de vol ont défilé trop lentement à notre gré. Nous discutions entre nous et nous posions des questions aux anciens. Le caporal-chef Schuster, qui était à côté de moi, me disait : "Tu verras, tout va bien se passer." Pourtant, il n'y avait pas de stress, plutôt une furieuse envie de sortir de ce piège. Les anciens la jouaient protecteur, mais aucun d'entre eux n'avait jamais effectué de saut opérationnel. Dans cet enfer, un moment incroyable a été l'autorisation de fumer une cigarette, mais atteindre le paquet dans une poche du treillis était déjà un exploit en soi. Ceci fait, on attendait que l'un de nous puisse sortir le briquet de sa poche, ensuite un casque lourd que l'on se passait permettait d'y faire tomber ses cendres et d'éteindre sa cigarette sans risque. L'inconfort de notre situation et la tension de l'opération s'estompaient ainsi le temps d'une cigarette.

» Enfin l'ordre d'ouvrir les portes est arrivé, nous nous sommes mis debout, ou plutôt on nous a mis debout, car nos jambes pouvaient à peine nous porter depuis le temps qu'elles étaient inertes, nous avons tapé des pieds pour rétablir la circulation sanguine et se défaire des fourmillements qui nous dévoraient depuis quatre heures à ne pas pouvoir bouger. Debout, accrochez ! Les largueurs ne pouvant se déplacer, nous avons fait les vérifications entre nous. Lumière verte. À 15 heures, après quatre heures et demie équipé et bloqué entre ses camarades de gauche et de droite, c'est un réel soulagement, même si on ne vous attend pas avec des fleurs en dessous.

Début de largage lors du premier passage sur la plaine située au nord de Kolwezi où se trouvait l'ancien terrain d'aviation, entre le camp de la gendarmerie et l'école Athénée. Dépassés, les largueurs ont laissé sortir le troupeau qui se précipitait vers les portes. Il faut avoir vécu ces moments pour apprécier le "go" libérateur, sauter, ne plus sentir le poids et l'immobilité de ces dernières heures, oublier les raccords de ficelles ou de fils de fer qui nous liaient à nos armes ; en sautant, nous tenions du mieux que nous pouvions nos gaines d'armes, et cela ne s'est pas trop mal passé. »

---

1. Hors-la-loi.

2. Détachement d'Intervention d'Hélicoptères.

3. Un peu à la manière de la célèbre ligne Morice – le barrage algéro-tunisien –, une enceinte grillagée mais non électrifiée précédée d'un no man's land de barbelés et de mines éclairantes et antipersonnel avait été édifiée autour de Djibouti. Il partait de la mer, où se situait le poste 1 tenu par un groupe de combat, et se terminait au dépôt de La Douda avec le poste 11, où l'on pouvait arrêter le train d'Éthiopie pour le fouiller. D'autres postes étaient répartis le long de l'enceinte. Le PC du barrage se trouvait au poste 6, sur la route de Oueah et de Dikhil. À tour de rôle, les compagnies de la 13e DBLE prenaient la garde du barrage.

4. Cette famille Lebourg mérite d'être mentionnée : le père était sous-officier dans les unités de parachutistes coloniaux et les trois fils ont servi à la Légion étrangère et plus particulièrement au 2e REP.

5. Détachement d'Assistance Militaire d'Instruction.

6. Mission d'Assistance Militaire.

7. Ancien officier des BEP, le général de Biré connaissait bien le régiment et savait utiliser au mieux les capacités des légionnaires parachutistes.

8. Cette base, qui aurait pu éventuellement concurrencer le centre spatial guyanais par sa position près de l'équateur, ne connaîtra qu'une existence éphémère en raison des échecs répétés de ses fusées, le dernier en 1978, et sous la pression des Soviétiques qui y voyaient plutôt une base de missiles dirigés contre leurs alliés africains.

9. Voir *Le Mal zaïrois*, d'Euloge Boissonnade, paru en 1990 aux éditions Herme.

10. Formation Rationnelle et Accélérée des Conducteurs.

11. La camionnette Simca Marmon 4x4 de 1,5 tonne est un véhicule tactique de transport de troupes (1 groupe de combat équipé) et de matériel tout-terrain. En 1978, l'armée française utilisait également des Unimog Mercedes et des 4x4 Renault du même type.

12. Base Opérationnelle Mobile Aéroportée.

Chapitre 6

« Pour la victoire de la Légion »

Vendredi 19 mai, la tension est extrême à Kolwezi. Des rumeurs se répandent : on chuchote que les paras vont sauter mais personne n'y croit plus. Blancs et Noirs font face à la mort ; les minutes comptent double. Des Européens sont encore abattus comme des chiens en certains endroits de la ville. Kolwezi est livrée aux pillards sortis de la cité Manika. À 15 heures, un grondement d'avions se fait entendre au nord de la ville, au-dessus de l'ancien aérodrome. Les corolles blanches des parachutes s'ouvrent dans un ciel de plomb. Parmi les Africains, une rumeur se répand : ce sont les Cubains qu'on attend ! Les Européens, eux, savent que c'est le salut qui vient du ciel… Un Belge dira : « On attendait nos bérets rouges avec une pointe de fierté, c'étaient les bérets verts des paras de la Légion ! Les *apatrides* du 2e REP, comme l'a délicatement déclaré André Cools[1]. Bravo, les gars ! »

« Le saut a eu lieu à 400 mètres en deux passages ; la descente a été pénible et m'a paru très longue. Lors du premier passage, des rafales d'armes automatiques ont été tirées à partir des lisières nord de la ville et de la voie ferrée située à l'est de la zone de saut. La densité de la végétation autour des villas de l'ancienne ville ne permettait pas de situer l'origine des coups de feu mais leur imprécision ne provoqua aucune perte sur le moment. Il est néanmoins désagréable d'être une cible impuissante, un vrai pigeon d'argile. Comme lors de tous les atterrissages, la réception a été tributaire des aléas du terrain : toits de maisons, piscines, arbres, champs d'ananas – ce qui a été mon cas –, herbe à éléphants… Il n'y a pas eu trop de casse par rapport à la zone d'atterrissage, mais mon parachute s'est accroché dans un arbre et je me suis pris une sacrée gamelle en tombant

dans le champ d'ananas. Sur le coup, j'avais un peu mal à la cheville, mais dans le feu de l'action, ça allait. J'étais tout seul, mais j'ai rencontré un copain, puis un autre, et ainsi de suite jusqu'à ce que nous tombions sur un sergent qui n'était même pas de notre unité. Nous avons rejoint la 1re compagnie, mais nous cherchions toujours le caporal Arnold, de notre section, qui était absent au regroupement de la compagnie. La réarticulation des compagnies s'est effectuée assez rapidement : la 1re compagnie du capitaine Poulet au sud de la zone de saut, à proximité de l'école Athénée ; la 2e compagnie du capitaine Dubos au cimetière des Européens ; la 3e compagnie du capitaine Gausserès au point A, un pont sur la voie ferrée à 500 mètres au sud-est de la zone de saut. Le poste de commandement avec le colonel Erulin à l'ouest de la zone de saut, à proximité du club hippique. À l'issue du regroupement, les compagnies ont entamé leur progression en direction des objectifs qui leur étaient fixés. La consigne était d'aller très vite pour surprendre les rebelles avant la nuit, qui tombe brutalement sous les tropiques, et empêcher les massacres. La 1re compagnie s'est dirigée vers le lycée Jean-XXIII. J'ai fait tout le trajet en boitant : j'avais vraiment mal à la cheville et le moral en avait pris un gros coup, d'autant que la plupart du temps nous courions dans les rues pour arriver au plus vite sur les objectifs. »

C'est un voyage au bout de l'horreur qui commence alors pour les légionnaires. Partout ce ne sont que des rues désertes parcourues par des meutes de chiens errants qui s'attaquent aux innombrables cadavres abandonnés à même le sol, des carcasses de voitures calcinées, des tas d'immondices devant des maisons pillées. L'odeur âcre de la mort prend à la gorge. Des essaims de mouches tourbillonnent et s'acharnent sur les corps mutilés, gonflés, hideux. Dans le regard des légionnaires naît un sentiment d'incrédulité et de profond dégoût devant une telle sauvagerie. En même temps qu'elles coiffent leurs objectifs et délivrent des otages brisés par l'émotion, les compagnies découvrent des charniers. Les survivants, terrés depuis des jours, laissent éclater leur joie, mais aussi leur colère. « J'ai très vite vu les paras arriver puisqu'ils sont descendus près de ma maison, dit une Belge mariée à un Italien. Nous ne savions pas qui ils étaient puisque notre radio avait été confisquée. Les paras sont arrivés vendredi vers 16 heures, mais les rebelles ont continué à tirer. Un Européen qui allait chercher ses collègues professeurs dans l'école a été tué sur le

pont. Il paraît que dans un endroit ils étaient 38 dans une chambre, ils ont tous été massacrés, sauf deux qui ont réussi à se sauver par les toits. Même des enfants ont été assassinés à la mitraillette. Il y a eu des Européens tués dès le début : un des copains de mon fils a été tué dimanche déjà. »

Le capitaine Poulet et les éléments de tête de la 1re compagnie sont accueillis par des familles d'Européens qui, au mépris du danger, se faufilent auprès des légionnaires en pleine action avec du café. Au cours de sa progression, la compagnie accroche un groupe rebelle aux abords de Notre-Dame de Lumière. « C'était mon baptême du feu, explique Jean-Claude Saulnier. Je n'ai pas eu le temps d'avoir peur, ni de penser aux risques. Les actes réflexes du combattant ont joué instantanément, tout comme la discipline de feu. C'est dans ce genre de situation que l'on voit les bienfaits d'une bonne instruction et de l'entraînement. Je n'ai même pas pensé que je pouvais me prendre une balle. Une manœuvre rapide de la section de tête a provoqué le décrochage des rebelles en direction de l'ouest ; la compagnie a abordé le lycée, toujours au pas de course, vers 17 heures. Après quelques coups de feu tirés à partir des jardins environnants, des rebelles isolés ont décroché de façon désordonnée et la compagnie a pu investir le lycée libérant les familles européennes qui y étaient terrées depuis plusieurs jours. Elles avaient dû supporter la proximité d'un charnier que nous avons découvert. Il y avait bien un mètre de cadavres entassés. Les Européens retranchés à Notre-Dame de Lumière et dans les villas se sont manifestés après le passage de la compagnie, mais ont été invités à rester chez eux. Il y avait des cadavres partout, beaucoup étaient déjà en décomposition à cause de la chaleur, des Noirs comme des Blancs. J'ai d'ailleurs constaté un phénomène curieux : en pourrissant, les cadavres des Noirs blanchissaient alors que ceux des Blancs noircissaient ! Nous aurions voulu les ranger plus dignement, mais les consignes étaient strictes : ne toucher à rien, ni cadavres ni objets qui pourraient être piégés. Avoir toujours à l'esprit que c'est la guerre. Avant la tombée de la nuit, le capitaine Poulet a laissé la 2e section en protection du lycée et mis en place un dispositif de nuit. La 1re section occupait les lisières sud de la ville entre les points C et Y. La 3e section était en embuscade entre les points Y et Z. J'en ai profité pour essayer de m'occuper de ma cheville, qui me lançait violemment. Elle était toute violette et gonflée. Je n'ai rien dit et j'ai serré ma ranger au maximum selon la recommandation de l'infirmier. Personne

ne dormait, à commencer par moi. En plus, nous ressentions la différence de température et nous grelottions littéralement. Heureusement que nous avions tout de même pris les sacs de couchage. On entendait des coups de feu dans tous les coins, les rebelles nous harcelaient de loin, mais ils ne semblaient pas avoir de tactique bien définie et apparemment, comme beaucoup d'Africains, ils n'aimaient pas trop combattre la nuit. Les snipers de la compagnie s'en donnaient à cœur joie. Avec leurs nouveaux fusils FR-F1, il faisaient de véritables concours, ce qui contribuait grandement à maintenir les Katangais éloignés de nos positions. »

En même temps, la 2e compagnie progresse rapidement vers l'hôpital de la Gécamines. Les premiers accrochages se produisent au sud-ouest de l'école Athénée. Deux rebelles repérés sont abattus par les tireurs d'élite et leurs armes sont récupérées. La précision des tirs de la compagnie provoque là encore un mouvement de panique chez les rebelles et active leur débandade. Certains abandonnent même l'armement pour fuir, et 14 armes sont récupérées sur le chemin de l'hôpital. Vers 18 heures, l'objectif est atteint et investi sans résistance, les rebelles ayant décroché avant l'arrivée de la compagnie. Le personnel médical qui a été retenu par les rebelles n'a pas été maltraité. Dans l'hôpital, des rebelles abattus gisent dans les chambres où ils ont été soignés. Le personnel déclare que ces hommes, blessés et intransportables, ont été abattus par leurs camarades au moment de leur repli. Trois armes individuelles et de nombreux documents, cartes et organigrammes sont découverts sous les matelas ayant servi aux Katangais. Dès la nuit tombée, à 18h30, les sections montent autour de l'hôpital des embuscades destinées à empêcher les exfiltrations en direction de la cité Kolwezi, située à l'ouest de l'ancienne ville.

La 3e compagnie se regroupe en fin de zone de saut. La 1re section, larguée en partie sur l'hôtel Impala, en effectue la reconnaissance rapide. L'hôtel est vide et saccagé. Une vingtaine de mains coupées jonchent le sol dans l'angle nord-ouest de l'hôtel derrière les bungalows et de nombreux morts gisent aux alentours immédiats de l'Impala et de la poste. À l'issue de cette reconnaissance, la section regroupée se dirige vers son objectif, le pont *Bravo*, qui franchit la corne nord du lac Lima. La 2e section, chargée de s'emparer du pont *Alpha*, situé sur la voie ferrée au nord de la gare, ne rencontre aucune résistance et s'installe en défensive autour du pont face à

l'est. La 3e section commence à progresser, après son regroupement, au sud de la voie ferrée en direction de la gare.

Dès le début de leur progression, les 1re et 3e sections sont accrochées. Les tireurs d'élite de la 1re section abattent trois rebelles au carrefour de l'avenue Cornet et de l'avenue des Cassias, quatre armes sont récupérées. Quelques mètres plus loin, en arrivant au bout du pont, le groupe de tête du sergent Sableck, de la 3e section, est pris sous le feu d'une dizaine de tireurs postés aux abords de l'École technique officielle et des lisières nord de la cité Manika. Le groupe du sergent Moreau déborde par le nord, appuyé par le groupe du sergent Sableck, et abat dix rebelles, récupérant sept armes. Dans le même temps, sept rebelles sont mis hors de combat par les tireurs d'élite dans l'École technique. Malgré ses pertes, l'ennemi reste solidement retranché dans l'école et les baraques environnantes. La pièce FM du caporal Callers prend l'avenue Okito en enfilade et met six rebelles hors de combat. La section s'empare de l'école, mettant neuf rebelles hors de combat et récupérant neuf armes individuelles. Aucun Européen n'ayant été découvert à l'École technique, la 1re section du lieutenant Bourgain poursuit son action sur la gendarmerie, située à une cinquantaine de mètres plus au sud. Appuyé par le 3e groupe, le groupe de commandement prend pied dans la gendarmerie et abat successivement cinq rebelles avant de découvrir 35 otages, dont 26 Européens, qui entonnent une *Marseillaise* « aux accents de Te Deum ».

Les premiers moments de surprise passés, les rebelles qui se sont repliés en direction du sud vers la cité Manika tentent un retour en force. La riposte efficace des tireurs d'élite et du FLG provoque leur retraite définitive et leur inflige de nouvelles pertes : sept rebelles sont mis hors de combat et sept armes récupérées. Les otages sont regroupés pour la nuit dans l'École technique officielle et la 1re section installe un dispositif défensif autour du point *Victor*, carrefour situé à 20 mètres à l'est de l'École technique officielle. Pendant ce temps, la 3e section poursuit sa progression le long de la voie ferrée en direction du sud-est et du point *Roméo*. Trois AML et un véhicule chargé de troupes venant de l'est ouvrent le feu sur les légionnaires. Une roquette de 89 mm doublée d'un tir FLG détruit la première AML tandis que le reste de la colonne se replie. Après une reconnaissance du point *Roméo*, un dispositif de nuit est mis en place face au sud-est, autour de l'église Notre-Dame de la Paix. Déplacement du PC

régimentaire, qui quitte le point *Juliette* au début de la zone de saut, pour se porter au lycée Jean-XXIII. Alors que la nuit tombe, les quatre C-130 chargés de larguer la deuxième vague composée de la 4e compagnie du capitaine Grail à 126 « pax » dont huit renforts de la CCS, de la section d'éclairage et de reconnaissance du lieutenant Halbert à 36, de la section mortiers du lieutenant Verna à quatre pièces et d'un élément PC à 20, se présentent au-dessus de Kolwezi. L'obscurité rendant le regroupement très difficile, le colonel demande le report de l'opération au 20 mai à 6h30.

La 1re compagnie, qui occupe la zone comprise entre les points *Charlie* et *Zoulou*, commande les accès sud de la ville tandis qu'une section détachée au profit du PC régimentaire surveille les accès nord autour du point *Hôtel*. La 2e compagnie autour de l'hôpital, face à la cité, surveille les accès ouest. La 3e compagnie, débordant largement à l'est, contrôle les abords de la nouvelle ville avec la section de commandement et la 3e section autour de l'église Notre-Dame de la Paix. Le nord de la cité Manika est tenu par la 1re section, qui occupe l'École technique et le carrefour *Victor*, tandis que la 2e section tient le point routier *Alpha*. En fin de journée, la totalité de l'ancienne ville peut être considérée comme contrôlée et la situation d'ensemble est appréhendée avec plus de précision. Tous les objectifs sont atteints et le colonel Erulin installe son PC à l'hôtel Impala. Le commandant-médecin Ferret prodigue les premiers soins aux blessés dans le patio : l'hôpital de la Gécamines, ravagé, est inutilisable. En quelques heures, le bilan du 2e REP est éclatant ; l'effet de choc caractéristique des troupes d'assaut a été déterminant et a bousculé l'ennemi.

Les rebelles rencontrés résistent individuellement à l'action du régiment, mais agissent sans coordination, à l'exception des groupes rencontrés par la 3e compagnie au nord de la cité Manika. Un renseignement fourni par un habitant et exploité par la 1re compagnie permet de découvrir dans la cité au sud du lac, une cache contenant 18 armes individuelles, une AK-21 et un drapeau rebelle. La 1re section de la 1re compagnie recueille près du lac un Européen blessé par balle. Une patrouille de la 3e compagnie accompagnée du lieutenant Banal, officier adjoint, prend contact avec deux familles belges retranchées dans leur villa avenue Lubudi. L'accueil des civils est chaleureux mais ils ne peuvent fournir aucune information utile.

À 22 heures, des renseignements signalent un charnier d'Européens, avenue du 6-Octobre. Le capitaine Gausserès prend lui-même la tête d'une patrouille qui rassemble l'adjudant Ivanov, deux radios, deux tireurs d'élite et un groupe de huit légionnaires commandé par le sergent Madieras. À la hauteur du dispensaire, la patrouille découvre quatre Européens abattus devant une villa. Il s'agit de deux hommes et de deux femmes dont la mort remonte apparemment à plusieurs jours. Une demi-heure plus tard, une voiture Volkswagen passe tous phares allumés, se dirigeant vers le point *Roméo*. L'identification des passagers étant impossible, la patrouille ne se manifeste pas et poursuit sa reconnaissance. Après avoir reconnu le point *Sierra* sans avoir découvert de charnier, la patrouille revient vers son point de départ par l'avenue du 6-Octobre. À 23h10, elle est à 200 mètres à l'est de Notre-Dame de la Paix quand le lieutenant Banal rend compte au capitaine Gausserès que six hommes armés passent à sa hauteur et se portent à la rencontre de la patrouille. Lui-même n'est pas en mesure d'ouvrir le feu de façon efficace. La patrouille se poste rapidement et, quelques minutes plus tard les six rebelles tombent dans l'embuscade. Le feu est ouvert à 15 mètres environ et quatre rebelles sont abattus tandis que les deux autres s'enfuient dans les jardins. Deux fusils d'assaut munis de lunettes sont récupérés ainsi que des grenades, des munitions et quelques documents. À 22h40, la Volkswagen aperçue par la patrouille avenue du 6-Octobre arrive à très vive allure et tous phares allumés sur le pont tenu par la 2e section de la 3e compagnie. Prise à partie à 75 mètres du pont, elle est immobilisée et deux hommes armés s'enfuient vers la nouvelle ville. Un rebelle a été tué dans le véhicule et la section récupère une arme individuelle, une roquette russe et des documents concernant l'organisation de la 4e région du Congo libéré.

* * *

Aux premières heures du 20 mai, quelques accrochages étoffent le bilan des unités. Décollage de Lubumbashi des quatre C-130 transportant le reliquat du détachement du 2e REP. Saut du détachement sur les zones de saut *Alpha* et *Bravo* situées à l'est de la nouvelle ville, à la hauteur du point *Tango*. Dès leur mise à terre, les unités entament leur progression. La 4e compagnie en direction du nord-est jusqu'au ruisseau Dilala passant au centre de la cité Forrest. La SER en direction de la gendarmerie puis vers

l'ouest en direction de la cité Mutoshi. La section mortiers, qui progresse vers le nord-est, reconnaît et occupe la gare et les bâtiments situés à un kilomètre au nord de l'usine Gécamines. Au cours de sa progression, la 4e compagnie découvre un charnier d'Européens à 600 mètres au sud du pont *Sierra*, dans un bâtiment voisin de l'ancien poste de commandement des forces zaïroises, puis entame la fouille de la cité Forrest, où elle découvre de nombreuses armes individuelles et des munitions dissimulées dans des cases inoccupées.

De son côté, la SER a commencé la fouille du camp Forrest d'ouest en est vers 8h30 après une reconnaissance du camp de la gendarmerie. Plusieurs accrochages avec des rebelles isolés jalonnent la progression de la section et, en fin de matinée, huit armes ont été récupérées et une dizaine de rebelles mis hors de combat. Dans le même temps, la section mortiers de 81 mm réduite à trois pièces après l'écrasement au sol d'une gaine est mise à la disposition de la 2e compagnie. Ces deux unités, motorisées grâce à des véhicules de la Gécamines, fouillent la cité Musonoï. Dans la matinée, la 2e compagnie découvre dans la cité Kolwezi une importante cache contenant une soixantaine d'armes individuelles, des tubes de mortiers, des lance-roquettes et un détecteur de mines.

Au même moment, les parachutistes belges atterrissent enfin à Kolwezi en une première vague de 600 hommes venant de Kamina. Le train logistique suit avec la deuxième vague. Les légionnaires accueillent avec un sourire ironique les para-commandos belges. Ne participant pas aux combats, chargés d'une mission purement humanitaire, ceux-ci se lancent aussitôt dans l'évacuation de leurs seuls ressortissants, sans s'occuper des Français dans un premier temps, ce qui, évidemment, n'arrange pas les relations entre légionnaires et para-commandos. À Bruxelles, le ministre de la Coopération au développement félicite publiquement la France pour la rapidité de son intervention, mais de son côté un communiqué du Parti socialiste belge se montre particulièrement sévère à l'égard de l'attitude française. Qu'importe ! À Kolwezi, quand des légionnaires croisent un détachement belge, ils ne peuvent s'empêcher de siffler le célèbre *Boudin* : « Pour les Belges y en a plus, pour les Belges y en a plus, ce sont des tireurs au cul… Tireurs au cul ! » À plusieurs reprises on frise l'incident et l'adjudant Schyns, un ancien para-commando, a toutes les peines du monde à faire cohabiter Belges et légionnaires, surtout quand ces derniers

apprennent que les Belges ne veulent pas de gens de couleur dans leurs avions. Au total, les légionnaires évacuent 2 800 Européens à l'aérodrome le 21 mai. Les Belges transportent les rescapés par C-130 à Kamina, d'où ils seront amenés à Bruxelles par huit Boeing de la Sabena. L'action des militaires belges se terminera comme prévu le 21 mai, dans un délai de soixante-douze heures, tandis que les légionnaires du 2e REP assurent seuls la sécurisation des environs de la ville.

« La 1re compagnie a mis la matinée à profit pour fouiller la cité indigène située à l'ouest des zones des 1re et 3e sections, précise Jean-Claude Saulnier. Dès le lever du jour, deux accrochages successifs ont permis de récupérer trois armes après avoir abattu deux rebelles et blessé un troisième, qui a pris la fuite. Vers 7h30, nous avons découvert quelques armes dans une baraque déserte au sud du village. On les a entassées dans un coin et les copains les ont récupérées un peu plus tard. Ce qui m'a étonné, c'est la profusion de munitions. On en découvrait partout, en vrac ou en caisses, par terre ou cachées. En fin de matinée, la 2e section a rejoint la compagnie, qui a reçu l'ordre de pousser deux sections au sud-ouest de la cité, la 2e section au sud du lac Lima, la 3e section un kilomètre plus loin, tandis que la 1re section demeurait sur ses emplacements entre les points *Charlie* et *Yankee*. La 3e section a poursuivi la fouille systématique de la cité Manika. La méfiance était de rigueur envers les Noirs, dont on sentait bien qu'ils s'inclinaient devant la force et n'attendaient qu'une occasion pour nous porter un mauvais coup. Nous cherchions les rebelles qui pouvaient se cacher dans les cases, mais les femmes n'appréciaient pas nos intrusions chez elles et le faisaient savoir bruyamment. À les entendre, les hommes avaient tous été victimes des Katangais et avaient été enrôlés de force. Comme nous ne pouvions pas reconnaître les ethnies, nous étions incapables de savoir qui disait la vérité et qui mentait. Comme en Algérie, nous avions un mal fou à identifier les rebelles. Comme par hasard, les armes et les munitions étaient toujours découvertes dans des cases vides et personne ne savait où étaient leurs occupants. Ma cheville me faisait de plus en plus souffrir et je n'avais rien pour me soulager, mais j'arrivais à suivre le mouvement. La fouille s'est poursuivie une bonne partie de la matinée. Après, nous avons basculé de l'autre côté du lac Lima. Sur la route, nous avons trouvé plusieurs cadavres, tous déjà bien abîmés.

» Vers 8h30, nous avons pris contact avec une compagnie de parachutistes belges au carrefour route-voie ferrée, à 800 mètres au sud-ouest du point *Uniforme*. Nous étions en embuscade et nous avons entendu des bruits de moteurs. De loin, nous ne distinguions pas les uniformes. Méfiance. Le lieutenant Puga a posté la section et nous avons mis les FM en batterie pour un tir croisé. Nous observions la progression de cette troupe quand le chef a hurlé : “Ne tirez pas, ce sont les Belges !” Personne ne nous avait prévenus. Finalement nous avons pris contact. On sentait des tensions du fait de la différence des missions. Finalement, les Belges ont fait demi-tour et nous ne les avons plus jamais revus sur le terrain.

» Un peu plus tard, au cours de sa progression sur l’axe *Bravo-Whisky*, la 1re section s’est heurtée à plusieurs résistances et a multiplié les accrochages. La jonction s’est faite à 11 heures avec la section de commandement de la compagnie au carrefour *Whisky*. Cinq rebelles ont été abattus au cours de la progression et cinq armes ont été récupérées. La 2e section, qui avait reçu la mission de fouiller le quartier délimité par l’axe *Alpha-Roméo-Sierra* au sud et l’avenue Mampa au nord, a pris contact avec une trentaine de familles européennes. Les civils, très éprouvés par les événements qu’ils venaient de vivre, ont indiqué au chef de section l’existence d’un poste de commandement rebelle dans l’avenue industrielle.

» Le sergent-chef Florek a été chargé de se rendre sur les lieux et d’effectuer les recherches. Au lieu-dit Argirou, pendant la fouille des locaux, un rebelle armé d’un PM 11,43 mm a été abattu dans un bâtiment par le chef Florek après un bref combat dans les couloirs. Un second rebelle s’est défendu jusqu’à la mort. Trois armes supplémentaires ont été récupérées. Dès la reprise du ratissage, au lieu-dit Quaglia, un dépôt rebelle a été découvert : deux PM 11,43 mm, sept AK-47, six FAL, deux Uzi, un FM Browning calibre 30 avec affût, sept Mauser et de nombreuses mines, munitions et explosifs ont été récupérés. Trois plaques de base de mortiers ont par ailleurs été trouvées sur un emplacement de tir. Dans l’après-midi, nous avons appris que la 3e compagnie avait découvert le corps du caporal Arnold dissimulé sous un tas de pierres au nord de la cité Manika. Je peux vous dire que l’ambiance a changé et que la tension est montée d’un cran. Les rebelles ne devaient plus s’attendre à des cadeaux ! Mais il n’y avait pas de résistance acharnée. Au fur et à mesure que nous rencontrions un type, nous réglions le problème. Dans la soirée, le capitaine Poulet a installé

le dispositif de nuit de la compagnie. Comme la veille, nous avons subi un léger harcèlement et le caporal Pain et le légionnaire Marco de la 2e section ont été blessés aux jambes au cours d'une patrouille et évacués vers le PC le 21 au matin. »

Le 20 mai, vers 11 heures, les familles européennes sont rassemblées au carrefour *Roméo* et au lycée Jean-XXIII et confiées aux troupes belges, qui les dirigent vers le terrain d'aviation. La plupart des familles regroupées au lycée manifestent le désir de fuir au plus vite Kolwezi sans idée de retour, et la colère gronde chez les hommes, qui prennent conscience de toutes les exactions commises par les rebelles. Certains réclament des armes et demandent à participer aux opérations.

Après le ratissage du camp Forrest, la 4e compagnie poursuit sa progression vers le nord-ouest pour reconnaître la gare Métal Shaba en utilisant la voie ferrée comme main courante. Vers 15 heures, la 3e section arrive sur son objectif lorsqu'elle est prise à partie par une forte bande rebelle évaluée à une centaine d'hommes. La 2e section est également fixée au nord de la cité qu'elle vient de fouiller et aperçoit une bande évaluée à deux sections qui se replie vers le nord entre le lac et la cité. Devant l'importance de l'adversaire, la 2e compagnie renforcée de la section mortiers de 81 mm et de la SER est détournée de sa mission sur la cité Nussongi et dirigée vers Métal Shaba, l'ensemble étant placé sous le commandement du capitaine Coevoët. Dès l'arrivée des renforts, la SER monte à l'assaut de la crête Kakifulwe. Un tir de mortiers déclenché à partir de la route à 1 200 mètres à l'est de l'objectif provoque de nombreuses pertes chez les rebelles et appuie l'assaut de la 2e compagnie. Au cours de cette action, trois véhicules rebelles apparaissent au sud de l'usine. Pris immédiatement à partie par un tir de mortiers, ils sont détruits en seize coups, tandis que les survivants prennent la fuite vers le nord. Guidé par le capitaine Thomas, qui a pris place dans une Alouette III, un Mirage V des Forces armées zaïroises[2] parti de Kamina effectue une passe canon sur les fuyards regroupés sur la route de Kazenze. À l'issue de l'accrochage, la 4e compagnie compte un blessé grave, le caporal Prudence, et un mort, le sergent-chef Daniel, adjoint à la 3e section. Du côté ennemi, les pertes sont évaluées à 80 hommes tandis que de nombreuses armes sont récupérées sur les lieux de l'accrochage.

Au cours de cet après-midi, la 3e compagnie a poursuivi la fouille de la cité Manika, où toute résistance semble avoir cessé. À la tombée de la nuit, la 2e compagnie renforcée de la section mortiers a pris position autour de la gare Métal Shaba et la 4e compagnie s'est repliée au nord de l'usine Gécamines, dans la région Tailings Cobalt, où elle s'installe. Depuis la veille, la situation semble évoluer très rapidement et la résistance des rebelles s'affaiblit d'heure en heure au sein même de la ville. En revanche, l'importance des forces adverses concentrées à Métal Shaba permet de penser que les Katangais se regroupent dans les villages environnants et n'attendent qu'une occasion favorable pour réinvestir la ville. Un mouvement semble se dessiner au sein de la population indigène, qui vient spontanément au-devant de nos troupes pour fournir les renseignements dont elle dispose. Cette tendance est plus particulièrement marquée chez certaines ethnies, les Kassaïs en particulier, qui sont victimes de nombreuses exactions de la part des rebelles. L'évacuation des Européens sous la responsabilité des parachutistes belges s'est poursuivie toute la journée et les renseignements recueillis font état de Blancs emmenés en otages par les rebelles.

Dans la nuit du 20 au 21, la section de commandement et la 1re section de la 3e compagnie en position sur le point *Whisky* sont harcelées par un groupe de rebelles. Au lever du jour, on dénombre quatre rebelles hors de combat et trois armes sont récupérées : un Kalachnikov[3], un FM, un Mauser. Une rame de véhicules aux ordres du capitaine Padovani, composée de 35 jeeps, neuf GMC et neuf Marmon, partie de Lubumbashi la veille vers 19h15, arrive à Kolwezi et prend position au terrain d'aviation en attendant le jour. Dès l'aube, un feu nourri embrase le secteur tenu par le 311e Bataillon de parachutistes zaïrois autour du terrain d'aviation.

« Le 21, nous avons repris notre progression, mais nous nous éloignions de plus en plus du centre de Kolwezi, poursuit Jean-Claude Saulnier. Les 2e et 3e sections de la 1re compagnie ont effectué une reconnaissance sur la route de Kapata en direction du sud-ouest. Dès le lever du jour, la 2e section a ratissé la région de Métal Shaba et récupéré des armes qui avaient échappé aux recherches entreprises après l'accrochage : un LRAC, cinq fusils d'assaut et trois postes radio ont ainsi été découverts. Vers 11 heures, la section s'est mise en garde à hauteur du carrefour 1449. La 1re section

n'a pas changé de position et occupait la zone comprise entre *Charlie* et *Yankee*. À 10h15, un rebelle armé a été repéré par une sentinelle de la section mortiers et abattu alors qu'il s'infiltrait dans le dispositif. Un fusil d'assaut a été récupéré. Quant à moi, je suivais ma section comme je pouvais. À un moment, il y a eu des tirs, j'ai voulu sauter à l'abri et je me suis pris une nouvelle gamelle. La douleur a été fulgurante. Je ne pouvais plus bouger. L'infirmier est venu me voir et m'a demandé si je voulais une piqûre de morphine. J'ai refusé car je savais que c'était le prélude à l'évacuation. Néanmoins, les chefs ont pris la décision de m'évacuer sur le PC si demain matin un camion passait dans le coin. Toute la nuit nous avons continué à monter des embuscades et effectuer des patrouilles, mais j'en ai été exempté. J'avais un poste fixe avec les missions embuscades. Je commençais à ressentir le contrecoup de ma blessure et de la fatigue. Depuis le saut, nous n'avions pratiquement pas dormi. »

La 3e compagnie, toujours installée dans la cité Manika, poursuit son action au sud de sa position. Quelques armes sont récupérées et une ressortissante iranienne est évacuée. En fin de matinée, la 3e section agissant sur un renseignement découvre la tombe du pasteur K, dont l'ambassadeur des États-Unis à Kinshasa recherchait la trace. Abattu par les rebelles le 15 mai vers 15h30, il avait été enterré par des amis à 350 mètres au sud-est du stade de l'Indépendance.

La 4e compagnie effectue la fouille du village de Musonoï et rend compte que les renseignements recueillis auprès de la population font état d'importants groupes de rebelles dans le village de Kapata, à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Kolwezi. La SER, assurant la protection du PC au nord de l'hôtel Impala, découvre une importante cache d'armes à proximité de la gendarmerie. Soixante-trois fusils, 23 PM, deux mitrailleuses 12,7 mm, deux mortiers de 81 mm et un canon de 106 mm sans recul sont récupérés ainsi qu'un stock de munitions et de médicaments. Avant la fin de la matinée, la SER perçoit ses jeeps et se motorise en vue des missions futures à l'extérieur de l'agglomération. Depuis le lever du jour, un fort courant de population indigène regagne la ville. Il s'agit de familles entières qui s'étaient réfugiées dans les villages de brousse et qui rentrent chez eux après le départ des Katangais.

Après avoir passé l'après-midi du 21 mai sur les positions atteintes en fin de matinée, les 2e et 3e sections de la 1re compagnie se replient pour la nuit

sur les emplacements de la veille. La 2e compagnie regagne également sa position initiale après avoir patrouillé autour de l'usine Métal Shaba sans rencontrer de résistance. La fouille de la cité Manika se poursuit, mais les sections de la 3e compagnie ne font aucun bilan. Toute volonté de résistance semble avoir disparu dans ce secteur, mais les rebelles n'ont pas tous quitté la ville et se fondent dans la population, dont une partie leur est favorable. À la tombée de la nuit, la compagnie se regroupe à l'école Saint-Michel, à l'ouest du point *Whisky*. À l'issue de la fouille de la cité Musonoï, la 4e compagnie s'installe pour la nuit à proximité du point *Kilo* avec pour mission d'assurer la protection de l'ensemble Gécamines, du bâtiment abritant le service cartographie et de la centrale électrique.

Au retour d'une mission entre le poste de commandement du régiment et la cité Manika, l'adjudant-chef Collette, qui commande une patrouille de la SER composée des chuteurs opérationnels, rencontre un groupe d'une vingtaine d'Européens dans la région du point *Bravo*. Le groupe est constitué d'une majorité de femmes et d'enfants accompagnés de cinq hommes. Ces gens ont fui la cité dès le début des massacres et depuis huit jours, à peine vêtus, ils se terrent dans la brousse dans un dénuement complet. Très marqués par les souffrances physiques et morales qu'ils viennent d'endurer, tous sont à bout de forces. Des enfants d'une dizaine d'années racontent comment leurs parents ont été massacrés sous leurs yeux… Réconfortés au PC du régiment, ils sont successivement dirigés vers le lycée Jean-XXIII et sur l'hôpital civil pour être confiés aux para-commandos en vue de leur évacuation.

* * *

Le 22 mai, alors que les derniers avions belges quittent Kolwezi, les unités du 2e REP poursuivent leurs missions de recherche et de destruction des rebelles dans le secteur de Kolwezi. « Je ne participe pas à ces opérations, précise Jean-Claude Saulnier. Tôt le matin, le colonel a envoyé un véhicule récupérer les commandants d'unités en vue des opérations de la journée. Le capitaine Poulet m'a rapatrié sur le PC. Ça ne me plaisait pas du tout de laisser les copains en pleine bagarre, mais c'était un ordre et il n'y avait pas à discuter. J'ai distribué aux copains mes munitions et les grenades. Je n'ai gardé que mon fusil et des cartouches. J'ai passé la matinée au PC, où le médecin-chef Ferret s'est occupé de moi. Quand il a

vu l'état de ma cheville, il m'a demandé depuis quand j'étais dans cet état. "Depuis le saut", lui ai-je répondu. Il m'a regardé et m'a presque engueulé. "Pour le moment j'ai des choses plus urgentes à faire, mais tu restes là et tu m'attends !" Que pouvais-je faire d'autre ? Je pensais pouvoir retourner dans ma section après les soins, alors je me suis mis dans un coin. Comme des camions arrivaient avec des armes, j'ai aidé à les décharger, puis le médecin s'est occupé de ma cheville. Déjà, problème, pas moyen d'enlever la ranger. Il a fallu la découper aux ciseaux. J'ai regardé mon pied, tout gonflé et noir comme la chaussure. J'avais deux fois plus mal qu'avec la chaussure. Là, j'ai compris que je ne retrouverais pas les copains. Plus tard, à Bégin, les médecins diagnostiqueront une double fracture malléolaire et une fissure du talon. Les infirmiers m'ont confectionné une botte de plâtre et fait avaler des antalgiques qui n'ont eu aucun effet. J'ai passé le reste de la journée et la nuit dans cet état. Le médecin-chef Ferret m'a dit que je serais évacué le lendemain sur Kinshasa et la métropole. En fait, j'ai quitté Kolwezi pour Kinshasa dans la soirée à bord d'un Transall avec deux autres blessés, Cabrol et le sergent Senekovic de la 2e compagnie. À Kinshasa, nous avons été emmenés dans un hôpital local, où nous avons eu droit à un casse-croûte. Mais j'avais toujours mon fusil, mes brêlages et mes munitions. J'ai mis tout ça sous le matelas et je me suis couché dessus. J'étais au moins sûr qu'on ne me les piquerait pas. »

Au petit matin, une nouvelle rame de véhicules comprenant sept jeeps, quatre Marmon, une ambulance et 11 GMC arrive de Lubumbashi sous la responsabilité du lieutenant Leroux et permet de motoriser la plus grande partie du régiment. Profitant de ces moyens, le colonel Erulin monte une opération prévue dans l'après-midi sur le village de Kapata, à 10 kilomètres au sud-ouest de Kolwezi, où des renseignements signalent la présence de rebelles. Dans la matinée, exploitant un renseignement faisant état d'une cache d'armes dans un hôtel, la 3e section de la 3e compagnie récupère une mitrailleuse MG 42, deux FM, huit fusils d'assaut, un FM Browning et une grande quantité de munitions, mines et explosifs. À 13h30, l'opération Kapata 1 se met en place à proximité du club hippique, près du point *Juliette*. La 2e compagnie ne participe pas à l'opération et conserve sa mission sur la région Métal Shaba. La 1re compagnie qui progresse sur l'axe Kamuto-Kapata et la 4e compagnie suivie de la section mortiers qui suit la direction Musonoï-Kapata fouillent le village. La section d'éclairage et de

reconnaissance et la 3e compagnie effectuent des bouclages aux sorties ouest et sud de la cité. La section d'éclairage et de reconnaissance occupe le secteur nord du camp des travailleurs, la 3e compagnie se met en place au sud, par la piste de Cussukatanda, face aux lisières du village. Durant le ratissage, quatre rebelles sont mis hors de combat et trois armes récupérées. Mais le gros bilan de la journée est à mettre à l'actif de la 2e section de la 3e compagnie, qui découvre une dizaine de camions embourbés et sabotés. Un canon de 106 mm sans recul, des postes radio de fabrication américaine, 60 armes individuelles et 10 armes collectives sont saisies. Au retour de l'opération, la 1re compagnie se déploie à l'école Athénée, la 3e compagnie au club hippique et la 4e compagnie à l'usine Gécamines. À la nuit, la 2e compagnie rejoint Kolwezi et reprend position autour de la gare. Elle est harcelée et le caporal Dallet est blessé par un rebelle qui s'enfuit. Il est soigné à l'infirmerie de l'hôtel Impala avant d'être évacué sur Kinshasa. Le Transall chargé de son évacuation effectue un poser de nuit sur un marquage de fortune mis en place à partir de deux véhicules et de huit lampes de cheminot récupérées à la gare de Kolwezi.

Le 23 mai, des renseignements indiquent une concentration rebelle de cent à cent cinquante rebelles dans la région de Luilu, à dix kilomètres au nord-ouest de Kolwezi. Un opération est aussitôt préparée à laquelle ne participe pas la 4e compagnie en réserve à Kolwezi. La 2e compagnie est placée en bouclage au nord-est de la cité tandis que la 1re compagnie mise à terre au nord de l'usine de Luilu commence le ratissage. La 3e compagnie, contournant largement l'agglomération par le sud, est chargée du contrôle des lisières ouest du village. Pris sous le feu d'une arme automatique, le lieutenant Puga réduit un groupe de cinq rebelles avec le groupe de commandement et une équipe choc. Au cours de l'assaut, le caporal Clément est tué et le caporal Harte grièvement blessé. Le corps du caporal Clément est récupéré par son chef de section. Harte est évacué sur Kinshasa par un Transall en mission à Kolwezi. Il décédera pendant le transfert.

« Le même jour, j'ai été évacué sur Paris. Auparavant, j'avais vu l'attaché militaire, à qui j'avais confié mon arme et mes munitions pour qu'il les remette au régiment. Nous avons été conduits à l'aéroport, où nous avons attendu l'avion. En premier, ils ont embarqué en priorité les blessés sur les brancards. Il y avait aussi des civils, apparemment des rapatriés de Kolwezi. Puis ça a été notre tour ; je n'avais pas de béquilles et j'avançais

comme je pouvais quand le commandant de bord m'a demandé où j'allais comme ça. Je lui ai dit que j'embarquais dans l'avion là-bas. Il m'a dit : "Mais tu n'y arriveras jamais !" et il m'a pris sur son dos ; c'est dans cet équipage que je suis arrivé à bord. J'ai été pris en compte par une convoyeuse de l'air que j'ai d'ailleurs revue trente ans plus tard à l'occasion du trentième anniversaire de Kolwezi, lors du baptême du Transall R18 de l'escadron Poitou sur la BA 123 d'Orléans. Tout s'est bien passé et j'ai fait mon premier vrai repas depuis longtemps dans l'avion. C'était bon et copieux. Nous avons même eu droit au champagne, offert par le commandant de bord. Juste un petit problème : nous devions atterrir à Bruxelles. Pourquoi Bruxelles ? Je n'en sais rien. Mais en cours de route l'itinéraire a été modifié et nous nous sommes posés à Villacoublay à 21 heures. Nous avons été accueillis par des officiels et des officiers de renseignement. Nous avons été soumis à un feu roulant de questions : "Avez-vous vu des diamants ? Avez-vous vu des étrangers parmi les Katangais ?" Il paraît que les Américains nous avaient envoyé tout un stock de M16 que nous n'avons jamais vu. Enfin, nous avons pu embarquer dans les ambulances à destination de l'hôpital Bégin. Quatre motards par ambulance, quatre ambulances ! Nous avons traversé tout Paris sirènes hurlantes. Impressionnant. À l'arrivée, nous étions attendus par les médecins et les infirmiers, qui voulaient absolument nous examiner sur-le-champ. Nous, nous voulions absolument prendre une douche. Cela faisait plus de cinq jours que nous étions crasseux et puants dans nos treillis, rouges de latérite. J'avais presque honte de me présenter de cette manière. Mais nous n'avons pas eu gain de cause et nous sommes passés devant les médecins dans cette tenue, puis direction la radio. Je me suis encore fait engueuler quand ils ont su que je trainais cette fracture depuis le 19 mai. Nous avons ensuite été installés dans les chambres. Enfin, nous avons pu prendre une douche pour nous décrasser. Après, j'ai demandé un rasoir, mais il devait bien être minuit. J'ai tout de même obtenu un kit voyage et je me suis rasé. Je me sentais nettement mieux, mais toujours avec ce regret d'avoir dû quitter les copains. Finalement, le sommeil l'a emporté sur la douleur et j'ai sombré dans le néant. »

À Kolwezi, au cours de la journée, le capitaine Legrand se rend avec la SER à Likasi, à 150 kilomètres à l'est. Dans cette région, la population européenne manifeste une vive inquiétude après les événements de Kolwezi et il paraît indispensable de la rassurer par une présence militaire. Par

ailleurs, le détachement du 2e REP est chargé de recueillir tous les renseignements utiles et de se familiariser avec le terrain dans l'éventualité d'une intervention rapide dans cette région. Le 24, la SER quitte Likasi pour Lubumbashi, où elle poursuit sa mission, mais laisse deux patrouilles sur place pour rassurer les Européens.

Kapata et Luilu constituant toujours des foyers d'agitation, une opération d'envergure est lancée les 25 et 26 mai pour réduire définitivement cette menace. Aux premières lueurs du jour, le bouclage est terminé. La 1re compagnie aborde le quartier 1 par le nord et l'est ; la 4e compagnie à trois sections pénètre dans les quartiers 2 et 3. La 3e compagnie chargée du bouclage des lisières sud et ouest de l'agglomération se met en place en contournant le village par la piste de Moussokatanda au sud. Débordant largement la zone d'opération, la 2e compagnie à deux sections débarque à hauteur de la digue située à 3 kilomètres au sud-ouest de Kapata et effectue le ratissage de la réserve et du thalweg situé au nord de la digue. La 2e section de la 2e compagnie mise à terre à Kapata, au nord de la cité, reconnaît à pied la piste sud-ouest jusqu'au carrefour de la poste de Moussokatanda. La fouille du secteur dure toute la matinée, mais sans résultat. À midi, le régiment rentre à Kolwezi. Mais pendant l'opération, un couple d'Européens, M. et Mme Guissart, s'est présenté au PC de l'hôtel Impala avec quelques domestiques indigènes. Les Guissart exploitent une ferme à 40 kilomètres de Kolwezi, sur la piste de Moussokatanda. Ils se sont réfugiés en brousse dès le début des événements et n'en sont sortis qu'en apprenant le nettoyage des villages par le régiment. Ces Européens mentionnent la présence de groupes rebelles à proximité de leur propriété. La présence d'otages ayant par ailleurs été signalée dans des colonnes de rebelles en cours de repli vers l'Angola, le chef de corps décide de lancer un raid sur la ferme Guissart qui sera effectué par les 2e et 4e compagnies avec le PC et la section mortiers. La 3e compagnie restera en alerte une heure à Kolwezi tandis que la 1re compagnie fera mouvement sur Lubumbashi pour préparer l'arrivée du régiment. Pendant ce temps, la SER poursuit ses patrouilles à Lubumbashi et pousse jusqu'à Kuumi, poste-frontière avec la Zambie, au sud-ouest de Lubumbashi. La ville est calme et la présence d'unités du 2e REP semble être d'un grand réconfort pour les Européens et dissuasif pour les rebelles.

Le 26, le groupement du REP prend la direction de la ferme Guissart par la piste de Moussokatanda. Un nombre important de véhicules volés à la Gécamines et abandonnés par les rebelles jalonne la piste. Deux accrochages permettent de mettre hors de combat quatre rebelles et de récupérer leur armement ; les autres fuient dans la brousse. Une section recueille trois soldats de l'armée zaïroise rescapés de la garnison de Muschacha qui sont remis à la disposition du commandement des FAZ de Kolwezi. Les fouilles et ratissages se poursuivent sans succès tout l'après-midi et l'opération est démontée à partir de 17h30. À la tombée de la nuit, les colonnes de véhicules prennent ostensiblement la direction de Kolwezi, puis en black-out poursuivent vers le nord en direction de Luilu. Après une mise à terre lointaine, les compagnies progressent discrètement vers la cité et mettent en place un réseau d'embuscades autour de la ville. Le PC prend position sur la crête Kakifulwe, à l'ouest de l'usine Métal Shaba, avec la section mortiers de 81 mm, la 2e compagnie à 2 kilomètres au nord-ouest de Luilu, la 4e compagnie à 1,5 kilomètre au nord-est de la ville, la 3e compagnie au sud-est de l'usine de Luilu. La 1re compagnie boucle le sud de la ville et contrôle la route Kanzenze-Katonto. Dans la matinée du 26, le ratissage permet de récupérer deux RPG-7, un LRAC américain, un fusil mitrailleur et un Kalachnikov, des armes et des munitions abandonnées dans la brousse autour d'une concentration de véhicules embourbés. Le ratissage se poursuit jusqu'à 15h30, mais aucune trace de rebelles ou d'otages, en dehors d'un fusil mitrailleur abandonné.

« À l'hôpital Bégin, nous avons subi une série d'examens et de soins, mais dès le 25 nous avons vu arriver le général Bigeard avec un véritable stock de journaux car il pensait que nous manquions d'informations. Et puis, c'était bon pour le moral. C'était le début du grand manège. Il s'est presque fait jeter par les infirmières, qui lui ont rappelé que ce n'était pas l'heure des visites. Il s'est retourné et leur a dit : "Je ne me souviens pas vous avoir posé de questions." Puis il s'est tourné vers nous en disant : "Moi, je n'aime pas la Légion étrangère, mais un parachutiste reste un parachutiste !" C'était un type impressionnant, élancé, avec une prestance extraordinaire. Il venait tous les jours. Ensuite, il y a eu madame Giscard d'Estaing, d'une grande gentillesse et attentive à nos besoins, puis les autorités militaires, CEMA, CEMAT et tous les autres. Les seuls qui nous cassaient les pieds, c'étaient les gens du Deuxième bureau et du SDECE. Ils

voulaient absolument tout savoir[4], mais que vouliez-vous que nous leur racontions, nous, simples légionnaires ou petits gradés ? Nous avons eu aussi les visites des gens du fort de Nogent et la solidarité légionnaire a joué à plein. Ils nous racontaient ce qui se passait à Kolwezi et nous demandaient de quoi nous avions besoin. J'ai dû rester quatre ou cinq jours à Begin. Il y avait une chose qui me tracassait, je voulais absolument téléphoner à ma mère. Elle m'a demandé où j'étais. Je lui ai dit que j'étais à l'hôpital Bégin. "Mais que fais-tu là ?" Je lui ai raconté l'opération ; elle m'a encore demandé ce que j'avais été faire là-bas. Je lui ai dit que j'avais eu un petit accident et que je lui raconterais ça plus tard quand je viendrais. "Et quand viendras-tu ?" Ne voulant pas entrer dans les détails, ni l'inquiéter, j'ai abrégé la conversation et je me suis occupé de sortir de là. Je sais qu'ils voulaient m'opérer et me mettre des vis, mais j'ai refusé. J'avais trop peur de devenir inapte TAP. »

* * *

À partir du 27 mai, le centre de gravité de l'opération se déplace progressivement vers Lubumbashi, où la 1re compagnie est arrivée, tandis que la SER poursuit ses patrouilles toute la journée. Pour la première fois depuis le début des événements, les travailleurs indigènes de la Gécamines ont repris leur activité sous la responsabilité des techniciens locaux. Les mouvements se poursuivent le dimanche, avec le départ pour Lubumbashi du premier élément du PC régimentaire, d'une rame lourde et de la 4e compagnie, qui s'installe dans les bois à l'entrée nord de la ville, au carrefour de la route de Likasi et de l'aéroport. Elle est suivie de la 2e compagnie et du gros du PC régimentaire, qui se regroupe au Cercle wallon.

Restée à Kolwezi avec la section des mortiers de 81 mm, la 3e compagnie est chargée de maintenir l'ordre et la sécurité en ville et aux abords immédiats de l'agglomération en liaison avec les FAZ, regonflées par la présence des légionnaires parachutistes. Le 29, la compagnie détruit 400 kilos d'explosifs pris aux rebelles. La SER tient le pont de Lualaba.

Du 30 mai au 2 juin, le régiment accueille à Lubumbashi le général Liron, commandant le GAP. Escorté par un groupe de protection de la 1re compagnie, il se rend à Kolwezi avec le colonel Erulin et visite la ville

sinistrée avant une rencontre avec le général Dikuta. Au cours de cette période, 55 blessés civils, dont huit enfants, sont évacués de Kolwezi sur l'hôpital de Lubumbashi. Les unités poursuivent leur quadrillage du terrain ; tenant les points sensibles comme le pont de Lualaba, elles effectuent des reconnaissances lointaines en direction de Mutoshi, Luilu, Kipushi ou Likuni et contrôlent les cités de Kamoto et de Kapata tout en préparant la relève par une force interafricaine reposant principalement sur l'armée marocaine.

Le 4 juin, la 3e compagnie rejoint Lubumbashi en vue de son retour en Corse. Peu à peu, les unités marocaines, redoutées des Noirs, remplacent les légionnaires dans leurs différentes missions. Le 6 juin ont lieu les premiers départs : 53 hommes de la 2e compagnie quittent le Shaba à bord d'un C-141 de l'US Air Force peu avant une prise d'armes et une remise de décorations présidées par le maréchal Mobutu. Dans l'après-midi, la 4e compagnie embarque à son tour dans deux C-141 à destination de Solenzara. Le jeudi 8 juin, la majorité du régiment est réunie à Calvi. Le 9 juin, le président Giscard d'Estaing rend hommage au 2e REP au cours d'une prise d'armes à Bastia qui réunit les 2e, 3e et 4e compagnies : « Il y avait des vides dans les rangs, ici et là, écrira-t-il plus tard. Je marquais un bref temps d'arrêt et je regardais les deux légionnaires voisins. Le disparu était-il leur ami, ou éprouvaient-ils une antipathie réciproque ? Avait-on ramené le corps du mort ou l'avait-on enfoui dans l'immense terre ocre de l'Afrique, où il allait se dissoudre dans un anonymat éternel ? »

Pendant encore une semaine, la 1re compagnie et la SER assurent diverses missions à Kolwezi, où la population est confrontée tous les jours aux stigmates de l'horreur. Partout la mort rôde. Le 11 juin, une patrouille de la 1re compagnie découvre encore six cadavres d'Africains, les mains liées dans le dos, aux abords de la ville. L'exécution remonte à trente-six heures environ. La Croix-Rouge est prévenue par les soins du capitaine Poulet. Le 15 juin, la 1re compagnie et les derniers éléments du régiment quittent Lubumbashi à bord de gros porteurs américains et arrivent le lendemain à Solenzara après des escales à Kinshasa et Dakar.

« Le 16 juin, j'étais là pour accueillir mes camarades de la 1re compagnie à leur retour du Zaïre. J'avais quitté l'hôpital Bégin le lundi 29 mai. Après être passé au fort de Nogent, j'avais pris l'avion pour Marseille et j'avais

été transféré sur la base des Milles, à Aix-en-Provence, où j'avais embarqué à destination de Solenzara. Il se trouvait qu'un hélicoptère devait se rendre à Calvi et il m'avait emmené. Je me demandais quel allait être l'accueil. Quand je suis arrivé, direction l'infirmerie. Nouvel examen, mais de routine. C'est là que j'ai appris la mort des caporaux Clément et Harte. Trois morts dans la section, ça faisait beaucoup. Gros coup au moral. Je suis resté à l'infirmerie un bon petit moment, la compagnie n'étant pas encore rentrée. Je m'emmerdais et je me sauvais à la moindre occasion, au grand désespoir du médecin-chef Ferret. J'ai passé de grands moments de solitude jusqu'au retour de la compagnie. J'avais le moral en berne. Quand la compagnie est enfin revenue, j'ai quitté l'infirmerie pour la rejoindre. J'appréhendais ces retrouvailles car je ne savais pas si je serais le bienvenu. D'un côté ils pouvaient penser que je les avais lâchés et je n'étais pas très à l'aise. Tout s'est bien passé avec les officiers et les sous-officiers, sauf un caporal, qui m'a lancé : "Ah ! voilà le grand blessé !" Je suis resté à la compagnie, mais je devais aller à l'infirmerie tous les jours. J'ai gardé le plâtre pendant quarante-cinq jours, jusqu'au début juillet. Quand j'en ai été débarrassé, j'ai entamé une rééducation plus ou moins perso, car il n'y avait pas de kiné au régiment. J'ai commencé à marcher avec des baskets et je mettais les rangers le soir après 18 heures. Un peu plus tard, j'ai commencé à courir sur la plage dans 20 ou 30 centimètres d'eau pour retrouver une musculature, puis j'ai couru dans les cailloux pour fortifier les articulations. J'ai bien passé un mois à brusquer le bonhomme pour redevenir opérationnel. »

* * *

L'opération *Bonite* est un incontestable succès au retentissement mondial, mais le bilan est lourd : pour les légionnaires, cinq tués et 20 blessés au 2e REP, six disparus à la mission militaire française, un tué pour les parachutistes belges, 14 tués et huit blessés au 311e Bataillon parachutiste zaïrois sans parler des autres militaires zaïrois, et enfin près de 250 Katangais tués et 160 faits prisonniers. Parmi les civils, environ 170 Européens ont été tués et 2 800 sauvés. Près de 700 Zaïrois ont été tués. Les légionnaires ont saisi un millier d'armes légères, quatre canons, 15 mortiers, 21 lance-roquettes, et détruit deux AML. Ces armes ont été immergées dans un lac proche de Kolwezi.

1. Homme politique belge, il était président du Parti socialiste belge en 1978 et opposé à l'intervention militaire à Kolwezi. Il fut assassiné à Cointe, près de Liège, le 18 juillet 1991.

2. Les Forces aériennes zaïroises étaient soutenues par l'Armée de l'air française, mais elles assuraient une grande partie de la maintenance, ce qui explique les défaillances de plusieurs appareils. Dans ce cas, le Mirage V était aux mains d'un pilote français, mais après quelques passes, les canons se sont enrayés !

3. Soit dit en passant, le Kalachnikov est un fusil d'assaut et doit donc être francisé au masculin, contrairement à ce que peuvent penser et écrire les soi-disant experts médiatiques.

4. Il est notoire que des instructeurs cubains ou allemands de l'Est ont encadré les Tigres katangais lors du raid sur Kolwezi. Certains auraient été faits prisonniers et interrogés en France, mais cela était du niveau du PC et des équipes du 1er RPIMa et du 13e RDP. Très loin du combattant de base ou des petits gradés.

Chapitre 7

La première marche

« Un peu de détente, des permissions pour ceux qui pouvaient en prendre, remise en condition des hommes et du matériel ont occupé les premières semaines de l'été. Les blessés rentraient des différents établissements hospitaliers, tandis que l'armement et le matériel, notamment les véhicules qui n'étaient plus de première jeunesse, étaient révisés et faisaient des séjours plus ou moins longs à l'ERM de Corte. Quant à moi, j'étais content car j'avais retrouvé mon fusil. Peu à peu, le régiment a repris ses activités habituelles et retrouvé ses repères à Calvi. Il faisait beau et la saison estivale était lancée. Comme d'habitude, les touristes avaient envahi la cité calvaise. Mais quelque chose avait changé dans nos rapports avec les Corses. Ils étaient fiers de *leur régiment*, ce qui était nouveau après quinze ans de présence à Calvi. La couverture médiatique avait abondamment fait connaître le 2e REP et les titres dithyrambiques de la presse, la télévision et bientôt les livres, dont celui de Pierre Sergent, ou le film de Raoul Coutard ont conféré un statut de héros aux légionnaires parachutistes. Pour les jeunes qui étaient sous anonymat, ce brusque regain d'intérêt pouvait être délicat pour la préservation de l'anonymat en question. Les touristes se pressaient en voiture devant le quartier pour voir le camp Raffalli et tenter d'apercevoir des légionnaires. En ville, les étrangers se poussaient pour laisser passer les hommes à la fourragère rouge, une lueur admirative dans le regard. Parfois, les Français lançaient : "Bravo les gars !" et dévisageaient les touristes étrangers, l'air de dire : "Regardez-les bien, ce sont nos soldats, et ce sont les meilleurs du monde !" Dans les bistrots où les légionnaires ont leurs habitudes, les amis leur demandaient de raconter Kolwezi. Pendant ce temps, empêtré dans

mon plâtre, j'étais au quartier, sans pouvoir sortir. Pendant cette période, entre différentes activités, j'ai effectué la deuxième partie de mon stage de plieur de parachute et j'ai obtenu le CTE plieur de parachute à compter du 3 avril 1978. Ça n'a rien de particulièrement glorieux, si ce n'est que j'avais tout de même quelques difficultés à suivre la cadence avec ma jambe, mais j'étais résolu à suivre tous les stages qu'on me proposerait et à réussir. »

Il faut savoir que la spécialité de plieur de parachute, même si elle paraît ingrate, revêt au 2e REP une très grande importance compte tenu de sa spécificité insulaire. En 1978, près de 30 000 parachutes, tous types confondus, ont été pliés à la section d'entretien et de pliage des parachutes. À cette époque, la 5e compagnie de maintenance n'existait pas, il n'y avait pas de réparatrices de parachutes à demeure au régiment, mais la SEPP était une composante essentielle du bureau en charge des matériels TAP. Régulièrement, cette section a besoin de maintenir et de renouveler ses effectifs. Elle fait donc appel à des légionnaires du régiment, comme le légionnaire Soral à son retour du Zaïre. Le stage, d'une durée de cinq semaines, a pour but de former des plieurs de parachutes compétents et conscients des responsabilités qu'ils détiennent. Il leur faut être habiles de leurs mains, minutieux et rapides. Dans l'étuve des salles de pliage, ce n'est pas un métier de tout repos et la manipulation répétée des parachutes demande une certaine endurance physique, mais aussi une attention de tous les instants.

Les cinq semaines d'instruction amènent progressivement chaque candidat à plier trois types de parachutes en service. Le rendement journalier final est de 45 parachutes automatiques 661-12 d'ancienne génération, 42 parachutes 672-12 de la période transitoire, 36 parachutes 696-26, des EPI de nouvelle génération, sans oublier le VX 501, parachute ventral. Les parachutes des chuteurs opérationnels et les parachutes de largage de matériel sont pliés par d'autres spécialistes. Articulés en équipes, après le séchage des parachutes dans la tour prévue à cet effet, les légionnaires effectuent diverses opérations bien précises pour plier les parachutes utilisés. En premier lieu, nous l'avons vu, aération en tour de séchage ; ensuite, visite détaillée de l'appareil avec, suivant l'état, mise en réparation ou pliage. Les réparations étaient exécutées alors dans l'établissement spécialisé de Montauban, puis les parachutes étaient renvoyés à Calvi. Aujourd'hui encore, le pliage s'effectue de la même manière sur une table par équipe de trois : le voileur pour lover la voile, le

loveur pour lover les suspentes et le couturier pour fermer le sac à parachute. Le contrôle des opérations est effectué par un chef d'équipe responsable de deux tables de pliage. Les parachutes sont ensuite stockés par lots en magasin climatisé.

Les quatre premières semaines d'instruction sont sanctionnées par un examen à l'issue duquel les légionnaires sautent avec le parachute qu'ils ont plié, « histoire de voir s'il s'ouvre, résume Jean-Claude Saulnier, un truc pas totalement rassurant, d'ailleurs ». Ce n'est qu'après la cinquième semaine, dite de confirmation, que les légionnaires obtiennent un certificat pratique. Après une période allant de six mois à un an, les volontaires peuvent demander à suivre une formation de chef d'équipe de deux tables de pliage et obtenir ainsi le certificat technique élémentaire de plieur chef de table.

« Finalement, le médecin-chef a enfin donné le feu vert pour m'enlever ce fichu plâtre. Comme je l'ai évoqué plus tôt, j'ai entrepris une rééducation personnelle qui, ma foi, n'a pas trop mal réussi, puisque j'ai effectué mon premier saut en parachute depuis ma blessure le 28 août suivant. J'ai tout de même mis trois mois pour sauter à nouveau, avec la peur au ventre, en me disant : si je me casse à nouveau, cette fois, je suis bon pour les vis, et le 2e REP c'est fini. C'est durant cette période que j'ai pris connaissance de la citation décernée au régiment par le maréchal Mobutu, qui avait vraiment eu chaud aux fesses. »

Ordre du jour n° 001/78

Du président fondateur du Mouvement populaire de la Révolution, président de la République du Zaïre et Commandant suprême des Forces armées zaïroises

Aux officiers, sous-officiers, caporaux et soldats du 2e régiment étranger de parachutistes des forces armées françaises engagés dans les opérations de reprise de la ville de Kolwezi.

« Pour avoir repoussé l'ennemi venu de l'Angola et, par vos actes de bravoure, sauvé les vies humaines, tant expatriées que zaïroises, ce jour, 6 juin 1978, moi, Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga, Commandant suprême des Forces armées zaïroises, annonce au monde ma reconnaissance et ma grande satisfaction pour la célérité, le courage et l'esprit d'abnégation avec lesquels vous avez accompli votre mission.

Ainsi par l'ordonnance n° 78/280 du 6 juin 1978, je vous décerne la croix de bravoure militaire avec palme en bronze des Forces armées zaïroises. »

Fait à Lubumbashi, le 6 juin 1978
Signé : Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga

* * *

« Nous avons reçu la médaille bien plus tard, le 14 décembre 1979, je crois, soit un an et demi plus tard, sans doute le temps qu'ils la dessinent et que la Monnaie de Paris la frappe. En attendant, je participais à nouveau à toutes les activités de la compagnie. Il y a eu la passation de commandement entre le colonel Erulin et le colonel Roué, celle de la 1re compagnie entre le capitaine Poulet et le capitaine Tomatis. Nous avons poursuivi l'instruction et effectué quelques exercices en même temps que nous avons appris que le colonel Erulin était poursuivi pour proxénétisme par des âmes bien-pensantes – à l'époque, on ne parlait pas encore de *politiquement correct* – et nous avons compris que l'enthousiasme pour le REP et la Légion étrangère était bien retombé. Un peu plus tard, le BMC a naturellement été fermé. Imbécilité des aigris et des mal b… Au mois d'octobre, j'ai été sélectionné pour partir au CME à Castelnaudary. Je n'avais qu'un an de service, ce qui était assez rare à l'époque. Je n'ai pas dit oui, je n'ai pas dit non, car on ne m'a pas demandé mon avis ; je suis parti, tout de même fier de mon parcours. »

À la Légion étrangère, le peloton d'élèves caporaux s'adresse aux bons légionnaires sélectionnés dans leurs régiments. Il doit former des exécutants modèles, des moniteurs-démonstrateurs et des petits gradés aptes au commandement de leur niveau : équipe choc ou feu d'un groupe de combat, pièce d'armement collectif (mortier, Milan), chef de chambrée, gradé de relève… Ce rôle est très important, car ce sont eux qui deviendront, dans les unités élémentaires, le dernier relais du commandement et la cheville ouvrière des sections, en particulier en assurant la permanence de l'encadrement des jeunes légionnaires dont ils partagent la vie quotidienne ; ce sont eux qui leur feront découvrir les particularités de la vie militaire, les astuces de la vie en campagne, et qui participeront aux mêmes joies et aux mêmes peines. Ce métier, si simple en apparence, ne s'apprend pas sans

difficulté. Il réclame de la volonté et de l'endurance, mais aussi de l'expérience et de la persévérance pour assimiler et reproduire ces sommes de connaissances simples mais indispensables à la pratique du commandement.

Le 4e RE organise une douzaine de pelotons d'élèves gradés par an, à raison de deux simultanément. Le peloton compte une trentaine de stagiaires et dure un peu plus de deux mois pendant lesquels le futur caporal s'améliore physiquement et techniquement tout en apprenant les bases du commandement et de la pédagogie.

Plus tard, l'armée a acheté le domaine du Bertrandou, situé à une quarantaine de kilomètres de Castelnaudary, à l'usage des pelotons d'élèves gradés et d'élèves sous-officiers. Géré par la CIC, à ses débuts il offrait l'hébergement dans une grande bâtisse peu à peu aménagée par les stagiaires, une ébauche de golf grenades, quelques obstacles de parcours du risque dont un saut de puce situé dans les arbres de la cour et une installation rudimentaire de douches froides. Au *Bertrandou*, les futurs gradés et sous-officiers acquièrent les automatismes liés aux différents cadres d'ordre du type DPIF[1], ZMSPCP[2] et autres FFH[3]. Son domaine de 192 hectares constitué d'un terrain très varié, boisé et vallonné, permet de faire évoluer simultanément plusieurs pelotons dans les meilleures conditions de vie en campagne, c'est-à-dire les plus rustiques. En plus des moyens d'instruction traditionnels, le Bertrandou dispose également de deux zones de course d'orientation et de plusieurs sites caractéristiques qui permettent aux futurs cadres de dominer tous les problèmes posés par la topographie.

À l'époque du légionnaire Soral, un peloton comporte environ la moitié de non-francophones ; près de 50 % sont issus de la branche 00 (combat), notamment les candidats provenant du 2e REP, du 2e RE ou du 1er REC (combat CLB), les autres sont des spécialistes titulaires d'un CTE (administration, transmissions, mécanique, santé…) qui doivent rapidement se mettre à niveau. On trouve également des stagiaires provenant des régiments d'outre-mer qui intègrent le peloton à l'issue de leur congé de fin de campagne. Le stage comporte quatre semaines d'instruction technique et tactique au quartier Lapasset et à la ferme du Bertrandou. Cette partie se conclut par un raid d'une semaine sur une distance d'une centaine de kilomètres. Les deux semaines suivantes – parfois en camp – permettent de

développer l'instruction sur le tir tout en servant de troupe de manœuvre aux élèves sous-officiers. Enfin, les deux dernières semaines sont consacrées aux révisions au Bertrandou ou à Lapasset. Les examens – écrit et pratique – occupent la dernière semaine et prennent la forme de tests sportifs – 8000 TAP, parcours du combattant, natation… –, d'applications pédagogiques auprès des engagés volontaires (leçon d'ordre serré ou démonstration au parcours du combattant), d'un exercice de combat en tant que chef d'équipe et d'un circuit chronométré agrémenté d'ateliers (armement, mécanique, transmissions, NBC, topographie, secourisme…). Au terme de deux mois d'un drill basé sur la résistance à l'effort, la rusticité, l'endurance et l'instruction tactique, on compte environ 95 % de réussite, les échecs étant surtout dus à des causes médicales et accidentelles. Il est à noter qu'il existe un CME filière 2 organisé dans les corps qui forme des caporaux spécialistes dont la carrière s'arrêtera au grade de caporal-chef. Les meilleurs caporaux bénéficient d'une rapide proposition de stage CM1 ouvrant la voie à une carrière de sous-officier. Il peut arriver, en raison des besoins, que le 2e REP organise ses propres CME à l'aune de ses critères d'excellence, soit à Calvi, soit lors de missions de courte durée ou d'opérations extérieures.

Un légionnaire qui désire faire une carrière de sous-officier passe au minimum quatre fois, sinon cinq, au 4e Étranger. Une première fois pendant les quatre premiers mois de sa formation de base ; puis il y revient pour suivre un peloton d'élèves gradés qui lui donne le grade de caporal. Il y revient une nouvelle fois pour suivre un stage de spécialité débouchant sur un certificat technique du premier degré dans la branche combat ou les métiers de l'administration, de la maintenance ou de la logistique. Enfin, selon sa filière et son orientation, il retrouve la CIC pour suivre un peloton d'élèves sous-officiers préparatoire au certificat militaire du premier degré. Il est alors sergent et entame une carrière de sous-officier qui le mène au certificat militaire du deuxième degré, qui se prépare également en partie au 4e RE, puis au certificat technique du deuxième degré qui sont des diplômes nationaux et dont les stages se déroulent dans les écoles spécialisées de l'Armée de terre, du service de santé ou de la Marine nationale.

« Fin octobre, je suis donc parti dans la foulée pour Castelnaudary après le traditionnel passage à Aubagne et le non moins traditionnel voyage en train, mais cette fois dans de meilleures conditions. J'ai retrouvé la caserne

Lapasset et son agitation avec un petit pincement au cœur en souvenir de ce que j'y avais vécu peu de temps auparavant. Mais cette fois, j'étais de l'autre côté de la place d'armes et j'avais quelques arguments à faire valoir, sans pour autant me mettre en avant, fidèle en cela au principe de discrétion qui m'a si bien servi jusqu'ici. J'ai fait le CME sous les ordres de l'adjudant Bruketa, qui venait juste d'être nommé à ce grade. Avec lui, j'ai appris que la ligne droite n'était pas forcément la plus courte pour aller d'un point à un autre. De surcroît, s'agissant d'apprendre à commander, il a bien fallu sortir de l'anonymat en tant qu'élève de jour ou lors des exercices. Je me souviens en particulier d'une marche où j'étais serre-file et où je devais faire le point de l'effectif chaque fois que nous nous arrêtions. À un moment, j'ai constaté qu'il manquait un gars. Bruketa m'a dit que je m'étais peut-être trompé. J'ai redescendu la colonne, mais il n'y avait pas d'erreur. Nous sommes revenus sur nos pas jusqu'à la dernière halte où nous avons trouvé notre bonhomme qui s'était endormi dans un coin de fossé. Inutile de dire que nous l'avons vite réveillé, furieux d'être obligés de refaire le même trajet. Comme c'était en pleine nuit, nous ne l'avions pas vu. C'était une bonne leçon pour l'avenir, car j'aurais dû m'assurer que tout le monde était bien reparti.

» Les activités physiques ne posaient pas de problèmes, à part peut-être pour les gars du 1er RE et pour ceux qui revenaient de CFC et qui avaient un peu de mal à retrouver leur forme de coureurs de jungle ou de bédouins du désert. L'enseignement était beaucoup plus technique que lors de l'instruction. Finalement, je n'ai pas de souvenirs marquants du CME. Bien sûr, il y avait toujours cette discipline rigide que l'on retrouve dans tous les pelotons. L'entretien physique restait tout de même une des priorités ; les parcours du combattant s'enchaînaient, les parcours naturels et les 8000 TAP le long du canal du Midi aussi, mais par exemple, les séances de tir à Villemaury étaient beaucoup plus décontractées qu'à l'instruction tout en conservant une stricte discipline au niveau des mesures de sécurité et de l'ouverture du feu. La pédagogie tenait déjà une place importante dans les activités du peloton : déroulement d'une séance d'ordre serré, démonstration d'un obstacle du parcours du combattant… Nous étudiions le rôle du caporal sous toutes ses formes : le caporal de semaine, le caporal de jour, le caporal de relève… Et comme toujours, il y avait les chants Légion, symboles de la cohésion du peloton ! Il se trouve que l'adjudant Bruketa habitait à proximité du quartier, derrière le mess. Le soir, quand nous étions

au quartier, il donnait un répertoire à entonner avant l'extinction des feux. Si par malheur nous ne chantions pas, on le voyait débouler et alors là, l'élève de jour en premier, nous ramassions, tours de place d'armes en courant, tours de place d'armes en chantant, selon l'heure, ça pouvait durer longtemps. J'ai bien sûr revu l'adjudant Roynel, mais les rapports n'étaient plus les mêmes, nous étions des légionnaires et nous allions devenir des caporaux. Donc nous ne devions pas être fatigués, ni tirer au cul ! L'examen s'est déroulé sans problème et j'ai quitté le RILE le 21 décembre. Arrivé à Calvi, j'ai été nommé caporal le 23 décembre 1978 avec port des galons le 25, le jour de Noël[4]. Les fêtes se sont bien passées, mais pendant trois semaines j'ai été caporal balai. Cependant, comme la compagnie avait besoin de petits gradés d'encadrement, je suis passé très vite caporal de commandement, chef d'équipe feu de la 3e section. Ce n'était plus la même musique. Dans ce cas, au REP, le caporal assure réellement toutes les fonctions entrevues à Castelnaudary : perception de l'armement, de l'optique, des transmissions, rassemblement de la section, entretien de la chambre, et j'en passe. J'ai pris en main mon équipe. Au début, quelques "cigares[5]" sur le terrain : hésitations, mauvais placement, observations incomplètes… Mais j'ai vite appris et, au moment de l'alerte Guépard pour le Gabon, j'étais prêt à assumer mes responsabilités. »

---

1. Direction, Point à atteindre, Itinéraire, Formation.

2. Zone d'installation Mission Secteur Point particulier Conduite à tenir Place du chef.

3. Face à Formation Halte

4. À la Légion, Noël constitue, avec Camerone, la fête la plus importante de l'année légionnaire. Elle est l'illustration de la devise « Legio patria nostra ». À cette occasion, dans tous les régiments, les légionnaires réalisent des crèches dans lesquelles ils mettent toute leur foi et leur amour. Le soir de Noël, ils reçoivent un cadeau et sont conviés à un repas gastronomique. Les cadres, officiers et sous-officiers, sont tenus de passer la soirée avec les légionnaires. Des sketches permettent d'ironiser gentiment sur les travers de certains cadres, et tard dans la nuit montent les chants Légion lancés d'une compagnie à l'autre.

5. « Prendre un cigare » veut dire se faire réprimander assez vertement, il sanctionne généralement une erreur sans gravité ou une faute de comportement mineure. Comme toujours à la Légion, cette réprimande qui ne laisse pas de trace est rapidement oubliée à condition que le fautif ne récidive pas. Il peut alors passer au rapport du capitaine pour punition.

Chapitre 8

Les premières « tournantes »

« Le 25 février 1979, une fois de plus, on a tout laissé tomber pour se préparer à aller en Afrique. La compagnie était en alerte Guépard car les événements au Tchad devenaient inquiétants. On a pensé aux copains de l'opération *Tacaud*, qui avaient l'air d'être dans une drôle de galère. En partant au Gabon, nous pensions au baroud, en fait nous avons pris le rythme d'une "tournante" normale : quinze jours de servitudes et de travaux, quinze jours d'apprentissage tactique sur le terrain. À cette époque, le 6e BIMa, qui était le bataillon auquel nous étions rattachés, comportait deux compagnies de combat : une parachutiste et l'autre d'infanterie motorisée. Nous étions installés au camp De Gaulle, près de l'aéroport. »

Durant deux décennies, de la fin des années 1970 à l'aube du XXIe siècle, jusqu'à la restructuration et la professionnalisation de l'Armée de terre, la redéfinition des missions et le redéploiement des forces françaises en Afrique, le 6e bataillon d'infanterie de marine, héritier des traditions du 6e RIAOM de Bigeard et du 6e RIC de Salan, a constitué une force prépositionnée accueillant des unités de combat métropolitaines pour leur entraînement et éventuellement leur engagement sur le continent africain. Ainsi, en 1979, lorsque le 6e BIMa accueille la 1re compagnie du 2e REP, il comprend, outre la CCAS, un détachement autonome des transmissions, la mission de transit et d'approvisionnement à Douala, au Cameroun, et deux compagnies de renfort : l'une motorisée incluant un peloton d'automitrailleuses fourni par la 9e DIMa, l'autre parachutiste, provenant de la 11e DP. Un détachement d'hélicoptères de l'ALAT et une formation de Noratlas de l'Armée de l'air sont également rattachés au bataillon. Cette

dimension interarmées apparue en 1976 ne cessera de croître avec l'augmentation des moyens nécessaires aux nombreuses interventions qui émailleront le dernier quart du XXe siècle en Afrique.

Les activités d'instruction et d'entraînement sont nombreuses et variées, mais guère différentes de celles qui se pratiquent en France, bien qu'elles s'exercent dans un cadre géographique et climatique particulier. Ce dernier point exige un nécessaire acclimatement effectué au camp de brousse du Cap militaire, à une vingtaine de kilomètres de Libreville, la capitale gabonaise. Ces activités comportent notamment des parcours de tir individuels ou de groupe, une accoutumance à la vie en forêt équatoriale, un entraînement nautique et amphibie et une connaissance du pays par différentes visites et déplacements. Chaque unité effectue durant quatre mois – la durée de la mission de courte durée au Gabon – des sorties d'amplitudes diverses durant lesquelles sont exécutés des exercices montés par le commandant d'unité en liaison avec le bureau opérations et instruction du bataillon. En moyenne, une compagnie sort quinze jours par mois sur le terrain. Lorsqu'elle assure le service au camp De Gaulle, elle dispose d'une section à l'instruction.

Le tir, pratiqué sur les deux champs de tir de N'Kago et d'Owendo appartenant aux forces de sécurité gabonaises, le sport sous toutes ses formes dans le cadre de challenges et de compétitions, l'entraînement TAP, qui propose deux séances de saut par mois, complètent le programme d'instruction du bataillon. Cette instruction fait l'objet d'une restitution opérationnelle sous forme d'exercices en coopération avec des formations gabonaises qui mettent en œuvre les deux unités de combat et un PC léger du bataillon. Centrés sur un thème simple, ces exercices ont lieu deux ou trois fois dans l'année selon les relèves des unités en séjour. Une fois par an se déroule une manœuvre de grande ampleur à laquelle participe le 6e BIMa et tous les moyens des troupes françaises au Gabon, l'armée gabonaise et, une année sur deux, des unités de la 11e DP ou de la 9e DIMa, ainsi que des moyens aériens et des bâtiments de la Marine nationale venus de France comme les TCD *Ouragan* ou *Orage*. Le 6e BIMa assure également une large formation élémentaire à son personnel permanent et dans certains cas à des personnels des unités tournantes. Le soutien du 6e BIMa est en grande partie tributaire de la métropole par l'intermédiaire de la mission logistique de Douala. Mais, un peu à l'image du 2e REP et de son insularité, du fait de

son éloignement de la France et de l'absence d'établissements spécialisés situés au Gabon, il nécessite des structures plus étoffées dans des domaines inhabituels, notamment aérien, et dans le cas du génie ou de la maintenance automobile.

Après l'intervention française au Zaïre, la période 1979-1981 a été marquée par le pourrissement progressif de l'Afrique centrale, dont la tentative de déstabilisation du Tchad par les rebelles tchadiens et les Libyens, puis le déclenchement de l'opération *Barracuda* en République centrafricaine et le déploiement progressif des Éléments français d'assistance opérationnelle à Bouar et à Bangui. Le 6e Bataillon d'infanterie de marine a été au cœur des opérations avec sa base de transit de Douala, la projection d'une compagnie parachutiste à Bangui, et surtout le soutien immédiat aux opérations d'éléments stationnés ou en transit. Il fournit également des renforts pour le Tchad lors des violents combats du BET qui opposent l'armée nationale tchadienne, encadrée par les légionnaires parachutistes de *Tacaud* et appuyée par des unités françaises, aux rebelles du GUNT de Goukouni Oueddeï soutenus par les Libyens.

Le 15 février, la compagnie Marchand décolle pour N'Djamena. Elle est remplacée par la compagnie Doucet[1] du 3e RPIMa, qui rejoint à son tour la capitale tchadienne le 25 février. Elle est relevée par la 1re compagnie du 2e REP, commandée par le capitaine Tomatis. Pendant de nombreux mois, Libreville a été la principale base aérienne de la zone avec des moyens de transport allant jusqu'à 12 Transall, une composante combat réunissant des Mirage F1, des Jaguar et des ravitailleurs KC 135, des Breguet Atlantic de reconnaissance aérienne pour le renseignement, sans parler du renforcement du DETALAT. Durant cette période, les Transall ont assuré le transport logistique de l'opération *Tacaud* et 1 334 rapatriés du Tchad ont transité par Libreville, bénéficiant du soutien du bataillon.

* * *

« Le 25 février 1979, nous sommes partis au Gabon. Là-bas, le camp était bien agencé, je dirais même confortable. Chaque compagnie disposait d'un bâtiment complet de part et d'autre de la place d'armes. Nous avons immédiatement été mis dans le bain. Sous prétexte d'acclimatement, nous avons eu droit à quinze jours de servitudes. Il n'était plus question de baroud, d'ailleurs la situation s'améliorait au Tchad et en République

centrafricaine, l'empereur Bokassa avait été déposé et remplacé par le président David Dacko après l'intervention du 8e RPIMa, ce qui nous faisait un peu marronner. Nos missions étaient surtout concentrées sur l'instruction. Nous faisions beaucoup de combat, des exercices et des sorties en brousse ou en forêt. Le tir occupait une place importante. Je me souviens de séances au champ de tir du Cap militaire, au bord de la mer. Le sable était blanc et la réverbération accroissait la difficulté du tir. Un jour, la séance a été interrompue pour que la section se rende dans un village qui avait été ravagé par un troupeau d'éléphants afin de porter assistance à la population. Lorsque nous sommes arrivés, il n'y avait plus de village. Tout avait été rasé et piétiné. C'était franchement impressionnant et je me suis souvent demandé ce que l'on pouvait éprouver face à une cinquantaine de mastodontes déchaînés pesant près de 5 ou 6 tonnes chacun. Nous avons vu les habitants revenir les uns après les autres, mais apparemment ils avaient eu le temps de s'enfuir et il n'y avait pas de victimes. Il ne leur restait plus qu'à reconstruire leur village et préparer de nouvelles cultures.

» Ce qui nous plaisait bien aussi, c'étaient les activités TAP. On faisait des sauts à Libreville, le long de l'aéroport ou au champ de manœuvres d'Ekwata. J'ai tout de même été un peu déçu car nous devions faire un saut de Dakota, mais il a été annulé. C'est dommage, j'aurais bien voulu voir ce que pouvaient ressentir nos anciens.

» L'accent était surtout mis sur la vie et le combat en Afrique. Quand nous avons découvert le parcours de jungle qui allait devenir plus tard la piste Malibé, nous avons vraiment eu, au sens littéral, l'impression d'être dans la m… Il fallait se démener dans la boue et dans un enchevêtrement de palétuviers et de plantes aquatiques urticantes. Il était recommandé de porter des gants pour éviter de toucher ces plantes et de se blesser aux épines et à toutes les cochonneries que la boue nous cachait à marée basse. Le seul truc bien, c'était de pouvoir se plonger dans l'eau claire à l'issue du parcours. Quand c'était marée basse, c'était la boue dont nous n'arrivions pas à nous sortir, quand c'était marée haute, c'était recouvert par l'eau et nous arrivions difficilement à nager en treillis, avec notre barda et ce que nous faisaient transporter les instructeurs. Ça allait des caisses à munitions pleines de sable au *blessé* qui ne rigolait pas dans cette galère. En plus de ça, les instructeurs qui n'étaient pas Légion gueulaient comme des chiffonniers, non, c'est vraiment pas un truc que j'ai beaucoup apprécié. Mais enfin, il fallait le faire, nous l'avons fait. À la limite, c'était plus une

galère qu'un entraînement. Après, quand j'y suis retourné, ça avait bien changé. Dans ce cas, on explique aux gens ce qu'ils doivent faire et comment s'y prendre. Mais là, non, on rentrait là-dedans à fond la caisse, et on terminait comme on pouvait. Tout en force, chacun comme il pouvait. Nous avons vite compris que seule la cohésion et la solidarité pouvaient nous tirer de ce piège. Le but du jeu, c'était : le départ est ici, l'arrivée est là, entre-temps, dém…-vous.

» Le Gabon ressemblait étrangement au Zaïre. L'ambiance n'était bien sûr pas la même, la forêt était plus dense, mais la configuration du terrain avait des similitudes. Lors de nos sorties, nous avons eu la chance de côtoyer les Pygmées. Je n'en avais jamais vu de ma vie. Ce sont des petits bonshommes très nerveux, toujours en mouvement. De redoutables chasseurs et, dit-on, des guerriers féroces et pas fainéants. Quand les autres vous regardaient travailler, les Pygmées mettaient la main à la pâte sans rechigner. Pour le reste de la population, contrairement au Zaïre, le Gabon était très disparate. On voyait des Asiatiques, des Orientaux, surtout des Libanais, des Indiens, et les Noirs se montraient accueillants. J'aimais bien le Gabon, c'était sympathique. Mais les gens avaient une façon de parler assez surprenante. Un soir, nous étions sortis pour aller manger au restaurant. Après, nous sommes allés boire un verre et nous sommes tombés sur des filles qui ont vu que nous étions militaires, mais sans plus. Quand elles nous ont demandé ce que nous faisions là, nous leur avons répondu que nous étions en vacances. L'une d'entre elles m'a dévisagé longuement et m'a dit dans un français très scolaire : "Ce n'est pas possible, je ne vous crois pas. Vous êtes des soldats du camp *Di Gaulle*." À part l'accent, je n'en revenais pas, sa diction m'a vraiment impressionné, à tel point que je me suis demandé si ces filles étaient vraiment des prostituées.

» Seule petite ombre au tableau, nous entretenions des relations exécrables avec la Comoto[2]. Pourquoi ? Je n'en sais rien. Un jour que nous nous rendions au réfectoire en chantant, ce qui est normal dans une unité Légion, les marsouins se sont fichus de nous. Ce n'était pas la première fois. Le sergent Roso[3] a arrêté la compagnie, et il est monté dans les étages du bâtiment de la Comoto et il a fait taire les braillards. Comme il y avait beaucoup de VSL[4], ils ont dû aller se plaindre auprès de leur capitaine, qui en a sûrement rajouté chez le chef de corps, ce qui n'a pas arrangé nos affaires. Ensuite, il y a eu la prétendue tentative d'intrusion dans l'avion

présidentiel d'Omar Bongo. En fait, il n'y a pas eu spécialement d'intrusion. J'ai une version qui est également celle du colonel Tomatis, qui était notre commandant d'unité, et qui paraît la plus plausible : nous étions de garde à l'aéroport dans le secteur où se trouvaient les avions militaires français. Un peu plus loin, il y avait ce fameux avion présidentiel. Il faut savoir qu'il y avait une machine à glaçons dans cet appareil. Or, le caporal Zagan a entendu du bruit provenant de l'avion. Il est donc allé voir. Il n'a vu personne, mais le bruit continuait. Il a hésité, mais il a touché la poignée de la porte, qui est tombée. Comme c'est un système hydraulique, il n'a pas pu la remettre. Évidemment, les Gabonais nous ont accusés de vouloir piller l'avion présidentiel et en ont fait des gorges chaudes.

» Après, il y a eu un autre incident qui a encore impliqué le sergent Roso, qui était sergent de semaine. Il emmenait la compagnie à l'ordinaire pour le repas de midi quand il a vu dans la salle à manger le chien du garde réfectoire. Il a dit à ce caporal-chef que le chien n'avait rien à faire là et qu'il fallait le faire sortir. Mais celui-ci, bouffi de son autorité de larbin, l'a pris de haut et a refusé. Mais à des hommes comme Roso on ne refuse rien, dit le récit du combat de Camerone ! Il a alors viré le chien avec pertes et fracas tout en faisant remarquer à l'individu qu'il était sous-officier de la Légion étrangère et qu'il n'avait pas à lui parler sur ce ton. Résultat, le chien a perdu la vie, le caporal-chef est allé se plaindre. L'avion, les chants, le chien plus un ou deux autres petits incidents, c'en était trop. Nous étions indésirables et la compagnie s'est fait jeter du Gabon comme une malpropre. Nous sommes partis le 28 mars 1979, soit un mois après notre arrivée en raison d'une bande d'abrutis qui ne pouvaient pas nous voir. Lors de notre départ, nous avons fait stationner les camions à l'extérieur du camp De Gaulle et nous sommes sortis en tenue de défilé et en chantant pour bien leur faire comprendre que nous n'avions rien à faire de leur opinion. Nous sommes revenus à Calvi, où le colonel Roué nous a passé ce qu'on peut appeler un cigare régimentaire, plus pour la forme que pour le fond. D'ailleurs, pendant un certain temps, nos successeurs ont éprouvé le même genre de difficulté, preuve d'un véritable parti pris anti-Légion.

» Au retour du Gabon, j'ai fait un CTE 00, puis dans la foulée un CTE santé (branche 08) à l'infirmerie du camp Raffalli. J'avoue que je me suis tout de suite senti à l'aise dans le milieu médical et c'était une nouvelle corde ajoutée à mon arc. Finalement, le 1er mai 1979, j'ai obtenu le BMPE 08 et je suis devenu infirmier section. Le 14 décembre 1979, j'ai été décoré

de la médaille d'outre-mer avec agrafe *Zaïre*. Si l'on excepte la médaille de Mobutu, c'était ma première décoration française et j'en étais particulièrement fier. Tout le reste de l'année 1979 s'est passé à Calvi avec des activités diverses et variées. Manœuvres, exercices, sport, marches… Et 1979 a été l'année de mon premier GR 20. Nous avons commencé par un saut avec l'armement organique à Conca, sur la DZ de Capo di Feno, à côté d'Ajaccio. Il s'agissait donc de traverser toute la Corse du sud au nord. Le premier soir, nous avons dormi à Conca et le lendemain, de bonne heure, nous avons attaqué dans le bois dur. Même quand on fait des marches comme celle du képi blanc ou d'autres en montagne, on n'a aucune idée de ce que peut être le GR 20. Et quand je pense au gars de la CEA qui crapahutait avec la plaque de base du mortier ! Je me disais qu'ils ne me verraient jamais dans cette compagnie. Le GR 20, c'est vraiment impressionnant, il n'y a pas 10 centimètres de plat. On passe de 600 mètres à 1 500 mètres, on descend à 800 pour remonter à 2 000, sans avoir le temps de souffler. Souvent c'était un sentier de chèvres quand ça ne tournait pas carrément à l'escalade du côté du lac du Nino. En plus, le GR 20, c'est sympa quand il fait beau, mais quand il pleut, c'est un véritable calvaire. Il faut faire attention à ne pas glisser, faire attention à l'endroit où on pose les pieds. Nous marchions de 7h30 à midi et la pause casse-croûte, puis on remettait ça jusqu'au soir avec une pause horaire de cinq minutes obligatoire. Nous arrivions complètement vidés à la halte. Nous dormions et nous repartions comme des automates et ainsi de suite… Jusqu'à ce que nous arrivions à la fin du GR 20 dans la forêt de Bonifato. Là, on peut dire que nous étions morts, lessivés. Quand je suis arrivé, je ne sentais plus rien, ni les pieds, ni les jambes, ni les bras. J'avais l'impression d'avoir toujours le sac sur le dos. Mais pendant la marche, il y avait tout de même des moments sympathiques comme les rencontres avec les bergers, qui nous échangeaient des fromages contre des rations. Parfois, on croisait des touristes. Heureusement, pour le moral, nous avions avec nous le père Lallemand[5], aumônier du régiment. C'était un seigneur. Il était rassurant, encourageait ceux qui connaissaient une petite défaillance, plaisantait avec les autres, offrait un morceau de saucisson à l'un, un peu d'eau à l'autre… Le soir, au bivouac, il remontait le moral, donnait des conseils. C'était vraiment une figure du régiment. Il sautait avec les promos, il avait participé à l'opération *Bonite*, plus tard on le retrouvera au Tchad. C'était vraiment un personnage incontournable et apprécié de tous. »

* * *

Lorsque Jean-Claude Saulnier arrive pour une mission de courte durée à la 13e DBLE, la république de Djibouti est indépendante depuis le 27 juin 1977. Situé entre l'Éthiopie et l'ex-Somalie éthiopienne, ce territoire de la Corne de l'Afrique appelé successivement « Côte française des Somalis », puis « Territoire français des Afars et des Issas », était français depuis 1896, mais les premiers établissements remontent à 1862. Sa position stratégique face à Aden occupé par les Anglais, au débouché du canal de Suez et de la mer Rouge, explique pourquoi la France a tenu à s'installer sur ce bout de désert de 23 000 kilomètres carrés apparemment si déshérité. À cheval sur la faille du Rift, l'intérieur du pays présente en effet un relief dénudé et un paysage peu réjouissant de sable et de cailloux noirs. Épousant les contours du golfe de Tadjourah, le pays est une succession de grands plateaux de 400 à 1 000 mètres d'altitude, dominés çà et là par des reliefs plus tourmentés comme les monts Mabla et Goda, qui culminent à 1 740 mètres, ou le massif du Garbi, à 1 100 mètres, lieu de la catastrophe aérienne qui endeuilla l'armée française en 1982.

* * *

C'est dans ce pays que débarque un jour d'avril 1962 la 13e demi-brigade de Légion étrangère en provenance d'Algérie, où la guerre vient de finir en apocalypse. La Corne de l'Afrique et plus précisément la Côte française des Somalis succède au « Bec de Canard » sur la frontière algéro-tunisienne. Certes, la demi-brigade avait déjà foulé ces contrées lors de la campagne d'Érythrée au début de 1941 et quelques anciens d'Indochine y ont fait escale, mais tout cela est bien loin et pour tout le régiment commandé par le colonel Lacote, il s'agit d'une véritable découverte. Les premières impressions ne sont pas très bonnes. Plus encore que dans le bled algérien, la chaleur est étouffante ; à part quelques quartiers européens, la ville paraît crasseuse et enveloppée de poussière. Les légionnaires se voient attribuer des infrastructures précaires ou vétustes, parfois inexistantes. Destinées à devenir des forces de présence, les unités de la demi-brigade sont disséminées sur tout le territoire. La CCAS s'installe à la sortie de Djibouti, au camp de Gabode, où des baraques, vestiges de l'occupation italienne, seront encore utilisées vingt ans plus tard. Il faut construire tout le

casernement qui abritera le PC, la zone vie, les magasins et les ateliers, puis, un peu plus tard, la 2e compagnie de travaux et ses engins de chantier. Quelques arbres et de maigres plantations tentent d'égayer ce nouveau quartier, qui n'a certes rien à voir avec Arnaultville, le camp de la « 13 » en Indochine. Pour le confort des légionnaires, le camp comporte un foyer, un cercle-mess officiers et sous-officiers, un cinéma en plein air et un centre d'accueil – autrement dit un BMC. Il est à noter que tous les postes extérieurs de la 13e DBLE comportaient un centre d'accueil jusqu'à l'indépendance et la réorganisation de la demi-brigade. Chaque centre d'accueil comptait entre six et huit filles. Il était géré par un caporal-chef ancien, sous la responsabilité du chef comptable et de l'infirmier compagnie. Une rotation des filles se faisait tous les trois ou quatre mois environ et vous pouviez très bien retrouver la fille dont vous aviez goûté les charmes à Holl-Holl pensionnaire à Dikhil avant d'atterrir à Oueah ou Ali-Sabieh. Elles faisaient l'objet d'un contrôle médical rigoureux et étaient impitoyablement renvoyées en cas de manquement à l'hygiène. Leur sélection était comprise dans les attributions du chef comptable et de l'infirmier, parfois du caporal-chef tenancier. Lors des relèves, le groupe de filles descendait à Djibouti avec la liaison, escorté par les deux hommes qui devaient faire le choix des nouvelles en ville, ce qui donnait lieu à des tractations pittoresques en fonction des tarifs, des spécialités de ces dames ou tout simplement de leur physique. Inutile de dire que cette mission était très prisée des compères. Dans les unités extérieures dont la gestion était autonome, le centre d'accueil était une manne pour les caisses noires des compagnies, tout comme pour le chef comptable, l'infirmier et le tenancier, qui arrondissaient grassement leurs fins de mois sans pour autant se rendre coupables de malversations. Bien souvent, lors des contrôles de gestion de la compagnie, l'intendant était d'abord amené au centre d'accueil pour se désaltérer… Les comptes de l'ordinaire ou du foyer étaient vérifiés plus tard.

Après une période de stabilisation marquée par des réorganisations diverses et des changements d'implantations, notamment à Arta et à Obock, la 13e DBLE, qui a assuré des missions de maintien de l'ordre musclées lors de la visite du général de Gaulle en 1966, prend sa forme définitive dans les années 1970. Elle comporte à Gabode, quartier Monclar, le PC du régiment, la CCAS et la 2e compagnie de travaux ; à Oueah, l'escadron de

reconnaissance ; à Holl-Holl, poste Lieutenant-colonel Brunet de Sairigné, la 4e compagnie ; à Ali-Sabieh, poste Lieutenant-colonel Gaucher, la 3e compagnie ; et à Dikhil, poste Amilakvari, la 1re compagnie. Chacun de ces postes comportait une zone vie, des ateliers, un foyer, un cinéma et une piscine. L'électricité était fournie par d'imposants groupes électrogènes. Il est à noter que seul le PC de Gabode ne disposait pas d'une piscine. Il faudra attendre 1977 pour que les légionnaires de la portion centrale puissent enfin bénéficier d'une telle installation.

Pour faire face aux convoitises de ses turbulents voisins éthiopiens et somaliens, le Territoire français des Afars et des Issas (ainsi nommé depuis le référendum de 1967) dispose d'une importante garnison composée de la 13e DBLE, du 5e RIAOM et du 6e RAMa. Soit près de 4 000 hommes au total. Elle est appuyée et soutenue par d'importants moyens aériens et navals. La 13e DBLE est désormais articulée en une CCAS ; une compagnie de travaux à une section de commandement, une section d'engins et deux sections de légionnaires pionniers ; trois unités de combat motorisé dotées de VLRA : 1re, 3e et 4e compagnies à une section de commandement et d'appui et quatre sections de combat ; un escadron de reconnaissance à un peloton de commandement et quatre pelotons sur AML 60 et 90. Les missions de la 13e DBLE relèvent de la défense opérationnelle du territoire. Elle peut mener des actions décentralisées à partir de ses postes ou agir au complet dans le cadre de l'engagement des forces françaises de Djibouti. Les missions principales de la demi-brigade sont la surveillance du barrage extérieur de Djibouti érigé en 1968, la protection de la voie ferrée Djibouti – Addis-Abeba, les chantiers d'infrastructures sur l'ensemble du territoire et la surveillance des frontières. Au sein des compagnies, l'accent est mis sur l'instruction, l'aménagement des postes, les exercices, les raids et les nomadisations à pied ou en VLRA. Les tournées aux frontières – assez floues – du territoire sont très appréciées des légionnaires car elles rompent la monotonie de la vie de poste ; tout comme la surveillance du barrage, une mission d'un mois qui permet de se rapprocher de la grande ville et, lors de quartiers libres ou de permissions de nuit, d'en goûter les fruits défendus. Les exercices compagnies, les manœuvres régimentaires ou du niveau TFAI, les contrôles d'instruction des sections, le sport avec ses challenges de Noël et de Camerone, qui sont l'occasion de joyeux

déplacements des compagnies les unes chez les autres, constituent l'essentiel des activités des légionnaires de la 13e DBLE.

La fin de l'année 1973 est marquée par la première apparition sur le territoire d'éléments du 2e REP venus participer à la manœuvre Binin. Ayant eu l'expérience des contrées désertiques au Tchad, malgré leur méconnaissance du terrain et un parc automobile vétuste, les légionnaires parachutistes se tirent sans problème des pièges que leur ont tendus les compagnies plus ou moins jalouses de voir de nouveaux venus empiéter sur leur terrain de jeu habituel. Ce qui crée une saine émulation, à la grande satisfaction du chef de corps de la « 13 », le colonel Petré, et de l'état-major des forces françaises de Djibouti. En ville, la présence des légionnaires parachutistes est diversement appréciée. Beaucoup plus argentés que les légionnaires de la « 13 », dépensant sans compter, ils sont les favoris des commerçants et des filles, qui préfèrent nettement les « ficelles rouges » aux « ficelles jaunes[6] ». Bien sûr, les légionnaires de la « 13 » accusent ceux du REP de ne pas respecter les tarifs et de donner de mauvaises habitudes aux filles, ce qui se traduit par quelques bagarres musclées. C'est ainsi que *La Flèche rouge*, un bar du quartier 2, est démoli à plusieurs reprises par les légionnaires « Monclar » ou « Rollet[7] » et toujours mieux rénové, car les dégâts sont payés rubis sur l'ongle par le régiment. Le pli est pris et désormais les compagnies du REP se succéderont tous les ans en missions de courte durée et seront peu à peu intégrées dans l'organigramme de la demi-brigade. En 1974, la 3e compagnie arrive pour un séjour de cinq mois. Au camp de toile qui avait accueilli ses prédécesseurs à Gabode succède un véritable cantonnement à Arta. La compagnie tournante du 2e REP, toujours aussi pauvrement motorisée, participe désormais à toutes les activités de la 13e DBLE et ajoute la troisième dimension à ses compétences. En 1976, par l'intermédiaire de sa 2e compagnie, le 2e REP ajoute un nouveau fait d'armes à son riche palmarès en menant l'assaut de la palmeraie de Loyada, qui permet de délivrer les enfants d'un car scolaire pris en otages par un mouvement de libération somali.

Le 27 juin 1977, après une année ponctuée par de nombreuses manifestations et des affrontements entre Afars et Issas durant lesquels la 13e DBLE a mené des missions de maintien de l'ordre et d'interposition tout en assurant la garde du barrage, la France accorde l'indépendance au

TFAI, qui devient la république de Djibouti. Avec elle se pose la question de l'avenir de la 13e DBLE. Déjà des villes de métropole se disent prêtes à accueillir la glorieuse unité de Narvik, Bir-Hakeim et Diên Biên Phu. En fait, le nouveau gouvernement djiboutien sait très bien qu'il n'est point de salut sans la France et il s'empresse de signer des accords de défense qui comprennent le maintien d'une garnison dont la 13e DBLE. De son côté, alors que l'Afrique connaît une forte poussée marxiste, la France n'est pas disposée à abandonner une base géostratégique de première importance. Toutefois, en signe de bonne volonté, le barrage est démantelé et les compagnies tournantes sont supprimées pour un temps. Indépendance oblige, les implantations de la « 13 » sont modifiées. Les postes de Dikhil et d'Ali-Sabieh sont transférés à l'armée naissante de la jeune république ; la 1re compagnie s'installe à Obock tandis que la 3e compagnie rejoint Gabode. Plusieurs réorganisations et une redéfinition des missions de la 13e DBLE aboutissent à la dissolution des 1re et 4e compagnies et au transfert du poste de Holl-Holl à l'armée djiboutienne en 1979. Au début de 1980, la 13e DBLE commandée par le colonel Gillet ne comporte plus que la CCAS, la 2e CT, la 3e compagnie et l'Escadron de reconnaissance à Oueah, devenu poste Lieutenant-colonel Brunet de Sairigné. Mais elle accueille à nouveau des unités du 2e REP en missions extérieures de courte durée. C'est ainsi que, du 12 janvier au 13 juin 1980, la 1re compagnie du caporal Soral séjourne à Arta en renforcement de la demi-brigade.

* * *

« Les premiers frimas se faisaient sentir sur la Balagne quand nous avons appris que la 1re compagnie était désignée pour une mission de courte durée de quatre mois en renforcement de la 13e DBLE à Djibouti. J'avoue que j'étais très content de cette désignation. D'abord parce que nous allions outre-mer, même si je n'avais pas encore conscience de ce qui nous attendait – je n'avais encore jamais vu de "bouteilles soleil[8]" ni d'ossements desséchés d'animaux morts de soif dans le désert –, ensuite parce que j'allais découvrir une autre facette de l'Afrique et enfin, ce qui n'était pas négligeable maintenant que j'étais caporal, pour la solde en

francs Djibouti qui cumulait les avantages TAP et les majorations du territoire.

» Nous avons quitté Calvi frissonnants le 12 janvier 1980 pour embarquer à Solenzara à destination de Djibouti. J'avais acheté un bouquin qui m'avait permis de situer Djibouti, ses habitants et son environnement. Je m'étais documenté sur le patelin et, au foyer, j'avais un peu interrogé les anciens. Pour la plupart, le seul intérêt de ce séjour, c'était le fric qu'on pouvait y faire. Pour le reste, comment vivre à 60 °C au soleil ? Je crains la chaleur et déjà à 35 °C je souffre, alors là, qu'est-ce que ça allait être ! En deux ans, c'était tout de même mon troisième séjour outre-mer, même si les deux premiers s'étaient terminés quelque peu abruptement pour cause de blessure et d'incompatibilité d'humeur avec la Coloniale. Nous sommes arrivés à une heure du matin à l'aéroport d'Ambouli. Il faisait tout de même 40 °C. Dès que les portes de l'avion ont été ouvertes, la chaleur a envahi la carlingue d'un seul coup, ce qui m'a suffoqué net. À peine dehors, les chemises ont été trempées de sueur. C'était une étuve dans laquelle se mêlait des odeurs désagréables de crasse réchauffée et de décomposition organique. Rien que de donner des ordres et de faire activer le débarquement, je n'en pouvais plus. Charmant pays ! Après avoir récupéré nos bagages, nous avons embarqué dans les camions de la "13", direction Arta. Je ne connaissais pas ce bled, mais si c'était comme ce que nous avions déjà vu, je me disais que le séjour promettait ! Toutefois, dans les camions débâchés, nous commencions à mieux respirer. Au moins il y avait l'air de la course. À part quelques kékés [arbustes épineux] et des cailloux, il n'y avait pas grand-chose à voir. La route n'était pas encore bitumée et nous ressentions tous les cahots de la piste. Quand nous sommes arrivés à Arta, qui est tout de même en altitude, énorme surprise, le climat était bien meilleur qu'en bas. L'air était frais, moins pesant, plus sain. Nous avons commencé à nous installer, telle section ici, telle autre là-bas… Sans problème, les précurseurs avaient bien préparé le terrain. Nous n'avons pas vu la compagnie que nous relevions, donc pas d'échange d'impressions ni de consignes.

» La nuit a été courte et dès le lendemain matin, branle-bas de combat. Nous nous sommes très vite aperçus que la chaleur arrivait avec le jour. Nous avons fait un peu de repérage d'abord dans le quartier même – PC, foyer, ordinaire, ateliers, logements des sections… – puis à l'extérieur – le centre d'estivage, le centre de transmissions, le village indigène en cailloux

noirs avec son odeur africaine caractéristique faite de musc et de fumée, et la route qui descendait vers Oueah. Comme dans tous les postes de la “13”, nous avons découvert qu’il y avait un *pouf* à Arta, ainsi qu’une porcherie qui permettait d’améliorer l’ordinaire en abattant un cochon. Des gens de Gabode sont venus nous faire un topo sur la population et sur les risques : serpents, scorpions, coup de chaleur, maladies vénériennes… et cynocéphales, ces grands singes qui fouillaient les poubelles de l’ordinaire sans aucune gêne et qu’il fallait souvent chasser – parfois en leur tirant dessus – quand ils devenaient trop audacieux ou agressifs.

» Dès le lendemain, nous sommes passés en période d’acclimatation. C’était la première fois que j’entendais parler d’acclimatation. À Kolwezi, nous étions rentrés tout de suite dans le vif du sujet et au Gabon nous n’avions pas eu le temps, nous avions été virés avant ! Mais si elle a duré huit jours, c’était bien le bout du monde. Huit jours pour s’adapter au climat, c’est tout de même peu. En même temps, nous avons commencé à suivre notre programme d’activités. Une section restait au quartier pour les servitudes, les travaux et les corvées au centre d’estivage, une section montait la garde au dépôt de munitions des forces françaises de Djibouti à La Douda, en périphérie de la ville, et une section partait en nomadisation. Toutes les semaines, les sections permutaient, et ce pendant cinq mois. La garde à La Douda était opérationnelle. Le dépôt était grillagé avec des barbelés et des mines antipersonnel. Il était interdit de faire les rondes à pied du fait de la mouvance des mines sous l’effet de pluies parfois torrentielles. Elles s’effectuaient en camion pour protéger les hommes. Il en allait de même pour les relèves de sentinelles, et les camions devaient s’approcher au plus près des miradors pour éviter les mines. Il y avait aussi les intrusions d’animaux. La nuit, si vous faites des sommations à un âne ou à un dromadaire, il y a peu de chance qu’il vous réponde. Aussi, la sentinelle tirait une rafale, on entendait alors un braiement d’agonie et le lendemain on trouvait un animal mort dans les barbelés. La garde à La Douda était plutôt monotone, si l’on excepte deux mangoustes qui n’arrêtaient pas de voler tout ce qu’elles voyaient et pour les rattraper…

» La section au camp montait la garde et effectuait des travaux de rénovation ; un des points les plus importants était l’entretien du matériel pour maintenir notre potentiel opérationnel. Nous étions très pauvres et bien souvent le système D palliait la pénurie de pièces de rechange. Les plus chanceux allaient en corvée au centre d’estivage, ce qui se traduisait par peu

de travail, des repas copieux et même des baignades dans la piscine l'après-midi. Fréquemment, nous disputions un match de football contre une équipe du village ou les commandos marine qui étaient aussi installés à Arta. Les légionnaires avaient le droit de sortir à Arta, mais il ne se passait pas grand-chose. Il y avait une espèce de bar, sans plus. À 21 heures il n'y avait plus personne dehors. Le centre de transmissions revêtait une importance qu'il n'est pas besoin de préciser. Nous assurions sa protection, nous y allions pour récupérer les messages lorsque nous étions de service et aussi pour téléphoner, ce qui n'était pas possible au quartier. L'ordinaire, comme les chambres, était très correct, le foyer et le *pouf* agréables. Seule la prison m'a semblé une peu petite. J'ai eu l'occasion de la fréquenter dans des circonstances plutôt troubles. J'étais descendu en mission glace[9] à Djibouti avec le sergent Paulus. Je conduisais le GMC avec lequel nous allions chercher des barres de glace de 25 kilos. Au retour, en passant devant le lycée, nous nous sommes fait arrêter par les gendarmes djiboutiens. L'un d'eux a dit au sergent Paulus que nous roulions à plus de 70 km/h. Celui-ci lui a rétorqué que c'était impossible avec ce camion et la discussion s'est envenimée. Là-dessus, une gendarme féminine est venue me dire de descendre ; j'ai refusé et ça m'énervait. Mais j'ai vu qu'elle mettait la main sur son arme, je suis donc descendu. Alors que l'incident prenait de sérieuses proportions, nous avons essayé de contacter la police militaire, mais pas moyen de les accrocher. Enfin, au bout d'un certain temps, nous avons vu arriver un officier de la "13" et nous sommes retournés à Gabode, où nous nous sommes expliqués auprès de la sécurité militaire. Mais, comme disait le sergent Paulus, "avec un coup pareil, s'il y a des cons qui ont tort, c'est nous !" Nous savions à quoi nous attendre. Au retour à Arta, je suis passé au rapport du capitaine, puis, plus surprenant, au rapport du chef de corps, le colonel Loridon. Là, j'ai pris dix jours de prison. Le capitaine a demandé que j'effectue ma punition à Arta. J'ai donc fini dans l'espèce de petit *toukoul* qui servait de prison. Ma cellule faisait environ 1,5 mètre de haut sur 2 mètres de large. Je suis resté enfermé trois ou quatre jours dans ce four. De temps en temps, les copains m'apportaient à boire, mais il me tardait de sortir. Enfin, l'adjudant d'unité m'a libéré pour la journée. Je faisais des corvées et, le soir, je rentrais dormir en taule. C'est la seule fois de ma carrière où j'ai fait de la prison. En fait, nous avons servi d'exemple : il ne fallait pas froisser les Djiboutiens maintenant qu'ils

étaient indépendants. Inutile de dire que ça n'a fait que renforcer la piètre opinion que j'avais d'eux et de leur pays.

» Pendant le séjour, nous avons eu droit à un raid de cynos sur l'ordinaire, un peu comme c'était arrivé à Oueah, où il avait fallu leur tirer dessus à la AA 52, tandis que là, nous les avons virés à coups de manches de pioches. En revanche, ils venaient fouiller les poubelles en permanence, si bien qu'il s'était établi une sorte de deal consistant à leur laisser assez à manger de manière à ce qu'ils n'aient pas à chercher ailleurs dans le camp. Mais ils n'étaient pas les seuls. Lorsque nous faisions la corvée poubelle avec le vieux GMC à benne, dès que nous avions franchi la porte du camp, tout le village courait après le camion, les plus adroits montaient dedans et commençaient à fouiller les ordures. Arrivés à la décharge, il fallait les chasser et surtout vérifier qu'il ne restait pas un gamin avant de lever la benne. L'opération prenait un certain temps, car vous chassiez les gamins d'un côté, ils remontaient de l'autre et pas question d'en blesser un.

» Dans la série des événements inhabituels, nous avons même eu droit pendant une sieste à un tremblement de terre qui nous a surpris, mais ça ne nous a pas empêchés de reprendre notre sieste. Nous avons appris que les secousses sismiques étaient fréquentes à Djibouti du fait de sa position sur la faille du Rift, mais qu'il ne fallait pas trop s'en alarmer. Tout de même, lorsqu'on voyait les fissures que l'une d'elles avait provoquées au bâtiment 55 à Gabode alors qu'il venait juste d'être construit, on pouvait avoir des doutes. Les mouches constituent un autre fléau de Djibouti. Elles sont omniprésentes et vous gâchent la vie. Le papier tue-mouches, les produits répulsifs, rien n'y fait. Elles vous attaquent pendant la sieste car on ne peut pas abaisser les moustiquaires des lits sous peine d'étouffer. J'avais trouvé un moyen : la chasse à l'élastique. Mais c'était artisanal et surtout très long. Donc, il fallait s'en accommoder.

» Au plan militaire, le séjour était incontestablement intéressant. D'abord, l'éloignement et les conditions de vie assez rustiques favorisaient la cohésion de la compagnie et permettaient de faire le point sur des compétences parfois inconnues parmi les légionnaires. Nous avons pu nous adapter à la vie et au combat en milieu désertique, ce qui nécessite un sérieux entraînement topographique et des précautions sanitaires pour éviter les coups de chaleur, par exemple. La restitution opérationnelle prenait le plus souvent la forme du combat motorisé et nous n'avons pas eu d'activités TAP proprement dites. L'essentiel des mouvements tournaient

autour de la plaine du Grand Bara, qui était l'un des points stratégiques du dispositif de défense de Djibouti. Nous avons fait plusieurs exercices dont un avec un poser d'assaut dans le Grand Bara, et aussi une marche partant du Gagadde vers Arta en traversant le Grand Bara. Je me souviens aussi d'une manœuvre dans la région d'Ali-Sabieh où nous devions monter sur un piton avant une exfiltration en direction du Grand Bara. Ce jour-là, nous avons subi une violente tempête de sable comme on en voit dans les films. Nous nous sommes arrêtés, nous avons enfilé nos ponchos et courbé l'échine en attendant que ça passe. Quand la tempête a été terminée, on ne voyait plus de la section que quelques petits monticules de sable qui commençaient à s'ébrouer.

» Pendant les marches ou les exercices, nous recherchions des géodes ou d'autres minéraux qui foisonnaient dans les oueds à sec. Parmi les activités intéressantes, il y avait les exercices amphibies à Arta-Plage. Toutefois, comme nous ne savions jamais ce qu'il y avait dans l'eau, le retour à la plage se faisait toujours très vite et je battais tous mes records de natation. J'aimais bien aussi le *dropping* d'hélicoptère dans la mer, et puis il y avait la "voie de l'Inconscient", une piste d'audace qui sera à la base de la création du CECAP[10]. Nous participions aussi à des rencontres sportives, au challenge Camerone et au cross régimentaire, qui s'était déroulé cette année-là sur la piste bordant la plage du côté de Loyada.

» Les nomadisations étaient très appréciées car elles permettaient de s'aérer, de sortir de la routine et de voir du pays. Nous allions au lac Assal, au lac Abbe, à Tadjourah ou à Khor-Angar. C'était assez tape-cul sur les pistes, parfois à peine tracées ; mais au moins, nous voyions autre chose que le dépôt de munitions ou le village d'Arta. Nous prenions contact avec la population et nous faisions un peu d'AMG, mais je n'étais pas encore infirmier malgré mon CTE. Nous entretenions aussi d'excellentes relations avec les gens du REC à Oueah. J'ai trouvé qu'ils nous ressemblaient beaucoup : très stricts, fiers de leur passé et de leurs traditions. De temps en temps, pendant la sieste, nous allions par groupes à la piscine du poste.

» On ne peut pas dire que nos relations avec la "13" étaient très étroites. Tout d'abord parce que nous étions en poste extérieur, donc peu de rapports avec Gabode, si ce n'est les officiers et les cadres se rendant en liaison logistique ou administrative au PC. Nous avions aussi l'impression que nous étions des bouche-trous et que nous faisions tout ce qu'ils ne voulaient pas faire. En plus, la mentalité était très différente et la plupart des cadres

semblaient ne penser qu'à l'argent, tout tournait autour de ce qu'ils en feraient en rentrant en France. En ce qui concerne la population, notamment européenne, je n'ai que peu de repères. J'ai dû descendre en ville quatre fois en six mois. En 1980, les Européens, qu'ils soient coopérants ou civils, installés à Djibouti étaient invivables ; rassemblés en clans, ils entretenaient un esprit colonialiste marqué sans rapport avec les réalités de l'indépendance du pays. Quant aux Noirs, souffrant d'une paupérisation endémique, ils faisaient preuve d'une agressivité permanente. Comme s'ils se libéraient d'un siècle de vicissitudes coloniales. Et c'était pareil pour le climat, la faune, la végétation… Quand on se prend des coups de cagnard à 50 ou 60 °C, quand on voit la banquise de sel du lac Assal, quand il faut faire attention aux scorpions et aux araignées avant de se coucher, quand un oued emporte tout sur son passage, comme ce fut le cas d'une section lors d'une précédente tournante du REP, quand on ne peut pas se baigner sans être angoissé par l'apparition des sinistres ailerons noirs, quand les arbres rabougris ont des épines de 10 centimètres de long, comment apprécier un tel pays ?

» Je suis retourné l'année suivante à Djibouti, toujours avec la 1re compagnie et toujours à Arta, du mois de septembre 1981 au 25 janvier 1982. Nous avions les mêmes missions qu'au premier séjour, mais les relations avec la "13" s'étaient considérablement améliorées. C'est au cours de ce séjour que l'adjudant-chef Hosteins a décidé d'ériger une sorte de monument avec l'insigne du 2e REP et le brevet parachutiste afin de personnaliser le quartier d'Arta. J'ai été chargé de récupérer les cailloux aux différentes couleurs de l'insigne et du brevet. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, je n'ai pas eu trop de difficultés du fait de la configuration minérale de la région. Nous avions toujours les mêmes ennuis avec les cynos, mais cette fois, nous les tirions carrément au FR-F1, ça faisait un entraînement pour les tireurs d'élite. C'est l'année où une femme blanche a failli se faire tuer par un pacha blanc à Arta même. Au cours de ce séjour, nous avons fait beaucoup de tir toutes armes au champ de tir Myriam, des exercices avec l'escadron et une manœuvre avec l'ensemble de la 13e DBLE qui a duré quatre ou cinq jours. Pour le reste, nous avons retrouvé les mêmes activités : garde à La Douda, servitudes au quartier et nomadisations. Le programme ne change pas d'une année sur l'autre, si ce n'est que nous avons été encore plus embêtés avec les véhicules, qui avaient

largement dépassé les limites de leur potentiel. Pour le reste, la ville m'a semblé encore plus sale et les gens toujours aussi agressifs. »

Le 25 janvier 1982, la 1re compagnie est remplacée après cinq mois de séjour à Djibouti par la 4e compagnie du capitaine Darras. Celle-ci a eu à peine le temps de s'acclimater et d'entamer son programme d'activités quand elle est victime d'une catastrophe aérienne. Le 3 février 1982, la compagnie doit être larguée à l'occasion d'un exercice dans l'est du pays. Gêné par un temps défavorable, le Nord 2501 de l'escadron d'outre-mer n° 88 transportant la 2e section quitte la formation et percute le relief du mont Garbi. Il n'y aura aucun survivant. Les corps du capitaine Philipponat, officier adjoint de l'unité, du sergent-chef Storaï, chef de section, de ses 25 sous-officiers et légionnaires, du capitaine Chanson, officier TAP de la 13e DBLE et ancien commandant de la 2e compagnie du 2e REP, des membres de l'équipage et des largueurs sont ramenés à Calvi. Ils y reçoivent les honneurs militaires en présence du ministre de la Défense, Charles Hernu, des autorités hiérarchiques, de nombreuses délégations et d'une partie importante de la population calvaise, qui partage le deuil de son régiment.

---

1. Le capitaine Doucet était auparavant lieutenant au 2e REP. Il avait été blessé lors de la libération des enfants otages de Loyada, à à Djibouti en 1976.

2. Compagnie motorisée

3. Ce sous-officier, dont le frère est aujourd'hui président des sous-officiers de la Légion étrangère, a profité des statuts de la Légion étrangère pour résilier son contrat alors qu'il était adjudant-chef au 2e REP afin de rejoindre l'armée croate au début de la guerre entre la Croatie et la Serbie. Il a été nommé général chargé des forces spéciales et a assumé de hautes fonctions dans les services de renseignement de son pays.

4. Volontaire Service Long.

5. Pendant de nombreuses années, le père Lallemand a été l'aumônier de la Légion en Corse. Il officiait principalement auprès du 2e REP, mais on le trouvait aussi au 2e RE et il portait une attention toute particulière aux engagés volontaires à l'instruction. Mieux que d'autres, il savait être à l'écoute de ces hommes dans une période délicate de leur vie. Plus tard, il accompagnera les unités de Légion au Tchad, où il séjournera plusieurs années dans un ermitage du BET avant de revenir au 4e Étranger à Castelnaudary. Aujourd'hui retraité, il occupe des fonctions de conseiller auprès du général COMLE et poursuit son apostolat au 1er RE, au milieu des légionnaires qu'il aime tant.

6. Dans la bouche des filles du quartier 2, les expressions « ficelle rouge » et « ficelle jaune » se rapportaient à la fourragère de la Légion d'honneur du 2e REP et à la fourragère de la médaille militaire de la 13e DBLE. Ce qui leur permettait d'effectuer des choix intéressés parmi les légionnaires.

7. Lors des grandes bagarres qui dévastaient un bistrot, pour échapper à la punition, il était fréquent que les légionnaires se parent du nom d'un grand ancien, les plus usuels étant « Monclar », « Danjou » ou « Rollet ». La tenancière indiquait ainsi triomphalement les noms des coupables à la sécurité militaire pour réclamer le remboursement souvent majoré de ses travaux. La plupart du temps, la sécurité militaire ne prenait même pas la peine d'effectuer une enquête, les responsables étant déjà repartis dans leurs postes.

8. À Djibouti, on appelle « bouteilles soleil » les bouteilles abandonnées sur les tas d'immondices ou dans le désert et qui commencent à fondre au soleil (plusieurs années). En fondant, elles prennent les formes et les couleurs du relief sur lequel elles reposent. Ces bouteilles sont recherchées et souvent utilisées comme support de lampe au retour en métropole.

9. A cette époque, certains poste dont Arta, ne disposaient pas de système de fabrication de glace. Les légionnaires envoyaient donc régulièrement une mission glace (un camion), s'approvisionner en barres de glace à l'usine qui les produisait sur le port de Djibouti.

10. Le Centre d'entraînement commando d'Arta-Plage a été installé par la 13e DBLE sur la plage d'Arta et les falaises qui la bordent à partir d'obstacles qui existaient depuis des années, dont la célèbre voie de l'Inconscient (rappel, tyroliennes, asperge) qui domine des à-pics vertigineux. Hormis les obstacles classiques de la piste du risque, le CECAP était spécialisé dans les activités amphibies et l'aguerrissement à la survie et au combat en contrée désertique. L'encadrement était fourni par la 13e DBLE et provenait le plus souvent du 2e REP.

Chapitre 9

Les feux du Liban

À l'aube des années 1980, la France est de plus en plus impliquée dans les conflits internationaux et ses forces armées participent à des interventions dans les pays du pré carré africain, mais aussi, à partir de 1978, à des opérations sous mandat international au Liban. Depuis la nuit des temps, le Levant a été une terre d'influence française. Rappelons simplement les croisades qui, selon les Arabes, étaient menées par les Francs, les capitulations de François Ier et les Échelles du Levant, les relations que Louis XIV entretenait avec le Moyen-Orient, Bonaparte en Égypte et à Jaffa, l'intervention humanitaire de Napoléon III en Syrie ou, plus récemment, les accords Sykes-Picot en 1916 qui débouchèrent sur le mandat français du Levant. De cette époque date véritablement le rayonnement culturel français au Liban. Même à l'heure actuelle, il est inconcevable pour un Libanais de la bonne société de ne pas parler français. Mais à partir de 1945, les bouleversements dus à la guerre et l'indépendance du Liban provoquèrent l'effacement de la France dans cette partie du monde au profit des Anglo-Saxons. Eux-mêmes seront écartés à partir de 1948 par le conflit israélo-arabe et l'opposition entre l'Islam traditionnel et les « chéhabistes[1] » qui tentent de moderniser le pays en accomplissant une œuvre considérable. La tourmente née de la création de l'État d'Israël et du ressentiment arabe fait exploser à partir des années 1970 les mécanismes intégrateurs que les institutions du Grand Liban de Gouraud avaient mis en place. Une élite politique libanaise hétéroclite, sans vision culturelle et socioéconomique, se laisse prendre avec complaisance aux filets des interventions externes, palestiniennes, israéliennes, syriennes

et plus tard iraniennes avec le Hezbollah. Pour justifier des politiques suicidaires qui aboutiront à la conflagration de 1975-1990, tout est mis en œuvre pour que les fausses perceptions nées des complexités de l'histoire libanaise dominent dans l'opinion. Violences exclusivement communautaires et propagande à base de racisme confessionnel seront le lot quotidien de plus de quinze ans de drames dans un pays peuplé à cette époque à part égale de chrétiens et de musulmans. Dans ce contexte, cinquante ans après la grande révolte druze, une nouvelle guerre civile embrase cette contrée.

Dès 1948, les Palestiniens chassés de leurs terres et de leurs maisons par les sionistes s'étaient réfugiés en masse au Liban, petit pays pacifique nullement préparé à un tel exode. Ils étaient 200 000 à l'origine ; en 1975, ils étaient 500 000, qui peu à peu phagocytèrent le pays pour en faire une terre d'accueil. Vertueusement, les « pays frères » avaient refusé de les accueillir et le seul qui les avait reçus, le roi Hussein de Jordanie, ne put supporter leur arrogance et leur ingérence dans les affaires de son pays, qui allait même jusqu'à menacer la monarchie hachémite. En 1970, lors du fameux « Septembre noir », il lança contre eux sa redoutable Légion arabe et les força à s'enfuir avec des pertes sévères. Comme personne ne voulait d'eux, ils prirent le chemin de l'exil… au Liban ! Ils arrivèrent armés jusqu'aux dents, avec de l'artillerie et même des chars soviétiques T-55. Dans ce pays dépourvu d'une véritable armée, le choc fut rude et les Palestiniens se comportèrent bientôt en seigneurs de la guerre, catalysant contre eux toutes les rancœurs d'une population qui les trouvait, c'est le moins qu'on puisse dire, de plus en plus envahissants. En 1969, les accords du Caire entre Yasser Arafat et le chef d'état-major de l'armée libanaise avaient autorisé l'OLP à utiliser le Sud-Liban comme base d'opérations terroristes contre Israël. C'était mettre le doigt dans l'engrenage terrorisme-représailles selon un mode crescendo.

À partir de 1975, le Liban, et plus particulièrement Beyrouth, devint le théâtre d'une guerre civile implacable où s'affrontaient dans un enchevêtrement très complexe des intérêts politiques et religieux que chaque faction s'efforçait de faire valoir sans aucune concession. Dans un climat de haine exacerbée, les phalangistes chrétiens du major Haddad mirent le feu aux poudres en massacrant près de 200 musulmans en pleine ville pour venger le meurtre de quatre chrétiens, puis des Palestiniens progressistes retranchés dans le taudis de la Quarantaine, un quartier peuplé

en majorité de Kurdes ayant fui les persécutions dans leurs propres pays. La riposte ne se fit pas attendre et, dans la plus pure tradition des tueries de l'Empire ottoman, les glorieux fedayins palestiniens passèrent au fil de l'épée 5 000 chrétiens maronites dans la petite ville de Damour, théâtre en 1941 de violents combats fratricides entre Français. Au mois de juin 1976, le siège du camp de réfugiés palestiniens de Tal El-Zaatar et le massacre d'un peu plus d'un millier de miliciens de l'OLP et de civils palestiniens, femmes et enfants inclus, alertaient enfin l'opinion mondiale. Cette défaite de l'OLP permit l'expulsion vers Beyrouth-Ouest des survivants du camp ; Beyrouth-Est devint un secteur exclusivement chrétien. Mais la chute de Tal El-Zaatar concrétisait surtout le changement du rapport des forces en présence au Liban après l'intervention des troupes syriennes, le 1er juin 1976, aux côtés des milices conservatrices. En septembre 1978, la roue tournait et cette fois, c'était les quartiers chrétiens qui étaient bombardés et subissaient les assauts des musulmans. Mais les chrétiens s'organisèrent autour de la famille Gemayel. Alors que les principaux sites faisaient l'objet d'attaques répétées, le cheikh Pierre Gemayel créa une sorte de milice, les Kataëb, commandée par son fils Béchir et chargée de la protection des chrétiens du Liban. Bientôt, les milices chrétiennes rechercheront l'alliance israélienne et se chargeront, pour le pire, des basses besognes de Tsahal.

Dès le début des hostilités, il a été clair que l'objectif des uns et des autres était de parvenir à une séparation de facto des communautés par la destruction du tissu qui les unissait, sur fond d'affrontement entre l'expansionnisme sioniste personnifié par le général Ariel Sharon, le futur « boucher » de Sabra et Chatila, et le dogme de la « grande Syrie (incluant le Liban) » cher au président Hafez al-Assad et au parti Baas. D'abord, par la dévastation du centre commerçant et du vieux Beyrouth, puis par la destruction progressive et systématique des voies de communication entre l'est et l'ouest de la ville, entraînant ainsi une rupture des relations entre chrétiens et musulmans modérés. En 1982, hormis quelques enclaves économiques ou internationales épargnées – souvent les mêmes –, Beyrouth présente le spectacle hallucinant de ruines comparables à Stalingrad, Berlin ou Tokyo. Seuls demeurent entre l'est et l'ouest, le long de la ligne de confrontation, quelques points de passage dangereux à traverser, ouverts ou fermés au gré des miliciens et de vagues directives, quand ils ne sont pas au cœur du débat musclé des artilleurs. Quelque temps plus tard, ce no man's land sera remplacé par la « Ligne verte » tenue par les Syriens. Certains

épisodes terroristes particulièrement sanglants ne sont que le prolongement des rivalités des forces en conflit au Moyen-Orient. Ainsi, les attentats répétés à la voiture piégée ont pour objet de propager l'insécurité et le découragement dans la région où ils ont lieu, donc de créer un climat favorable à un coup de force politico-militaire profitant à des puissances extérieures comme la Syrie ou l'Iran, et qui serait censé ramener le calme dans la région. L'attentat peut être aussi un message politique sanglant adressé par une faction à une autre ou par une puissance régionale ou internationale à une milice locale ou à une autre puissance pour lui signifier un désaccord profond sur une ligne politique. La prise d'otages occidentaux[2] relève de ce processus, tout comme les valises contenant les cadavres coupés en morceaux de plusieurs responsables chiites envoyées au mouvement Amal par le KGB à la suite de l'assassinat d'un citoyen soviétique.

Au mois de mars 1978, les violences à Beyrouth atteignent un niveau intolérable. Face à cette situation condamnée par l'opinion mondiale, l'ONU décide de créer la force intérimaire des Nations unies au Liban. Mais dès l'adoption de la résolution 425 du Conseil de sécurité , l'interprétation du texte se situe aux antipodes, selon que l'on est israélien ou palestinien. Pour la première fois depuis le Bataillon de Corée en 1950, la France met des forces à la disposition de l'ONU. Le 23 mars, le 3e RPIMa aux ordres du colonel Salvan débarque sur l'aéroport de Beyrouth. C'est la première présence militaire française au Levant depuis 1946. Les parachutistes découvrent un pays en guerre qui va vite se transformer en nid de frelons. La FINUL, commandée par le général ghanéen Erskine, a pour mission d'obtenir un cessez-le-feu entre les belligérants au Sud-Liban, avec en corollaire l'évacuation du Liban par les forces israéliennes. Il faut également éviter que les zones ainsi libérées soient utilisées à des fins hostiles et aider l'armée libanaise à reprendre le contrôle du Sud-Liban.

Pour réaliser ce programme, le général Erskine dispose de 6 000 hommes, le contingent français constituant le fer de lance de cette « brigade de la paix ». Sur le terrain, les casques bleus vont faire face à des difficultés émanant de tous les belligérants à la fois, ce qui sera une constante du conflit libanais. En fait, selon le général Salvan, les forces d'interposition de l'ONU seront toujours considérées comme des « empêcheurs de faire la guerre en rond ». Au Sud-Liban, en 1978, les Forces de défense israéliennes mettent en ligne une division interarmes et la brigade d'élite Galil à Tyr. À

ces unités de Tsahal il faut plus ou moins ajouter les milices chrétiennes. Séparées des Israéliens par l'ONU, les forces palestiniennes et les milices progressistes sont en principe unies dans une même cause libertaire. En fait, il n'en est rien ; les dissensions et les rivalités sont plus que jamais exacerbées parmi les factions. Les paras de Salvan doivent également tenir compte de l'armée syrienne qui, sous couvert d'une force de dissuasion arabe, a pris le contrôle du nord du pays. On trouve également des milices de toutes obédiences plus ou moins contrôlées et même le parti communiste qui ne saurait laisser passer une pareille occasion. Pour les deux tiers, ces groupes sont installés sur la rive nord du Litani, les autres se concentrant dans la poche de Tyr et aux alentours du pont de Kasmyé.

Le 24 mars, le colonel Salvan s'installe en force dans la caserne de Tyr, dont il fait sa base opérationnelle. Face à des forces palestiniennes fortes d'environ 2 000 hommes fanatisés, il veut immédiatement marquer des points par une démonstration de puissance et une présence permanente. Le 3e RPIMa est renforcé de l'escadron Delort du RICM et de trois hélicoptères du 6e RHC. La coexistence avec les FDI et les différents groupes armés est très difficile. Les unités du « 3 » subissent un harcèlement quotidien, les sorties sont à haut risque. Des incidents éclatent à tout propos pour tester les réactions des Français. Très vite la FINUL et plus particulièrement le contingent français deviennent la cible de la presse locale et, ce qui est plus inquiétant, des agités de tous bords. C'est dans un climat délétère fait de désinformation, de railleries ou de sous-entendus colonialistes – certains ne vont-ils pas jusqu'à prétendre que la France est revenue pour rétablir le mandat de 1920 sur le Liban ! – que les militaires français accomplissent leur mission sans céder aux provocations.

Le 2 mai marque l'apogée des activités guerrières. En fin d'après-midi, un petit convoi logistique de la 11e compagnie tombe dans une embuscade à quelques kilomètres à l'est de Tyr qui le force à l'arrêt. Une colonne de secours le dégage, mais le lieutenant Descamps du RICM et un parachutiste sont blessés et deux AML immobilisées par des tirs de RPG-7. Simultanément, des combattants des milices progressistes tentent de s'emparer de la caserne de Tyr. La réponse brutale de l'adjudant Santini et d'éléments blindés refoule les assaillants, qui laissent plusieurs dizaines des leurs hors de combat, mais le régiment déplore la mort du caporal-chef Marie. Vers 19 heures, le colonel Salvan tente de négocier un cessez-le-feu

sur toute la zone. Accompagné d'une petite escorte comprenant l'adjudant Santini et le caporal-chef Mérelle, il se rend au quartier général des progressistes. Soudain, des coups de feu éclatent. L'adjudant Santini est tué, le colonel Salvan et le caporal-chef Mérelle sont grièvement blessés. Des renforts permettent de dégager les blessés et de les évacuer. Cette journée coûte deux tués et 13 blessés au 3e RPIMa. Jusqu'en septembre, le régiment poursuit cette impossible mission de paix avant d'être relevé par le 8e RPIMa, qui connaîtra les mêmes difficultés dans un contexte toujours aussi volatil. Durant son séjour, il comptera 170 incidents, dont 50 avec ouverture du feu. Après le mandat du 8e RPIMa, le REGFRANCE abandonne les missions de secteur et constitue le 420e détachement de soutien logistique chargé de la maintenance et de la logistique de la FINUL, une mission qui est toujours d'actualité en 2013.

* * *

Quand en 1982 la Légion débarque au Liban, Beyrouth est plongée dans un désordre indescriptible entrecoupé de flambées de violence aussi soudaines qu'imprévisibles. Alors que la FINUL maintient vaille que vaille une fiction de paix au Sud-Liban, la situation se dégrade brutalement le 6 juin 1982 lors de l'invasion israélienne baptisée « Paix en Galilée » ! Sous prétexte de protéger ses provinces du nord, l'armée israélienne envahit le Sud-Liban. L'objectif initial est de repousser les Palestiniens au moins à 40 kilomètres de la frontière d'Israël. En réalité, les chars à l'étoile de David occupent très rapidement le Sud-Liban et progressent en direction de Beyrouth. Décidés à en finir avec l'OLP, les Israéliens instaurent le blocus de Beyrouth-Ouest à partir du 13 juin. Ce qui est inacceptable pour la Syrie, les pays arabes et leurs alliés soviétiques. Sous la pression de l'opinion internationale, des négociations tripartites s'ouvrent entre Israël, le Liban et les Palestiniens dans un climat chargé. Les Israéliens sont obligés d'accepter les termes du plan de paix *Habib* – du nom du négociateur américain – qui, en quelque sorte, octroie la « paix des braves » à Yasser Arafat et ses fedayins. Ce plan s'articule en 14 points et prévoit principalement la cessation totale des hostilités et la création d'une force multinationale d'interposition (FMI) sous l'égide de l'ONU. Ses contingents conserveront leurs uniformes et attributs nationaux. La FMI comporte trois contingents : 800 Français, 800 Américains et 400 Italiens ;

3 000 soldats libanais doivent collaborer à cette mission. Le mandat de la FMI est d'un mois renouvelable en cas de nécessité à la demande de l'État libanais. Il peut aussi être abrogé si l'une des clauses du plan *Habib* n'est pas respectée. L'évacuation de Beyrouth se fera pacifiquement suivant un calendrier précis et les Palestiniens non combattants qui demeureront au Liban seront soumis à la législation libanaise pleine et entière. La FMI sera chargée d'assurer la protection de cette population, notamment après le départ des fedayins, qui se fera par mer à partir du port de Beyrouth, par voie aérienne à destination de Chypre et de pays « neutres » ; enfin les unités régulières de l'Armée de libération de la Palestine, une milice progressiste, se replieront par voie terrestre vers la Syrie en empruntant la route Beyrouth-Damas une fois que celle-ci aura été libérée par l'armée israélienne. L'armée libanaise agira en coordination avec l'OLP pour assurer le bon déroulement de la retraite palestinienne qui devra être achevée en quinze jours et se faire en plein jour. Les combattants palestiniens ne pourront emporter avec eux que leurs armes légères, pistolets, fusils et mitraillettes ; l'armement lourd sera confié à l'armée libanaise. Enfin, la direction de l'OLP, Yasser Arafat en tête, quittera le Liban de façon ostensible et l'annoncera clairement. En outre, un pilote israélien détenu par l'OLP sera rendu avant le début de l'évacuation. Conformément au plan *Habib*, l'opération doit commencer le 21 août.

Au début du mois d'août 1982, le 2e REP, qui vient de passer sous le commandement du lieutenant-colonel Janvier, est placé en alerte Guépard. Les messages qui se succèdent à Calvi font état d'une situation qui se dégrade de jour en jour. L'analyse des forces en présence montre que les FDI encerclent et occupent Beyrouth avec trois divisions mécanisées et une brigade blindée. Retranchées dans la ville, les forces palestiniennes et progressistes comptent environ 10 000 combattants disposant d'armes lourdes : lance-roquettes multiples, obusiers de 122 et 130 mm, mortiers, canons SR, mitrailleuses de 14,5 mm bi- ou quadritubes, mitrailleuses, FM, RPG, lance-grenades… Ces éléments possèdent des munitions pour six mois de combats de haute intensité. Ils peuvent également compter sur les bataillons de l'ALP installés sur la ligne de contact et sur les milices de la gauche libanaise, soit 4 000 hommes dispersés dans la ville. L'armée syrienne compte une brigade et des éléments des forces spéciales stationnés à Beyrouth-Ouest. Dans la Bekaa on trouve trois brigades blindées, deux mécanisées et un régiment de forces spéciales. Quant à l'armée libanaise

légale, elle est proprement inexistante, ses officiers et ses hommes ayant pour la plupart rejoint les différentes factions en présence.

C'est dans ce contexte que, dans la nuit du 18 au 19 août, un message flash de l'État-major des armées pour le lieutenant-colonel Janvier donne l'ordre de départ pour le Liban : « Exécutez *Épaulard* pour J samedi 21.08.82. Heure appareillage Larnaca et destination seront précisées ultérieurement. Signé : Lacaze. » Le détachement du 2e REP constitué d'un élément de commandement et de soutien, de la section CRAP, des 1re et 3e compagnies, soit 350 légionnaires parachutistes, est sur le pied de guerre et impatient de découvrir ces nouveaux horizons où leurs anciens du 4e Étranger et du 1er REC ont signé de retentissants exploits à Musseifré et Rachaya en 1925, où la 13e DBLE et le 6e REI ont évité de justesse un affrontement fratricide à Damour en 1941 grâce au lieutenant-colonel Amilakvari[3]. Une fois de plus, les camions du régiment conduisent le lieutenant-colonel Janvier et ses hommes à Solenzara, où les attendent les avions qui vont les emmener à Chypre sur les traces de leurs devanciers du 1er REP, qui participa à l'opération de Suez début novembre 1956.

« Nous étions encore sous le coup de la tragédie du mont Garbi quand le capitaine Puga m'a appelé au rapport pour évoquer mon avenir. J'étais caporal, rectifié d'état-civil – j'avais donc retrouvé mon nom Saulnier – bien noté, mais dans ma dernière année de contrat. Il fallait donc que j'envisage un nouvel engagement ou bien quitter la Légion, mais pour faire quoi ? J'étais bien au REP. J'avais trouvé une ambiance et une vie d'aventure qui convenaient parfaitement à mon tempérament et à ce que je voulais faire. Jusqu'à présent, le bilan était plutôt positif : une opération au Zaïre qui avait eu un retentissement mondial, des séjours au Gabon et à Djibouti, des stages et un BMPE santé qui me permettaient d'envisager l'avenir avec confiance, mais nulle part ailleurs qu'au REP. Le capitaine Puga qui commandait maintenant la compagnie et qui me connaissait bien a approuvé mon analyse, mais m'a dit qu'il était temps pour moi de songer à une spécialisation. Je lui ai alors demandé de pouvoir exercer dans la branche santé à l'infirmerie du régiment puisque j'avais un CTE. J'ai donc été affecté le 7 janvier 1982 à la CCS en tant qu'aide soignant à l'infirmerie, où j'ai travaillé jusqu'à notre départ à Beyrouth. Nous savions que ça chauffait au Liban et le GAP était en alerte Guépard. Au début du mois d'août l'affaire s'est précisée et, franchement, ça ne me déplaisait pas

d'aller y faire un tour, même si la mission demeurait assez floue à mes yeux. »

Après une courte escale à Larnaca, les légionnaires embarquent sur la *Dives* et la *Rance*, respectivement bâtiment de débarquement de chars et bâtiment de soutien logistique, et, le 20 août, le petit convoi, protégé par la corvette *Dupleix*, met le cap sur Beyrouth. Dans le cadre de la Force multinationale d'interposition, le 2e REP est chargé d'assurer la sécurité physique des Palestiniens qui évacuent leurs positions dans Beyrouth ; il doit aussi veiller à la dignité du départ, dont la responsabilité incombe à l'armée libanaise. En outre, il doit assurer la protection de l'ambassade de France à Baabda. Lourde tâche, où les légionnaires vont être pris entre les Syriens et les Israéliens, qui ne vont pas leur faciliter les choses. Enfin, vaste programme annexe : protéger la population libanaise, favoriser le rétablissement de la souveraineté de son gouvernement et rétablir la paix ! La nuit se passe sans incident majeur. Au large, le *Foch* veille. À 21h30, le pont est interdit et les légionnaires parachutistes descendent dans le radier, essayant de récupérer une heure ou deux de sommeil, coincés entre les chaînes d'amarrage des véhicules, dans une atmosphère confinée où flottent des relents de sueur et de mazout. À 3 heures, les compagnies des capitaines Puga et Fraye reçoivent l'ordre de se préparer à peut-être effectuer un débarquement de vive force. L'ambiance est tendue. La section Guermeur se prépare à embarquer sur les LCVP[4]… Contrordre. À 5h45, après un dernier choc, la *Dives* accoste au bassin n° 2 du port de commerce de Beyrouth ; ses portes s'ouvrent, libérant les légionnaires. En tête de la 1re compagnie, les légionnaires de la section Guermeur se trouvent confrontés à l'attitude hostile et arrogante des Israéliens, qui ne veulent pas rendre leurs positions. Alain Ménargues, un journaliste de *France Inter* en poste à Beyrouth, explique alors aux officiers de Tsahal qu'ils n'ont plus en face d'eux des miliciens braillards et indisciplinés, mais la redoutable Légion étrangère, qui ne bougera pas d'un poil et ouvrira le feu sans état d'âme si on lui en donne l'ordre. Les Israéliens comprennent le message et, après un « palabre d'honneur », évacuent le terrain. Le ton est donné : les Israéliens n'hésiteront pas à employer tous les moyens pour torpiller la mission et les craintes pour la sécurité des Palestiniens, en particulier celle de Yasser Arafat, paraissent fondées. Ce qui, évidemment, provoque de sérieuses

insomnies dans les états-majors du 2e REP et du 3e RPIMa chargés de l'évacuation.

« L'alerte a été déclenchée le 18 août, se souvient Jean-Claude Saulnier, le jour de mon anniversaire, et je suis parti le 19 avec la cellule infirmerie du régiment. Nous avons pris des Transall à Bastia, direction Larnaca à Chypre. De l'aéroport nous avons rejoint le port où nous avons embarqué sur la *Dives*. Nous étions entassés les uns sur les autres dans le radier avec les véhicules. Ceux qui ne supportaient pas trop la mer étaient servis, avec les vapeurs d'essence, les relents d'huile et de graisse, tout ce qu'on peut trouver dans une cale de navire. Nous avons dû arriver à Beyrouth le 21 août. À proximité du port, nous avons commencé à bouger les véhicules pour pouvoir sortir rapidement en cas de clash. Mais lorsque les portes se sont ouvertes sur le quai, nous avons été plus que surpris. Nous nous attendions à de sérieuses difficultés, voire des combats, mais pas à être accueillis par une armée de journalistes. Nous avons débarqué sous les flashes des photographes, mais pas de Palestiniens ni d'Israéliens en vue. Pendant que les unités de combat devaient composer avec les réticences des Israéliens à leur céder le passage et les positions prévues, nous sommes restés en stand-by toute la journée et ce n'est que le lendemain que nous avons fait mouvement vers nos nouvelles positions. Je me souviens d'un silo à grains sur lequel nous avons planté un drapeau français pour éviter toute méprise. »

Poursuivies par une meute de journalistes, selon les consignes les sections progressent dans le silence le plus absolu vers l'ouest, à la rencontre des Palestiniens. La ville est dans un état de délabrement total : des épaves encombrent les bassins du port, partout des immeubles éventrés et des carcasses de véhicules calcinés, une désolation permanente. Les unités du REP relèvent les Syriens et l'Armée de libération de la Palestine, créant le premier poste de contrôle à l'ouest du port.

« Nous nous sommes installés dans un hangar du port et nous avons commencé à décharger tout le matériel, poursuit Jean-Claude Saulnier. Au début de l'après-midi, nous avons fait mouvement vers le bois des Pins, à proximité de la Résidence du même nom. Nous nous sommes installés en bordure de l'hippodrome et, de l'autre côté, il y avait les Merkava des Israéliens. Nous nous sommes ignorés. Chose étonnante, nous sommes passés au milieu des Israéliens, des Palestiniens et de tous les autres sans que personne ne bouge. Nous nous attendions à des réactions. Mais non,

rien ! Ils n'ont peut-être pas trop aimé que nous nous installions au milieu d'eux, mais la mission du régiment consistait à s'interposer et à les empêcher de se taper sur la figure. Malgré tout, ça tirait dans tous les coins, mais il en fallait plus pour nous affoler. À l'approche de la nuit, nous avons mis en place tout un dispositif de sécurité et les unités de combat avaient une mission d'observation. Sauf en cas de légitime défense, nous n'étions pas là pour leur tirer dessus. Quand la nuit est tombée, nous avons eu droit à un son et lumière impressionnant. Dans tous les coins de la ville nous voyions des départs d'armes lourdes, les traçantes dessinaient des serpentins qui zébraient l'obscurité tandis que le staccato des armes automatiques était ponctué de détonations assourdissantes. L'ouest répondait à l'est avant que le nord n'entre dans la danse et que le sud ne s'en mêle. La fantasia a duré une bonne partie de la nuit.

» Le lendemain, nous avons poussé nos investigations un peu plus loin, nous avons lancé des patrouilles et établi le contact avec le quartier chrétien de Beyrouth. Puis nous sommes allés dans les quartiers musulmans à la pêche aux renseignements. Nous n'avons pas constaté d'agressivité particulière. Au contraire, toute la journée les gens nous offraient ce café turc qui vous empêche de dormir la nuit, mais les renseignements étaient confus. Je ne saurais dire si c'était voulu ou non. L'atmosphère pouvait brusquement changer, mais dans le quartier chrétien, les magasins étaient ouverts et, indifférents aux tirs assez éloignés, les gens vaquaient à leurs occupations sans crainte particulière, semblait-il. Ces reconnaissances ayant été effectuées, nous nous sommes préoccupés de notre installation au bois des Pins. Il fallait dégager un espace supplémentaire, mais nous savions que la zone était polluée et qu'il fallait déminer. Nous avons donc utilisé un tractopelle conduit par un Libanais. Mais le lendemain l'engin a sauté sur une mine, blessant ce brave chauffeur qui nous donnait un coup de main. Donc nous avons stoppé nos investigations dans le bois des Pins en dehors de notre zone de stationnement. Du 22 au 30 août, nous avons mené des reconnaissances, observé les belligérants, soigné les blessés, aidé les gens en détresse. À l'infirmerie, nous avons eu pas mal de blessés civils victimes du rétablissement de l'électricité à Beyrouth-Ouest. C'étaient des personnes qui s'étaient électrocutées ou brûlées en bricolant leurs installations, ou des gamins qui jouaient près des transformateurs lorsque le courant avait été rétabli. Nous avons poursuivi cette mission d'interposition et d'aide

humanitaire jusqu'au moment où il a fallu évacuer Arafat et les Palestiniens. »

* * *

Du 21 au 26 août, les légionnaires parachutistes organisent le départ de quatre contingents de Palestiniens totalisant 4 371 fedayins à destination de Chypre. Durant cette période, la tension est extrême. Près d'une trentaine d'organisations, de partis, de milices, de groupuscules constituent une mouvance parcourue de soubresauts violents. La ligne politique, le soutien d'un pays frère, voire l'appui d'une grande puissance, le jeu trouble des Israéliens et des Syriens ainsi que les influences religieuses sont étroitement imbriqués, tout en respectant les particularismes de chacun. Il est normal que les officiers de renseignement et les décideurs militaires aient du mal à s'y retrouver dans cet imbroglio. « J'ai passé des heures à essayer de déchiffrer les sigles, les insignes ou les slogans des différentes milices et factions pour tenter de comprendre leur organisation politique et leurs motivations, explique Jean-Claude Saulnier, sans résultat. Parfois nous en demandions la signification à des individus armés qui étaient bien incapables de nous fournir une réponse. L'identification des factions a été notre principal problème. En général, quand nous partons en opération, la situation est plus ou moins claire et l'ennemi est clairement identifié. Mais là, ce n'était pas le cas et nous retrouverons dix ans plus tard le même schéma à Sarajevo. Tout le monde s'entretuait sans véritable but précis : les Israéliens contre les Palestiniens, les chrétiens contre les musulmans, les milices progressistes contre les factions religieuses, les chiites contre les sunnites… On parlait de plus en plus des Frères musulmans sans pourtant voir l'ombre de leurs turbans. Et que dire du jeu des Syriens, qui contrôlaient tout ce petit monde, mais évitaient soigneusement la confrontation avec les Israéliens ? »

D'un côté du spectre, on trouve les partis chrétiens, qui regroupent le Front libanais avec son bras armé des Forces libanaises, les milices du major Haddad, des mouvements de jeunesse et diverses organisations de droite. Puis les forces « progressistes », qui concluent des alliances plus ou moins durables au gré de la politique du pays qui les soutient, en général l'URSS ; parmi les groupes qu'elles englobent : le parti socialiste progressiste (Druzes de gauche) de Walid Joumblatt, le Baas, avec une

branche pro-irakienne et un mouvement pro-syrien. Enfin, les organisations palestiniennes. Représentées surtout par l'OLP et le Fatah, elles constituent la force la mieux structurée de ce vivier déconcertant. Il faut toutefois souligner qu'au sein de l'OLP cohabitent plus ou moins bien une quinzaine d'organismes d'obédiences diverses et plusieurs cellules terroristes. Viendront plus tard la milice chiite Amal au Sud-Liban, puis le Hezbollah, soutenu par l'Iran, qui supplantera bientôt tous les mouvements et les partis pour former en 2013 la seule puissance politique du Liban que même les Israéliens n'ont pas réussi à vaincre.

À la mode orientale, les départs s'accompagnent d'une véritable fantasia de coups de feu. Au signal du régulateur, par rames de trois ou quatre véhicules, ils embarquent sur le navire civil grec ou maltais qui les attend. Le 30 août, Yasser Arafat embarque sur l'*Atlantis* qui doit le conduire en exil à Chypre. À cette date, l'OLP a cessé d'exister en tant que force combattante à Beyrouth. Le leader palestinien a exigé d'être escorté (et protégé) par des troupes françaises. C'est le 2e REP qui a hérité de la mission. Les compagnies du 2e REP balisent le parcours et la section CRAP assure la protection rapprochée du leader palestinien. Pour la première fois, les CRAP sont en mesure de démontrer l'étendue de leur registre opérationnel.

« Au cours de cette période, peut-on lire dans *Képi blanc*, ils ont été regroupés comme élément de choc aux ordres directs du chef de corps ; conservés au niveau des compagnies pour assurer des missions de reconnaissance et de recherche du renseignement, de relevés topographiques, de destruction de mines et de pièges en liaison avec les sapeurs du 17e RGP ; répartis dans les sections pour renforcer l'encadrement lors des phases critiques (accueil et escorte des Palestiniens à leur arrivée au port) ; utilisés pour des missions particulières. Ainsi, deux plongeurs ont été mis en alerte pour une visite de coque de l'un des navires évacuant les Palestiniens. »

De son côté, la 3e compagnie du 3e RPIMa fournit deux éléments pour renforcer le détachement de protection constitué en vue de l'embarquement d'Arafat. Légionnaires et paras sont tendus. Il faut aller chercher en zone israélienne l'interminable colonne des vaincus. Une balle perdue ou un tir de RPG-7 arrivent si vite par les temps qui courent ! Des tirs d'armes automatiques vont en s'amplifiant. Les premiers Palestiniens arrivent,

armés conformément aux accords tripartites, accompagnés de femmes et d'enfants qui ne cessent de pousser des youyous stridents et de se lamenter tout en proférant les pires insultes à l'égard des soldats israéliens. Au fur et à mesure que la foule grandit, le vacarme de centaines de pistolets mitrailleurs s'accroît, ponctué de tirs de RPG-7, de torpilles de mortiers, d'obus de 106 mm sans recul et même d'un bitube antiaérien de 23/2. Sans le montrer, le colonel Janvier et les officiers français sont tout de même très inquiets de ces débordements. Il suffirait de si peu de chose, ou d'une mauvaise intention ! Quant aux Libanais, ils ont tout simplement disparu.

Les premiers camions bondés de Palestiniens apparaissent ; le vacarme redouble, les fedayins, qui retiennent difficilement un pleur, affichent un air farouche pour la circonstance. Vêtus de treillis neufs, coiffés du keffieh traditionnel, ils emportent avec eux, sous l'œil attentif des Israéliens de la commission de contrôle, une valise et leur armement individuel : Kalachnikov et RPG-7 pour une grande majorité, quelques G3, M16 ou Dragounov, mais aussi et plus rares des Scorpion et Ingram neufs, et même des Uzi de leurs ennemis israéliens. Cette dotation particulière indiquerait plutôt des missions terroristes ou d'assassinat. Inutile de dire que les appareils photo et les caméras sont en batterie, et pas seulement ceux de la presse. Enfin, précédée par l'escorte des bérets rouges français et les CRAP du REP en protection rapprochée à la manière du service secret américain, voici la limousine blindée de Yasser Arafat, le « Vieux », comme l'appellent affectueusement ses partisans, qui se présente sur le quai d'embarquement. Une chape de plomb tombe sur Beyrouth. C'est un moment crucial, les légionnaires redoublent de vigilance. Très vite, le vacarme infernal reprend, qui ne cesse que dans le mugissement de la sirène de l'*Atlantis* emmenant Arafat vers son exil doré de Chypre, puis en Tunisie. Dans cette kermesse héroïco-délirante, deux Palestiniens ont tout de même été tués par des tirs de RPG-7 et deux légionnaires superficiellement blessés.

« Bien que le principe et les modalités de l'évacuation aient été bien établis, il y a encore eu des tractations directement sur le terrain pour que tout se passe bien. Tous les jours une compagnie de combat était désignée pour assurer la protection des convois de Palestiniens se rendant au port. L'ambulance, avec une équipe médicale, était présente au cas où il se passerait quelque chose. Nous étions en alerte toute la journée mais je n'ai pas participé directement à cette partie de l'opération, précise Jean-Claude Saulnier. Pour le départ d'Arafat, nous avons d'abord procédé à une

reconnaissance générale pour savoir comment ça allait se passer, repérer les points sensibles, effectuer la coordination du dispositif entre les unités de combat le long du trajet, les CRAP et la garde rapprochée d'Arafat. Précédant la voiture d'Arafat, ils sont arrivés à fond la caisse sur le port en hurlant et en gesticulant sans que nous comprenions grand-chose. Le bateau qui devait accueillir Arafat a été une nouvelle fois inspecté de fond en comble, ce qui prolongeait l'attente et accentuait la tension. La sécurité était assurée du plus loin au plus près, mais de toute manière, un coup de canon d'un Merkava, et le rafiot aurait coulé sur place. Nous avons passé toute la matinée et une bonne partie de l'après-midi à attendre M. Arafat, le doigt sur la détente, en train de se regarder et de se dire : pourvu qu'il n'y en ait pas un qui décide de faire le con ! D'autant que l'endroit grouillait de toute une faune d'observateurs, de taupes de tous les services de renseignement, d'intermédiaires louches. Nous pouvions suivre la progression du cortège à l'intensité des tirs et des hurlements de la foule. Dans un concert de lamentations, Yasser Arafat a enfin franchi la passerelle du navire. Nous avons encore attendu que le bateau quitte le port et enfin nous avons poussé un *ouf* de soulagement. Après, que les Israéliens le coulent ou le pulvérisent, ce n'était plus notre problème. »

* * *

Avec l'arrivée des Américains, la situation a évolué et le 2e REP se réarticule pour de nouvelles missions d'interposition. Le PC s'installe à la Résidence des Pins, qui a bien souffert et nécessite une dépollution militaire, cependant que les unités relèvent sur la Ligne verte les éléments de l'ALP qui font face à l'armée israélienne et aux forces libanaises du major Haddad. À partir du 26 août, la 3e compagnie prend position sur l'avenue du 22-Novembre et au Centre culturel français, contrôlant ainsi le carrefour de Chatila. La 1re compagnie, moins une section restée au port, s'installe place Omar-Beyhum, un vaste carrefour au cœur d'un ex-quartier résidentiel, clé de voûte du système fortifié palestinien. « Pour y arriver, raconte à l'époque un officier de la compagnie, notre rame de camions a dû serpenter dans des rues défoncées, encombrées de barricades et de chicanes tenues par les Palestiniens et les *mourabitoun*[5]. Les immeubles qui nous surplombent étaient visiblement cossus… il y a quatre ans. La place, entièrement ceinturée par des merlons de terre plus hauts que nos camions,

est déserte et les façades éventrées des bâtiments restent muettes. Pourtant, les Palestiniens sont là. Nos guides, des responsables des milices, nous les font découvrir au fur et à mesure que les “Verts” s’installent dans les emplacements qu’ils nous livrent. À la différence du port, ici c’est le silence. Un silence aussi chargé de danger que la canonnade ».

Sur leurs nouvelles positions, les légionnaires vont de surprise en surprise : munitions abandonnées un peu partout, mines antichars et antipersonnel de tous modèles et toutes nationalités, des pièges, et surtout des charges d’explosifs amorcées électroniquement et destinées à détruire intégralement l’immeuble en cas de pénétration adverse. La place forte est tenue par 400 combattants palestiniens. Chaque immeuble, même écroulé, est un véritable bunker. Les positions, fortifiées à l’origine par des sacs de sable, puis bétonnées et étayées, occupent le rez-de-chaussée et le premier étage. Le deuxième, renforcé lui aussi, sert de zone de vie. De ces emplacements, certains pour armes lourdes, d’autres pour des groupes de combat, les fedayins pouvaient interdire les débouchés sur les avenues en les battant par des feux de flanquement ou en plaçant des bouchons de mines, des *road side bombs*[6], des obstacles antichars ou des chicanes en avant du glacis. Beaucoup plus haut dans les étages, des observatoires indécelables permettent l’évaluation lointaine et le contrôle par des snipers d’objectifs préalablement repérés. Gare au chef de char imprudent dans sa tourelle ! Toutes ces forteresses sont reliées entre elles par des couloirs fortifiés souvent couverts, composés de fûts de 200 litres flanqués de buttes de terre d’au moins 3 mètres d’épaisseur. Ces couloirs mènent à la cage d’escalier des immeubles, souvent réduite par des sacs de sable à la largeur d’un homme. L’entrée principale des immeubles est aménagée de manière à être « grenadable » à partir de l’étage supérieur et un second itinéraire de repli passe par les toits. Les immeubles eux-mêmes comportent de faux accès piégés, des trappes, des puits, des souricières, des mines « intelligentes », des obus de mortier piégés, des roquettes télécommandées. Explorant prudemment ce complexe, les légionnaires découvrent au sous-sol une cache qui recèle une tonne d’explosifs[7] destinés à faire sauter l’immeuble en cas d’intrusion adverse.

Toutes les astuces du combat en zone urbaine sont réunies dans ce périmètre. Organisé par des officiers qui ont le plus souvent étudié dans les académies militaires du bloc de l’Est (Moscou, Berlin-Est, Bucarest, Sofia, Prague, Hanoï ou Cuba), ce système fortifié est un remarquable exemple de

l'organisation du terrain selon les concepts du génie soviétique. Il montre l'importance des moyens mis en œuvre, en particulier d'engins de travaux publics pour effectuer une défense efficace en zone urbaine, capable de résister avec succès à un assaillant appuyé par des chars lourds, au pilonnage de l'aviation et de l'artillerie (israélienne), aux effets des charges creuses qui détruisent intégralement les façades, mais non l'immeuble lui-même, ou encore de tenir les positions malgré les tirs tendus de canons de 155 mm situés à 400 mètres à peine et qui provoquent le recul des murs les plus épais. Toutefois, ces positions manquent de profondeur et n'auraient vraisemblablement pas pu résister longtemps à une infanterie manœuvrière bien appuyée, opérant de nuit, allant jusqu'au corps-à-corps et acceptant des pertes importantes. Ce qui n'était pas la mission des légionnaires du 2e REP ni des parachutistes du 3e RPIMa. En contrepartie, pour les démineurs français, en particulier du 17e RGP, Beyrouth sera une redoutable école qui les propulsera au premier rang de ce dangereux métier.

« Ce qui était étonnant, à Beyrouth, c'était la différence entre les quartiers. Il y en avait qui n'avaient presque pas été touchés et d'autres dont les immeubles ressemblaient à de véritables gruyères et dont on se demandait comment ils pouvaient encore tenir debout. Et pourquoi tel quartier et pas celui d'à côté ? Je pense que c'était directement lié à l'imbroglio politique de l'époque qui était incompréhensible pour les non-initiés. Dans la partie de Beyrouth qui était détruite, on ne voyait jamais personne car tous les immeubles étaient reliés entre eux par des couloirs souterrains ou aériens. En clair, un sniper pouvait se trouver dans un bâtiment, allumer deux ou trois cibles, et quelques minutes plus tard se retrouver dans un autre pour d'autres tirs sans qu'on l'ait vu sortir. On pouvait rentrer à un bout de la place Omar-Beyhum et en sortir à l'autre extrémité sans mettre le nez dehors et sans que personne vous ait vu. Je ne sais même pas si des bombardements comme ceux de la Seconde Guerre mondiale auraient pu détruire ces fortifications urbaines. Ce qui est sûr, c'est que le prix à payer pour aller les déloger aurait été énorme pour qui que ce soit. »

Les légionnaires parachutistes remplissent leur mission d'interposition sans état d'âme malgré les provocations incessantes des uns et des autres, en particulier des Israéliens, qui n'arrêtent pas de se plaindre ou d'ergoter sur l'interprétation du mandat de la FMI. Les unités du REP assurent

également des missions hors de Beyrouth, comme le 26 août, lorsqu'un officier supérieur du régiment se rend à Alep, en Syrie, avec un détachement de la 3e compagnie afin de faciliter le repli de la brigade syrienne implantée à Beyrouth. Le lendemain, la brigade Hattin prenait en camion la route de Damas. Le 29 août, le 2e REP est regroupé sur l'ensemble de la zone du bois des Pins : avenue du 22-Novembre, Résidence, hippodrome, place Omar-Beyhum, carrefour de Chatila. Jusqu'au 13 septembre, les unités assurent la garde à Baabda, effectuent des patrouilles sur la totalité de la zone, participent au déminage et contrôlent les checkpoints aux carrefours en limite de secteur. L'aide à la population se caractérise par une AMG d'urgence, le rétablissement des communications et surtout la création de points d'eau potable dans des quartiers qui en sont complètement dépourvus. Enfin, le régiment apporte un soutien tactique, matériel et psychologique à une armée libanaise qui retrouve une certaine assurance au contact de la Légion.

« Après le départ des Palestiniens, nous avons repris nos activités d'interposition et nos investigations dans le secteur. Certaines unités ont même poussé des reconnaissances dans la plaine de la Bekaa. À l'infirmerie, nous étions divisés en quatre équipes qui accompagnaient les patrouilles sur le terrain. Selon le cas, c'était un médecin ou un infirmier confirmé. Le plus souvent, les aides-soignants s'occupaient des cas bénins, ce qui est en rapport avec les compétences établies. Souvent, quand une équipe partait, elle ne savait pas ce que faisait l'autre. J'allais assez fréquemment avec les équipes de récupération de munitions pour être là en cas d'accident. Nous trouvions de grandes quantités de munitions, dont beaucoup d'obus de 105 mm, des pains de plastic qui servaient à piéger toutes sortes d'objets, comme par exemple des têtes de poupées en porcelaine. D'ailleurs le piégeage à Beyrouth était quelque chose d'extraordinaire. Il y avait largement de quoi se faire péter la gueule tous les 50 centimètres. Au Liban, contrairement au Zaïre, nous récupérions beaucoup plus de munitions que d'armement. Mais ce n'était pas notre rôle principal. Nous installions des checkpoints à droite ou à gauche pour essayer de contrôler tout ça, mais quand un gars vous présente un vague papier en s'expliquant en arabe, que faire ? Est-ce un gentil ou un méchant ? Dans l'ensemble, je ne me souviens pas que les Israéliens ou les Palestiniens nous aient délibérément tiré dessus. Des positions ont subi des tirs, mais c'était plus le corollaire d'un affrontement qui se déroulait à

proximité qu'une action délibérée. Nous nous méfiions plus des Israéliens que des Palestiniens, alors qu'à la limite c'était peut-être une erreur : les Israéliens, étant une armée régulière, agissaient en tant que telle, ce qui n'était pas le cas des Palestiniens dont, par exemple, la discipline de feu n'était pas la première qualité.

» Le 13 septembre, nous avons quitté le Liban, mission accomplie, enfin nous le pensions. En fin de compte, à Beyrouth, tout ce que nous avons fait, c'est de retirer le mulot Arafat des griffes du chat israélien, même s'il n'y avait pas que les Israéliens qui lui en voulaient. Il y avait certainement des Libanais, chrétiens en tête, qui lui auraient volontiers fait la peau. Le nouveau président libanais, Béchir Gemayel, voulait garder le REP à Beyrouth, mais le gouvernement français s'en est tenu au plan *Habib*. Une partie du régiment a été héliportée sur le *Foch* par les Super-Frelon de l'aéronavale, le reste a embarqué sur la *Dives*, et nous avons pris le chemin du retour. Mais pendant la nuit, dans le détroit de Messine, le navire a fait demi-tour. Ce qui était pour le moins surprenant. C'est à ce moment-là que le commandant du navire nous a appris l'assassinat de Béchir Gemayel. Mais un contrordre nous a remis dans la bonne direction tandis que le 3e RPIMa retournait à Beyrouth. Je faisais partie des gens qui sont rentrés sur la *Dives*. Contrairement à l'aller, nous avions l'autorisation d'aller sur le pont et en plus il faisait beau. Ça tournait à la croisière touristique commentée par le pacha de la *Dives* en personne. Pendant trois jours, nous avons vécu comme des rois. Nous sommes arrivés directement à Calvi, où nous avons accosté le 17 septembre sous les acclamations de la population calvaise et des touristes encore présents. »

---

1. Partisans de Fouad Chéhab, président de la République libanaise entre 1958 et 1964, ancien commandant de l'armée libanaise.

2. Entre 1985 et 1988, plusieurs Français furent pris en otage au Liban dans le cadre du contentieux franco-iranien concernant le consortium d'enrichissement d'uranium Eurodif et en représailles du soutien que la France accordait à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran. Le gouvernement français privilégia les négociations pour leur libération et il fut longtemps question du paiement d'une rançon, ce qui ne fut jamais prouvé. Ce qui était bien regrettable, car à la Résidence des Pins, tout le monde savait où se trouvaient les otages, dans les quartiers ouest, à proximité de la Ligne verte. Une opération commando aurait très certainement permis de les délivrer sans problème.

3. En 1941, lors de l'affaire de Syrie qui opposa les forces fidèles au gouvernement de Vichy à un corps expéditionnaire rassemblant des formations britanniques et des unités de la France libre dont la 13e DBLE, l'histoire officielle de la Légion étrangère dit qu'une patrouille de la « 13 » conduite par

le lieutenant-colonel Amilakvari se heurta à une position du 6e REI. Ayant reconnu des légionnaires, le colonel leur demanda quelle était leur mission. Le chef de la position lui répondit qu'ils devaient tenir un certain temps avant de décrocher. Le colonel lui annonça alors qu'il allait attendre qu'ils aient rempli leur mission avant de reprendre sa progression. Ce qui évita une effusion de sang. Maintenant, il n'est pas sûr que cela se soit aussi bien passé dans toutes les autres rencontres. Mais cet épisode, qu'il soit enjolivé ou non, illustre parfaitement les valeurs de la Légion étrangère.

4. Landing Craft, Vehicle & Personnel (barge de débarquement).

5. Les *mourabitoun* étaient les éléments armés d'un parti de gauche d'obédience nassérienne allié à l'OLP.

6. Les *road side bombs* sont des charges explosives à effets dirigés de fabrication artisanale qui ont vu le jour au Liban. Placées sur le côté de la route, télécommandées ou déclenchées à l'aide d'un fil piège, elles explosent au passage d'un véhicule ou d'un engin blindé.

7. Cette charge sera désamorcée par les sapeurs parachutistes de la section du lieutenant Dominguez du 17e RGP. Au cours de l'opération *Diodon 3*, les sapeurs détruiront plusieurs immeubles minés. Lors de l'une de ces opérations, l'effondrement d'un immeuble provoquera la mort d'un sous-officier et de cinq sapeurs parachutistes. Durant toute la période d'intervention au Liban, le 17e RGP a payé un lourd tribut humain à sa mission de déminage.

Chapitre 10

Une nouvelle orientation

« Au retour du Liban, j'ai repris aussitôt mes activités à l'infirmerie et j'ai poursuivi ma formation d'infirmier CTE enrichie de mon expérience libanaise. Pendant un mois, j'ai préparé le brevet national de secourisme, que j'ai obtenu le 16 novembre 1982. C'était le temps des récompenses : le 23 novembre, j'ai reçu une lettre de félicitations du niveau régiment pour le travail accompli à Beyrouth et la médaille d'outre-mer avec agrafe *Liban*. J'en étais très fier, car c'était ma première distinction à titre individuel. »

Le colonel Janvier Bernard,
Commandant le 2e régiment étranger de parachutistes
Félicite le caporal Saulnier Jean-Claude
De la Compagnie de commandement et des services

« Infirmier calme et courageux qui a participé à la Force d'interposition au Liban du 19 août au 17 septembre 1982. Pendant cette période, il a rempli ses différentes missions avec beaucoup de dynamisme, permettant ainsi le succès de la mission du contingent français au Liban. »

« Une semaine plus tard, le 1er décembre 1982, j'ai été nommé caporal-chef avec port des galons à compter du 24 décembre, ce qui constituait un nouveau pas dans ma carrière, mais ne pouvait me satisfaire. Il me fallait encore progresser. Je fus donc réaffecté à la 1re compagnie le 15 décembre suivant en qualité d'infirmier de la compagnie. J'ai retrouvé avec plaisir mes anciens chefs dont le capitaine Puga, et plusieurs de mes camarades. Nous avons joyeusement fêté ces retrouvailles et je me suis mis au boulot

pour préparer notre départ en République centrafricaine. Le 22 décembre, nous sommes partis pour Bangui, un nouveau territoire à découvrir. »

* * *

L'Afrique centrale a toujours été un carrefour de migrations, un foyer de guerres ethniques et une source d'esclavage. Ce n'est qu'à l'arrivée des Français qu'elle a connu un début d'apaisement. Sous la IIIe République, la France a colonisé cette région sous le nom d'Oubangui-Chari et l'a administrée au sein de l'Afrique équatoriale française. L'une des figures les plus remarquables de cette époque est Félix Éboué. Guyanais né en 1884 près de Cayenne, il sera successivement gouverneur de l'Oubangui-Chari, puis de l'Afrique équatoriale française, qu'il ralliera à la France libre avec le général Leclerc dès le début de la Seconde Guerre mondiale. L'Oubangui-Chari devient la République centrafricaine en 1958 et accède à l'indépendance le 13 août 1960. David Dacko, soutenu par la France, en est le premier président de la République en 1960. Il instaure très vite un régime dictatorial et commet l'erreur de se rapprocher de la Chine, ce qui déplaît à la France, qui veut garder son influence sur ce pays stratégiquement si important. En 1965, lors du « coup d'État de la Saint-Sylvestre », avec l'aide du gouvernement français, Jean-Bedel Bokassa, le chef d'état-major de l'armée centrafricaine, renverse son cousin David Dacko et prend le pouvoir. Le 4 décembre 1976, il devient l'empereur Bokassa Ier et met alors en place une nouvelle dictature qui donne lieu aux rumeurs les plus folles et le massacre de jeunes écoliers le 18 avril 1979 sera la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Le 10 août, une commission d'enquête franco-africaine conclut à la responsabilité personnelle de « l'empereur ». Bokassa sera même accusé de cannibalisme ! Depuis son couronnement, la mégalomanie de Bokassa ne connaît plus de bornes et « l'empereur » gêne considérablement le président Giscard d'Estaing, qui décide de mettre un terme à l'aventure. Bokassa est de plus en plus isolé et l'empire centrafricain est mis au ban des nations, ne laissant plus à l'autocrate de Bangui que quelques dictateurs pour amis dont Amin Dada, le tyran de l'Ouganda, qui sera renversé presque en même temps que lui, et surtout Kadhafi, dont la politique au Tchad est combattue par la France[1].

Malgré de nombreux avertissements, à l'été 1979 Bokassa semble vouloir s'entêter dans ses amitiés coupables avec le dictateur de Tripoli.

Déjà la Libye et l'URSS ont commencé à mettre en place à Bangui des aides, des moyens et surtout des conseillers, dont le nombre et la qualité n'ont que peu à voir avec les besoins bien compris du pays. Au mois de septembre, David Dacko, qui coule un exil heureux en France, est sollicité pour reprendre du service à la tête de son pays et bientôt forcé d'accepter, bien qu'il ne soit pas vraiment enthousiasmé à cette idée. C'est l'opération *Caban*, qui sera aussitôt suivie d'une intervention militaire : l'opération *Barracuda*. Les préparatifs du renversement de Bokassa sont menés rapidement, M. de Marenches, directeur du SDECE, voulant profiter d'un voyage impérial en Égypte pour agir. Mais une visite inopinée de Bokassa à Tripoli précipite le scénario. Le plan prévoit dans un premier temps la mise en place par surprise de David Dacko à la présidence et sa protection par des éléments du SDECE (11e Choc) et du 1er RPIMa. L'opération se déroule à peu près comme prévu dans la nuit du 20 au 21 septembre 1979. Profitant de l'éclairage de la piste de M'Poko au moment de l'atterrissage d'un avion égyptien transportant de l'armement de Tripoli au Tchad via Bangui, trois Transall amenant M. Dacko et les paras français se posent discrètement. La tour de contrôle et la compagnie de garde de l'aéroport sont rapidement neutralisées, de même que le ministre de la Défense et le général Bozizé , qui attendaient le déchargement des armes et ont la bonne idée de se rallier au coup d'État. Quelques heures plus tard, tandis que les éléments *Caban* repartent vers leurs bases de Cercottes et de Bayonne sans avoir été clairement identifiés, au petit matin du 21 septembre, un EMT du 8e RPIMa aux ordres du colonel Degenne atterrit à Bangui sans incident. Entre 3h30 et 6h30, les paras prennent le contrôle de l'aéroport, s'emparent de la radio et du bâtiment des postes et télécommunications, puis occupent la présidence, où s'installe M. Dacko, qu'il a tout de même fallu extraire de l'avion avant qu'il ne retrouve de sa superbe.

Le même jour, l'EMT du 8e RPIMa est rejoint par la CEA du 3e RPIMa et le lendemain par la 2e compagnie de ce même régiment, qui forment un second EMT. Les paras contrôlent la ville et son agglomération, qui sont particulièrement calmes ; mais le 22, sur renseignement, la CEA/3e RPIMa investit un lotissement de villas où les paras arrêtent 37 Libyens et saisissent un important stock d'armes et de munitions dont cinq pick-up Toyota armés de mitrailleuses de 14,5 mm. Dans les jours qui suivent, les paras contrôlent le secteur de Berengo, à 80 kilomètres de Bangui, qui est le

fief de Bokassa. Ayant appris la déposition de leur maître et peu désireux de risquer leur vie, les soldats de la « garde impériale » se laissent désarmer et livrent le dépôt sans résistance. Du 30 septembre au 5 octobre, l'EMT du 3e RPIMa quitte Bangui. Les uns regagnent Carcassonne, les autres rejoignent N'Djamena. Le désengagement du 8e RPIMa est plus progressif, la 4e compagnie ne quitte Bangui qu'à la mi-novembre. Peu à peu, les parachutistes sont relevés par des unités qui s'installent pour durer à Bangui et à Bouar. Elles forment le groupement *Barracuda*. En septembre 1981, le général André Kolingba, profitant d'une période d'agitation sociale, contraint David Dacko à lui remettre le pouvoir et instaure un régime militaire toujours en place au moment où la 1re compagnie du 2e REP commandée par le capitaine Puga arrive à Bangui en mission extérieure de courte durée.

* * *

Installé de façon permanente en République centrafricaine, le détachement *Barracuda* devient les « Éléments français d'assistance opérationnelle » commandés par le colonel Le Guen le 1er juillet 1981. Les EFAO sont implantés sur les deux garnisons de Bangui et de Bouar, à 450 kilomètres au nord-ouest de Bangui. Dans la capitale, ils occupent deux sites : le camp des Deux Cents Villas, devenu plus tard le camp Béal, qui regroupe l'état-major des EFAO et l'essentiel des moyens terrestres ainsi que le PC air, et M'Poko militaire, avec les détachements de l'Armée de l'air et de l'ALAT. À Bouar, le détachement est installé au camp Leclerc et comprend notamment les unités en mission de courte durée. Formation interarmées, les EFAO comportent des éléments d'infanterie ou TAP ainsi que des détachements blindés, d'artillerie et du génie. Ces forces comptent environ 1 150 hommes dont 500 en missions individuelles allant de quatre mois à un an et 650 en compagnies de type Guépard lorsqu'il s'agit d'unités d'infanterie ou en formations organiques en ce qui concerne les appuis. Ces unités séjournent en RCA pendant quatre mois au titre des missions extérieures de courte durée. Elles sont équipées de 300 véhicules environ, dont des AML canons et mortiers et des engins du génie. Les EFAO disposent également d'un armement lourd : canons de 105 mm HM2, mortiers de 120 mm, postes de missiles Milan et canons de 20 mm. La

composante aérienne est composée d'hélicoptères Puma de l'ALAT, d'avions Jaguar et C-160 Transall de l'Armée de l'air.

La mission générale des EFAO comporte plusieurs volets : en priorité, une mission de présence qui se concrétise par la coopération et l'aide à la République centrafricaine ; la protection des ressortissants et des intérêts français dans le pays, la sécurité des installations militaires françaises de Bangui et de Bouar et la libre utilisation de l'aéroport de Bangui-M'Poko. Les EFAO remplissent également une mission de soutien direct des forces engagées au Tchad et assurent la protection de la force aérienne basée à Bangui. Enfin, les unités prépositionnées en RCA peuvent être appelées à intervenir sur très court préavis en Afrique centrale ou de l'Ouest. En conséquence, elles doivent maintenir un haut niveau d'aptitude opérationnelle par l'instruction et l'entraînement, le deuxième échelon de l'intervention étant constitué par les unités métropolitaines en alerte Guépard.

Dès le début, le renforcement des EFAO a constitué une nouvelle facette des séjours africains du 2e REP. Il pouvait s'effectuer au niveau d'un EMT régimentaire ou d'une compagnie de marche Guépard à 138 hommes. Ce fut le cas de la 1re compagnie du capitaine Puga, qui séjourna en RCA du 22 décembre 1982 au 8 mai 1983. Les missions telles qu'elles furent exposées lors de la présentation des EFAO aux cadres et légionnaires de la compagnie suivaient la planification traditionnelle des séjours en RCA : période d'acclimatation, maintien en condition physique, instruction sur le tir et parcours de tir réel, entraînement tactique et utilisation de la troisième dimension grâce à un fort potentiel aérien. Cette instruction était complétée par les sorties sur le terrain, les nomadisations au camp de l'Ouham et les stages d'entraînement en forêt équatoriale de Zimba, où le légionnaire pouvait se familiariser avec le milieu ambiant. Toutes ces activités trouvaient leur aboutissement lors d'exercices de synthèse ou de tournées de province effectuées par des sections ou la compagnie au complet sur des distances allant de 400 à 800 kilomètres. Elles avaient pour buts principaux la connaissance de la RCA, le renforcement de la cohésion de la compagnie, l'accoutumance à la vie en campagne sur le mode africain, la reconnaissance des itinéraires, le recensement des ponts, des zones de poser ou des terrains d'aviation possibles. C'était également une excellente école de conduite sur piste. Par les contacts avec les populations, ces tournées de province permettaient de dresser un panorama de la situation sociopolitique

du pays et de préparer des missions d'assistance qui s'effectuaient en coopération avec les autorités centrafricaines. Généralement, ces tournées ou les nomadisations comportaient un important volet sanitaire et la pratique de l'AMG, ainsi que la réfection et la construction de structures civiles : bâtiments administratifs, écoles, puits et surtout ponts, chaque « tournante » y allant d'« un pont trop loin » pour désenclaver un village. Ces travaux s'effectuaient au profit des administrations de province, des communes ou des missions religieuses et pouvaient aussi concerner des coopérants français isolés.

Concrètement, quand la compagnie arrivait à Bangui ou à Bouar, la prise de contact avec les EFAO ne posait pas de problème (à la différence du Gabon) et le COMELEF était heureux d'accueillir une compagnie du 2e REP dont il souhaitait qu'elle soit l'élément dynamique des forces françaises en RCA. Tous les moyens – qui étaient importants – étaient mis en œuvre pour faciliter le séjour et les missions des légionnaires parachutistes. Le passage de consigne était bref entre des troupes aguerries qui connaissaient déjà tous les mécanismes d'une tournante, les précurseurs ayant parfaitement rempli leur mission, l'installation se déroulait sans problème et la compagnie était prête à entamer sa période d'acclimatation. Cela se traduisait par de longues heures de garde sur le parking avions ou dans les miradors de l'aéroport M'Poko, parfois même dans la tour de contrôle. Des légionnaires étaient occupés à l'entretien ou à la rénovation du camp des Deux Cents Villas à Bangui. Des travaux qui faisaient appel à tous les corps de métier – principalement maçons et peintres – que peut comporter une compagnie de Légion étrangère. D'autres encore étaient assignés aux servitudes et aux corvées de garnison. Quant au reste, il était à l'instruction au quartier ou il pratiquait l'entraînement physique. « Pour l'instant, écrira un commandant de compagnie au chef de corps, la charge du service ne permet à la compagnie que de disposer de deux groupes par jour à l'instruction. » Un problème récurrent dans toutes les forces prépositionnées françaises. Les conditions d'hébergement dans les villas étaient bonnes, bien qu'assez sommaires ; l'ordinaire était en général correct et, selon les cas, la compagnie pouvait être autorisée à monter un petit foyer pour les boissons et les casse-croûte dont le fonctionnement s'apparentait à celui des clubs compagnies à Calvi. Comme le précisera ce même capitaine, « cadres et légionnaires trouvent dans ce cadre la possibilité de se reposer et de se détendre après un service assez lourd et

répétitif ». Une seule réserve : les relations avec la population centrafricaine. Si elles étaient empreintes de cordialité en brousse, où les villages faisaient bon accueil aux militaires en tournée, les rapports étaient plutôt froids en ville, où régnait une certaine tension. Le moindre incident pouvait prendre des proportions démesurées et aboutir dans le bureau d'un ministre, voire à la présidence. Autant dire que les légionnaires étaient mis en garde ; leur attitude devait être irréprochable sous peine de lourdes sanctions. Ils étaient aussi sensibilisés par l'encadrement médical sur les risques de MST, ou, pire, de sida en cas de rapports tarifés non protégés avec une certaine partie de la population féminine.

Une tournante aux EFAO constituait un séjour plein, riche en activités nombreuses et diversifiées. L'instruction collective en était la base. Elle était axée sur l'entretien physique, le tir, le combat et la connaissance du milieu africain, favorisant ainsi la cohésion de l'unité. Le tir représentait une activité majeure des EFAO. Il se pratiquait sous toutes ses formes opérationnelles, notamment des parcours de tir et des exercices à tir réel sur le champ de tir d'artillerie de Bouar. La compagnie effectuait deux séances par mois sur le champ de tir de Yako, près de Bangui. L'entraînement TAP n'était pas oublié et la compagnie effectuait en moyenne deux séances de saut par mois, ce qui permettait de faire sauter tous les légionnaires régulièrement. La compagnie pouvait aussi effectuer un exercice aéroporté ou un parcours de tir à Yako à l'issue d'un saut. En outre, elle bénéficiait de dix heures de potentiel hélicoptère pour organiser des exercices héliportés du niveau section dans des régions assez éloignées de Bangui. La coopération avec l'armée centrafricaine constituait un enrichissement réciproque[2]. Elle portait sur la formation des unités de la garde présidentielle, celle des tireurs d'élite et des commandos parachutistes, ou dispensait une instruction spécialisée sur les mines et explosifs. Selon leurs besoins, les unités en séjour pouvaient également organiser un CME qui accueillait aussi bien les légionnaires que des personnels des autres unités des EFAO.

Parmi les temps forts du séjour, le stage section au centre d'instruction sur la vie en forêt de Zimba était particulièrement prisé. Pendant une semaine, les activités étaient denses et variées : nautisme à la rame ou motorisé sur le majestueux Oubangui, pistes d'audace tendues sous des arbres de plus de 50 mètres de hauteur, instruction tactique spécialisée avec, en particulier, les fameux pièges bien connus des habitués de la piste Malibé

ou du camp Mattéi en Guyane, progression en forêt sous forme de layonnage… Les joies du coupe-coupe et du topofil faisaient oublier les longues heures de garde à M'Poko et préparaient efficacement les légionnaires aux charmes des tournées de province.

Par section ou compagnie au complet, elles constituaient l'activité la plus appréciée de cet éternel nomade qu'est le légionnaire parachutiste. D'une durée de huit à quinze jours, elles se déroulaient sur l'ensemble du territoire. Simultanément, une section pouvait très bien se rendre sur la frontière soudanaise pour tenter de débusquer des braconniers et l'autre aux confins du Congo-Brazzaville pour rencontrer les Pygmées. Un autre jour, ce sera un contrôle de zone à l'est ou à l'ouest du pays. La tournée de province, que l'on appelait aussi « tournée de brousse », était une aventure permanente : pistes défoncées, franchissements de cours d'eau sur des bacs brinquebalants ou à gué, inondations, ennuis mécaniques, rien n'était épargné aux légionnaires. Mais les contacts avec la population étaient excellents. Chaque village a un chef représentant la plupart du temps l'ethnie dominante ou la majorité religieuse. Souvent, il cumule cette fonction avec celle de maire, qui se transmet de père en fils sans que cela ne gêne personne. Le passage d'une section créait l'événement et les militaires français étaient bien acceptés, les villageois en retirant un sentiment de sécurité quand ils étaient confrontés aux braconniers ou aux « coupeurs de route » qui agissaient par bandes de huit ou dix hommes sur les axes principaux et qui bien sûr disparaissaient à l'annonce de l'arrivée des légionnaires. Les soldats centrafricains étaient très peu présents en brousse, préférant « rouler des mécaniques » à Bangui ou à Bouar. En dehors de la distribution de petits cadeaux, le volet médical était très apprécié des villageois et un infirmier comme Jean-Claude Saulnier acquérait une réelle expérience lors de ces tournées. Entre les hommes, les femmes et surtout les enfants, le médecin et l'infirmier pratiquaient près de 200 actes médicaux comprenant les consultations et les soins. Les principales affections rencontrées étaient les plaies profondes infectées, les abcès, le paludisme, les fièvres, les diarrhées, les cas de méningite chez les enfants, les problèmes gynécologiques, les vers d'ascaris ou encore les affections dentaires.

* * *

« Nous sommes arrivés de nuit à Bangui et nous avons été aussitôt emmenés à notre cantonnement au camp des Deux Cents Villas, que tout le monde appelait les “Deux Cents Gamelles”. Le lendemain, avant même d’avoir ouvert les valises, nous avons attaqué les préparatifs de Noël. Ce fut une belle fête et j’en ai profité pour arroser mes galons de caporal-chef, que je pouvais enfin porter. Nous avons réellement entamé les activités après les fêtes. Nous étions sur le même mode qu’à Djibouti ou au Gabon ; c’est-à-dire service, instruction, nomadisations avec une dominante AMG. Dès que nous allions quelque part, j’ouvrais ma boutique. J’avais énormément de clients. J’étais avec un caporal-chef de la régulière et nous passions des heures avec les gamins à droite ou à gauche. Professionnellement c’était exceptionnel, je voyais des cas inimaginables. Parmi les activités, les sauts tenaient une grande place, comme les tirs. Le camp de jungle de Zimba nous permettait de nous aguerrir au combat en forêt africaine. C’était sympa car nous faisions des choses que nous ne pouvions pas faire à Calvi. Par rapport à Djibouti, j’ai beaucoup apprécié Bangui. C’était un peu comme au Gabon, il y avait différentes ethnies, mais les gens se montraient ouverts et puis il y avait une variété de paysages qui garantissait le dépaysement. Par exemple, près de Bouar, il y avait une zone de marécages qui vous faisait croire que vous vous trouviez en Asie. Du fait que nous étions à Bangui, nous étions beaucoup plus amenés à nous déplacer au nord du pays qu’au sud. Nous traînions du côté de Bossembélé, de Bossangoa ; le sud du pays relevait de la garnison de Bouar.

» Quand nous étions en nomadisation, en plus de l’AMG, nous effectuions de nombreux travaux : repeindre un dispensaire, amener du matériel scolaire, du matériel médical et des médicaments quand il y avait des infirmiers, rénover une école, et bien sûr reconstruire des ponts, les fameux ponts de RCA ! C’était à la demande. Souvent, c’étaient les sœurs des missions religieuses qui nous sollicitaient. Nous chargions le matériel et les outils et nous nous rendions sur place. Pendant que les copains refaisaient le toit de l’école, je soignais les gens. C’était une véritable cour des miracles et je suis tombé sur des choses surprenantes. Je me souviens qu’un jour, nous devions aller dans un patelin très éloigné de Bangui, à Birao je crois, complètement perdu. Je pense que la dernière visite d’autorités ou de militaires devait remonter à Mathusalem, car des arbres avaient carrément poussé sur la piste. Arrivés à proximité du village, nous avons vu un petit vieux sur le bord de la route, debout, au garde-à-vous

avec toutes ses médailles pendantes. C'était un vétéran de la Seconde Guerre mondiale qui avait appris notre arrivée on ne sait comment. Le lieutenant a fait arrêter le convoi et a salué réglementairement l'ancien, qui était enchanté. Il faisait d'ailleurs cela à chaque fois qu'il rencontrait des anciens combattants. Cela faisait partie des relations publiques. Ensuite, il faisait monter le grand-père devant dans la jeep et il prenait le volant pour entrer dans le village. Ce qui, bien sûr, attirait toute la population autour du héros du jour. Nous avions été appelés par des sœurs pour réhabiliter un puits, ce qui ne nous a pris guère de temps et que les villageois auraient pu faire eux-mêmes. Mais il faut reconnaître que les Centrafricains étaient plutôt fâchés avec le travail et qu'ils préféraient nous regarder faire. Nous avons fait plus tard une tournée dans la même région en escortant le trésorier qui payait les pensions des anciens combattants. La balade a bien duré quinze jours et il fallait voir l'argent que nous transportions ! Les pauvres vieux n'avaient pas été payés depuis six ou sept mois, certains même depuis un an. Dès que nous arrivions dans un village, s'il y avait un dispensaire, j'allais voir les infirmiers pour connaître leurs problèmes et les maladies du secteur afin de ramener les renseignements au médecin-chef à Bangui.

» Une autre fois, nous étions au camp de l'Ouham, où nous avions tendu une malheureuse ficelle pour faire un match de volley-ball. Soudain, j'ai vu le sergent Charpentier mettre un genou à terre et suffoquer. Impossible de respirer. J'ai essayé de lui prendre le pouls, mais impossible tellement il était filant. En fin de compte, on l'a évacué à Bangui avec la jeep du lieutenant. Le médecin m'a demandé ce qui se passait. Je lui ai répondu que d'après les symptômes, je pensais qu'il faisait un infarctus. Inutile de dire que j'ai été renvoyé dans mes buts. Comment un simple CTE pouvait-il diagnostiquer une crise cardiaque ? En fin de compte, c'était bien un infarctus et il n'avait que vingt-trois ans…

» La vie au camp ne posait pas de problème si ce n'est quelques anecdotes inhérentes aux séjours outre-mer. Les sorties en ville, les filles, les souvenirs… Un jour, alors que nous étions près d'un village, le capitaine Puga m'a interrogé pour savoir ce qu'avaient des gamins qui nous tournaient autour pour quémander des friandises. Je lui ai répondu qu'ils avaient la rougeole. Panique du capitaine qui me dit : "Je me sauve, hors de question que je reste ici, je n'ai jamais eu la rougeole et c'est pas

maintenant que je vais l'attraper." Cinq jours plus tard, le capitaine était à l'isolement, coincé au lit, tout le monde prenant grand soin d'éviter sa villa.

» Dans l'ensemble, tout s'est bien passé et ce fut un bon séjour ponctué de bonnes relations avec le commandement des EFAO et les autres unités. Le colonel Béal qui commandait à cette époque avait été agréablement surpris de la vitesse avec laquelle nous avions préparé Noël et il nous accordait toute sa confiance, à tel point qu'à la fin du séjour, le 13 mai 1983, il a décerné un témoignage de satisfaction du niveau brigade à la 1re compagnie. »

Le colonel Lucien Béal, commandant

les Éléments français d'assistance opérationnelle en République centrafricaine

Accorde un témoignage de satisfaction

à la 1re compagnie du 2e de parachutistes.

« La 1re compagnie du 2e régiment étranger de parachutistes arrive au terme de son séjour au sein des Éléments français d'assistance opérationnelle. Débarquée sur le territoire la veille de Noël 1982, elle le quittera au lendemain de la commémoration de Camerone, s'inscrivant ainsi d'une manière symbolique entre deux manifestations de recueillement mais aussi d'espérance et de fierté chères au cœur des légionnaires. Sous les ordres du capitaine Puga, chef chaleureux, entreprenant et parfait meneur d'hommes, et à son image, la COMPARA mixte a rempli toutes les missions qui lui ont été confiées avec la rigueur qui sied à la Légion étrangère, la souplesse et la plasticité propres aux parachutistes, mais aussi une compétence, une générosité, un souci des autres jamais pris en défaut. Conduisant avec la même fougue, la même volonté de succès aussi bien les tâches obscures mais indispensables liées à la vie de garnison que les actions plus exaltantes à caractère militaire ou de coopération, la 1re compagnie du 2e régiment étranger de parachutistes, en dépit de conditions climatiques très éprouvantes, est parvenue au bout de son effort, remplissant scrupuleusement tous les termes du contrat passé avec le COMELEF. Unité de combat d'une exceptionnelle qualité, persévérante, exigeante, animée d'un dévouement sincère et profond envers les populations, cette très brillante unité, en tous points exemplaire, et que les

Éléments français d'assistance opérationnelle voient s'éloigner avec regret, a fait tout particulièrement honneur à son glorieux régiment, à la Légion étrangère et à notre armée. »

* * *

« Nous sommes rentrés à Calvi début mai 1983. Encore une fois j'avais la chance de passer l'été à Calvi. J'ai été désaffecté de la 1re compagnie et je suis retourné à la CCS à compter du 3 juin. De retour à l'infirmerie, le médecin-chef m'a prévenu que j'étais programmé pour le CT1 santé et que je devais déjà commencer à me préparer en conséquence. J'ai obtenu le CAT1 au mois d'octobre et j'ai entamé le CT1 paramédical au mois de novembre. C'était un stage de six mois qui se déroulait à l'école du Service de santé d'Orléans.

» Nous étions deux de la Légion, le caporal-chef Hencke du 2e REI et moi-même. Pour ce stage, j'avais un gros avantage, le côté pratique compensait mes lacunes techniques par rapport aux gars de la régulière qui venaient des infirmeries de garnison ou des hôpitaux militaires et qui pouvaient avoir un niveau scientifique bien supérieur au mien. Le problème résidait dans mes connaissances théoriques. Mais il faut dire qu'en Afrique ou au Liban, au fin fond de la brousse, je n'avais guère eu le temps de compulser des manuels et qu'il fallait souvent parer au plus pressé avec les moyens du bord. Nous sommes arrivés un samedi à l'école, nous avons été logés provisoirement en attendant notre installation définitive avec les stagiaires qui arrivaient le lundi matin. Le dimanche matin, avec Hencke, nous sommes allés faire un parcours naturel et en revenant, nous sommes passés près d'un parcours du combattant. Pour nous distraire, nous sommes allés nous mettre en tenue de combat et nous sommes revenus faire le parcours du combattant jusqu'au moment où un gars est descendu de voiture et nous a regardés faire. Quand nous sommes arrivés à sa hauteur, il nous a arrêtés et nous a demandé ce que nous faisions là, qui nous étions et d'où nous venions. Nous nous sommes présentés car nous avons tout de suite pensé que c'était un gradé et nous avons dit que nous venions de Nîmes et de Calvi. "Ah ! Vous êtes de la Légion… Je me disais aussi que ce n'étaient pas mes gens qui faisaient un parcours du combattant le dimanche !" C'était tout simplement le médecin-général commandant l'école qui nous a permis de continuer alors que normalement une séance de

PC doit être encadrée. Nous nous sommes intégrés sans problème dans un monde nouveau pour nous, mais d'un autre côté, nous cultivions notre différence, qui se manifestait par le pas Légion. Ce qui fait que nous étions toujours en retard sur les autres quand il s'agissait de marcher en rang. Finalement, le chef de stage a renoncé et nous étions préposés aux couleurs, au grand désespoir des autres, qui trouvaient que nous mettions beaucoup trop de temps pour faire le trajet jusqu'au mât des couleurs. Pour le 14-Juillet, nous avons été chargés de prendre les photos du défilé. Nous avons mitraillé sous tous les angles, à la grande satisfaction du commandant de l'école.

» Dès le début du stage, j'ai compris qu'il allait falloir bosser sans arrêt pour être au niveau et simplement s'accrocher. Et pas question de revenir au régiment sur un échec. Cours dans la journée, révisions tard le soir. Orléans avait une particularité, c'était mixte et déjà à dominante féminine, comme tout le Service de santé. Au début, pour nous qui venions d'un environnement exclusivement masculin à la Légion, cela avait un attrait. Mais bien vite nous nous sommes rendu compte que ces filles étaient invivables. Dès qu'elles étaient plus de deux, ce n'était même plus la peine de discuter. Quand nous faisions du sport, elles couraient moins longtemps que nous et donc rentraient avant nous, ce qui fait que nous n'avions plus d'eau chaude quand nous rentrions, et en hiver, ce n'était pas très agréable. Mais pendant les cours, il n'y avait pas de problème et l'entraide fonctionnait bien. Certains nous aidaient à étudier les parties scientifiques les plus ardues, en contrepartie, nous leur montrions des astuces pratiques acquises sur le terrain et nous avions un diagnostic beaucoup plus sûr. Les contrôles d'instruction permettaient de nous améliorer et nous sommes arrivés sans trop de problèmes à l'examen. Le 25 novembre 1983, j'ai obtenu le CT1 santé et je suis retourné à Calvi, où j'ai repris ma place à l'infirmerie. Après ce stage qui, ma foi, n'avait pas été trop désagréable, j'ai pu souffler quelques mois avant de partir au CM1 au mois de mars 1984. »

Le stage du CM1 représente la voie royale qui s'adresse à des caporaux confirmés ou des caporaux-chefs titulaires d'un CT1 de spécialité et sélectionnés par leur régiment d'appartenance. Le stage forme des chefs de groupe, des instructeurs, des éducateurs et des cadres techniques. L'obtention du CM1 marque un progrès décisif dans la carrière d'un légionnaire et lui ouvre les portes du corps des sous-officiers. À l'époque de Saulnier, un CM1 comportait environ la moitié de non-francophones

possédant néanmoins une bonne maîtrise du français. La proportion était la même entre les stagiaires de la branche combat et les spécialistes.

Au fil des dix-sept semaines du stage, le militaire du rang se transforme en sous-officier. Plus de la moitié de la formation s'effectue sur le terrain ou au Bertrandou. En moins d'un mois, les disparités sont gommées et tous les stagiaires doivent être aptes à remplir des missions de combat de leur niveau. Au cours des semaines, le futur sous-officier s'améliore physiquement, apprend les techniques du chef de groupe de combat, s'entraîne à commander pendant les périodes de tension – stress du feu – et dans des conditions difficiles (fatigue, climatologie, obscurité, environnement hostile, etc.). Il se prépare aussi techniquement : règlement, armement, renseignement, transmissions, mines et explosifs, NBC, santé… et intellectuellement : français, pour commander et rendre compte ; mathématiques, pour la balistique, la topographie ou les calculs de charges explosives ; histoire contemporaine, si utile lors d'interventions extérieures comme au Liban ou dans les Balkans ; et, bien sûr, connaissance approfondie de la Légion et de ses traditions. Lors de toutes ces activités, y compris le sport, l'accent est mis sur le module pédagogique. De façon beaucoup plus approfondie, le découpage du stage reprend celui du CME en explorant de nouvelles matières, notamment dans le domaine de la culture générale, et un volet technique beaucoup plus fouillé. L'examen, qui prend en compte l'attitude du candidat pendant tout le stage, ses réactions envers les EV ou en tant qu'élève de jour, se déroule selon la formule rituelle sur plusieurs jours dont un rallye d'ateliers. La proclamation des résultats représente le moment de vérité. En général, seuls deux ou trois candidats sont recalés et destinés définitivement aux galons de caporal-chef. Depuis la fin des années 1990, les deux pelotons simultanés sont réunis en une promotion portant le nom d'un parrain choisi parmi les sous-officiers de Légion tombés pour la France. La remise des galons de sergent et du képi noir donne lieu à une cérémonie solennelle qui se déroule au quartier Capitaine-Danjou, en présence du général COMLE et du président des sous-officiers de la Légion étrangère.

« Au début de l'année 1984, j'ai la confirmation de ce que j'espérais. Mon commandant d'unité m'annonce que je suis prévu pour un prochain CM1 à Castelnaudary. Cette fois, comme me le dit un copain, je passe des seringues aux bastos et des pansements aux explos. Il me faut tout de même un minimum de préparation. Pas tellement sur le plan physique car au REP,

quel que soit l'emploi, tout le monde s'attache à entretenir une condition physique impeccable, mais plutôt au plan des connaissances militaires techniques. Pendant un mois, je n'ai pas arrêté de potasser le TTA 150[3] avec quelques parcours du combattant pour me changer les idées. Le plus difficile c'est de revenir de sa spécialité à la branche 00. Par exemple, un jour, l'instructeur m'a posé la question de savoir combien il y avait d'explosifs dans une mine. Sans m'en rendre compte, au lieu de lui répondre 500 grammes, je lui ai dit 500 cc (centimètres cubes). Étonné, il m'a demandé : "C'est quoi, des *cc* ?" J'ai rectifié, mais il a voulu savoir ce que j'avais comme spécialité ; je lui ai rappelé que j'étais l'infirmier du peloton et j'ai compris que j'avais parlé trop vite.

» Pour la troisième fois je revenais à Castelnaudary et je retrouvais le quartier Lapasset égal à lui-même. Mais cette fois, avec les gars du REP, nous avons fait une arrivée remarquée. Nous sommes partis à quatre de Calvi en hélico avec tout notre barda. Grâce à ses réservoirs supplémentaires, le Puma a fait le trajet d'une traite. Arrivés à hauteur de Castelnaudary, le pilote nous a demandé où se trouvait la caserne. Un tour au-dessus de la ville et il a amorcé sa descente. Nous étions loin de nous imaginer qu'il allait se poser au milieu de la cour ! Nous nous sommes dit : ça commence bien ; encore les gars du REP qui se font remarquer ! Il y avait de la poussière partout. J'appréhendais l'accueil, surtout que le pilote était très content de lui, le chef du service général peut-être un peu moins. En fin de compte, tout s'est bien passé. C'était l'occasion pour les engagés volontaires (EV) de voir un Puma de près. Les autres stagiaires sont arrivés par le train et le peloton s'est constitué. Chef de peloton lieutenant Halbourdin, adjoint sergent-chef Touhami et deux sergents. Nous avons passé les tests d'entrée : 1 500 mètres, 8000 TAP, pompes, tractions, piscine, parcours du combattant, etc., puis le stage a véritablement commencé.

» Nous allions au tir, nous faisions des marches, nous suivions les cours, tout le déroulement normal d'un stage avec ses élèves de jour et ses contraintes, puis nous avons découvert le Bertrandou. Là, nous avons fait beaucoup de combat et d'instruction technique : topographie, explosifs, sport, armement… Tout allait bien jusqu'au jour où nous avons rejoint un champ de tir dans la région. Nous sommes partis en camion et les instructeurs nous ont dit : "Repérez bien le trajet de retour !" Nous avons fait le tir et nous sommes rentrés en courant à Castelnaudary. À Burnel,

nous faisions des cours de pédagogie du parcours du combattant avec les EV, l'instruction combat en tant que chef de groupe se faisait aussi avec les EV. Nous étudiions le rôle de l'équipe dans le groupe, celui du groupe dans la section et ainsi de suite, celui du FM et du LRAC de 89 mm… Et puis un jour, patatras, l'accident. Il pleuvait, le temps était maussade et le parcours du combattant était humide. Je suis arrivé aux poutres asymétriques et là, chute sur la dalle de béton, vraiment sévère. J'ai senti tout de suite que mon genou avait morflé. Le reste de la journée a été un calvaire. Le lieutenant voulait m'envoyer à l'infirmerie, mais je lui ai dit qu'en tant qu'infirmier j'allais me soigner et que je continuais. Le lendemain, j'ai un peu traîné au footing, puis j'ai mis une genouillère très serrée et j'ai suivi le programme sans être trop pénalisé, même à Mont-Louis, mon seul véritable problème c'était la course. Mais le lieutenant et le chef, qui m'avaient vu toujours en tête et qui connaissaient la situation, ont repris mes résultats et ont fait une moyenne. Finalement, merci mon Dieu, j'ai eu mon CM1, car je n'aurais pas recommencé une troisième fois. Quand le chef Touhami m'a demandé : "Alors Saulnier, comment tu te sens ?" J'ai répondu : "C'est mon deuxième CM1… – Comment ça, ton deuxième CM1 ?" J'en avais déjà fait un au sein de l'armée régulière, alors si j'avais échoué, je n'en aurais pas fait un troisième. J'ai été nommé sergent immédiatement à la fin du CM1, à compter du 1er juillet 1984. »

---

1. En 1978-1979, la France est engagée au Tchad dans l'opération *Tacaud* et les légionnaires du 2e REP ainsi que les marsouins du RICM et du 3e RIMa sont directement engagés contre les rebelles tchadiens et les forces de Kadhafi. Dans ce contexte, la plate-forme de Bangui constitue une base arrière de l'opération indispensable à son approvisionnement. Il est hors de question de voir des Libyens sur l'aéroport de M'Poko.

2. Ce sont surtout des activités qui mettent les nerfs des instructeurs légionnaires à rude épreuve. L'indolence des Centrafricains, leur sens très particulier de la discipline, un absentéisme récurrent demandent une patience à toute épreuve. La discipline de feu, par exemple, est une notion très abstraite, tout comme la nécessité de l'entretien de l'armement ou des véhicules.

3. Le TTA 150 est un ensemble pédagogique de documents d'instruction et d'emploi concernant toutes les spécialités de la branche combat. Il constitue le manuel du cadre militaire de contact. Dans les années 1980, il se présentait sous la forme d'opuscules rassemblés dans une boîte-archive assez volumineuse. C'était la bible du combattant. Aujourd'hui, comme toute la documentation spécialisée de l'Armée de terre, il est numérisé.

3e partie

Sous-officier

Chapitre 11

Un apprentissage difficile

« À la Légion, le sous-officier est avant tout un légionnaire, écrivait le major Jorand, président des sous-officiers de la Légion, dans *Képi blanc* en 1999 ; il est donc membre à part entière de la patrie à laquelle il adhère dès son engagement. Sélectionné parmi les meilleurs de son régiment, il doit sans cesse se montrer compétent et servir d'exemple. Le sous-officier de Légion n'est pas un sous-officier comme les autres. Il commande des hommes pour qui la Légion est *la famille*. C'est pourquoi il leur manifeste toujours les marques de fraternité et de solidarité qui unissent ces *étrangers* entre eux. Homme de cœur très attaché aux valeurs morales et aux traditions de la Légion, il est fier du corps auquel il appartient. Être sous-officier à la Légion suppose de se consacrer sans limite à l'institution et aux légionnaires, de faire preuve de courage et de générosité dans le commandement, de savoir se dépasser et faire le don de soi jusqu'au sacrifice suprême à la manière des anciens. Être sous-officier à la Légion, c'est aller au-delà du métier pour que celui-ci devienne une passion. »

Le sous-officier se nourrit de l'exemple de ses anciens et de leurs faits d'armes. Dès les premières campagnes en Algérie ou en Espagne, ils ont été ceux qui ont donné un style à la Légion étrangère et l'ont fait entrer dans la légende. Au siège de Constantine, le sergent-major Doze, de la 7e compagnie du Régiment étranger, s'empare de l'étendard vert du Prophète. En Crimée, en Italie, dans la guerre franco-allemande de 1870, ils sont encore là, exemplaires de courage et d'audace. Et puis il y a Camerone ! Qui se souvient des sous-officiers, le sergent-major Tonel, les sergents Germeys, Morzicki, Schaeffner et Palmaert, qui n'avait que trois mois et demi de grade. La conquête de l'empire colonial donnera encore maintes

occasions aux sous-officiers de la Légion de se distinguer ; ce sont les blédards des compagnies montées, héroïques dans la tradition de Camerone à El-Moungar, où tombe le sergent-major Tissier. Au Tonkin, ils sont encore présents à Son Tay, à Bac Ninh et bien sûr à Tuyen Quang : Liber, Beulin, Schelbaum, Husband, Thévenet, luttant à un contre cent. Ainsi, à la veille de la Première Guerre mondiale, le corps des sous-officiers de la Légion étrangère a acquis ses lettres de noblesse. Certes, ce sont de rudes gaillards qui n'ont guère d'états d'âme, leur commandement n'est pas particulièrement celui d'un père de famille, mais il est honnête et adapté aux « lascars » qui sont sous leurs ordres. Au retour des campagnes lointaines et des colonnes dans le bled où ils ont maintes fois frôlé la mort, leurs dégagements sont retentissants et parfois fracassants. Les sanctions sont lourdes et peuvent aller jusqu'à la perte des galons, mais ne dit-on pas qu'à la Légion les galons ne sont que prêtés ? À cette époque, cela n'a rien d'infamant et les occasions sont nombreuses de les regagner rapidement par des coups d'éclat lors d'un beau baroud. La Grande Guerre va être pour toute une génération de sous-officiers l'occasion de se projeter au firmament de la gloire. Une figure personnifie ces centaines de sous-officiers tombés au champ d'honneur : l'adjudant-chef Mader, du RMLE, qui est l'un de ces « maréchaux de la Légion[1] » qui feront tant pour sa réputation dans les cinq décennies à venir.

Vient la Seconde Guerre mondiale et la tragédie de 1940, puis la renaissance des armes de la France en 1942. À partir de cette date, les sous-officiers trouvent la juste récompense populaire de leurs sacrifices et de leurs exploits. C'est le sergent Eckstein de la 13e DBLE qui, un bras presque arraché, galvanise ses hommes à Bir-Hakeim, c'est le sergent Kahlen[2] du 1er REIM qui stoppe tout seul les Allemands sur l'éperon rocheux du djebel Mansour, c'est l'adjudant-chef Porschmann qui se distingue pendant la campagne d'Alsace au sein du RMLE 1943-1945. En Indochine, l'armée française subit un ultime avatar avec le coup de force japonais du 9 mars 1945. Les sous-officiers du 5e REI sont aux premières loges. Certains sont assassinés dans leurs cantonnements, d'autres parviendront à rejoindre le gros du régiment pour une retraite qui les mènera en Chine, d'autres enfin seront faits prisonniers et subiront l'enfer des camps japonais. Parmi eux les adjudants-chefs Rodinsky et Sury, les

adjudants Roman et Hardouvalis, les sergents-chefs Rest et Schelerer… Autant de noms qui sont eux aussi entrés dans l'histoire de la Légion.

Mais la Légion n'en a pas fini avec l'Indochine. Une nouvelle guerre commence contre le Viêt-minh. À côté des anciens de la « 13 » : le sergent-chef Muzatti, vétéran de Cyrénaïque ; l'adjudant-chef Paul Prets, qui fut de toutes les campagnes, Compagnon de la Libération en 1945, et qui servira encore à Madagascar, en Indochine et en Algérie ; l'adjudant-chef Pavitchevitch, ancien du 6e REI, qui lutta pour l'honneur avec son régiment en Syrie avant de rejoindre la 13e DBLE, ou encore le sergent Stanislas Sulak, qui restera quatre ans en Indochine avec la « 13 », grièvement blessé au combat de Xom Ben Pho, qui sera nommé sergent au feu, à titre exceptionnel, et voici le futur adjudant-chef Dudit, présent en Indochine dès 1947, le futur major Schacht. Et que dire des sous-officiers du 3e REI, issu du glorieux RMLE 1943-1945, qui subira les pertes les plus rudes de toute la guerre, de ceux du Royal Étranger Cavalerie, du 2e REI, du 5e REI reconstitué, de tous ces sous-officiers qui œuvrent de manière anonyme dans les unités spécialisées de la Légion. En 1948 apparaît une nouvelle confrérie de guerriers, les légionnaires parachutistes, dont les sous-officiers vont rapidement rejoindre leurs aînés dans la gloire du sacrifice. Ceux de la RC 4 en octobre 1950 : Kemencei, que l'on retrouvera plus tard en Algérie avec ses camarades, Savella et Lecomte avec le peloton d'élèves gradés et tous les autres Laperlier, Gouverneur, Martin… qu'ils soient du 1er BEP ou du 3/3e REI. Ceux de Diên Biên Phu : Grimault, du 1er BEP, qui se jouera des Viets pour rejoindre isolément la cuvette au retour de l'opération *Pollux* et qui sera tué pendant la bataille, Blayer, Weber, sur *Huguette 6*, que les Viets laisseront pour mort, Dupont et les autres volontaires du premier saut alors que tout est perdu… L'adjudant Herbert Sok, du 1er BEP, sergent chef de section, deux fois blessé à Diên Biên Phu, plusieurs fois cité, qui se distinguera encore en Algérie au sein du 1er REP. L'adjudant-chef Istvan Toldi, du 2e BEP, qui se distingue à Na San et participe à la guerre d'Algérie dans les rangs du 2e REP, Béthery, le fameux Bébert du 2e BEP, grièvement blessé avec le 2e REP en Algérie. L'adjudant-chef Frouart du 1er BEP, sergent en Indochine, adjudant-chef au 2e REP en Algérie, une figure légendaire des légionnaires parachutistes. C'est aussi en Indochine au 2e BEP, dès 1951, que se révèle le jeune Herbert Roos, qui deviendra, trois

décennies plus tard, la figure emblématique et le très respecté président des sous-officiers de la Légion étrangère pour son passé glorieux, mais aussi pour son charisme, sa connaissance de l'institution et ses grandes qualités morales et humaines. Combien furent-ils à apprendre leur métier de « maréchaux de la Légion » au feu ardent de l'Indochine ? Les futurs adjudants-chefs, Arvin du 5e Étranger, Burda dont les dessins feront plus tard la renommée de *Képi blanc*, Frantz qui deviendra un remarquable instructeur, Kubiak, un des rares survivants de *Béatrice* à Diên Biên Phu… D'autres encore agoniseront et périront de maladie ou par suite des mauvais traitements dans les camps de concentration du Viêt-minh. Au total, plus d'un millier de sous-officiers sont tombés sur la terre jaune.

Les survivants sont rentrés en Algérie ramenant avec eux ce cortège d'ombres comme l'un des symptômes visibles du mal jaune. Riches d'une expérience guerrière et humaine incomparable, arborant presque tous la croix de guerre des TOE, la médaille militaire et pour beaucoup la Légion d'honneur, titulaires de nombreuses citations, ils forment une cohorte qui enrichit la Légion étrangère, intimide les jeunes officiers issus des écoles et galvanise ceux qui rêvent de les rejoindre. Au contact des Tasnady du 1er REP, Szuts du 3e REI et Valko du 5e REI, tous trois tombés au mois de mai 1959 dans l'Ouarsenis, du sergent-chef Neumann du 2e REP tué le lendemain de Camerone 1958, les jeunes sous-officiers font leurs classes. Parmi eux, les futurs major et adjudant-chef Petrali et Civitelli, du 1er REC, et un jeune Italien, Vittorio Tresti, qui fera une brillante carrière de sous-officier avant d'accéder à l'épaulette et d'avoir l'honneur de commander le 3e REI de 1985 à 1987. Il finira sa carrière en tant que général. Et puis il y a le sergent Sanchez-Iglésias du 2e REI, celui qui, avec ses hommes, fera le dernier « Camerone » de la guerre d'Algérie sur le djebel Beni-Smir ; quelques décennies plus tard, à la tête des pionniers du 1er Étranger, pendant plusieurs années, il ouvrira le défilé de la Légion le 14 juillet sur les Champs-Élysées.

Avec la fin de la guerre d'Algérie, une page de l'histoire de la Légion étrangère est tournée. Une nouvelle génération de sous-officiers nourrie des exploits de ses anciens voit le jour. Nombreux sont ceux qui accèdent à l'épaulette soit par le rang (concours des majors) soit par l'école militaire interarmes. Le lieutenant-colonel Hildebert, les chefs de bataillon Morisot et Eberlé, les capitaines Cardin, Fedeli, Moreau, Paul, plus récemment Ben

Ahmed ou Michalik… Et puis, il y a ceux qui restent fidèles à leurs origines, gardiens des traditions, et qui montrent la voie aux jeunes : le major Stevenazzi, l'adjudant-chef Paschoud, l'adjudant-chef Roso, actuel président des sous-officiers de la Légion étrangère, et enfin le club assez restreint des « trentenaires » qui ont servi plus de trente ans à la Légion et ont marqué de leur empreinte les corps dans lesquels ils ont servi : le major Maksoud, trois fois président des sous-officiers dans des régiments différents, l'adjudant-chef Yildrim au 1er REG, l'adjudant-chef Radulovic, trente et un ans au 2e REP, et bien sûr l'adjudant-chef Saulnier, trente-cinq ans de service entre Kolwezi et l'Afghanistan, dont trente et un au 2e REP, président des sous-officiers du régiment, surnommé affectueusement « la Momie » par ses pairs et ses subordonnés.

La route est longue et difficile pour accéder au corps des sous-officiers de la Légion étrangère. Une nouvelle vie commence. Son nouvel état, qui apporte certes beaucoup de satisfactions, comporte plus de devoirs ou d'impératifs qu'il n'en a connus auparavant. Être sous-officier, c'est commander des hommes. Ses hommes. Il faut en être digne et cultiver plus encore l'esprit et les valeurs fondamentales léguées par les anciens. Le déroulement de carrière, la personnalité, les qualités du sous-officier d'aujourd'hui sont différents de ce qu'ils pouvaient être par le passé. Plus ambitieux, nommé plus jeune, il est sans doute plus instruit. Les exigences d'une technologie toujours plus poussée l'y obligent. Moins rustique et plus sensible psychologiquement à l'environnement extérieur, à l'avancement, à la notation, aux récompenses – les occasions de se distinguer au combat étant plus rares –, il reste néanmoins dans la droite ligne tracée par ses devanciers. L'héritage légué par les anciens est ressenti par le jeune sergent comme un trésor de vertus cardinales dont il se sent le détenteur et dont il doit assurer la transmission dans tous les grades auxquels il accédera. Par son sens de l'humain, ses qualités de chef et de meneur d'hommes, le sous-officier de Légion étrangère doit toujours répondre à l'attente de ses subordonnés. Issu de la même origine, en contact constant avec lui, il doit marquer à chaque rapport une hiérarchie que le légionnaire aurait tendance à oublier. Or, à ce niveau, le maintien strict de la hiérarchie est primordial car le sous-officier est la courroie de transmission du commandement. L'officier est obéi à travers lui, ce qui rend son rôle essentiel.

Le président des sous-officiers s'impose par son exemplarité, sa sagesse et son expérience. Il doit éclairer le commandement pour l'aider à résoudre dans les meilleures conditions les cas particuliers. Conseiller technique du chef de corps pour tous les problèmes relatifs aux sous-officiers, son rôle s'exerce dans le domaine moral, social et professionnel : affectation, déroulement de carrière, problèmes personnels nécessitant l'intervention du commandement, problèmes matériels, organisation de la vie courante.

* * *

« Retour à Calvi, note Jean-Claude Saulnier, mais cette fois, pas en hélico. Nous avons fait le parcours conventionnel train-bateau et, quand nous sommes arrivés au camp Raffalli, c'était un dimanche matin, je me suis pointé à l'infirmerie, où l'adjudant Cerrone m'attendait avec la clé de ma chambre de sous-officier. Il y avait ma tenue de sous-officier écussonnée, le lit qui était fait, une bière sur la table avec un petit panneau : "Bienvenue". J'étais très ému. C'était la tradition du REP, qui perdure encore aujourd'hui. Quand j'étais PSO, je faisais préparer la chambre des sergents nouvellement nommés. Un peu plus tard, Cerrone est venu et m'a dit : "Il est 8h15, tu prends ta douche, tu t'habilles en civil, à 9 heures je viens te chercher." En plus, on ne travaillait pas ce lundi, pourquoi ? je n'en sais plus rien. Nous avons retrouvé d'autre sous-officiers et alors là ! La fiesta… Passé un moment, je me suis endormi, mais ils ont été sympas et m'ont laissé cuver. Bien plus tard, ils m'ont réveillé, puis ils m'ont fait boire une mixture qui m'a remis à peu près d'aplomb. Je ne me souviens plus très bien du retour, mais qu'est-ce que j'avais mal au crâne !

» Le lendemain la fête a continué, mais j'ai pu récupérer et me préparer aux formalités officielles de mon entrée dans le corps des sous-officiers. Je me suis présenté au rassemblement du matin en tenue de sport mais j'étais un peu fatigué. Je ressentais de la fierté et en même temps une certaine gêne sous le regard curieux de mes anciens camarades. Était-ce de l'appréhension ? Je ne pense pas, mais j'avais surtout l'impression de plonger dans l'inconnu, dans un monde nouveau auquel je devrais m'initier. Un monde avec sa hiérarchie militaire bien sûr, mais aussi son ordre particulier fondé sur l'ancienneté, la compétence et la réputation, l'adhésion à un code d'honneur transmis de génération en génération et dont le président des sous-officiers est le dépositaire. C'était aussi, pourquoi ne pas

le dire, une confrérie, avec les défauts de ses qualités : une certaine suffisance entretenue, particulièrement au REP, par la notion de caste, des jalousies liées au devoir d'excellence, ou encore, pour les générations actuelles, un carriérisme parfois trop motivant, inconnu des grands anciens et qui peut conduire à des excès s'il n'est pas correctement encadré. À l'issue du rassemblement, le capitaine m'a fait appeler par l'adjudant d'unité, mais avant même que j'aie pu me présenter, l'adjudant Cerone a pris les devants en précisant qu'il était l'instigateur de la fiesta. Le capitaine, qui connaissait la musique, ne m'aurait certainement rien dit. Il m'a tout simplement rappelé que le rapport du chef de corps était à 11 heures et m'a dit de retourner me reposer et me préparer.

» À 11 heures, le chef de corps nous a officiellement remis nos galons. De là, nous sommes partis chez le président des sous-officiers, qui nous a fait un topo musclé : "Messieurs, vous êtes sortis d'une catégorie pour entrer dans une autre. Avant, vous étiez des hommes du rang, aujourd'hui vous êtes des sous-officiers." À partir de ce moment, il nous faut dépasser le côté purement professionnel que nous avons vu au CM1 et aborder le côté social. Quand il est nommé au régiment, la première chose que doit faire le jeune sergent, c'est regarder ce qui se passe et poser des questions pertinentes avant de faire des conneries. C'est là que le rôle du PSO prend toute son importance. Il explique au jeune sous-officier qu'il a un minimum de droits et un maximum de devoirs. En clair il est conseillé de s'adapter rapidement à sa nouvelle condition. Après le chef de corps et le PSO du régiment, le PSO de la compagnie nous parle du rôle du sous-officier dans la compagnie. Généralement, quand on est nommé sous-officier, on prend dans la foulée la garde vingt-quatre heures ou la semaine. La semaine, on se dit qu'on connaît pour avoir été caporal de semaine, mais quand on est sergent de semaine, on rentre dans les détails et à partir de ce moment-là, le premier gros détail, c'est le commandement. Il est capital de s'en imprégner dès le début. Après, c'est la relation un peu plus particulière avec les officiers et les sous-officiers que lorsqu'on est caporal. La plupart du temps, tous ces gens-là se font un devoir de vous aider même si parfois vous vous faites engueuler. Mais ce qui est très difficile à contrôler, surtout en restant dans le même régiment, ce sont les relations humaines. Avant, vous aviez des copains, caporaux ou caporaux-chefs, maintenant, ce sont des subordonnés. C'est là que l'on constate vraiment le changement de statut. Il faut limiter les manifestations d'amitié. La plupart du temps, les gars

comprennent ces nécessités et il n'y a pas trop de souci. En revanche, il ne faut pas les rejeter ou leur faire sentir une supériorité parce que l'on est sous-officier. C'est se mettre inutilement les gens à dos et créer des problèmes de commandement. Il faut avoir un style de commandement strict mais souple tout en gardant de bonnes relations ; ce n'est pas facile et ça demande du temps. Ce qui n'empêche pas de discuter et de boire un coup avec eux, mais il faut leur faire comprendre que la relation a changé et ne pas rester dans l'ancien copinage. D'ailleurs, le PSO et les sous-officiers plus anciens vous le feraient vite remarquer. Et il ne faut pas que les galons vous montent à la tête. L'avantage du régiment c'est le *turn-over* des effectifs, environ un tiers du personnel tous les ans, ce qui fait que les anciens qui vous avaient connu légionnaire quittent Calvi et que les nouveaux ne voient en vous qu'un sous-officier. Il faut également savoir qu'un officier ne vous tutoie que s'il vous a connu homme du rang, ce qui est tout de même le cas de pas mal de jeunes sergents. Se fondre dans l'ambiance sous-officier est un travail permanent car le jeune sous-officier s'appuie énormément sur les anciens, ce qui fut mon cas.

» L'intégration est assez longue et le pire, dans ce processus, c'est le regard des autres. Vous êtes observé et jaugé en permanence ; il faut absolument être exemplaire dans son travail et son comportement vingt-quatre heures sur vingt-quatre, car on ne vous fera aucun cadeau. Ensuite, il y a tout le système relationnel : aller voir vos subordonnés le week-end, discuter avec eux, se préoccuper de leurs problèmes… Au REP, il est hors de question de partir le samedi à midi et de revenir le lundi matin. Ça ne fonctionne pas comme ça. Par exemple, à l'infirmerie, le samedi à midi, on pouvait faire un repas réunissant le médecin-chef, les médecins, les sous-officiers et les hommes du rang ; le dimanche matin, c'étaient des rencontres sportives suivies d'un pot au foyer, etc. Quand on est un jeune sous-officier au REP, il faut absolument être célibataire. Si vous n'avez pas cinq minutes à vous avec les légionnaires, imaginez ce que ce serait avec une femme et des gamins. Ce qui caractérise le jeune sous-officier, c'est l'exemplarité et la disponibilité. Une autre caractéristique, c'est le lien étroit qui unit entre eux les jeunes sergents, qui se sentent tout de même un peu ignorés par les "maréchaux", ce qui est peut-être une erreur[3]. Je me souviens par exemple que lorsque j'allais au mess à Aubagne, quand je disais bonjour aux sous-officiers supérieurs, j'avais l'impression de les déranger. Pourtant, le mess est le lieu de vie du jeune sous-officier. Ce qu'il

y avait de bien lorsque le mess était ouvert le soir, c'était l'occasion d'avoir une relation directe avec ses supérieurs et on a vite fait de s'apercevoir que bon nombre de problèmes se règlent au bar. C'est un paramètre que j'ai rapidement intégré.

» Quand le mess a fermé le soir, le commandement a autorisé les clubs compagnie qui, au début, étaient exclusivement réservés au personnel de la compagnie. Puis ils se sont ouverts à l'extérieur, ce qui a présenté l'énorme avantage d'un brassage comme au mess le soir. Pour moi, infirmier, c'était très intéressant car je pouvais donner directement des nouvelles de tel ou tel malade si l'adjudant d'unité, le capitaine ou le chef de section m'interrogeait.

» L'autre grand domaine de réflexion concerne les traditions. J'ai constaté qu'il y a une grande différence entre le sergent de maintenant et celui de mon époque. Aujourd'hui, nous avons des sergents à un an et demi de service alors qu'en 1980, il était assez rare de voir partir des gens au CM1 à moins de cinq ans de service. Ce qui fait qu'ils apprennent les traditions de la Légion en tant que sous-officiers, alors qu'en tant qu'hommes du rang nous en connaissions bien 80 %. De surcroît, nous n'avions pas tout le matériel informatique et audiovisuel d'aujourd'hui. Alors, que faisions-nous ? Nous bouquinions. À Noël, les hommes du rang recevaient énormément de livres ; je me souviens avoir reçu *Monsieur Légionnaire*, du général Hallo, à cette occasion. Ce qui était certainement une volonté du commandement. Nous apprenions ainsi énormément de choses sur l'histoire de la Légion. Comme sous-officier, je savais exactement où je mettais les pieds. Il me restait à apprendre les traditions spécifiques aux sous-officiers, notamment la *popote*.

» J'ai été popotier et ce fut un très grand moment. Ce jour-là, il y avait un repas de corps régimentaire et j'en étais le popotier. Dans ce cas-là, le popotier ouvre la *popote* à partir de l'apéritif. J'ai commencé par la lecture du menu, qui était l'occasion de glisser des plaisanteries et des allusions plus ou moins fines sur des supérieurs ou des moments particuliers de la vie du régiment. D'habitude, en présence d'un général, la tradition s'arrête là, mais ce ne fut pas le cas ce jour-là, je pense que le général devait être un ancien légionnaire, car dès le début du repas, j'ai lancé des pots. Le *pot* est une amende ou un gage à l'encontre des gens qui ne respectent pas les règles du repas de corps, par exemple en parlant de service, ou de sujets qui n'intéressent pas les autres convives, sans parler des incorrigibles

« cravateurs » qui se vantent de leurs exploits sportifs ou de leurs succès féminins. L'intéressé se voit offrir un pot par le popotier avec l'approbation du président du repas, généralement le chef de corps, qui a le privilège d'accepter ou de refuser le pot ; dans ce cas il se retourne contre le popotier, qui doit à son tour s'acquitter d'un gage. Il faut savoir que lorsque vous êtes popotier pour la première fois, vous êtes flanqué de conseillers. Mais ces salopards sont aussi néfastes que malfaisants ; ils vous suggèrent des pots qui immanquablement se retournent contre "ce cochon de popotier". "Mon colonel, autorisation d'offrir un pot à Untel pour tel motif…" "Popotier, vous ne savez pas ce que vous dites, prenez un pot !" Premier verre de rouge dans le gosier, et ça continue pendant tout le repas. J'ai tout de même réussi à offrir trois ou quatre pots, même au chef de corps, au sujet d'une manœuvre. Tout le monde s'est levé et j'étais content de moi. Pendant ce temps, d'autres lançaient des chants, ce qui me permettait de souffler et de réfléchir tout en avalant rapidement une bouchée. En effet, quand on est popotier, il n'est pas question de savourer le repas ; la principale préoccupation est de ne pas laisser de temps morts, car ils jouent contre vous. J'ai aussi appris que les victimes d'un pot peuvent se retourner contre le popotier, ce qui fait que j'ai dû terminer le repas avec au moins sept ou huit verres de vin. Alors, pour un gars qui ne boit pas, je vous garantis que j'étais assez allumé. Heureusement, mon capitaine et le PSO de la compagnie, avec l'accord de mon chef de service, m'ont autorisé à aller me reposer.

» Autre grand moment de la vie des sous-officiers : les Rois. Je me souviens avoir été roi une fois : Astérix. En tant que sergent, on découvre cette fête haute en couleur. C'est tout un cérémonial, surtout la constitution de la Cour, avec ses déguisements et le discours du roi, ponctué de l'inévitable "Le roi boit", et toute l'assemblée de lever son verre. Mais quand vous êtes roi, vous êtes adjudant-chef et vous maîtrisez le cérémonial car vous en avez vu d'autres. Nous nous baladions en ville en cortège pour le plus grand plaisir des badauds. La victime désignée, dans ce cas, c'est le dauphin, le bébé du roi, généralement le plus jeune lieutenant, qui est promis au sacrifice du puyloubier[4]. Il y avait les doléances auprès de la reine, du bébé, ou de certains membres de la Cour, toutes plus saugrenues les unes que les autres. Une année, j'étais Ma Dalton, une autre fois, j'ai vu le bébé descendre les escaliers de la citadelle dans un caddie de supermarché sans se casser la figure ; mais on l'a souvent rattrapé de

justesse. C'était le landau dans le grand escalier d'Odessa du film *Le Cuirassé Potemkine*. Finalement, en bon parachutiste, il arriva indemne en bas. Le cortège passe ensuite à l'ordinaire où, par l'intermédiaire du roi, le chef de corps lève les petites punitions et donne quartier libre aux « manants », puis la Cour poursuit ses agapes au mess. Là, on apprend que ce sont les officiers qui invitent les sous-officiers en retour des vœux du Nouvel an, où ils avaient été reçus au mess sous-officiers. C'est la seule fois dans l'année. Naturellement, les sous-officiers sont particulièrement mobilisés pour Camerone et le 14-Juillet, surtout si le régiment défile à Paris. L'autre grande fête du régiment, comme dans toutes les unités TAP, c'est la Saint-Michel. Le régiment cultive une tradition d'accueil à laquelle nul ne saurait déroger. Même si c'est un dimanche dans la nuit, il se trouve toujours quelqu'un pour accueillir les arrivants, les nourrir au besoin et les héberger. C'est le rôle du PSO en ce qui concerne les sous-officiers. Une partie du budget du PSO est consacrée à cette activité. »

Au 2e REP, les sous-officiers, au nombre de 300 environ sont pour un peu plus de 200 d'entre eux issus du régiment[5]. L'ayant connu dès leur première affectation, ils en maîtrisent parfaitement tous les rouages. D'un âge moyen de 30 ans, leur expérience, leurs compétences en font sa richesse. Rassemblés autour de leur président, en liaison avec les anciens dont ils fournissent plus tard les plus gros contingents, leur formation est diverse, variée et approfondie. En règle générale, le sous-officier fait une bonne partie de sa carrière au 2e REP, parfois entrecoupée d'un séjour complet dans une unité d'outremer, généralement la 13e DBLE ou le 3e REI, seule l'inaptitude médicale lui faisant obstacle. Plus qu'ailleurs peut-être, le sous-officier du 2e REP a une haute opinion de son régiment et de sa qualité de légionnaire parachutiste, il est fier de son passé et confiant dans son avenir professionnel.

* * *

Le début de l'année 1985 est calme pour le sergent Saulnier. Il a obtenu le BMP1 branche 12 et s'occupe de tout ce qui est vaccination au régiment et indirectement du secrétariat médical. Mais le régiment poursuit un programme d'activités soutenu avec de nombreux exercices aéroportés à travers le maquis corse : *Choucas, Arbouse, Addax*… Autant d'occasions de

faire chauffer les rangers et d'avaler des dénivelés. Les compagnies de combat profitent de leur présence à Calvi pour reprendre leur entraînement spécifique. La 3e compagnie profite de la présence du sous-marin *Agosta* pour répéter les gammes du combat amphibie, la 4e compagnie sillonne la Corse, allant de champ de tir en polygone *explos* pour former ses tireurs d'élite et ses destructeurs ; la 2e compagnie pratique la varappe et le rappel aux aiguilles de Bavella, la 1re compagnie s'entraîne au combat en zone urbaine sur le site de Frasselli.

La décennie 1980 se caractérise par la montée en puissance de la FAR et une recrudescence des opérations extérieures. À l'échelon supérieur, le 2e REP participe aux activités du GAP qui constitue le noyau dur des interventions de la FAR sur les théâtres d'opérations extérieurs (Tchad, Liban, Zaïre, RCA, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides…). Il peut être également appelé à intervenir en cas de conflit armé sur le théâtre européen. Dans cette optique, son état-major organise régulièrement des manœuvres et des camps, comme l'exercice *Gypaète 85*, qui s'est déroulé du 25 février au 4 mars 1985 dans le département de l'Aveyron. Le 2e REP fut engagé, par parachutage, dans la région de Rodez pour retarder l'ennemi entre le Lot et l'Aveyron et permettre ainsi le débouché de la 6e division légère blindée à hauteur de Villefranche-sur-Rouergue. Cet exercice fut aussitôt suivi d'un camp GAP du 2 mars au 4 mars 1985. En plus des activités d'instruction technique et tactique, le sport était à l'honneur sous la forme d'un cross de masse du groupement remporté par le 2e REP.

Les années 1986 et 1987 sont du même modèle. Les compagnies poursuivent leur entraînement spécifique entre des missions au Tchad, en RCA ou au Gabon. La CEA constitue la force de frappe du régiment. Formée d'une section de commandement, d'une section d'éclairage et de reconnaissance, d'une section antichar Milan, d'une section de mortiers lourds de 120 mm, d'une section d'autodéfense antiaérienne et de la section CRAP, elle a besoin d'espace pour exprimer ses capacités et, de ce fait, effectue de nombreux déplacements dans les camps d'entraînement du continent de façon centralisée ou par sections. Au début de l'année 1987, après dix jours au camp du Larzac, la SML passait avec succès ses tests opérationnels à Canjuers. Le 22 février, la SER, la section Milan et la section de commandement de la CEA rejoignaient le camp de Canjuers sous un ciel de neige. La SER mettait l'accent sur le combat rapproché antichar

et le tir de jour comme de nuit au LRAC de 89 mm. De son côté, la section Milan organisait un CTE tireur. À la même époque, la SADAA, dernière venue dans la palette opérationnelle de la CEA, formait 27 chefs de pièce ou pointeurs-tireurs au canon de 20 mm sur affût antiaérien lors d'un stage de six semaines commencé à Calvi et clos par une campagne de tir à Biscarrosse, dans les Landes. Pour ne pas être en reste, la section CRAP rejoignait le centre d'entraînement en montagne de Barèges, dans les Hautes-Pyrénées, pour un stage en haute montagne.

* * *

« Au début du mois de mai, se souvient Jean-Claude Saulnier, j'ai eu la chance d'être désigné comme infirmier au sein de la cellule santé de l'EMT qui est parti en République centrafricaine. C'était mon second séjour en République centrafricaine, mais mon premier en qualité de sous-officier. »

Le 17 mai 1985, le 2e REP relève le 2e REI au sein des Éléments français d'assistance opérationnelle en République centrafricaine. Pièce maîtresse du détachement de Bouar, il est stationné au camp Leclerc et assure les mêmes missions : présence sur le terrain, nomadisations, ouvertures de pistes, instruction des personnels, entretien des matériels, mais aussi construction d'ouvrages d'art et amélioration du casernement, sans oublier la qualification TAP, qui demeure sa raison d'être essentielle. Placé sous le commandement du colonel Germanos, chef de corps, l'EMT regroupe environ un millier d'hommes autour du 2e REP, qui en forme le noyau dur avec une UCL, la 1re compagnie, la 2e compagnie et la CEA. On trouve également des éléments du 35e RAP et du 1er RHP. Quelques sorties sur le terrain permettent aux compagnies de s'acclimater sans problème. La progression comprend des séjours dans le Nord, au camp de l'Ouham, des nomadisations où une grande marge de manœuvre est laissée aux chefs de section, des parcours de tir et des exercices à tir réel, dont un au champ de tir de l'artillerie, en présence du CEMAT, le général Imbot, venu visiter le détachement le 16 juillet. L'AMG, des missions d'assistance au profit des populations locales et des séjours de service à Bangui sont également à l'ordre du jour. D'autres activités viennent se greffer sur ce programme déjà chargé : marche en forêt à Nola, manœuvre de groupement, tous moyens déployés, exercices divers… Au chapitre des travaux, il faut mentionner,

après le « pont trop loin » du 2e REI sur la rivière Topia, la réalisation d'un pont semi-aquatique sur la rivière Nana-Barya, à 200 kilomètres de Bouar, par la 4e section de la 1re compagnie. C'est le plus grand pont construit par la Légion en RCA : longueur 50 mètres, classe 50. Ce pont désenclave la région nord de l'Ouham-Pendé où, plus qu'ailleurs, la route c'est la vie.

De son côté, la CEA, loin des critères de déploiement et d'activité du théâtre Centre Europe, lutte contre un terrain peu adapté à sa manœuvre : marécages ou de sables mouvants dans lesquels un homme ou un véhicule peuvent s'enliser et disparaître à jamais, marigots engageants où il fait bon tremper son quart et qui sont porteurs d'amibes ou de bilharziose, sans parler d'une flore et d'une faune hostiles qui cachent leurs dangers sous des dehors chatoyants. À cela il faut ajouter les difficultés techniques et tactiques, les approximations cartographiques et la saison des pluies qui transforme la forêt en cloaque infranchissable. Heureusement, il existe quelques motifs de satisfaction. En premier lieu, l'emploi de la troisième dimension qui, par ses élinguages et héliportages, permet à la CEA d'intervenir au plus près du combat, puis la sophistication des matériels et armements : canons de 20 mm T2 montés sur VLRA, caméras Mira, télémètres laser et, enfin, l'emploi parfaitement maîtrisé des groupements Milan mixtes, jeep-VLRA. Les résultats des différentes campagnes de tir seront à la hauteur des efforts déployés.

Pendant ce temps, au camp Leclerc, l'UCL s'est organisé et gère la vie de l'EMT tout en s'oxygénant par quelques sorties dès que ses charges le permettent.

« Arrivés à Bouar, nous avons tout de suite retrouvé le rythme des tournantes et nous avons enchaîné l'instruction, les exercices, le camp de jungle de Zimba et les nomadisations. Sur le camp, nous nous occupions des soins du personnel : coups de chaleur, fièvre, petites plaies, piqûres d'insectes, petits accidents (foulures, entorses) et nous pratiquions l'AMG. Nous nous sommes aussi attaqués à la rénovation de l'infirmerie : grand nettoyage et fuite éperdue de colonies d'insectes, de souris, de lézards et autres bestioles non identifiées, peintures et réparations. Le soir, je passais au mess pour contrôler, en tant qu'infirmier, les cartes des filles autorisées à faire passer un bon moment aux légionnaires. Je traînais aussi dans le camp car la nuit des clandestines se faufilaient, donc je surveillais un peu tout ça. Je passais souvent dans les compagnies à droite et à gauche pour voir s'il

n'y avait pas des malades qui se planquaient pour ne pas aller à l'infirmerie et quitter la section, en pensant que ça s'arrangerait. Avant nous, il y avait eu plusieurs cas de paludisme au 2e REI et le médecin-chef Robert d'Eshougues avait dû faire face à des cas de bilharziose. Donc, le médecin-chef Thomas avait donné des consignes très strictes pour savoir tout ce qui se passait dans le camp. J'allais souvent à l'ordinaire pour vérifier les denrées, en fait, tout le travail d'un infirmier en campagne : vérifier l'application des règles d'hygiène, conseiller les gars quand ils avaient la bourbouille… beaucoup de prévention. Nous faisions des nomadisations où le pittoresque le disputait à la tragédie. Un jour, nous avons assisté à la rencontre d'un car de 45 places plus ou moins rafistolé et qui devait bien contenir 70 personnes avec un énorme camion Gazelle qui l'a renversé dans le fossé. Alors là, intervention sanitaire d'urgence auprès des blessés, évacuation par hélicoptère, cris, pleurs, mais rien que de très banal sur les pistes africaines.

» Un autre jour, nous étions partis rendre visite à un chef local dans un ancien camp à côté de Bouar. En gage d'amitié, ce brave homme n'a rien trouvé de mieux que d'offrir un cheval au colonel Germanos. J'ai donc été chargé de ramener le cheval. Je suis parti avec un véhicule et un infirmier, mais nous n'y connaissions absolument rien en matière d'équidés, n'ayant jamais servi au REC. La bonne question était de savoir comment faire monter ce cheval dans le véhicule. J'ai pris conseil auprès du médecin-chef, qui n'était pas plus vétérinaire que moi, mais qui m'a dit de prendre des calmants car le cheval pouvait avoir peur. Ce n'est pas pour rien qu'on parle de « dose de cheval » et mes seringues me paraissaient bien ridicules. Naturellement, notre odyssée alimentait les rumeurs de popote et il m'a même semblé entendre des hennissements discrets. Dès notre arrivée, j'ai piqué le cheval, qui n'a pas bougé, et nous avons attendu environ une demi-heure que le calmant fasse effet. Nous l'avons fait monter dans le camion sans qu'il renâcle et nous sommes repartis en faisant attention à ce qu'il ne tombe pas du camion, qui n'était pas prévu pour le transport d'animaux. Nous sommes arrivés au camp sans encombre, mais comment le faire descendre du camion ? Un caporal-chef qui avait l'air de s'y connaître est monté dans le camion et a fait reculer le cheval sur les planches que nous avions posées. Le tout sous les sourires sarcastiques d'une foule de curieux attirés là par nos aventures équestres. Malgré les calmants, le cheval paraissait énervé, nous avons failli prendre deux ou trois coups de sabots

derrière les oreilles. Qu'il était maigre, ce pauvre bestiau ! Nous nous sommes aperçus qu'il avait été mal soigné et qu'il avait des tiques. Néanmoins, mission remplie mon colonel. Peu à peu, le cheval a retrouvé la santé et un jour, le colonel Germanos a décidé de le monter. Au PC, il y avait un caporal-chef asiatique, Choy, qui professait une haine farouche pour les communistes, qui avaient massacré toute sa famille, et pour qui tous les noms qui se terminaient en *ov* ou en *ski* étaient rouges. Ce jour-là, Choy, voyant arriver le colonel sur son cheval, fut pris d'un fou-rire inextinguible. Le colonel passa comme si de rien n'était, mais Choy continuait à rire. Furieux, le colonel m'a appelé et m'a incendié : "Va dire à Choy que la prochaine fois qu'il se fout de moi, je lui en plante quinze dans la gueule." Il a bien fallu une demi-heure pour calmer le père Choy. Je ne sais pas ce qui s'était passé, je pense que ce doit être la surprise de voir son chef de corps campé sur ce cheval. En plus, il parlait très mal le français. Plus tard, quand il passait au rapport du chef de corps, le colonel Poulet m'appelait pour traduire. "Qu'est-ce qu'il dit, Saulnier ? – Il dit qu'il est vert, mon colonel. – Qu'est-ce que ça veut dire ? – Qu'il en a plein les couilles… – Dehors, Choy." Une chose est sûre, les aventures du cheval du colonel Germanos ont égayé le camp Leclerc pendant tout le séjour et quand nous sommes partis, il était en pleine forme.

» C'est pendant notre séjour que l'expédition de Philippe de Dieuleveult s'est perdue dans le fleuve Congo. Nous avons fait de nombreux vols en hélicoptère pour tenter de retrouver des traces des radeaux, sans aucun résultat. En fin de compte, personne n'a jamais véritablement su ce qui s'était passé. »

Le mardi 8 août 1985, le reporter Philippe de Dieuleveult et son équipe de télévision disparaissent lors de la descente de rapides sur le fleuve Zaïre. Le 21 août, prélevé sur l'EMT de Bouar (RCA), un détachement de 20 légionnaires aux ordres du capitaine Cote est mis sur pied pour participer aux recherches. Assistés du médecin principal Thomas, médecin-chef du régiment, les légionnaires vont, pendant une quinzaine de jours, fouiller en vain le fleuve et ses abords entre la centrale électrique d'Inga et son estuaire. L'équipe CRAP remonte à pied la rive droite en amont de Matadi, tandis que le reste du détachement, scindé en deux groupes respectivement conduits par le capitaine Cote et le lieutenant Potier de Courcy, passe au peigne fin les rives du fleuve jusqu'à l'océan. Seules quelques épaves des rafts de l'expédition sont retrouvées sur les berges du fleuve.

« Après cet accident, nous avons commencé à faire la chasse aux braconniers. Nous essuyions des rafales de Kalachnikov, mais les hélicos les évitaient en montant très haut. D'ailleurs, la chasse aux braconniers m'a permis de voir de splendides troupeaux d'éléphants, de girafes ou de buffles. Nous sommes revenus de RCA le 18 septembre 1985. Le 1er janvier 1986, j'ai été décoré de la médaille de la Défense nationale en argent avec agrafes *Légion étrangère – Troupes aéroportées – Missions d'assistance extérieures*. Au PAM de 1986, j'ai appris qu'ils avaient besoin d'un infirmier en Guyane et que j'allais donc être muté au 3e REI dans le courant de l'année. »

* * *

Au REP, pas de temps mort, le retour de RCA est tout de suite meublé. Alors que le soleil d'automne sculpte encore chaudement les contreforts du Monte Grosso et évapore la plaine mouillée par l'arrière-saison entre Figarella et Sainte-Catherine, une grande animation règne au camp Raffalli. En ce mois d'octobre 1985, c'est le début d'une campagne ALAT qui recrée les conditions du combat aéromobile. Vingt hélicoptères – Gazelle armée ou Puma – de la 4e DAM ont envahi le camp pour huit jours d'entraînement avec les légionnaires parachutistes. Embarquement, débarquement, place dans l'appareil, toutes les phases du combat sont étudiées dans un drill permanent. Combat de jour, combat de nuit, intervention des CRAP, rappel, assaut de la citadelle, *dropping* en mer de la 3e compagnie et destruction du centre amphibie, rien n'est laissé au hasard… Après l'ALAT, à nouveau le camp GAP. Cette fois, le 2e REP saute directement sur Caylus le 16 octobre 1985. Au terme de plusieurs exercices intervient alors pour toutes les unités du GAP le facteur déterminant de l'efficacité du combattant : le tir. Individuelles ou collectives, toutes les armes sont utilisées. Les légionnaires découvrent même le RAC 112, plus connu sous l'acronyme Apilas, depuis peu en dotation dans les régiments prenant l'alerte Guépard. Après son séjour en RCA, le 2e REP a su renouer immédiatement avec les paramètres de l'engagement en Centre Europe.

1. Il semble que ce terme, titre d'un ouvrage de Pierre Sergent, qui rendait hommage à des sous-officiers de Légion s'étant particulièrement distingués, soit aujourd'hui quelque peu dévalué et s'applique à l'ensemble du corps des sous-officiers. Certes les sous-officiers représentent l'élite du recrutement de la Légion, mais ce terme, dans la pensée de l'auteur, désignait « l'élite de l'élite » dans des conditions difficilement imaginables aujourd'hui.

2. Le sergent Kahlen était le fils de l'adjudant-chef Kahlen qui s'était distingué durant la guerre du Rif. En service au 1er Étranger, il avait eu l'honneur de faire danser Marlene Dietrich lors d'une soirée à Sidi Bel-Abbès. Aujourd'hui, il existe au 1er RE une association « Kahlen » qui regroupe une majorité du régiment et de nombreux anciens sous-officiers.

3. Ce cloisonnement existe dans tous les régiments de Légion ; il mêle la hiérarchie et l'ancienneté. C'est ainsi qu'à Aubagne le début du bar est tacitement réservé aux majors et adjudants-chefs. À Castelnaudary, la salle à manger du mess du quartier Lapasset était compartimentée par grade. Et que faut-il penser d'un PSO qui déclarait que l'on n'était sous-officier qu'à partir du grade d'adjudant ?

4. Les anciens de l'Institution des invalides de la Légion étrangère produisent un vin d'appellation contrôlée puyloubier qui est servi dans tous les mess de la Légion. Après des débuts difficiles – il était à l'époque réservé aux jeunes sergents –, ce vin est aujourd'hui réputé. Plusieurs fois médaillé, il se décline en rouge, rosé et blanc.

5. Les autres spécialistes sont pour la plupart affectés à la 5e compagnie de maintenance.

Chapitre 12

La terre de la grande punition

Terre vierge située à 8 000 kilomètres de Paris, la Guyane présente encore aujourd'hui l'attrait de l'inconnu et se trouve être l'une des dernières régions à compter des zones « blanches » sur les cartes. La forêt règne sur 98 % des 83 534 kilomètres carrés du département. Ses abords recèlent une faune et une flore aussi riches que variées. L'intérieur est un véritable piège végétal où la survie est le résultat d'une lutte incessante.

La Guyane est ainsi le paradis de tout ce qui grouille ou rampe. Des araignées dont la taille dépasse même l'exagération marseillaise n'ont pas peu contribué à forger la légende noire du département. Parmi les plus connues, le légionnaire peut rencontrer à tout instant mygales, tarentules, phoneutrias, sans oublier la veuve noire… Des insectes aussi : scolopendres, coléoptères, cafards volants… et les quelque 400 000 espèces vivant en Guyane, mais non encore répertoriées !

Le climat insalubre, les moustiques, vecteurs de grandes endémies, les échecs répétés des tentatives de peuplement, puis les bagnes des îles du Salut et de Saint-Laurent-du-Maroni ont longtemps fait de ce pays rude et en jachère la « terre de la grande punition ».

Néanmoins, la Guyane souffre de cette réputation et il faut la décision du gouvernement en 1964 d'y implanter la base spatiale française, puis européenne, pour la tirer de sa léthargie. Malgré un chômage endémique, le PNB de la Guyane y est aujourd'hui le plus élevé de toute cette région d'Amérique du Sud. L'agriculture se développe régulièrement, grâce à l'apport des Hmongs. Le département est riche en minerais de toutes sortes : on a notamment répertorié la présence de bauxite, de zinc, de

diamants, d'argent, de cuivre, de kaolin, de plomb, de manganèse, de platine non exploités. Et naturellement, il y a l'or ! Dans le contexte socio-économique actuel de la Guyane, l'or représente moins une richesse pour le département qu'un problème : immigration clandestine des orpailleurs brésiliens et surinamiens, placers aurifères sauvages, pollution des cours d'eau, exploitation frauduleuse… Aujourd'hui, l'orpaillage clandestin nécessite souvent, en des lieux difficiles d'accès au cœur de la forêt, l'intervention des gendarmes, soutenus par des sections du 3e REI.

L'image de la Guyane, marquée au fer de son passé, est toujours en décalage avec la réalité. La « terre de la grande punition » est devenue depuis quelques décennies un des hauts lieux de la technologie de pointe et le Centre spatial guyanais (CSG) favorise le développement du département en jouant un rôle de vitrine française pour les pays d'Amérique du Sud.

* * *

Lorsqu'il arrive en Guyane, le 3e régiment étranger d'infanterie a déjà un long passé de gloire derrière lui. Régiment le plus décoré de France avec le RICM[1], le 3e REI est né des hécatombes de la Grande Guerre sous la forme du Régiment de marche de la Légion étrangère, le fameux RMLE, créé le 11 novembre 1915. Il se couvre de gloire sous les ordres du lieutenant-colonel Cot, du lieutenant-colonel Duriez, qui est tué à la tête de son régiment, et du lieutenant-colonel Rollet, la figure légendaire de la Légion, qui mène le RMLE à la victoire lors de la percée de la fameuse ligne Hindenburg le 14 septembre 1918. À la fin du conflit, le RMLE compte neuf citations à l'ordre de l'armée ; il est décoré de la croix de la Légion d'honneur, de la médaille militaire et de la croix de guerre, il porte la double fourragère aux couleurs de la Légion d'honneur et de la médaille militaire. Durant l'entre-deux-guerres, il devient le 3e régiment étranger d'infanterie et combat au Maroc jusqu'en 1934. Malgré la défaite de juin 1940, le 3e REI parvient à maintenir ses effectifs et poursuit ses missions au Maroc. Devenu « 3e régiment étranger d'infanterie de marche » en 1943, il se distingue durant la campagne de Tunisie. Fusionné avec le 1er REIM, le 3e REIM reprend la glorieuse appellation de RMLE et devient un régiment d'infanterie blindée de type américain affecté à la 5e DB avec le 1er REC. Débarqué en Provence le 20 septembre 1944, le RMLE participe à

l'offensive du Doubs, puis à la prise de Belfort. Au cours de la campagne d'hiver en Alsace, le RMLE se distingue lors de l'offensive allemande sur Strasbourg, puis participe activement à la libération de Colmar le 2 février 1945. La chevauchée en Allemagne lui permet d'ajouter sur son drapeau, après les noms de *Djebel Mansour 1943* et *Alsace 1944-1945*, l'inscription *Stuttgart 1945*. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le RMLE 1943-1945 a conquis trois nouvelles citations à l'ordre de l'armée ; il est décoré de la croix de guerre 1939-1945 et le président des États-Unis lui confère le *Distinguished Unit Streamer* dont la flamme bleue porte l'inscription « *Rhine – Bavarian Alps* ».

De retour au Maroc, le régiment reprend son appellation 3e REI, puis il rejoint Aubagne où il se restructure en vue de son engagement en Extrême-Orient. Unité la plus importante de la Légion en Indochine avec un effectif constant de plus de 2 500 hommes, le 3e REI est aussi le régiment qui consentira les plus lourds sacrifices avec 3 847 officiers, sous-officiers et légionnaires tués au combat. Durant la bataille de la RC 4 en octobre 1950, le 3e Bataillon est anéanti et le 2e ne vaut guère mieux. Avec de Lattre, le 3e REI est victorieux à Cho Ben, puis à Na San avec le général Gilles. En 1954, les 2e et 3e Bataillons sont à nouveau anéantis, le premier à Muong Saï au Laos, le second sur *Isabelle* à Diên Biên Phu. Rapatrié en Afrique du Nord, le 3e REI découvre une guerre sans nom faite d'opérations de secteur et de combats sur la frontière algéro-tunisienne. Le régiment participe également aux grandes opérations du général Challe qui aboutissent à la défaite de l'ALN, mais ne peuvent empêcher la victoire politique du FLN.

Les restructurations inévitables à la fin de la guerre d'Algérie entraînent le 3e REI à Madagascar à partir du mois de juillet 1962. Certes, il n'y a plus de baroud, mais les légionnaires qui, contrairement à ce que l'on peut penser, n'appréciaient pas particulièrement les djebels pelés et les poussiéreuses mechtas algériennes, découvrirent un environnement et une population accueillants qui leur feront rapidement apprécier le séjour de deux ans dans la Grande Île. En 1973, suite aux exigences du gouvernement malgache, la France retire ses troupes de Madagascar et le 3e REI rejoint la Guyane, où l'attend une nouvelle aventure, celle de la forêt amazonienne et de l'espace.

* * *

Lorsque Jean-Claude Saulnier arrive au 3e REI en 1986, le 3e REI et la Guyane ont bien changé. La « terre de la grande punition » est devenue le domaine privilégié de la conquête spatiale.

« Je suis parti de Calvi fin juin et je suis arrivé au 3e REI le 3 juillet 1986. C'était l'aventure. Pour la première fois depuis neuf ans je quittais le REP. D'un côté ça m'embêtait, mais le capitaine de l'époque m'avait dit : "Saulnier, si tu veux continuer au REP, il faut absolument que tu partes pour pouvoir revenir. Tu ne peux pas continuer ainsi." J'ai rejoint la CAPLE pour la formation du détachement du 3e REI. Formalités de départ, dont le célèbre passe-partout qui vous promène dans tous les bureaux de l'institution, et toujours célibataire. Depuis ma nomination au grade de sergent, je n'avais pas trop eu le temps de chercher une copine, si ce n'est des bonnes fortunes de rencontre pour quelques jours, des filles sympas, mais quinze jours au maximum ! Quand le détachement a été formé, nous sommes partis pour la CTLE au fort de Nogent. Enfin, nous avons embarqué à destination de Cayenne-Rochambeau. Nous sommes arrivés de nuit, vers 22 heures. Au débarquement, je n'ai pas pris un coup de bambou comme à Djibouti. Par contre, ce qui m'a frappé, c'est cette moiteur tropicale et l'odeur de terre mouillée qui n'est pas désagréable et à laquelle on s'accoutume facilement. Je trouvais que la Guyane avait des similitudes avec le Gabon. Nous avons rejoint Kourou, à 50 kilomètres de Cayenne, sans voir grand-chose, à part la longueur du pont qui enjambe la rivière Cayenne, qui partout en Europe serait un fleuve immense. À Kourou, j'ai été logé aux R+1, des logements en ville qui ont vu passer des générations de sous-officiers célibataires du 3e Étranger. Dès le lendemain matin, tenue de sortie et direction le quartier Forget à pied, ce qui permet d'avoir un aperçu de la ville moderne conçue en fonction du CSG. Nous avons suivi le bloc des Eldo avec les appartements attribués aux familles et nous sommes arrivés au quartier, qui n'en est que le prolongement. Là, formalités administratives d'arrivée et, vers 10 heures, présentation au chef de corps et remise des insignes du 3e REI avec le *blue badge* et la triple fourragère. C'est à ce moment-là que j'ai fait la connaissance du colonel Piquemal. Je ne peux pas dire qu'il m'ait impressionné, mais il est vrai qu'il ne m'a pas réservé un très bon accueil. Quand je me suis présenté, la première chose qu'il m'a demandée, c'est : "Qu'est-ce que tu viens faire chez moi ?" J'étais un peu surpris et je n'ai rien répondu. Il a compulsé mon dossier et m'a dit :

“Tu es infirmier ? J’ai déjà trop d’infirmiers, alors tu seras fourrier à la CCS.” Là, j’ai tout de même pris un coup au moral. Pendant plusieurs années j’avais galéré pour obtenir une qualification santé et voilà que je me retrouvais compteur de chaussettes ! Il a enfoncé le clou en concluant : “Tu verras avec le capitaine Deutschmann ce que tu peux faire”, l’air de dire : tu es rabiot dans le dispositif. Le séjour ne commençait pas sous les meilleurs auspices. Je me suis dit que j’étais mal barré, mais après, j’ai appris qu’il ne lui restait qu’un an de commandement ; un an à souffrir. Le capitaine m’a bien reçu et m’a expliqué que l’infirmerie était déjà en surnombre, je lui ai tout de même rappelé que j’étais parti de Calvi en tant qu’infirmier. Mais comme je ne pouvais pas rester deux ans sans rien faire, ni faire du mauvais esprit, ce qui n’est pas mon genre et aurait pu compromettre ma carrière, j’ai accepté d’être fourrier. En premier lieu, j’ai fait le stage d’initiation à la forêt équatoriale au camp Fabert, au bord du Kourou. À cette occasion, j’ai découvert l’organisation du CEFE et acquis les rudiments de la vie en forêt. »

Le CEFE est à la base de toute activité forêt au 3e Étranger. Régina se trouve à 130 kilomètres de Cayenne et à 180 kilomètres de Kourou. Il est relié à ces deux villes par la fameuse « route de l’Est ». En descendant l’Approuague, l’océan est à 60 kilomètres. L’instruction se déroule dans une boucle de la crique (une rivière, en Guyane) Mataroni sur un terrain d’environ 20 kilomètres carrés dont le périmètre est délimité par des barbelés. Les installations, toutes réalisées avec des matériaux de la forêt, comportent plusieurs parcours de jungle : la piste EPC 1, appelée aussi « piste pécari », qui est individuelle ; la piste EPC 2, collective, qui compte 10 obstacles ; la piste EPC 3, appelée « liane », composée exclusivement d’obstacles aériens et qui s’effectue sans toucher terre, enfin, une piste collective de synthèse : elle s’effectue sans aucune démonstration préalable d’obstacles, à l’initiative du chef de groupe qui découvre les obstacles au fur et à mesure de la progression. On trouve également quatre zones de bivouac, un layon botanique, une plate-forme de tir et une zone réservée au tir sur pirogue. Les barbelés qui entourent le site constituent une sécurité topographique.

Le CEFE compte trois officiers permanents : le chef de centre, son adjoint, chef de la cellule forêt, et le médecin, cinq sous-officiers et une vingtaine de gradés et légionnaires, aides-moniteurs et personnel de maintenance. Les aides-moniteurs sont formés en interne à Régina. En plus

d'une connaissance approfondie de la vie et du combat en forêt, leur programme comprend la navigation en pirogue, l'utilisation d'une tronçonneuse et des rudiments pédagogiques. La cellule de soutien est dirigée par un sous-officier supérieur possédant le troisième degré commando, qui est également adjudant d'unité.

En trente ans d'existence, le CEFE est devenu un véritable laboratoire et participe à l'élaboration des règlements du combat en forêt. Car depuis l'origine, toute l'activité du centre relevait de la tradition orale ! L'instruction dispensée au CEFE doit permettre aux stagiaires qui font le voyage de Régina de vivre en forêt amazonienne et, pour les cadres, de commander en toutes circonstances (terrain, fatigue, climat…). La restitution se faisant naturellement en situation sur le terrain. Les stages sont « à la carte », en fonction du niveau de l'unité concernée. Il est évident que le menu ne sera pas le même pour une section du 2e REP que pour une section d'artilleurs. L'instruction est uniquement du niveau section, voire d'un groupe dans certains cas particuliers. Depuis les années 1990, après une période d'initiation au camp Fabert, les sections des compagnies tournantes suivent un stage de quinze jours d'aguerrissement à Régina. Les saint-cyriens effectuent un stage de douze jours suivi d'un raid. Précédé d'un rappel des savoir-faire, le stage combat des sections des 2e et 3e compagnies varie entre une et deux semaines. Enfin, le CTE des « éclaireurs de jungle » (aides-moniteurs) dure six semaines.

Aujourd'hui, si le stage demeure très physique, il ne véhicule plus l'image du drill légionnaire. L'accent est mis sur les savoir-faire techniques : topographie, stationnement, navigation, franchissement, survie, EPC adapté, utilisation de la tronçonneuse et des explosifs, Évasan, combat, dont le tir en forêt… La sécurité est un impératif absolu ; ainsi, toutes les zones d'instruction sont reliées entre elles par des layons. Les légionnaires apprennent à respecter la forêt et essayent de l'apprivoiser, mais celle-ci réserve bien des surprises. Dès son arrivée, la section découvre le layon botanique où sont répertoriées quelques espèces intéressantes de la flore guyanaise. Connaître le milieu, la flore et la faune, ce qui est comestible et ce qui est toxique, flairer les dangers pour l'homme, allumer un feu, établir un bivouac, un abri sec pour se protéger de la pluie, préparer un repas (boucan et cueillette). On apprend également à chasser et à pêcher avec les moyens du bord (pièges, kit de pêche ou épervier), à utiliser le fusil à pompe, à ouvrir un chemin au coupe-coupe (layonner), se diriger, s'orienter.

Plus tard, après son affectation en unité de combat, le légionnaire retourne avec sa section au CEFE pour se former au combat en forêt. L'idée du combat répond à deux impératifs : savoir y vivre et se déplacer. C'est ainsi qu'il pratique le tir en pirogue, le close-combat « spécial jungle ». Il apprend aussi à progresser discrètement sans éveiller l'attention de l'ennemi, à confectionner les pièges antipersonnel qu'on lui a montrés. Il sait tendre une embuscade de nuit près d'un bivouac factice, attendant patiemment sous la pluie tropicale que l'ennemi survienne. Il s'infiltre silencieusement le long d'un layon après avoir franchi une crique, effectue son coup de main (pas de prisonniers), puis s'exfiltre en descendant le cours du fleuve accroché à un radeau de fortune, à moins qu'un Puma ne le récupère à quelques jours de marche après qu'il aura établi à la tronçonneuse et à l'explosif une zone de poser pour hélicoptères au cœur de la forêt.

« J'ai bien aimé ce stage, commente Jean-Claude Saulnier. On apprenait à faire du feu avec du bois mouillé, à fabriquer des petits pièges pour capturer des petites bestioles que nous mangions après, à monter le hamac, à réaliser un layon… Nous avons eu un aperçu sur la faune et la flore de Guyane. En fin de compte, quand j'ai terminé le stage, je me suis dit que tout était dangereux – les araignées, les insectes venimeux, les mouches à feu et les moustiques, les serpents, les arbres pourris qui tombent sans prévenir, les caïmans et les jaguars, les aïmaras, poissons carnivores des rivières, les anguilles électriques et les anacondas dans les marécages, sans parler de toutes les saloperies qu'on pouvait attraper dont la leishmaniose, la dengue, la papillonite[2]… – mais une chose était sûre, on ne pouvait pas mourir de déshydratation, ni de faim. En forêt, j'avais l'impression d'une immensité alors qu'on n'y voyait pas à 2 mètres, d'ailleurs tout avait des proportions gigantesques : des moustiques de 4 centimètres, des cafards énormes, des anacondas de 6 ou 7 mètres, des arbres de 50 mètres de haut et de 3 mètres de diamètre, des "criques" de 100 mètres de large…

» Au retour, quand j'ai pris mes fonctions, j'étais loin d'imaginer ce qui m'attendait. Toutefois, l'ambiance me semblait sympathique et je n'avais rien relevé de particulier, à part les moustiques et la flotte qui tombait toutes les cinq minutes. Après avoir fait le tour des services, je me suis rendu au magasin de la compagnie. Non seulement j'étais jeune sergent, mais en plus, j'ignorais tout de ce métier. Je suis tombé sur un vieux caporal-chef, vingt-six ans de service, qui régnait sur tout ce bric-à-brac. Avec mes dix

ans de service et mes deux ans de grade, j'étais un peu juste. Mais l'accueil a été sympathique. Je me suis aperçu que pour faire un boulot correct, il fallait commencer par un inventaire précis du matériel. Là-dedans, il y avait de tout ! Du couchage et du campement, des Zodiac et des moteurs, du mobilier de bureau, des hamacs… Après avoir bien réfléchi, la première chose que j'ai faite a été de me rendre au magasin du corps pour savoir ce que j'avais en compte avant de procéder à l'inventaire. Là, ça s'est corsé. Outre son matériel à Kourou, la CCS en avait au CEFE à Régina, et au camp Caporal-Bernet à Saint-Georges de l'Oyapock. Quand j'ai eu fait le point, j'ai rendu compte au capitaine Aldeguer, qui était l'adjoint du capitaine Deutschmann, et j'ai lancé une opération de recensement du matériel de la CCS au quartier Forget : j'ai commencé par l'ameublement des bâtiments de la CCS, de l'état-major et des différents services. C'était un véritable capharnaüm, avec des meubles qui n'appartenaient même pas au Commissariat. Un véritable casse-tête ! Du coup, j'ai tout repris à zéro et j'ai tout noté, tout répertorié, de la paire de draps au lit et à l'armoire. Ce travail de longue haleine m'a pris plus d'un an. Après, je me suis intéressé à Saint-Georges et à Régina. À Saint-Georges, il n'y avait rien, tout avait été pris en compte par le magasin du corps[3]. Quand il a fallu retrouver le matériel, ça n'a pas été une mince affaire. Les magnétoscopes, les tronçonneuses, les moteurs de pirogues ou de Zodiac, voire certaines pirogues qui étaient passées du vert armée à une couleur neutre manquaient à l'appel. Finalement, après un labeur acharné, quand il y a eu la grande revue du Commissariat, nous avions comblé les trous, réintégré les matériels absents, tout était d'équerre à quelques détails près.

» La deuxième année, après le départ du colonel Piquemal, je pensais souffler, mais est arrivé le colonel Tresti, précédé de sa réputation d'ancien képi blanc, de type bien et… d'emmerdeur ! Il fallait voir à l'usage. Passation de commandement, rien de spécial, mais lors du premier rassemblement régimentaire, le *garçon bien* selon les copains m'a paru tout de même très surprenant. Il appelait les commandants d'unités de la même manière qu'un légionnaire et faisait un scandale si quelqu'un bougeait pendant le rassemblement, même dévoré par les *gnangnans*[4] qui infestaient la place d'armes… C'est le seul chef de corps que j'ai vu trépigner quand il était en colère. Je me suis dit : voilà encore une dure année qui s'annonce ; il va falloir raser les murs. Mais mes appréhensions étaient infondées et je n'ai pas eu à subir ses foudres. Un jour, je l'ai croisé dans le quartier, je l'ai

salué et il m'a demandé : "Quel est votre rôle, à vous ? – Je suis fourrier à la CCS. – Ah bon." Au premier abord assez froid, mais je n'ai jamais su ce qu'il voulait dire car il est reparti sans un mot de plus.

» J'ai continué mon travail de fourrier, mais je m'occupais également du ravitaillement de l'île Saint-Joseph. Il y avait très peu de matériel comptabilisé, juste une tondeuse, un frigo, un climatiseur et une cuisinière. Mais c'était du matériel déjà sorti des comptes et que nous ne prenions pas la peine de rapatrier quand il était hors d'usage. Seuls le Zodiac et les deux moteurs étaient comptabilisés. En fait, nous n'envoyions là-bas que du matériel périmé. Il y avait un caporal-chef et son adjoint qui restaient sur place. Nous les ravitaillions avec la barge de débarquement et je leur apportais ce qu'ils avaient demandé. C'était une mission agréable, une croisière en miniature. Une heure et demie sur l'île Saint-Joseph, puis nous retournions à Kourou, parfois un peu plus si nous avions le temps. Et quand nous ne disposions pas du LCM, en mission sur le Kourou, l'Approuague ou à Saint-Georges, nous empruntions la vedette civile qui emmenait les touristes – surtout des missionnaires du CNES, le Centre national d'études spatiales – sur l'île Royale. De là, il fallait transborder le matériel et les vivres sur l'île Saint-Joseph avec le Zodiac. Plusieurs navettes étaient nécessaires et comme nous étions tributaires des civils, nous passions la journée aux îles. Nous y passions aussi des week-ends agréables à pêcher, à visiter les vestiges du bagne. Pour les loisirs, il y avait également le carbet de la CCS, les pique-niques en pirogue, la pêche dans le Kourou – ce sont les Indiens saramacas qui m'ont appris à pêcher à l'épervier –, la chasse au maïpouri, à l'agouti, ou aux petites biches… Et, chose que j'aimais bien pendant la saison chaude, les séances de cinéma au centre commercial, à côté du Monoprix, parce que c'était climatisé. J'y restais pendant les deux séances, puis à la fraîche, je sirotais un punch à la terrasse du *Saramaca*. Je m'étais inscrit à la SMPS[5], ça me rappelait un peu le REP. Une fois, alors que nous essayions de nouvelles ailes volantes, nous avons atterri dans des marécages dans l'enceinte du CSG. Difficile de s'en dépêtrer, mais l'alerte avait été donnée et nous avons vu arriver une escouade de vigiles prêts à nous embarquer dans le meilleur des cas. Après avoir constaté que nous n'étions pas de dangereux terroristes, ils nous ont aidés à récupérer les voiles et à regagner l'entrée du CSG. D'autres fois, je prenais ma 4 L, une ancienne du CSG, et j'allais voir les Hmongs à Roura.

» Parmi les inconvénients, il y avait les moustiques, mais surtout la papillonite. Dès qu'une épidémie était signalée, il fallait se calfeutrer et exterminer tous ces lépidoptères avant qu'ils ne vous contaminent. Pendant cette période, je n'ai rien trouvé de mieux que d'aller explorer les recoins poussiéreux des magasins. J'en ai pris pour mon grade ; c'était envahi par des larves. J'étais sérieusement atteint sur toutes les parties découvertes du corps. Je me suis juré de ne plus remettre les pieds dans ces magasins durant l'année qui me restait.

» Au 3e REI, j'ai eu l'occasion de faire un stage NEDEX. Il n'y avait pas de volontaires pour cela et, selon moi, tout est bon à prendre pour améliorer ses connaissances. Et puis, il y avait des jours où j'en avais franchement ras-le-bol de compter les chaussettes. Tous les matins nous partions à Cayenne pour les cours de la première partie NEDEX : présentation du matériel et des robots, reconnaissances, dégâts collatéraux, piégeages, etc. Ensuite, nous sommes allés voir les NEDEX du CSG qui devaient intervenir sur les fusées en cas d'incidents ou d'actes terroristes. Nous avons fait différents exercices, notamment pour détruire un énorme caillou proche de la villa du chef de corps et qui le gênait. Au cours de cette deuxième année de séjour, j'ai été inscrit à la première partie du CM2, ce qui ne m'a pas posé de problème particulier, et j'ai réussi l'examen avec une moyenne honorable. »

Le 3e REI développe un programme d'instruction qui fait la part belle à la formation individuelle. Des stages de spécialités sont régulièrement proposés aux légionnaires, dont le permis de conduire ou le CP de tireur de précision. D'autres sont plus directement liés aux activités en forêt : stage bûcheron, qui permet d'apprendre le maniement et l'entretien de la tronçonneuse, stage propulseur et permis bateau, pour naviguer sur les fleuves et les criques, aide-moniteur en forêt. Le régiment organise également des CME qui s'adressent aux meilleurs légionnaires et qui sont ouverts depuis les années 1990 au personnel des compagnies tournantes. Ces CME avaient autrefois le plus souvent lieu à Saint-Georges, où le camp Caporal-Bernet constituait une excellente assise pour les activités en forêt. Certains furent délocalisés à Régina auprès de la compagnie d'équipement et d'autres étaient organisés à Kourou même. Pendant leur séjour au régiment, les jeunes sous-officiers de Légion peuvent effectuer un stage comme le sergent Saulnier ou préparer le CM2 au cours de leur deuxième année de présence à Kourou.

« La première année, à part le stage d'arrivée, je n'ai fait qu'une petite sortie en forêt, mais l'année suivante, j'ai réussi à faire une mission profonde en renfort d'une section. C'est vraiment une aventure qui ne s'improvise pas. J'étais chef de groupe, mais en fin de compte, j'avais pris une partie du matériel de l'infirmier, qui croulait sous la charge. Je regrette de ne pas avoir fait plus de forêt. Mais la "profonde", c'est musclé. C'est là que vous vous apercevez que, vu d'avion, le terrain paraît plat, mais quand on y est, c'est une autre paire de manches. Ça monte et ça descend, c'est boueux, il faut layonner, éviter des abattis pourrissants où peuvent se cacher des bestioles qui n'aiment pas être dérangées, franchir des criques ou patauger dans des marécages avec de l'eau jusqu'au cou, le tout avec un sac de 40 à 50 kilos sur le dos. Je me souviens d'une journée où nous avons parcouru en tout 800 mètres dans les marécages. Nous étions partis pour rechercher une borne-frontière avec le Brésil, que nous avons trouvée. »

Les missions de présence, toujours appelées « profondes » par les légionnaires, bien que leurs objectifs se soient considérablement diversifiés et leurs moyens accrus avec l'apparition du GPS et des véhicules tout-terrain, facilitant la progression dans certains cas, constituent l'aboutissement de l'entraînement forêt au 3e REI et sont réservées aux légionnaires des 2e et 3e compagnies. D'une durée de trois semaines environ – et originellement de quarante-cinq jours, comme la mission du lieutenant Serveille en 1976 –, les « profondes » réclament des hommes au summum de leur forme physique, parfaitement entraînés et motivés. Ayant le plus souvent comme objectif la liaison de deux bassins fluviaux (Oyapock, Maroni), une jonction entre deux points connus (la piste des Émerillons), la surveillance des chercheurs d'or (région de Camopi et de Saül) ou le marquage des bornes de la frontière franco-brésilienne, elles occasionnent maintes souffrances physiques et éprouvent la volonté des cadres et des légionnaires. Elles offrent une bonne approche de la vie sur le terrain en Guyane. Au plan topographique, elles représentent un exercice redoutable pour le chef de section et les sous-officiers.

À partir des années 1980, les missions profondes sont plus élaborées et comportent un aspect opérationnel. Pour la première fois, la mission 1/83 menée entre l'Approuague et le Maroni du 1er au 27 juin 1983 par la 2/3e compagnie intègre un thème tactique au cours de sa progression. La section doit s'emparer de Saül et de son aérodrome par un coup de main de nuit qui

fait appel à tous les savoir-faire du combat en forêt. Durant la décennie 1990, les missions de présence se poursuivent avec, cette fois, le concours des unités Légion en mission de courte durée. Tour à tour, les sections du 2e REP, du 1er REC et du 6e REG plongent dans la forêt. Plus tard, les missions de présence auront principalement pour but le contrôle de la frontière avec le Brésil et l'éradication des sites d'orpaillage clandestins. La mission fluviale est une version édulcorée de la « profonde ». Partant de Saint-Georges, elle est moins dure physiquement et permet de rencontrer les Indiens de Camopi ou de Trois-Sauts toujours heureux d'accueillir les légionnaires en tenue traditionnelle avec un bol de *cachiri*[6].

« La première garde que j'ai prise en tant que chef de poste au quartier Forget m'a sabré le moral. Lorsque je suis venu prendre les consignes la veille, j'ai trouvé une espèce de bouquin illustré par des dessins d'Astérix et d'Obélix figurant le chef du service général (Obélix) et le chef de poste (Astérix). Par rapport à ce que j'avais connu au REP, c'était tout sauf un cahier de consignes. J'étais perplexe et le lendemain matin, je me suis accroché avec le commandant Lallemand, un cavalier de l'état-major, lors de la relève de la garde. Monsieur s'autorisait à passer entre les deux gardes alors que c'est interdit par le règlement à Calvi. Je n'ai donc pas fait présenter les armes. Il m'a convoqué en m'expliquant qu'ici nous n'étions pas au REP et il m'a passé un cigare en me disant qu'il fallait présenter les armes à un officier. Je lui ai répondu qu'il n'y avait que le chef de corps qui passait entre les deux gardes et à qui on présentait les armes. Vu la tournure que prenaient les événements, je n'ai pas insisté et je suis retourné au poste de sécurité. Un jour, j'étais chef du piquet d'honneur pour un général qui venait en inspection au 3e REI. Quand le général en question est arrivé accompagné du colonel Tresti, je lui ai présenté le piquet d'honneur, il m'a salué et, au lieu de poursuivre la présentation dans l'ordre établi, il est reparti de l'autre côté. Puis il est revenu et a recommencé son manège. J'ai regardé le chef du service général, qui m'a adressé une mimique d'incompréhension, puis le colonel Tresti, qui a orienté fermement ce bon général vers la voiture qui les attendait. J'avoue que j'ai été surpris. Hormis ces anecdotes dignes des *Gaîtés de l'escadron*, la deuxième année commençait bien et j'en ai profité pour évoquer ma situation avec le capitaine Deutschmann, notamment un changement de poste comme il me l'avait laissé entendre à mon arrivée. Il m'a répondu qu'un sergent-chef

avait été demandé pour me remplacer, mais comme il n'est pas venu, je suis resté fourrier, ce qui ne m'a pas trop plu. Finalement, à part quelques escapades et un séjour à Régina quand le CEFE y a été transféré, je suis resté deux ans fourrier.

» C'est à cette époque que nous avons déménagé des R+1 au nouveau bâtiment cadres qui venait d'être construit derrière la piscine. C'était un grand progrès. Les sorties dans Kourou, c'était le restaurant, le cinéma, un verre au *Tropicana* ou au *Saramaca*. À la suite de plusieurs bagarres et scandales, le Vieux Bourg était interdit à la troupe, mais il y avait toujours le BMC juste à côté du quartier Forget. Il faisait plus ou moins recette, mais, avec la piscine, c'était un des lieux où se terminaient pas mal de repas de corps quand nous ne finissions pas en ville. De temps en temps nous ramenions une fille dans nos nouvelles chambres. Les repas de corps étaient l'occasion d'une saine émulation vocale entre les anciens du REP et le reste de la Légion. Le colonel Tresti avait selon moi la très mauvaise habitude d'organiser des bals costumés obligatoires. Ce qui, évidemment, n'était pas du goût des sous-officiers célibataires, qui faisaient front. La plupart du temps nous étions calmes la première heure, mais après, nous mettions de l'animation. La vie s'écoulait paisiblement au régiment.

» Finalement, j'ai bien apprécié mon séjour en Guyane. J'aurais aimé avoir un autre emploi, mais j'ai eu de bonnes notes et j'étais inscrit au tableau d'avancement pour 1988. De plus, j'étais assuré de retourner au 2e REP et si auparavant j'avais une petite idée de ce que faisait un fourrier, maintenant je connaissais à fond le métier, ce qui me servira plus tard quand je serai adjudant d'unité. J'ai quitté la Guyane le 28 juillet 1988. Retour à Aubagne, où je suis resté un petit moment en attente de mon affectation officielle et de mon congé de fin de campagne après les formalités de retour en métropole. »

---

1. Aujourd'hui, le RICM possède deux palmes de plus que le 3e REI, dont une gagnée en Indochine. Du fait de son stationnement en Guyane, le 3e REI n'a pu participer aux opérations extérieures des dernières décennies et donc glaner, comme le RICM, quelques nouvelles « parcelles de gloire ». En revanche, il serait intéressant de savoir comment le RICM devenu un régiment de l'arme blindée cavalerie en Indochine, agissant de manière dissociée, a pu gagner une palme de plus que le 3e REI, qui a perdu en totalité plusieurs bataillons lors des grandes batailles de cette guerre. Serait-ce un avatar de la rivalité de l'époque entre la Coloniale et la Légion ?

2. La papillonite est une inflammation cutanée due au dépôt de minuscules poils urticants de papillons sur la peau. Elle provoque des démangeaisons insoutenables, voire des lésions qui peuvent s'infecter.

3. À cette époque, sur ordre du Commissariat, le 3e REI avait avancé une bonne part du matériel des camps de réfugiés de l'Acarouany, dont le couchage. Ce matériel qui n'a pas été réintégré à la fin de la mission et dont une grande partie avait disparu a donné lieu à un imbroglio entre le régiment et le COMIL de Cayenne, tout comme le remboursement de l'alimentation et des médicaments.

4. Les *gnangnans* sont de minuscules insectes à la piqûre très douloureuse qui nichent dans l'herbe humide. Ils avaient une prédilection pour la place d'armes du quartier Forget, surtout lorsqu'elle était fraîchement tondue.

5. Section militaire de parachutisme sportif.

6. Quand la section arrive, elle est accueillie par le chef du village, accompagné d'une délégation en tenue d'apparat, c'est-à-dire un simple pagne rouge sur le ventre, et ceint d'une écharpe tricolore, symbole de sa fonction. Il est à noter qu'à l'époque, le chef du village de Camopi était un homme riche grâce aux subventions de l'État et qu'on pouvait souvent le rencontrer à Cayenne en costume tropical au volant d'une Mercedes. Le *cachiri* est une boisson fortement alcoolisée fabriquée par les Indiens à partir de la macération de plantes selon des procédés qu'il vaut mieux ne pas trop connaître.

Chapitre 13

Retour au 2e REP

Quand il revient à Calvi en 1988, l'éloignement permet au sergent Saulnier de mesurer la profonde mutation du régiment intervenue depuis quarante ans. Chaque guerre, chaque décennie a apporté sa contribution à l'œuvre commune. Depuis la spécialisation des unités en 1963, le registre du régiment a considérablement évolué. Les hommes ont dû s'adapter à une mutation technologique soutenue. Les différentes réorganisations de l'Armée de terre ont précisé la place du régiment, qui a vu son potentiel opérationnel s'accroître en même temps que le volume et le rythme de ses interventions augmentait sensiblement.

Entre 1988 et 1995, le 2e REP compte environ 1 300 hommes répartis en un état-major et sept compagnies : une compagnie de commandement et de services, une compagnie d'éclairage et d'appui, quatre compagnies de combat et une compagnie de maintenance. Pour mener à bien leurs missions, ces unités disposent d'un armement et d'un matériel parmi les plus modernes : mortiers de 120 mm RTF1 et de 81 mm Brandt, canons de 20 mm, missiles antichars Milan, LRAC de 89 mm et RAC 112 mm Apilas, FR-F2 et Famas en dotation individuelle. Certains systèmes d'armes majeurs sont équipés de télémètres laser ou de caméras thermiques Mira. En outre, les légionnaires de la 4e compagnie se sont vu confier l'expérimentation de la Minimi, FM de calibre 5,56 mm qui remplacera la vieille AA-52, et du fusil Barrett calibre 50 (12,7 mm), une arme permettant d'effectuer des tirs de précision et de perforation de blindage ou de murs à plus de 1 800 mètres. Les transmissions sont assurées par des postes à évasion de fréquence de quatrième génération et des relais satellitaires ; le

parc automobile est équipé des nouveaux VLTT P4, des PLTRM 2000 et 4000, ainsi que des traditionnels fardiers Lohr, qui permettent la motorisation du régiment dans les terrains les plus difficiles. À la différence des autres unités de la 11e DP qui dépendent de la BOMAP, le 2e REP dispose de son propre matériel TAP : voiles et ailes pour les CRAP, et un parc de 2 100 parachutes à ouverture automatique, 1 200 ventraux, et 150 commandés. Les installations d'instruction, très performantes, font appel aux ressources de l'audiovisuel et de la simulation.

La CCS met à la disposition du chef de corps les moyens de son commandement, notamment les transmissions, et anime le PC du régiment, qui comprend cinq grandes subdivisions : le bureau opérations instruction, les services techniques, les services administratifs, le bureau des personnels et le service de santé. Particularités : la CCS administre également la « promotion », passage obligé de tous les nouveaux légionnaires parachutistes, la SEPP, qui assure l'autonomie TAP du régiment en pliant plus de 20 000 parachutes par an, et une section cynophile de huit binômes « homme-chien » qui assure la protection du camp Raffalli.

La CEA est plus particulièrement chargée de l'appui feu sol-sol, des reconnaissances, du renseignement et du combat sur les arrières ainsi que des actions en profondeur. Elle participe également au combat antichar et à la défense antiaérienne rapprochée. Elle comporte deux sections antichars Milan, une section de mortiers lourds, une section d'autodéfense antiaérienne, une section d'éclairage et de reconnaissance et la section CRAP.

Les quatre compagnies de combat sont organisées selon le même schéma et comptent une section de commandement, trois sections de combat et les appuis. Au-delà de leurs capacités d'infanterie parachutiste, chacune, dans son domaine d'action privilégié, joue un rôle pilote au sein du régiment.

Enfin, la 5e Compagnie de maintenance, créée le 1er août 1994, reprend les traditions de la 5e Compagnie moyenne de réparation de la Légion étrangère, dissoute le 30 septembre 1955 à Han Tong Tay. Elle est composée pour moitié de légionnaires et pour moitié de spécialistes TAP de l'arme du Matériel. Elle comprend trois officiers, 35 sous-officiers dont, pour la première fois au REP, des personnels féminins affectés à la section entretien et réparation des parachutes, 70 militaires du rang et 13 personnels civils. La compagnie a une double mission, au profit de son régiment, mais

aussi de la plupart des détachements militaires stationnés en Corse. À l'égard du régiment, elle assure le soutien de niveau technique d'intervention 1 et 2 dans les domaines suivants : auto, engins blindés, armement petit calibre, matériel du génie, optique et optronique, transmissions et techniques aéroportées. Elle remplit les mêmes fonctions au profit des unités stationnées en Corse. La compagnie est organisée en cinq sections : une section de commandement, deux sections « mobilité », une section « multi-technique », une section de réparation et d'entretien des parachutes. En 1995, elle a pris possession du bâtiment des « techniques fines » qui regroupe les ateliers transmissions, optique, NBC, armement petit calibre, et de la cabine de peinture lors de la livraison des véhicules de la gamme tactique.

* * *

Les activités du 2e REP sont variées et menées à un rythme soutenu. Première d'entre elles, l'instruction constitue un recyclage permanent des connaissances techniques. Grâce aux moyens de l'Armée de l'air et de la Marine nationale qui lui sont accordés, le régiment poursuit un entraînement réaliste, vécu comme un challenge, dans un environnement particulièrement propice. La mer, la montagne et le maquis font de la Corse un terrain exceptionnel pour une unité parachutiste. Le 2e REP assure totalement la gestion TAP de ses personnels. Ces activités occupent une place prépondérante dans la vie du régiment. Si l'on excepte les CRAP et leurs spécialités, chute libre et pénétration sous voile, chaque légionnaire effectue 20 sauts par an : sauts d'entretien ou d'exercice, le dernier saut opérationnel remontant au 19 mai 1978 à Kolwezi.

L'instruction combat est menée à tous les niveaux du régiment, section, compagnie ou PC, et couvre tous les domaines tactiques et techniques, soit d'une spécialité, soit de l'engagement classique TAP. Les compagnies profitent de leur présence en Corse pour instruire leurs personnels. C'est ainsi que de nombreux légionnaires rejoignent Castelnaudary pour des stages de spécialités administratives ou logistiques. Toutefois, une majorité des stages de certificats techniques élémentaires s'effectue au régiment, notamment les CTE Milan, mortiers de 120 et 81 mm, canons de 20 mm, tireur d'élite ou destructeur. Le 2e REP forme également ses conducteurs

VL et PL, qui ont tout loisir de s'aguerrir sur les routes tourmentées de Corse.

Les applications de cette instruction se retrouvent dans l'entraînement des compagnies tant en Corse que dans les camps nationaux ou les centres d'entraînement commando. À tour de rôle, dans le cadre d'une évaluation de leur aptitude au tir de combat, les compagnies effectuent un séjour au Centre d'entraînement de l'infanterie au tir opérationnel (CEITO) installé sur le Causse du Larzac. Quelque temps plus tard, on retrouve les mêmes au CNEC de Mont-Louis et Collioure pour la composante amphibie, au CEC de Givet sur la Meuse, ou aux Rousses, dans le Jura, en hiver. Pistes d'audace et franchissements, survie et évasion, combat de nuit en localité, instruction explos, mines et pièges constituent le riche programme des stages commando. À ce panorama de l'activité des compagnies il faut ajouter l'entraînement polyvalent des CRAP et les exercices PC et transmissions divisionnaires auxquels participe l'état-major du régiment.

La restitution opérationnelle s'effectue lors des exercices régimentaires, divisionnaires, ou de niveau FAR. Combinant les trois dimensions, le 2e REP met sur pied de nombreux exercices abordant les thèmes des crises actuelles : prise d'otages, évacuation de ressortissants, contre-terrorisme, interposition… Les exercices *Corsaire, Rapace, Alizé, Zéphir* ou encore *San Quilico* ont permis au régiment d'évoluer, après un saut opérationnel, dans un environnement défavorable tout en intégrant simultanément les capacités de l'infanterie – contrôle du terrain, combat rapproché, combat de nuit et durée – ainsi que les caractéristiques des TAP – souplesse d'emploi, rapidité et discrétion, combat sur les arrières et dispersion sur le terrain. Selon un thème différent, la sauvegarde des intérêts politico-économiques d'un État *Azur* allié de la France, l'exercice *Orfraie* se proposait d'étudier l'action défensive du régiment lors d'actions de freinage, puis ses capacités offensives en réaction à des menaces inopinées, en utilisant l'ensemble des moyens de troisième dimension présents en Corse à cette date.

Fer de lance de la 11e DP, le 2e REP participe naturellement aux exercices de niveau supérieur. Du temps du GAP, c'étaient les camps d'instruction qui se tenaient à Canjuers, à Caylus ou à La Courtine. Il y eut également en 1987 l'exercice *Moineau hardi*/*Kecker Spatz* qui engagea la totalité de la FAR et les meilleures troupes allemandes entre le Rhin et le Danube. Au cours des années 1990, les missions de paix, d'interposition ou

d'intervention en faveur de ressortissants nationaux sont devenus la trame des exercices majeurs. En même temps, l'effondrement de l'URSS et du Pacte de Varsovie a renforcé la coopération avec les alliés de l'OTAN et permis les échanges avec les armées des pays de l'Est. Cela se traduit le plus souvent par des exercices interalliés ou binationaux et des échanges au pair avec les parachutistes allemands, ukrainiens ou russes. Dans ce contexte, le REP a été engagé avec les Américains lors de *Phinia* en 1989 et de *Phyblex* du 22 au 26 février 1991. Il s'agissait pour les éléments du REP de mener des actions de guérilla et de harcèlement contre les SEAL et la 24th Marine Expedionary Unit (MEU), ce dont les légionnaires parachutistes s'acquittèrent parfaitement en mettant en œuvre toutes les compétences de la 4e compagnie. L'exercice peut aussi regrouper une force multinationale, comme ce fut le cas de *Farfadet*, en 1992, qui se joua en coopération avec des forces italiennes, espagnoles et britanniques. Le REP participe régulièrement à l'exercice franco-allemand *Colibri* et aux manœuvres franco-espagnoles *Gallia* et *Iberia*. Ainsi, l'exercice *Gallia 94* a regroupé des forces françaises et espagnoles dans la région d'Albacete, au sud de l'Espagne, du 22 au 29 septembre 1994. Les deux bataillons parachutistes mixtes[1] mis en œuvre pour la circonstance étaient le 2e REP et la 2e Bandera, qui furent respectivement commandés par un état-major espagnol et un état-major français. Après une OAP sur des zones de saut reconnues et balisées par les CRAP, les deux bataillons franco-espagnols devaient évacuer en sûreté tous les ressortissants de la zone de Chinchilla à travers le pays blanc.

Bien souvent organisés en unité de marche avec les autres sections CRAP de la 11e DP, les CRAP du REP participent de plus en plus souvent à des exercices interalliés. L'un des derniers rassemblements internationaux de ces spécialistes de l'action commando se situait en octobre 1993 en Italie, lors de l'exercice *Ardente 93*. On y trouvait des unités espagnoles, italiennes et françaises. Mis en place dans leur zone d'action par saut à très grande hauteur avec oxygène, trois jours avant le débarquement de forces alliées, agissant en territoire hostile, les CRAP devaient localiser et comptabiliser les ressortissants à évacuer, puis renseigner sur les mouvements de l'ennemi et la viabilité des itinéraires prévus après le débarquement.

Quelque temps plus tard, les Britanniques furent à leur tour les hôtes du 2e REP à Calvi lors de la manœuvre bilatérale *Winged Crusader*. Cet exercice du niveau groupement parachutiste qui rassemblait autour du 2e REP des éléments de la 11e DP et de la 4e DAM ainsi qu'un bataillon de la 5e Brigade aéroportée britannique, soutenu par d'importants moyens aériens de la RAF, s'est déroulé en Corse du Nord du 25 novembre au 3 décembre 1993. *Winged Crusader* a permis d'approfondir la connaissance interarmées et les modes d'engagement respectifs entre les deux armées alliées ; il a mis l'accent sur l'application des procédures concernant le renseignement, les CRAP et les *Pathfinders*[2] formant un sous-groupement commando, l'appui aérien et le soutien aéromobile.

« D'Aubagne je me suis rendu directement à Calvi en attendant de profiter d'un congé de fin de campagne assez court compte tenu des impératifs opérationnels du régiment, reprend Jean-Claude Saulnier. Comme je pensais que j'allais retourner à l'infirmerie, j'ai déposé mes affaires là-bas. Je suis reparti sur le continent pour voir ma mère et ma famille, mais mon CFC a été écourté car le régiment partait en mission je ne sais plus où et l'infirmerie avait besoin de moi. Je suis donc rentré à Calvi et j'ai repris le travail en abandonnant les jours de congé qui me restaient. Je suis passé sergent-chef le 1er octobre 1988 et j'ai été officiellement affecté à la CCS Infirmerie le 29 octobre suivant. J'ai donc travaillé à l'infirmerie jusqu'au mois de juin 1989, puis je suis parti à Castelnaudary pour effectuer la deuxième partie du CM2. À cette occasion, j'ai découvert le quartier Capitaine-Danjou. Avec un camarade, nous avons un peu visité le quartier et j'ai tout de même été surpris par quelques "chefs-d'œuvre" artistiques disposés ici et là. À un moment, nous avons rencontré le colonel Seignez, qui nous a demandé fièrement si nous admirions ces œuvres d'art. Lorsque nous lui avons demandé ce que ça représentait, il nous a chassés, atterré par tant d'inculture. Nous avons passé trois ou quatre jours au 4e RE pour une révision des connaissances techniques, puis nous sommes partis à Caylus pour la partie tactique et terrain. Il n'y a pas eu de problème, et de toute manière, il était hors de question que j'échoue à cet examen vital pour la suite de ma carrière. Retour au régiment avec le CM2 en poche à compter du 30 juin 1989. Là, je me suis dit que j'avais tout de même fait une bonne partie du chemin. D'autant plus qu'après le CM2 la pente commence à redescendre, tout en sachant qu'il restait encore un écueil, et non des

moindres : le CT2. Fort de ces acquis, je poursuivais mon travail à l'infirmerie.

» J'aurais dû partir au CT2 santé dans la foulée, mais par le jeu des sessions et du fait du déménagement d'Orléans à l'EPPA de Toulon, j'ai été retardé d'un an. Mais cette fois, il n'était plus question de se partager entre les branches combat et santé, l'orientation santé était irréversible. En attendant, c'était la routine du REP : le travail quotidien, le sport, les exercices, les sauts, le GR 20 avec la CCS, les manœuvres ; j'ai participé à deux manœuvres *Iberia* et *Colibri*. À cette époque, le régiment s'intéressait particulièrement au largage de matériel car nous avions perçu des fardiers Lohr et l'infirmerie était équipée de ces petits véhicules adaptés aux TAP. Nous nous entraînions à larguer sur des plateaux un Lohr et une charge. J'étais responsable de cette activité. Nous avons téléphoné à la BOMAP pour connaître les modalités de largage, le conditionnement et le déconditionnement des fardeaux. Le problème résidait dans l'équilibre des charges, car un fardier c'est lourd, mais les colis de l'infirmerie sont volumineux et assez légers. Donc nous avons été obligés de lester, nous avons fait plusieurs essais avant d'arriver à ce fameux équilibre. Ce qui fait que lors des manœuvres sur le continent, nous disposions de nos fardiers marqués de la croix rouge. C'est déjà du matériel lourd, première étape de la motorisation du régiment. C'est autre chose que la trousse de santé dans le sac à dos. C'est à cette époque que ma vie a changé. Le 29 septembre 1989, jour de la Saint-Michel, j'ai rencontré Marylin, qui allait devenir ma compagne dans les mois suivants. L'année 1990 fut marquée par l'opération *Requin* au Gabon avec la 2e compagnie, la naissance de mon premier enfant et mon CT2 santé, qui achevait le marathon de ma formation de sous-officier de Légion et m'ouvrait une porte sur l'avenir puisque ce diplôme d'État allait me permettre d'exercer la profession d'infirmier libéral dans le civil.

» Au retour de l'opération *Requin*, j'ai été désaffecté de la 2e compagnie et j'ai retrouvé la CCS et l'infirmerie. En téléphonant à ma compagne pour prendre de ses nouvelles et lui dire que j'étais revenu entier, j'ai appris que j'allais être père. J'avoue que j'ai eu un choc. En même temps, j'étais informé que je devais partir en stage au mois d'août. Inutile de dire que la situation me préoccupait ; j'ai emmené Marylin à l'hôpital, manque de pot, ce n'était pas pour maintenant : je suis donc parti à Toulon, mais bosser un examen aussi important avec un gamin à naître, ce n'est pas la meilleure

façon de réussir. Il y avait deux mois que j'étais en stage quand mademoiselle Ambre en a profité pour voir le jour en mon absence. J'étais un peu coincé : moi à Toulon, au début du stage, ma femme et la petite à Calvi. Encore une fois, l'insularité jouait contre moi. Les cours prenant fin à 18 heures le vendredi, je n'avais pas le temps matériel de faire un aller-retour à Calvi. Nous avons donc décidé que Marylin viendrait à Nice avec la petite dès qu'elle le pourrait et que je la rejoindrais pour le week-end. Pendant le stage, je n'ai pu rentrer qu'une fois à Calvi, à Noël, grâce au médecin-général commandant l'école, qui m'a octroyé deux jours supplémentaires de délais de route. Le CT2 santé n'était pas un long fleuve tranquille. J'avais pris des cours par correspondance pour le préparer. Comme au CT1, l'exercice pratique ne me posait aucun problème et je m'en tirais bien mieux que la majeure partie de mes condisciples. Mais les cours théoriques, c'était une autre histoire. La première semaine, je n'ai pas sorti la tête de l'eau, les deuxième et troisième semaines, je commençais à discerner la plage, mais qu'elle paraissait lointaine ! Au bout d'un mois, c'était mieux, mais mes moyennes oscillaient entre 10 et 11 sur 20 au lieu des 12 exigés. Ce n'était pas très bon. Je me suis dit que ma façon d'étudier n'était pas la bonne et qu'il fallait changer de méthode. Je suis allé voir les instructeurs avec l'adjudant Labbé et nous leur avons dit que nous passions des heures à apprendre sans véritable résultat aux tests. Ils nous ont utilement conseillés et, le mois suivant, les résultats des tests s'étaient nettement améliorés. En fin de compte, nous nous dispersions trop sans aller à l'essentiel. Mais plus nous nous rapprochions des autres, moins les notes grimpaient rapidement. C'était une promotion interarmées avec des gendarmes, des marins, des aviateurs, des pompiers et bien sûr des légionnaires, on y trouvait des hommes et des personnels féminins, mais face à la difficulté du stage et aux enjeux, tout le monde s'entendait bien et on peut même parler de cohésion. Tous les lundis matin, nous faisions du sport, parcours naturel au mont Faron, cross, etc. La séance durait toute la matinée. On sortait aussi sur le terrain pour des exercices pratiques. Un jour, un instructeur a décidé de faire une sortie d'oxygénation. Visant particulièrement les légionnaires, il a demandé si quelqu'un avait des compétences topographiques pour préparer cette sortie. C'était le monde à l'envers : les élèves instruisaient les instructeurs, ce qui évidemment nous a valu leurs bonnes grâces. Les mois passant, nous avons commencé les stages hospitaliers : un mois à Sainte-Anne, une semaine à Hyères… Nous

travaillions avec des infirmiers ou des infirmières chevronnés dans tous les services : cardiologie, gastro-entérologie, ORL, chirurgie viscérale… Je me sentais beaucoup plus à l'aise à l'hôpital que dans la salle de cours. Comme c'était la première session de l'EPPA à Toulon, les débuts avaient été assez rustiques, mais la situation s'améliorait à vue d'œil. Nous avons créé un petit club et nous avons organisé un petit Noël avant que tout le monde ne se disperse. Au mois de mars 1991, nous avons passé le brevet de moniteur national de secourisme, que tout le monde a eu. Mais plus les examens approchaient, plus la tension augmentait. Notamment chez nous, car lorsque la Légion étrangère vous envoie en stage, c'est pour réussir, surtout après un an. À ce niveau, les stagiaires représentent un véritable investissement humain et financier. Un soir, Roynel, qui avait quitté la Légion étrangère pour le Service de santé des armées et avait été affecté à l'EPPA en qualité d'instructeur, est passé nous voir à l'étude et nous a dit : "Les enfants, vous ne bossez pas comme il faut. Vous révisez des chapitres que vous connaissez déjà, au contraire il faut s'appuyer sur telle et telle matière." Bien qu'il n'eût aucune idée des sujets d'examens, son expérience lui permettait de dire sur quoi il fallait mettre l'accent. Nous l'avons écouté et le résultat a été au rendez-vous. Inutile de dire quel a été mon soulagement quand j'ai su que j'étais reçu à l'examen. J'allais pouvoir rentrer à Calvi la tête haute et, surtout, j'en avais fini avec la course aux brevets. J'ai obtenu le CT2 santé le 26 août 1991. Le 1er juillet 1992 j'ai été nommé adjudant et, le 1er septembre 1992, j'ai obtenu le BMP2 de la branche 12. »

---

1. Pour cet exercice, le REP accueillait par exemple une unité de la 2e Bandera tandis que la 1re compagnie était intégrée dans le régiment espagnol.

2. Unité parachutiste d'éclairage et de reconnaissance des forces armées britanniques.

Chapitre 14

Le 2e REP dans les interventions extérieures

Opérationnel au plus haut niveau, le 2e REP est en mesure d'intervenir sans préavis sur le théâtre européen, ou, plus fréquemment, outre-mer. Son mode de mise en place privilégié est la troisième dimension : aérolargage, héliportage, aérotransport. Modulable et immédiatement disponible, le 2e REP est apte à participer à toutes les missions de la 11e DP. Au cours de la décennie 1990, on le trouve engagé au Tchad sous forme d'EMT à six reprises (1990, 1991, 1992, 1994, 1996, 1998). Il intervient également à Libreville, au Gabon, en 1990. À la même époque, on trouve ses unités dans la Corne de l'Afrique, où elles participent aux opérations *Godoria* et *Iskoutir* à Djibouti, *Oryx* en Somalie en 1992. En Afrique centrale, le 2e REP intervient en 1990 et 1991 au Rwanda dans le cadre de l'opération *Noroît* et les CRAP sont engagés dans l'opération *Turquoise* en 1994. Au cours de cette période, en même temps que ses unités interviennent en Afrique, il est présent en Europe sur le front des Balkans ; d'abord avec la FORPRONU à Sarajevo en 1992-1993, puis avec l'IFOR à Mostar et sur le mont Igman en 1995-1996.

Ce haut niveau opérationnel trouve son origine dans l'excellence de sa préparation – instruction et entraînement – mais aussi dans l'expérience acquise par ses unités lors des missions de courte durée auprès des forces prépositionnées en Afrique. Les séjours extérieurs sont basés sur l'instruction, la coopération et le renforcement de la présence française dans les pays d'une importance stratégique ou économique capitale pour la France. Le plus souvent, ils préparent les légionnaires parachutistes aux interventions réelles qui se déroulent sur un terrain similaire et dans des

conditions sociopolitiques de même type. Théâtre : l'Afrique ; situation : conflits ethniques ou claniques sur fond de misère, de famine et de dévastation. Cette expérience opérationnelle s'acquiert sur le terrain : en République centrafricaine, au Gabon, en Guyane, au Tchad et à Djibouti – ces deux derniers pays mêlant souvent l'instruction à la réalité opérationnelle –, dans le cadre des DAMI ou lors d'exercices avec les États africains ayant conclu des accords de défense avec la France.

Alors que le REP est plus habitué aux pays de l'Afrique centrale, une section de type Guépard commandée par le lieutenant Prevost effectua un séjour de trois mois en Côte d'Ivoire du 28 novembre 1983 au 1er mars 1984, date à laquelle elle rejoignit le régiment au Tchad. Au sein du 43e BIMa, la section Port-Bouet, selon son appellation du moment, participa aux activités du bataillon, notamment à une campagne de tir et à une manœuvre franco-ivoirienne qui constituait une première pour les légionnaires parachutistes.

Le régiment découvrit la Guyane au milieu des années 1980 et, selon une formule nouvelle, un détachement du 2e REP composé de deux sections de combat et d'une équipe de CRAP renforça le 3e REI à partir du mois d'avril 1988. Pendant quatre mois, ces éléments suivirent une instruction et un entraînement axés sur la défense du Centre spatial guyanais de Kourou et sur l'approche de la forêt équatoriale à partir du CEFE de Régina. Les CRAP, intégrés au sein de la CEA du 3e REI, consacrèrent près de la moitié de leur séjour à l'instruction spécifique en milieu amazonien : CEFE, missions fluviales et raids prolongés en forêt, reconnaissances pour la constitution de dossiers « CRAP » sur la Guyane. La défense des pas de tir de la fusée *Ariane*, des reconnaissances à Karouabo et sur la montagne des Pères, suivies d'infiltrations pour tester le dispositif de sécurité du 3e REI, complétèrent un séjour marqué par la découverte d'un environnement nouveau, souvent hostile, n'ayant rien de commun avec la forêt africaine, d'une pénétration plus aisée. Au mois de décembre 1988, la section du lieutenant Cuny rejoignait à son tour le 3e REI. Puis en 1989, compte tenu des missions du détachement de renfort, celui-ci devint une compagnie de type Guépard articulée en quatre sections dont les deux premières comprenaient chacune un groupe ADAA[1] doté de canons de 20 mm. Riche en possibilités de toutes sortes, le séjour en Guyane pèche toutefois, en ce qui concerne une unité parachutiste, par les limites du potentiel aérien et

l'absence de spécialistes TAP, ce qui ne permet pas de maintenir un rythme normal d'activités parachutistes.

Plus familier aux unités du 2e REP, le séjour en République centrafricaine constitue un véritable banc d'essai pour la compagnie tournante. Durant quatre mois, dans le cadre des EFAO, les légionnaires parachutistes, dont certains ont plusieurs séjours en RCA à leur actif, mènent de nombreuses activités à un rythme soutenu et constituent, ainsi que les évènements l'ont démontré à plusieurs reprises (Gabon, Tchad, Rwanda), une réserve d'intervention rapprochée sur le continent africain. L'aventure africaine prend également la forme d'exercices ou de manœuvres en coopération avec les armées africaines, constituées et instruites sur le mode français par les MAM ou les DAMI auxquels participent parfois des cadres et des légionnaires du 2e REP. Le plus souvent, les unités en séjour sont intégrées dans le dispositif de la manœuvre ; c'est le cas à Djibouti avec des exercices de type *Khor-Angar*, en Centrafrique (*Bamara*) ou au Tchad (*Mouflon II*). Des exercices majeurs faisant appel à des forces stationnées en métropole se déroulent régulièrement sur le continent africain ; le cycle des manœuvres franco-sénégalaises *N'Djambour*, auxquelles le 2e REP participe régulièrement en assurant la phase TAP, en est l'exemple type. Parmi les innovations tactiques apportées à ces exercices, il faut inclure l'emploi de plus en plus fréquent des CRAP, comme ce fut le cas au Cameroun, ou précédemment au Togo, lors de la manœuvre *Aigle 90*.

* * *

En même temps qu'au Tchad et après le Liban, l'engagement opérationnel s'accentue dans une Afrique centrale déstabilisée au tournant des années 1990. Après le Zaïre et avant le Rwanda, le Gabon, un des atouts majeurs de la « Françafrique », est confronté à une sérieuse agitation. Au mois de mars 1990, des troubles graves éclatent à Port-Gentil, capitale économique du Gabon. Au mois de mai, la situation empire, et les 6 000 Français de la ville ainsi que les installations pétrolières du groupe Total sont directement menacés. Le gouvernement met en place un dispositif de protection de nos ressortissants ; l'opération *Requin* démarre.

À Calvi, le 24 mai, la 2e compagnie du capitaine Lieutaud, en alerte Guépard deuxième échelon, passe en premier échelon pour une intervention

au Gabon. Quelques heures plus tard, l'unité est prête à partir, et le colonel Coevoët lui expose sa mission : assurer la sécurité et l'évacuation des Français. À 14 heures, les *Rouge* décollent de Bastia à destination de Libreville, où ils atterrissent en fin de soirée. Dans un premier temps, ils assurent la sécurité de la résidence de France, puis ils effectuent plusieurs interventions de secours et d'assistance en ville. Le 27 mai, Paris décide de rapatrier ses ressortissants et les étrangers. Le même jour, les légionnaires parachutistes évacuent les ressortissants français de Lambaréné et de Rabi-Kounda. Au retour, ils ont le temps d'effectuer un exercice au camp de jungle de Malibé avant d'assurer une présence aussi dissuasive que psychologique à Port-Gentil. Au terme de la mission, le commandant de l'opération *Requin* citera en ces termes la 2e compagnie dans son ordre du jour : « Placée ensuite en réserve d'intervention, sous mes ordres directs, elle a aussi participé à la protection des installations diplomatiques et militaires françaises de Libreville, contribuant ainsi efficacement à la reprise de confiance de nos ressortissants et constituant un élément modérateur certain lors du retour au calme dans la capitale gabonaise. Très belle unité, la compagnie Lieutaud a fait l'admiration de tous et surtout honneur à son régiment, le 2e REP, dans la plus grande tradition de la Légion étrangère ».

« Le 24 mai 1990, alors que le régiment était en alerte Guépard à cause des troubles qui agitaient le Gabon, j'ai été propulsé à la 2e compagnie en qualité de sous-officier adjoint de la 2e section commandée par le lieutenant Holler et, le jour même, je partais pour le Gabon avec cette compagnie dans le cadre de l'opération *Requin*. Je découvrais un nouveau métier, mais, qu'on soit adjoint à l'infirmerie ou dans une section de combat, la base est la même, seul le style de commandement diffère quelque peu, mais j'étais "00" à l'origine, donc je n'ai pas eu de problème. De plus, mon expérience de fourrier au 3e Étranger me servait pour les perceptions, qui sont un des rôles majeurs du SOA. Direction Libreville. À notre arrivée, le plus gros de l'orage était passé et nous nous sommes contentés de faire de la sécurité et de la protection des biens et des intérêts français. Sécurité de l'ambassade de France, de la résidence de l'ambassadeur, avec deux ou trois excursions à Port-Gentil et dans diverses localités. Quelque part, des prisonniers s'étaient échappés, mais nous n'avons pas spécialement couru après. À la résidence de l'ambassadeur, il y avait la gendarmerie gabonaise, pas

franchement fiable, le GIGN et nous. En fin de compte, nous n'avons fait que de la protection et des patrouilles, les sections tournant d'un site à l'autre. La tension était bien retombée et il n'y avait pratiquement plus d'émeutes ni de tirs. L'opération a duré environ cinq semaines, où nous avons passé plus de temps à chasser les moustiques qu'à faire la guerre. Nous étions logés sous un grand hangar du camp De Gaulle ; nous avions une section à l'ambassade, une section à la résidence de l'ambassadeur et une section en alerte au camp. Les journées passaient vraiment lentement à ne rien faire sous la tôle surchauffée, à baigner dans notre sueur et à rester en alerte, bouffés par les moustiques. C'était vraiment long. Le seul divertissement, c'était quand la fille de l'ambassadeur se mettait en bikini et plongeait dans la piscine alors que nous transpirions dans nos tenues de combat avec le casque et les équipements !

» L'ambassadeur nous aimait bien, il était originaire de L'Île-Rousse et il nous envoyait chercher des gâteaux à la boulangerie en face en nous disant : "Surtout, vous les gardez chez vous, parce que si ma femme l'apprend, elle me fera un scandale !" Finalement, il en prenait deux, et nous mangions le reste. Le 7 juillet, nous avons quitté Libreville, direction Bouar en RCA. Au camp Leclerc, ils ne nous attendaient pas spécialement, mais ils nous ont trouvé du boulot et nous avons pris le service, à la grande satisfaction des autres unités. En fait, nous étions en réserve en cas de résurgence des troubles au Gabon. Nous sommes restés du 7 au 19 juillet, logés dans de bonnes conditions, ce qui a permis une remise en condition de la compagnie. Sauf pour moi ! Le 12 juillet, je me suis réveillé pendant la sieste en transpirant abondamment. J'ai tout de suite compris. Fièvre, frissons, c'était une crise de paludisme malgré les précautions. J'ai attendu la fin de la sieste, j'ai présenté la section au lieutenant comme j'ai pu, puis le chauffeur du capitaine m'a emmené à l'infirmerie, qui était assez loin. Je me suis réveillé deux jours et quelques litres de perfusions plus tard. Je pétais la santé. Mais avec le palu, c'est toujours comme ça. Le 15 juillet, j'ai rejoint la compagnie, juste pour rentrer à Calvi le 19 juillet. »

* * *

Parmi les théâtres d'opérations africains, Djibouti, comme le Tchad, occupe une place à part dans l'histoire du REP.

Les séjours à Djibouti des unités du 2e REP allient le plus souvent les activités d'instruction et les réalités opérationnelles qui en font la réserve d'intervention du général commandant les Forces françaises de Djibouti, comme le rappelle un rapport de fin de séjour en 1991 : « La mission principale de la compagnie tournante, dans le cadre d'emploi de forces, est une mission défensive de l'intérieur de l'agglomération de Djibouti ; la mission secondaire consiste en une participation au combat de freinage mené par les unités blindées et motorisées du territoire. » C'est à ce titre qu'on retrouvera les unités du REP au sein de l'opération *Godoria* en 1991, intégrées au dispositif *Iskoutir* en 1992, et enfin en Somalie lors de l'opération *Oryx*, de décembre 1992 à mars 1993.

L'exercice *Sarrahi* illustre parfaitement les capacités de projection et d'intervention d'une compagnie du REP à Djibouti. Le 30 novembre 1988, la 1re compagnie est mise en alerte Guépard à Calvi. À Djibouti, des manifestations hostiles ont débouché sur la prise en otage d'une personnalité française très importante par un mouvement rebelle. Les négociations ayant échoué, la compagnie renforcée d'une équipe CRAP est acheminée à Djibouti, où elle arrive dans la nuit du 1er au 2 décembre. Tandis que la 13e DBLE, à la demande du gouvernement djiboutien, est engagée dans des missions de sécurisation du territoire, une OAP est prévue le jour même dans le Grand Bara entre 20h30 et 22 heures. Au sol, les conditions sont difficiles : vent fort, visibilité nulle et sol dur. Les deux vagues se regroupent rapidement et, vers 23 heures, les sections entament une infiltration d'une vingtaine de kilomètres qui les mène jusqu'à une zone d'observation où la compagnie prépare l'assaut de la nuit suivante. Les quatre sections de combat doivent détruire des positions ennemies tandis que les CRAP délivreront l'otage. Vers 21 heures, toutes les actions sont menées simultanément. Succès total et exfiltration en direction d'Arta, vers la zone refuge où la compagnie doit être récupérée le lendemain matin après s'être organisée défensivement. L'otage, quant à lui, est ramené en hélicoptère à Djibouti. En quarante-huit heures au départ de Calvi, l'exercice a démontré toute l'efficacité d'une unité du 2e REP engagée à 6 000 kilomètres de ses bases sur très court préavis.

Cette efficacité, on la retrouve dans les principales opérations auxquelles les unités du 2e REP ont participé dans la Corne de l'Afrique dans les années 1990. En premier lieu, lors de l'opération *Godoria*.

À Djibouti comme au Tchad, l'entraînement n'est jamais très loin de la réalité. Au mois de mai 1991, la guerre civile en Éthiopie provoquait un exode massif des populations vers la frontière djiboutienne, bientôt suivi par la débâcle de l'armée éthiopienne du général Mengistu. Aussitôt, les Forces françaises de Djibouti lancent l'opération *Godoria* et la 13e DBLE est déployée sur l'axe Galafi – Ali-Sabieh. Du 28 mai au 4 juin 1991, la 3e compagnie du 2e REP participe aux opérations de contrôle et de désarmement de milliers de réfugiés affamés et déshydratés. Elle assure également la protection des postes de regroupement et la surveillance des pistes et des oueds par lesquels des éléments incontrôlés pourraient tenter de s'infiltrer vers Djibouti. À partir du 5 juin, le flot diminue pour se tarir presque complètement les jours suivants.

Six mois plus tard, en novembre 1991, Djibouti connaît un regain de tension sous l'effet du Front de la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD), d'obédience afar. Des combats opposent l'AND, l'Armée nationale djiboutienne, aux rebelles qui encerclent Tadjourah et Obock, dans le nord du pays. Le 25 février 1992, la France lance une opération d'interposition et d'assistance aux populations, baptisée *Iskoutir*. Naturellement, les compagnies tournantes successives du 2e REP apportent leur contribution à cette mission. La 3e compagnie du capitaine Mercury présentera la particularité, dans un même séjour, de participer entre le mois de décembre 1992 et la fin du mois de mars 1993 à *Iskoutir* à Djibouti et à *Oryx* en Somalie.

Les postes de surveillance dont la responsabilité incombe à la 13e DBLE sont au nombre de six, parmi lesquels Yoboki, Assal et Dikhil. La mission comprend trois volets : observer les mouvements des véhicules militaires djiboutiens sur les axes, délivrer une aide humanitaire, notamment dans la plaine de Yoboki, protéger éventuellement les populations nomades du secteur de Yoboki. Au mois de mars 1993, la 3/2e REP est relevée par la 2e compagnie, qui reprend la mission à son compte. Dernier bastion de l'opération *Iskoutir*, la petite ville de Yoboki[2] est le siège d'une intense activité. Les convois de la 2e compagnie circulent quotidiennement dans le secteur pour apporter une aide humanitaire à la population nomade. Du poste-frontière de Galafi à la plaine de Hanlé, en passant par Daguirou, Boukoura et Oudguini, toute la région profite de cette manne inespérée,

distribuée par les légionnaires en étroite collaboration[3] avec l'Armée nationale djiboutienne, présente à Yoboki. Ces tournées, ajoutées aux contacts avec les autorités civiles et militaires de la région, permettent également de faire le point sur l'évolution de la situation politique à Djibouti.

La situation paraît maîtrisée à Djibouti quand survient un autre foyer de tension chez le voisin somalien. Alertée par les médias, qui relaient les ONG, sur la situation désespérée de la Somalie et de sa population, victime d'une terrible famine qui se superpose à une guerre clanique durant l'été 1992, la communauté internationale se mobilise et, sous la pression des États-Unis, décide de recourir à la force pour rétablir la paix et assurer l'acheminement des vivres. Le 9 décembre 1992, l'opération *Restore Hope* est déclenchée sous la responsabilité des Américains, la composante française recevant le nom de code *Oryx*. Il s'agit pour les Marines et les légionnaires de faire appliquer les résolutions de l'ONU et de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations souffrant de la famine en Somalie.

La 3e compagnie du 2e REP, en tournante à Djibouti, est la première à intervenir. Elle fait partie de l'imposant dispositif qui investit Mogadiscio à partir du 9 décembre 1992. Débarquées à 18 heures, les sections contrôlent les axes nord, ouest et sud-est, fournissant également un élément de protection au PC opérations. Durant leur progression, les légionnaires découvrent une ambiance pour le moins insolite. Ils croyaient rencontrer les *Mad Max*, des adolescents dont les plus jeunes n'ont pas 12 ans qui répandent la terreur montés sur des *technical cars*, véhicules armés sortis tout droit d'un film de science-fiction ; ils se retrouvent face à la presse internationale et noyés dans l'immense foule des affamés descendue dans la rue en quête d'un peu d'espoir. À 20h30, la 1re section est prise à partie sur son checkpoint nord et un groupe est obligé d'ouvrir le feu pour se dégager. C'est dans ces conditions que le samedi 10 décembre, à 20h30, un véhicule non identifié force le barrage au point K4. Conformément aux consignes reçues, la section ouvre le feu ; on compte deux morts et sept blessés dans le véhicule somalien. La riposte a été d'autant plus violente qu'un blindé américain, en engageant le véhicule somalien, a ouvert le feu sur la section et le PC compagnie ! Le 14 décembre, la 3e compagnie est intégrée à un bataillon de Marines américains commandé par le lieutenant-colonel

O'Leary. C'est avec cette unité qu'elle participe au contrôle de la ville de Baïdoa et de son aérodrome et à la récupération d'armes lourdes appartenant à une bande de pillards.

Le 25 décembre, les premiers éléments du bataillon « B » commandé par le colonel Perez, chef de corps de la 13e DBLE, débarquent à Mogadiscio. Le 28, la 3/2e REP rejoint le « Bat 13 », au sein duquel elle poursuit l'opération *Oryx*. Sous le commandement du colonel Rosier, elle participe à la reconnaissance de l'axe Baïdoa-Wadjid-Hoddur et au contrôle de la localité de Hoddur. Elle passe Noël sur la petite piste qui relie Wadjid à Hoddur. Un Noël de campagne, tel qu'ont pu le connaître les anciens dans les rizières, les djebels ou les sables du Tchad.

* * *

Au début de 1991, les CRAP du 2e REP sont regroupés à Calvi, puis rassemblés en unité de marche avec les autres sections de la 11e DP à Toulouse qui doivent rejoindre la division Daguet en Arabie Saoudite. Le 12 février 1991, décollage en direction de Riyad, puis acheminement par voie routière jusqu'à la zone de déploiement de la division Daguet à la frontière irakienne. Quelques jours plus tard, les premières missions sont confiées aux CRAP dans la plus grande discrétion : reconnaissances nocturnes en avant de la ligne de débouché, raid aéromobile, opération coup de poing sur des dépôts de matériel, autant de missions menées avec l'efficacité de combattants professionnels. Seule ombre dans cette épopée, un nom qui restera dans toutes les mémoires, celui du fort d'As-Salman où, lors de l'investissement de l'ouvrage, les *cluster bombs* sont responsables de la mort de deux équipiers tandis que 25 autres sont grièvement blessés.

En 1990, trente ans après avoir été chassés par les Hutus, les Tutsis reviennent en masse au Rwanda. C'est le signal d'une guerre civile longue et meurtrière. Inquiet pour ses ressortissants, environ 700 personnes, et après s'être concerté avec son homologue belge, le gouvernement français déclenche l'opération *Noroît* au Rwanda. Le 4 octobre 1990 à 18h30, la 4e compagnie du 2e REP en séjour en Centrafrique et la section CRAP sont aérotransportées de Bouar à Kigali et débarquent sur l'aéroport Grégoire-Kayibanda. À minuit, le dispositif est en place à l'ambassade de France, à l'école française et à l'aéroport, contrôlé par une section en vue de

l'évacuation des ressortissants occidentaux. Un peu plus tard, la ville entière est soumise à des feux nourris d'armes lourdes et individuelles qui touchent parfois de plein fouet les installations militaires ou diplomatiques. Les CRAP sont harcelés par des tireurs isolés. Le sergent-chef Taikato escorte l'attaché militaire. Pris sous le feu rwandais, il doit laisser sur place deux équipiers, conformément aux ordres de l'attaché militaire. Il faut l'intervention de l'équipe de commandement pour récupérer les deux équipiers. Reprenant confiance avec l'arrivée des légionnaires, l'armée rwandaise tente de se réorganiser, tandis que les civils étrangers se terrent chez eux, attendant le passage des paras, qui les escortent vers les centres de regroupement, puis à l'aéroport pour être évacués sur Bangui.

Partie de Kigali le 20 octobre 1990, la 4e compagnie y revient le 8 mars 1991 au sein d'un EMT commandé par le lieutenant-colonel Monzo du 2e REP. Il demeurera au Rwanda jusqu'au 9 juillet. L'antagonisme ethnique est de plus en plus exacerbé entre Hutus et Tutsis. Durant quatre mois, la 4e compagnie vit à un rythme opérationnel soutenu, tout en conservant à Kigali, excepté le couvre-feu, les conditions d'une compagnie tournante. « Une fois accoutumés à l'altitude, les légionnaires ont adopté un rythme régulier d'activités alternant les gardes et les sorties sur le terrain », précise le lieutenant-colonel Monzo. Dans ce pays à hauts risques sanitaires – le Rwanda est en tête des statistiques sur le sida –, les détachements qui se sont succédé ont dû se prémunir contre trois sortes de danger : le paludisme, la drogue et le sida. Un tiers de la population féminine rwandaise est contaminée. En rapport étroit avec la Mission d'assistance militaire française, les cadres de la 4e compagnie contribuent à la mise sur pied d'un programme d'instruction pour la gendarmerie rwandaise. Le 30 avril 1991, à l'occasion de la commémoration de Camerone, de nombreux légionnaires de la 4e compagnie sont décorés de la croix de la valeur militaire, qui récompense leur comportement lors des événements d'octobre à Kigali.

Seize mois après leur première intervention au « pays des Mille Collines », le 4 novembre 1991, un détachement du 2e REP composé d'un EMT régimentaire aux ordres du lieutenant-colonel Halbert et de la 3e Compagnie revient au Rwanda. Depuis la fin du mois d'octobre, on assiste à une recrudescence des activités militaires, ce qui justifie une réactivation du dispositif *Noroît*. Aux ordres de l'attaché de défense (COMOPS *Noroît*) et implanté à Kigali, le détachement du 2e REP assure la protection de

l'ambassade de France et celle des 600 ressortissants français tout en préparant un schéma d'évacuation comprenant des points de rassemblement, des points de regroupement et un centre d'évacuation. Peu après Noël, les CRAP qui surveillent le secteur de Ruhengeri, au bord du Kivu, alertent l'état-major de *Noroît*, sur l'intensification des combats dans les secteurs de Butaro et de Bugamba. Alors que les troubles gagnent la région de Gashora, 11 jeunes Français sont regroupés au dispensaire de Rilima, puis évacués sur Kigali par la section d'alerte. Le 6 mars 1992, le détachement du 2e REP est relevé par le 3e RIMa et regagne Calvi, titulaire d'un témoignage de satisfaction.

Lors de l'opération *Turquoise* en juin-juillet 1994, l'équipe CRAP du 2e REP commandée par le lieutenant Raoul, qui était à Libreville avec la CEA du régiment, est engagé avec le groupement sud à dominante Légion le 3 juillet. Soutenus par la 3e compagnie de la 13e DBLE qui s'installe en lisière est de la forêt de Nyungwe, les CRAP participent avec les autres équipes du COS à des patrouilles en avant de la « zone humanitaire sûre » établie par l'armée française tout en jalonnant la progression du FPR.

Tous les jours, les équipes du COS parcourent des dizaines de kilomètres à pied ou en véhicules. Battue sur le terrain, l'armée rwandaise reflue en désordre vers la zone humanitaire sûre ; les structures de l'État hutu s'effondrent. Le 17 juillet, le gouvernement rwandais passe au Zaïre. Pillages, racket, viols et assassinats se généralisent. Le 18, les CRAP interviennent à Cyangugu avec des éléments du 2e REI et de la 13e DBLE pour faire cesser les exactions. Les CRAP sont sans arrêt sur la brèche avec les unités du groupement sud et neutralisent plusieurs bandes d'*interahamwe*, dangereux miliciens incontrôlés qui tuent, pillent et terrorisent la population. Pendant la troisième phase politico-humanitaire, les CRAP font de l'assistance militaire technique et arment les gendarmes avec le matériel récupéré sur les FAR et les *interahamwe*, sans grandes illusions cependant quant à leur efficacité et leur honnêteté. À la fin du mois d'août, comme le prévoyait la résolution de l'ONU, les forces françaises passent le relais à la MINUAR 2 et les CRAP du 2e REP rejoignent la CEA à Libreville.

---

1. Artillerie de défense anti-aérienne.

2. La région de Yoboki, au centre de la république de Djibouti, est l'une des plus chaudes d'Afrique. On y a relevé le record mondial de chaleur : + 72 °C.

3. En fait, dans le climat de guerre civile qui régnait à cette époque à Djibouti, il s'agissait plutôt d'une surveillance pour empêcher le vol de l'aide humanitaire par des soldats qui auraient pu voir là l'occasion de compléter leur maigre solde sans effort. L'armée djiboutienne servait surtout à favoriser les contacts avec les nomades.

Chapitre 15

L'imbroglio des Balkans

La guerre civile dure déjà depuis de longs mois et a fait exploser les structures de l'État yougoslave tenu d'une poigne de fer par le régime de Tito lorsque, le 2 février 1992, le Conseil de sécurité des Nations unies vote la résolution 743, qui autorise pendant un mandat de douze mois renouvelable le déploiement d'une force de protection des Nations unies aussitôt désignée par son acronyme FORPRONU. Très vite l'ONU est débordée. L'insécurité générale, la pression des événements entraînent le vote de six nouvelles résolutions, 758, 761, 762, 764, 769 et 776, qui accroissent le volume de la FORPRONU sans toutefois lui donner les moyens légaux d'imposer la paix par la force et préconisent son déploiement en Bosnie-Herzégovine, tout particulièrement à Sarajevo, la capitale et ancien site olympique de 1984, dont l'aéroport est vital pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Le 4 avril, un premier contingent de casques bleus s'implante en Krajina, une région de Croatie. À Sarajevo, c'est le début d'un siège qui va durer près de trois ans. Le quartier général de la FORPRONU se replie à Zagreb, en Croatie, et les premiers éléments de la FORPRONU 2 se mettent en place au début du mois de juillet 1992 après la visite surprise du président Mitterrand le 28 juin.

Début 1993, après le Liban, le Cambodge et la Somalie, soixante-dix-huit ans après le Bataillon d'Orient à Gallipoli, la Légion s'engage dans les Balkans sous l'égide de l'ONU. Au titre de la FORPRONU, l'armée française fournit plusieurs contingents en Croatie avec un bataillon logistique à Zagreb, un bataillon d'infanterie en Krajina du Sud et un détachement interallié à Sarajevo en Bosnie. Sous commandement égyptien, ce détachement comporte une compagnie d'état-major française et

trois bataillons : ukrainien, égyptien et français. Au mois de janvier, le 2e REP relève le bataillon français fourni par la 9e DIMa. Aux ordres du colonel Poulet, ce bataillon est formé d'une UCS constituée à partir de la CCS du régiment, renforcée par des éléments du 14e RPCS et du 17e RGP, et des 1re et 4e compagnies. Une section de la CEA est déjà intégrée depuis la mi-décembre à la compagnie d'état-major du 9e RCP en qualité de section de protection du quartier général de Sarajevo. Trois mois plus tard, la CEA sera au complet à Sarajevo. Le 2e REP doit assurer la protection de l'aéroport et des convois humanitaires qui ravitaillent la ville assiégée.

* * *

« Après l'opération *Requin* et le CT2 à Toulon, j'étais content de retrouver ma compagne et de voir ma fille, qui avait un an, se souvient Jean-Claude Saulnier. Mais j'ai à peine eu le temps de respirer qu'il fallait déjà repartir. Dans le cadre des mandats de la FORPRONU en ex-Yougoslavie, le régiment, commandé maintenant par le colonel Poulet, est parti pour Sarajevo le 29 décembre 1992 sous la forme d'un EMT. Je suis parti en précurseur pour préparer l'installation de l'infirmerie car, depuis le 1er juillet 1992, je suis infirmier major. Nous avons pris un avion de Bastia jusqu'à Split, puis nous avons embarqué dans un Hercules C-130 qui nous a amenés sur l'aéroport de Sarajevo. Nous avons été accueillis par le RICM, mais nous n'avons pas vu grand-chose car la neige estompait le paysage. Nous nous sommes très vite rendu compte qu'il s'agissait d'une véritable guerre qui n'avait rien à voir avec un quelconque accès de fièvre africaine. »

La relève du bataillon de la 9e DIMa par celui de la 11e DP s'est effectuée de façon échelonnée. Le 30 décembre 1992, un élément précurseur prenait le chemin de Sarajevo. Il était suivi le 6 janvier 1993 par un détachement commandé par le chef du bureau opérations instruction. Le 13, le gros du bataillon aux ordres du colonel Poulet rejoignait à son tour Sarajevo. Ce détachement comprenait l'état-major, l'UCS et la 4e compagnie. Le 16 janvier, le colonel Poulet prenait officiellement le commandement du bataillon français de Sarajevo. Le 20 janvier, la 1re compagnie rejoignait à son tour la ville assiégée. Le bataillon était au complet pour mener à bien les missions qui lui étaient imparties.

« J'ai aussitôt pris les consignes à l'infirmerie et nous avons eu connaissance de la réglementation de l'ONU pour cette mission. Autant dire que nous n'avions pas véritablement assimilé la philosophie neutraliste des casques bleus ni compris les règles d'engagement opérationnel en vigueur à la FORPRONU. On nous avait expliqué que c'était une force d'interposition destinée à empêcher les confrontations. Donc des belligérants clairement définis sur les positions connues. Seulement, à Sarajevo, c'était loin d'être le cas ; ça nous rappelait plutôt Beyrouth. Les gens du RICM nous ont exposé la situation le plus clairement possible et nous avons effectué des reconnaissances dès le lendemain. Les consignes, c'était : écouter, voir ce que font ceux que nous relevons et après, s'adapter. Le dernier jour de décembre et le 1er janvier 1993 se sont bien passés. Il régnait un certain calme, juste interrompu par quelques tirs sporadiques. En général, les tirs augmentaient à l'approche de l'obscurité et allaient crescendo dans la nuit, j'avais l'impression d'une certaine confusion, ce n'était pas trop ciblé. Mais surtout, Sarajevo était une cuvette assiégée qui faisait caisse de résonance et qui pouvait rappeler des souvenirs déplaisants. Nous avions bien cerné la mission à l'aéroport en sachant que juste en face il y avait l'ancien village olympique, que d'un côté il y avait les Serbes et de l'autre les Bosniaques, sans tenir compte du conflit avec les Croates. »

Les Français sont plus particulièrement chargés du secteur vital de l'aéroport. L'Armée de l'air s'est vu confier par l'ONU la mission primordiale de diriger l'aéroport. Dans des conditions précaires et parfois invraisemblables, une centaine d'aviateurs français assurent la responsabilité du trafic aérien, de la piste, du parking, du déchargement, de la sécurité et des communications. Le bataillon du REP assure la protection immédiate de l'aéroport. Posté en périmètre défensif autour des installations aéroportuaires, il participe en outre à de nombreuses missions fixées par le commandement de l'ONU sur Sarajevo même, avec des escortes de personnalités et d'autorités et la protection des équipes chargées de rétablir l'eau et l'électricité, ou à l'extérieur de la ville pour assurer la distribution de l'aide humanitaire. Les légionnaires sont ainsi allés jusqu'à Kamenica, Gorazde et Zepa, villes situées à plus d'une centaine de kilomètres de Sarajevo.

« Sarajevo est cernée par les montagnes, avec le mont Igman où avaient eu lieu la majeure partie des épreuves olympiques d'hiver en 1984. Sur l'aéroport, deux sorties, l'une en direction de la ville, l'autre vers Pale, que

nous appelions l'axe *Rose*. Le passage de consignes s'est poursuivi ; à l'infirmerie, nous avons repéré l'hôpital civil de Kochevo à Sarajevo et le trajet pour s'y rendre, *PTT Building*, où se trouvait l'hôpital de campagne français, repérage de la résidence du général Morillon. Tout se passait très bien avec le RICM jusqu'au jour où le vice-Premier ministre bosniaque a été assassiné en se rendant à un *level meeting*. Cet homme politique devait être récupéré par un élément de la CEA stationné à *PTT Building*. En fait, le vice-Premier ministre a bien été récupéré par des gens de chez nous mais le petit convoi a été intercepté par les Serbes près du pont de Stup. La situation n'a pas tardé à s'envenimer. Des Serbes sont sortis de partout avec un armement phénoménal, appuyés par des T-55. Énorme tension, le chef de corps du RICM n'était pas présent sur l'aéroport. Il y a certainement eu un méga-cafouillage et nous avons passé pas mal de temps le doigt sur la détente, à nous regarder dans le blanc des yeux. Nous nous sommes dit que ça allait mal finir, le régiment n'était pas là et, la dotation de munitions des casques bleus étant plutôt légère, nous avions un mauvais pressentiment. L'affaire n'a commencé à se décanter qu'avec l'arrivée du chef de corps du RICM dans la soirée. Pendant ce temps, le vice-Premier ministre était en sécurité dans le VAB de la CEA, puis il semblerait que quelqu'un ait donné l'ordre d'ouvrir la porte. Les légionnaires ont obéi et c'est à ce moment-là que les Serbes ont bondi dans le VAB et ont abattu le ministre bosniaque. Quelles sont les responsabilités des uns et des autres, je n'en sais rien. Il faut bien voir que nous n'étions que des précurseurs en plein passage de consignes et que nous n'avions pas encore la responsabilité des opérations. Mais peu importe, la tension est montée soudain de plusieurs crans. Puis les T-55 se sont retirés et, leur forfait accompli, les Serbes sont partis un peu partout dans leurs quartiers. Le VAB est reparti vers *PTT Building*. Avec l'infirmerie, j'étais très loin du VAB et il ne m'était pas possible d'intervenir avec mes hommes.

» À partir du 2 ou du 3 janvier, les premiers éléments du régiment sont arrivés et le déploiement s'est échelonné sur une dizaine de jours. Nous avons commencé à dresser des merlons et à disposer des sacs à sable pour consolider les portes et les fenêtres, créer des chicanes, etc. Nous avons également installé des douches en remplacement du système rustique des marsouins. Tous ces travaux nous ont pris un certain temps. Après, il a fallu installer les transmissions, l'infirmerie a pris contact avec *PTT Building* pour peaufiner les consignes et connaître exactement nos attributions.

» L’infirmerie se composait du médecin-chef Kowalski, du médecin adjoint Le Guen, moi-même en tant qu’infirmier major, trois infirmiers CT1, trois auxiliaires CTE et un conducteur. Apparemment, l’effectif était suffisant, mais quand nous avons commencé à travailler, nous nous sommes aperçus que nous étions énormément sollicités la nuit et presque pas dans la journée. Ce qui posait un problème, à savoir : quand dormions-nous ? Le médecin-chef Kowalski restait grosso modo de la tombée de la nuit à 2 ou 3 heures du matin à écouter la radio pour situer d’éventuelles interventions. Nous portions des frag, des gilets pare-éclats, ce qui alourdissait la silhouette, si bien qu’à chaque fois que nous sortions, il se trouvait un plaisantin pour lancer : “Allez, les tortues ninja, dehors !” Tout était bien organisé. Les VAB sanitaires étaient équipés ; ils faisaient l’objet d’un entretien minutieux et étaient prêts à bondir à la moindre alerte. Nous n’avions pas besoin de prendre un sac ou une musette pour aller à l’hôpital ou à *PTT Building*. Nous emmenions tout ce qui était civil à l’hôpital Kochevo, sauf quand il y avait des cas particuliers, et les militaires à l’hôpital de campagne de *PTT Building*. Les cas particuliers concernaient surtout les enfants. Nous les mettions en condition à *PTT Building* et seulement après, nous les envoyions à Kochevo.

» Pendant cette période, la tension est montée entre Serbes et Bosniaques. Un jour, des Bosniaques ont pilonné des Serbes, qui ont répondu, et un ou deux obus sont tombés dans la résidence du général Morillon. De temps en temps, les pélots tombaient un peu n’importe où. Ils ne savaient pas qu’ils étaient chez celui que la presse allait appeler “Général Courage” ! Plutôt énervé, Morillon a aussitôt appelé le colonel Poulet sur un ton assez véhément, comme si ce crime de lèse-majesté lui était imputable. Le colonel lui a répondu que de l’aéroport il ne voyait pas la résidence. Il s’est enquis poliment des dégâts et lui a fait comprendre qu’il avait d’autres chats à fouetter. Nous passions notre temps à servir de cible, alors pour une fois qu’il y en avait deux qui tombaient dans son jardin… Nous avons pris conscience qu’un casque bleu, c’était un peu la palombe du coin. La neutralité passive de l’ONU, qui convient si bien aux casques bleus des pays nordiques, ne pouvait s’appliquer à l’armée française et encore moins à la Légion étrangère. Nous avons donc retenu le principe de la légitime défense et l’état-major du REP a rédigé des fiches d’ouverture du feu parfaitement explicites et encadrées.

» Un jour, alors que nous allions à *PTT Building* avec un médecin, nous nous sommes égarés dans le brouillard. À bord du deuxième VAB, le médecin a commis l'erreur de sortir pour chercher son chemin. Aussitôt, il a essuyé plusieurs rafales d'armes automatiques. Je suis sorti à mon tour et je l'ai ramené sonné dans son VAB. Je lui ai dit : "Il ne faut pas sortir, vous risquez votre peau !" Nous sommes repartis dans le brouillard et le capitaine-médecin s'est énervé, surtout que plusieurs impacts avaient touché les VAB. Finalement j'ai réussi à contacter *PTT Building* et à donner notre position. Ils ont envoyé deux VAB, dont un canon de 20 mm qui a sérieusement dissuadé nos agresseurs de continuer leur petite plaisanterie, et nous avons pu rallier *PTT Building* avec un médecin qui avait connu l'épreuve du feu. J'ai raconté l'incident au major Sabljic, alors PSO du régiment, qui m'a rappelé les consignes d'ouverture du feu. S'il y a de bonnes raisons de tirer, OK, sinon il faut en subir les conséquences. Ça fait partie des règles du jeu de l'ONU, le légionnaire est un professionnel et le chef ne doit pas céder à la panique. Un soir, la CCL a commencé à monter une sorte de blockhaus avec des sacs à sable entre l'ordinaire et le PC. Un poste de combat à montrer dans les écoles. Le génie érigeait des merlons, et pendant ce temps, l'infirmerie participait au déchargement des vivres et des médicaments destinés aux Serbes. Il fallait fouiller les colis et les sacs, où nous trouvions régulièrement de la drogue, des munitions ou des produits de contrebande. Ils faisaient un peu la gueule quand nous étalions notre butin dans la neige, mais sans plus. Ce n'était pas notre mission principale et, quelque part, nous les emmerdions plus qu'autre chose.

» Un matin, nous avons subi un bombardement de quatre ou cinq obus de mortier, dont un qui est tombé pas loin du poste de sécurité. L'obus est tombé au pied d'un VAB et le gars qui était en tourelle du chef de bord a eu l'oreille presque arrachée par un éclat. Coup de chance, car s'il avait eu la tête penchée, il était décapité. Le chirurgien a réussi à le recoudre, du coup nous avions parmi nous le tableau vivant de Van Gogh, *L'Homme à l'oreille coupée*.

» Un autre jour, un légionnaire a pris une balle dans le bras. Il a été évacué sur *PTT Building*, qui l'a envoyé à Zagreb ; il est revenu quelques jours plus tard et est retourné sur le tarmac, qui était très dangereux. Peu après, il a pris une autre balle dans la main. Du coup, le colonel Poulet a dit : "Lui, à part la garde, il ne bouge pas de là. Deux fois ça suffit, on arrête de tenter le diable." Le tarmac était le domaine des unités de combat et

parfois, l'infirmerie y faisait des incursions pour récupérer des blessés ou des cadavres dans les barbelés. On y pratiquait le *crossing*, qui permettait aux Serbes et aux Bosniaques de traverser alternativement l'aéroport sous le contrôle et la protection des légionnaires. Les blessés étaient ramassés par les unités de combat qui nous les signalaient. Pendant le séjour, nous avons dû récupérer près de 350 morts et plus de 700 blessés civils sur le tarmac. Toutes les nuits nous passions notre temps à cette triste besogne, de 18 heures à 5 ou 6 heures du matin. Nous étions organisés en trois équipes : une avec moi et deux autres avec des sergents infirmiers. La plupart du temps, les compagnies nous ramenaient les blessés et nous passions notre temps entre l'aéroport, que nous appelions le "château", l'hôpital de Kochevo et *PTT Building*, en sachant qu'à chaque fois nous devions passer le checkpoint serbe de Kanin-Doska. Le chef de bord descendait et discutait avec le chef serbe. Quelquefois, celui-ci voulait voir l'intérieur du VAB, mais à la fin, il nous faisait confiance à force de nous voir passer cinq ou six fois par nuit avec nos blessés. Toutefois, nous circulions toujours accompagnés d'un VAB canon de 20 mm.

» Il y avait des nuits plus agitées que d'autres. Deux ou trois pièces serbes étaient placées en enfilade de l'aéroport. Alors quand elles se déchaînaient sur le tarmac, les pertes étaient lourdes. Pour les gens de la CCS qui pouvaient dormir la nuit, il n'était pas rare lorsqu'ils se rendaient aux sanitaires pour se laver le matin, de voir dans l'allée quatre ou cinq sacs contenant des cadavres. De temps en temps nous allions à Pale pour emmener des blessés serbes. À Pale, sur le trajet de la sortie de l'axe *Rose* au centre du village, en passant à proximité des pistes de ski, je n'ai jamais eu d'ennui avec les Serbes. Le major Sabljic faisait la liaison et les prévenait de notre arrivée ; il arrangeait énormément de petits incidents, négociant des accords grâce à sa connaissance du serbo-croate. À *PTT Building*, nous avions d'excellentes relations avec les infirmières des antennes chirurgicales parachutistes, et mes sergents n'étaient pas insensibles à leur gentillesse alliée à leur haute qualification professionnelle.

» À la fin du mandat de Sarajevo, le personnel de l'infirmerie avait acquis une extraordinaire expérience professionnelle. On voyait des CTE poser des perfusions, des infirmiers suturer des plaies… Parfois, nous avions trois brancards simultanément et les médecins n'avaient guère le temps de s'arrêter à des détails ou à une réglementation obsolète en de telles

circonstances. La nuit, c'était le drill, le tri fonctionnait à plein régime. Quand un blessé arrivait, l'autre était déjà sous perfusion et avait reçu les premiers soins tandis que le troisième partait pour l'hôpital. Souvent, vers 2 ou 3 heures du matin, le colonel Poulet passait avec un mot gentil pour le personnel de l'infirmerie et beaucoup de compassion pour les blessés.

» Le jour où Benko et Nowakovski ont été blessés par des obus de 120 mm, le magnifique poste de combat de la CCL a volé en éclats, touché de plein fouet par un obus. C'était juste à côté de la zone vie. Il y avait un MPG qui a pris un gros éclat dans la pelle, que personne n'a réussi à extraire. À ce moment, je sortais de l'ordinaire en discutant avec le sergent Mortimer ; plusieurs obus sont arrivés en même temps que celui du poste de l'UCL, en particulier un qui a touché un VAB sur le parking des véhicules de la CCS. C'est celui-là qui a blessé Benko et Nowakovski. Le premier gars que j'ai vu, c'est Nowakovski, qui est tombé du VAB, mais personne n'avait encore vu Benko, qui gisait près du bâtiment. Nous avons couru pour ramasser Nowakovski et nous l'avons mis sur un brancard. J'ai alors crié : "Regardez s'il y a un autre blessé !" C'est à ce moment-là que nous avons trouvé Benko. Nowakovski avait l'artère fémorale ouverte au milieu de la cuisse et c'était à peu près la seule blessure qu'il avait, si l'on excepte des contusions et de petites plaies. Nous avons essayé d'arrêter l'hémorragie, le médecin a tenté de clamper l'artère pendant que je tenais un point de compression, mais le sang continuait à couler abondamment. Finalement, nous sommes parvenus à le stabiliser en lui transfusant du sang par une perfusion au bras et une autre sur une jambe. Le sergent Levan pressait la poche en plastique pour accélérer les perfusions – 500 cc en cinq ou six minutes – pendant qu'un auxiliaire préparait une autre poche pour qu'il n'y ait pas d'interruption. Inutile de dire que tout le monde baignait dans le sang. La tension de Nowakovski est remontée à 8/4 et on l'a préparé pour le charger dans le VAB pour *PTT Building* tout en continuant les transfusions. L'hôpital était prévenu et la salle d'opération était prête. Le major Sabljic avait dû téléphoner aux Serbes que nous avions un blessé extrêmement grave car nous n'avons pas été stoppés. De toute manière, nous ne nous serions pas arrêtés, quitte à se faire tirer dessus avec ce que cela comportait comme complications. À *PTT Building*, nous avons déchargé Nowakovski et, tout en expliquant ce que nous avions fait pour lui, nous les avons prévenus que nous leur amenions un second blessé, mais que c'était moins grave. Pendant ce temps, une autre équipe s'occupait de

Benko, victime d'un polycriblage. Le pauvre, s'il n'avait pas 800 trous dans le corps, il n'en avait pas un. Nous avons passé le corps au désinfectant sans détecter de saignements importants ; au contraire, il était stable : le pouls et la tension étaient à peu près corrects, le cœur répondait bien, donc nous n'avions pas une trop mauvaise opinion. Il était encore un peu conscient lorsque nous l'avons shooté pour baisser toutes les fonctions vitales afin d'éviter qu'il ne se fatigue. On l'a mis sous perfusion ; c'était un blessé grave, mais nous étions loin de prévoir ce qui allait arriver. Trois quarts d'heure plus tard, vers minuit, nous étions de retour de *PTT Building* et Levan se préparait pour transporter Benko. À *PTT Building*, ils ont fait les mêmes constatations que nous, mais sur le coup de 2 ou 3 heures du matin, alors que nous prenions régulièrement des nouvelles des blessés, sans pour autant traumatiser le chirurgien, nous avons appris que Benko était mort. Nous avons pris un gros coup au moral. Nous pensions tous que Nowakovski allait mourir, mais pas Benko. Nous nous demandions tous ce qui s'était passé. Mais pas question de se lamenter. La nuit était finie, heureusement, il n'y avait pas eu de blessés sur le tarmac, peut-être des morts, je ne m'en souviens plus très bien, mais il fallait remettre l'infirmerie en ordre et se préparer aux interventions de la journée. Finalement, nous avons su qu'un éclat s'était fiché entre les deux lobes du cerveau, ce qui avait provoqué sa mort, et que c'était le fait de tirs bosniaques.

» Un peu plus tard, nous avons appris que la vie humaine était mise à prix et qu'un tireur touchait le jackpot en tuant un casque bleu. Nous l'avons pris à la dérision, mais nous redoublions tout de même de prudence. *Avant que tu aies ma peau, j'aurai peut-être la tienne*. Au mois de mars, nous avons eu plusieurs visites ; d'abord celle du ministre de la Défense, Pierre Joxe, qui quittait son poste, puis celle de son remplaçant, François Léotard. Après, ce fut le général Ceccaldi, nouveau chef du contingent français de la FORPRONU, puis une mission d'évaluation psychologique conduite par le colonel Moureix. Toutes les catégories du personnel furent interrogées, du colonel au légionnaire, en passant par l'aumônier, le père Tagliazucchi, qui, une fois n'est pas coutume, dut se confesser. Le 26 mars, le général d'armée Cot, commandant la 1re Armée, support de l'engagement français en Bosnie, effectuait à son tour une visite en ex-Yougoslavie.

» À cette époque, on nous a accusés d'être pro-serbes et, relation de cause à effet ?, nous avons eu plusieurs accrochages avec le Haut

Commissariat aux réfugiés, un organisme de l'ONU qui employait beaucoup de civils bosniaques. Ce que nous n'aimions pas trop, car nous n'arrivions pas à les cerner ; et comme nous leur délivrions les laissez-passer, nous aurions aimé les contrôler sérieusement. C'est ainsi qu'un jour où nous chargions un conteneur d'aide humanitaire destiné aux Bosniaques, au cours de la manipulation nous avons eu la surprise de découvrir des bandes de 12,7. Inutile de dire que notre confiance envers ces gens-là a encore baissé de plusieurs crans et que le colonel Poulet a fait un raffut de tous les diables. De temps en temps, nous mettions en place des éléments anti-*sniping* dans la fameuse Sniper Alley. À l'aéroport même, il y avait un tireur bosniaque qui passait son temps à tirer sur les antennes du PC. De temps en temps il parvenait à en couper une ou à dérégler la parabole satellite qui permettait d'avoir des informations en continu. Donc, les transmetteurs passaient leur temps à monter sur le toit pour remplacer les brins d'antenne ou régler la parabole. Dans ce cas, l'adjudant-chef Deptula venait me chercher à l'infirmerie pour monter sur le toit. Nous commencions à réparer l'antenne et là, nous entendions des balles se planter à 2 ou 3 mètres de nous. Les premières fois on s'inquiète vraiment, puis on n'y fait plus attention. Pendant que nous étions sur le toit, les tirs se rapprochaient à 2 mètres, puis à 1 mètre. Quand c'était très proche, nous décrétions que c'était l'heure du café et nous descendions du toit. Après cette pause, nous remontions sur le toit finir le travail. Ce qui n'était pas du goût du colonel Poulet, mais la plupart du temps, il n'en savait rien. Ce qui est sûr, c'est que ce Bosniaque n'avait pas l'intention de nous tuer, car nous faisions des cibles faciles. À Sarajevo, l'ambiance favorisait ces jeux macabres où la vie et la mort n'ont plus d'importance, seuls comptent la cible et le tireur. La donne changera avec l'apparition des fusils de calibre 12,7 mm capables de perforer une façade d'immeuble.

» Dans l'ensemble, nous vivions à peu près bien. Nous avions un petit foyer bien approvisionné, les cigarettes ne manquaient pas, nous mangions bien, les sanitaires étaient corrects… Bref, tout aurait été sympa s'il n'y avait eu cette guerre civile, ce fichu temps et l'inconscience de certains journalistes et responsables d'ONG, comme cette femme de l'association Équilibre tuée par un obus de mortier parce qu'elle ne supportait pas d'attendre alors que nous faisions passer les véhicules cinq par cinq sur le tarmac. Elle a voulu à tout prix passer : mal lui en a pris, elle l'a payé de sa vie.

» Veillée, messe, prise d'armes, malgré un contexte difficile marqué par de fortes tensions dans la ville et un grand nombre de légionnaires retenus par les missions de sécurité, le 2e REP a pu fêter Camerone dans les règles. Le 30 avril 1993, tout le régiment s'est vu remettre la médaille de la FORPRONU. »

Béret bleu frappé de l'insigne des Nations unies sur la tête, les légionnaires qui présentent les armes portent d'ordinaire le casque Spectra bleu, inspiré du casque Fritz des Américains, qui ont eux-mêmes repris le casque allemand des deux guerres mondiales, et le gilet pare-éclats dont un nouveau modèle vient d'entrer en service. Camouflé façon « Centre Europe », ce nouvel équipement présente des caractéristiques intéressantes : ses plaques de poitrine et dorsale en kevlar sont une évolution par rapport aux anciennes plaques en céramique plus lourdes. Le gilet est en outre doté d'une protection ventrale et d'un accessoire destiné à protéger le cou. Ces deux derniers éléments qui sont attachés par fermeture éclair et bandes velcro sont démontables. Il est aussi possible d'adapter la tenue en fonction des conditions d'utilisation et de la menace. En plus de l'amélioration de la protection personnelle, les capacités opérationnelles du régiment ont augmenté avec l'arrivée des VBL acheminés en partie par avions Ilyouchine 76, des gros porteurs russes, les 6 et 7 mai ; le reliquat est arrivé un peu plus tard par voie routière depuis Zagreb. Ce qui portait le parc automobile du bataillon à 52 VAB et 20 VBL et facilitait les multiples missions auxquelles il devait faire face.

« De temps à autre nous menions des missions spécifiques, comme à Gorazde. Je n'ai pas trop suivi le déroulement, toutefois je sais que Morillon s'était érigé en libérateur de la ville, mais que tous les gens qui devaient protéger le dispositif pensaient qu'ils allaient mourir. Goradze était encerclée par les Serbes, qui avaient massé toute une armée avec des chars, des canons, etc. La question était de savoir comment sortir de ce guêpier. Hormis des gesticulations sur une estrade en se prenant pour de Gaulle libérant la France, je ne pense pas que le colonel Poulet ait apprécié qu'il mette ses GCP dans un tel merdier. Finalement la FORPRONU s'en est tirée sans casse et sans gloire, mais c'était chaud. Nous faisions quelques sorties, mais sans AMG et sans véritable aide humanitaire. Ce n'était pas encore l'époque des grandes distributions médiatiques à défaut d'efficacité militaire.

» Un autre jour, des camions avec des conducteurs serbes de je ne sais où amenaient de l'aide humanitaire aux Bosniaques de Sarajevo par l'axe *Rose* – ça peut paraître surréaliste mais c'est pourtant la vérité – or, ces camions se sont fait attaquer par les Bosniaques. Rafales dans tous les sens, deux ou trois morts, un ou deux camions incendiés. Réaction immédiate de l'aéroport avec un élément d'intervention et une équipe de l'infirmerie avec moi. Halte au feu ! Les tireurs d'élite et les groupes de combat se sont déployés et ont mis en joue les Serbes du convoi d'un côté et les Bosniaques de l'autre. Encore quelques coups de feu, et sûrement une intervention du major Sabljic a permis de calmer la situation. Mais il y avait toujours des camions en feu et des Serbes blessés ou morts. Je suis arrivé avec le VAB sanitaire et le médecin-chef et je suis tombé sur le colonel Poulet, qui m'a dit : "Écoute, Saulnier, il y a des blessés dans les camions, il faut aller les chercher." J'ai donc pris les quatre gars et nous avons sorti les brancards. Nous avons dû faire deux voyages pour ramener les blessés. Un gars l'arme dans le dos et le brancard à la main tandis que le deuxième le couvrait de son arme. Nous courions vers les camions les plus éloignés. Celui-là est mort, on laisse tomber ; un blessé, OK, on l'embarque et ainsi de suite. Nous avons ramené les deux blessés que nous avons trouvés dans notre dispositif. Nous avons repris notre souffle et nous sommes repartis pour un deuxième voyage, d'où nous avons encore ramené un blessé. Au troisième voyage, il ne restait qu'un seul camion qui était aussi le plus proche, à une trentaine de mètres. Pour ne pas exposer inutilement les brancardiers, je suis allé voir tout seul. J'aurais très bien pu regarder au retour du voyage précédent, mais ça ne m'était pas venu à l'esprit. D'ailleurs, le colonel Poulet m'a demandé pourquoi j'avais fait un troisième voyage. Je lui ai répondu que je n'avais pas eu l'idée de regarder si le type dans le camion était vivant ou mort. Pourquoi suis-je passé du côté serbe plutôt que du côté bosniaque ? Sans doute parce que le feu venait des Bosniaques, sans réaliser que les Serbes pouvaient riposter et que nous serions alors pris entre deux feux, ce qui aurait d'ailleurs été pareil de l'autre côté. Souvent la guerre est une question de choix irraisonnés. En tout cas, ce jour-là, tout s'est bien passé. Nous avons levé le dispositif et nous avons emmené les Serbes à l'hôpital de Pale, qui avait été prévenu par le major Sabljic. Dans cette affaire, l'image manichéenne relayée à satiété du bon Bosniaque victime de la cruauté des Serbes racistes en a pris un sérieux coup et nous en avons conclu, ce qui se vérifiera plus tard, qu'ils ne valaient

pas mieux les uns que les autres. En tout cas, une chose est sûre, ONU ou pas, lorsque nous avons ramassé les blessés, s'il y avait eu un seul tir contre nous, qu'il soit serbe ou bosniaque, la riposte aurait été terrible ; les mitrailleuses, les canons de 20 mm des VAB étaient tous prêts à anéantir les coupables sous un déluge de feu.

» La mission à Sarajevo s'est poursuivie, avec son lot d'incidents et d'interventions. À l'approche de la relève, alors qu'un élément de renfort de l'ERI[1] allait s'installer à la patinoire de la Skenderija, après avoir refusé une protection anti-*sniping*, un des gars s'est fait tuer à peine arrivé à Sarajevo. Quand le 2e REI est venu nous relever, ça n'a pas été mieux. Ils sont arrivés le matin avec le premier avion et comme les Bosniaques tiraient, on les a mis tout de suite à l'abri, en leur disant : "Vous voyez les merlons, il faut toujours passer derrière les merlons pour éviter les tirs." À un moment, un sous-officier m'a demandé un véhicule pour aller chercher des caisses de matériel. Je lui ai dit oui, "mais attention, c'est une P4, alors tu passes bien derrière le merlon". Pas de problème, sauf qu'un véhicule obstruait le passage. Il a décidé de le contourner à découvert. Et là, sanction immédiate, une balle a traversé la portière et lui a fracassé le genou. Arrivé à 9 heures, rapatrié sanitaire à midi ! Dure leçon pour les arrivants.

» Début mai 1993, je suis allé avec un convoi aux ordres du lieutenant-colonel Lantarès chercher du ravitaillement et du matériel à Split. Quelle expédition ! Nous avons mis au moins trois ou quatre jours par des pistes tout juste praticables pour arriver à Split. Sur place, le capitaine m'a dit de m'occuper des pleins. Vers 6h30 du matin, nous commencions à faire les pleins des véhicules quand un petit monsieur en tenue de sport est arrivé près des VAB. Il a regardé le VAB sanitaire blanc, couleur de l'ONU, et m'a lancé : "C'est vous, le responsable de ces véhicules ? C'est quand même étonnant, on ne voit plus la couleur de ce VAB !" Il faut dire que l'engin était criblé d'impacts et que la peinture n'était plus très apparente. Je ne m'attendais pas à une telle réflexion, mais, de bon matin, j'avais d'autres préoccupations et j'ai continué à m'occuper de mes pleins sans lui répondre. Vexé, il a tourné les talons et est parti. Un peu plus tard, le capitaine m'a appelé et m'a dit que j'avais manqué de respect à un commandant. "Ah ? ce petit bonhomme en tenue de sport ? J'ignorais qui c'était, il ne s'est pas présenté. – Il a dit que tu lui avais mal parlé et que tu avais tourné les talons quand il t'a fait une réflexion sur l'état inadmissible du VAB sanitaire." Quand nous avons raconté l'incident au colonel

Lantarès, il a dit : “Laisse tomber, Saulnier, c’est un con.” Nous avons abandonné le commandant a son indignation et nous sommes partis au port, où trois navires britanniques se trouvaient au mouillage. Parmi les légionnaires, il y avait un caporal argentin qui avait fait les Malouines. Quand il a aperçu l’Union Jack, il a vu rouge. Je me suis dit : il vaut mieux faire attention. Je lui ai donc interdit de bouger. Il aurait été capable de provoquer un incident diplomatique. Nous avons chargé notre matériel et nous avons pris le chemin du retour vers Sarajevo. Entre-temps, mon copain des transmissions avait envoyé un message au convoi comme quoi j’étais l’heureux père de jumeaux. Mais le chef du convoi avait oublié de me prévenir, ce qui n’aurait d’ailleurs rien changé à la situation. Nous sommes arrivés à Sarajevo quatre ou cinq jours plus tard et le PSO m’a dit qu’il fallait absolument que j’aille voir le chef de corps. Ce que j’ai fait immédiatement, et c’est là que j’ai appris la naissance des jumeaux. Comme pour ma fille avec le CT2, il a fallu que j’attende encore plus d’un mois avant de voir mes gamins. Après la relève, je suis resté en postcurseur pour passer les consignes au 2e REI. Avec l’été, il y avait une amélioration, nous ne mettions plus les cadavres dans le couloir, nous disposions d’une chambre froide pour les stocker, et les relations avec *PTT Building* étaient toujours bonnes. La veille de notre départ, nous avons appris que nous allions à Split en Yak 40 ukrainien.

» De Split, nous avons rejoint Bastia par voie aérienne et nous sommes rentrés à Calvi le 16 juillet 1993. Nous avons bénéficié d’un congé qui m’a permis de retrouver toute ma famille, mais je me suis trompé entre la fille et le garçon parmi les jumeaux ! Comme beaucoup d’autres, il m’a fallu retrouver une certaine sérénité. Nous étions tous habités par une tension qui était palpable encore plusieurs mois après notre retour. Par exemple, il m’était impossible de m’asseoir le dos à la porte, j’évitais la foule, j’étais en permanence sur le qui-vive. Nous étions passés brusquement d’une zone de combat où tout était danger à la sécurité de nos foyers, mais le stress a duré encore pas mal de temps. Toutefois, une chose était sûre, je ne souhaitais plus jamais servir sous le casque bleu. Pourtant, je ferai encore deux séjours en Bosnie. Le 13 septembre 1993, j’étais cité et décoré de la croix de la valeur militaire avec étoile d’argent. »

L’amiral J. Lanxade, chef d’état-major des armées
Cite à l’ordre de la division

L'adjudant Saulnier Jean-Claude
Du 2e régiment étranger de parachutistes

« Infirmier de grande qualité, détaché au bataillon d'infanterie français de la Force de protection des Nations unies à Sarajevo depuis le 29 décembre 1992, a participé à plusieurs dizaines d'évacuations de blessés graves civils et militaires à travers les lignes de contact, de jour comme de nuit, dans des conditions dangereuses et très souvent sous les tirs directs des belligérants. S'est particulièrement distingué à deux reprises. Le 11 février 1993, alors que toute la zone vie du bataillon était soumise à un violent bombardement d'artillerie, a organisé dans des délais très brefs la relève des légionnaires blessés et leur a prodigué les premiers soins, sauvant l'un d'eux d'une mort certaine. Le 3 mars 1993, a pris la tête de son équipe de brancardiers pour aller à pied, sous les tirs directs d'armes automatiques, relever les trois blessés d'un convoi humanitaire serbe tombé dans une embuscade à Donji-Kotorac.

Pour son action déterminante dans le sauvetage de vies humaines et son comportement sous le feu, mérite d'être cité en exemple. Cette citation comporte l'attribution de la croix de la valeur militaire avec étoile d'argent. »

À Paris, le 13 septembre 1993
Signé : Lanxade

* * *

« Six mois après le mandat de Sarajevo, je repartais en mission de courte durée, au Tchad cette fois, du 11 février au 5 juillet 1994 en tant qu'infirmier major de l'EMT du 2e REP commandé par le colonel Poulet. Nous étions stationnés à N'Djamena avec l'UCS et une compagnie, l'autre étant implantée à Abéché. Je n'avais encore jamais fait le Tchad. Tout de suite, le pays m'a paru plus agréable que Djibouti. C'est très désertique, il fait très chaud, c'est vrai, mais ni la saison sèche ni la saison des pluies ne sont vraiment difficiles à supporter. À N'Djamena, je m'occupais de l'infirmerie et j'avais pris en compte tout le quartier Kosseï où nous étions stationnés. C'était une structure interarmées où nous trouvions même des marins de l'aéronavale qui armaient un Breguet Atlantic d'observation. Le

personnel était aussi bien féminin que masculin. Tout le monde vivait en bonne harmonie, il fallait tout de même sortir assez souvent pour rompre la monotonie de la vie à Kosseï et voir ce qui se passait dehors. Entre le travail à l'infirmerie, les nomadisations et l'AMG, le temps passait vite, mais j'avoue franchement que je préférais être dans la brousse plutôt qu'au camp, surtout que nous étions dans une période calme.

» J'étais commandé par un médecin de l'Armée de l'air, mais comme nous n'avions pas beaucoup de clients, j'étais le seul infirmier à l'infirmerie. Ce jeune médecin n'était presque jamais sorti de l'infirmerie, aussi nous l'avons emmené en nomadisation et nous lui avons montré ce qu'était le terrain et la vie en campagne. Nous formions un bon binôme : je lui apprenais à vivre sur le terrain et lui peaufinait mon bagage technique. Nous travaillions avec un infirmier local de bon niveau qui rendait d'excellents services. La mission s'écoulait dans une ambiance très détendue. De temps en temps je me transformais en policier car il y avait de nombreux vols dans le camp, qui était une passoire ; je montais des embuscades, parfois j'en attrapais un, qui ne se formalisait pas pour autant et que l'on revoyait quelques jours plus tard. Après Sarajevo, c'était franchement reposant. Les reconnaissances et les raids étaient axés sur la connaissance du terrain et de la population, mais nous ne ressentions aucune tension particulière. À part les plans d'alerte, il n'y avait guère de contraintes et les compagnies pouvaient se concentrer à temps plein sur l'instruction et les exercices montés par l'état-major du régiment. Nous allions au saut et dès qu'une compagnie sortait, je partais avec elle. J'ai dû faire quatre ou cinq nomadisations.

» Je n'ai pas de mauvais souvenirs de ce séjour, pas de blessure, pas de paludisme, mais qu'est-ce que nous mangions bien au restaurant local où il y avait la célèbre bière *Gala*. Un vendredi, l'infirmier local nous a invités chez lui, nous avons fait un repas extraordinaire dans une ambiance vraiment amicale. Je suis allé au lac Tchad, qui est en train de s'assécher doucement. Vous rencontrez un bateau sur la terre ferme, 10 kilomètres plus loin vous n'avez toujours pas vu l'eau. J'ai également fait une petite excursion du côté de Faya-Largeau, au nord du Tchad. C'était le théâtre d'opérations du 6e REG, qui a fait un gros travail de déminage, en particulier dans la palmeraie qui est maintenant plus ou moins à l'abandon. Ce qui était impressionnant, dans le Nord, c'était la minéralité du paysage dans lequel se fondaient les caravanes qui descendaient de Libye ou de

Tunisie avec une centaine de chameaux. Toutefois, en raison de l'instabilité du pays et d'un pouvoir politique contesté, nous avons vécu tout le séjour sur le qui-vive, mais il ne s'est rien passé. Nous sommes rentrés à Calvi le 5 juillet 1994.

» Entre-temps, le sergent-chef Levan et l'adjudant Cazes sont partis au CT2 santé. Donc, quand ils vont revenir, il faut que moi, infirmier major, je leur laisse la place. Je partais du principe que j'étais infirmier major depuis 1992, que je travaillais à l'infirmerie depuis plus longtemps encore et donc que je voulais voir d'autres horizons au régiment à partir de 1995. Place aux jeunes, ça ne pouvait que leur être bénéfique. En attendant, j'assurais mon emploi, même en dehors de l'infirmerie. C'est ainsi que le 15 novembre 1994, dans le métro à Paris – pourquoi étais-je à Paris ?, je ne m'en souviens plus – j'ai repéré un légionnaire qui avait un comportement bizarre. Il n'avait pas l'air bien. Je me suis inquiété et j'ai alerté les secours. J'ai dû insister auprès de gens qui ne savaient trop que faire pour qu'on l'évacue sur l'hôpital Bégin, où les médecins ont diagnostiqué une maladie rare et ont pu le sauver. Mais c'était juste. De retour au régiment, j'ai fait l'objet d'une lettre de félicitations pour mon intervention, qui n'était que l'expression de mon métier d'infirmier. »

Le colonel Bruno Dary,
Commandant le 2e régiment étranger de parachutistes
Félicite l'adjudant Saulnier Jean-Claude, matricule 158460
De la Compagnie de commandement et des services

« Infirmier major au 2e régiment étranger de parachutistes, s'est particulièrement distingué le 15 novembre 1994 en intervenant personnellement pour faire admettre à l'hôpital d'instruction des armées Bégin, un légionnaire présentant une maladie qui aurait pu être mortelle sans son intervention. A prouvé par là son efficacité et sa grande compétence professionnelle et a fait honneur au 2e régiment étranger de parachutistes. »

A Calvi, le 25 décembre 1994

« Au PAM du mois de janvier, je me suis mis sur le marché interne du régiment tout en gardant ma qualification santé. Je ne savais pas si c'était

une bonne décision, mais la suite de ma carrière m'a prouvé que c'était la bonne orientation. Je me suis donc mis en quête d'un poste et d'un emploi. À l'époque, il y avait un CT2 santé par compagnie, ce qui, à ma connaissance, était unique dans les régiments de Légion étrangère. Je me suis dit : je ne peux pas aller dans les unités de combat, vu mon âge, c'est peut-être un peu risqué. Restait la CCS, mais j'en venais, et la CEA. Je suis donc allé voir le capitaine Houdet qui commandait la CEA et je lui ai dit : "Mon capitaine, je suis infirmier major, mais il faut que je cède la place, donc je me mets sur le marché." Il m'a immédiatement répondu : "C'est bon, tu n'y es plus." Le 6 mars 1995, je suis donc arrivé comme infirmier compagnie à la CEA. C'était l'emploi d'origine parce qu'après, ça a un peu dérivé. Traditionnellement, la CEA est, avec la CCL, la plus grosse compagnie du régiment. À l'époque, la CEA du 2e REP comptait environ 400 hommes. J'assurais donc la maintenance santé de ce personnel en liaison avec l'infirmerie. C'était un travail très dynamique car je sortais sur le terrain avec toutes les sections. J'avoue que je passais de bons moments et que l'ambiance section me rajeunissait. À côté de ces activités, je participais à la vie quotidienne de l'unité : entretien des véhicules, du casernement, sport, préparation des exercices… C'est là que mes deux ans de fourrier en Guyane m'ont bien servi, car je donnais un coup de main au caporal-chef fourrier de la compagnie pour l'administration et l'organisation, surtout quand il y avait des revues. Le 27 mars 1995, j'ai été décoré de la médaille militaire, ce qui me désignait éventuellement à la garde au drapeau. À partir de l'été, la compagnie a commencé à préparer le nouveau mandat en Bosnie. Au vu de l'expérience précédente, cela n'avait rien d'enthousiasmant, d'autant que c'était encore en hiver, mais enfin, il paraît que c'était différent sous le commandement de l'OTAN. »

* * *

A la fin de l'année 1995, l'IFOR, la force d'interposition de l'OTAN, a remplacé la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine et constitue un moyen beaucoup plus efficace pour faire respecter les accords de paix récemment signés. La création de l'*Implementation Force*, plus communément appelée IFOR, qui deviendra quelque temps plus tard la *Stabilization Force* (SFOR), est la conséquence directe des accords conclus à Dayton (Ohio) le 21 novembre 1995 et concrétisés le 14 décembre par leur signature

officielle à Paris. La France a été désignée pour assurer le commandement de l'une des trois divisions multinationales. L'opération *Salamandre* repose sur l'expérience des Français et leur excellente connaissance du milieu dans lequel ils agissent depuis 1992. Aussi la zone occupée par la division multinationale commandée par le général Robert Rideau[2] comprend-elle une vaste superficie, comprise entre Mostar, Sarajevo et Goradze. Au total, 7 500 soldats français sont intégrés dans le dispositif général de l'OTAN en Bosnie. La transformation de la mission a eu des conséquences dans le déploiement et les règles d'engagement du 2e REP et du 3e escadron du 1er REC. Affectés à la Force de réaction rapide, le 2e REP et le 3/1er REC ont relevé les unités du 2e REI et sont implantés à Mostar.

Les forces de l'OTAN doivent veiller au problème délicat que représente la gestion des mouvements de retrait entre les Serbes et les Bosniaques à Sarajevo, entre les Croates et les Bosniaques à Mostar. Le général Bernard Janvier[3], commandant jusqu'au 31 janvier 1995 l'ensemble des casques bleus, est devenu l'adjoint du commandant des forces de l'OTAN sur le terrain, l'amiral américain Leighton Smith. En plus des 7 500 soldats français répartis entre la brigade de Sarajevo du général Louis Zeller et la brigade de Mostar commandée par le général André Soubirou, la division compte aussi 2 500 Italiens, 1 500 Espagnols et 1 000 Portugais. Au sein de cette division, la Légion étrangère est représentée par le 2e REP aux ordres du colonel Dary qui engage les 2e, 3e, 4e compagnies de combat, la CEA et la 5e Compagnie de maintenance. Le régiment est renforcé du 3e escadron AMX-10 RC du 1er REC et d'une SML du 93e RAM. Il a conservé ses positions à Mostar, où sont stationnés le PC du régiment, l'UCL, un poste de secours et une compagnie du 17e RGP, et sur Igman, où le « bataillon avancé » comprend les 2e et 4e compagnies, le 3/1er REC et la SML du 93e RAM. Mis en place au début du mois de janvier 1996, le bataillon du génie (BATGEN), qui n'appartient à aucun secteur particulier, fait partie des éléments organiques de la division multinationale du général Rideau. Il est armé par le 6e REG, qui constitue le noyau dur de cette unité très spécifique, avec un état-major implanté à Rajlovac, dans la périphérie nord-ouest de Sarajevo, son UCL, ses 1re et 3e compagnies de combat, une compagnie d'appui et une compagnie de travaux. Enfin, la 3e compagnie du

2e REI est intégrée avec d'autres unités extérieures dans le dispositif du 21e RIMa, qui constitue une partie de la brigade Zeller à Sarajevo.

Très mobiles, notamment dans les deux derniers mois du mandat, prenant en compte presque chaque jour de nouvelles missions, les unités du 2e REP ont agi la plupart du temps isolément, souvent au niveau de la section, avec une grande initiative, comme en témoigne Jean-Claude Saulnier. Après les inondations de Mostar, la neige sur Igman et à Kiseljak, et à nouveau Mostar, la 4e compagnie s'est implantée à Sistica pour une mission de contrôle de la zone de transfert. Il en fut de même pour la SML du capitaine Hourrègue, installée sur un plateau – cote 1100 – dans le village de Hansko-Polje, à l'est d'Igman, en pleine zone serbe ; c'est dans ce secteur que passe la ligne de démilitarisation. La 3e compagnie occupait le secteur de la ville de Kalinovic, à 50 kilomètres au sud de Sarajevo, au pied de la chaîne de Treskavica. Lors des sorties, la neige ralentissait les déplacements, au cours desquels il n'était pas rare de croiser des détachements logistiques serbes venant ravitailler les postes à l'aide de mulets. Des clichés qui semblaient tout droit sortis de la guerre des partisans de Tito contre les Allemands. Il arrivait parfois qu'un VAB verse sur le côté avec le plus souvent plus de peur que de mal. Peu à peu, les légionnaires se sont familiarisés avec la zone d'action de l'unité et se sont adaptés aux conditions rigoureuses de leur environnement. Dans la zone de responsabilité de la 4e compagnie, les contrôles étaient constants, les Bosniaques ne pouvant y transiter que les mardis et vendredis, conformément aux règles définies par les accords. Cette ancienne région serbe n'avait pas encore été dépolluée par le génie, mais il était aussi question de malveillance de la part des anciens belligérants, qui n'hésitaient pas à miner de nouveau des zones nettoyées par les sapeurs. La nouvelle frontière était matérialisée et balisée sur le terrain. C'était la « frontière inter-entités ». Aux abords, tout n'était que ruines et destructions, cette situation étant le fait des Serbes qui avaient été sommés par l'IFOR de quitter le terrain avant le 20 janvier.

« Le 2 novembre 1995, j'embarquais avec la CEA à destination de la Bosnie. Cette fois, le mandat du 2e REP commandé par le colonel Dary allait s'exercer dans le cadre de l'opération *Salamandre 1* sous le commandement de l'IFOR, émanation de l'OTAN en ex-Yougoslavie. Nous sommes arrivés à Split et de là nous avons rejoint Sarajevo, puis le mont

Igman, où nous sommes restés environ un mois et demi avec comme patron le général Soubirou, qui commandait la 11e DP. À cette époque, sous la pression des frappes aériennes et des tirs d'artillerie[4] de la FRR, les Serbes avaient pratiquement levé le siège de Sarajevo. Nous menions des reconnaissances et des investigations dans le secteur du mont Igman pour repérer les positions des belligérants, les armes lourdes, les cheminements secrets, les dépôts d'armes plus ou moins clandestins. Avec l'hiver, la mission s'annonçait sous les meilleurs auspices : une montagne pourrie de neige, de sombres forêts de sapins sur ses pentes, un froid de canard, du vent dans tous les sens… En somme, des conditions idéales pour des gens comme moi qui aiment bien l'hiver, ce qui n'était pas forcément l'opinion de mes compagnons.

» À cette époque, la CEA était dotée de chenillettes suédoises Hagglunds. En tant qu'infirmier, je partais sur le terrain avec les sections. Fin décembre, une partie de la CEA a rejoint Mostar et il a fallu réorganiser la compagnie. L'adjudant d'unité en titre étant resté sur Igman, j'ai pris cette fonction au détachement de Mostar tout en restant infirmier. À la différence d'Igman, il n'y avait presque pas de neige à Mostar, mais il y pleuvait en permanence. Nous étions installés à côté du barrage sur la Neretva. Sur cette zone aménagée précédemment par le 2e REI se trouvaient l'état-major du régiment, la 3e compagnie et une partie de la CEA. Cet emplacement avait toutefois le grand inconvénient de se situer au fond d'une cuvette, aussi, quand il pleuvait, une partie du cantonnement était noyé sous 30 ou 40 centimètres d'eau glacée. Quinze jours plus tard, toute la compagnie était rassemblée à Mostar. Un matin, j'étais parti courir et je suis arrivé sur la route couronnant le barrage. J'ai vu alors que le niveau de l'eau était au ras de la crête du barrage, ce qui pouvait être inquiétant. Afin de soulager la pression sur un barrage en amont, les responsables avaient procédé à un délestage d'eau sans prévenir personne. Aussitôt rentré, j'ai rendu compte au capitaine en lui disant : "Mon capitaine, le barrage est à ras bord et nous avons à peu près 15 mètres d'eau au-dessus de la tête." Le capitaine a aussitôt mis la compagnie en alerte générale, mais l'eau avait déjà commencé à déborder du barrage et, en fin de compte, nous avons fini noyés. Mais nous étions loin de nous douter des résultats. Tout a été emporté, le matériel ravagé par l'eau, mais heureusement, il n'y a pas eu de victimes. Le colonel Dary était toujours sur

le mont Igman, ce qui n'a pas facilité l'organisation des secours. Des meubles s'en allaient au fil de l'eau, des conteneurs d'obus de 155 mm étaient emportés comme des fétus de paille, des automoteurs AU-F1 de 35 tonnes se déplaçaient tout seuls… Nous tentions de sauver tout ce qui pouvait l'être. Une grande partie de la CEA était prévue pour partir sur Nevesinje le lendemain, donc nous avions tout embarqué dans les camions. Nous avons pu mettre nos camions à l'abri et nous ne risquions plus rien. Mais il fallait tout de même donner un coup de main aux copains de la "3" – la compagnie amphibie ! – qui avait subi le plus de dégâts. Elle avait perdu la quasi-totalité de son matériel, tant personnel que collectif. Nous avons failli perdre un homme qui essayait de gagner une partie sèche, moitié nageant, moitié marchant, quand un conteneur est arrivé. À des endroits, il y avait tout de même 2 mètres d'eau. Faisant preuve de sang-froid, il a plongé pour éviter le mastodonte ; nous avons poussé un soupir de soulagement quand le conteneur est passé et que nous l'avons vu émerger. Le soir, nous avons pu faire le point des effectifs et de la situation. Il y avait des hommes éparpillés un peu partout, bloqués sur des conteneurs, il a fallu un Puma pour les héliporter au sec. Ensuite, nous avons été emmenés à l'aéroport de Mostar, certains n'avait plus rien à part leur treillis et leur arme. Nous sommes restés deux jours en stand-by, nous étions trempés, nous avions froid et nous dormions dans des lits à quatre ou cinq étages ; puis des avions ont rapporté des paquetages complets, du casque aux rangers. Une fois nos dotations rétablies, le détachement prévu pour Nevesinje est enfin parti.

» Situé dans la vallée de Jablanica-Dubrovnik, le village de Nevesinje n'avait pas trop souffert, mais il y avait bien 40 à 50 centimètres de neige. Il faisait froid, mais c'était un froid sec, supportable. Avec la moitié de la section Milan, nous avons dépassé le village et, à environ 500 mètres, nous avons trouvé une espèce de baraque à un étage assez vaste, au toit défoncé, mais habitable. Nous nous y sommes installés. Dans la nuit, il a commencé à neiger. Nous avons allumé un réchaud à gaz, mais je ne sais pas ce que nous avons déclenché, à 3 heures du matin, nous nous sommes tous retrouvés dehors, en slip, impossible de respirer, des gars sous oxygène, d'autres vomissaient tripes et boyaux, le capitaine Schieffer toussait à fendre l'âme… nous n'avons jamais su ce qui s'était passé. Pendant ce temps, la neige continuait à tomber et il devait bien faire – 15 °C, c'était bien joli de prendre le frais en petite tenue, mais il fallait rentrer. Nous nous

sommes rhabillés et nous avons continué à chauffer tout en laissant les portes et les fenêtres ouvertes ; nous avons fini la nuit comme ça, sans dormir.

» Toute la journée du lendemain il a continué à neiger, le sergent-chef des transmissions avait un mal fou à poser ses antennes filaires, qui cassaient avec la neige. Les chutes de neige ont encore continué la nuit suivante et nous nous posions sérieusement la question de savoir comment nous allions sortir de là. En fin de compte, au matin, nous avons décidé de sortir. La première chose à faire était de rejoindre la route. Nous déneigions devant les VAB et les VBL. Une fois sur la route, nous avons trouvé une baraque en ruine avec une sorte de garage et une fontaine qui coulait malgré la neige et les glaçons. À l'intérieur, nous avons dégagé la glace et aménagé un espace vie. Nous avions des poêles à mazout, mais il y avait un problème, le fuel que aurions mis dans le poêle aurait manqué pour nos véhicules. Or, il était impensable de sacrifier la mission à notre confort. Nous avons donc fini la bouteille de gaz et advienne que pourra. C'est alors que nous avons rencontré une dame âgée qui nous a proposé une vieille cuisinière à bois. Nous l'avons installée et nous avons chauffé avec du bois récupéré dans des bâtisses délabrées. Ce bois avait aussi l'avantage de contenir des clous ou des vis que nous récupérions dans les cendres, ce qui nous permettait d'effectuer quelques bricolages. Nous avons aussi trouvé un vieux chauffe-eau que nous avons rafistolé et qui nous a permis d'avoir une douche tiède quand les transmissions mettaient le groupe électrogène en batterie. C'étaient les joies de la vie en campagne.

» Nous sommes restés de janvier à avril 1996 dans cette baraque. Nous remplissions des missions de reconnaissance et nous avions un petit poste avancé de surveillance. Le froid limitait les tours de garde à vingt minutes. Nous étions en relation avec les Serbes de Nevesinje et avec une unité de la *Bandera* espagnole dans la vallée de Jablanica-Dubrovnik. Mais la neige limitait toujours nos déplacements. Bien souvent les liaisons s'effectuaient en raquettes et nous ne rencontrions pas grand-monde. Nous avons tout de même réussi à aller en VAB à Nevesinje, où nous avons découvert un énorme engin équipé de roues de 2 mètres de diamètre et de chaînes sur les pneus qui nous a permis d'ouvrir la route jusqu'à notre bivouac. Ce qui nous a également permis de ravitailler notre poste avancé. Les déplacements n'étaient pas très longs et ce qui était rassurant, c'est qu'avec la couche de neige tassée, nous ne risquions pas de déclencher des mines.

Les seules auxquelles il fallait faire attention, c'étaient celles qui étaient accrochées dans les arbres. À la limite, le plus dangereux, c'étaient les meutes de chiens sauvages affamés. De temps en temps, il fallait leur tirer dessus pour les éloigner.

» Nous faisions des liaisons de ravitaillement à Mostar, ce qui un jour donna lieu à une scène cocasse, un brave magasinier ne voulant pas nous donner des vivres congelés parce que nous n'avions pas de frigo. Nous lui avons fermement expliqué qu'il faisait deux fois plus froid dans notre baraque que dans ses congélateurs. Le gros problème était d'éviter les accidents de circulation. Le dégel et le retour d'une température plus clémente ont donné lieu à quelques découvertes. C'est ainsi qu'un cimetière s'est matérialisé à proximité de notre baraque et que nous avons constaté que la route ne suivait pas les poteaux télégraphiques comme nous le pensions. Avec la fonte des neiges, nous avons eu la visite des prévôts, qui semblaient ignorer notre présence en ces lieux. En voyant arriver des véhicules, nous avons posté des snipers ; les prévôts se sont rapprochés prudemment et, après identification réciproque, ils nous ont confié qu'ils étaient en tournée d'investigation, mais que personne ne les avait prévenus de notre présence. Finalement, le 9 avril, nous avons vu arriver notre relève. Le passage de consignes a été très rapide. Nous leur avons laissé notre matériel et nos véhicules et nous sommes repartis dans les véhicules avec lesquels ils étaient venus, pas mécontents d'en avoir terminé avec notre séjour dans le secteur. À Mostar, nous avons aussitôt embarqué dans un avion pour Bastia et retour au camp Raffalli le 10 avril 1996. Ce deuxième mandat en Bosnie m'a valu la médaille de l'IFOR avec agrafe *Ex-Yougoslavie* le 19 janvier 1996, la médaille commémorative française avec agrafe *Ex-Yougoslavie* le 16 avril 1996 et la croix du combattant le 22 mars 1996.

---

1. Escadron de recherche et d'investigation.

2. Ancien chef de corps de la 13e DBLE, le général Rideau a également commandé la 6e Division légère blindée. Il est aujourd'hui président de la Fédération des sociétés d'anciens de la Légion étrangère, qui regroupe l'ensemble des amicales d'anciens légionnaires de par le monde.

3. Le général Janvier, ancien chef de corps du 2e REP au Liban et au Tchad, a commandé la division Daguet lors de l'opération *Tempête du désert*. Il a pris ensuite le commandement de la 6e Division légère blindée. Plus tard, sa responsabilité a été mise en cause par deux officiers supérieurs néerlandais qui n'avaient aucune expérience du feu dans les massacres de Srebrenica en 1995, qui ont

fait près de 7 000 victimes parmi la population musulmane. Il lui a été reproché de ne pas avoir autorisé les frappes aériennes qui auraient pu débloquer la situation et sauver des vies humaines.

4. Après les événements du printemps 1995 et la reprise du pont de Vrbanja ordonnée par le nouveau président de la République, Jacques Chirac, les canons de 155 mm AU-F1 du 1er RAMa tirant sur Pale, à près de 30 kilomètres du mont Igman, avaient sérieusement fait réfléchir les Serbes.

Chapitre 16

Sous le soleil brûlant d'Afrique

Avec l'accès à l'indépendance de la république de Djibouti, au cours de la décennie 1980 la 13e DBLE avait subi de profondes restructurations qui s'étaient traduites par une réduction de volume et son regroupement à Djibouti-Ville, au quartier Général-Monclar à Gabode, à l'exception de l'Escadron de reconnaissance, toujours implanté à Oueah, et de la compagnie tournante du 2e REP stationnée à Arta. Les années 1990 et la refondation de l'Armée de terre – notamment des forces prépositionnées – allaient accélérer le processus. En 1998, la 13e DBLE compte environ 800 hommes et comporte la CCS, la compagnie de maintenance (depuis le 1er janvier 1998), la 2e compagnie de travaux, la 3e compagnie de combat et une ou deux unités en mission de courte durée du 2e REP ou du 6e REG. Au sein de ces unités, la CCS arme le CECAP et la 3e compagnie est renforcée d'une SML et d'une section Milan.

Héritier de l'ancien centre d'entraînement d'Obock et fondé officiellement le 1er novembre 1982, le Centre d'entraînement commando d'Arta-Plage (CECAP) a pour mission de dispenser une instruction de type commando et amphibie aux forces françaises stationnées à Djibouti.

S'appuyant sur une instruction traditionnelle, le CECAP aguerrit les troupes présentes sur le territoire et les acclimate à ses conditions extrêmes de chaleur. Bien que proposant des stages de dix-huit jours ouverts essentiellement à la 13e DBLE et au 5e RIAOM, le CECAP reçoit régulièrement d'autres unités des trois armées : commandos marine, commandos de l'air, 10e Bataillon de commandement et des services,

bâtiments de passage de la Royale, ainsi que l'armée djiboutienne. La formation commando revêt à sa base un aspect des plus traditionnels : corps-à-corps, pistes individuelles et collectives d'audace, séances d'explosifs réglementaires et improvisés, tir ALI, franchissement, escalade et rappel, secourisme, vie en campagne, topographie, combat adapté… De plus, la proximité immédiate de la mer permet de travailler tous les savoir-faire, qui vont de la navigation en Zodiac à la piste nautique en passant par l'incontournable palmage. L'année 1997 voit huit stages planifiés, laissant de plus grandes plages disponibles pour une instruction à la carte, mises à la disposition des différentes troupes de passage. Un nouveau stage a été mis en place pour former les aides-moniteurs sur les installations et dans le cadre des activités spécifiques du CECAP : pistes, escalade, explosifs, secourisme… De surcroît, les futurs aides-moniteurs ont tous obtenu le CTE de propulsiste et un niveau de plongée leur permettant – pour les meilleurs d'entre eux – d'assurer la sécurité des principales activités nautiques. Les différentes installations ont été remises aux normes de sécurité. Le mois de septembre 1996 a vu la réouverture de la "roulette à la mer". Le premier stage de l'année 1997 s'est effectué sur la fameuse piste individuelle de la voie de l'Inconscient. La réfection de la piste collective et l'installation de nouveaux sites de rappel et d'escalade ont également été réalisés en 1997. L'amélioration et l'agrandissement des structures de la zone vie étaient également à l'ordre du jour. Le centre a reçu de nouveaux Zodiac semi-rigides correctement motorisés, mieux adaptés à la mer et aux récifs coralliens. Ils permettent un travail nautique plus intéressant dans des zones plus éloignées d'Arta-Plage et complètent la mise en place de nouveaux kayaks et de matériel de palmage.

Que ce soit au CECAP, à Gabode, à Oueah, à Myriam ou en terrain libre, malgré des conditions climatiques extrêmes, la 13e DBLE mène des programmes d'instruction et d'entraînement qui en font le poing d'acier des Forces françaises de Djibouti.

* * *

La restitution des savoir-faire s'opère à trois niveaux : celui de l'unité élémentaire, celui de la demi-brigade et celui des Forces françaises de Djibouti, qui peut s'étendre à la coopération internationale. Les années 1996 à 1999, sous le commandement du colonel Nougayrède, furent riches

en activités aussi diverses qu'originales. Le camp de la 3e compagnie en est un bon exemple au niveau de l'unité élémentaire. Le 10 octobre 1998, les cadres et légionnaires de la 3/13e DBLE rejoignaient le bivouac d'Ali-Sabieh pour un camp de compagnie d'une durée de deux semaines. L'arrivée de neuf Minimi à la compagnie l'a conduite à organiser un CP de tireur. Le groupe mortiers de 81 mm et le groupe Milan (intégré depuis le mois d'août à la compagnie) ont confirmé toute leur efficacité. Les tests opérationnels constituent traditionnellement une vitrine de l'instruction. Ils montrent les capacités de la demi-brigade à monter en puissance en démontrant ses savoir-faire et permettent de contrôler les niveaux techniques et tactiques atteints par les légionnaires et les unités. Trois aspects sont particulièrement évalués : la mise sur pied des détachements Guépard, le contrôle sur le terrain et le déploiement. Très souvent, ces tests sont doublés d'un exercice régimentaire. Ce fut le cas en 1997 avec l'exercice *Tadjoura*, qui bouclait le cycle d'instruction et d'entraînement 1996-1997.

Au plus haut niveau, les exercices des Forces françaises de Djibouti mobilisent l'ensemble de la demi-brigade. S'inscrivant dans la suite logique des exercices *PC transmissions* et *Chimères*, l'exercice *Hippocampe* s'est déroulé du 23 au 26 novembre 1996 dans le nord-est, entre Obock et Moulhoule, à quelques kilomètres de la frontière érythréenne. Cet exercice majeur a mis en œuvre l'ensemble des moyens des FFDJ, auxquels il convient d'ajouter la participation du TCD *Ouragan*, qui transportait dans son radier une bonne partie des forces engagées et mises à terre. S'inspirant de cas concrets réels et récents, *Hippocampe 96* fut particulièrement réaliste. Après la conquête d'une tête de pont à Obock, le 5e RIAOM et la 13e DBLE avaient pour mission de se rendre le plus vite possible au nord de la zone d'engagement afin de freiner la progression ennemie et d'évacuer en toute sécurité les ressortissants répertoriés dans les villages de Khor-Angar et Lahassa. À l'issue de l'évacuation et de l'acheminement des ressortissants sur Djibouti, les deux régiments s'organisèrent sur une ligne de coup d'arrêt au sud, sur laquelle le parti adverse vint buter avant d'être pris en compte par la batterie d'artillerie du 5e RIAOM, la SML de la 13e DBLE et, pour précipiter sa déroute, le *straffing* de la chasse.

Parmi les activités originales en 1998, mentionnons le raid *Camel 13* organisé au début de l'année. Du 10 au 14 janvier, la 13e DBLE a réalisé un

raid pédestre de plus de 90 kilomètres entre le lac Assal et le Bara d'Adwara avec le soutien de 85 dromadaires. Au lendemain des festivités de fin d'année, Noël, Nouvel an et les Rois, ce furent près de 300 cadres et légionnaires qui délaissèrent la vie de quartier à Djibouti au profit de cette nomadisation dans le nord-ouest de la république de Djibouti. Il s'agissait, tout en améliorant la condition physique du régiment, d'effectuer une activité de cohésion originale et de tester ainsi la capacité de déplacement et d'autonomie en zone désertique avec un soutien adapté au pays : le dromadaire.

Le 7 janvier, les 25 chameliers et les 85 dromadaires sont regroupés sur les zones de départ. Par souci d'équité, les chameliers et les dromadaires ont été recrutés tout autour du massif du Day, à Magale, Kalaf, Amisso, Garenle, Makarassou, Sakallol et Dora. Le samedi 10 janvier 1998, la 13e DBLE entamait la première étape répartie sur deux itinéraires. Le premier empruntait le parcours oued Kalou, décrit par Joseph Kessel dans *Fortune carrée* – lac Assal – oued Doubye. Lors de la pause, vers 13h30, au nord de la banquise de sel, il fut procédé à un ravitaillement en eau. À 16h45, départ en direction du lieu de bivouac. Arrivée dans l'oued Doubye, au point coté – 27 mètres, vers 18 heures. Le deuxième itinéraire, sud du lac Assal-oued Doubye, était plus rapide et permit aux deux unités qui l'empruntaient de s'installer en zone de bivouac en début d'après-midi.

La marche reprit le dimanche 11 janvier dès 4h30. Les unités quittaient la zone de bivouac toutes les vingt minutes. L'itinéraire prescrit cheminait toujours dans le fond de l'oued. Le sol sablonneux et la pente douce permirent d'atteindre le col situé à 330 mètres dans de bonnes conditions. Vers 9h30, le régiment s'arrêta afin de se soustraire aux ardeurs du soleil. La marche reprit vers 15h45. Aux alentours de 17h30, les premiers éléments atteignaient le bivouac, dans la région nord du Bara Markalou. Le temps était couvert et la température plus agréable. La nuit était plus fraîche et les premières gouttes de pluie firent leur apparition. Le lundi 12 janvier, la troisième étape débutait comme la veille à 4h30. Le temps couvert et la température beaucoup plus fraîche que les jours précédents permirent au régiment d'arriver à hauteur du poste de Balho vers 10h30. Une courte pause, et la marche reprit en direction du Bara de Malaho, où la demi-brigade installait son bivouac. Durant la nuit, une forte pluie dérangea la caravane dans son sommeil.

Mardi 13 janvier, départ de la quatrième étape à l'heure habituelle. Vers 6h30, depuis la piste, les légionnaires pouvaient admirer la grande plaine de Sakallol. L'objectif du raid *Camel 13* était atteint vers 10 heures. Le régiment s'installait alors en bivouac aux abords du Bara Adwara. À 16 heures, la 13e DBLE se rassemblait avec les dromadaires et les chameliers pour une prise d'armes à l'occasion de laquelle le colonel Nougayrède rappelait le souvenir des grands anciens lors des colonnes dans le bled du Sud-Oranais.

* * *

La coopération internationale, outre la présence à Djibouti d'un fort contingent américain, s'exerce surtout auprès des monarchies pétrolières du golfe Arabo-Persique après les interventions de la 13e DBLE au Rwanda et en Somalie. Elle se traduit par des échanges et des exercices militaires d'importance variable. Ainsi, du 27 février au 5 avril 1997, la 13e DBLE a fourni un détachement terre au Qatar. Ce détachement était le premier d'une telle importance à être accueilli dans la péninsule depuis la visite du président Chirac au Qatar en juillet 1996. Fort de sept officiers, 21 sous-officiers et 122 légionnaires, le détachement était constitué d'un élément de commandement, d'une unité de marche composée de quatre sections de la 3e Compagnie, renforcée pour l'occasion d'un peloton de l'Escadron de reconnaissance et de personnel de la Compagnie de commandement et des services. La mission fixée au détachement dans le cadre du renforcement des liens tissés entre la France et le Qatar consistait notamment à fournir, à la demande, une assistance en formation et en entraînement aux forces qataries tout en participant à des exercices conjoints.

Immergé au sein du *Tarik Battalion* – le régiment hôte –, après une semaine passée à Doha qui permit au détachement de se mettre en condition pour affronter le climat du Qatar, venteux, pluvieux et froid en cette période de l'année, l'unité de la « 13 » participait du 10 au 15 mars au camp régimentaire avec les autres unités du Tarik Battalion sur la zone de manœuvre d'Al-Galail. Doté principalement de matériel français, le Tarik Battalion est le fer de lance de l'armée qatarie, qui compte environ 14 000 hommes. Ce sont à 75 % des étrangers, essentiellement des Arabes et des Indo-Pakistanais. Tous les officiers sont qataris, à l'exception de quelques

Égyptiens, anciens conseillers techniques séduits par une solde beaucoup plus avantageuse que dans leur pays.

Après une semaine de reconnaissances et de drill franco-qatari à Al-Galail, l'exercice final débutait le 16 mars à 3 heures du matin. La compagnie de marche de la « 13 » intégrée dans le dispositif du Tarik Battalion participait activement aux soixante-douze heures de combat défensif, mené de coups d'arrêt en embuscades, précédant la contre-offensive majeure qui devait briser l'avance ennemie. Cette manœuvre n'avait d'autre objectif que celui d'interdire toute progression en direction de la capitale ou du site pétrolier de Duran. Le 19 au matin, l'exercice s'achevait par un tir réel de tous les bataillons appuyés par la chasse, les Gazelle Hot et l'artillerie. Du haut de l'observatoire du champ de tir, l'ambassadeur de France au Qatar, le chef d'état-major des armées et le chef d'état-major de l'armée qatarie purent voir les ERC-90 *Sagaie* de l'Escadron de reconnaissance débouler dans la plaine aux côtés des AMX-30 B2 du Hammad Battalion avant que deux VAB canons de 20 mm et les VLRA de la 3e compagnie, placés sur le flanc gauche du Tarik Battalion, ne débouchent à leur tour et que le personnel embarqué ne donne l'assaut sur les fameux cinquante derniers mètres.

La coopération fonctionne en priorité avec l'Armée nationale djiboutienne, avec qui la 13e DBLE a déjà mené les opérations *Godoria* et *Iskoutir* sur le territoire djiboutien. Elle s'exerce également dans le domaine de l'instruction et de l'entraînement lors de stages de formation technique ou au CECAP. En 1998, elle a pris, du 4 septembre au 11 novembre, la forme d'un DIO Génie directement lié au déminage et à la dépollution de la région d'Obock, les forces armées djiboutiennes ne disposant pas d'unité de génie ni de savoir-faire en matière de déminage. Un élément EOD du 6e REG en mission de courte durée à la 13e DBLE renforcé d'un groupe de la compagnie tournante de génie a formé une section de déminage d'une trentaine de stagiaires de l'armée djiboutienne et l'a soutenue dans la phase de déminage réel dans la région d'Obock. Cette instruction a débuté par six semaines de formation théorique et pratique dans la région de Dikhil pour aboutir finalement à une semaine de déminage réel dans la ville d'Obock, où la palmeraie et ses abords ont été assainis. Un MPG de la compagnie du génie était détaché auprès de cet élément pour aider à la dépollution de l'axe qui traverse la ville et qui n'avait jamais été vraiment contrôlé. Le

bilan est certes limité tant le nombre de mines relevées est faible, mais la zone est désormais propre et fiable.

* * *

En 1997, dans le cadre du volet humanitaire de l'opération *Iskoutir*, seuls trois postes sont restés en activité : Tadjourah, Obock et Dikhil, ce dernier relevant de la responsabilité de la 13e DBLE. Il s'agissait alors d'un camp de toile dans la plus pure tradition Légion, et même du dernier camp de toile édifié sur le territoire. Mais il était temps que les choses changent. Le 16 novembre 1996, les cavaliers de la « 13 », en mission *Iskoutir* à Dikhil, menaient au grand galop le déménagement entre le camp de toile et le nouveau lieu d'implantation du détachement, une « villa » sur les hauteurs de Dikhil, à quelques centaines de mètres de la place centrale. Sous les ordres avisés de l'adjudant-chef Guevara, il aura fallu un peu plus d'un mois à l'équipe du casernement pour transformer une maison peu fonctionnelle en véritable poste avec sanitaires et cuisine modernes, salle à manger, chambres claires et aérées. La modeste villa sans prétention est devenue un véritable petit fortin aux murs blancs et crénelés, dans la plus pure tradition des *bordj* des compagnies sahariennes portées de Légion étrangère.

Depuis son installation à Djibouti, la 13e DBLE a toujours contribué à l'amélioration des infrastructures du territoire et l'indépendance n'y a rien changé. Dans le cadre des accords de coopération entre la France et la république de Djibouti, le gouvernement djiboutien fait régulièrement appel à la compagnie de travaux ou à la compagnie de génie de la 13e DBLE pour réaliser des chantiers d'intérêt public. En vertu des relations privilégiées qui unissent la 13e DBLE à la ville d'Ali-Sabieh, ancienne garnison de la 3e compagnie, la section « engins » aux ordres de l'adjudant Allenby, renforcée pour l'occasion d'une équipe de la section « travaux », a réalisé un complexe sportif au profit des jeunes de la ville. Ce complexe devait inclure deux pistes d'athlétisme de 400 mètres mises à la disposition de l'armée djiboutienne afin d'entraîner ses athlètes de niveau international. Les travaux commencèrent le 7 octobre 1997 par le site omnisports, où furent réalisés un terrain de football, une piste d'athlétisme, des terrains de basket-ball, de handball et de volley-ball qui mobilisa la plus grande partie des moyens et des énergies. Le chantier était terminé le 20 janvier 1998.

À la fin de l'année, après avoir sillonné le territoire et transpiré sur beaucoup d'autres chantiers, la 3e compagnie de combat du 6e REG, baptisée compagnie de génie de la 13e DBLE, a procédé à la réfection complète d'une portion de 5 kilomètres de la piste du *faré* du Ghoubet du 26 septembre au 25 novembre 1998. La section travaux a construit de ses mains une dizaine de radiers et refait à l'aide de ses engins une bonne partie de la piste, le tout placé sous le signe de la grenade à sept flammes.

* * *

« Au cours de l'année 1997, je suis désigné pour continuer mes services à la 13e DBLE lors d'un séjour de deux ans. Un nouveau passage obligé dans ma carrière. Je me prépare à partir à Djibouti en famille. Je fais vacciner ma femme et les enfants et nous prenons tranquillement nos dispositions pour le départ. Mais, contrordre, je ne pars plus qu'en célibataire pour une affectation d'un an. Je me rends donc à Aubagne, où je suis chef de détachement. J'ai eu l'occasion de dire ce que je pensais au BPLE : "J'étais tranquille au REP, je ne vous ai rien demandé ; vous m'envoyez à la 13e DBLE pour deux ans, et maintenant, vous me dites que c'est un an en célibataire, ce n'est pas très correct pour moi et ma famille." Comme d'habitude, face au mur bureaucratique, rien n'y a fait. Transit à Paris, puis direction la "13". À l'arrivée à Djibouti, comme de coutume, la chaleur moite et l'odeur de chien crevé semblent imprégner la ville. Accueil très moyen du PSO, le major de Jésus, qui est venu pour un de ses copains et m'a presque ignoré alors que j'étais chef de détachement. De toute manière, en fonction de mon expérience passée, je ne m'attendais pas à mieux. Le lendemain matin, formalités, rapport au chef de corps, le colonel Nougayrède, et affectation à l'Escadron de reconnaissance à Oueah comme infirmier. J'ai bien précisé au colonel Nougayrède que ce serait un an et pas deux. "Pendant un an, je ferai mon travail et vous n'entendrez pas parler de moi, mais il n'est pas question de prolongation." Le PSO m'a ensuite dit que ce n'était pas la peine que je monte à Oueah car les cadres de l'Escadron descendaient à Gabode pour participer à un repas de corps. J'ai donc fait la connaissance du capitaine de La Roque, commandant l'Escadron de reconnaissance, au bar du mess des sous-officiers et je lui ai répété ce que j'avais dit au chef de corps. Nous sommes repartis vers Oueah aux alentours de 4 heures du matin. Lors du rassemblement, le capitaine

m'a présenté à l'escadron, je suis allé faire un peu de sport pour évacuer le repas de corps, puis je suis passé au rapport du capitaine, qui m'a expliqué qu'il n'y avait pas trop de travail en tant qu'infirmier, mais qu'il avait besoin d'un officier d'ordinaire et d'un gérant du mess. J'ai bien sûr accepté.

» Plus tard, l'adjudant d'unité est parti, je l'ai remplacé jusqu'à l'arrivée du titulaire suivant, ce qui m'a amené au mois de mars 1998. À cette date, je suis parti faire mon recyclage du brevet de moniteur de premiers secours. J'avoue que j'ai été favorablement impressionné par l'accueil de l'Escadron, que tout le monde présentait comme une communauté fermée d'irréductibles cavaliers. Je pensais que mon long passé TAP me vaudrait une certaine méfiance, ce ne fut pas le cas. Au contraire, tout se passait bien. Je ne les embêtais pas avec mes histoires de parachutiste et eux n'essayaient pas de faire de moi un cavalier. Toutefois, il a fallu que je m'habitue à l'inversion des couleurs des galons. Au REP, en tant qu'adjudant, j'avais des galons blancs ; là, ils étaient jaunes, et c'était l'inverse pour les adjudants-chefs. À Oueah, on m'appelait mon lieutenant, mais quand j'allais à Gabode, je redevenais "mon adjudant-chef" à cause des galons blancs, alors que je n'étais qu'adjudant. J'ai découvert les possibilités des *Sagaie* et le combat de CLB, mais les cadres des pelotons de combat voulaient absolument que je tire au canon de 90 mm. J'ai repoussé, repoussé, jusqu'au jour où c'est arrivé. C'était tout de même impressionnant quand on songe à ceux qui reçoivent les obus. J'ai aussi vu que l'effectif d'un peloton n'était pas très élevé si l'on excepte le PCS, qui comptait une soixantaine d'hommes. Là, en vue des notations de tout ce monde, j'ai souhaité vivement l'arrivée du nouvel adjudant d'unité, qui est aussi le chef du PCS. En tant qu'infirmier, je sortais sur le terrain avec l'Escadron, et comme officier d'ordinaire et gérant du mess, j'effectuais des liaisons à Djibouti, ce qui m'évitait de me scléroser à Oueah. Pendant les manœuvres, à côté des pelotons de *Sagaie*, j'avais mon peloton de P4, avec lequel je suivais l'exercice, comme ce fut le cas lors des exercices *Gamara* et *Ascari*. »

Les 23 et 24 juin 1998, la 13e DBLE a effectué en continu et dans une profondeur de 25 kilomètres un exercice à tir réel interarmées combinant la manœuvre et le feu, les procédés offensifs et défensifs, dans d'exceptionnelles conditions de réalisme. Regroupant l'ensemble des moyens de la demi-brigade et bénéficiant d'appuis mobilité ALAT et

d'appuis feu de l'escadron de chasse du 4/33 Vexin, cet exercice a permis aux légionnaires de restituer l'ensemble des compétences indispensables au tir et au combat, et aux chefs de groupe et de section de commander le feu et de manœuvrer au plus près des tirs d'appui. Les commandants d'unités, quant à eux, purent pleinement mesurer l'importance de chacun dans la manœuvre du régiment : appuis mutuels, report de tir, demande et déclenchement du tir des mortiers, organisation des recueils, des points d'identification et d'accueil lors de la phase rétrograde. Enfin, cet exercice a permis au PC régimentaire de vivre une expérience d'une rare densité, lui donnant ainsi l'opportunité de commander et de coordonner en temps réel l'ensemble des moyens interarmes et interarmées qui font la richesse des FFDJ. Une mention particulière doit être accordée à la SML, qui a effectué sept changements de position, d'excellents tirs d'efficacité et éclairants, deux *sling*, a mené deux phases coordonnées avec le 4/33 Vexin et a mis sur trajectoire plusieurs salves d'obus. Elle a montré, à un mois à peine de sa dissolution – et à l'image de toute la compagnie –, qu'elle avait su rester pleinement opérationnelle.

L'exercice régimentaire *Ascari 98*, le dernier que vécut l'adjudant Saulnier à la 13e DBLE, s'est déroulé du 8 au 11 novembre 1998 dans la plaine d'Obock, au nord de la république de Djibouti. L'originalité de cet exercice reposait cette année-là sur l'utilisation de la batellerie présente dans le port de Djibouti pour la mise en place du régiment. Le 8 au matin, les rames des compagnies embarquaient à bord du TCD *Foudre*, de l'EDIC et des CTM de la station navale. Puis ces engins se dirigeaient vers Obock pour mettre les troupes à terre. Ce débarquement était précédé en début de soirée par l'héliportage à partir de la *Foudre* d'éléments de la 3e compagnie et de la compagnie de génie sur les sorties nord et ouest de la ville. À l'aube du 9 novembre, après la mise à terre complète de la demi-brigade, les reconnaissances débutaient en direction du nord sur deux axes. Les premières résistances furent localisées et réduites à hauteur de Godoria. Puis le régiment s'emparait de l'aérodrome d'Herkale dans la matinée du 10. Pendant ce temps, la compagnie de génie préparait un coup d'arrêt sur la ligne Ouroudle-Godoria. Simultanément la 3e compagnie rejoignait la ligne du coup d'arrêt et l'Escadron jalonnait l'ennemi avant de reprendre sa place dans le dispositif régimentaire. Le 11, un élément ennemi tentait une nouvelle action centralisée avant d'être repoussé et sévèrement étrillé par les appuis.

« En tant qu'officier d'ordinaire et gérant du mess, je réglais les problèmes avec Gabode d'un coup de P4, nous effectuions des dépannages à droite et à gauche, nous avions d'excellentes relations avec le CECAP et les stagiaires à Myriam. Nous améliorions l'ordinaire avec la chasse et la pêche. L'ambiance était très familiale et, de temps en temps, la fille du lieutenant venait me donner un coup de main à l'infirmerie. Une fois on m'a ramené une biche avec une patte cassée, je l'ai soignée, mais elle est morte quelque temps plus tard. Je faisais aussi de l'AMG au profit de la population du village. Finalement je n'étais pas trop mécontent de mon séjour, mais quand le bureau du personnel m'a convoqué à Gabode pour tenter de me convaincre, j'ai renouvelé mon refus. J'avais une femme toute seule avec deux gamins en bas âge à Calvi, qui plus est sans permis de conduire, alors que nous habitions en dehors de la ville, et j'avoue que la situation me pesait. Au cours de cette période, j'ai obtenu le diplôme de qualification supérieure le 10 avril 1998 et le PQS moins d'un mois plus tard, le 1er mai 1998. Le 14 novembre suivant, je faisais mes valises et je rentrais à Calvi après un passage à Aubagne où j'étais réaffecté au 2e REP. »

4e partie

À l’aube du troisième millénaire

Chapitre 17

Le 2e REP au début du XXIe siècle

« 1998 est une année importante pour le 2e REP, explique l'adjudant Saulnier. Pendant que je mijotais à petit feu sous le cagnard de Djibouti, le régiment se préparait à entrer avec confiance et sérénité dans un XXIe siècle chargé de menaces. Cette année-là, fier de son passé prestigieux, sous les ordres du colonel Puga, il commémorait le cinquantenaire de la création des légionnaires parachutistes et, pour ceux de ma génération, dont le colonel Puga, le vingtième anniversaire de l'opération *Bonite* à Kolwezi. L'émotion était présente avec l'évocation de ceux qui sont tombés au champ d'honneur, notamment le chef d'escadrons Raffalli et le lieutenant-colonel Jeanpierre, tué en opération près de Guelma, quarante ans plus tôt. »

Le 6 juin en fin de matinée, les anciens atterrissaient en Transall sur l'aéroport Sainte-Catherine, regrettant pour la plupart qu'un aérolargage fût impossible. Plus nombreux encore qu'à l'accoutumée, ils ne dissimulaient pas leur joie de se retrouver. Un déjeuner pris dans les unités rassemblait ces vétérans et leurs héritiers. La joie des retrouvailles était assortie d'une forte émotion. Après l'évocation des souvenirs indochinois et algériens, les anciens assistaient à différentes démonstrations des capacités actuelles du régiment. À 18 heures, le général Piquemal, commandant la Légion étrangère, et le colonel Puga déposaient une gerbe au monument aux morts de Calvi. Un défilé à pied et motorisé animé par la musique de la Légion étrangère clôturait cette première manifestation officielle. À l'issue de l'inauguration de la nouvelle salle d'honneur et d'une aubade très appréciée de la musique de la Légion étrangère, les légionnaires parachutistes de toutes générations étaient conviés au pied de la citadelle à un spectacle son

et lumière retraçant la très riche histoire des bataillons et régiments étrangers de parachutistes. En compagnie de leurs héritiers, les anciens prolongèrent la veillée jusque tard la nuit dans les rues de la cité calvaise, dont les murs résonnèrent longtemps des échos des chants légionnaires.

Le lendemain, la prise d'armes présidée par le général d'armée Mercier, chef d'état-major de l'Armée de terre, débutait à 10h30 en présence d'anciens chefs de corps du 2e REP, les généraux Arnaud de Foïard, Brette, Guignon, Janvier, Germanos et Poulet, ainsi que des colonels Gausserès et Dary. Les troupes étaient passées en revue par le chef de corps, puis les anciens s'avançaient en rang par douze en chantant *Les Képis blancs* et se plaçaient de part et d'autre du monument aux morts de Sétif sous les applaudissements de la foule présente pour l'occasion. L'arrivée des drapeaux des 1er et 2e REP accompagnés des fanions de la Compagnie parachutiste, de la Compagnie parachutiste des mortiers lourds, des 1er, 2e et 3e BEP, marquait le début de la cérémonie. Après une remise de décorations, le général Arnaud de Foïard rendit hommage aux légionnaires parachutistes et la 760e promotion reçut son brevet et la fourragère aux couleurs de la Légion d'honneur sur le front des troupes. Le cinquantenaire s'achevait. Les souvenirs du Tchad, de Beyrouth, de Sarajevo, de Bangui ou de Brazzaville s'étaient mêlés, le temps de cet exceptionnel rassemblement, à ceux des rizières et des djebels.

* * *

« Quand la refondation de l'Armée de terre a été mise en œuvre, j'avoue que j'ai été choqué par le mot "professionnalisation", cela voulait dire qu'avant nous étions des amateurs, malgré tout ce que nous avions accompli au Tchad, au Liban ou en Irak. Nous regardions d'assez loin la réorganisation qui nous touchait peu et encore moins nos statuts. La seule chose qui pouvait nous inquiéter, c'était l'avenir de la 13e DBLE. Déjà à l'époque on savait qu'à Djibouti un régiment allait disparaître, mais lequel ? La 13e DBLE, le 6e RAMa ou le 5e RIAOM ? Nous supposions que la "13" était protégée par son statut de Compagnon de la Libération, donc qu'elle ne bougerait pas de là-bas. Dans l'intérêt du 2e REP, il était indispensable que la "13" demeure sur place pour accueillir les compagnies tournantes et, bien que je n'aime pas ce patelin, l'entraînement à Djibouti est quelque

chose de très sérieux. Ce qui pouvait paraître inquiétant, c'était l'école du désert créée au 5e RIAOM. J'avoue ne pas avoir compris pourquoi on n'avait pas développé le CEC Arta-Plage avec une extension guerre du désert ? C'était sans doute pour redimensionner le 5e RIAOM au plan de l'instruction des compagnies tournantes à venir. La réorganisation au niveau de la Légion restait quelque chose d'assez flou, même en se plongeant dans le *Livre blanc de la Défense*. On savait que les lignes allaient bouger, mais quand et comment, à notre niveau cela restait du domaine des supputations. La Légion gagnait le 2e REG après le 1er REG avec un nouvel apport de cadres blancs, ce qui est récurrent dans les unités spécialisées de la Légion. Ce fut le cas avec les parachutistes en 1948 et le centre de saut de Philippeville.

» En fin de compte, la refondation de l'Armée de terre n'a guère changé notre mode de vie sur notre île, sans doute amortie par l'éloignement. Mais dès que l'on parle de réforme ou de réorganisation, le premier réflexe est de se demander à quelle sauce on va être mangés. Ce fut une période avec beaucoup de questions, mais sans trop de difficultés. Oh, bien sûr, on a parlé de changement de garnison, mais déjà en 1977, quand je suis arrivé, on en discutait. C'est un véritable serpent de mer qui revient selon les époques et la situation en Corse. En fait, le REP n'a pas changé de structures, mais c'est à cette époque que la compagnie de réserve a commencé à se former. Le seul vrai problème que nous ayons eu était d'ordre technique, avec la motorisation du régiment avec les VAB. Il a fallu former des pilotes et reprendre le drill de l'infanterie motorisée, former les chefs de groupe à cette forme de combat, à la responsabilité de l'engin et à son entretien.

» Au retour de Djibouti, j'ai été nommé adjudant-chef le 1er janvier 1999 et, à l'issue de mon CFC, j'ai été affecté à la CCL, où j'ai remplacé jusqu'au mois d'août l'adjudant d'unité, parti pour un stage de longue durée. Comme j'avais déjà fait des remplacements dans la fonction à la CEA, je n'ai pas eu trop de mal à m'adapter à l'emploi. Au plan familial, marié depuis avril 1998, j'étais complètement stabilisé. Avec Marylin, nous étions installés et il y avait quatre gamins à la maison que j'avais achetée à Calenzana. Au plan professionnel, j'avais tous les sacrements mais il restait une dernière marche à gravir qui pourtant ne me tentait guère : le concours

des majors. De plus, nous nous préparions pour un prochain départ en ex-Yougoslavie. »

* * *

En 1999, le feu qui couvait en ex-Yougoslavie reprend brutalement au Kosovo entre les Serbes, qui considèrent le pays comme une terre ancestrale, et les musulmans de l'UCK, qui réclament l'indépendance de la province, soutenus en cela par l'Albanie et la Turquie. Des frappes aériennes de l'OTAN sont censées décimer l'armée yougoslave, qui ne perd que quelques chars dans l'affaire, mais se replie en bon ordre en Serbie. Craignant la contagion, l'OTAN renforce son dispositif autour de Sarajevo et le 2e REP rejoint la Bosnie sur court préavis à partir du 25 juillet 1999 pour participer à l'opération *Boléro*. L'EMT du 2e REP aux ordres du lieutenant-colonel Prevost, chef de corps, comprend la 4e compagnie du capitaine Desmeulles et la CEA articulée en unité de marche commandée par le capitaine de Besombes. Regroupé à Mostar, le groupement rejoint Sarajevo le lendemain matin. Soixante-trois chefs d'État et de gouvernement sont réunis les 29 et 30 juillet dans la capitale bosniaque pour tenter de clarifier la situation dans les Balkans. Dans le cadre de l'opération *Boléro*, les forces de l'OTAN sont chargées d'assurer la sécurité de la conférence. Le 2e REP a pour mission de protéger la zone aéroportuaire. L'opération *Boléro* prend fin le 31 juillet au matin, avec le départ de la dernière délégation. Après l'arrivée sur le territoire de la 2e compagnie ERI, du 4e escadron du RICM, de l'UCL renforcée d'un élément de la 5e Compagnie aux ordres du capitaine Moreau, le bataillon français du 9e mandat, enfin au complet, remplace officiellement le BATFRA 8 le 2 août 1999 lors d'une prise d'armes présidée par le général allemand Berger, commandant la brigade Centre.

« Du 6 août au 27 novembre 1999, je reviens pour la troisième fois en ex-Yougoslavie comme adjudant d'unité de l'UCL dans le cadre de l'opération *Salamandre 2* sous commandement de la SFOR. Nous sommes stationnés à Rajlovac, pas très loin de Sarajevo, dans une espèce de camp avec des Allemands et quelques Anglais qui traînaient. Pendant ce séjour, il est surtout question de dialogue. Les unités assurent la sécurité autour de Sarajevo, éteignent quelques foyers potentiels d'incendie ethnique, mais il

n'y a pas d'accrochages particuliers. Les Serbes, qui avaient copieusement ramassé, se tiennent tranquilles, en plus, les consignes d'ouverture du feu ne sont plus les mêmes et la pusillanimité de l'ONU a laissé la place à une présence musclée de l'OTAN. Nous travaillons dans une autre dimension. Si on prend l'opération *West Star*, les militaires ne font qu'assurer la sécurité des forces de police internationales qui luttent contre les contrebandes de toutes sortes et font la chasse aux criminels de guerre. Pour cette opération, toutes les unités de combat sont engagées avec un PC tactique. Direction Mostar et les services administratifs bosniaques où tous les fichiers, documents et ordinateurs sont confisqués par les services de renseignement de l'OTAN. L'UCL n'a pas directement participé à l'opération, mais nous en avons assuré toute la logistique : carburants, vivres, maintenance des véhicules… En tant qu'adjudant d'unité je suis resté en base arrière avec le chef logistique. L'opération a duré quatre ou cinq jours, pendant lesquels nous effectuions du nettoyage et des petits travaux d'aménagement entre deux convois de ravitaillement. À l'issue de l'opération *West Star*, nous avons repris les activités précédentes : patrouilles, protection de convois, interposition… À Rajlovac, nous nous sommes intéressés au camp[1] comme la Légion sait le faire en nettoyant et rénovant les locaux qu'elle occupe. Dans certains bâtiments j'ai fait venir un camion-benne pour un nettoyage par le vide. Pour le reste, nous assurions le service normal, mais sans grosse pression comme lors des séjours précédents. Nos relations avec les Allemands étaient cordiales mais sans plus car chacun avait ses missions. Il est à noter que les Allemands n'avaient pas de mission de combat. Nous faisions du sport ; nous avons même organisé un challenge franco-allemand bien sympathique. Ils étaient bien équipés et quand nous avions des problèmes dentaires nous allions chez eux. Au mois de novembre, il commençait à faire sérieusement froid avec la pluie, la neige, mais nous sommes partis avant le véritable hiver des Balkans. Le 27 novembre, nous étions de retour à Calvi. »

Le samedi 28 août 1999, le BATFRA 9 entamait un exercice de trois jours dans le sud de sa zone de responsabilité. Le but étant d'affirmer dans un cadre tactique la présence française et de mener des actions CIMIC et d'AMG auprès des populations en difficulté. Pour cet exercice, chaque unité du BATFRA était renforcée d'une section allemande ou ukrainienne. Nom de code : *Zelengora*, du nom du plateau sur lequel se déroulait l'exercice. Après avoir sécurisé le secteur, les compagnies prenaient contact

avec les habitants lors d'une opération de contrôle de zone et menaient leurs premières actions CIMIC. Le mardi 31 août, les unités se désengageaient progressivement et regagnaient leurs casernements respectifs : la CEA à Filipovici et le reste du bataillon à Rajlovac.

La 4e compagnie contrôlait une zone allant du sud de Sarajevo au nord de Nevesinje. Armant deux postes de section, elle assurait une présence et un contrôle permanents auprès des différentes factions. Du 18 au 21 septembre, la « 4 » a participé à une opération frontière au sein du bataillon français. Évoluant dans un cadre multinational, la compagnie était renforcée et équipée de Fuchs et de Luchs. Cette opération avait pour but de contrôler les mouvements entre la République fédérale yougoslave et la Bosnie, notamment sur l'axe menant à Kalinovik, sur la voie reliant Sarajevo à Srbinje ou encore dans la zone sud-est menant jusqu'à la frontière du Monténégro. Toute la zone traversée par la compagnie, essentiellement rurale, est peu peuplée, éloignée des axes principaux. Éprouvée par la guerre et ne bénéficiant pas de l'aide internationale, elle est propice à la contrebande et aux trafics en tous genres. Pourtant, la population a réservé un bon accueil aux légionnaires, qui ont apporté une aide humanitaire bienvenue.

Le 17 septembre 1999, la CCL du 2e REP a organisé à Sarajevo une journée de cohésion sur le champ de tir de Pazaric au profit d'une section allemande du BATGER de Rajlovac et d'une section ukrainienne basée à Mostar. La présentation des différentes armes – Famas, PGM, FR-F2 – était assurée par le capitaine Moreau assisté de traducteurs allemands et ukrainiens sélectionnés parmi les légionnaires du BATFRA. Pendant que des conducteurs s'initiaient au pilotage du VAB et du VBL auprès des marsouins du RICM, la majorité des Allemands et des Ukrainiens effectuaient des tirs de combat au Famas et découvraient la capacité de destruction du PGM et la précision du FR-F2.

Au début du mois de septembre, la DMSE décidait de financer la reconstruction du pont de Miljevina sur la Bistrica dans le cadre des actions CIMIC et confiait le chantier à la CEA. Construit en 1895 sous l'Empire austro-hongrois, c'était le seul point de franchissement de la Bistrica. Renforcé en 1984, il a cependant fini par s'effondrer en juin 1999, ruiné par les crues de la rivière et le passage répété de véhicules de plus en plus lourds. Coordonnés par le capitaine de Stabenrath, officier adjoint de la

CEA, et aux ordres du sergent-chef Briot aidé de dix légionnaires, les travaux se sont déroulés en trois étapes : démontage de l'ancien tablier et débroussaillage des abords du pont ; ponçage, mise en peinture de la structure métallique de soutien et traitement du bois destiné au nouveau tablier ; enfin, assemblage et mise en place du pont. Le 23 septembre, en présence du général Berger, commandant la brigade Centre de la DMNSE, du lieutenant-colonel Prevost, chef de corps du 2e REP et commandant le BATFRA 9, des autorités civiles et militaires de la ville ainsi que de nombreux habitants, avait lieu l'inauguration du pont de Miljevina.

Sans doute motivée par la réalisation de la CEA, au mois de novembre la 4e compagnie se lançait à son tour dans la rénovation d'un ouvrage d'art. Son choix se portait sur une passerelle de 35 mètres de long enjambant la Stutjeska, dans la vallée du même nom, à une centaine de kilomètres de Sarajevo. Cet ouvrage appelé *Popov Most*, le pont du Pope, détérioré par le temps et les intempéries était devenu dangereux pour la population. Le 7 novembre, un petit détachement composé d'un groupe de combat et d'un transmetteur fut dépêché sur le site aux ordres de l'adjudant d'unité. Le bivouac aussitôt monté, le travail commençait. Dès le deuxième jour, la pluie et le brouillard constants en cette saison étaient de la partie et envahissaient la vallée. Malgré ces conditions difficiles, en quelques jours, Popov Most renaissait de ses décombres. Le lundi 15 novembre, jour de l'inauguration, deux popes étaient présents sur « leur » pont et le bénirent. Puis, en présence du chef d'état-major de la brigade et du chef de corps, l'ouvrage était remis aux autorités locales.

* * *

La 1re compagnie du 2e REP aux ordres du capitaine Lardet a effectué un séjour de quatre mois à Mitrovica, au Kosovo, au début de l'année 2000. Affectée en qualité de compagnie de réserve opérationnelle de la brigade multinationale Nord, sous commandement français, son rôle consistait d'abord à assurer la libre circulation ainsi que la sécurité au sein même de la ville sur le pont ouest (Austerlitz) qui marque la frontière non officielle entre les secteurs albanais et serbe. La compagnie devait aussi être en mesure d'intervenir sur tout incident le plus rapidement possible pour sécuriser la zone et éviter ainsi tous les risques de provocation et d'escalade de la violence entre les différentes parties en présence. Dès le début du

séjour, la compagnie s'est retrouvée aux avant-postes, confrontée aux provocations et aux affrontements sur le pont. La réponse est arrivée, rapide, cinglante, voire douloureuse pour certains provocateurs : face aux excités, les légionnaires ont imposé leur calme, leur rigueur et leur ascendant moral. Les quatre sections de combat et l'élément léger d'intervention (ELI) ont vite trouvé leur rythme opérationnel : garde du quartier, stades d'alerte quinze minutes, puis cinq minutes, garde du pont ouest. Ce programme a été en permanence bouleversé par les manifestations, les différents attentats à la grenade, les provocations d'un côté ou de l'autre, les escortes, les visites d'autorités civiles et militaires voulant voir le « chaudron » de Mitrovica, auxquels s'ajoutaient les patrouilles permanentes pour quadriller la zone, connaître les populations et monter des dossiers d'ambiance. La compagnie a d'autre part pu travailler dans un contexte international très divers en étant en relation permanente avec les membres de l'UNMICK Police et les unités des autres pays de la KFOR.

L'année suivante, de janvier à mai 2001, une mission de courte durée – non planifiée – au Kosovo a été assurée par le 2e REP. Malgré son très fort taux d'engagement extérieur (deux compagnies, un « renfort commandement soutien » – RCS – et un EMT au Gabon, une compagnie et un RCS à Djibouti), le REP relève le défi et envoie à Mitrovica près de 450 hommes pour armer le BIMOTO et succéder au 1er RCP. Autour du chef de corps et de son état-major, l'UCL du capitaine Messager, la « 3 » du capitaine Lesquier et la « 4 » du capitaine Desmeulles sont sur les rangs. Arrivés sur le théâtre, les légionnaires parachutistes sont confrontés à deux défis majeurs : aménager leur cantonnement pour faire face à l'hiver et s'imposer en tant que force d'intervention. Sous l'impulsion du major Bergerol, président des sous-officiers, le premier volet est bientôt réalisé, transformant une ancienne usine à remorques en véritable quartier Légion. Les opérations sont dirigées par le lieutenant-colonel Bellot des Minières. Le BIMOTO constitue la réserve d'intervention de la brigade multinationale Nord. La zone sud de Mitrovica (à majorité albanaise) devient son secteur d'action privilégié. Les sections contrôlent le terrain, participent à la sécurisation des quartiers et renseignent. Les informations les plus sensibles sont demandées à l'élément léger d'intervention constitué des GCP du capitaine Doucet. S'y ajoute l'incertitude d'une situation qui semble se dégrader sur la frontière macédonienne et les répercussions à

Mitrovica. Entre les missions, l'entraînement reprend ses droits : tir, exercices héliportés de renforcement d'enclaves, instruction au contrôle des foules.

---

1. Selon des sources bosniaques, le camp de Rajlovac serait une ancienne école de la police yougoslave du temps où la Yougoslavie existait encore.

Chapitre 18

Opération *Licorne* en Côte d'Ivoire

« Après l'épisode bosniaque, au mois de janvier 2000, nous avons préparé la création de la Compagnie de base et d'instruction. J'ai donc passé le plus clair de mon temps à monter cette compagnie avec le capitaine Moreau, qui devait en prendre le commandement. Il fallait dresser l'organigramme, prévoir le TED de la compagnie, les dotations de matériel, l'aménagement des locaux, les véhicules, préciser les fonctions de chacun. Un très gros travail. Le capitaine s'occupait d'une partie et moi de tout ce qui concernait le côté matériel. Le sergent-chef Bras Ribiero Correira qui était avec nous percevait le matériel. Le 4 février, j'ai pris officiellement les fonctions d'adjudant d'unité de la CBI. À partir de ce moment, le personnel venant de la CCS est arrivé et a rejoint ses affectations, nous avons résolu les points de détail qui restaient. Dans nos attributions, nous avons récupéré toute la fonction infra, dont le casernement, le matériel, les deux mess, officiers et sous-officiers, l'ordinaire, la PM… enfin, tout ce qui sort du système de commandement et de la logistique opérationnelle. Comme il s'agit d'une compagnie de base, l'unité en elle-même n'est pas projetable, mais ses personnels le sont, c'est encore une subtilité de la Légion étrangère. On pouvait attraper un gars du casernement et le transformer en GV sans problème. Le personnel suivait le même entraînement au tir, à la marche, au saut que ses camarades. La CBI a reçu un fanion et a repris les traditions et la couleur blanche de la CB dissoute en 1978.

» Cette année 2000, j'ai été inscrit au concours des majors. J'avais déjà 47 ans, je me souviens avoir demandé au chef de corps s'il ne me trouvait pas tout de même un peu trop vieux pour tenter le coup. Et j'ai ajouté : "Vous voulez que je me remette en question, je vais le faire." Je suis parti

au concours sans trop d'illusions, mais on a sa fierté, et j'ai bossé pour essayer de réussir. Mais j'avoue franchement que je n'étais pas très motivé ; ça ne me plaisait pas trop de passer major, je préférais rester un grand parmi les petits qu'un petit parmi les grands, et puis je concourais avec des gens qui avaient dix à quinze ans de moins que moi. En fait, le concept du grade de major constituait une transition vers l'épaulette et s'adressait donc à des personnes jeunes, mais un lieutenant de 50 ans ! À mon avis, il existait assez de filières d'officiers sans en ajouter une de plus, je pense que la Légion a dévoyé le système en en faisant un aboutissement pour ses sous-officiers supérieurs méritants plutôt qu'une passerelle vers une carrière d'officier. En plus, il y a plusieurs sortes de majors : ceux qui aspirent à l'épaulette, ceux qui ont passé le concours, les majors au choix ; c'est un grade à plusieurs variables selon le profil du candidat. Donc, pour une fois, j'ai échoué à un examen dans ma carrière et ça s'est arrêté là. Je ne pouvais pas concilier la préparation du concours et mon job d'adjudant d'unité. Finalement, j'étais soulagé de reprendre mon travail, surtout que j'avais entrepris d'informatiser le tableau de service des personnels de la compagnie pour obtenir une certaine équité. Je suis resté adjudant d'unité de la CBI de 2000 à juillet 2004 avec une interruption de quatre mois due à l'opération *Licorne*. Quelques jours avant la projection en Côte d'Ivoire, le 29 novembre 2002, j'ai été décoré de la médaille de reconnaissance de la nation avec agrafe *Opérations extérieures*. »

* * *

Le 19 septembre 2002, une tentative de coup d'État à Abidjan se transforme en un soulèvement armé. Les villes de Bouaké et de Korhogo sont prises par les rebelles. Le général Gueï, ancien chef de l'État, est tué mais la rébellion fait tache d'huile et débouche sur une véritable guerre civile impliquant les forces loyalistes du président Gbagbo et les mouvements d'opposition. Les Forces armées nationales ivoiriennes (FANCI) comptent quelque 10 000 hommes, dont 8 000 gendarmes, auxquels s'ajoutent la garde présidentielle et les forces de réserve. Renforcées, début décembre 2002, par environ 3 000 jeunes volontaires, les FANCI sont en outre épaulées par une cinquantaine de mercenaires et des conseillers israéliens qui ont également pour mission de saper l'influence française dans le pays. L'opposition est principalement représentée par

quatre partis désunis qui n'hésitent pas à se faire la guerre et auxquels il faut ajouter des éléments allogènes burkinabés ou maliens, ainsi que tous les nouveaux pauvres issus d'ethnies non régionales. Les Forces armées des forces nouvelles (FAFN) – environ 15 000 combattants – sont essentiellement constituées d'anciens mouvements rebelles unifiés. Plus nombreux au début des événements, nombre de ces combattants ont abandonné la lutte armée au fil des années. Né de la crise qui a débuté le 19 septembre 2002, le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) est majoritairement formé d'éléments originaires du Nord musulman. L'ensemble de la population ivoirienne y est représenté, au-delà de toute considération ethnique. Bénéficiant du soutien d'officiers supérieurs, il contrôle la moitié nord du pays et une partie du centre, soit 40 % du territoire. Le Mouvement populaire du grand Ouest a été constitué le 28 novembre 2002, il est majoritairement composé d'éléments yacoubas, ethnie commune au Liberia et à la Côte d'Ivoire. Le mouvement dément la présence de combattants libériens en son sein, un fait néanmoins rapporté par des observateurs. Proche de l'ex-junte dirigée par le général Gueï, le mouvement est présent uniquement dans le grand Ouest ; ses combattants ont pris Man, la grande ville de la région, le 28 novembre 2002. Le mouvement s'est par la suite opposé aux troupes françaises dans la « Boucle du cacao », le 6 janvier 2003. À ses côtés, mais concurrent, on trouve le Mouvement pour la justice et la paix, qui se limite au grand Ouest.

Au cœur de ce tourbillon de violence se trouvent les forces impartiales qui tentent de s'interposer et de rétablir une paix précaire régulièrement remise en question par les uns ou les autres. En premier lieu l'opération *Licorne*. Intervenant sous mandat des Nations unies, les forces françaises ont d'abord été déployées pour protéger les ressortissants français et étrangers. Puis, pour contrôler le cessez-le-feu et surveiller la « ligne de non-franchissement » qui traverse le territoire. Fin mai 2003, elles lançaient une opération visant à sécuriser l'Ouest ivoirien en créant une « zone d'activité de confiance ». En 2004, leur volume a augmenté et elles se sont déployées à Douékoué, Man et Korhogo, dans le grand Ouest. Composées de 4 300 hommes, ces « forces impartiales » contribuent à sécuriser la zone d'activité des forces internationales. En outre, elles peuvent intervenir à leur profit si leur sécurité est remise en cause. À l'aube de 2005, *Licorne* a évolué vers un concept de force de réaction rapide au profit de l'ONUCI et vers une mission de sécurisation des sites de désarmement prévue par les

accords de Linas-Marcoussis. Ordonnée le 27 février 2004 par le Conseil de sécurité des Nations unies en Côte d'Ivoire, l'opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) comprend 6 240 casques bleus provenant du Maroc, du Ghana, du Bangladesh, du Niger, du Togo, du Bénin, du Pakistan, d'Ukraine et du Sénégal. L'ONUCI est chargée d'aider le gouvernement de réconciliation nationale à rétablir l'autorité de l'État sur l'ensemble du pays. En coordination avec les forces françaises, elle veille au respect de l'accord de cessez-le-feu établi en mai 2003 et enquête sur d'éventuelles violations de ce dernier.

* * *

Le 2e REP est intervenu à cinq reprises lors de l'opération *Licorne* en république de Côte d'Ivoire (2002, 2003, 2004, 2005, 2006). Le 28 septembre 2002, la Compagnie d'éclairage et d'appui du 2e REP bascule en Côte d'Ivoire lorsque de violents combats éclatent. Alors en mission de courte durée à la 13e DBLE, les parachutistes se positionnent à une trentaine de kilomètres au nord de Daloa, dans l'ouest du pays. Le 6 décembre, la 1re compagnie quitte le camp Raffalli, suivie le 15 par l'état-major et la 4e compagnie. Dès le poser, l'essentiel du PC du régiment rejoint la CEA dans la zone de Daloa, capitale du cacao. La 1re compagnie prend ses quartiers à Douékoué. La mission des unités consiste à veiller au respect des accords de cessez-le-feu, conclus il y a deux mois, pour permettre au pays de recouvrer sa stabilité. La situation, relativement claire au début puisque limitée à un affrontement entre forces loyalistes et mutins, se complique avec l'arrivée des rebelles du grand Ouest. Ces derniers sont surtout actifs dans la région de Man et Danane et ne sont pas signataires du cessez-le-feu. Le samedi 30 novembre, l'armée française sécurise l'aéroport de Man afin de préparer l'évacuation de la communauté étrangère retenue en ville. Les rebelles passent alors à l'attaque. La Légion riposte sans attendre. Le sergent Richepain de la CEA est blessé, mais ses jours ne sont pas en danger. En revanche, les mutins comptent une dizaine de morts dans leurs rangs. Malgré cet affrontement, la mission est menée à bien : 160 ressortissants sont évacués. Persévérant dans leur action consistant à verrouiller la ligne d'affrontement et prévenir les exactions de tout bord, les légionnaires parachutistes passent les fêtes dans la chaleur africaine.

« Quand il y a eu l'alerte pour la Côte d'Ivoire, j'ai quitté mon emploi d'adjudant d'unité à la CBI pour rejoindre la 1re compagnie, où j'ai été affecté le 6 décembre 2002 en qualité d'infirmier. J'avoue que j'étais très content de participer à une nouvelle opération, surtout que la crise prenait des proportions importantes. De plus, je n'avais pas perdu le contact avec le milieu sanitaire. J'allais de temps en temps faire un recyclage à l'infirmerie ; quand la CBI allait au tir ou faire une marche, je suivais comme infirmier. Je suis donc parti comme BMP2 santé avec un infirmier. La 1re compagnie était commandée par le capitaine Dunant. Nous sommes arrivés à Abidjan, où nous avons perçu les véhicules, le complément de matériel et les munitions dont nous avions besoin. Puis nous avons rejoint Douékoué qui doit bien se trouver à 400 kilomètres d'Abidjan. Arrivés à Douékoué après avoir alterné piste et route, nous nous sommes installés dans une école. À ce moment nous étions seuls, les autres compagnies du GTIA arriveront un peu plus tard. En premier lieu, nous avons bloqué la route qui venait du Nigeria et nous avons installé des postes un peu partout pour au minimum protéger la ville. Nous avons pris des contacts avec les autorités locales, avec les coopérants et les expatriés, puis avec la population. Nous avons aussi rencontré un prêtre portugais qui tenait une mission avec des sœurs où ils avaient recueilli des orphelins. Nous avons préparé un plan d'évacuation des Européens et nous avons commencé à patrouiller. L'objectif étant de localiser rapidement les rebelles et de prendre contact avec eux. Le contact avec les bandits s'est fait très vite, dès le lendemain de notre arrivée, nous avons été pris à partie tous azimuts. Nous étions renforcés par un peloton de trois *Sagaie*, puis un peu plus tard, nous avons perçu un VAB canon de 20 mm et des VBL. En plus de notre armement organique et de ces renforcements, nous disposions également d'un groupe mortiers de 81 mm LLR. Nous avons placé une *Sagaie* face à la route de Man, où nos GCP s'étaient fait copieusement cartonner sur l'aéroport, une autre sur une piste conduisant au centre de Douékoué et la dernière en surveillance à l'entrée de la ville. Nous essayions de couvrir toute la périphérie car nous avions des difficultés à localiser et à identifier les rebelles. La reconnaissance se faisait au contact. Dès que nous nous faisions tirer dessus, nous savions que c'étaient des rebelles, mais lesquels ? Ce qui nous a amenés à prendre contact avec les différents partis et l'armée régulière. Les forces armées ivoiriennes avaient des BTR d'origine soviétique et des Toyota armées de bitubes de 14,5 mm, mais les autres

aussi ! De toute manière, on trouve ces Toyota dans toute l'Afrique. Les militaires ivoiriens n'étaient guère rassurants et semblaient plus préoccupés par le pillage que par leur mission de rétablissement de l'ordre. Nous avons vite compris que nous ne pouvions pas compter sur eux. En fait, l'insécurité était totale ; nous entendions des coups de feu un peu partout. Un jour, nous sommes arrivés sur les lieux d'un incident, nous avons trouvé deux cadavres dont un à moitié calciné. De là à dire que c'était l'œuvre de l'armée ivoirienne, il n'y avait pas des kilomètres ! Mais la détermination des responsabilités n'entrait pas dans le cadre de notre mission. Toutefois, pour notre sécurité, il fallait le prendre en compte car les auteurs de ces exactions pouvaient tout aussi bien nous tirer dans le dos. Les accrochages et les tirs ont commencé quotidiennement dès notre arrivée jusqu'à notre départ. »

Le 21 décembre, dans la zone de la 1re compagnie du capitaine Dunant déployée à Douékoué, des rebelles passent à l'attaque ; trois pick-up tentent de forcer par surprise le dispositif tenu par un groupe *Vert 4*. Les véhicules sont détruits par les tirs combinés d'un engin *Sagaie* du 1er RHP et du groupe de combat. À la fouille des carcasses, le groupe du caporal-chef Puruaï est pris à partie. Il monte aussitôt à l'assaut des rebelles qui s'enfuient non sans pertes. À la suite de cet accrochage, le PC du régiment bascule de nuit rapidement à Guessabo, petite localité lui permettant de commander au plus près le point chaud du dispositif tout en prenant en compte les contraintes de transmissions liées au déploiement du GTIA Ouest sur un front de 300 kilomètres !

« Un des premiers accrochages a eu lieu sur la piste venant de Man, à l'ouest de Douékoué, où nous avions organisé des postes de combat avec des sac à sable. En patrouillant à droite et à gauche, nous avions découvert un gros engin de chantier en état de marche mais sans conducteur. Les ressources de la Légion étant ce qu'elles sont, il y avait à la compagnie un légionnaire qui avait tous les permis imaginables et nous avons pu édifier des merlons avec cet engin. Un détachement du 2e REG nous a construit des abris en dur pouvant concurrencer la ligne Maginot. Un groupe tenait la position quand deux véhicules sont arrivés sur la piste venant de Man. Quelques minutes auparavant, des civils à bicyclette nous avaient prévenus de leur arrivée. Première sommation à la 12,7 mm… sans effet, deuxième sommation, personne ne s'arrête, troisième sommation, coup de *Sagaie* en

fumigène à 50 mètres des voitures, qui continuent à avancer. Alors là, pas de cadeau ! Un obus de 90 mm dans la première voiture, qui est réduite en bouillie. Les rebelles survivants répliquent par un feu nourri d'armes automatiques. Le combat dure environ une demi-heure avant que les rebelles ne s'enfuient dans la brousse. Un autre accrochage a lieu un peu plus tard sur la route. Quelques tirs, sans plus. C'est du harcèlement. Douékoué est dominé par deux pitons calcaires de 70 à 100 mètres de haut sur lesquels nous aurions bien voulu installer des observatoires, mais ce n'était pas dans nos consignes.

» L'EMT avec le chef de corps est enfin arrivé et s'est installé à environ 40 kilomètres de Douékoué. Une partie de la CCL était à Daoula, la 1re compagnie donc à Douékoué et la 4e compagnie à Bouaké. La petite guerre s'est poursuivie jusqu'à Noël, les soldats ivoiriens érigeaient des barrages sauvages et taxaient les Européens quand ceux-ci n'avaient pas la chance de se déplacer avec nous, les rebelles faisaient de même. À part le racket et le pillage, on ne voyait guère de motivation idéologique d'un côté ou de l'autre. Nous avons fêté Noël dans la meilleure tradition légionnaire, avec une crèche à l'entrée du camp, et c'est le *padre* de la mission qui a dit la messe, mais c'était un peu tendu. En pleine messe, contact ! Nous avons laissé le pauvre *padre* avec quelques légionnaires de garde et nous sommes tous partis aux postes de combat sur la route. Tirs d'un côté, riposte de l'autre. En tout, une heure. Nous sommes revenus au camp et nous avons terminé la messe. Pour bien marquer la Nativité, les mortiers ont tiré quelques obus éclairants, mais les rebelles ne sont pas revenus. »

Le 27 décembre, la section du sous-lieutenant Dumontier, *Vert 3*, effectue une reconnaissance dans la zone de sûreté immédiate du dispositif d'interdiction de la 1re compagnie. Un groupe d'une trentaine de rebelles attaque les légionnaires. La riposte ne se fait pas attendre, le tir du groupe mortier du caporal-chef Rayapin permet d'appuyer l'esquive de la section. Au cours de l'action, les légionnaires ont la surprise de voir déboucher au-dessus d'eux deux Mi-24 des forces armées ivoiriennes qui s'invitent à la riposte sans coordination aucune et sans avoir été conviés. Jeu dangereux…

« Un matin, nos patrouilles ont découvert que des gens progressaient vers nos positions à droite et à gauche de la route. Nous avons avancé à notre tour des deux côtés de la route. J'étais avec l'ambulance, le médecin et l'infirmier en sécurité sanitaire. Le contact a eu lieu simultanément à

droite et à gauche. La section qui était à droite du poste a demandé des tirs de mortier, mais peu efficaces dans les arbres. Les rebelles tiraient de près à l'arme automatique et au RPG-7. Des tirs très dangereux : le sergent-chef Ribeiro a été blessé au bras par des éclats et rapatrié sur le poste sous un feu nourri. Le médecin a pu le prendre en charge. Contact à gauche, même situation : rafales de Kalachnikov, tirs de RPG-7 qui tapent dans les arbres, coups de fusil… Nous avons été prévenus qu'il y avait un blessé ayant pris une balle ou des éclats, on ne savait pas exactement. J'ai reçu l'ordre du capitaine Dunant d'aller chercher le blessé. Je me suis mis en route et je me guidais au bruit. Ça ne devait pas être très loin, mais en pleine forêt, on ne voit pas bien ce qui se passe devant. Difficile de se repérer. Vers le milieu du parcours, j'ai pris une rafale de Kalachnikov que j'ai évitée d'un roulé-boulé derrière un talus. J'ai lâché à mon tour une rafale de Famas et j'essayais de voir d'où provenait le tir. Encore deux ou trois rafales qui ont tapé à 10 ou 15 centimètres, mais je ne voyais pas le tireur. J'ai lâché encore une longue rafale et j'ai dégagé très vite de ce coin malsain. En fin de compte, je suis arrivé auprès de la section qui était en plein combat. Une roquette de RPG a tapé dans une maison, le caporal-chef Maitrejean a fait un bond de 2 ou 3 mètres et s'est retrouvé couché. Je me suis approché et je lui ai demandé si ça allait. Il m'a regardé d'un drôle d'air et je me suis rendu compte qu'il n'entendait plus rien et qu'il était juste sonné. Un de ses camarades m'a indiqué la position de son chef de section. Pendant ce temps, les tirs étaient de plus en plus nombreux. Finalement, j'ai trouvé le blessé à 10 mètres du chef de section. Il s'agissait du caporal-chef Marion, de la 6e Compagnie, un gars de la régulière, mais quand ça cartonne, il n'y a pas de couleurs de boutons ! Quand je suis arrivé auprès de lui, nous avons pris encore quelques rafales de Kalachnikov, nous avons roulé un peu plus loin et j'ai regardé ce qu'il avait. Une balle dans la cuisse, ça n'avait pas l'air trop méchant. Je lui ai demandé s'il voulait que je lui fasse un pansement pour se replier en sécurité. Il m'a répondu : "Non, non ! D'abord nous finissons ce que nous avons commencé." Là il m'a étonné. Je suis donc resté avec lui en espérant ne pas avoir d'autres blessés. Il faisait le coup de feu, moi aussi, de temps en temps il faut savoir changer de métier ! Nous sommes restés sous un feu assez intense pendant environ un quart d'heure avec la crainte d'être débordés, puis un VBL s'est avancé dans le petit chemin en tirant avec sa mitrailleuse de 7,62 mm ; quatre ou cinq légionnaires s'abritaient derrière le véhicule, qui progressait en arrosant

devant lui, ce qui a eu pour effet de calmer les rebelles, qui ont décroché comme ils ont pu. Le calme étant revenu aussi vite que la tempête s'était déchaînée, j'ai regardé plus attentivement la blessure du caporal-chef, et je me suis renseigné pour savoir s'il n'y avait pas d'autre blessé. Rien. Donc je suis reparti avec le blessé accompagné par deux ou trois GV car le secteur n'était tout de même pas très sûr. Arrivés au VAB, nous l'avons évacué avec l'autre caporal-chef qui avait été sonné et s'était pris quelques éclats dans le bras et la figure. Pour assurer le coup, nous avons balancé cinq ou six obus de mortier et tout est rentré provisoirement dans l'ordre. Les blessés ont été évacués en hélicoptère et de l'autre côté, nous avons dénombré quelques cadavres ; dans les environs, nous avons arrêté une très jeune fille qui avait sur elle une photo où elle posait avec des miliciens brandissant des armes, l'air féroce. C'était la confirmation de nos soupçons de la présence d'enfants soldats venant du Nigeria parmi les rebelles. Sans vouloir polémiquer, un enfant est un enfant, mais un enfant avec un Kalachnikov, c'est notre peau qui est en jeu. Maintenant, je ne sais pas quelle aurait été ma réaction si je m'étais trouvé nez à nez avec un gamin de dix ans armé d'un fusil automatique. Je pense que tout dépend de son attitude ; mais aurais-je eu le temps de juger ? En fin de compte, on se pose en permanence la question de savoir si on a eu la bonne réaction. J'ai toujours appréhendé le moment où je serais resté tétanisé dans mon trou, mais ce n'est jamais arrivé et je ne l'ai jamais vu au régiment.

» Dans l'après-midi, plusieurs véhicules rebelles ont à nouveau tenté de forcer le passage, mais une riposte violente les a définitivement mis en fuite. Un autre jour, les rebelles sont revenus tâter le même poste, mais une quarantaine d'obus de 81 mm a calmé leur ardeur. Pendant ce tir, sans prévenir personne, deux hélicoptères Mi-18 de l'armée ivoirienne se sont invités au débat. Pilotés par des Hongrois ou des Roumains, ils sont passés sous les obus pour lâcher leurs roquettes et tirer sur les rebelles au canon rotatif. Imaginons qu'ils aient rencontré un pélot, avec les munitions et le kérosène, en-dessous, nous avions toutes les chances de griller avec les rebelles lors de l'explosion de l'appareil. »

Le 28 décembre, au nord de Douékoué, une délégation de l'état-major du 2e REP doit rencontrer un des responsables rebelles. Défaut de transmission des ordres ou fourberie, l'élément tombe dans une embuscade. La combativité des légionnaires du groupe du sergent Bogus agit, les rebelles décrochent et le repli s'effectue sans casse.

« Quelque temps plus tard, nous sommes allés surveiller le barrage hydroélectrique de la Sassandra. J'étais parti avec le capitaine adjoint, un détachement et une *Sagaie* pour surveiller si les rebelles ne tentaient pas de s'infiltrer par ce côté. Nous étions logés dans une école où nous sommes restés dix ou quinze jours. Nous avons effectué de nombreuses patrouilles, certaines assez lointaines en amont de notre position, mais nous n'avons rien trouvé de particulier. Nous avons eu de bons contacts avec la population. Particularité, nous étions ravitaillés par LPA (carburants, eau, munitions, rations…). Nous n'avons pas entendu un seul coup de feu pendant notre séjour sur la Sassandra, par contre nous avons dû combattre de féroces mouches tsé-tsé. J'étais à la fois infirmier et adjudant d'unité et j'organisais les zones de largage pour la LPA. Au bout d'une dizaine de jours, nous sommes retournés à Douékoué, où nous avons attendu la relève de la 4e compagnie.

» Après la grosse affaire de Douékoué, nous subissions un harcèlement fait de tirs et de petits accrochages, ce qui a certainement indisposé le général à Abidjan par les commentaires qu'il pouvait avoir de la presse ou de gens bien intentionnés, sous-entendu que c'était notre faute si la situation dégénérait. Donc, un mois avant de partir, nous avons été remplacés par la 4e compagnie et nous avons été transférés à Zuénoula, où de nombreux Burkinabés travaillent dans les plantations de caféiers. Nous avons repris les mêmes missions et nous devions empêcher les infiltrations des milices armées du Nord vers le Sud. A priori, le secteur paraissait plus calme, mais la zone de non-confrontation n'était pas encore matérialisée. Nous étions à nouveau cantonnés dans une école et nous avons mis en place notre dispositif avec un poste principal à l'extérieur et quelques avant-postes dans le secteur. L'ennemi majeur paraissait être les moustiques. J'ai cherché une solution pour les détruire mais sans véritable réussite. Finalement, le commandement nous avait retirés de Douékoué en nous traitant de va-t-en-guerre, mais deux jours après notre arrivée à Zuénoula, premier accrochage ! Sans gravité, juste quelques tirs. Un peu plus tard, nous avons monté un petit poste au plus près de la ligne de non-confrontation, mais le secteur était calme. La section génie nous avait construit une véritable forteresse, mais nous partions quinze jours plus tard.

» Au moment de la relève, l'infirmier qui me remplaçait a paru effaré quand je lui ai dit que j'étais seul pour près de 300 hommes. Et encore plus quand je lui ai expliqué que lorsque nous avions des malades – pas des

blessés –, nous téléphonions au médecin pour un diagnostic sommaire et une évacuation. L'hélico arrivait et il embarquait le malade. À un moment, nous étions tous séparés : le médecin à la portion centrale, moi-même à Zuénoula et mon infirmier d'un autre côté. Mais les liaisons fonctionnaient bien. De temps en temps, quand j'allais sur un poste avancé, je trouvais un autochtone qui présentait une plaie ou une maladie, nous le soignions, ce qui était normal. Nous ne faisions pas d'AMG, mais il n'était pas question de refuser les soins ; cependant je n'ai jamais rencontré de blessures graves ou de pathologies importantes. Nous avions de bonnes relations avec la population et les gendarmes ou les militaires ivoiriens. À la différence d'Abidjan, où la population était chauffée à blanc contre les Français par les sbires de Gbagbo, à Douékoué ou à Zuénoula, les gens étaient simples et sympathiques. Un jour, tandis que je passais le produit anti-moustiques près de chez les sœurs, j'ai vu un grand-père assis sous un arbre très feuillu. Je me suis approché et je lui ai demandé comment s'appelait cet arbre. Il m'a regardé, puis il m'a dit : "C'est un arbre à ombre !" J'ai trouvé sa réponse empreinte d'une grande philosophie, très au-dessus de la guerre civile qui déchirait son pays.

» Alors que le secteur était calme, les Mi-18 de l'armée ivoirienne sont venus à Zuénoula et ont tiré plusieurs paniers de roquettes dont beaucoup n'ont pas explosé. J'ai dépollué le secteur avec l'adjudant-chef Favrat en les détruisant sur place. Une de ces munitions était entrée par la fenêtre dans une maison et s'était fichée dans le sol. Alors que j'avais déjà placé une charge pour la faire péter sans la déplacer, j'ai entendu des gémissements. J'ai inspecté la maison et finalement, sous une planche, j'ai découvert un petit chien que nous avons ramené au poste, où il est resté après notre départ.

» La fin du séjour a été calme. Après la relève, nous sommes partis en véhicules pour Abidjan en passant par Yamoussoukro où nous avons pu admirer la basilique, réplique de Saint-Pierre de Rome édifiée par Houphouët-Boigny. Bien avant d'arriver à Abidjan, nous avons pris des dispositions de sécurité. Effectivement, nous n'avons pas été très bien accueillis : bras d'honneur, cailloux, bouteilles… Finalement, nous sommes arrivés au camp du 43e BIMa à Port-Bouët. Là, la première chose que j'ai faite, c'est de prendre une vraie douche. Nous avons procédé aux réintégrations, à la mise en caisse des matériels et de l'armement. La nuit s'est bien passée, bien que les légionnaires aient regretté la fermeture du

foyer. Était-ce à cause de nous ? Je ne sais pas. Le 23 mars 2003, mission remplie, nous embarquions pour Calvi. »

* * *

Dans la soirée du 6 au 7 novembre 2004, de violentes manifestations ont lieu à Abidjan. Pour garder le contrôle de la situation et protéger les ressortissants français, le 2e REP est mis en alerte. La 4e compagnie est rappelée du terrain et le 7, à 16 heures, elle se pose sur l'aéroport d'Abidjan. Simultanément, l'EMT aux ordres du colonel Paulet, chef de corps, la 3e compagnie et la CEA quittent Libreville, où ils étaient en mission de courte durée pour rejoindre Abidjan.

Aux ordres du PCIAT *Licorne*, le PC *Harpon* et les trois compagnies du REP participent à la reprise du contrôle de la plate-forme aéroportuaire et à la sécurisation d'un quartier résidentiel d'Abidjan où les ressortissants français ont été victimes d'exactions. Contrôler, renseigner, dissuader fermement, négocier dans un climat hostile, protéger les expatriés qui refusent de partir constituent l'essentiel de la mission. Le 2 novembre au soir, la CEA est relevée sur ses positions par les marsouins du 3e RIMa. Cette relève marque la fin de l'intervention du 2e REP en Côte d'Ivoire. Le PC rentre à Calvi, la 3e compagnie et la CEA retournent finir leur séjour au Gabon ; quant à la 4e compagnie, elle demeure à Abidjan pour contrôler la zone 4 de la ville.

* * *

Durant les premiers mois de l'année 2006, le 2e REP fournit l'essentiel du GTIA 1 dans la région de Bouaké. La situation s'est bien améliorée sous l'action conjuguée de la force *Licorne* et de l'ONUCI. L'EMT du REP est composé d'une UCL, des 1re et 3e compagnies et de détachements annexes. Profitant de ce calme relatif, le 2e REP réussit à concilier instruction et activités opérationnelles. Durant le mois d'avril, 18 légionnaires du régiment ont suivi la formation générale élémentaire leur permettant d'accéder au grade de caporal. À la manière des pelotons d'élèves gradés d'Indochine, les élèves caporaux ont sillonné la Côte d'Ivoire et reçu une instruction rustique, resserrée, mais complète. Alternativement au camp de

toile dans l'emprise de la 1re compagnie à Bouaké-Séminaire et au cœur de la zone de confiance, la formation faisait la part belle aux activités opérationnelles, notamment des patrouilles réelles – motorisées et à pied – accomplies dans le cadre de l'opération *Échiquier* destinée à assurer la sécurité de la population et à interdire les intrusions en armes ou en en uniforme dans la zone de confiance. Une semaine passée au camp de Lomo-Nord leur a permis de tirer à toutes les armes d'infanterie en configuration de combat et de poursuivre l'instruction générale. À la veille de Camerone, le 2e REP s'enrichissait de 18 nouveaux caporaux.

Dans le cadre de ses missions générales, la force *Licorne* doit être en mesure d'assurer la sécurité et l'évacuation des Français présents sur le territoire ivoirien. L'UCL est mise en alerte. Elle est chargée, en plus de ses missions permanentes, de la mise en œuvre du centre de regroupement et d'évacuation des ressortissants (CRER) sur le site de Baptiste, situé à Bouaké. Le personnel désigné pour armer le centre d'évacuation, aux ordres des chefs de cellule et conformément aux fiches des tâches, équipe, prépare, organise le dispositif pour accueillir les ressortissants. Le CRER est une zone de transit où s'effectue l'ensemble des opérations d'accueil et d'administration et, si nécessaire, permet d'évacuer le plus rapidement possible les ressortissants. Ils sont protégés et mis en condition en vue de leur évacuation vers Abidjan puis vers la France. La liste consulaire annonce environ 130 personnes à accueillir.

Les premiers éléments arrivent sur le camp Baptiste. Ce sont 15 hussards parachutistes du 3e escadron du 1er RHP qui joueront le rôle de figurants : le commerçant au magasin détruit, le couple binational, la famille terrorisée, la religieuse, la dame « ayant des vapeurs », le blessé par balle… Les légionnaires, la cellule des affaires civilo-militaires, la prévôté et un élément de la DPSD font face à chaque situation avec professionnalisme. Chaque événement est minutieusement géré. Les ressortissants sont accueillis, « badgés », enregistrés, photographiés, écoutés ou interrogés, soignés si besoin, dirigés vers la zone de vie pour attendre, en sécurité, leur évacuation imminente. La cellule transit distribue les cartes d'embarquement en fonction des priorités. Le premier groupe est évacué. Prêt à toute éventualité, le 2e REP poursuit sa mission en Côte d'Ivoire.

Chapitre 19

Président des sous-officiers du 2e REP

« Le 1er juillet 2004, j'entrais en fonction au bureau de garnison. C'était un service que je ne connaissais pas encore. En fait, mon travail consistait à loger les gens correctement à Calvi et autour du camp. Le bureau de garnison gère une centaine d'appartements et de petites maisons individuelles, depuis la villa du chef de corps jusqu'aux résidences immobilières. Je devais également contacter des propriétaires à Calvi, à Calenzana ou à Lumio, voire à L'Île-Rousse, pour trouver des locations destinées aux familles du régiment. Pendant quatre ou cinq mois, j'ai joué à l'agent immobilier et au bout de cette période, je me suis aperçu que je n'avais plus besoin d'aller à la rencontre des propriétaires, mais que c'étaient eux qui me téléphonaient. J'ai fait une liste des logements disponibles que j'ai pu proposer à des personnes ne voulant pas habiter en secteur militaire. Ensuite, il faut animer la commission des logements, vérifier l'état des lieux à l'arrivée et au départ… J'ai dû mettre deux mois pour être dans le bain.

» Ensuite, je me suis attaqué au logiciel de l'Armée de terre concernant les logements. *Galilée*, c'est le nom de ce logiciel, était installé, mais personne n'avait véritablement étudié toutes ses possibilités. Je suis donc parti à Paris faire le stage permettant de l'utiliser correctement. Au bout de huit jours, je maîtrisais l'essentiel, mais j'ai préféré assurer mes arrières en maintenant un contact en cas de besoin. J'ai donc rentré tous les immeubles, les maisons, les noms des propriétaires, ceux des locataires, la surface habitable, l'état des logements, la composition de la famille, les ressources et bien d'autres choses. J'ai également intégré un programme immobilier

piloté par le commandant en second de 25 maisons individuelles dans un lotissement à Calenzana. Ce travail me changeait considérablement de tout ce que j'avais fait au régiment. Avant, tout était purement militaire et en interne. Ici, je faisais l'interface entre le milieu militaire et la société civile, avec une composante sociale importante. J'avais des relations plus étoffées avec les militaires de la RTSE[1], avec les assistantes sociales, les assureurs, etc. La maîtrise complète du job m'a pris une bonne année. Pendant ce temps, sous l'autorité du commandant en second et en relation avec les gardiens d'immeubles, je pilotais les chantiers d'entretien ou de rénovation, qui sont permanents. À côté de cela, j'étais un peu l'adjoint du PSO, le major Sauteur, et j'apprenais pas mal de choses sur son rôle, sans m'imaginer que je le remplacerais plus tard. En contrepartie, il m'appelait au secours quand il avait des problèmes relevant de l'informatique, qui n'était pas trop sa partie. J'ai tenu ce poste jusqu'au 1er juin 2006.

» C'était aussi le temps des récompenses. J'avais la médaille militaire depuis le 27 mars 1995, en 2002 j'avais été décoré de la médaille de reconnaissance de la nation avec agrafe *Opérations extérieures*, en 2004 j'ai été cité à l'ordre de la division pour l'opération *Licorne* et décoré de la croix de la valeur militaire avec étoile d'argent lors de la commémoration de Camerone. J'ai également reçu la médaille d'outre-mer avec agrafe *RCI*. Enfin, le 29 septembre 2005, lors de la prise d'armes de la Saint-Michel, j'étais fait chevalier de la Légion d'honneur. Moment d'intense émotion. La première question que je me suis posée a été : pourquoi moi ? Ma question est restée sans réponse. À cette époque, j'étais le seul dans ce cas au régiment et je le suis resté jusqu'en 2010. »

Citation

Le général d'armée Bentégeat, chef d'état-major des armées
Cite à l'ordre de la division l'adjudant-chef Saulnier
Du 2e régiment étranger de parachutistes – Calvi

« Engagé au sein des troupes françaises en république de Côte d'Ivoire dans le cadre de l'opération Licorne *du 6 décembre 2002 au 24 mars 2003 en qualité d'adjudant d'unité, a fait preuve de belles qualités militaires.*

S'est particulièrement distingué le 6 janvier lors de violentes attaques de rebelles lourdement armés au nord du point de contrôle sur l'axe de Man dans la région de Douékoué. Sous le feu nourri de mortiers et d'armes

automatiques a, sans peur du danger, assuré les premiers soins à l'un des cinq blessés au plus près de la ligne de contact. Devant la puissance du feu adverse, a dû riposter pour protéger le blessé avant de le transporter au point de regroupement prévu. A, en outre, eu une action déterminante dans le conditionnement des cinq blessés en vue de leur évacuation par hélicoptère.

S'est de nouveau distingué lors du ratissage de la zone de combat, où une section déplorait cinq blessés dont un très gravement atteint. Au péril de sa vie, a participé à la relève des blessés, permettant ainsi leur évacuation rapide en dehors de la zone hostile. Par la suite, a assuré leur convoyage héliporté jusqu'à l'antenne chirurgicale avancée de Yamoussoukro.

Par son courage au feu et ses qualités d'infirmier au combat, a contribué personnellement à la sauvegarde de vies humaines. Mérite d'être cité en exemple. Cette citation comporte l'attribution de la croix de la valeur militaire avec étoile d'argent. »

À Paris, le 24 mai 2004

Signé : Bentégeat

« En 2006, le major Sauteur m'a appelé et m'a dit : "Ce serait bien que tu te présentes à l'élection du PSO." Je lui ai répondu que cela demandait réflexion. Au début, je ne savais pas quoi penser. Certes, j'avais le profil, j'étais un des plus anciens du régiment, décoré de la médaille militaire et de la Légion d'honneur. Le major Sauteur m'a alors sorti un petit manuel portant sur le rôle et les devoirs du PSO. J'ai ensuite rencontré quelqu'un qui me connaissait bien qui m'a dit : "Tu te souviens, pour le concours des majors tu m'avais dit qu'il faut toujours se remettre en question, alors lis ce bouquin." L'allusion était claire et j'ai compris que je n'avais pas le choix. J'ai alors cherché les autres candidats, il n'y en avait qu'un. Je lui ai proposé un *ticket* à l'américaine : "Si je suis élu tu seras mon adjoint, si c'est l'inverse, je serai ton adjoint." Pas de problème, m'a-t-il répondu, on marche comme ça.

» L'élection a eu lieu, j'ai été élu président des sous-officiers et mon camarade est devenu mon adjoint. Jusqu'à son départ, je me suis appuyé sur le major Sauteur. Au début, mes interventions étaient assez timides, je ne savais pas trop où je mettais les pieds, surtout dans les rapports avec le chef de corps et la hiérarchie et avec les autorités extérieures. Le principe de

base de mon action reposait sur l'équité et la justice à tous les niveaux. J'ai passé des heures à bouquiner les notes du major Sauteur. Lorsque j'ai été nommé PSO, je suis parti à Aubagne pour une réunion des nouveaux PSO. Après l'accueil par le président Légion, nous avons surtout parlé de notre conception du rôle de PSO et de la manière d'exercer nos prérogatives. J'ai acquis quelques connaissances supplémentaires, mais j'ai surtout relevé que je devais entretenir des relations privilégiées avec le PSO Légion, ce qui est normal, mais aussi avec celui du GRLE et du 4e RE. En ce qui concerne les autres PSO, hormis la camaraderie légionnaire, je prévoyais moins de contacts professionnels du fait de la stabilité de nos effectifs, notamment au 1er REC, au 2e REI ou dans les deux REG. Il n'existait quasiment pas de cas de mutation de sous-officiers de ces régiments au REP et les sous-officiers du REP qui rejoignaient leurs rangs le faisaient pour des raisons diverses, le plus souvent à l'issue d'un séjour outre-mer. J'étais censé rendre compte des événements importants du corps des sous-officiers du 2e REP au PSO Légion, établir un rapport sur le moral, le tenir au courant des problèmes rencontrés, en clair, de la vie des sous-officiers à Calvi. En ce qui concerne les PSO du GRLE et du 4e RE, nos relations professionnelles étaient basées essentiellement sur le recrutement des futurs légionnaires et cadres affectés au REP et sur le suivi des sous-officiers en stage à Castelnaudary. J'ai donc demandé à me rendre à Castelnaudary pour être reçu par le chef de corps et le PSO afin de resserrer les liens entre les deux régiments et favoriser le recrutement au profit du REP.

» À Calvi, peu de temps après avoir été élu, j'ai réuni tous les sous-officiers pour leur présenter ma conception du rôle du PSO et mon mode d'action. J'ai conclu mon exposé par les points de détail concernant les améliorations à apporter dans le comportement, notamment celui des *jeunes anciens* des compagnies de combat, qui ont tendance à se prendre pour des seigneurs et à dédaigner leurs camarades spécialistes. Je leur ai dit de ne pas oublier que c'est grâce à eux s'ils mangent, s'ils sont soignés, vêtus, équipés et approvisionnés. Donc, ce n'est pas la peine de critiquer la CCS ou la CBI, parce que je ne l'admettrai pas. Je leur ai également dit qu'en cas de faute nécessitant le rapport du chef de corps, il n'y avait pas de cas indéfendable, et par hasard, si c'était le cas, le fautif serait au courant immédiatement. Il n'y a pas eu de question, puis j'ai donné mon numéro de téléphone personnel en précisant que j'étais joignable jour et nuit en cas de

problème et que si j'apprenais le matin un incident qui s'était produit dans la nuit, du type bagarre, accident, cela ne se passerait pas très bien pour les intéressés. Je leur ai également dit de me parler de leurs ennuis éventuels avant qu'ils ne deviennent des problèmes insurmontables. J'ai pris l'avis des anciens, qui m'ont tous décerné une mention favorable. En fait, c'était une prise en main. J'avais pris les consignes du chef de corps, le colonel Paulet, qui ont été renouvelées par le colonel Houdet, nouveau commandant du 2e REP.

» À partir de là, je me suis consacré à ma fonction, accueillant les nouveaux sous-officiers, les intégrant dans le système, leur rappelant les traditions, puis j'ai mis les règlements de popote et les us et coutumes en vigueur au régiment sur informatique, puis le PSO Légion a sorti un petit bouquin, *Sous-officier de la Légion étrangère*, qui expliquait les droits et les devoirs des sous-officiers. Après, je me suis intéressé aux cas particuliers. Je partais du principe qu'il y avait trois sortes de sous-officiers au régiment : ceux que l'on connaît, ceux dont on n'entend jamais parler et les cas particuliers. Certains de leurs problèmes étaient connus, mais parmi ce marais, il y en avait sûrement qui avaient des problèmes cachés. Le matin en revenant du sport ou vers midi, je passais dans les clubs des compagnies, ce qui me permettait de rencontrer tout l'encadrement et de prendre le pouls de la compagnie. Je participais à différentes commissions dont celle du cercle mess. Je me suis également penché sur la vie familiale de certains en fonction des rumeurs qui me parvenaient. Par exemple, un jeune sergent qui venait de se marier ou d'avoir un enfant. Il n'y avait aucun problème avec la hiérarchie officiers et les relations étaient confiantes. Je gardais des relations suivies avec les assistantes sociales et le bureau de garnison.

» Les relations extérieures constituaient un volet important de ma fonction : avec le sous-préfet, le capitaine de gendarmerie, les élus, les associations, et puis il fallait s'occuper des cimetières – d'ailleurs, le fleuriste tenait une place particulièrement importante dans ces activités. Dans de nombreux cas, je faisais l'interface entre le colonel et le monde combattant. J'entretenais des rapports suivis avec les amicales de Bastia, de Corte, d'Ajaccio, de Bonifacio et bien sûr de Calvi. Nous avons d'ailleurs apporté un soutien financier aux amicales Légion de Corse. Je participais avec le chef de corps au bilan annuel de la gendarmerie (accidents, délits, etc.). Il y avait aussi les assureurs, les déménageurs, les commerçants, les artisans et les entreprises de Balagne que nous sollicitions pour des lotos, la

tombola de Camerone, et que nous faisions travailler (travaux, réceptions…). Je me suis rapidement rendu compte que la fonction de PSO n'était pas seulement honorifique, mais que c'était un travail à temps complet. D'ailleurs, le colonel Houdet m'avait bien précisé que c'était ma mission principale ; je supervisais le bureau de garnison, sans plus. Heureusement, mon adjoint me soulageait dans certaines tâches et prestations.

» Parmi les tâches particulières que m'avait confiées le colonel Houdet, je devais veiller au bien-être de la compagnie de réserve en train de se monter. Il voulait connaître le moindre ennui intervenant dans son développement. Mais la montée en puissance de la 7e Compagnie ne pouvait se faire qu'avec l'adhésion des réservistes, donc il fallait aller les chercher. Nous aurions pu penser que c'était le plus gros problème, en fait, celui-ci était ailleurs : il y avait beaucoup trop de sous-officiers et pas assez d'hommes du rang. Finalement, nous avons réussi à réguler le recrutement et à le rendre conforme au TED ; cela nous a valu, à mon adjoint et à moi, la médaille de bronze des services militaires volontaires à titre exceptionnel remise en 2011 par le capitaine Benda, commandant cette unité ! J'ai été agréablement surpris par le climat de camaraderie et de confiance qui s'est immédiatement instauré entre les sous-officiers de réserve – dont beaucoup n'étaient pas Légion – et les cadres d'active du régiment. Les réservistes portent un béret vert, l'insigne du régiment et la fourragère. J'ai la même autorité sur ces sous-officiers que sur ceux du régiment. En cas de problème, par exemple, c'est moi qui les présente au rapport du chef de corps. Appartenant à un régiment TAP, nous avons naturellement envisagé de breveter ceux qui ne l'étaient pas et qui seraient volontaires. Nous leur en avons parlé et, surprise, les jeunes qui souvent n'avaient pas fait de service militaire étaient tous volontaires pour sauter. Le CES assure leur formation TAP et l'encadrement les entraîne au combat et au tir. Ils participent aux missions Héphaïstos contre les incendies de forêt, au plan Vigipirate, mais ne sont pas inclus dans les opérations extérieures du REP.

» De mai à octobre 2007, je suis parti en mission de courte durée au Tchad avec l'EMT du 2e REP en qualité de président des sous-officiers du détachement Terre à N'Djamena. En réalité, je ne m'occupais que des sous-officiers du REP car je n'ai pratiquement jamais eu affaire à ceux des autres armes qui se trouvaient sur la base. J'avais de très bonnes relations avec les aviateurs, les marins, les transmetteurs, les commandos de l'air. J'ai passé le

plus clair de mon temps en relations interarmées. De temps en temps, j'allais à l'infirmerie voir l'infirmier que j'avais connu lors de mon précédent séjour. Quand j'avais du temps, je donnais un coup de main à droite et à gauche.

» Un jour, le colonel Houdet a eu une idée splendide en programmant une sortie terrain pendant la saison des pluies, ce que personne ne faisait jamais. Ce fut mémorable. Nous sommes partis dans le sud du Tchad avec des moyens considérables. Nous avions embarqué les *Sagaie* sur des camions civils pour les emmener sur le site de la manœuvre et tout le train de combat est parti vers la zone de manœuvre sous une pluie battante. Nous avions quitté la route goudronnée depuis 150 mètres quand le premier camion s'est enlisé. Nous avons désembourbé le camion et nous avons recommencé l'opération deux ou trois fois. À la fin de la journée, nous maîtrisions parfaitement la séquence. Mon rôle consistait à ravitailler les hélicos avec la CCT, une citerne de 30 tonnes. Je pouvais craindre le pire, eh bien, je ne me suis pas enlisé une seule fois ! Le grand carrousel a commencé avec les VAB, les *Sagaie*, les VBL, les VLTT P4, les transmissions, les hélicos, les avions de chasse… C'était vraiment impressionnant. Très Légion ! Quand nous sommes revenus, toute la base Kosseï s'est inclinée devant le colonel Houdet, qui avait vaincu la saison des pluies et accessoirement impressionné les rebelles tchadiens et les Soudanais. Dans la foulée, nous avons fêté la Saint-Michel de brillante façon. Prise d'armes, chants, festivités qui coïncidaient avec les adieux, puisque nous avons quitté le Tchad le 1er octobre 2007. »

Lettre de félicitations
Le colonel Patrice Caille
COMELEF adjoint et chef d'état-major interarmées
des Éléments français au Tchad
Félicite l'adjudant-chef Jean-Claude Saulnier
Du 2e régiment étranger de parachutistes – Calvi

« Détaché au sein des Éléments français au Tchad dans le cadre de l'opération Épervier *de juin à octobre 2007, l'adjudant-chef Saulnier, en tant que chef du service général du groupement Terre, a effectué un travail en tous points remarquable. Très expérimenté, ce sous-officier a assumé avec une disponibilité sans faille les nombreuses responsabilités qui lui ont*

été confiées. Outre ses fonctions de chef du service général dans lesquelles il a excellé, il s'est avéré être un interlocuteur écouté pour les sous-officiers des Éléments français au Tchad et un conseiller avisé pour le commandement.

Il s'est particulièrement distingué lors de la mission de sécurisation de l'aérodrome de Goz-Beida pour la mise en place du fret aérien au profit des camps de réfugiés du Darfour du 17 au 24 juin 2007. Adjoint au chef du détachement de protection, envoyé sur très court préavis pour assurer, avec un élément réduit, la sécurité des avions militaires français, il a su, grâce à son expérience, son sens du terrain et ses connaissances tactiques, améliorer avec énergie et détermination les conditions de vie et de protection du détachement. Travaillant sans relâche, ingénieux et animé par un grand sens pratique, il a su rayonner et, avec dynamisme, fédérer l'ensemble du personnel pour garantir le succès de la mission.

Pour son implication personnelle, son abnégation et ses initiatives pertinentes, l'adjudant-chef Saulnier mérite tout particulièrement d'être félicité. »

N'Djamena, le 11 août 2007
Signé : Caille

« À Calvi, j'ai repris mes activités de président et, après Camerone, il y a eu de nouvelles élections du PSO. J'ai voulu susciter des candidatures, mais personne ne voulait se présenter. Nous nous sommes donc représentés avec mon adjoint selon le même schéma qu'en 2006. J'ai été réélu lors de la prise de commandement du colonel Bellot des Minières. Petit entretien avec le chef de corps, qui m'a fait part de ce qu'il souhaitait pour les sous-officiers tout en s'inscrivant dans la continuité de ses prédécesseurs et en précisant que sa porte était toujours ouverte. Mais je n'allais pas l'importuner avec des détails. Deux fois par mois, nous invitions le chef de corps au mess. Une fois avec les sous-officiers supérieurs, une fois avec les sous-officiers subalternes, ce qui permettait d'échanger librement et de prendre le pouls de l'encadrement. En 2009, défilé du 14-Juillet à Paris. C'était mon premier défilé. Dans la capitale, entre les entraînements à Satory, les invitations pleuvaient. C'était le Sénat, l'Hôtel de ville, puis, après le défilé, la garden-party à l'Élysée… C'était d'ailleurs la dernière ! J'ai défilé comme garde au drapeau ; un sous-officier Légion d'honneur de part et d'autre du drapeau et les hommes du rang décorés. Nous sommes

rentrés à Calvi, où nous avons appris que nous partirions en Afghanistan l'année suivante. »

---

1. Région Terre Sud-Est.

Chapitre 20

Intervention en Afghanistan

Programmé pour être projeté en Afghanistan au début de l'année 2010, le 2e REP a subi une préparation intense tout au long de l'année 2009 tant individuelle que collective au niveau des sections et des compagnies, puis du régiment. Cela s'est traduit par de nombreux exercices en Corse et dans les camps nationaux, par des cours et des conférences donnés par des officiers ayant déjà servi en Afghanistan, par des remises à niveau des savoir-faire et la découverte de nouveaux matériels. C'est ainsi que le 2e REP a organisé, dans la région de Corte, du 17 au 20 mai 2009, un exercice interarmes pour la 3e compagnie, les GCP, les détachements du 1er RHP, du 35e RAP et du 17e RGP qui sont amenés à renforcer le régiment. La manœuvre avait pour objectif de travailler les fondamentaux tactiques au niveau des sections, d'affiner la collaboration avec les détachements des autres régiments, d'éprouver le poste de commandement régimentaire et de mettre en œuvre les procédés tactiques de contre-rébellion. L'effort a principalement porté sur la partie tactique : reconnaissance de hameau, réaction face à une embuscade, gestion des blessés, escorte de convoi, etc. Les commandos parachutistes ont, quant à eux, participé aux formations techniques puis ont poursuivi leur entraînement spécifique.

Cette mise en condition opérationnelle s'est terminée par deux exercices interarmes de mise en application. Lors du premier, la 3e compagnie a effectué une reconnaissance de vallée et les pelotons du 1er RHP une escorte de convoi. Chaque section était renforcée d'un groupe génie et d'un EOD. Le second a consisté en un exercice du niveau du GTIA où les sections ont réalisé un bouclage et un ratissage de zone durant lesquels elles ont

rencontré divers incidents afin d'évaluer l'assimilation des procédés. Un observateur, officier de chasseurs alpins, s'est dit frappé par les similitudes de la configuration topographique entre les hauts de Corse et l'Afghanistan. Quelques semaines plus tard, les unités entamaient la dernière phase de leur préparation par des évaluations au CEITO et des séjours au CENTAC, à Caylus ou à Canjuers. À la fin de l'année, le 2e REP était prêt à remplir sa mission en Afghanistan.

« Dans le cadre de la préparation au mandat en Afghanistan, rapporte l'adjudant-chef Saulnier, nous avons effectué l'exercice *Hindu Kush*, du nom d'un massif montagneux en Afghanistan. Nous nous sommes intéressés aux origines du conflit, aux parties en présence, à l'ambiance, la géographie, le climat, la population, les mœurs, en particulier cet islam extrémiste avec lequel nous allions devoir composer, et l'environnement géopolitique et ethnique. Plusieurs conférences par un officier britannique et un officier français ayant servi en Afghanistan ont complété le panorama.

» À côté de cela, un amphi du général Guignon nous a détaillé l'action des commandos de chasse en Algérie en 1960. En effet, avec la configuration du pays, des djebels pelés rappelant l'Aurès ou la Kabylie, mais entre 3 000 et 5 000 mètres d'altitude, des rebelles qui mènent une guérilla meurtrière à partir de zones sanctuaires, une population parfois hostile, les similitudes sont grandes, et tout conduit au même type d'opérations. Nous avons lu pas mal de livres consacrés à l'Afghanistan et à son histoire récente. Nous savions que les talibans profitent de l'appui du Pakistan, malgré les accords officiels avec les États-Unis, et de l'Iran. Au plan pratique, nous nous sommes aperçus que l'Afghanistan était topographiquement assez proche de la Corse, ce qui nous a permis d'effectuer une partie de la préparation à domicile. Nous avons également séjourné au CENTAC à Mourmelon, au CEITO du Larzac, à Caylus… La préparation a surtout été axée sur les blessés et leur évacuation, la sortie du feu et tout ce qui est combat de rue. Nous devions nous adapter à notre adversaire tout en prenant l'ascendant. Vint ensuite la phase de cohésion du GTIA *Altor* – dénomination décidée lors de notre séjour à La Cavalerie par le chef de corps – durant laquelle nous avons fait la connaissance des unités qui seraient intégrées dans le GTIA et des matériels spécifiques mis en œuvre, comme les canons de 155 mm Caesar. À Corte, dans l'ancien quartier Chabrières du 2e REI, nous avons commencé à travailler avec ces personnels dans différents domaines, notamment les IED, premiers soins et

extraction d'un blessé, etc. Mon rôle de PSO était d'apprendre avec les autres car on ne connaît jamais tout, et d'expliquer à certains l'information sanitaire donnée par les médecins. Je développais également les relations avec les artilleurs du 35e RAP, les sapeurs du 17e RGP, les hussards parachutistes du 1er RHP et l'ALAT. Les relations interalliées viendront à La Cavalerie dans le cadre du centre d'entraînement des états-majors. Pour l'instant, il fallait amalgamer toutes ces composantes et en faire un outil cohérent. C'était l'objectif de l'exercice *Hindu Kush*.

» Cette manœuvre axée sur la condition physique synthétisait tout ce que nous serions amenés à faire en Afghanistan. La météo a joué son rôle à fond : neige sur les pitons, pluie dans les vallées. Déplacement des PC tactiques, recherche de l'ennemi, contact, ouverture du feu… La manœuvre a duré six jours et a permis d'améliorer certains savoir-faire et la coordination interarmes. Retour au camp Raffalli pour la phase logistique et le volet endurance, qui s'est traduit par une marche. Nous sommes partis équipés de la même façon qu'en Afghanistan, car nous avions perçu une bonne partie du paquetage de combat à Corte, notamment les frag[1], les nouvelles tenues, afin de marcher lourdement chargés – environ 30 kilos, voire plus pour certains selon leurs fonctions – pour tester nos capacités physiques. Nous sommes partis de Ponte-Leccia pour revenir à Bonifatu en passant par le col de la Monfrella. La première étape s'est passée sous un temps couvert, mais pas désagréable. La deuxième s'est effectuée sous une pluie soutenue, ce qui nous a permis de constater que nous étions aussi mouillés que dans nos anciennes tenues, mais tout de même plus à l'aise. Nous avions également de nouvelles chaussures en caoutchouc et à tige de toile qui nous changeaient des rangers et auxquelles nous avons dû nous habituer. Cette marche nous a donc permis de tester le matériel et l'équipement individuel. Personnellement, j'avoue avoir souffert comme pas mal d'autres. Nous sommes arrivés à la forêt de Bonifatu bien fatigués. De retour au camp, nous avons commencé à préparer le départ : formation de l'EMT et des compagnies, vérification et colisage du matériel de la mission, etc.

» Je m'étais préparé physiquement et moralement pour cette mission, peut-être un peu plus que pour les autres, car je savais qu'il s'agissait de ma dernière campagne importante. J'avais commencé ma carrière sur le coup d'éclat de Kolwezi, j'allais la terminer en participant à une guerre sans

gloire qui avait déjà coûté la vie à plus de 40 de nos soldats pour des intérêts que j'avais du mal à discerner. Mais il n'était pas question d'états d'âme ; ne dit-on pas dans le code d'honneur du légionnaire que la mission est sacrée ? Comme tout le régiment, j'étais prêt et j'ai décidé en tant que président des sous-officiers – c'est-à-dire proche à la fois de l'état-major et des exécutants – de tenir un journal de marche relatant la vie quotidienne de la Task Force *Altor* (dénomination du GTIA 2 formé par le REP), les événements marquants, mais aussi les réalités ignorées des médias, les anecdotes et les détails insolites du séjour. C'est ce journal que le lecteur lira dans les pages consacrées à la Task Force *Altor*. »

* * *

« Nous avons quitté Calvi le dimanche 10 janvier au lieu du 6 janvier, suite à la capture de deux journalistes de France 3 en Surobi, les deux guignols Ghesquière et Taponier, l'avion que l'on devait prendre ayant été récupéré par les forces spéciales pour s'occuper d'une possible libération de ceux-ci[2]. Partis de Calvi avec 14 °C, il fait –1 °C à Paris. Huit heures plus tard, nous embarquons sur le vol de Kaboul, via Abou Dhabi. Le lundi 11 janvier, 5h30 locale, dernière étape Abou Dhabi – Kaboul. Ici, à Abou Dhabi, il fait déjà 30 °C et le paysage est fait de sable à perte de vue, d'allées de palmiers sur des kilomètres et de routes à faire pâlir nos plus belles autoroutes. Nouveau vol sans histoire. Vers 11h30, nous distinguons Kaboul, une ville où tout est délimité par des murs : les maisons, les cours, les champs, tout est de la même couleur ocre et poussiéreux, la ville elle-même est entourée de montagnes qui culminent à plus de 3 000 voire 5 000 mètres, pas question de partir de Kaboul à pied sans gravir un col puis un autre et encore un autre, jusqu'au désert au sud vers Kandahar. Kaboul se trouve au milieu d'une vallée d'une trentaine de kilomètres de large. Poser de l'avion, cool ! Aux abords de la piste, des centaines d'aéronefs civils et militaires, américains pour la plupart, C-160, Black Hawk, Chinook, Caracal, Kiowa, Puma, Tigre, Gazelle, F15, F16, F18, A10, B2B, Galaxy, Mi-8, MK2, Antonov, etc.

» Bagram est l'aéroport militaire américain de Kaboul, 25 000 personnes travaillent sur cette base. À 11h30, poser de l'Airbus A340 ; au sol, un tout petit 14 °C, Kaboul est située à 1 600 mètres d'altitude et la nuit le thermomètre descend à –10 °C. La sorte de poussière dont je parlais dans

l'avion, eh bien au sol nous en avons l'odeur, âpre, sèche, voire irritante ; une brume stagnante limite la visibilité, un peu comme lors des pics de pollution en France. Le temps est sec, on nous fait embarquer dans des bus qui ressemblent étrangement aux bus de prisonniers que l'on voit dans les films américains, et surtout dans le même état de délabrement et de la même couleur. Au bout de 7 kilomètres, le bus s'arrête devant un *Rub Hall*, en clair une énorme toile de tente sous laquelle un gros avion tient largement. Celui-ci est équipé de lits avec matelas sur toute la surface et sur deux étages ; on peut largement loger un millier de personnes dans ce genre de structure, où il règne une chaleur d'au moins 30 °C. Ici s'entassent tous les militaires de la coalition, Américains, Anglais, Canadiens, Géorgiens, Italiens, Français, Allemands et j'en oublie, hommes et femmes bien sûr, mais nous ne sommes pas trop dépaysés, car nous, avec nos 78 nationalités, nous assumons toutes les situations ; les Américains nous disent *Bonjour* et nous leur répondons *Hello* ! Pas de répit, il nous faut maintenant faire les laissez-passer ISAF, s'installer provisoirement, percevoir les gilets pare-balles, les munitions, sortir les armes des caisses, grailler les chargeurs de munitions Famas et PA, puis révisions des règles opérationnelles d'engagement pour l'intégration à l'ISAF, ainsi que les procédures opérationnelles permanentes. Repas le soir chez les Américains, étonnant et à volonté – moi qui n'aime pas particulièrement les pâtisseries, j'ai adoré les cookies mous, excellents, hélas je n'ai pas la recette. Mais quelle nuit ! Entre les avions, les hélicoptères, les tirs, les contre-mesures, les insomniaques et les patrouilles de cars qui ramassent les personnels de service, on a déjà des envies de meurtre, avant même d'avoir vu la queue d'un taliban.

» Les deux jours suivants ont été consacrés à la présentation du théâtre d'opérations et à ses dangers, notamment les IED. Il paraît que les personnels de ces véhicules qui ont sauté sur les IED s'en sont sortis vivants à 80 %, l'histoire ne dit pas dans quel état, ni le nombre de morceaux en moins, après avoir vu le film sur l'hôpital canadien qui reçoit les victimes d'IED, on peut rester sceptique. Nous avons également pu faire quelques achats dans un magasin américain qui vendait de tout. À 22 h 30, avec tout le barda, sac à dos, musette, gilet pare-balles, armement, casque, masque de protection, nous avons embarqué dans des hélicoptères Chinook pour un vol vers la FOB Tora ; l'atterrissage s'est fait sans dégâts sur la zone de poser de la FOB Tora à 23h15. Rien n'était allumé, c'était le noir le plus total, car

il ne faut pas de lampes pour les appareils de vision nocturne des pilotes d'hélicoptère. Première impression, il fait moins froid qu'à Kaboul, c'est aussi un peu moins haut, 1 400 mètres. Arrivés au bout du chemin, la surprise est bonne : bâtiment en dur, eau courante, électricité, tout pour passer d'agréables vacances ! Accueil par les précurseurs, récupération des sacs, installation sommaire pour la nuit, enfin il est déjà 3h30. »

Mis en place dans le cadre de la brigade La Fayette, le 2e REP a relevé le 2e REI. La cérémonie officielle de passation de commandement entre les deux régiments a eu lieu le 13 janvier 2010, sur la base opérationnelle avancée de Tora. Elle était présidée par le général de brigade Druart, commandant la 27e brigade d'infanterie de montagne et la brigade La Fayette. Le sous-gouverneur de Surobi et le général Zamraï, commandant la 3e brigade du 201e corps de l'Armée nationale afghane, étaient présents, attestant de la coopération entre les forces françaises et les autorités afghanes. À cette occasion, le général Druart a désigné comme commandant du GTIA 2 le colonel Éric Bellot des Minières, chef de corps du 2e REP. La brigade La Fayette est composée, outre le 2e REP, d'un bataillon d'hélicoptères et du GTIA 1 dans la vallée de la Kapisa, ou GTIA *Black Rock*, du nom du quartier du Roc noir, à Chambéry, où est stationné le 13e bataillon de chasseurs alpins qui en forme le noyau dur. Le commandement de cette brigade française est assuré par un état-major installé sur la base opérationnelle avancée de Nijrab, en vallée de Kapisa.

Le GTIA 2 auquel appartient le 2e REP, baptisé GTIA *Altor*, comprend 960 hommes, principalement issus de la 11e brigade parachutiste et articulés autour du 2e REP. Il tient son nom du mot *altore*, qui en corse signifie « aigle ». Ce groupement est formé de près de 30 unités différentes, marins, aviateurs et gendarmes. On retrouve en son sein des légionnaires issus de presque tous les régiments de Légion, y compris ceux du *socle*[3] qui apportent leur contribution, notamment par le renfort en spécialistes. Le GTIA 2 a pour mission de soutenir et d'appuyer les forces de sécurité afghanes dans leurs tâches quotidiennes. Celles-ci visent à développer le pays afghan dans les trois domaines principaux que sont la santé, l'éducation et l'agriculture. Le poste avancé de *Rocco*, dans lequel s'installe la 2e compagnie, préfigure ce que sera la coopération militaire avec les

éléments de l'ANA. Son but final étant l'échange et l'apprentissage des savoir-faire nécessaires à une totale autonomie.

« Le jeudi 14 janvier et le vendredi 15 sont consacrés au passage de consignes avec le major de camp du 2e REI, l'adjudant-chef Waller ; un gros morceau, vu la quantité de matériel, sa diversité et sa localisation, sans parler des surprises qui ne manqueront pas d'arriver. Waller apprend qu'il reste trois jours de plus, car l'avion est encore réservé aux forces spéciales, qui repartent bredouilles après leur chasse aux journalistes kidnappés.

» La FOB Tora compte désormais sur 6 hectares 900 militaires, totalement autonomes en eau et en électricité, disposant d'un restaurant Sodexo depuis novembre 2009, d'équipements sanitaires, d'un petit magasin tenu par des civils embauchés par l'EDA. La FOB est une véritable tour de Babel ; on y trouve l'état-major du GTIA 2, une compagnie d'infanterie, un peloton de hussards sur AMX-10 RC, une compagnie de génie, une compagnie d'appui dotée de mortiers de 120 mm et de canons Caesar de 155 mm et des éléments de différentes armes : artillerie sol-air, renseignement, transmissions, logistique, mécaniciens, essence, munitions, environnement CIMIC, contrôleurs aériens, administratifs, groupe de protection, guerre électronique, POMLT, gendarmerie, prévôté, GCP, infrastructure, animateurs radio, médecins, interprètes, photographes, aviateurs, pilotes, observateurs, navigateurs, analystes des renseignements fournis par les drones, maîtres-chiens de recherche d'explosifs, artificiers, EOD, WIT, opérateurs laser, météo, le *padre*, le détachement des forces spéciales américaines, et j'en oublie certainement quelques-uns. Actuellement, notre problème est de faire un forage pour trouver de l'eau, car celle-ci est amenée par camions citernes et la vallée est située à 400 mètres en contrebas.

» Il y a un petit marché local permanent et un deuxième seulement le lundi matin. Celui-ci donne lieu à des situations parfois très étranges. On y trouve des gens de toutes origines : Patchouns, Ouzbeks, Hazaras, Pakistanais, Russes convertis, et certainement d'autres non encore déclarés. À partir de 7 heures, une quarantaine de marchands ambulants viennent, sous contrôle de la Force, proposer des centaines de petites choses, qui vont du pointeur laser à la brosse à dents, nous contrôlons les badges, ils s'installent, ensuite ils se regroupent à l'entrée du marché, le chien recherche les explosifs et, le contrôle terminé, le marché est ouvert.

» Les jours qui suivent, le REP s'installe dans ses meubles ; moi-même, je prends mes quartiers avec l'adjudant-chef Gillet dans le bâtiment 34, dans une chambre pour deux personnes. Les règles de sécurité et le règlement interne de la FOB sont modifiées selon les ordres du chef de corps. Le 28 janvier, j'effectue une première liaison au camp Warehouse à Kaboul avec l'officier logistique pour une prise de contact avec le sergent-chef Sulyak et l'adjudant Charbonnel, du détachement de liaison. C'est aussi une période où le régiment prend ses marques sur le terrain et lance ses premières opérations. »

Fin janvier, le GTIA *Surobi* a inauguré des réalisations dans le cadre d'actions civilo-militaires au profit des habitants au cours d'une opération baptisée *Reginu*. C'était un premier contact pour le GTIA 2 avec la population de la vallée de Jagdalay et un renfort sensible de l'action de soutien au profit des forces de sécurité afghanes. Tout a commencé par l'inauguration, au village de Jagdalay, du poste de l'ANP. Par la suite, les éléments du GTIA se sont rendus dans le village de Malora afin de participer à une *choura* puis à l'inauguration d'une école, devant laquelle un puits a été creusé. Ce fut l'occasion pour les personnels du pôle CIMIC de procéder à une distribution de journaux de l'ISAF. Ceux-ci transmettent à la fois aux Afghans les informations de la Force, mais servent également de supports scolaires puisqu'ils sont écrits en pachto et en anglais, une manière d'aider les enfants à s'ouvrir à la culture occidentale. De plus, devant le dénuement sanitaire dans lequel se trouve cette région de Surobi, l'école a été pour un moment transformée en salle de consultation pour que les habitants accèdent aux soins médicaux. Le génie a également réalisé 200 mètres de piste carrossable qui ont permis de désenclaver les villages en facilitant l'accès aux grands axes routiers. Enfin, la saison froide s'annonçant, la dernière action CIMIC de cette opération a été une distribution de couvertures.

« Le 31 janvier, après avoir assuré l'installation du régiment sur la FOB Tora, je redeviens PSO et je me charge de tout ce qui est relationnel et accueil des personnels étrangers à la FOB. Alors que le temps se gâte, début de l'opération *Bonifatu 2*, du même type que *Reginu*. Les légionnaires sont au contact des insurgés, mais ceux-ci refusent le combat. Par contre, le 9 février, ils attaquent un convoi du BCS en direction de *Black Rock*. Un chasseur alpin est tué, un autre est blessé par balle et évacué sur l'hôpital de

Kaia[4]. Le 11, le *padre* arrive de *Rocco* avec un convoi de *Jaune* et je l'installe sur la FOB suite à l'inondation de sa chambre et de la chapelle. »

Dès leur arrivée sur zone, un peu à la manière des convois sur la fameuse RC 4, les légionnaires spécialistes de la chaîne logistique ont pris la mesure des dangers qui les guettent sur les routes afghanes. Mais ils savent aussi que chaque convoi est vital pour la Force. Aujourd'hui, le briefing d'avant mission stipule un risque d'explosif improvisé important sur l'axe *Orange*. C'est cependant le seul itinéraire possible pour rejoindre le poste *Rocco*, où est basée la 2e compagnie du REP. Le capitaine Hervé-Bazin, commandant l'UCL, a reçu pour mission de ravitailler *Rouge* en vivres frais, eau et gasoil. Il règle les derniers détails et rappelle à chacun les consignes en cas de contact avec les insurgés. Le convoi comporte 14 véhicules appartenant à la compagnie.

À 7h30, le capitaine donne le signal du départ. L'axe *Taurus* est franchi rapidement, la circulation est dense sur la Highway 7. Cette route relie le Pakistan à Kaboul, en passant par Surobi. Vers 8 heures, la rame de véhicules franchit le barrage de Surobi ; l'ANP est en charge de la surveillance du barrage. Vingt minutes plus tard, le convoi s'engage sur l'axe *Orange* qui remonte la vallée d'Uzbeen, les brouilleurs sont mis en route et la progression le long de l'itinéraire commence. La poussière est omniprésente, s'infiltrant partout malgré les protections mises en place. La vitesse ne dépasse pas les 7 km/h sur cette piste tortueuse où chaque virage est propice à la pose d'un IED ou à une embuscade ; les servants d'armes lourdes sont aux aguets.

8h45 : le convoi a dépassé un poste tenu par l'armée afghane et s'engage sur le plateau de Rodbar, qui surplombe la vallée d'Uzbeen. Sur leur droite, les légionnaires aperçoivent, à moins de 5 kilomètres du village de Sper-Kunday, le site tristement célèbre où le sergent Penon et ses camarades sont tombés courageusement sous les balles des insurgés à l'été 2008.

9h15 : *Rocco* est en vue, le commandant d'unité rappelle les consignes de sécurité à appliquer à l'entrée du poste. Les légionnaires de la 2e compagnie accueillent chaleureusement leurs camarades venus de Tora car ils savent que le courrier tant attendu est dans l'un des camions, comme les améliorations alimentaires. La tension du trajet s'estompe et, après un repas commun pendant lequel s'échangent souvenirs et impressions, c'est l'heure du retour sur la base de Tora. À 15h30, le commandant d'unité rend compte

au centre des opérations du GTIA que le convoi est rentré sur la base. Les légionnaires commencent le chargement des camions car demain ils seront dans la vallée de Tagab pour ravitailler le poste qui y est implanté.

* * *

« Le vendredi 12 février, la FOB Black Rock a reçu ce jour la visite du Premier ministre François Fillon suite au décès du jeune chasseur alpin trois jours plus tôt. L'ANA et l'ANP ont reçu de nouvelles armes (M16 et Kalachnikov), mais où sont passées les anciennes ? Préparation des élections des nouveaux gouverneurs de province. Rafales dans un VAB, mauvaise manipulation de l'arme, un blessé léger. Dimanche, début de l'opération *Black Ostriconi* à Tizin. Le mauvais temps se précise, +1 °C, et les insurgés se montrent plus agressifs : IED sur la piste de *Rocco*, tirs de Chicom[5] sur la FOB Kuch-Blach sans trop de dégâts. Beaucoup de neige et avalanches à l'ouest du village de Jorabay. Dans ce même village, les CIMIC ont mis en place un système de production locale d'électricité. À la suite de patrouilles à pied, il a été constaté que certains personnels hors REP n'étaient pas en très bonne condition physique, et un autre homme a lâché une rafale de Famas, traduisant la non-maîtrise de son arme ou la peur.

» Le 19 février, en même temps qu'une opération dans la vallée d'Alasay et une autre au col de Kabratu dans la vallée d'Uzbeen, l'état-major lance l'opération *Black Citadella* pour monter au nord du COP 42 et s'installer au COP 46. Couverture CAS – F16, F15, F18, A-10, MK2 de 5h30 à 16 heures. Tirs de semonce – *warning shots* – interdits. Le président Karzaï ne serait pas en très bonne santé. Radio Surobi reçoit des poèmes anti-coalition genre *Les Russes sont de retour*, serait-ce une allusion envers les légionnaires russes ? L'opération *Black Citadella* se poursuit le lendemain. Les insurgés se montrent très actifs : tirs d'obus fumigènes pour alerter la population de l'investigation de la Force dans leur village, tir au RPG-9 sur un hélicoptère sans le toucher et riposte de l'ANA au mortier de 122 mm à partir de *Rocco*. Depuis le 1er février, on a dénombré 71 IED dans le secteur *Altor*. Deux personnes se sont présentées à la FOB Kuch-Black avec des papiers falsifiés, ce serait des *human bombers* qui ont été neutralisés. Les positions françaises sont régulièrement harcelées par des tirs de Chicom et

projectiles en tout genre. Le dimanche 21 février, fin de l'opération *Black Citadella*.

» La semaine suivante est marquée par différentes actions de destruction de champs de pavot par des forces spéciales américaines ainsi que par l'opération *Éperon 2* de recherche de caches d'armes et de munitions qui pourraient se trouver à l'est de la vallée d'Uzbeen ; les mines retrouvées étaient vidées de leurs matières actives, mais dans le Helmand, une attaque au vélo piégé a fait sept morts. En tant que PSO, j'organise un petit pot pour arroser les nominations de l'adjudant-chef Daniil, de l'adjudant Sulyak et du sergent-chef Andrianavalomahefa en Afghanistan, du major Payet, de l'adjudant Ouchkov, des sergents-chefs Pop, Grolleau et Qurqentin restés en base arrière à Calvi, envoi de SMS.

» La fin du mois de février est marquée par la préparation de l'opération *Synapse* et une météo pourrie : pluie, vent, brouillard, rien de bien encourageant. Et toujours le harcèlement des insurgés. Mais vendredi, les tirs des canons de 105 mm des AMX-10 RC des hussards parachutistes ont fait comprendre aux talibans que nous pouvions également participer à la fête.

» Les premiers éléments du BCS ainsi que des éléments du 2e REG arrivent pour l'opération *Synapse*. Les préparatifs se poursuivent malgré des orages violents par la mise en place des AMX-10 RC et des canons de 155 mm Caesar. Avec le brouillard, fort risque d'infiltration des insurgés, maximum de patrouilles de nuit et à pied. Renfort guerre électronique sur le COP 42 dimanche et mise en place de moyens aériens au profit de *Rouge* en début d'après-midi, ainsi que mise à disposition de l'opération d'un Predator américain. À Kaboul, un attentat a fait 14 morts, dont un civil français. Le dimanche 28 février, la météo contraint au report de l'opération, aucun appui, qu'il soit aérien ou au sol, n'étant possible. Profitant d'une accalmie, deux rames se sont rendues au COP 42. Vers 17 heures, avec sept snipers de la 2e compagnie venant de *Rocco*, j'accompagne le chef de corps au COP 42, base de l'opération *Synapse*. »

* * *

« Le lundi 1er mars, temps clair et beau. Vers 4 heures ce matin, impossible de passer sur OP 38, la pluie a raviné une bonne partie de la piste. *Black Rock*, qui vient vers nous, se fait pilonner dès qu'il essaie

d'avancer vers le sud. Pas de nouveau report. À 15 heures, départ de la 3e compagnie de la FOB Tora ; 16 heures, départ de l'escadron de la FOB ; 17 heures, héliportage de la 2e compagnie à l'aide de deux rotations de deux Chinook sur le mont Saint-Antoine, qui domine le futur COP 46. La 3e compagnie est en protection vers l'ouest, l'escadron se poste face au nord et la 2e compagnie sur les hauteurs pour voir au plus loin vers l'ouest, le nord et le sud. En théorie, météo clémente pour les prochaines quarante-huit heures. »

Au début de l'année 2010, les forces de sécurité afghanes ont sollicité l'armée française pour construire un nouveau poste avancé dans la région du Sud-Tagab, afin de contrôler cette vallée où les accrochages sont fréquents. Les sapeurs du 2e REG et du 17e RGP sont en première ligne pour accomplir cette mission, dans un délai de trente jours. Après un mois d'engagement sur le COP 42, le groupe travaux de la compagnie d'appui du 2e REG s'apprête à bâtir un fortin adapté aux besoins de l'ANA pour s'implanter près d'une population menacée par les insurgés.

Le 1er mars, dans le cadre de l'opération *Synapse*, la TF *Altor* se déploie pour former un périmètre de sécurité autour de l'emplacement du futur COP 46, tandis que le détachement du 2e REG se met en place. Cette phase risquée se déroule au mieux et la construction de l'enceinte indispensable commence. La zone de travail n'est pas sûre. À quelques kilomètres à l'ouest du chantier se trouve une zone où les insurgés sont très actifs. D'ailleurs, dès le premier jour, des tirs de mortiers tombent sur la position, à moins de 100 mètres des premiers véhicules, et quelques Chicom contribuent à entretenir un climat d'insécurité, surtout la nuit. La prudence est donc de mise et le blindage des véhicules apprécié. Pas plus ces menaces qu'une météo capricieuse n'affectent l'avancement des travaux qui se poursuivent, après cette phase humide, sous une chaleur intense. Une première zone protégée par les merlons est constituée en une semaine. Elle permet à l'escadron blindé du 1er RHP de s'installer en sécurité. Puis les chantiers s'enchaînent. Deux zones de stockage sont mises en place la deuxième semaine, une zone technique et une zone de poser hélicoptère sont ensuite réalisées. Enfin, cinq postes d'observation renforcés sortent de terre, autorisant une surveillance de la zone à 360 degrés.

« L'opération démarre le 2 mars à 3 heures sous couverture PGM de la STE à l'est, à partir des hauteurs surplombant Babakhel, village que nous sommes censés investir dans quelques jours. Lors de la mise en place des unités, plusieurs tirs ont eu lieu pendant la progression, RPG-7, Chicom, PKM, AK-47, mortiers 82 mm, sans dommages pour la Force ; riposte par des tirs Milan et 12,7 mm. Quelques tirs PKM. À 10h45, survol du drone Predator pour localiser certains insurgés qui prennent à partie *Rubis* et *Noir*, 11 heures, tirs mortiers et RPG-7 sur les VAB aux abords de la zone verte, nous demandons l'appui des avions actuellement en CAS. Intervention de deux F15 de l'US Air Force, un premier passage pour le largage de contre-mesures, au deuxième passage tirs des canons de 30 mm, on saura plus tard qu'ils ont loupé de peu le chef des talibans. Ce sera pour la prochaine fois. Les tirs de PGM ne donnent pas l'effet escompté, malgré le peu de feuillage à cette époque de l'année. Les hommes de l'ANA semblent impatients d'investir la zone verte, peut-être pour régler quelques différends en suspens depuis un certain temps. Le merlon fait maintenant 80 mètres de long, les personnels gardent leur sang-froid, malgré les obus et autres qui tombent autour des VAB et près d'eux, ils s'appliquent à repérer les insurgés pour les neutraliser. Les avions américains continuent à surveiller la vallée du haut de leurs 4 000 mètres ; le bruit des réacteurs ne doit pas rassurer les talibans. Suite à des tirs sur un hélicoptère Tigre, intervention d'une Gazelle Hot sur une cache d'armes. Trois blessés par le tir Milan de ce matin se sont présentés sur la FOB KB pour y être soignés. Quelle guerre ! Nous les blessons, puis nous les soignons. C'est franchement gentil, mais la suite sera certainement moins drôle avec leurs compatriotes de l'ANA ou de l'ANP.

» Le lendemain à 8 heures, j'accompagne le chef de corps dans la vallée de Daram-Daram à l'est du futur COP, histoire de faire diversion. Mais le VAB de *Soleil* est HS, compresseur explosé. Le colonel embarque dans le VAB protection. À 10 heures, demande d'Évasan de la part de la 2e compagnie, suite à la chute d'une quinzaine de mètres du sergent-chef Sprogis, du mont Saint-Antoine, luxation épaule gauche, entorse cheville gauche, plaie de la main gauche et perte de sensibilité au niveau du bras gauche, compression nerveuse suite luxation non réduite. Problème : le plafond trop bas empêche l'intervention de l'hélicoptère, il faut descendre le chef sur un brancard souple jusqu'aux chenillettes qui seront à mi-pente puis, si l'hélico peut décoller, effectuer un hélitreuillage à partir du col. Au

bout d'une heure, la météo permet un poser hélico et l'évacuation du blessé sur l'hôpital de Kaia. La météo se dégrade encore, la pluie redouble, le convoi du chef de corps revient après avoir essuyé quelques tirs pour nous faire comprendre que nous ne sommes pas les bienvenus, mais cela on le sait déjà. *Noir* progresse entre les parallèles 49 et 50, il essuie des tirs de 14,5 mm et demande un appui à partir du nouveau COP où vient d'arriver la SAM avec ses mortiers de 120 mm qui relaie les Caesar de la FOB Tora. Deux coups en fumigènes pour prévenir la population et deux tirs explosifs ramènent aussitôt le calme. Retour avec le chef de corps sur le COP 42 à 17h30. Nuit calme, mais la méfiance est de circonstance, seul incident, un MPG s'est couché sur le côté, erreur du pilote, frayeur ? Il est bientôt remis sur ses roues. »

---

1. Appellation OTAN des gilets pare-éclats en service dans les troupes de la coalition.

2. On apprendra plus tard que Ghesquière et Taponier, les deux journalistes de France 3, n'étaient pas particulièrement appréciés des autorités militaires ni des hommes, agacés par leur arrogance, leur contestation permanente et leur mépris affiché pour l'armée. N'ayant tenu aucun compte des recommandations de ne pas partir seuls, leur désir de rencontrer des insurgés pour un scoop dénonçant les méfaits de l'ISAF aboutit à leur capture par les talibans et à leur détention. Alors qu'aujourd'hui M. Ghesquière livre « sa vérité » dans un ouvrage destiné à arrondir ses fins de mois, il s'en prend encore à l'armée, responsable de tous ses malheurs selon lui, et non à son ambition qui a mis la vie de son camarade et de nombreux soldats en danger.

3. Rappelons que les régiments du *socle* sont le 1er RE et le 4e RE, placés sous le commandement direct du général COMLE.

4. Cette formation sanitaire est l'hôpital militaire principal situé sur la base de Bagram à Kaboul.

5. *Chicom* : poids 18,850 kilos, portée pratique 2 500 mètres, portée maxi 8 500 mètres à 45°, vitesse 370 m/s, explosif à fragmentation ou chimique ou incendiaire. Rustique, mais d'une efficacité redoutable.

Chapitre 21

Au cœur du problème afghan

« Le jeudi 4 mars, 7 heures, départ sur le COP 46 avec le chef de corps, écrit l'adjudant-chef Saulnier. À 8 heures, largage d'une palette à très haute altitude, crash de la palette à 150 mètres du COP 46, largage de la seconde palette, idem, mais cette fois à 30 mètres d'un MPG. Halte au largage ! Les colis, d'une tonne chacun, contenaient de l'eau en bouteilles et du gasoil en jerricans. À 9h30, accueil du COMBRIG, le général Druart, sur le COP 46. Le lendemain, je me réveille avec des douleurs dans le dos, mais il faut bosser, alors au boulot. Départ sur le COP 46, choura avec les maleks du village de Babakhel, devant lequel nous guerroyons depuis quatre jours, cela se passe relativement bien, et encore mieux lorsque l'on accepte de creuser le *wadi* qui inonde leur village régulièrement. Samedi, nous nous rendons à Babakhel pour des investigations sur renseignements. Arrivé au niveau de l'école, le chef de corps fait stopper le VAB et sort du véhicule, casque enlevé, béret sur la tête, sans groupe de protection, ni GCP, donc seul ; j'assure la sécurité proche du chef de corps, entouré de sept Afghans armés de Kalachnikov, qui sont les gardes du corps du gouverneur de la région. Commence alors la visite du village, comme si tout le monde se connaissait depuis des lustres, et cela pendant environ quatre heures, et sur 6 kilomètres, après le thé traditionnel dans ce genre de visite. Cet après-midi, visite du chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud, sur le COP 42, sans plus. Un renseignement nous prévient qu'une trentaine de talibans descendent du nord, armés de mortiers de 82 mm, pour tirer sur le COP 46. À surveiller.

» Le dimanche 7 mars, j'assiste avec le chef de corps à la grande choura des chefs de village avec le gouverneur qui a lieu au COP 46. Nous

craignons un coup d'éclat des insurgés, car nous n'avons pas réussi à débusquer ces bandits durant la nuit. Protection maximum des Afghans venus à la choura. À 9h30, arrivée du COMBRIG et du général de l'ANA. Plusieurs chefs sont venus, la choura peut commencer, une heure de discussions, puis repas, et reprise des discussions sur le terrain tout en se baladant très visiblement à la vue des talibans 800 mètres plus loin. Retour sur le COP 42, l'ANA est très satisfaite de la tournure des événements.

» Dans les jours qui suivent, un IED sur l'axe *Orange* tue cinq enfants et en blesse trois autres. Pour le reste, la routine : patrouilles et alertes Chicom. Ils auraient pu installer leur sirène d'alerte ailleurs que devant ma porte. Elle fait un boucan d'enfer, enfin c'est le but mais quand même, je l'aurais aussi bien entendue un peu plus loin. Précision : en cas d'alerte Chicom, les personnels sont avertis par la sirène pour le début de l'alerte, et par le klaxon en fin d'alerte ; entre-temps les personnels hors des bâtiments sécurisés rejoignent les abris en béton qui se trouvent le long de leurs bâtiments. Sur COP 46, le marché passé avec un fournisseur d'eau est stoppé, l'entrepreneur a été menacé de mort par les insurgés s'il continuait à nous fournir en eau. Mais les conditions de vie s'améliorent avec la réalisation d'un puits[1] et l'installation de douches et WC de campagne. Fini, la sortie toilette avec le papier cul dans une main et la pelle dans l'autre !

» Le 12 mars, *Black Rock* engage l'opération *Bull Track IV* et *Noir* l'opération *Black Tramontana* au nord du COP 46, *Rouge* sécurise l'axe *Orange* entre une heure du matin et 5h30. Simple routine d'Afghanistan, aujourd'hui, un mort américain et un civil décapité par les talibans ; arrivée sur FOB KB de deux enfants blessés par un stylo de mise à feu de mèche lente datant de la guerre contre les Russes. Dimanche, fin de l'opération *Black Tramontana* et préparation de l'opération *Grégale*. Il faut maintenir les talibans sous pression. Reco sur un village du nom de Gaz-e-Sufla, qui s'avère être un village dortoir où l'on cultive uniquement des pavots. Une vingtaine d'insurgés seraient présents entre les parallèles 50 et 55. À vérifier. À 18h30, liaison de *Jaune* sur le COP 46 pour apporter 14 mètres cubes d'eau, *Rouge*, opération *Red Manganu*, *Noir* QRF et défense de la FOB, *Rubis* recherche de renseignements dans les villages autour du COP 46. Lors de l'opération *Red Manganu*, dans le village de Kabratu 1, dans la vallée d'Uzbeen, les légionnaires ont découvert sept insurgés aux abords du village : alors que la menace pesait sur un groupe de *Rouge*, celui-ci a pris l'initiative du feu ; contrairement à ce que croyaient les insurgés,

l'ouverture du feu ne leur est pas réservée, la technique des talibans est de se réfugier chez les villageois et de se séparer de leurs armes pour que l'on ne puisse plus les retrouver. Ils ont abandonné sur le terrain une roquette de RPG-7 et divers matériels. Au village de Payendakhel, les villageois voudraient un pont, mais c'est impossible, un gué inondable serait faisable, mais ils n'en veulent pas. Un projet de culture de safran a été monté il y a deux ans sur Tagab, la vente de celui-ci était en cours de négociation, mais n'aboutissait pas ; aujourd'hui un accord a été passé, et le safran est vendu 2 000 dollars le kilo au lieu de 4 000. Le maire de Surobi passera en interview la semaine prochaine à Radio Surobi. Sécurité : ne jamais jeter de courrier avec votre adresse dessus, le brûler est impératif. Demain, arrivée sur zone d'un psychologue et d'un instructeur TOP (techniques d'optimisation du potentiel), le sergent Michel, des troupes de montagne, à la disposition de l'OEH (Officier environnement humain) ; ce sont des personnages que presque tout le monde fuit comme la peste.

» Le vendredi 19 mars, arrivée sur la FOB Tora des commandants d'unités du GTIA *Altor* et de l'ANA pour le *rehearsal* des opérations *Grégale* et *Étau*. But de ces opérations : la jonction avec la TF *Black Rock* au nord-ouest de Tagab. L'ANA veut participer pleinement à l'action sur le parallèle 50. *Rouge* doit faire barrage d'est en ouest au niveau du village de Walikhel, couvert par *Rubis* face au nord et à la vallée de Daram-Daram, et par *Noir* face aux villages situés entre le parallèle 42 et 46, à l'est de celui-ci. Début de l'opération lundi 22 mars à 2 heures, fin le 27 mars dans la matinée. Le chef de corps rappelle qu'il faut tirer le moins possible, mais lorsque nous tirons, il faut infliger le plus de dégâts possible aux insurgés. Il rappelle aussi que lors de l'opération *Synapse*, tous les VAB ont été touchés soit par les roquettes, soit par les mitrailleuses, les mortiers ou les fusils. Alors, appliquer strictement les consignes de sécurité. L'ANA investira les villages situés entre les parallèles 46 et 42, en laissant dans la journée des éléments avec *Rouge* pour le blocage entre le nord et le sud entre les parallèles 46 et 47, à la hauteur de Walikhel. Pour l'ANA, la technique est simple : le premier jour, ils entrent dans le village avec des objectifs bien ciblés sur renseignements et sous notre couverture, la nuit ils installent des checkpoints d'est en ouest, puis le lendemain, *Inch Allah* !

» Grande affluence sur la FOB Tora le samedi 20 mars. Visite du gouverneur de Kaboul et du général Druart après l'interiew du gouverneur sur Radio Surobi. Préparation de l'opération *Grégale*, départ avec le chef de

corps demain 17 heures, a priori l'ANA veut profiter de l'opération *Grégale* pour construire un COP sur le parallèle 50 en s'appuyant sur le COP 46 que nous venons de terminer, ce qui devrait annuler l'opération *Étau*, car l'installation du COP 51 entre le 4 et le 14 avril permettrait la jonction avec *Black Rock*. Venant de Nijrab, arrivée des forces spéciales et des snipers de la même bande, des GCM (groupes commandos montagne), ainsi que des femmes et des hommes de l'Armée de l'air, des transmissions et de tout ce qu'on veut ; moins il y a de dangers et plus il y a de monde sur les opérations à moindre risques. Dimanche dans la soirée, départ sur le COP 42 et installation pour les huit prochains jours. Temps moins pourri que prévu, mais brume basse qui pourrait interdire ou réduire l'action aérienne. Mise en place à 4 heures, le 22 mars, du barrage est-ouest de la 2e compagnie sur le village ; à 5 heures, mise en place de l'escadron face au nord et nord-est du village en bouclage. Au même moment, départ du chef de corps et de la protection sur parallèle 46. À 6h45, début de fouille sur certains compounds par l'ANA jusqu'à 11 heures, RAS. Vers 11h15, apparition de groupes d'insurgés venant du nord à travers les villages au-dessus du bouclage, cela continue jusqu'à atteindre une bonne vingtaine d'individus, repérage et attente du moment propice. À 15 heures, contact visuel à 400 mètres, ouverture du feu d'*Aigle*, puis de *Rouge* en barrage. Riposte des insurgés avec toutes leurs armes : RPG-7, RPG-9, AK-47, PKM, Dragounov, etc. Mission pour *Aigle* : empêcher toute exfiltration des insurgés, en clair éviter leur fuite vers le nord, où ils seront à l'abri de nos tirs. Jusqu'à présent les forces spéciales et le GCM ne nous ont servi à rien. Les insurgés essaient de s'enfuir vers le nord en se servant des femmes et des enfants, qu'ils font sortir des compounds pour couvrir leur fuite. Résultats des fouilles : papiers, photos, gilets de combat, documents et un taliban fait prisonnier par les GCP, positif au test poudre. Pour l'instant pas de pertes chez nous. Mise en place d'une sûreté de nuit à l'intérieur du village, patrouilles, embuscades, checkpoints, surveillance IL et caméra thermique. La nuit est calme, mais on note le tir de trois Chicom sur l'hôpital de Kaia – sans doute à titre de représailles – et le vol d'arbres dans les champs pour les replanter on ne sait où, car la tradition veut que l'on plante des arbres pour le Nouvel an afghan. En fin de nuit, mouvement d'insurgés vers les positions de *Rouge*. À 7 heures, contact sur les positions de *Rouge* et décrochage des insurgés, environ huit hommes armés d'AK-47 et RPG-7, vers le nord. Toujours aucun contact avec les chasseurs alpins de

Black Rock, et un retour des insurgés sur la position où ils se sont fait accrocher hier, certainement pour récupérer les armes qu'ils avaient cachées dans le cimetière. Un drone suit leurs déplacements et leur regroupement au-delà des parallèles 49, voire 50, 51 et 52.

» Le mardi 23 mars et le mercredi 24, reconnaissances dans les villages et mise en place des actions CIMIC. La présence des insurgés autour de nous est palpable, ils ne sont pas bien loin. Fouille du carré E1 sur le parallèle 46 et découverte d'une grenade à fragmentation par *Aigle*, neutralisation et poursuite de la fouille. Nous avons la visite du général Druart, qui vient se rendre compte des progrès de l'opération. La fouille est très lente et minutieuse. Les insurgés, affiliés aux talibans, ont plutôt l'air de bandits, qui tiennent la population sous un régime de désinformation et de terreur, avec tous les avantages qu'ils peuvent en tirer, nourriture, argent, femmes et bien-être en tout genre, mais ils sont certainement du village ou des alentours, car ils respectent des habitudes que d'autres n'auraient pas, début des combats pas avant 11 heures, pause à 12h30, reprise vers 16 heures et arrêt à 19h30 – ces habitudes ne peuvent être anodines ; ils ne sont pas trahis par les villageois, car ceux-ci pensent à juste titre que la Force ne sera pas toujours présente, et il me semble qu'ils n'ont pas trop confiance dans leur armée et dans leur police. Il faut en quelque sorte les apprivoiser, petit à petit sans les effrayer.

» Les actions CIMIC se poursuivent le jeudi. La présence du service médical de l'hôpital de Kaia pour une action médicale n'a pas eu le résultat escompté, car le médecin de ce village est un pro-taliban et ceux-ci ont fait courir le bruit que les militaires de la Force avaient des jumelles qui pouvaient voir à travers les vêtements, c'est-à-dire à travers les burqas, ce qui a permis aux maris de ne pas laisser venir leurs femmes ou leurs filles, seuls les vieillards sont venus. L'action de dissuasion sur les compounds de cette nuit s'est avérée nulle, et seule la visite du général Druart dans le village a été remarquée par les villageois. Hier, une femme a été blessée au ventre et aux bras par des éclats de roquette de RPG-7 tirée sur la Force par les insurgés, elle a été soignée au COP 46. Ce matin, la mauvaise préparation des CIMIC n'a pas permis de faire quelque chose de concret et le chef de corps n'a pas apprécié le fait de s'être déplacé pour rien. Le général Zamraï veut un COP sur le parallèle 50, seulement pour l'ANA, à l'ouest du *wadi*. Vendredi, choura au village de Mirkhel. Poursuite du scénario et maintien de notre présence dans les villages. Le semblant de

coordination des insurgés se fait par GSM, donc écouté par nous. Lors de la fouille avant la choura, découverte d'un IED dormant de 26 kilos de TNT. Contacts assez virulents depuis ce matin avec la 2e compagnie, tir d'un missile Milan sur un compound où se trouvait une dizaine d'insurgés, trois morts et cinq blessés. À 12h15, prise à partie d'*Aigle*, tirs d'AK-47 et de PKM. Dans le village de Mirkhel, plusieurs parcelles de pavot sont en cours de pousse et d'autres en phase de récolte. Un obus de 100 mm a été récupéré et détruit. Un enfant armé d'un Kalachnikov plus haut que lui, certainement transporté pour un adulte, a été intercepté.

» L'opération continue dans la nuit de vendredi à samedi 27 mars par une reconnaissance en vue de l'installation du COP 51. Les unités se maintiennent sur leurs positions jusqu'à la fin des relevés du génie. Mais dès le début de l'exfiltration de la 2e compagnie, les insurgés intensifient leurs tirs sur les deux groupes restants. Mise en alerte maximum des mortiers de 120 mm pour permettre l'exfiltration des deux groupes isolés et déplacement des AMX-10 RC pour faire face aux dangers immédiats. Tirs de deux AMX-10 RC à obus explosifs de 105 mm, rien n'y fait, demande d'intervention des hélicoptères Tigre, délai vingt minutes ; pendant ce temps, les insurgés deviennent de plus en plus agressifs et reçoivent des renforts venant du nord. Action des mortiers de 120 mm, 36 obus fumigènes pour faire écran et permettre l'exfiltration des groupes de la compagnie, augmentation des tirs d'appui, 12,7, PGM, AFN 7,62, 105 mm, en attendant les hélicos. L'arrivée des hélicoptères ne semble pas les ralentir, il aura fallu deux passages canons de 30 mm pour réduire au silence ces fanatiques. RAS pour nos personnels et matériels. Cette nuit, désengagement en sûreté des unités, du plus loin au plus près.

» Le dimanche 28 mars à 8h30, départ de la rame du chef de corps du COP 42 vers la FOB Tora, arrivée une heure et demie plus tard, RAS. Remise en condition des personnels et du matériel. Après notre action sur le parallèle 50, on peut s'attendre à une recrudescence d'IED dans la zone 42 à 50. Suite à la demande de l'ANA de leur monter un COP sur 50, les opérations prévues sont décalées, repoussées, voire annulées pour certaines.

» Lundi, l'heure est aux bilans de l'opération. Ça tombe bien, car nous accueillons le chef de corps et la délégation du 126e RI qui nous relèvera en juillet. Au total, 13 morts et sept blessés chez les insurgés, mais il faut surveiller les hôpitaux pour en retrouver d'autres. De quoi impressionner

nos visiteurs ! L'objectif n'est pas de tirer à tort et à travers, mais de faire du bilan en évitant les dégâts collatéraux. Chute de moral des insurgés et luttes d'influence des chefs politiques des deux partis – le HIG (Hezb-e-Islami Gulbuddin) et Massoud – qui ont des liens avec l'insurrection. Huit millions d'euros sont attribués par la France au district de Surobi pour la construction de ponts, de gués humides, de dispensaires, de murs anti-crues, de puits et de forages. Les talibans ont mis au point une nouvelle technique pour faire du bilan avec les IED : ils envoient un villageois prévenir la Force de la présence d'un engin explosif à tel endroit, en fait celui-ci en cache d'autres, qui seront mis en œuvre sur notre passage. L'adjudant d'unité de l'escadron du 1er RHP se plaint de la mauvaise conduite d'ISTAR[2], la "guerre électronique", qui ne sait pas vivre en collectivité.

» Le 30 mars, pour les trois coups de l'opération *Baccara*, il y a affluence sur le COP 42 : le général Druart, la délégation du 126e RI et l'invité surprise, le général américain McChrystal, commandant l'ISAF. »

Arrivé par hélicoptère sur le COP 42, le général McChrystal peut juger de la situation lors d'un entretien de vingt minutes avec le chef de corps de la TF *Altor*. Puis le chef de section de l'escadron du 1er RHP présente la patrouille à pied qui mène le général au pont PRT de Ghundi Kalaï. Il assiste également à une remise de matériel scolaire par l'ANA à l'école de Nezamkhel, en pleine *Green Zone*, la zone verte, ainsi baptisée du fait d'une végétation luxuriante en ce début de printemps. Toujours coordonnées avec le GTIA Surobi, l'ANA et les OMLT, les opérations dans ce secteur font une large place aux activités CIMIC, qui viennent appuyer l'action de la Force.

Après quinze minutes de VAB, à 12h30, le général arrive sur le COP 46, construit par la TF *Altor* au cours de l'opération *Synapse*, moins d'un mois auparavant. Sur place, il assiste à plusieurs présentations. Tout d'abord, les infrastructures du COP 46, puis les opérations en Sud-Tagab lui sont détaillées, ainsi que les futures opérations d'installation des forces afghanes à proximité du parallèle 51. Au terme de ces présentations, le général McChrystal répond à une interview de Radio Surobi qui sera diffusée le soir même, durant laquelle il réaffirme les engagements de l'ISAF auprès des forces de sécurité afghanes présentes lors de cette visite. Il explique également que le désengagement des soldats de la force internationale est déjà à l'étude, et doit être effectif à court terme. Au cours de cette visite peu

commune, le COMISAF a ainsi pu observer de ses propres yeux et analyser la façon de travailler de la TF *Altor* : « J'ai entendu parler de l'excellent travail que les armées afghanes et françaises effectuent au profit de la population en Tagab. J'ai tenu à venir m'en rendre compte par moi-même et leur exprimer mon profond respect pour ce qu'elles accomplissent. »

« Forts de ces encouragements, constate Jean-Claude Saulnier, les légionnaires redoublent d'ardeur et les opérations se succèdent à un rythme soutenu. Mais attention ! Ne va-t-on pas trop vite, *un COP trop loin*, etc. ? Ma sciatique ne me lâche pas, mais je m'y habitue et elle ne m'empêche pas de faire de petits footings. On s'habitue à la douleur. Le harcèlement ne faiblit pas, encore un mort américain et plusieurs blessés au sein de la Force, onzième ou douzième tir de Chicom sur la FOB KB dont certains sont incendiaires. Vendredi 2 avril, trois morts américains par IED. Possibilité d'attaque sur les FOB et les COP selon un renseignement POMLT. *Noir* effectue une reconnaissance sur le village de Zero Tangeh, *Rouge* vérifie la traficabilité de l'axe Balanina, entre les parallèles 46 et 51.

» Dimanche 4 avril, début de l'opération *H4R*, qui doit permettre la construction du COP 51. Beau temps prévu pour toute la semaine. Vu le plan très osé de l'ANA, l'ANP et donc les POMLT refusent de participer à cette opération qu'ils jugent très risquée, voire suicidaire. Les vallées de Bedraou, Alasay, Uzbeen, sont réputées pour être des repères d'insurgés, et les dernières opérations que *Black Rock* et les Américains ont montées l'on largement prouvé. Le moment est peut-être venu de s'occuper sérieusement de ces vallées. Mise en place des éléments de surveillance, *Rubis* face au nord-nord-ouest, *Rouge* sur la ligne de crête de Gheybi Baba Ghar, cote 1512, face à la vallée de Bedraou au nord-nord-ouest et nord-nord-est, *Noir* en réserve de manœuvre sur le COP 46, GCP en alerte immédiate, ANA départ 5 heures, PC brigade, en position sur le COP 42. Sur zone, DL génie, EOD, WIT, fouille ops et engins de travaux. Météo : ciel couvert en très haute altitude, pas de moyens aériens pour mise en place de la 2e compagnie sur la ligne de crête, *Black Rock* sur parallèle 53, demain appui par les Tigre à compter de 8 heures, trois mortiers de 120 mm en appui sur le parallèle 46,8, et Caesar sur Tora et le parallèle 54. À 23 heures, début des hostilités.

» L'ANA ne va pas aussi vite que prévu : lundi, au lever du jour, les engins de terrassement ne sont toujours pas sur le COP 51. Début des combats aux abords de la zone verte entre les insurgés et l'ANA, deux

blessés par balles, un au bras et l'autre à la cuisse avec fracture du fémur, et malheureusement un mort, évacué par hélicoptère américain Black Hawk. Pour l'instant, aucun personnel de la Force n'est engagé dans ce combat, à part la 2e compagnie et les OMLT. À 16 heures, j'accompagne le chef de corps sur le COP 51 pour une réunion avec le général Zamraï de l'ANA et le colonel Jacquemot concernant le bilan de la journée et les actions de demain.

» Mardi 6h45, départ des engins ANA et français vers le parallèle 51 et début des travaux du COP 51. Actions CIMIC menées entre les parallèles 38 et 47 et dans les vallées latérales. À 16 heures, les généraux Druart et Zamraï se rendent avec le chef de corps au COP 51 pour vérifier l'avancée des travaux : 130 mètres de *bastion wall* face nord, deux OP face ouest, satisfaction des généraux. Opérations de *Black Rock* au nord, riposte au mortier de 120 mm, et couverture avec ouverture du feu des deux hélicoptères Kiowa. Trois enfants tués et autant de blessés ! De nouveaux chefs talibans ont investi la vallée de Bedraou, ils ont amené avec eux un mortier de 82 mm, les tirs se rapprochent de plus en plus du COP, il y a forcément quelqu'un qui règle les tirs, donc qui voit l'arrivée des coups, mais où se cache cet imbécile ? Deux blessés du Bataillon de commandement et de soutien, traumatismes sonores dus à une mauvaise manipulation de l'arme du chef de bord. *Noir* effectue une reconnaissance jusqu'au parallèle 54 et au COP abandonné Sherkhel. RAS. Le général Zamraï s'est adressé aux villageois en ces termes : "Vous nous aidez, nous vous aidons ; vous nous tirez dessus, nous tirons, et il y aura forcément des dégâts collatéraux."

» L'opération se poursuit le mercredi 7 avril. La résistance des insurgés se durcit : mise en place de mortiers de 82 mm à Shelwatay et Chempadar ; de nombreux éléments hostiles se rassemblent autour de la mosquée, mais l'apparition de deux hélicoptères Kiowa et de quatre F15 survolant le COP 51 intimide les insurgés. Un chef insurgé se dit prêt à se rallier à la cause de la coalition et propose de nous montrer les caches d'armes et de munitions, de nous donner les lieux prévus pour les embuscades, enfin il sera demain avec une cinquantaine de combattants pour négociations sur le COP 46.

» Après une nuit calme, les opérations reprennent le jeudi 8 avril. Découverte d'un IED dormant d'une trentaine de kilos d'explosifs dans un compound, neutralisation par les EOD. Tandis qu'*Aigle* est accroché en permanence, *Noir* devient la cible des insurgés poussés par *Aigle*. Le feu est

très nourri, mais très bref, dans le village d'Akakhel. À 14h45, un blessé chez *Noir*, blessure à la tête sans plus de précision, envoi du médecin-chef sur zone, qui rejoint le médecin de la 3e compagnie, Évasan par hélicoptère sur hôpital français de Kaia. »

Au cours de cet engagement, les légionnaires doivent progresser sur un terrain particulièrement difficile : les maisons sont imbriquées les unes dans les autres, formant des petits hameaux entre lesquels les Afghans cultivent des champs ceinturés de mur dépassant souvent 3 mètres de haut. Ces murs et la végétation, particulièrement dense, rendent la progression difficile, réduisent la visibilité et limitent les appuis de la 2e compagnie déployée sur les hauteurs. Chacun sait bien qu'au premier contact, un combat de rencontre aussi imprévisible que dangereux s'engagera. Les premiers coups de feu, à quelques centaines de mètres au nord, sont pour la section de commandos parachutistes qui engage l'ennemi à très courte distance. Les légionnaires redoublent de vigilance. Un peu avant 13 heures, un groupe de *Noir 4* essuie un tir nourri et précis. À 14h10, le légionnaire de 1re classe Hutnik tombe, grièvement blessé d'une balle à la tête, alors qu'avec son groupe il appuyait la manœuvre de ses camarades au contact. Le reste de la section continue sa progression en avant pour appuyer l'extraction du blessé et bousculer l'ennemi, qui s'exfiltre vers le nord. L'évacuation du blessé jusqu'au COP 51 par des légionnaires et des sapeurs du 17e RGP, en pleine zone verte, est particulièrement éprouvante. Dès que leur camarade est aux mains des médecins, le groupe désigné pour le brancardage rejoint le reste de la section qui appuie, sans lâcher un pouce de terrain, le débordement par le sud puis la poursuite de la reconnaissance vers le nord de *Noir 1*.

À son tour, cette section est sous le feu d'un ennemi qui mène un combat d'usure dans ce terrain particulièrement compartimenté. Certaines ruelles sont trop étroites pour les légionnaires engoncés dans leurs lourds équipements. La riposte est brutale et ciblée. La compagnie continue sa progression que rien n'arrête. À certains moments, l'imbrication est telle que les GCP entendent des blessés insurgés crier de douleur pendant leur fuite. Appuyés par les Tigre, les *Noir* reconnaissent encore quelques compounds avant de se désengager de la zone.

« La fouille du village de Nawrozkhel reprend vendredi ; toute la matinée se passe sans rien, les insurgés se sont volatilisés une fois de plus, écrit l'adjudant-chef Saulnier. Le chef des insurgés repenti s'est présenté

comme prévu au COP 46 pour se rallier avec une cinquantaine de combattants, affaire à suivre. Le chef de corps regagne la FOB Tora à 20h30. »

Voici la lettre ouverte, intitulée « Supplique à un ami journaliste », qui est parvenue à *Képi blanc*, comme à d'autres, rédigée par un capitaine commandant une compagnie du 2e REP en Afghanistan, à l'occasion de la mort du légionnaire Milan Hutnik, le 8 avril 2010. L'hebdomadaire *Valeurs actuelles* confirme que le capitaine Augustin de Cointet, commandant la compagnie du Matériel détachée auprès du 2e REP, en est l'auteur.

« Cher ami,

La nouvelle tombe dans les médias aussi vite qu'Hutnik est lui-même tombé. C'est le droit à l'information. La France doit savoir que meurent ses enfants, même s'ils le sont d'adoption, comme lui, Slovaque.

Tu le sais, je ne suis pas journaliste mais soldat. Je ne suis pas un professionnel de la communication comme toi. J'ai peu appris à relayer des informations d'une telle portée. C'est pourquoi il faut que tu m'aides. Il faut que tu m'aides, car j'ai le sentiment que dans la précipitation du spectaculaire, on le tue une deuxième fois. J'ai l'impression qu'on bafoue son patient travail avec son bataillon depuis trois mois – et pour lequel il est mort.

J'ai besoin que tu m'aides à faire sentir ce qui se passe réellement ici, à faire comprendre ce qui justifie que je laisse ma femme et mes enfants le long temps de cette mission. Que tu m'aides à proclamer que malgré sa mort ce n'est pas un échec. Que tu m'aides… plutôt que tu l'aides…

Hier après-midi, Hutnik a bravement accompli son devoir, sa mission jusqu'au bout, en bon légionnaire. Ce matin, le poste annonce : "Un soldat français du 2e régiment étranger de parachutistes est tombé dans la vallée de Tagab en Kapisa, région où les talibans sont toujours plus virulents." Voilà. Ces derniers ont gagné. À la face du monde ils sont les puissants, incontrôlables et vainqueurs. Mais en fait, s'est-on interrogé sur ce qu'il se passe réellement dans la basse vallée de Tagab ?

Ce Sud-Tagab où aucun Occidental ne pouvait passer sans de sérieux accrochages. Ce Sud-Tagab où deux de tes confrères ont été, il y a cent jours, enlevés. Ce Sud-Tagab que notre armement permettrait de mettre à feu et à sang. Au contraire, Hutnik et ses camarades ont réussi l'incroyable

pari de s'implanter dans la zone, d'y rester, sans heurts, d'y acquérir, progressivement, la confiance de la population, de confier, petit à petit, sa sécurité à l'armée afghane plutôt que française. À quel prix ? Celui d'une stricte discipline au feu, d'une retenue des coups portés. Celui d'un certain dédain du danger, de ne pas répondre systématiquement et de manière aveugle. Accuser le choc, ne frapper que lorsqu'on est certain, cogner peu, mais taper à coup sûr, fort et ciblé, seulement alors qu'on l'a décidé. Être sûr pour garder la main, préférer le feu rare mais précis, neutraliser seul celui qui nous tire dessus, en être persuadé et l'accepter.

Ce travail de mesure, de patience d'un Hutnik rongeant son frein à force d'encaisser paie. Les femmes et les enfants, les hommes eux-mêmes, constatent que les seuls coups assenés ne tombent que contre les vrais adversaires. Ils voient nos troupes sans volonté de détruire, maîtresses de leur force.

Alors qu'elle trouvait hier des combattants, Tagab l'insoumise cherche à présent son développement. Le travail du soldat est loin d'être terminé : il faut remonter plus au nord vers ses camarades de l'autre groupement français, poursuivre son patient travail de pacification. Derniers tirs sporadiques, Hutnik tombe. Hutnik tombe sous les tirs des derniers groupes insurgés présents. Hutnik tombe car les talibans sont justement de moins en moins virulents.

Aussi, aide-moi à honorer la mémoire de cet ardent légionnaire. Qu'on ne gâche pas sa dernière tâche, qu'on ne gâche pas sa mort. Qu'on n'offre pas une victoire de communication à l'adversaire fébrile. Au contraire, avec tes confrères, appuyez le dernier combat d'Hutnik. Aidez cette population qui désormais, d'elle-même, dénonce l'insurgé. Je vous en conjure, parlez des projets d'essor qui peuvent et doivent être proposés au Sud-Tagab, évoquez la culture du safran qui pourrait remplacer celle du pavot, venez compléter l'œuvre de pacification par celle du développement, et laissez à Hutnik les fruits de son travail. »

« Samedi 10 avril, la dépouille du légionnaire Hutnik est ramenée sur la FOB Tora avant son rapatriement à Calvi, écrit l'adjudant-chef Saulnier. À 11 heures, dimanche, une cérémonie militaire à lieu en présence du général Druart et de certains maleks de la province de Surobi, pour un dernier hommage de ses camarades du GTIA n° 2.

» Le mercredi 14 avril, nous accueillons l'ancien lieutenant de la 1re compagnie Adrien Jaulmes, aujourd'hui journaliste au *Figaro*, qui est venu faire un reportage sur le régiment. Il en résultera un article reflétant assez fidèlement la réalité du terrain. »

« Les légionnaires du 2e régiment étranger de parachutistes ont réussi en moins de quatre mois à reprendre aux insurgés le contrôle d'une large zone stratégique à l'est de l'Afghanistan. Leur méthode : rester proche de la population et éviter au maximum les pertes civiles, suscite intérêt et admiration. Lorsque le 2e REP est déployé en janvier dernier dans la vallée de Tagab, dire que la situation n'est pas bonne relève de l'euphémisme. À 60 kilomètres à peine à l'est de Kaboul, cette vallée est un territoire comanche où les insurgés afghans opèrent en toute impunité. Sur les cartes d'état-major punaisées aux murs du poste de commandement du 2e REP, la vallée de Tagab apparaît comme une longue cicatrice presque rectiligne, qui fend les montagnes selon un axe nord-sud entre la province de la Kapisa et le district de Surobi, les deux zones imparties aux troupes françaises de la Task Force La Fayette. Le 2e REP est au sud, le 13e bataillon de chasseurs alpins au nord…

» L'envoi du 2e REP, le plus célèbre et parfois le plus jalousé des régiments de l'armée française, déployé pour la première fois en Afghanistan, suscite ici et là des réserves à l'état-major. Réputés pour leur professionnalisme et leur combativité, on fait mine de craindre que les légionnaires aient une approche trop "cinétique", délicat euphémisme d'origine américaine pour désigner le recours systématique au feu massif. C'est le contraire qui se produit.

» La manœuvre du REP, élaborée par le colonel Bellot des Minières, le chef de corps, et par son chef opérations, le lieutenant-colonel Meunier, va surprendre tout le monde : les critiques, les Américains, et les insurgés. Le REP adopte une méthode radicalement différente de celle des unités qui l'ont précédé. "Notre mission était de rouvrir la vallée, de gagner la confiance des habitants. Courir après les insurgés dans leurs repaires est de ce point de vue totalement contre-productif", dit le colonel des Minières, qui s'inspire plus volontiers de Lyautey que des idées de Roger Trinquier ou de David Galula, théoriciens français de la guerre contre-révolutionnaire largement étudiés par les Américains. "Les opérations purement militaires,

comme les raids ponctuels qui se sont succédé dans la vallée, s'achevant sans tenir le terrain, ont eu des effets négatifs sur les populations, sur les insurgés et sur l'Armée nationale afghane", explique le lieutenant-colonel Meunier. On a ainsi laissé croire aux premiers qu'on tirait sur tout ce qui bouge, aux seconds qu'ils étaient capables de tenir face à nous, et aux derniers que nous n'avions pas l'intention de rester. "On a donc appliqué quelques principes simples : éviter au maximum les pertes civiles, quitte à prendre nous-mêmes des risques, travailler en étroite collaboration avec l'armée afghane, tenir le terrain et ne jamais rompre le contact sous le feu afin de ne pas laisser aux insurgés un sentiment de supériorité", ajoute le chef opérations du REP. "On a essayé d'avoir une approche globale et de tout faire en même temps : parler, construire, combattre."

» Mais, dans la guerre, aucune théorie ne vaut sans la pratique. Les légionnaires du REP, leur discipline impeccable au feu, le solide encadrement des sous-officiers permettent de mettre en œuvre cette délicate méthode. La 3e compagnie du capitaine Girard a été le fer de lance de ces opérations. Lorsque les VAB des légionnaires pénètrent dans la vallée, les insurgés ouvrent un feu nourri. Mais ces premières incursions visent à étudier l'ennemi, sa force et ses réactions. "Ça tirait de tous les côtés, au RPG-7 et à la mitrailleuse. Heureusement, ils étaient en limite de portée", dit le sergent-chef Vendola. Plutôt que de riposter vers les habitations, le REP laisse l'ennemi tirer. "Les Américains auraient appelé l'aviation dès le début de l'accrochage. Pour nous aussi, ça semblait contre-nature alors que tout notre entraînement nous pousse à tirer", dit le lieutenant-colonel Meunier.

» Le pari réussit. Les insurgés dévoilent ainsi leurs positions et leurs armes collectives. Déployés sur les hauteurs ouest de la vallée, munis de moyens optiques ultraperformants, les GCP du régiment ouvrent un feu d'une précision chirurgicale sur les insurgés. Munis de leurs énormes fusils à verrou PGM, dont le calibre de 12,7 mm permet des tirs à près de 2 kilomètres, et de missiles Milan, arme antichar devenue une sorte d'artillerie portative pour l'infanterie, les légionnaires infligent des pertes sérieuses à un adversaire peu habitué à ces tirs de précision. Dans l'une de ces opérations, huit insurgés sont tués ou blessés, avec seulement une douzaine de cartouches tirées.

» Un poste de l'armée afghane est aussitôt construit, puis un second, et le REP continue depuis d'avancer peu à peu vers le nord, repoussant devant

lui les insurgés. Le calme revient dans le sud de la vallée de Tagab. Les habitants, pas plus favorables a priori à l'insurrection qu'au gouvernement afghan ou aux troupes de l'OTAN, commencent à envisager d'un bon œil l'installation des troupes afghanes, accompagnée par la construction d'une route.

» Le REP n'a perdu qu'un seul légionnaire depuis le début de sa campagne afghane. Le 8 avril, dans le village d'Akhakhel, une section de la 3e compagnie est accrochée dans le dédale de murs et de ruelles. Dans la fusillade, le légionnaire Milan Hutnik, 23 ans, d'origine slovaque, est touché par une balle en pleine tête, quelques centimètres sous le bord de son casque. "On pense qu'il y avait un sniper en face", dit le capitaine Oudot de Dainville, officier adjoint de la 3e compagnie. Pour le reste, le succès des légionnaires parachutistes est exemplaire. "L'une des clefs du succès est d'être parvenus à contrôler nos ripostes", dit le commandant d'Haussonville, l'officier de renseignement du REP.

» La méthode du REP est exactement celle que préconise le général américain McChrystal, qui s'efforce depuis sa prise de commandement, au printemps 2009, de concentrer les efforts des troupes de l'OTAN sur la sécurité des populations civiles, en mettant fin aux bavures des bombardements aériens. Ayant eu vent de l'expérience du REP dans le Sud-Tagab, deux des conseillers du général américain sont venus sur le terrain se rendre compte du résultat. "Deux jours plus tard, c'était McChrystal lui-même qui débarquait", dit le lieutenant-colonel Jean-Michel Meunier. "Il voulait voir lui-même ce qui se passait en Tagab. Il a été très élogieux". »

« La deuxième quinzaine d'avril est marquée par une nette évolution de la situation en faveur de la TF *Altor*, constate Jean-Claude Saulnier. Déstabilisation des insurgés, qui s'aperçoivent que les montagnes et lignes de crête ne leur sont pas réservées et que nous les investissons, fini leur tranquillité. Néanmoins, la bête blessée reste dangereuse. Vendredi 16 avril, un des VAB canon de 20 mm de *Rubis* a sauté sur un IED. Pas de dégâts personnels, seulement matériels, la charge n'a explosé qu'à moitié. Face à la riposte violente de *Rubis 30*, l'embuscade qui suivait a échoué et les insurgés se sont dispersés dans le djebel. Les patrouilles se sont poursuivies et ont permis de découvrir une cache d'armes bien fournie à Paka China : mines antipersonnel, roquettes de RPG, munitions de 7,62 mm, obus de mortier de 82 mm explosifs, munitions de 12,7 mm, alors qu'ils ne

possèdent pas de mitrailleuse calibre 50 ! Une choura avec les barbes blanches a eu lieu samedi. Pas de résultats probants, surtout lorsque l'on a voulu aborder le sujet des insurgés, peut-être y en avait-il parmi l'assemblée. Les recettes de l'opium ne donnent pas satisfaction pécuniairement aux insurgés ; le manque à gagner se traduit par de l'argent en moins, donc moins de combattants, d'armes, de munitions, de véhicules, moins de formation de *human bombers*, moins de matériels pour fabriquer les IED, etc. Météo très mauvaise, plafond trop bas pour aviation, pas d'appui au sol possible. Une nouvelle cache de munitions a été découverte, soit 70 kilos de matière active.

» Dimanche 18 avril, mise en place de l'opération *Red Fango*. Il s'agit maintenant de faire sauter le verrou de Jangali dans la vallée de Tagab-Nord, fief des insurgés. Mauvaise météo sur trois jours, donc appui aérien très limité. Mise en place pour sécurisation de l'axe *Ouest Event* des OMLT et de l'ANP. *Soleil* sur *Rocco* pour opération *Red Fango*. »

Fin avril, la 2e compagnie du 2e REP, accompagnée du chef de corps, a mené l'opération *Fango*, en plein cœur de la vallée d'Uzbeen, dans le village de Dwakholeh. L'objectif de cette opération était double, d'une part prendre contact avec la population et, d'autre part, faire réagir les insurgés de la zone. À mi-mandat, tandis que la TF *Altor* a plus de deux semaines d'avance sur un emploi du temps ambitieux imposé par le général Druart, commandant la TF La Fayette, le GTIA Surobi engage son action en vallée d'Uzbeen.

Cette dernière, orientée nord-sud, affiche cependant un décor, et par conséquent un terrain de manœuvre, bien différent de celui de Tagab. En effet, cette vallée est plus étroite donc plus montagneuse. L'ennemi ne manœuvre pas dans les zones habitées en fond de vallée mais plutôt à couvert, au sein de masques rocailleux et sur les hauteurs. Ce terrain est néanmoins propice aux actions de la compagnie montagne du 2e REP car les légionnaires, rustiques et endurants, gravissent sereinement les lignes de crête. Basée au COP *Rocco*, la « 2 » rayonne depuis trois mois et contrôle essentiellement toute la zone au sud. L'effort porte donc vers le nord et l'opération *Fango* en constitue une des étapes.

Dwakholeh est un petit village de 400 habitants, passage obligé vers le fond nord-ouest de la vallée d'Uzbeen. Avec l'avancée des forces françaises et la présence de la 2e compagnie, les insurgés voient leur liberté d'action se

réduire et sont contraints de se réfugier au nord de Dwakholeh. La population y subit la pression des insurgés. Néanmoins, le malek de ce village soutient l'action des forces afghanes et de la coalition. L'opération *Fango* se veut donc un symbole fort envers les habitants mais se révèle, en contrepartie, particulièrement délicate à mener. En effet, l'action ne doit pas mettre la population en porte-à-faux car elle pourrait être exposée à d'éventuelles représailles des insurgés.

À l'aube, la 4e section sort de *Rocco* avec la mission de reconnaître l'axe vers Dwakholeh puis de s'emparer des hauteurs sud-ouest du village, en vue d'appuyer la mise en place de la 1re section sur les hauteurs est. À 10 heures, les alentours du village sont sécurisés et le chef de corps, le commandant d'unité et l'équipe ACM prennent contact avec la population. Tandis qu'une choura s'organise, les premiers éléments repèrent au loin des hommes armés de RPG-7, AK-47 et PKM qui s'approchent du dispositif et, très rapidement, s'articulent en différentes équipes autour du village. L'atmosphère se tend. Cependant, l'action avec la population étant toujours en cours, l'ordre est donc donné de ne pas tirer et de laisser l'initiative aux insurgés.

À la mi-journée, et tandis que le chef de corps et les autorités françaises quittent le village, l'ennemi se dévoile et le combat s'engage aussitôt. Les légionnaires et le chef de corps sont pris à partie depuis trois directions distinctes. Mais les *Rouge* tiennent bon et reprennent l'initiative du feu. Déjà les premiers obus pleuvent sur l'ennemi, dérouté, à 300 mètres des positions tenues. La compagnie se réarticule et ne déplore aucun blessé. Elle conserve ses positions, montrant à l'adversaire et à la population sa détermination. La décision est prise : une nouvelle liaison sur Dwakholeh est prévue le lendemain matin avec le colonel.

À la nuit tombée, sous une pluie diluvienne, la 4e section se prépare à effectuer des patrouilles au sud et autour du PC, alors que *Rouge 1* se déplace sur la ligne de crête, vers le nord, pour s'établir sur les hauteurs. D'abord pour tendre une embuscade contre les insurgés qui passeraient d'une vallée secondaire à l'autre par un col, ensuite pour renseigner sur l'ensemble des villages situés au fond de la vallée d'Uzbeen. Au matin, *Rouge 1* décèle au plus loin des mouvements d'hommes armés. À 8 heures, les autorités du régiment rencontrent à nouveau les notables du village. À ce moment, un groupe d'une dizaine d'insurgés se met en batterie face à la 1re

section à partir d'un point haut, à une distance de 1 400 mètres. Parmi eux, on repère un mortier de 82 mm, attendant très certainement la rupture de contact pour ouvrir le feu. Les artilleurs préparent leurs « tubes » de 120 mm, règlent leur tir et n'attendent plus que l'ordre de faire feu. Puis… « Feu ! » Des obus fusent. La Force a pris l'initiative et ne permet aucune riposte à l'adversaire. L'opération *Red Fango* est un succès car les objectifs fixés ont été atteints.

« Le mardi 20 avril, reprend l'adjudant-chef Saulnier, départ sur Warehouse avec le convoi *Jaune* pour coiffeur et travail avec adjudant Sulyak plus quelques petits achats, type produits anti-moustiques, mousquetons et housse pour appareil photo. La veille, j'ai fait envoyer des fleurs à Marylin pour nos treize ans de mariage. Déjà ! Lors du trajet aller, une voiture civile a percuté le VAB de tête à la hauteur de la roue arrière dans un virage après un dérapage de la voiture sur la gauche, celle-ci est restée sur la route alors que le VAB a fini sa course dans la montagne à gauche de la route, bilan trois blessés civils sans gravité et trois blessés militaires, douleurs dorsales, traumatisme thoracique et traumatisme facial pour le troisième, un légionnaire évacué sur la FOB Tora, un autre sur l'hôpital de Kaia suite à une fracture de côte et le troisième poursuit la mission. Les talibans et le HIG se retrouvent en confrontation pour le contre-pouvoir du président Karzaï. Choura importante en vallée Nord-Tagab en présence du général Druart, du chef de corps de la TF *Black Rock* et des barbes blanches des villages environnants. Des renseignements sur la préparation d'une attaque massive du COP *Rocco* sont à prendre très au sérieux. Problème tactique : le bataillon d'hélicoptères se plaint de leur arrivée tardive sur les accrochages au sol, car souvent l'action offensive est terminée. Il faut savoir que si les hélicoptères tournent au-dessus de la zone d'accrochage, il n'y aura pas de contact avec les insurgés, qui ne sont pas aussi fous que cela.

» Le vendredi 23 avril, j'accompagne le chef de corps pour fêter la Saint-Georges avec le 1er RHP sur le COP 46. Au retour sur la FOB, lors des mesures de sécurité, une rafale de Famas est partie dans le bac de sécurité, mauvais, relâchement. *Rouge* patrouille sur l'axe *Orange* RAS, *Noir* reconnaît le village de Senghaley, un endroit très pauvre où la Force n'est pas allée depuis trois ans, très bon accueil de la population, action CIMIC en cours. Attaque IED sur un VAB de *Jehol*, véhicule détruit, pas de blessés graves. Les insurgés confirment leur activisme, malgré le manque de

combattants et de moyens, par une augmentation des IED dans la vallée d'Uzbeen. En même temps, ils tentent de revenir dans la vallée de Tagab mais sont dénoncés par les villageois et chassés par la Force, cela devient invivable pour eux, d'ailleurs ils disent qu'ils en ont assez d'être pourchassés par la coalition. Le repenti qui nous avait renseignés sur la cache d'armes, qui s'est révélée pleine de munitions, nous annonce directement que dès qu'il aura été payé il nous indiquera d'autres caches, contre récompense bien sûr.

» Les activités s'enchaînent, aussi nombreuses que diverses. Il faut maintenir la pression sur les insurgés. *Black Rock*, nos camarades alpins, s'occupe de la réfection de l'axe *MSR Vermont*. *Rouge* patrouille dans la vallée d'Alasay et au col de Kabratu. Intervention sur IED de *Black Rock* puis prise à partie des éléments de déminage par les insurgés, cela semble nouveau que d'associer un IED et une embuscade. *Noir* reconnaît le village de Manlara, *Jaune* envoie un convoi sur *Rocco*. En approchant de la récolte du pavot, les villageois se font de plus en plus agressifs, voire hostiles à notre présence près des champs, même si on leur explique que leurs petites fleurs, on s'en contrefout royalement, enfin pour l'instant, idem dans le village de Mourach, qui lui n'est pas accessible en véhicule, mais beaucoup trop d'ânes de bât, à quoi peuvent bien servir toutes ces bêtes ? Il y en a trop pour une utilisation localisée au village. Le 25 avril, deux tirs de Chicom sur la FOB KB et début de l'opération *Red Asco* de la 2e compagnie. Dans le village de Manlara, les villageois accueillants dénoncent la présence de nombreux insurgés au col de Kabratu et après celui-ci vers l'est. Il faudra monter une opération d'envergure pour réduire cette bande mobile et bien armée.

» Problème de coordination. Lors de l'opération *Black Signus* aux abords de la vallée de Bedraou, le 27 avril, en riposte aux insurgés, *Black Rock* a effectué des tirs mortiers fumigènes dans le secteur de la 3e compagnie. Dangereux et inutile. Tirs PKM, RPG-7 et Kalachnikov, pas de réponse à ces tirs. Les insurgés sont démoralisés et désorientés par notre attitude. Ils ne comprennent pas pourquoi nous ne partons pas quand ils nous tirent dessus, pourquoi nous ne répondons pas à leurs tirs, comment peut-on les chercher dans les montagnes pour les neutraliser, comment, lorsqu'ils se croient en sécurité, il en arrive d'autres qui les surprennent. Ils ont tellement pris l'habitude que l'on s'en aille dès qu'ils tirent une rafale d'arme automatique qu'ils croient que tous les Français font pareil, eh bien, pour

leur malheur, ils apprennent à connaître les parachutistes de la Légion étrangère !

» Vendredi 30 avril, 147e anniversaire de Camerone ! Deux Black Hawk avec à leur bord le général COMISAF McChrystal, l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique et de nombreuses personnalités militaires américaines se posent à 7h45 sur la FOB Tora. Petite prise d'armes au monument aux morts, présentation du piquet d'honneur : tous les légionnaires du piquet sont anglophones. En tant que président des sous-officiers, je remets un képi blanc au général McChrystal agrémenté d'un petit speech rappelant son origine le 14 juillet 1939 et le symbole qu'il représente dans le monde entier. »

C'est dans une chaleureuse ambiance que les militaires de la TF *Altor* ont pu célébrer à leur manière, chacun dans l'intimité de sa FOB ou de son COP, la veillée de Camerone. Le 30 avril, comme le veut la tradition, les cadres ont, au saut du lit, servi le café aux légionnaires, marquant le début de la journée de Camerone. De nombreux invités étaient présents, respectant ainsi la tradition d'accueil de la Légion étrangère. Parmi eux, le général McChrystal, commandant en chef des forces de l'ISAF. Celui-ci, tenu par un emploi du temps chargé, a malgré tout voulu marquer son attachement et sa sympathie à la Légion et à *Altor* en partageant quelques instants avec les légionnaires. Accueilli par le colonel Bellot des Minières, en compagnie du général Chavancy, nouveau commandant de la TF La Fayette, le COMISAF a tout d'abord déposé une gerbe de fleurs en hommage aux militaires tombés en Afghanistan et à tous nos anciens. Cet homme dont le père et le grand-père étaient soldats est très au fait de la chose militaire et connaît bien la Légion et ses traditions. Il a donc été très touché de se voir remettre le képi blanc, symbole des légionnaires, des mains d'un ancien de Kolwezi. Il a prononcé un discours bref et émouvant, dans lequel il a exprimé son admiration pour les légionnaires, venus du monde entier et prêts à donner leur vie pour la France qui les accueille. Il a également souligné la qualité du travail effectué par la Task Force depuis quatre mois, et le tribut payé. Le général s'est ensuite prêté avec simplicité à la coutume du café, en offrant une tasse au plus jeune des képis blancs présents, tout en ayant un mot attentionné pour chacun, avant son départ au bout de quarante-cinq minutes de présence.

À 11 heures, sous un soleil de plomb, débutait la cérémonie proprement dite sur la nouvelle place d'armes de la FOB Tora. En présence de

nombreux amis américains, afghans et français, elle était présidée par le général Chavancy. Après une remise de décorations, le récit du combat de Camerone rappelait à chaque légionnaire qu'il est d'abord un soldat et que la mission est sacrée.

---

1. Le forage d'un puits de 50 mètres demande quinze jours de travail.

2. *Intelligence, Surveillance, Target Acquisition and Reconnaissance* (Renseignement, surveillance, acquisition de cible et reconnaissance).

Chapitre 22

Le succès d'*Altor*

« Les festivités de Camerone ne durent jamais bien longtemps en opération, reconnaît l'adjudant-chef Saulnier, et dès le 1er mai – il n'est pas question de fête du Travail, ni de défilé des uns ou des autres – les activités opérationnelles reprennent leurs droits, les insurgés, eux, ne chômant pas. Nous préparons activement l'opération *Black Colombo* en support des forces spéciales américaines à l'est de la vallée d'Uzbeen. Cette opération est programmée du 4 au 6 mai. Recrutement dans l'ANP de 137 recrues dont 13 femmes. Des mouvements d'insurgés étrangers, environ 30 à 35, sont signalés sur Shepadar venant probablement de Jalalabad au Pakistan. Quatre-vingts renforts français sont prévus pour la formation des forces afghanes, rien pour les combattants. Par contre, on dénombre quatre à cinq fois plus d'IED cette année que l'année dernière à la même époque, donc plus de victimes civiles et militaires, hommes, femmes et enfants. Autre sujet de mécontentement parmi la population, l'augmentation considérable du prix des denrées alimentaires : 7 kilos de pommes de terre valent 297 afghanis, soit 4,70 euros, ce qui est très cher pour un villageois, on peut comprendre que ces gens s'adonnent à la culture du pavot. Étude et destruction des IED trouvés ces derniers temps en Surobi.

» Le lundi 3 mai, départ des précurseurs du PC *Harpon* pour les abords du village de Sper-Kunday dans la vallée d'Uzbeen. Aujourd'hui encore pas de courrier, cela ne va pas remonter le moral des gens de la FOB et des COP. Demain, 3h30, départ pour l'opération *Altor Colomba* dans la vallée d'Uzbeen vers le col de Sper-Kunday qui donne sur le plateau de Mehtar Lam. Une opération très complexe, car elle nécessite une coordination étroite avec l'ANA, l'ANP, les OMLT, les POMLT, les CIMIC et l'armée

américaine. Un Predator est à notre disposition pour la durée de l'opération. Arrivée de deux Arabes dans la vallée d'Uzbeen, qui sembleraient être présents pour préparer une attaque sur le COP *Rocco* avec de l'armement lourd, ça tombe bien, nous y allons justement ! La météo se dégrade, orages et pluie pour l'opération *Altor Colomba*. À la grande fureur des Afghans, début des destructions de champs de pavot, 45 hectares de pavot cette année contre 300 hectares l'année dernière, principalement dans les hautes vallées, pratiquement inaccessibles par véhicules, destruction sans compensation, pas de rachat (200 dollars le kilo) de la résine de pavot, la France ne cautionne aucune des deux solutions. La bonne solution serait peut-être la méthode douce : irrigation et plantation de cultures de substitution.

» Mardi, début de l'opération *Altor Colomba*. Découverte de deux mortiers de 81 mm américains et d'un Chicom, toujours ça de moins que l'on prendra dans la gueule. Accrochage de *Rubis* sur le COP 51, embuscade, riposte : deux morts insurgés. Les insurgés se retrouvent dans une situation très gênante, les Américains à l'est et au nord, nous à l'ouest et au sud, eux au milieu, la fête peut commencer, la guerre électronique écoute, puis brouille leurs communications, Au nord, les hommes du génie font sauter les rochers à l'explosif pour ouvrir la piste du col de Spin-Kunday qui permettrait de relier l'axe *Orange* à la piste *Apple*, gain de temps : trois ou quatre heures. Météo : orages, pluie, vent et nuages très bas sur les montagnes. Deux choura, au premier village, cool et décontractées, les enfants étaient en classe lorsque nous sommes arrivés, les personnes ne semblaient ni stressées ni soucieuses. Les fouilles et recherches dans le village n'ont rien donné. Sur le plateau de Mehtar Lam, les Américains n'y vont pas avec le dos de la cuillère, tirs des avions F15 et F16, bombes de 250 kilos, tirs au canon rotatif de 30 mm. Retour sur l'embuscade du 18 août 2008 : il est difficile, quand on est sur place, de comprendre comment des soldats professionnels se sont mis dans une situation pareille, car c'est une véritable souricière.

» Au matin du 5 mai, grande surprise pour les villageois, nous sommes encore présents, ils avaient l'habitude que l'on parte le soir, eh bien c'est raté ! Ce matin, choura au village qui se trouve au plus près du col où a eu lieu l'embuscade du 18 août 2008. Peu d'hommes, trois pour la choura, ils nous disent que les hommes sont dans les champs, bizarre, car nous sommes passés près des champs et il n'y a personne. Au bout de vingt minutes, trois autres hommes arrivent, mais pas des champs, ils étaient

cachés, ils ont peur, ils ont observé un moment et, voyant que tout se passait bien, ils sont sortis de leur planque. Ils se disent tous innocents, mais dans le village des morceaux de mines antipersonnel traînent sur le sol, le chien a une gamelle qui est une caisse de munitions, de plus un Chicom est trouvé dans le village, mais vidé de ses 150 kilos d'explosifs, qui ont servi à faire des IED. Seconde choura dans le village de Farman, le plus éloigné dans la vallée d'Uzbeen, très peu d'habitants, mais sympas et accueillants, les enfants n'ont pas peur, et les filles ne se cachent pas à notre arrivée, au contraire, elles sont même curieuses. L'infirmière du 1er RHP soigne quelques femmes dans un climat de confiance.

» Jeudi 5h45, ascension à pied du col de Sper-Kunday sous la protection d'un drone et poursuite de l'opération. Vers 16h30, trois hommes armés remontant vers les GCP sont repérés et une bande est aperçue dans le secteur de la 3e Compagnie. Premier tir des insurgés au canon de 82 mm SR, puis mortiers de 82 mm. La réponse ne se fait pas attendre : 24 obus explosifs en trois minutes. Résultat, plus de bruit chez les insurgés. Un petit acompte pour nos camarades de combat du 18 août, aujourd'hui les morts sont chez vous, bon enterrement ! Nous redescendons sur la FOB Tora. J'ai rapporté quatre cailloux de cette expédition : un pour la popote caporaux-chefs, un pour mettre sur la tombe du caporal-chef Penon tombé le 18 août 2008 dans la vallée d'Uzbeen et deux autres en souvenir.

» Le 7 mai, fin de l'opération et retour sur la FOB Tora où m'attend une surprise, une lettre du général McChrystal qui me dit avoir été très honoré d'avoir été coiffé du képi blanc par mes soins, et une autre d'un homme qui était venu me voir lors de l'opération *Sentinelle*, sur le parallèle 51, le jour où le légionnaire Hutnik a été tué, pour me remercier, car j'étais un des hommes qui lui avaient sauvé la vie, à lui et à sa famille, un jour de mai 1978 à Kolwezi au Zaïre. La météo vraiment défavorable entraîne le report de vingt-quatre heures de l'opération *Resolute Crossbow*, les *wadi* en crue perturbant les mouvements de *Black Rock*. Prise de contact avec M. Darola, un ancien insurgé qui est devenu un anti-insurgés et qui fait le coup de feu avec la Force contre les talibans du coin ; c'est lui qui a riposté à l'attaque au RPG-*7* sur *Rubis* la semaine dernière. Le seul ennui, c'est qu'il agit seul et sans prévenir la Force.

» Le lundi 10 mai, début de l'opération *Resolute Crossbow*. Quatre chefs insurgés accompagnés de 25 hommes sont signalés dans la vallée de Tagab.

La 2e compagnie a de la chance, une roquette de RPG-7 est passée au-dessus d'un VAB, et un IED n'a pas explosé au passage d'un autre VAB. 20h30, progression de *Noir* au sud de la vallée de Bedraou, *Black Rock* s'infiltrera vers 4 heures demain matin au milieu du village de Shazadakhel à l'ouest de la position de *Noir*, puis entrée dans le village de Pashakhari juste en face d'eux. *Rouge* s'infiltrera vers 22 heures à l'ouest de Pashakhari. Le 11, la STE qui tient les crêtes détecte des mouvements de personnels vers le village de Shazadakhel, où se trouve *Black Rock*. Demande de tirs mortier à son profit sur le village, et sur les deux pistes qui viennent de la vallée d'Alasay. Sur zone à cette heure matinale, un drone de surveillance, deux F16 et un Predator, drone de surveillance et d'attaque armé de bombes et de missiles. Poussée d'*Altor* vers l'est, pour tendre une embuscade aux soi-disant insurgés qui descendent de la vallée d'Alasay. Les villageois continuent à travailler dans les champs malgré les tirs et les obus qui leur passent assez souvent très près des oreilles, mais cela a plutôt l'air d'être une fatalité pour eux. Nous demandons que les F16 montent à 22 000 pieds pour que les insurgés ne les entendent plus et qu'ils sortent de leurs cachettes afin de les repérer plus facilement. Un blessé chez *Black Rock* ce matin, une balle dans le mollet, évacué sur l'hôpital de Kaia en hélicoptère. Pour la première fois sur le théâtre, nous découvrons des mines antipersonnel bondissantes accrochées dans les arbres. Méfiance ! Une bande d'une quinzaine d'insurgés n'hésite pas à engager les unités de la Force. Riposte des mortiers de 120 mm et intervention d'un F16, les talibans se réfugient dans un compound et tirent sur un élément de *Rubis*. Riposte au canon de 20 mm. Les insurgés tentent de se replier vers l'est, mais se heurtent à *Aigle* et abandonnent le combat à l'arrivée des hélicoptères Tigre. Nous avons un blessé, le caporal-chef Panic, qui a reçu une balle dans l'épaule droite, sans trop de gravité. Il est maintenant 14h45, les combats durent depuis ce matin 4h30 ; a priori, les insurgés auraient tendu une embuscade au parallèle 52. Descente à pied au village de Pashakhari, les F16 viennent de larguer des leurres pour prévenir gentiment les insurgés qu'à leur prochain passage, ce sera l'enfer.

» L'opération reprend le 12 mai au matin. La 2e compagnie se rend à pied avec le chef de corps et la protection au village de Nawrozkhel. Choura, puis mouvement vers une place où se trouvait le tribunal des talibans et leur conteneur-prison, fouille de la maison du tribunal, lorsqu'un homme arrive en demandant ce que nous faisons chez lui, avec la police et

les militaires afghans, on lui explique que sa maison servait aux talibans pour condamner les gens qui ne se pliaient pas à leur conception du Coran, il commence à faire du scandale, mais cela ne se passe pas très bien avec l'arrivée d'une barbe blanche qui lui fait comprendre que l'enfoiré c'est lui, fin du dilemme. Sur ce, nous embarquons le conteneur, symbole du fanatisme haineux et cruel des talibans ; pendant toute cette action, des tirs tous azimuts étaient déployés contre la Force. À 15h30, départ du COP 51 pour la FOB Tora, où nous sommes arrivés à 18 heures.

» Le lendemain 13 mai, remise en condition des personnels et des matériels. J'en profite pour régler quelques problèmes de sous-officiers à Calvi, notamment celui de l'adjudant Malherbes et le décès du sergent Renaud, qui s'est suicidé le samedi 8 mai, pendu dans son garage. Les insurgés ont battu le villageois qui se plaignait que l'on ait fouillé sa maison qui servait de tribunal aux talibans, ceux-ci lui reprochant d'avoir laissé la Force emmener le conteneur-prison. Il en a aussitôt profité pour les dénoncer en nous disant qu'ils se réunissaient tous les jours à la mosquée de Shahzadakhel à 10 heures. Un renseignement intéressant pour nous, mais qui montre bien la mentalité des Afghans en général. Les derniers combats nous ont coûté six blessés dont un grave, brûlé à 40 % suite à l'explosion d'un IED, quatre pour *Black Rock* et deux pour nous, une balle dans l'épaule et un coup de chaleur. L'opération *Resolute Crossbow* a permis de récupérer pas mal de matériels, armements, munitions, documents, passeports, explosifs. Très gros travail de coordination avec l'Armée nationale afghane, qui n'a pas peur d'aller au contact des insurgés et de leur rentrer dedans. Mais nous constatons que nos futures opérations ont tendance à déborder dans les secteurs des autres, telle la zone de *Black Rock* ou d'*Iron Gray* chez les Américains, malgré la réticence de la brigade, car ils ne réussissent pas à bloquer les insurgés dans leurs zones respectives. Aujourd'hui se tenait une grande choura à Tagab en présence des maleks, des chefs de choura, des gouverneurs de province, du chef de la police de Tagab, du général commandant la TF La Fayette. Le but d'une choura est de discuter sur tel ou tel problème ou solution avant de se taper dessus. Beaucoup pensent que la fouille des compounds est de la violation de domicile, d'autres estiment qu'elle est nécessaire, certains pensent que la Force doit freiner ses attaques contre les talibans, d'autres pensent le contraire. Un des maleks prend la parole et dit : "Donnez-nous des graines à la place des cartouches, des puits à la place des trous d'obus, des arbres à la

place de vos antennes…” Le plus vieux des maleks prend enfin la parole et engueule tout le monde : “Arrêtez de vous fâcher les uns avec les autres, que voulez-vous pour l’avenir de l’Afghanistan ? La Force doit rester le temps que vous ne serez pas d’accord entre vous. Vous parlez, mais vous ne vous écoutez pas, chacun de vous ne voit que son intérêt et fait semblant de s’intéresser aux autres, ce n’est pas comme cela que vous vous aiderez.”

» Pour faciliter nos investigations, nous recevons cinq appareils de biométrie HIDE, un capteur de données biométriques permettant l’identification immédiate des personnes enregistrées sur l’appareil ; les données pour inscription prennent environ quinze minutes, elles sont figuratives (portrait), rétiniennes, biométriques et empreintes. Une fois dans la base de données, il est impossible d’en sortir. La dotation est d’un appareil par compagnie et un sur chaque COP et FOB. Les différentes règles de vie se perdent un peu dans ce remue-ménage permanent, il est temps pour les cadres d’intervenir doucement mais fermement et de rappeler certaines consignes du genre : pas de personnels devant les engins blindés en déplacement, pas de casque au volant de ces engins, ne pas circuler dans la FOB sans béret sur la tête, les armes ne doivent pas être approvisionnées dans l’enceinte de la FOB, pas de visiteurs venant à l’improviste sur la FOB, les bandanas et les *pashmina* qui fleurissent sur la tête ou autour du cou des légionnaires et autres militaires sont prohibés, le port de la barbe dépend d’une autorisation du chef de corps, et non de quand on en a marre de se raser le matin. En tant que PSO, je rappelle que les cadres sous-officiers doivent maintenir leur autorité et ne tolérer aucun relâchement des militaires du rang. La TF *Altor* reçoit les félicitations du général Chavancy pour les actions de ces derniers jours, mais aussi celles des insurgés qui se traduisent par une recrudescence d’IED. Un soldat de *Black Rock* a été blessé par l’explosion d’un IED antipersonnel à l’entrée de la vallée d’Alasay, il a dû être amputé d’une jambe et opéré d’un œil suite à un éclat. Bonne nouvelle, un champignon serait à l’origine de la destruction des champs de pavot. Naturellement, les paysans accusent les États-Unis et leur gouvernement. Il est néanmoins certain que cela arrange bien les affaires de certains, par contre les insurgés ne vont pas tarder à manquer d’argent. Les OMLT de Naglu sont venues sur la FOB pour régler quelques petits différends que l’on avait avec eux, au sujet de leur participation et de celle de l’ANA aux opérations.

» Tandis que *Black Rock* se prépare à retourner en Savoie, on note une recrudescence des activités des insurgés. Lors du passage d'un convoi de l'OTAN, un attentat-suicide à la voiture piégée sur la route de Darul Aman, au sud-ouest de Kaboul, fait 18 morts, dont six soldats de l'OTAN, cinq soldats américains, un soldat canadien, et 47 blessés. La plupart des blessés se trouvaient dans un bus, où il y avait des femmes et des enfants. Dans la nuit du 18 au 19 mai, des talibans kamikazes ont attaqué la base américaine de Bagram, mais n'ont pas pu pénétrer à l'intérieur. Ils ont tiré des roquettes de RPG-7, des rafales d'armes automatiques et lancé des grenades par-dessus les palissades de protection de la base. Certains d'entre eux se sont fait exploser dans les champs pour ne pas être faits prisonniers par les Américains. Pour le moment, on dénombre 11 morts insurgés et neuf blessés américains ; les recherches continuent pour retrouver d'éventuels rebelles qui ne se seraient pas dévoilés lors de l'attaque. Nous accueillons le général Lecerf, qui fait ses adieux aux armes à l'occasion de sa visite à la TF *Altor* sur la FOB Tora. Le lendemain, avant de partir, il est venu me remercier pour l'accueil que lui avaient réservé les sous-officiers du 2e REP. Nous apprenons que des VBCI armés de canons de 25 mm devraient être mis en service à la TF La Fayette à partir du 20 juillet. Dommage, nous ne serons plus là ! En attendant, nous préparons activement l'opération *Altor Niolu* car on note le retour des insurgés dans les zones que nous avons nettoyées. Malgré l'investissement de 25 000 euros de projets CIMIC en deux mois, la crainte des talibans est la plus forte et les effets à moyen terme de l'opération *Resolute Crossbow* sont nuls. Des risques majeurs d'IED, de mines antipersonnel et d'embuscades sont à craindre lors de l'opération *Altor Niolu*.

» Dans la nuit du samedi au dimanche 23 mai, mise en place des éléments de l'opération *Altor Niolu*, aucune réaction des insurgés pour l'instant. Début d'investigation vers le fond de la vallée d'Uzbeen. Progression vers le village de Yachdand à l'ouest de la vallée et VNP vers les villages de Gaz-e-Sufla et de Gaz-e-Olya en fond de vallée. Vers 22 heures, petits mouvements de 20 insurgés vers le sud, ils essaient de rejoindre la vallée par l'ouest ; 20 autres insurgés sont dans le village de Rodbar. Au niveau du parallèle 45,5, CIMIC, distribution d'un peu de matériels pour créer la demande et nouer un lien entre la Force et les villageois, contrairement aux insurgés qui, eux, ne leur apportent rien que des problèmes. Quelques mouvements de diversion et des leurres

entretiennent l'incertitude des rebelles sur nos intentions. Bascule du PC sur le plateau aux abords des villages de Yachdand et Gaz-e-Sufla avec Dwakholeh à gauche, Gaz-e-Olya au fond et Rodbar dans la vallée à l'est. À 18h55, contact de *Rouge* à Falcom sur les hauteurs à l'est avec des renforts insurgés venant de Rodbar. Dispositif de nuit JVN et black-out. A priori, nous ne sommes pas les bienvenus dans la haute vallée d'Uzbeen, car nous piétinons leur prétendu fief.

» Le lundi 24 mai, choura au village de Yachdand, présence du chef taliban Malem dans le village, mais pour le NDS, les services secrets afghans, pas question d'arrêter ce personnage : peur des représailles et des dégâts collatéraux. Dans l'après-midi, les rats insurgés quittent le navire et remontent par le col sur Rodbar, pas un seul coup de feu depuis ce matin, mais un IED, sur la piste aux abords du village de Gaz-e-Sufla. Il ne semble pas avoir été posé spécialement pour nous. À 18h46, *Rubis 20* accroché sur les hauteurs de Rodbar : trois obus de SR 82 et une roquette de RPG-9. En réponse, deux obus fumigènes, puis 12 obus "explosifs fusants" qui tombent au sol et explosent quelque temps plus tard. Des obus surprises ! 20h50, tirs directs de 400 mètres sur le PC, venant de la ligne de crête après le thalweg ouest. Trois rafales de PKM et puis s'en vont. Mardi, suite et fin de l'opération *Altor Niolu*. Choura et désengagement des unités. *Rubis 20* est harcelé par un tir de mortier de 82 mm, mais le problème vient de la récupération de la 2e compagnie sur les hauteurs est de la vallée, qui n'est pas spécialement sécurisée, peut-on oui ou non faire venir sans risque les deux hélicoptères américains Chinook pour héliportage de la 2e compagnie vers le COP *Rocco* ? Finalement, les hélicoptères américains ont pu récupérer la compagnie.

» Le lendemain 26 mai, fait exceptionnel, nous accueillons une équipe de *Képi blanc* venue faire un reportage en *live*. Un système *Margot* va être mis en place sur les COP et FOB, une sorte de caméra panoramique couvrant 360 degrés. L'opération *Altor Niolu* a donné de bons résultats en matière de coopération avec l'ANA et a placé les insurgés dans une position délicate. Les jours suivants sont consacrés à la préparation de l'opération *Libecciu*. Actuellement, nous subissons des tempêtes de sable que les Afghans nomment "le vent des cent vingt jours", avec des accalmies de deux ou trois jours, puis cela repart de plus belle avec des vents à plus de 180 km/h. Résultat, le câble électrique de la Sodexo s'est rompu et nous avons pris notre repas à la pizzeria, où il a fallu attendre plus d'une heure

pour avoir deux casse-croûte, ils ne sont pas près de me revoir. Le prix des munitions est en hausse, donc théoriquement moins de munitions égale plus de tranquillité, mais comme le kilo d'opium qui valait entre 70 et 130 dollars est passé de 270 à 300 dollars le kilo suite à la très mauvaise récolte de cette année, en fin de compte l'un compense l'autre. Choura dans différents villages, à Mirkhel population tendue, à Payendakhel très bon accueil, tout comme à Anjiran. Une réunion aurait eu lieu pour programmer et coordonner une attaque sur le COP *Rocco*, mais le problème, c'est les canons de 155 mm Caesar en batterie sur la FOB Tora, qui ont une portée de 35 kilomètres. »

* * *

« Le week-end du 29 au 30 mai est marqué par l'opération *Black Sword Green*, en vallée de Tagab, qui provoque plusieurs accrochages. Dans cette vallée, la plupart des enfants et jeunes adultes sont acquis à la cause des insurgés, ils transportent leurs armes, leurs munitions, font les liaisons entre les différentes bandes, les cachent, nous égarent par de faux renseignements. En vallée d'Uzbeen, des tirs Chicom seraient arrivés dans certains villages au lieu d'atteindre la Force, cela ne va pas arranger l'accueil des insurgés. Dans la nuit du dimanche au lundi 31 mai, début de l'opération *Red Urtaca* aux alentours de la vallée d'Uzbeen. Lors des investigations, nous avons trouvé des munitions et des documents dans certains compounds appartenant à des gendarmes de l'ANP misant sur les deux tableaux. Nous avons eu la planification des relèves. A priori, tout le monde devrait être rentré à Calvi le 26 juillet en passant par Chypre et Paris.

» Samedi 5 juin, 17h30. Départ de la FOB Tora pour l'opération Libecciu en vallée de Tagab, arrivée sur le COP *Hutnik* vers 19 heures. Mission : entre les parallèles 42 et 51, localiser et être en mesure de détruire ou de neutraliser toute personne portant une arme, en évitant de provoquer des dégâts collatéraux. Ces activités opérationnelles sont complétées par des choura et des actions CIMIC en faveur des villageois. Toutefois, il nous manque une équipe médicale féminine pour les consultations des femmes, ce qui restreint la portée de notre action sanitaire. Dans la nuit de samedi à dimanche, mise en place des éléments participant à *Libecciu* : les mortiers de 120 mm de *Tonnerre 21* sur le COP *Hutnik*, *Jaune*, *Noir*, *Rubis* et *Soleil*

sur le COP 42, *Rouge* sur le parallèle 42 et *Aigle* sur le parallèle 51, *Granit* en VNP sur la *MRS Vermont* en partant du parallèle 40, *Clochette* au dispensaire de Payendakhel pour Med Cap[1].

» Le premier jour, les médecins ont vu environ 150 hommes, femmes et enfants, mais tous hors d'état de procréer. Les hommes et les femmes adultes ne se sont pas manifestés malgré des appels répétés. Dimanche, je me rends avec le chef de corps au village d'Anjiran. Un certain nombre de compounds sont en travaux pour rehausser les murs d'enceinte. Y aurait-il des choses à cacher ? La choura de ce matin ne commence pas très bien avec le discours du commandant de l'ANA, mais la tension baisse lors de l'intervention du chef de corps. Température 40 °C, supportable, mais limite lors des déplacements à pied. *Aigle* sur le COP 51 face à la vallée de Bedraou pour contrôler les éventuels renforts insurgés venant de l'est. Détection d'un groupe d'insurgés entre les villages d'Omarkhel et de Babakhel. Mission pour *Aigle* : s'infiltrer dans la zone verte à la hauteur du parallèle 52, intercepter et détruire les insurgés qui voudraient descendre vers le sud pour aider leurs camarades qui sont au contact avec *Noir*, sur le village de Shelwatay. Vers 20 heures, tirs au PKM sur le COP 51, riposte de l'ANA.

» Le lundi 7 juin, nuit calme et report de l'opération *Pace Over*. Découverte d'un IED ce matin, sur le COP 42. Dédommagement de bergers qui ont eu des animaux tués suite à des tirs en novembre 2009 par le 2e REI, montant 8 000 euros. À 15 heures, violent orage, et début des accrochages entre *Aigle* et les insurgés. Pris sous un feu nourri, *Aigle* compte un équipier touché d'une rafale dans les jambes. Exfiltration impossible, il faut reprendre l'initiative du feu. Dans l'action, un deuxième GCP qui tentait de mettre son camarade à l'abri est blessé d'une balle dans la cuisse ; le premier blessé meurt d'une autre rafale dans l'abdomen alors qu'il était sur le brancard. Un autre sous-officier qui le tirait pour le mettre à l'abri est blessé au poignet. Pour couronner le tout, un quatrième GCP qui essayait de détruire un muret pour faire passer son camarade est piqué par un scorpion. *Noir* se porte à leur secours, mais il faut presque une heure à la 3e compagnie pour arriver sur les lieux tellement les tirs sont puissants. À l'arrivée de *Noir*, les insurgés, qui comptent plusieurs morts et blessés dans leurs rangs, se replient et se fondent dans le paysage. Évacuation des blessés vers 16h40 depuis le COP 51 ; bilan : un tué, le sergent Rygiel

Konrad, trois blessés dont un grave, le sergent Pajer Artur, le sergent-chef Mitu Marian et l'adjudant Cirne-Lemos João Miguel. Le sergent Lhorme Arnaud a pris une balle dans le gilet pare-balles au niveau de l'épaule qui n'est pas entrée dans l'épaule, mais qui a coupé la sangle du gilet, le sergent-chef Mitu et le sergent Pajer sont rapatriés en France. Mission de *Rouge* : s'emparer des compounds d'où viennent les tirs, ce qui sera fait dans la demi-heure. Dans cette demi-heure, un nouveau blessé de la 2e compagnie, le légionnaire Aubert Thierry, blessé à la fesse sans gravité – sinon son amour-propre – et évacué quelque temps après. Au total, 10 soldats de l'ISAF ont perdu la vie ce 7 juin : sept Américains, deux Australiens et, donc, un Français. Pour la plupart, ils ont été victimes d'IED dans des incidents séparés. Quelques enseignements sont à tirer de cet accrochage meurtrier : les GCP ont été dénoncés par les enfants, ce sont eux qui transportent les armes et les munitions des insurgés d'un point à un autre, les armes mais aussi les documents ; les plus grands d'entre eux posent même les IED et les font exploser au passage des véhicules de la Force. Pour se déplacer, les insurgés regroupent les enfants et se coulent parmi eux, hors de portée de nos armes, car on ne peut les prendre à partie. Les règles d'engagement ne nous sont pas favorables, il est interdit d'entrer dans les compounds ou les habitations, d'arrêter un insurgé s'il n'est pas armé, aucun tir ne peut être déclenché s'il n'y a pas eu d'agression adverse, etc.

» Dans la nuit de lundi à mardi, mise en place pour action sur village de Payendakhel et patrouille. À 13h45, arrivée du général Chavancy sur le COP 46, exposé de la situation et bilan de l'opération *Libecciu*. Nous mettons en place un dispositif d'attaque des insurgés qui se sont réfugiés dans un compound avec des enfants. Nous allons tirer au mortier de 120 mm assez loin pour faire peur aux enfants puis nous traiterons les rebelles au canon de 105 mm des AMX-10 RC, ou par les F15, pour les unités au sol ouverture du feu libre. À 19h30, début du désengagement des unités sur le COP 51 puis retour sur la FOB Tora, déploiement de *Jehol* sur la ligne de crête du COP 51, effectifs 44 personnels ; quand on leur demande de descendre dans la zone verte, ils nous répondent qu'ils ne sont pas des fantassins, alors que sont-ils, en dehors de leur dénomination de forces spéciales ? Bilan provisoire des combats : cinq tués, sept blessés pour les premiers combats et trois tués dont un chef insurgé pakistanais et une dizaine de blessés lors des tirs aux canons de 105 mm. Le 9 juin est

consacré à la mise en bière du corps du sergent Rygiel et à la cérémonie précédant le rapatriement de sa dépouille mortelle à Calvi, d'où elle rejoindra la Pologne un peu plus tard.

» Vendredi 11 juin, vers 20h20, pendant que j'appelle Marylin, deux tirs Chicom sur le COP *Hutnik*, dont un sur le VAB PC de *Rubis*[2], deux blessés légers par éclats au niveau de la poitrine et de l'abdomen, traumatismes sonores et effets de blast, Évasan en cours. Il s'agit de deux mécaniciens, les brigadiers-chefs Reveau et L'Hermitte, du 1er RHP. Bilan de la TF *Altor* depuis le début du mandat, deux morts et sept blessés dont un grave. Dans les jours qui suivent, on note une importante dégradation des conditions météo qui n'augure rien de bon pour l'opération *Incudine* en préparation. Les vents violents ont repris de plus belle depuis trois jours, tout ce qui n'est pas attaché s'envole et se promène à travers la FOB, cela va des poubelles au linge en passant par les bouteilles d'eau en plastique et tout ce qui peut se déplacer avec un vent soufflant à plus de 150 km/h. Des orages et des pluies diluviennes sont prévus pour les trois prochains jours. L'opération *Vergio 4* est reportée car l'ANP ne veut plus y aller ! Ils seraient attendus de pied ferme par une trentaine de talibans. Le dimanche 13 juin, le général Chavancy assiste en compagnie du chef de corps et des maleks de la région à la destruction des explosifs et munitions récupérés au mois de mai. On a enfin trouvé de l'eau sur le COP Hutnik suite au forage.

» Mardi 15 juin, *rehearsal* pour l'opération *Incudine* en limite de notre zone d'action entre la vallée d'Uzbeen côté français et le plateau de Mehtar Lam à l'est côté américain. But de l'opération : infiltration à pied de nuit à partir du village de Chashmeh-Ye-Masti pour se rendre au col en 78,5-32,8 après avoir fait diversion au nord de la vallée par des actions CIMIC. Dans la nuit, infiltration sur les hauteurs ouest du plateau de Mehtar Lam des éléments de *Noir*, *Rouge*, *Aigle* et des éléments d'observation, de guidage des aéronefs, des EOD, des fouilles opérationnelles, des éléments du génie et des personnels du RepFrance pour les couvertures journalistiques et la propagande. À l'aube, *Noir* doit être en place à l'est de l'objectif, *Aigle* en appui au sud-ouest, *Rouge* en couverture au nord-ouest, la couverture aérienne se tiendra à 22 000 pieds pour ne pas faire de bruit, et les hélicoptères Tigre et Apache en alerte maximum à dix minutes. À partir de cette mise en place, début des fouilles des compounds et des caches présumées de munitions, d'armements, de documents et de divers éléments pouvant intéresser la Force, manuels d'instruction sur les armes, les

explosifs, propagande talibane, carnets d'adresses, ordinateurs, etc. Si contact et prise à partie, destruction systématique dès le premier coup de feu des insurgés. Montée d'un Caesar sur le COP *Rocco* en supplément des mortiers de 120 mm si toutefois leur portée l'exige. Le chef de corps recommande une vigilance accrue et une surveillance tous azimuts pendant ces trois jours d'opération car c'est la première fois que l'on agit chez les Américains d'*Iron Gray*.

» Pendant ces préparatifs, la vie suit son cours dans le secteur français : 110 incidents sur le théâtre lundi, 147 mardi ! Qui ont fait un certain nombre de morts tant parmi les militaires que dans la population civile. Trois Pashaïs auraient assassiné ce matin trois leaders talibans, MM. Matin, Maleem, voire Sargul, ils auraient été remplacés par un nouveau venu presque inconnu du nom de Oassen Maï, puis les trois Pashaïs auraient ensuite été abattus par les commanditaires de ces assassinats.

» Mercredi 16 juin, 12h30, avec le chef de corps à Chashmeh-Ye-Masti, base de départ de l'opération *Incudine*. 15 heures, stand-by de la Force, à environ un kilomètre du village de Chashmeh-Ye-Masti, et action CIMIC au sud de la zone pour détourner l'attention des insurgés. À 19h30, progression sur le côté gauche de la piste pour rejoindre le plateau ; sur ce sentier étroit – 20 à 30 centimètres pour une pente de 45 à 50 degrés – en pleine nuit, et sans lune, l'inéluctable accident se produit, le tireur Minimi fait une chute dans le ravin, 4 mètres plus bas, entorse du genou, et une heure pour le redescendre à dos d'homme. À minuit, on monte sur le col par la piste normale, trop dangereux de prendre la piste de tout à l'heure, même avec les jumelles de vision nocturne, car elles déforment les distances, et pour une progression à pied, ce n'est pas évident, le poids total est au maximum de nos possibilités, 16 kilos de gilet pare-balles, 6 kilos de munitions, 6 litres d'eau, 3 à 4 kilos divers et l'armement, ça compte sur une pente à 30 degrés. Arrivée vers 2 heures du matin, installation en attendant le jour. Altitude 1 800 mètres, le col donne sur le sud du plateau de Mehtar Lam.

» La 2e compagnie s'infiltre vers le nord pour empêcher les insurgés de descendre vers le sud, la 3e compagnie vers l'est pour s'approcher des quatre lieux de fouille prévus et les GCP font face au village de Badpash Barkala pour empêcher les insurgés de sortir du village ou les détruire, s'ils menacent la Force, alors que le PC dirige les opérations du haut du col. La coordination est primordiale puisque nous travaillons avec les appuis

aériens américains et leurs hélicoptères de manœuvre Kiowa, Apache, Chinook, Black Hawk. Les appuis au sol sont répartis de la manière suivante : les mortiers de 120 mm en avant du village de Chashmeh-Ye-Masti et le Caesar sur le COP Rocco en appui au plus loin après la limite d'action des mortiers de 120 mm. Les appuis au niveau compagnie se composent de Milan, AT4 CS, Minimi, AP-40, PGM.

» À 7 heures, *Aigle* est pris sous le feu d'un PKM. En réponse, 12 obus de 120 mm pour réfréner les ardeurs des insurgés ; ils retournent d'où ils viennent avec quelques dégâts. À 7h10, arrivée sur zone de trois hélicoptères, deux Kiowa et un Apache, les Américains réagissent vite et bien. Début des fouilles par *Noir* sur le premier objectif *Revelata 1*. Bilan, un Chicom de 107 mm, cinq mortiers de 82 mm SR. À 10h26, tirs de mortiers en avant de la zone de fouille pour contrer une descente d'insurgés vers le sud, 20 obus de 120 mm. Poursuite des fouilles sur *Revelata 2*, *3* et *4* et encore un beau bilan : huit Chicom de 120 mm, 81 obus de 82 mm SR, un obus de 107 mm, deux AK-47, deux fusils de chasse, un fusil de guerre type Chassepot à un coup, 20 kilos de drogue, un Motorola, un bipied de lance-grenades de 40 mm, total des récupérations 250 000 dollars, et au moins quatre insurgés tués. Présence sur zone des *paparazzi* de la presse militaire, ou devrais-je dire de la propagande militaire, arrivés en Chinook il y a une demi-heure avec les personnels de l'ANA, de l'ANP, des fouilles opérationnelles et quelques curieux qui ne sortent que pour les grandes occasions. Vers 17 heures, début des destructions et repli des troupes dès la tombée de la nuit vers 21 heures, À minuit, pause pour récupérer de la grimpette de trois heures en pleine nuit sans lune.

» Vendredi, reprise de la progression vers 4 heures au lever du jour, les hommes n'ont pas dormi depuis une quarantaine d'heures. Départ du col du PC à l'arrivée de la 3e compagnie en contrebas. Ils manquent d'eau et nous leur donnons ce que nous avons comme réserve restante, puis nous redescendons avec eux. Après une heure et demie de descente pénible et lente, dans la chaleur sans air du petit matin, les copains se sont avancés au plus près avec les VAB pour nous apporter de l'eau et leur présence, cela fait du bien de savoir qu'ils sont là. Les villageois de Chashmeh-Ye-Masti se sont rassemblés pour nous regarder descendre du col, ils doivent se poser de sacrées questions à notre sujet, les Américains aussi. Pause et départ vers la FOB Tora à 7h30, arrivée 10 heures, la douche va être bonne.

» Les bilans d'*Incudine* sont très satisfaisants, mais la rébellion afghane est comme l'hydre de Lerne, on coupe une tête, il en repousse deux. Sait-on véritablement ce qui se trame dans les compounds ? Il semble par exemple qu'un accord de non-agression ait été passé entre les insurgés et le village de Payendakhel. Il est manifeste que les villageois cachent, protègent et couvrent les actions des rebelles dans leur village ; on sait aussi que la vallée de Bedraou attend des talibans pakistanais venant en renfort des insurgés locaux. Le 17 juin à 20 heures, un tir de SR 82 sur le COP *Hutnik* fait un mort, le brigadier Steeve Cocol, du 1er RHP, et un blessé, M. Ahmad Ediss Faez, l'interprète des CIMIC, gravement atteint au visage. Comme par hasard, l'obus de 82 mm SR a été tiré de Payendakhel. Le chef de corps, le capitaine Gomel et le caporal-chef Heine, président des militaires du rang, se rendent sur le COP *Hutnik* pour voir les personnels du RHP après le décès du brigadier Cocol.

» Le samedi 19 juin, la préparation des obsèques du brigadier Cocol du 1er RHP coïncide avec la visite du général Giaume, inspecteur général des armées, sur la FOB. Une réunion est organisée comprenant toutes les catégories de militaires, hommes et femmes, de tous grades et toutes fonctions en service sur la FOB Tora et au GTIA 2. Les questions portent principalement sur la préparation de la mission, sa durée et son déroulement. De surcroît, les retex[3] qu'on peut lire sont totalement déconnectés de la réalité du terrain. Bien des questions demeurent : compréhension du théâtre, conflits, bien-fondé de la mission, attrait de celle-ci… Sans parler des côtés pratiques : matériels spécifiques, paquetage adapté aux saisons, travail dans les zones vertes, selon la saison, tout est différent ; quand les arbres ont des feuilles, il est impossible de travailler à l'intérieur de la zone verte, celle-ci ressemble à des tranchées camouflées qui ne semblent même pas communiquer entre elles, pas d'appui aérien possible, la détection de l'ennemi se fait au plus près, les contacts sont confinés dans des espaces restreints, sans possibilité de se mouvoir correctement. Par contre, en hiver, sans le camouflage des feuillages, depuis les hauteurs la détection des positions ennemies les plus éloignées est facilitée, l'observation permet de connaître en permanence les mouvements des insurgés et de leur tendre des embuscades, les tirs sont déclenchés de plus loin, donc plus de sécurité pour les hommes. Autre question, pourquoi ne peut-on adapter les ROE aux modes d'action des insurgés ? Il est très dur

de faire du social aujourd'hui avec des gens qui tueront nos camarades demain.

» Dès maintenant la consigne première est de mettre la main sur les deux insurgés Noor Agha et Naïm, les servants du canon de SR 82 mm qui tirent sur les COP *Hutnik* et 51. Tous les moyens doivent être mis en œuvre, informateurs, drones, ANA, ANP, les patrouilles, les maleks de Payendakhel, les heures auxquelles ils vont à la mosquée, leurs photos, les contrôles d'identité, leur faire savoir qu'il est temps pour eux d'écrire une lettre à Allah, enfin leur faire une chasse impitoyable jusqu'au moment où l'on pourra les prendre ou les supprimer. Deux sections de la 3e compagnie devraient être envoyées sur le COP *Hutnik* pour la traque. Depuis quelque temps, pour consolider leur emprise sur la population, les insurgés pratiquent les mariages d'intérêt, ce qui leur permet de s'implanter dans les villages. Mais bien souvent, quand nous n'éliminons pas ces rebelles, cela se termine par des conflits familiaux meurtriers laissant des veuves et des enfants abandonnés mourant de faim.

» Lundi a lieu la cérémonie militaire de levée du corps du brigadier Cocol en présence du général Giaume, toujours sur zone, du général Chavancy et du général américain Phillips, adjoint logistique de la 101e Airborne. Mardi 22 juin, branle-bas de combat sur la FOB Tora ; nous avons la visite du ministre de la Défense, M. Morin, accompagné d'un aréopage de journalistes. Petite conférence de presse, puis exposé de la situation sur la zone par le général Chavancy et par le chef de corps, suivi d'un buffet froid avec le ministre au cours duquel je lui dis qu'il n'est pas évident de faire du CIMIC le matin dans les villages afghans quand ceux-ci tuent mes camarades l'après-midi, dans son discours il reprend mes paroles.

» Le mercredi 23 juin, *rehearsal* de l'opération *Altor Amaretu* ce matin à 10 heures. Zone d'action entre le village de Payendakhel et le parallèle 51 pour une durée de cinq jours à compter de vendredi 25 juin. Le général McChrystal aurait commis des excès de langage dans un journal américain, il est convoqué chez le président Obama. *Rouge* embuscade au village d'Akakhel, *Noir* embuscade au village de Chashmeh-Ye-Masti. Arrestation de Mehsud Asmat Ullah, grand chef des talibans au Pakistan, et leader du mouvement TTP, 10,4 tonnes de nitrate d'ammonium ont été saisies à Kaboul et quatre insurgés arrêtés. Le puits du COP *Hutnik* fournit 20 mètres cubes d'eau par jour, cela devrait suffire, le raccordement au COP est en

cours. Jeudi ont lieu les élections du PSO – se présentent : l'adjudant-chef Cserep et l'adjudant-chef Morrison (je ne me représente pas) – et du PVAT : candidats : caporal-chef Hovi et caporal-chef Verbrugen. Météo prévue : vent, pluie, tempête de sable. Le général McChrystal a été limogé de son poste de COMISAF par le président Barack Obama. Il est remplacé provisoirement par le général Petraeus, qui commandait les forces américaines en Irak et en Afghanistan, breveté parachutiste français. 23h30, un tir Chicom sur la FOB, RAS.

» Vendredi 25 juin, 18h30, départ pour l'opération *Altor Amaretu*. Le nouveau PSO du régiment est l'adjudant-chef Cserep, bienvenue au club et n'écoute les autres que lorsque leurs réflexions sont à bon escient et leurs critiques justifiées. Sur la route goudronnée à la hauteur du village de Payendakhel, vers 20 heures, accrochage sérieux avec les insurgés : tir d'une dizaine de roquettes de RPG-7 ou 82 mm SR et rafales de 7,62 mm. Réponse appropriée, tirs de missiles Milan, de canons de 105 mm des AMX-10 RC et de mitrailleuses de 12,7 mm, tout ceci à la tombée de la nuit avec les traçantes, jusqu'à notre arrivée sur le COP *Hutnik*. A priori, nous sommes intervenus lors de l'enterrement d'un *dealer* insurgé, un de moins, et cela les a un peu contrariés à leur sortie de la mosquée, mais ce n'est qu'un début pour les jours à venir. Nous restons équipés en gilet pare-balles et casque sur le COP, car il se pourrait qu'ils nous envoient quelques obus. À partir de 23h30, début des infiltrations de nuit pour action au lever du jour. Les tireurs d'élite et les observateurs sur les points hauts, pour protéger les unités qui entrent dans la zone verte à partir de 3h30.

» Dans la nuit de vendredi à samedi, un VAB de *Rubis* conduit sous JVN[4] s'est retourné sur la piste de ravitaillement tactique. Le chef de bord, *gunner* à la mitrailleuse 12,7 mm, s'est retrouvé avec le pied coincé dans la portière du VAB qui n'était malheureusement pas fermée et, par rotation du corps, le tibia-péroné s'est tordu dans une sorte de spirale avant de se fracturer. Le conducteur est sous le choc car le maréchal des logis-chef Camel risque fort de perdre sa jambe au niveau du genou. Évasan des deux blessés sur l'hôpital de Kaia. *Noir* s'infiltre sur le parallèle 51 face au village de Babakhel, *Rouge* entre la PRT et le village d'Anjiran, *Rubis* se poste à hauteur du parallèle 42 sur la MSR à l'ouest de la zone verte. Les OMLT et l'ANA ainsi que les POMLT et l'ANP sont sur le COP *Hutnik* ; *Granit* est en position pour la VNP et la SAM est prête à tirer. La

couverture CAS intervient à partir de 6 heures et un vol drone est prévu de 5h40 à 7h40.

» À 5 heures du matin, les accrochages reprennent avec les insurgés pendant plus d'une heure avec la même intensité de feu. Appui des avions américains F15, puis intervention des hélicoptères Tigre, très dissuasifs pour calmer les insurgés, l'ennui est qu'ils se cachent ou se fondent parmi les villageois et nous les perdons de vue. À 14 heures, choura et distribution de kits scolaires pour les enfants du village de Babakhel. Lors de la distribution, les filles sont séparées des garçons et ne reçoivent rien. 7h15, nouvel accrochage avec *Rouge*. Il est possible que le *kandak* du COP 51 ait passé un accord de non-agression avec les insurgés, car lors des accrochages en amont du parallèle 51, lorsque les insurgés remontent vers la vallée de Bedraou, aucun coup de feu ne part du COP ou des postes environnants. Météo horrible : très chaud sans vent et 40 degrés à 8 heures ce matin.

» Nuit calme, d'ailleurs aucun coup de feu depuis hier 10h30. Les insurgés semblent avoir de sérieux problèmes de ravitaillement en munitions, en hommes, et en soutien de toutes sortes. Les exfiltrations des insurgés vers le nord se multiplient. Dimanche vers midi, un ou deux TIC, mais sans plus et non soutenus. Désengagement de la Force à compter de 16 heures.

» Le lundi 28 juin, le chef de corps se rend avec le groupe de protection sur les sites de fouille dans le village de Payendakhel. Largage d'une LPA à très haute altitude, deux palettes, RAS. Accrochage dans le village suite à l'infiltration de la 2e compagnie, le légionnaire de 1re classe Carsolo Antonio est blessé à la jambe par une balle, il se met à l'abri, pose son garrot et riposte sur les insurgés avant de rejoindre ses camarades. Il s'en tire avec une fracture ouverte du tibia-péroné et est évacué sur l'hôpital de Kaia. Le premier compound à fouiller est celui que l'on soupçonne d'abriter un chef insurgé local ; nos prévisions s'avèrent exactes, trois insurgés sont arrêtés, des téléphones sont récupérés avec les numéros des complices, les renseignements vont avoir du travail, de plus le chef des insurgés semble se foutre de nous, petits sourires, il nous fixe haineusement en se prenant pour le prophète Mahomet. il se rend très vite compte que ce n'est pas le cas, un de nos légionnaires, voyant son manège, le regarde fixement et lui fait un signe que celui-ci n'est pas près d'oublier. La deuxième fouille s'avère moins fructueuse, mais néanmoins intéressante. La troisième cache contient

trois missiles Chicom, mais ils ont été vidés de leurs charges explosives, qui ont dû être utilisées pour fabriquer des IED. Retour sur le COP vers 12h30. Devant l'entrée, plusieurs barbes blanches qui nous demandent de relâcher les trois personnes arrêtées dans la matinée. Le colonel leur rappelle qu'il s'agit quand même de terroristes et que le village ne peut pas jouer sur les deux tableaux, un jour avec la Force, le lendemain avec les insurgés, sans risquer des dommages collatéraux.

» Le mardi 29 juin, à 9h30, arrivée du général Campbell, commandant la 101e Airborne, pour action commune suite à l'opération *Incudine* sur le plateau de Mehtar Lam. Mercredi, arrestation d'un véhicule qui devait livrer du matériel sur la FOB KB, on a trouvé un IED dans le camion, contenant 20 kilos d'explosifs, celui-ci devait exploser dans la FOB. Choura mardi prochain sur le COP *Hutnik*, pour parler des projets CIMIC sur le village de Payendakhel, suite aux investigations lors de l'opération Altor Amaretu, où les villageois se sont plaints de l'arrêt des projets. Nous leur avons expliqué que tant que nous prendrions des coups de fusil tout serait stoppé, il semble qu'ils soient revenus sur leur décision, les insurgés ne vont pas être contents. Le mois de juin compte parmi les plus meurtriers avec, hier, le centième mort militaire durant cette période. »

* * *

« Le début du mois de juillet annonce la fin de la mission de la TF *Altor* en Surobi. J'ai reçu en cadeau de l'UCL et de la 5e compagnie un *pakol*, coiffe traditionnelle des Pachtouns. Le bilan de l'opération *Amaretu* s'élève à trois tués et cinq blessés insurgés d'origine étrangère, vraisemblablement pakistanais. Au cours de l'opération *Scorpion* menée par la TF *Hermès*, nous apprenons qu'un caporal du 1er REG a été grièvement blessé sur la FOB Kuch-Blach. Début des grandes manœuvres de départ avec la relève de l'escadron du 1er RHP sur le COP *Hutnik* par deux sections des 2e et 3e compagnies. Le départ de l'escadron pour Chypre et la France fragilise le dispositif de la TF *Altor*. Ce sont 130 soldats en moins ! Une attaque-suicide contre une ONG américaine dans la ville de Kunduz a fait au moins cinq morts dont trois étrangers, un Allemand, un Britannique et un Philippin, et sept blessés. Deux insurgés qui ont actionné leurs bombes sont morts, les deux autres ont été tués après sept heures de combat à l'extérieur du bâtiment. Dans la continuité, un IED a explosé en plein centre de Tagab,

lors d'une choura. 4 juillet, *Independance Day*, la fête nationale des États-Unis. Ce soir, barbecue de fin de mission, remise des cadeaux aux unités, et départ demain du 1er RHP. Le puits du COP *Hutnik* fournit 10 000 litres d'eau par jour, le génie va construire un bassin de réserve de 20 mètres cubes pour nos successeurs.

» Le mardi 6 juillet, mort du sergent-chef Mozik, du 13e RG, lors de l'explosion d'un IED en vallée de Tagab. Accrochage toute la journée à la hauteur de l'ancien COP *Sherkhel* abandonné par l'ANA. Découverte cet après-midi d'une grotte dissimulant des matériels et de l'argent, 150 000 roupies pakistanaises, soit 1 426 euros, deux téléphones portables, deux chargeurs de Kalachnikov et des vêtements. Quatre IED ont été relevés au niveau du COP *Sherkhel*. Dans la soirée, deux tirs de Chicom ainsi que des tirs de 82 SR, de RPG-7, de PKM et de Kalachnikov se sont abattus sur l'OP 2 du COP *Rocco*, ce qui a entraîné une réplique au mortier de 120 mm. Mercredi, j'ai rencontré l'ex-caporal-chef Saulnier, le mari de Ginette, qui décédera à Warehouse en 2011 des suites de maladie. Les précurseurs de la TF Bison sont arrivés ; le chef opérations est le commandant Mollard. Ça commence bien ! Un chef de peloton de la TF *Bison* est manquant au départ de Paris, il refuse de partir sur le COP *Hutnik*. Le lieutenant E. menace l'adjudant W. de représailles si celui-ci n'exécute pas l'ordre qui lui a été donné. C'est dans cette ambiance un peu particulière de relève que nous accueillons le CEMAT le jeudi 8 juillet sur la FOB Tora, le COP *Rocco*, le COP *Hutnik*. Au même moment, arrivée des *Bison* sur la FOB, début des consignes.

» Le vendredi 9 juillet, météo : très chaud dès les premières lueurs du jour. 10 heures, exposé par le Centre opérationnel du bilan des six mois de mandat : amis, trois morts et 12 blessés ; ennemis, 36 morts décomptés et 44 blessés sans le bilan du mois de juillet, ainsi que 100 kilomètres carrés de zone verte contrôlés par la Force et pris aux insurgés en six mois. Insécurité des insurgés dans les vallées de Tagab, d'Uzbeen, sur le plateau de Mehtar Lam, en Surobi et en Kapisa en général, 80 000 kilomètres de piste, de route, de hors-piste et de tout-terrain parcourus avec un seul accident, non provoqué – la voiture civile qui a percuté le VAB sur la route de Kaboul. Disponibilité des matériels, auto, armements, optique, optronique, moyens de levage, etc., au minimum à 95 %, les marches avec 40 kilos sur le dos et des dénivelés de parfois 1 000 mètres positifs constituent un record. Tous les chefs s'accordent à féliciter tout le personnel

du GTIA et notent la très bonne forme physique des légionnaires, qui se sont entraînés comme des fous pour cette mission et, de plus, personne ne s'est relâché dans l'effort comme dans les épreuves de maîtrise du feu. Difficile de faire mieux ! Deux cent trente-neuf actions CIMIC depuis le 1er janvier, des constructions de COP et un poste de police qui sera édifié aux abords du village de Rodbar. Arrivée du chef de corps du 126e RI et prise en compte par l'escadron *Bison* du COP *Hutnik*, saluée vers 20 heures par deux tirs Chicom ou SR 82.

» Le lundi 12 juillet, départ de la 3e compagnie pour Kaboul en quatre rotations de Chinook. Les derniers jours en Afghanistan sont marqués par le passage de consignes avec le 126e RI, la préparation du transfert d'autorité entre la TF *Altor* et la TF *Bison* et la mise en ambiance de nos successeurs. Exemple : l'impudence de ce propriétaire de compound fouillé lors de l'opération *Incudine*, qui a porté plainte contre la Force pour vol de munitions trouvées chez lui – des obus de mortier de 82 mm, des Chicom, des roquettes, etc. Tout est vraiment permis dans ce pays et les Afghans n'ont aucun scrupule à jouer sur tous les tableaux. Des renseignements signalent la présence de combattants tchétchènes dans la vallée d'Uzbeen, certainement en vue d'une attaque sur le COP *Rocco* ; selon certaines sources, ils seraient accompagnés de spécialistes en décapitation ! Eh bien, à l'occasion de la fête nationale française et du départ d'*Altor*, nous allons leur offrir un accueil qu'ils n'oublieront pas de sitôt. Le 13 juillet, nous transmettons aux mortiers de 120 mm les coordonnées de 20 mosquées où se réunissent les insurgés pour un joyeux feu d'artifice. Bonne fête, messieurs les insurgés. On peut toujours rêver ! À 18 heures, prise d'armes et dépôt de gerbes au monument aux morts de la FOB. Ensuite, le colonel américain Earnest remet des médailles à plusieurs récipiendaires dont je fais partie. »

* * *

« Mercredi 14 juillet, cérémonie de transfert d'autorité de la Task Force *Altor* et transmission en direct de la fête nationale sur la FOB Tora aux télévisions françaises, à laquelle assistent les généraux de Saint-Chavins et Chavancy et le général américain Campbell pour le passage de témoin à la TF *Bison*. Jeudi, nous quittons la FOB Tora avec un dernier regard pour la tête de bison qui a remplacé les portraits du général Rollet et du général

COMLE. On se croirait aux arènes de Nîmes un jour de féria ! Quarante-cinq minutes de Chinook et nous voici à Bagram. La journée se passe en réintégrations diverses ; des heures d'ennui, de patience et d'énervement gratuit. La seule chose intéressante, c'est le casse-croûte matin, midi et soir. Nous avons tellement mangé chez les Américains qu'il nous a fallu une bonne sieste pour digérer. La journée est à peu près calme, mais la nuit sur la base est infernale, avec un décollage d'avion toutes les trois minutes et une chaleur qui atteint allégrement les 50 °C.

» Vendredi 16 juillet, si tout se passe bien, dernier jour dans cet enfer ; même les insurgés étaient plus sympas que les clowns que nous rencontrons ici, qu'ils soient américains, français ou autres. Ces types ne sortent jamais de la base et n'ont aucune idée de ce qui se passe de l'autre côté des piliers de béton et des barbelés entassés sur des kilomètres autour d'eux. 19h45, adieu l'Afghanistan ! Une escale à Abou Dhabi, puis arrivée à Paphos le samedi matin à 3h15 heure locale. À l'hôtel, je fais chambre commune avec l'adjudant Anghel, le chancelier du régiment. Vers 7 heures, encore un peu KO, nous entamons cette période de remise en condition de type *Club Med* par un solide petit déjeuner, puis stand-by jusqu'à midi, où l'on recommence à manger. L'après-midi, promenade en bateau et baignade dans une crique au nord de Paphos. En fin d'après-midi, entretien collectif d'une heure et demie avec un psychologue sur nos activités, nos doutes, nos appréhensions, nos peurs et surtout nos craintes d'un retour à une vie normale. Nous enchaînons par une séance de technique d'optimisation du potentiel (TOP) faite d'exercices respiratoires destinés à calmer et dominer son espace mémoriel pour obtenir une détente musculaire et une maîtrise de soi permettant une réflexion saine et entière. Vers 18 h 30, un massage d'une demi-heure m'a fait le plus grand bien. Pour la soirée, repas avec danse folklorique chypriote. Le lendemain, après une bonne nuit, j'ai attaqué la journée par un footing d'une heure – attention, à Chypre les véhicules roulent à gauche. Ensuite, excursion en car depuis le port de Paphos et visite des sites historiques où nous attendent Léonidas, Alexandre le Grand, les Romains, les croisés, Bonaparte, les Turcs, les Grecs, etc. Achats de petits souvenirs de Chypre. Cet après-midi, entretien personnel avec le psychologue pour certains d'entre nous dont je fais partie en qualité de PSO. TOP 2 en fin d'après-midi. Lundi, quelques activités sportives et TOP 3. Je surfe sur Internet et je téléphone à Marylin pour lui raconter le redoutable combat que nous menons à Chypre ! Le mercredi 21 juillet, c'est

enfin le départ et la fin d'une aventure. Nous arrivons à Solenzara dans la matinée. Quelques jours encore pour régler les différents problèmes de la dissolution de la Task Force *Altor* et c'est enfin une permission d'un mois à compter du 14 août. »

---

1. Antenne médicale accompagne les opérations. Entre autres missions, elles est chargée de l'assistance médicale gratuite dans les villages afghans.

2. Les véhicules blindés sont toujours placés de façon à protéger les tentes ou autres locaux des zones vie.

3. Retour d'expérience.

4. Jumelles de vision nocturne.

Chapitre 23

L'adieu aux armes

« Au retour d'Afghanistan, j'ai passé les consignes de président des sous-officiers à mon successeur, puis je suis parti en permission et, vers le 15 octobre, j'ai repris mes fonctions au bureau de garnison. Cette dernière opération de ma carrière s'est traduite par de nouvelles récompenses dont la *Commendation Medal* américaine, la médaille de l'ISAF avec agrafe *Afghanistan*. J'ai été une nouvelle fois cité à l'ordre de la brigade et, le 30 avril 2011, j'ai été décoré de la croix de la valeur militaire avec étoile de bronze. »

Citation
L'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées,
Cite à l'ordre de la brigade l'adjudant-chef Jean-Claude Saulnier
Du 2e régiment étranger de parachutistes – Calvi

« Engagé du 11 janvier au 15 juillet 2010 comme sous-officier traitant au sein du groupement tactique interarmes de Surobi dans le cadre de l'opération Pamir en Afghanistan, a fait preuve de belles qualités militaires.

S'est particulièrement distingué le 12 mai dans la vallée de Bedraou. Pris à partie par des insurgés lors d'une mission de fouille d'un centre de gouvernance talibane, a assuré la protection rapprochée du chef de corps tout en coordonnant la riposte de son équipe, repoussant ainsi l'adversaire. Par son action, a permis de saisir du matériel militaire et des documents précieux pour l'identification des réseaux adverses. S'est également illustré le 24 mai lors de l'opération Altor Niolu. *Alors que le poste de*

commandement tactique était pris pour cible par les rebelles, a poursuivi sa mission de protection et d'observation afin de localiser l'assaillant.

Mérite d'être cité en exemple. Cette citation comporte l'attribution de la croix de la valeur militaire avec étoile de bronze. »

À Paris, le 20 avril 2011
Signé : Guillaud

Quelques jours plus tard, le jeudi 19 mai 2011, commémoration de l'opération *Bonite* à Calvi. Fin de parcours pour l'adjudant-chef Saulnier, qui va prochainement prendre sa retraite. Avant-dernier légionnaire de Kolwezi en activité au 2e REP, l'adjudant-chef Saulnier accueille ses compagnons d'armes à la salle d'honneur avant un repas au CMSO qui verra éclore les souvenirs d'une jeunesse enfuie.

* * *

« Le 10 janvier 2011, j'ai été affecté à la CCL et j'ai pris en compte le bureau environnement et soutien humain, un pôle qui regroupe les métiers de l'action sociale, le CIJAS[1], les relations avec le monde combattant. C'est un travail intéressant et relationnel avec parfois des enjeux financiers importants. C'est ainsi que j'ai été en charge des dossiers du sergent Rygiel et du caporal Hutnik en relation avec leurs familles. J'ai fait ce travail jusqu'à la fin de mes services et mon départ à la retraite en septembre 2011. À ce moment-là, je suis allé à Aubagne pour accomplir les formalités de départ. La dernière page d'un album riche en souvenirs de toutes sortes était tournée. Trente-cinq années qui ont passé à la vitesse de l'éclair ; je me revois encore poussant la porte du PRLE de Poitiers après mon année de service militaire à Villingen en Allemagne de juin 1974 à 1975 ; l'instruction à Castelnaudary comme si c'était hier. Mes premiers pas au REP et ma première blessure à Kolwezi. Une vie au REP entrecoupée d'un séjour de deux ans au 3e REI en Guyane et d'un an à la 13e DBLE à Djibouti. Trente et un ans de joies et de coups de chien, l'épanouissement d'une vie d'homme et de sous-officier au sein d'une institution militaire sans égale dans le monde. Je suis parti en même temps que l'adjudant-chef Jean-Claude Lagaro, le PSO du 4e Étranger, qui avait lui aussi participé à l'opération *Bonite* à Kolwezi. J'ai été reçu par le major Roso, PSO Légion,

puis en faisant le circuit de départ, j'ai eu l'occasion de revoir des camarades connus au REP ou dans d'autres circonstances. Pour la dernière fois je fréquentais des bureaux que j'avais côtoyés à différentes étapes de ma carrière : quand j'étais arrivé jeune engagé volontaire trente-quatre ans plus tôt, lors de mon affectation au 2e REP quelques mois plus tard, au début et à la fin des différents stages qui m'avaient permis de gravir les échelons, lors de mes affectations au 3e REI et à la 13e DBLE… Beaucoup d'émotion, j'avais l'impression de quitter ma famille pour plonger dans un monde inconnu, peut-être hostile, où tout était à recommencer. Une dernière visite au musée, la remise du certificat de bonne conduite qui sanctionne ma carrière légionnaire avec honneur et fidélité, la photo des adieux avec le général COMLE, puis je suis revenu à Calvi. Pour faire mes adieux au régiment le 18 octobre 2011. J'étais arrivé le 18 octobre 1977, je voulais partir à cette date. Au bilan, et compte tenu de la dernière mission en Afghanistan, je n'avais pas l'impression d'avoir fait plus de trente ans dans la même boutique. J'ai passé quatre ou cinq jours à dire au revoir à tout le monde et, le 18, *carré*[2] au mess sous-officiers au cours duquel le PSO fait l'éloge du sous-officier qui s'en va, puis le chef de corps le remercie pour tout ce qu'il a accompli au régiment. Ensuite, entretien avec le chef de corps et le PSO, puis, au parc Beaumont, c'est le *Boudin* avec la remise du képi blanc et des épaulettes de tradition et, insigne faveur du commandement, la musette, traditionnellement réservée aux officiers. Le pot de l'amitié et de la fidélité et retour au monument aux morts en tenue normale, un instant de recueillement et c'est le départ. Les sous-officiers supérieurs forment une haie d'honneur devant le poste de sécurité ; vous saluez les camarades et vous sortez du quartier. C'est fini. Il est très difficile de tourner le dos à la porte du régiment.

» Là, je me suis dit : je suis arrivé sans travail, je pars avec un métier, mais que vais-je faire de toutes ces journées ? Bien sûr, j'ai ma famille, j'ai de quoi m'occuper, mais le temps va me paraître long par rapport à la vie trépidante du régiment. J'ai vite surmonté ce moment de déprime que les anciens appelaient le "cafard du légionnaire" et je me suis inséré dans la vie active. J'ai naturellement fait un bilan qui répondait à la question du général de Saint-Chamas : "Que penses-tu de toutes ces années à la Légion étrangère ?" Je lui ai répondu : "Mon général, vous me donnez trente-cinq ans de moins et je recommence." Je ne me suis jamais ennuyé, pourtant il y a eu des moments plus durs que d'autres et si j'ai un regret, c'est peut-être

de ne pas avoir pu faire tout ce que j'aurais souhaité faire à la Légion étrangère. Ce qui est impossible. Mais à côté, que de satisfactions ! À commencer par la camaraderie et cette sincérité qui existe entre les légionnaires, la solidarité qui trouve son prolongement dans l'action sociale de la Légion et ses amicales. Nous sommes loin de la société civile basée sur des critères individualistes de rentabilité où tout est sujet à concurrence. Nous vivons avec des gens capables de donner leur vie pour un idéal ou simplement pour sauver le copain. Il n'est que de se rappeler l'embuscade en Afghanistan qui coûta la vie au sergent Rygiel et les efforts déployés par ses camarades pour le tirer de là au prix de graves blessures. Je ne pense pas qu'à la sortie de l'usine on puisse trouver ce genre de gars ni cette ambiance.

» Les faits marquants de ma carrière se résument aux opérations extérieures et, je dirais, à l'attente souvent trop longue entre ces missions. C'est la finalité de notre instruction et de notre entraînement. C'est aussi le fait de vivre à toute vitesse et sans limite de temps. Il n'y a pas d'horaire 3 heures-midi, 14 heures-17 heures 30 ; face à une situation donnée, il faut réagir au quart de tour. Puis il y a l'apprentissage d'un métier, la formation permanente qui débouche sur la polyvalence, les stages, mais sans être bloqué : si je ne me sens pas à l'aise dans une branche, je peux toujours changer de filière.

» De toutes les opérations, celle qui m'a le plus marqué, c'est celle que j'ai le moins aimée, à Sarajevo sous les ordres des Nations unies. Je n'ai toujours pas compris comment on pouvait fourrer des soldats dans un tel pétrin. Mettre un militaire sous un casque bleu, c'est en faire une victime potentielle sans lui laisser véritablement la possibilité de se défendre. À côté de ça, il y a eu de bonnes opérations : le Zaïre, le Liban, la Côte d'Ivoire, l'Afghanistan… Mais la Yougoslavie en 1992-1993, c'était du tir aux pigeons avec des pauvres types qui se faisaient flinguer sans savoir pourquoi. Si je pars en tant que para, c'est pour exercer mon métier de TAP avec le mordant nécessaire et obtenir la victoire. Là, ce n'était que de la merde et du sang. De toute manière, depuis 1978 il n'y a plus eu d'opérations aéroportées. Parmi les personnalités qui m'ont marqué, je citerai en premier lieu le major Roos, qui était une personnalité hors du commun, le major Jorand, le père Lallemand pour son dévouement envers les légionnaires, le colonel Sabljic, le général Poulet, le colonel Lantaires et tant d'autres camarades anonymes que je n'ai jamais oubliés.

» Je ne me sens pas véritablement dans la peau d'un retraité, sauf quand l'administration me le rappelle ou quand je retourne au camp Raffalli, toujours avec un peu de nostalgie. Et puis, quand on a bossé quarante-deux ans sans arrêt, la meilleure des retraites, c'est de continuer. Alors, je travaille comme infirmier diplômé d'État dans un cabinet médical, je donne un coup de main par-ci par-là… Disons qu'au lieu de travailler trente jours par mois, j'en travaille vingt, ce qui me laisse du temps pour la maison et mon jardin, ma femme, mes enfants et ma maman, que je vais voir un peu plus souvent. Pour le moment, je ne suis pas trop impliqué dans le monde combattant, mais je n'y ai pas véritablement réfléchi ; je pense que si on faisait appel à la solidarité et à mon sens des responsabilités, je répondrais certainement présent. Pour l'instant, je fais partie de l'amicale des légionnaires parachutistes et je participe aux commémorations et aux réunions, mais sans plus. Je pense que je suis encore trop jeune et j'ai encore trop de choses à faire pour prendre la présidence d'une amicale. »

Votre avis nous intéresse !
Laissez un commentaire sur le site de votre librairie en ligne et partagez vos coups de cœur sur les réseaux sociaux !

---

1. Officier juriste affecté dans les régiments.

2. Expression particulière au 2e REP héritée de la Marine qui désigne une réunion festive ou commémorative des sous-officiers.

Glossaire

Aigle : indicatif des GCP/2e REP
ALP : Armée de libération de la Palestine
AMG : Aide médicale gratuite
AML : Automitrailleuse légère
ANA : Armée nationale afghane
ANP : Afghan National Police (Police nationale afghane)
ANSF : Afghan National Security Forces (Forces de sécurité nationale afghanes)
BATINF : Bataillon d'infanterie
BCS : Bataillon de commandement et de soutien
BDC : Bâtiment de débarquement de chars
BEP : Bataillon étranger de parachutistes
BET : Borkou-Ennedi-Tibesti
BIMa : Bataillon d'infanterie de marine
BIMOTO : Bataillon d'infanterie motorisé
BMGL : Bataillon mixte de Génie-Légion
BOAP : Base opérationnelle aéroportée
BOMAP : Base opérationnelle mobile aéroportée
BPLE : Bureau des personnels de la Légion étrangère
BRLE : Bureau de recrutement de la Légion étrangère
BSLE : Bureau des statistiques de la Légion étrangère
BSM : Brevet de skieur militaire
CAPLE : Compagnie administrative des personnels de la Légion étrangère
CAS : Close Air Support (appui aérien rapproché)
CCAS : Compagnie de commandement, d'appui et des services
CCSR : Compagnie de commandement et des services régimentaires
CCS : Compagnie de commandement et des services

CEA : Compagnie d'éclairage et d'appui
CEC : Centre d'entraînement commando
CEFE : Centre d'entraînement en forêt équatoriale
CEFEO : Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient
CEMA : Chef d'état-major des armées
CEMAT : Chef d'état-major de l'armée de terre.
Chicom : missile de fabrication chinoise (acronyme dérivant de Chinese Communist)
Choura : Assemblée de notables, en Afghanistan
CIC : Compagnie d'instruction des cadres
CIEC : Centre d'instruction et d'entraînement à la conduite
CIMIC : Civil Military Cooperation (coopération civilo-militaire)
CIS : Compagnie d'instruction des spécialistes
CLB : Cavalerie légère blindée
CME : Certificat militaire élémentaire
CM1 ou CM2 : Certificat militaire élémentaire, 1er ou 2e degrés
CMLE : Compagnie motorisée de la Légion étrangère
CNEC : Centre national d'entraînement commando
COMISAF : Général (US) commandant l'ISAF
COMELEF : Commandant des éléments français (en Centrafrique)
COMLE : Commandement de la Légion étrangère
Compound : en Afghanistan, vaste habitation, parfois collective, ceinturée de murs.
Corimec : Conteneur habitable qui a remplacé les baraques Fillod
COP : Combat Out Post (poste de combat avancé)
COS : Commandement des opérations spéciales
CRAC : Combat rapproché antichar
CRAP : Commando de renseignement et d'action dans la profondeur
CSLE : Compagnie des services de la Légion étrangère
CT : Certificat technique élémentaire, 1er et 2e degrés
CTLE : Compagnie de transit de la Légion étrangère
CTM : Chaland de transport maritime
CRTRLE : Compagnie renforcée des travaux routiers de la Légion étrangère

DAMI : Détachement d'assistance militaire et d'instruction
DCRE : Dépôt commun des régiments étrangers
DETALAT : Détachement de l'aviation légère de l'Armée de terre
DIH : Détachement d'intervention héliporté
DIMa : Division d'infanterie de marine
DIO : Détachement d'instruction opérationnelle
DLA : Détachement de livraison par air
DLO : Détachement de liaison et d'observation (artillerie)
DPIF : Direction, point à atteindre, itinéraire, formation
DPSD : Direction de la protection et de la sécurité de la défense
DTO : Disponibilité technique opérationnelle
EDA : Économat des armées
EDIC : Engin de débarquement d'infanterie et de chars
EEI : Engin explosif improvisé
ELMO : Equipe de liaison et de mentorat opérationnel
ELI : Elément léger d'intervention
EMA : État-major des armées
EMAD : Engin multifonction d'aide au déploiement
EMAT : État-major de l'armée de terre
EMT : État-major tactique
EOD : Élément organique de dépollution
EPI : Ensemble de parachutage individuel
EPPA : École du personnel paramédical des armées
ERM : Établissement régional du matériel
ETAP : École des troupes aéroportées
Évasan : Évacuation sanitaire
Famas : Fusil d'assaut de la manufacture d'armes de Saint-Étienne
FAR : Force d'action rapide
FAT : Forces armées tchadiennes
FAZ : Forces armées zaïroises
FDI : Forces de défense israéliennes
FFDJ : Forces françaises stationnées à Djibouti
FFH : Formation, face à, halte !
FINUL : Force intérimaire des Nations unies au Liban

FMI : Force multinationale d'interposition
FMSB : Force multinationale de sécurité à Beyrouth
FOB : Forward Operational Base (base opérationnelle avancée)
FORPRONU : Force de protection des Nations unies (Bosnie)
FRR : Force de réaction rapide (Bosnie)
FSA : Fusil semi-automatique
GAP : Groupement aéroporté
GCP : Groupe de commandos parachutistes
GCPRG : Groupement de commandos parachutistes de réserve générale
GLE : Groupement de Légion étrangère
GMC : General Motors Corporation
GPCL : Groupement de commandos parachutistes LAO
GTIA : Groupement tactique interarmes
Gunner : tireur sur VAB
GV : Grenadier voltigeur
Kandak : bataillon dans l'ANA
IED : Improvised Explosive Device (engin explosif improvisé)
IFOR : Implementation Force (Force de mise en œuvre)
ISAF : International Security Assistance Force (Force internationale d'assistance et de sécurité)
ISV : Infiltration sous voile
LPA : Livraison par air
LRAC : Lance-roquettes antichar
Malek : notable ou chef d'un village afghan
MAM : Mission d'assistance militaire
Med Cap : aide médicale gratuite en Afghanistan
MPG : Moyen polyvalent du génie
NEDEX : Neutralisation et destruction d'engins explosifs
Noir : indicatif de la 3e Compagnie
OAIA : Ouverture automatique issue axiale
OAP : Opération aéroportée
OLP : Organisation de libération de la Palestine
OMLT : Operational Mentor and Liaison Team (Équipe de liaison et de tutorat opérationnel)

ONG : Organisation non gouvernementale (humanitaire)
Pakol : coiffure traditionnelle patchoune
PAM : Plan annuel de mutation
PILE : Poste d'information de la Légion étrangère
PKM : mitrailleuse lourde d'origine soviétique
POMLT : Police Operational Mentor and Liaison Team (voir OMLT)
POP : Procédures opérationnelles permanentes
Predator : drone américain
PRLE : Poste de recrutement de la Légion étrangère
PRT : Piste de ravitaillement tactique
PSO : Président des sous-officiers
RAMa : Régiment d'artillerie de marine
RAP : Régiment d'artillerie parachutiste
Rapasan : Rapatriement sanitaire
RCA : République centrafricaine
RDP : Régiment de dragons parachutistes
RE : Régiment étranger
REC : Régiment étranger de cavalerie
REG : Régiment étranger de génie
Rehearsal : « entraînement », en anglais. Bac à sable pour la représentation du terrain
REI : Régiment étranger d'infanterie
REP : Régiment étranger de parachutistes
RHC : Régiment d'hélicoptères de combat
RepFrance : Représentant militaire de la France en Afghanistan
RGP : Régiment du génie parachutiste
RHP : Régiment de hussards parachutistes
RIAOM : Régiment interarmes d'outre-mer
RICM : Régiment d'infanterie chars de marine
RILE : Régiment d'instruction de la Légion étrangère
RMP : Régiment mixte du Pacifique
ROE : Règles opérationnelles d'engagement
Rouge : indicatif de la 2e compagnie
RPG-7 et 9 : lance-roquettes antichar d'origine soviétique

RPIMa : Régiment parachutiste d'infanterie de marine
RTP : Régiment du train parachutiste
Rubis : indicatif de l'escadron du 1er RHP
SADAA : Section d'auto-défense antiaérienne
SAGLE : Service des achats groupés de la Légion étrangère
SAM : Section d'appui mortier
SDECE : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage
SEPP : Section d'entretien et de pliage des parachutes
SFOR : Stabilization Force (Force de stabilisation)
SILA : Section d'infanterie légère d'Afrique
SM/FELE : Service du moral / Fonds d'entraide de la Légion étrangère
SML : Section de mortiers lourds
SMOLE : Service du moral et des œuvres de la Légion étrangère
SOA : Sangle d'ouverture automatique
SOGH : Saut opérationnel à grande hauteur
TAP : Troupes aéroportées
Task Force : groupement interarmes (US)
Task Force *Black Rock* : 13e BCA en Afghanistan
Task Force *Hermès* : 21e RIMa en Afghanistan
TCD : Transport de chalands de débarquement
TED : Tableau d'effectifs et de dotations
TFAI : Territoire français des Afars et des Issas (Djibouti)
TIC : Troop in Contact (accrochage)
TOP : Technique d'optimisation du potentiel
UCL : Unité de commandement et logistique
UNMIK : United Nations Interim Administration Mission in Kosovo
VAB : Véhicule de l'avant blindé
VAM : Voie aérienne militaire
VBCI : Véhicule blindé du combat de l'infanterie
VBL : Véhicule blindé léger
VLRA : Véhicule léger de reconnaissance et d'appui
VNP : Vérification de non-pollution
Wadi : oued, ruisseau (Afghanistan)
Warehouse : nom de code de Bagram

WIT : Weapon investigation team (unité d'investigation mixte armée-police)

Annexes

Les traditions légionnaires et TAP

Le drapeau du 2e régiment étranger de parachutistes

Alors que le 1er BEP se préparait à embarquer pour l'Extrême-Orient, la mise sur pied du 2e bataillon étranger de parachutistes semblait procéder d'une impossible course de vitesse. Le 9 octobre 1948, la CCB et la 1re compagnie du 2e BEP voient le jour. Peu de temps après, le Maroc fournit les autres unités. Le 18 décembre, c'est le colonel Gaultier, « Père Légion » de l'époque, qui se déplace à Sétif et remet au 2e BEP un fanion tout neuf et tout nu. Après un voyage de trois semaines à bord du *Maréchal Joffre*, jalousement gardé par son premier chef de corps, le capitaine Solnon, il débarque à Saigon pour son rendez-vous avec la gloire.

Très rapidement le 2e BEP, se hisse au niveau de son aîné, et les citations alourdissent son fanion. La première, à l'ordre de l'armée, est attribuée le 16 août 1950 à la 2e compagnie du lieutenant Cabiro pour son action au combat de Bacun le 1er avril 1950. Désormais, les palmes vont se succéder à cadence régulière : une en 1951, une autre en 1952, puis deux coup sur coup à la fin de 1953, enfin, celle attribuée aux défenseurs du camp retranché de Diên Biên Phu, celle qui marque, comme pour son frère d'armes avec lequel il a constitué un bataillon de marche étranger de parachutistes, l'accomplissement total des vertus militaires les plus nobles.

Le 14 juillet 1952, c'est au tour du fanion du 2e BEP d'être distingué sur le front des troupes. En même temps que le 8e BPC, il est décoré de la croix de guerre des TOE par le ministre des États associés, M. Letourneau. Mais

cette situation est endeuillée quelque temps plus tard par la blessure mortelle de celui qui a donné son style au 2e BEP : le chef d'escadrons Raffalli. Le 9 septembre, le commandant Raffalli doit être évacué sur Saigon. Le bataillon est en opération, mais le lieutenant Lemaire, chef de la base arrière, envoie un détachement avec le fanion pour rendre les honneurs au commandant. Le brancard s'arrête à la hauteur du fanion. Le porte-fanion, le sergent Kemencei, se penche, le chef de corps attire l'emblème vers lui et le porte à ses lèvres. Le lieutenant Lemaire l'enlève alors du fusil où il est piqué et le donne au blessé. Le lendemain, le commandant Raffalli n'est plus.

Disparu au combat à Diên Biên Phu, le 2e BEP est reconstitué, à partir du mois de juin, par intégration du 3e BEP. Il va rester encore dix-sept mois en Indochine, abandonnant sa garnison de Bach Mai pour Tan Son Nhut, au Vietnam du Sud. Le 14 juillet 1954, fanion en tête, il défile pour la dernière fois dans les rues de Hanoi. Le 18 août 1954, il reçoit à Ba Keo, des mains du général Salan, la fourragère rouge aux couleurs de la Légion d'honneur avec olive aux couleurs de la croix de guerre des TOE à la suite des six citations à l'ordre de l'armée que lui ont valu sa bravoure et sa conduite au feu.

Le 1er novembre, il embarque au cap Saint-Jacques, à destination d'Oran. En Algérie, le bataillon est transformé en régiment et prend, le 1er décembre 1955, l'appellation de 2e régiment étranger de parachutistes, sous le commandement du lieutenant-colonel de Vismes. Il trouve la consécration le 5 juin 1956, à l'occasion de la remise de son drapeau. C'est au capitaine de Carvalho, commandant la CA, qu'avait échu l'honneur d'amener le drapeau de Sidi Bel-Abbès à Philippeville la veille de la cérémonie officielle. Le général Noiret, commandant la division de Constantine, et le général Massu, commandant les TAP d'Afrique du Nord, accompagnent le colonel Lennuyeux, lorsque celui-ci, se plaçant au centre du carré des compagnies, appelle le lieutenant-colonel de Vismes pour lui confier le nouvel emblème. Le chef de corps transmet ensuite le drapeau au lieutenant Fournier, qui le présente, accompagné de sa garde, à toutes les unités.

En 1956, le premier drapeau ne comporte qu'une inscription de bataille : Camerone, 1863. En 1957, il en reçoit une nouvelle : Indochine, 1949-1954. Ce premier drapeau est déposé au musée de la Légion étrangère en 1972.

En 1976 et en 1978, une nouvelle citation à l'ordre de l'armée, pour les interventions à Loyada et à Kolwezi, vient enrichir la cravate du second drapeau, qui est remplacé par un troisième en 1987. Le 2e REP est encore cité en 1993 pour sa conduite à Sarajevo, puis en 2012 à l'issue de sa mission en Afghanistan. Le drapeau s'est également enrichi d'une troisième inscription : Afrique du Nord 1952-1962.

Aux morts

L'état des pertes des légionnaires parachutistes du 2e REP dans les différentes campagnes auxquelles ils ont participé, notamment en Indochine, a été établi à partir des journaux de marche et d'opérations des unités et en fonction des particularités des conflits. Comme pour l'ensemble du CEFEO dont les pertes ont été recensées par la NDS 4622/EMIFT/I/3124/3 de 1954, ces chiffres sont sujets à interprétation et ne représentent en aucun cas un bilan définitivement arrêté. Les pertes de la guerre d'Algérie et celles des opérations extérieures ne présentent pas la complexité de la guerre d'Indochine et sont dûment certifiées.

Indochine 1948-1955

32 officiers (dont le chef d'escadrons Raffalli, chef de corps du bataillon), 85 sous-officiers, 707 gradés et légionnaires.

Algérie 1955-1962

Neuf officiers, 24 sous-officiers, 200 gradés et légionnaires.

Tchad 1970-1984

Un officier et trois légionnaires.

Zaïre (Kolwezi) 1978

Un sous-officier, quatre gradés et légionnaires.

Djibouti – Catastrophe aérienne du mont Garbi

(morts en service aérien commandé)

Un officier, 26 sous-officiers, gradés et légionnaires.

Un officier de la 13e DBLE, l'équipage de l'avion.

Ex-Yougoslavie (Sarajevo) 1993
Un légionnaire.

Congo Brazzaville 1997
Un caporal.

Afghanistan 2008-2011
Un sous-officier, quatre gradés et légionnaires.

Citations du 2e REP entre 1978 et 2012

Ayant participé à quasiment toutes les opérations extérieures de l'armée française depuis 1969 au Tchad, au Liban, en Afrique noire (Gabon, Zaïre, Congo-Brazzaville, RCA, Togo…), en ex-Yougoslavie, en Côte d'Ivoire et plus récemment en Afghanistan, le 2e REP, ses cadres et ses légionnaires ont mérité plusieurs citations qui font suite à celles d'Indochine et d'Algérie à titre individuel.

Le ministre de la Défense
Cite à l'ordre de l'armée
Le 2e régiment étranger de parachutistes

« Magnifique régiment qui, depuis sa création en 1948, n'a cessé de s'illustrer au service de la France, partout où l'exigeait le soutien de la liberté et des intérêts nationaux.

Sa disponibilité et sa valeur militaire ont notamment permis de sauver à Loyada en 1976 de jeunes Français et des cadres militaires pris en otages et de réaliser avec succès, le 19 mai 1978, une opération aéroportée de protection et de sauvetage de population à Kolwezi dans des conditions difficiles.

Opérant à 6 000 kilomètres de sa base, sous l'énergique impulsion de son chef, le colonel Erulin, cette unité s'est assurée en moins de quarante-huit heures le contrôle de la région, sauvant la vie de plusieurs centaines de familles, notamment françaises.

Par cette action courageuse et efficace qui s'inscrit dans la tradition des Troupes aéroportées et de la Légion étrangère, combinant une mission

humanitaire sans précédent avec une action militaire exemplaire, le 2e régiment étranger de parachutistes a mérité une nouvelle fois la reconnaissance des armées et de la nation. »

Fait à Paris, le 8 juin 1978
Signé : Yvon Bourges

« Vu la citation à l'ordre de l'armée du 2e régiment étranger de parachutistes du 8 juin 1978, la décision n° 31 du ministre de la Défense et des Anciens Combattants en date du 25 avril 2012 attribue la croix de la valeur militaire avec palme de bronze au 2e régiment étranger de parachutistes. »

Fait à Paris, le 25 avril 2012
Signé : Gérard Longuet

L'amiral Lanxade
Chef d'état-major des armées
Cite à l'ordre de la division
Le bataillon d'infanterie n° 2 de Sarajevo

« Détaché dans le cadre de la FORPRONU de janvier à juillet 1993, a assuré pendant six mois l'escorte des convois humanitaires et la sécurité de l'aéroport de Sarajevo. Saisissant parfaitement l'esprit de la mission, s'est dévoué sans répit à la cause de l'aide humanitaire internationale. A organisé et assuré l'escorte de plusieurs milliers de tonnes de marchandises dans la plupart des quartiers de Sarajevo et procédé à plus de 120 évacuations sanitaires de jour comme de nuit à travers les lignes de front.

En six mois, son opiniâtreté et son sens de la négociation lui ont permis de procéder à l'échange en toute sécurité de plus de 500 prisonniers relevant des différents belligérants.

Fin février, après plusieurs mois de tentatives infructueuses et un périple de plusieurs jours dans des conditions opérationnelles et climatiques particulièrement difficiles, a réussi à ravitailler les poches de Zepa et Gorazde.

Chargé du contrôle de nuit de l'aéroport fréquemment effectué sous les tirs, a déploré la mort d'un légionnaire, 25 autres étant blessés dont

certains très grièvement. Par sa conduite exemplaire, la rigueur d'exécution et le sens du devoir de ses personnels, a fait honneur à l'armée française. »

Cette citation ne comporte pas l'attribution de la croix de la valeur militaire.

À Paris, le 22 décembre 1993
Signé : Lanxade

Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants
Cite à l'ordre de l'armée
Le 2e régiment étranger de parachutistes – Calvi (Corse)

« Unité engagée du 8 janvier au 17 juillet 2010 en Afghanistan dans le cadre de l'opération Pamir, s'est particulièrement distingué dans l'accomplissement des missions qui lui ont été confiées.

A mené 45 opérations de contrôle de zone, contribuant d'une part à la sécurisation des vallées d'Uzbeen, de Tagab et de Mehtar Lam, et d'autre part à la désorganisation des réseaux logistiques et commandement insurgés. A conduit de nombreuses actions de combat de haute intensité, infligeant de lourdes pertes à l'ennemi et saisissant un grand nombre d'armes et de munitions.

S'est illustré en reprenant à l'adversaire la vallée de Tagab lors des opérations Citadelle – Synapse *du 28 février au 8 mars*, Gregale *du 22 au 27 mars et* Sentinelle *du 5 au 14 avril. Manœuvrant aux côtés des unités afghanes, a été en mesure de leur restituer le contrôle d'un espace abritant plus de 35 000 habitants soumis jusque-là à l'influence des rebelles. S'est également distingué lors des opérations* Colomba *du 3 au 7 mai et* Niolu *du 23 au 25 mai en reprenant pied dans des zones refuges insurgées en vallée d'Uzbeen et en désorganisant une zone logistique majeure pour l'ennemi lors de l'opération* Incudine *du 16 au 18 juin 2010.*

Unité particulièrement performante, reconnue pour sa maîtrise au feu et sa technique privilégiant la manœuvre à la destruction, a fait preuve de forces morales exemplaires et de qualités tactiques remarquables pour contribuer à la neutralisation des cellules insurgées dans sa zone

d'opérations. Pour son action déterminante, mérite d'être cité en exemple. »

Cette citation comporte l'attribution de la croix de la valeur militaire avec palme de bronze.

Fait à Paris, le 29 mars 2012
Signé : Gérard Longuet

Le chant du régiment

La Légion marche

1
La Légion marche vers le front,
En chantant nous suivons,
Héritiers de ses traditions,
Nous sommes avec elle.

Refrain
Nous sommes les hommes des troupes d'assaut,
Soldats de la vieille Légion,
Demain brandissant nos drapeaux,
En vainqueurs nous défilerons.
Nous n'avons pas seulement des armes,
Mais le diable marche avec nous,
Ha, ha, ha, ha, ha, ha, car nos aînés de la Légion
Se battant là-bas, nous emboîtons le pas.

2
Pour ce destin de chevalier,
Honneur, fidélité,
Nous sommes fiers d'appartenir
Au 2e BEP.

Chant des paras Légion
(et chant de la compagnie d'éclairage et d'appui du 2e REP)

Le soleil brille

Refrain
De la bataille, de la bataille,
Légionnaires nous ne reviendrons pas
Là-bas, les ennemis t'attendent,
Sois fier, nous allons au combat !

1
Le soleil brille, préparez-vous
Et qui sait si demain pour nous autres il luira
Déjà les moteurs tournent
Vite équipez-vous !
Nous volons, nous volons
Aujourd'hui vers l'ennemi !

Refrain
Sautons ensemble, sautons ensemble
Légionnaires nous ne reviendrons pas
Là-bas, les ennemis t'attendent
Sois fier, nous allons au combat.

2
Dans le tonnerre de nos moteurs,
Vite une pensée pour ceux qui nous sont chers !
Debout légionnaires,
C'est le signal du saut.
La porte est ouverte,

Serre les dents et va-t'en.

Les traditions légionnaires et TAP

Comme quelques autres formations TAP spécialisées – les 1er RHP et 13e RDP pour la cavalerie, le 17e RGP pour le génie et le 35e RAP pour l'artillerie – le 2e régiment étranger de parachutistes a la particularité de réunir les traditions de la vieille Légion avec celles des Troupes aéroportées nées dans le sacrifice et la gloire des combats de la Seconde Guerre mondiale, d'Indochine ou d'Algérie. À l'occasion du quarantième anniversaire de la création des légionnaires parachutistes, le général Guignon, qui avait commandé le 2e REP de 1980 à 1982, écrivait : « Voici quarante ans naissait à l'autre bout du monde une nouvelle confrérie de guerriers : les parachutistes de la Légion. De la vieille Légion ils avaient recueilli les traditions de rigueur, de solidité, de discipline, de dévouement ; des parachutistes ils avaient la jeunesse et le goût de l'insolite. Ils formèrent très vite une troupe unique en son genre : les bataillons étrangers de parachutistes. »

Le légionnaire parachutiste est avant tout un légionnaire qui se caractérise par sa tenue. Il porte le képi blanc officialisé à la Légion lors du défilé du 14 juillet 1939 et, en tenue de parade, les épaulettes vertes à franges rouges remises à l'honneur avec la ceinture bleue par le général Rollet à l'occasion des cérémonies du centenaire de la création de la Légion, en 1931 à Sidi Bel-Abbès. Les légionnaires appellent ces épaulettes les « chasse-mouches ». Les sous-officiers et les caporaux-chefs anciens portent le képi noir à fond rouge. Ce képi est orné de la grenade à sept flammes qui caractérise la Légion étrangère comme les couleurs vert et rouge héritées des troupes étrangères au service de la France et du Régiment de Hohenlohe et les chevrons d'ancienneté (un chevron pour cinq ans de service). En tenue de combat, le légionnaire parachutiste porte le béret vert avec le dextrochère et le glaive, l'insigne des parachutistes métropolitains. En tenue de sortie ou de parade, il noue la cravate verte commune à toute la Légion dont l'origine, dit-on, remonte à la découverte d'un stock de cravates vertes des chantiers de jeunesse. Autour de l'épaule gauche, la fourragère aux couleurs de la Légion d'honneur symbolise les six

citations à l'ordre de l'armée ou palmes de la croix de guerre des TOE obtenues par leurs anciens en Indochine.

Sur leur tenue, les légionnaires du 2e REP arborent naturellement le brevet parachutiste. Ce brevet métallique créé en 1946 remplaçait les différents insignes de 1937 et 1938 dont le général Sauvagnac portait le numéro 1 et les brevets britanniques et américains portés pendant la guerre par les RCP-SAS et par le 1er RCP. Créé initialement en deux versions – modèle de base et moniteur –, il répond aujourd'hui à une hiérarchie qui, outre ces deux qualifications, comprend également le brevet d'initiation au parachutisme militaire (1948), celui de chuteur opérationnel (1970) et celui d'instructeur de saut à ouverture commandée retardée (1994). Au mois de mai 1955, les deux premiers modèles furent respectivement homologués sous les numéros G1185 et G1186. L'original de base est argenté avec l'étoile, la couronne de chêne et de lauriers d'or. Le modèle moniteur est entièrement doré avec des couronnes d'argent, les anneaux olympiques remplaçant l'étoile. En termes de symbolique, le descriptif du brevet parachutiste correspond à une définition intemporelle des Troupes aéroportées : « Le parachute te porte, les ailes du grand saint Michel te supportent, l'étoile te guide. Les lauriers te rappellent la gloire des anciens, la force qui caractérise les parachutistes. Mais la mort te guette, elle est représentée par le noir entre les suspentes. »

Fiers de leurs faits d'armes et de la gloire conquise dans la souffrance et le sacrifice, les légionnaires parachutistes commémorent Camerone où qu'ils soient, avec faste à Calvi, joyeusement en mission extérieure de courte durée ou plus modestement et avec beaucoup d'émotion en opération. On se souvient encore dans les rangs des anciens de ce 30 avril 1954 à Diên Biên Phu dans les tranchées boueuses, encombrées de morts et d'agonisants. Les légionnaires parachutistes participent naturellement aux manifestations patriotiques, du 8-Mai ou du 11-Novembre ; ils représentent régulièrement leurs frères d'armes du 1er REP et de la CEPML[1] lors de la commémoration de la bataille de Diên Biên Phu à Pau. Les fêtes légionnaires – Noël, qui illustre parfaitement la devise « Legio Patria Nostra », les Rois – représentent un autre volet de la tradition et constituent le ciment de la cohésion du régiment. Et comment pourrait-on oublier la Saint-Michel, qui unit tous les parachutistes de France le 29 septembre. Chaque année, l'archange guerrier est dignement fêté au 2e REP en

communion avec tous les anciens, cordialement invités à Calvi pour de joyeuses retrouvailles entre les légionnaires d'active et la « 7e Compagnie » du régiment. Le choix de ce saint patron revient incontestablement au 2e RCP-SAS du commandant Bourgoin, dont chaque para se vit remettre une médaille de saint Michel en signe de reconnaissance avant de sauter sur la Bretagne en juin 1944. En février 1945, l'aumônier du corps franc de l'air *Valin de la Vaissière* proposait que saint Michel devienne le saint patron des parachutistes au même titre que saint Georges l'est pour les cavaliers ou sainte Barbe pour les sapeurs et les artilleurs. Le père Jego reprit l'idée en décembre 1946, qui s'imposa lorsqu'il termina une homélie par un vibrant « Et par saint Michel, vivent les paras ». Le 29 septembre 1949, la première Saint-Michel fut célébrée en la cathédrale de Hanoi devant les bataillons TAP du Tonkin. Désormais, les parachutistes reconnaissaient unanimement saint Michel comme leur saint patron et sa fête prenait un caractère officiel qui s'est encore renforcé avec le temps. Autre marque forte de l'état d'esprit des parachutistes : la *Prière du parachutiste*, de l'aspirant André Zirnheld, qui peut se réciter ou se chanter aux accents de la *Marche de Marengo*. Elle exprime à la fois le don total de soi-même propre aux TAP et l'humilité de la condition humaine face à l'adversité.

La salle d'honneur du régiment est au cœur des traditions de celui-ci. Elle représente un petit musée dédié bien sûr au 2e REP, mais aussi à toutes les unités de légionnaires parachutistes. Ce musée retrace leur épopée depuis l'Indochine et l'Algérie jusqu'aux opérations récentes à travers des photos, des armes, des fanions, des emblèmes pris à l'ennemi. Dans ses salles qui appellent au recueillement, le souci de privilégier l'homme est permanent. On retrouve le chef de bataillon Segrétain, le chef d'escadrons Raffalli, le lieutenant-colonel Jeanpierre, le capitaine Bourgin, l'adjudant Tasnady, tous tombés au combat à la tête de leurs hommes, puis la cohorte des sous-officiers et des légionnaires, jusqu'aux derniers, le caporal-chef Penon, le 1re classe Hutnik et le sergent Rygiel en Afghanistan, qui a contribué à écrire l'histoire des paras Légion par le sang versé.

L'inauguration de ce musée le 6 juin 1998 par le colonel Puga fut aussi l'occasion pour tous les visiteurs de découvrir la nouvelle vitrine consacrée au général Caillaud. Elle rappelle le rôle fondamental joué par ce chef de corps qui fut le maître d'œuvre de la transformation du 2e REP et de la spécialisation de ses unités élémentaires. L'avant-dernière salle permet de

découvrir les armes et les documents relatifs aux opérations extérieures du régiment de 1968 à nos jours. Loyada, Kolwezi, Beyrouth, la Somalie, mais aussi l'ex-Yougoslavie, dont une vitrine rappelle le sacrifice du légionnaire Benko, le Rwanda et l'Afghanistan. La dernière salle est consacrée à l'organisation et aux activités du 2e REP au début du XXIe siècle. Les nombreuses photographies et certains équipements soulignent l'importance du régiment, laboratoire du combat moderne apte à être projeté dans des délais très brefs partout dans le monde.

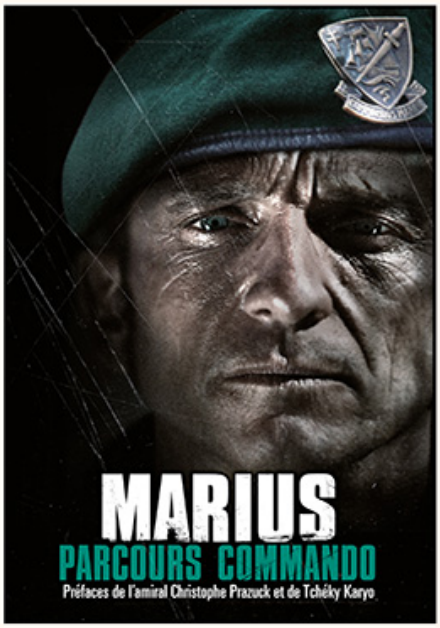
La flamme du souvenir et des traditions est entretenue par la fameuse « 7e compagnie du REP », l'amicale des anciens légionnaires parachutistes, parfaitement intégrée au régiment et qui contribue à maintenir haut et fort les traditions de la Légion étrangère et des parachutistes.

---

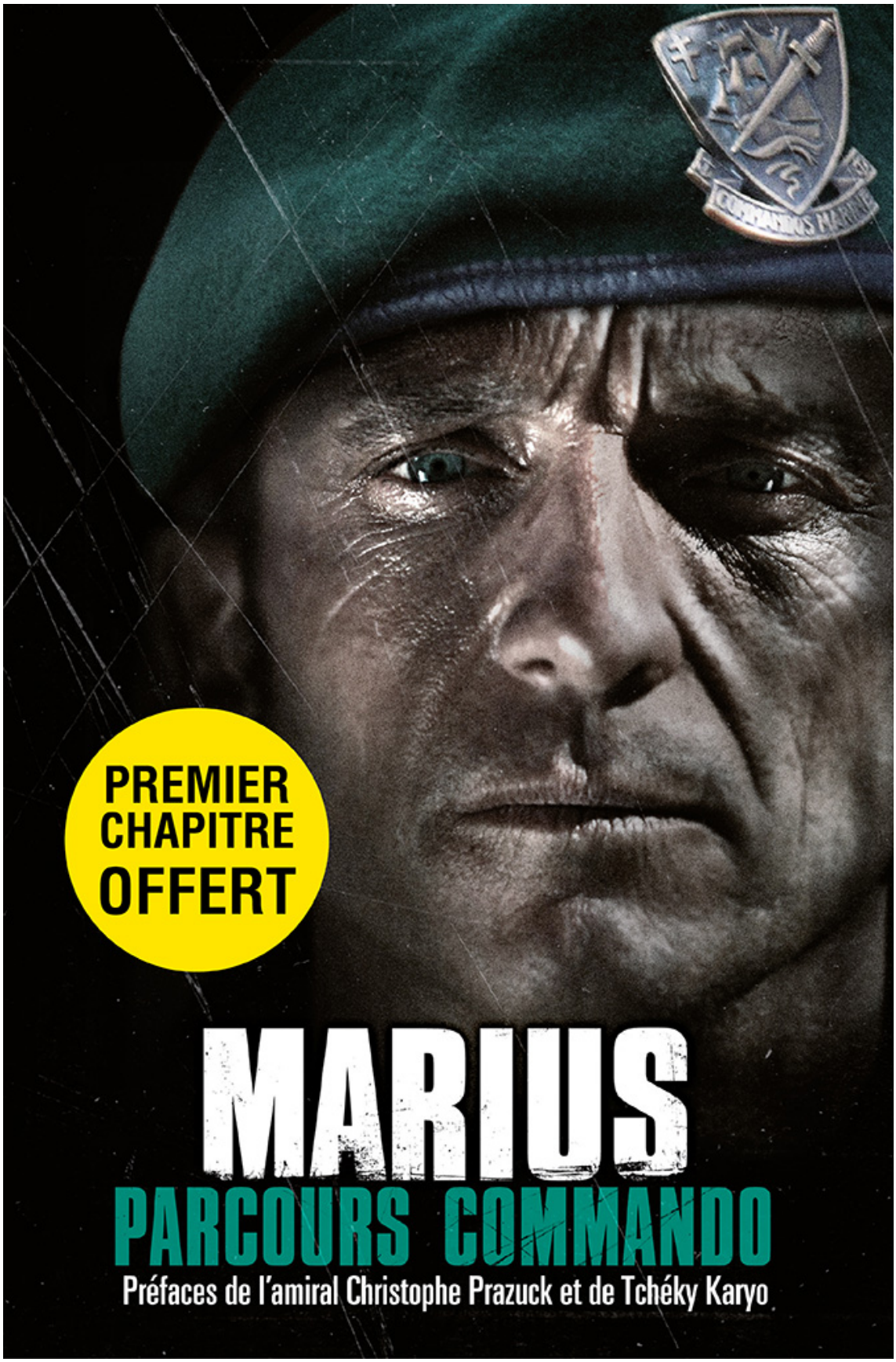
1. Compagnie étrangère parachutistes de mortiers lourds.

NIMROD

Chez les Éditions Nimrod en numérique



www.nimrod.fr


PREMIER
CHAPITRE
OFFERT
MARIUS
PARCOURS COMMANDO
Préfaces de l'amiral Christophe Prazuck et de Tchéky Karyo

Chapitre 1

Les racines

Gustave, mon grand-père maternel, vivait à San-Gavino-di-Tenda, un village corse perdu dans le Nebbio (*Nebbiu*, en corse), une toute petite région située au nord de l'île, entre la Balagne et la plaine de la Marana. Il avait perdu son épouse alors qu'il était encore jeune marié et l'avait enterrée dans ce petit havre de paix auquel il n'était possible d'accéder qu'à dos de bourricot.

Lui-même, gendarme, se déplaçait à cheval. Un jour, la tenue trempée de sueur après avoir effectué une patrouille montée sous un soleil de plomb, il était rentré dans une auberge pour se rafraîchir et échapper quelques instants à la chaleur dont son uniforme de représentant de l'État était gorgé. Il s'était dirigé vers le comptoir quand un homme l'avait interpellé en corse.

« Tu bois quoi, gendarme ? »

Mon grand-père avait accepté un verre de rosé bien frais qu'il avait paisiblement dégusté tout en remerciant l'homme qui le lui avait offert, mais qui ne s'était pas attardé. L'homme parti, la tenancière avait fixé Gustave droit dans les yeux.

« Tu sais avec qui tu viens de boire, celui qui t'a payé ton verre ?

– Non, avait rétorqué mon grand-père.

– Eh bien c'est Spada, gendarme. Et tu as la chance d'avoir encore la vie sauve à cet instant. »

Condamné à mort par contumace en juillet 1925, Spada réussissait depuis plusieurs années déjà à échapper aux gendarmes et même aux expéditions militaires chargées de le traquer. À bout de forces et dans un

état proche de la folie, ce bandit corse fut finalement arrêté en 1933 avant d'être guillotiné en 1935.

Cette histoire, que mon grand-père Gustave racontait avec émotion à chaque repas ou réunion de famille, a bercé mes rêves et bousculé mon imagination.

* * *

Mon grand-père paternel, qui se prénommait Gérald, vivait quant à lui à Saint-Ambroix, dans la maison où il était né et où mon père verrait également le jour. Saint-Ambroix, cité historique du Languedoc-Roussillon, avait été la capitale de la soie. Mon arrière-grand-mère, que j'ai eu la chance de connaître, me parlait souvent de ces élevages de vers à soie qu'elle avait connus alors qu'elle vivait sous le règne de Napoléon III. Mon grand-père, lui, me parlait plutôt de l'autel destiné aux sacrifices humains que les Celtes avaient érigé sur le site du plateau du Dugas – site happé par le mur d'enceinte de la ville à partir du XIIe siècle –, ou encore de la légende du Volo-Biòu (le Bœuf qui vole) –, une fête occitane célébrée chaque année depuis que le consul de la ville avait assuré, au Moyen Âge, qu'il ferait voler un bœuf à Saint-Ambroix… Il me racontait aussi des histoires plus personnelles, celles qu'il avait vécues durant la Seconde Guerre mondiale, tout d'abord en tant que maquisard, puis comme prisonnier de guerre ayant réussi à s'échapper. Malgré sa réputation d'homme dur et sévère, ancré sur ses principes, il avait l'intelligence du cœur et de l'esprit. Il me fascinait par sa culture.

* * *

Quand mon grand-père Gustave s'en est allé, il a laissé derrière lui quatre feuilles chiffonnées écrites de sa main. Il avait souhaité raconter sa vie et partager son histoire avec nous, mais il n'avait pas eu le temps d'aller très loin dans son projet.

Mon grand-père Gérald tenait pour sa part un petit carnet dans lequel il notait tous ses souvenirs. J'imagine qu'il y conservait également le récit de ses aventures atypiques de maître d'école, de cheminot ou encore de résistant. Après sa mort, je n'ai malheureusement jamais réussi à retrouver ce carnet qui contenait tant de secrets que j'aurais aimé percer…

* * *

Ma propre histoire n'aurait pas été possible sans celle de mes grands-parents, sans que leur vie ait précédé la mienne. Ils sont mes racines et leur sang coule désormais dans mes veines à la manière d'une sève riche et généreuse. Avec ce livre, pour lequel le passage à l'acte a été difficile mais ô combien libérateur, j'ai tenté à mon tour de coucher sur le papier une petite partie de ma vie qui, comme la leur sans doute, déborde de douleurs et de blessures, mais aussi de tendresse et d'amour.

Une vie de Légionnaire
Copyright © Marius 2013

Nimrod / Movie Planet 2016

Adapté par Franck Mirmont et Véronique Duthille

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal.

e-ISBN : 9782915243710

© 2016, version numérique Primento et Éditions Nimrod

Ce livre a été réalisé par Primento, le partenaire numérique des éditeurs

DE KOLWEZI À L'AFGHANISTAN
AVEC LE 2e REP

UNE VIE DE LÉGIONNAIRE

ADJUDANT-CHEF JEAN-CLAUDE SAULNIER
En collaboration avec Pierre Dufour